



# Administration fiscale 2021

INFORMATIONS COMPARATIVES SUR LES PAYS  
DE L'OCDE ET AUTRES ÉCONOMIES AVANCÉES  
ET ÉMERGENTES





# Administration fiscale 2021

INFORMATIONS COMPARATIVES SUR LES PAYS  
DE L'OCDE ET AUTRES ÉCONOMIES AVANCÉES  
ET ÉMERGENTES

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

#### Note de la Turquie

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

#### Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

#### **Merci de citer cet ouvrage comme suit :**

OCDE (2022), *Administration fiscale 2021 : Informations comparatives sur les pays de l'OCDE et autres économies avancées et émergentes*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/a1b690b6-fr>.

ISBN 978-92-64-96517-1 (imprimé)

ISBN 978-92-64-38171-1 (pdf)

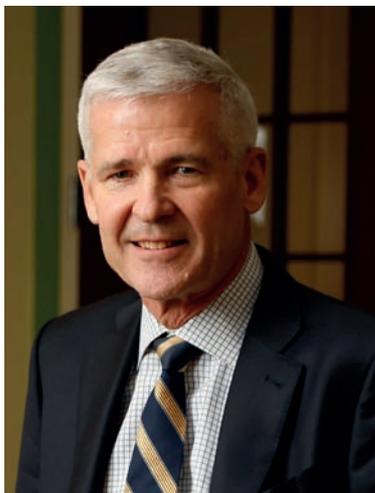
**Crédits photo :** Couverture © Bruce Rolff/Shutterstock.com.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : [www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm](http://www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm).

© OCDE 2022

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

## Préface



L'édition 2021 de la série sur l'administration fiscale contient, comme les précédentes, des informations comparatives sur les performances des administrations fiscales des économies avancées et émergentes du monde entier, et a pour objet de décrire les grandes tendances de fond qui se dessinent ainsi que les défis à relever. Cette publication, dont la première édition est parue en 2004, a vocation, et c'est là que réside tout son intérêt, à aider les administrations, les États, les contribuables et les autres parties prenantes à réfléchir aux domaines dans lesquels l'efficacité et l'efficacités de l'administration de l'impôt pourraient être améliorées et aux moyens d'obtenir ces améliorations, notamment en apprenant de l'expérience des autres.

Élargir notre horizon n'a jamais été aussi important face à un monde qui s'est transformé de façon imprévisible à divers égards depuis la publication de l'édition 2019, et qui nous met aux prises avec de nouveaux défis tout en nous offrant des solutions inédites. La pandémie de COVID-19 a eu des conséquences sur la vie d'une multitude de personnes à l'échelle mondiale et le spectre des actions engagées par les pouvoirs publics pour apporter un soutien aux citoyens et aux entreprises pendant cette période difficile est très étendu. Parallèlement, en raison des restrictions aux contacts physiques, la pandémie a accéléré la transformation numérique des administrations, et les administrations fiscales sont aux avant-postes de ce processus.

L'une des tendances mises en évidence dans les éditions récentes de la série, comme dans la présente édition, est l'essor de l'administration en ligne observé ces dernières années; les administrations fiscales investissent massivement dans la transition vers la multiplication des démarches en ligne. Il en résulte non seulement une amélioration des services rendus, un allègement des formalités et une amélioration de la discipline fiscale, mais aussi une résilience accrue chez nous tous. Parce que je dirige moi-même une administration fiscale, il m'est immédiatement apparu clairement que l'offre de services numériques nous serait d'une aide précieuse pour apporter une réponse à la crise. Notre aptitude à passer au numérique nous a permis d'endosser rapidement nos nouvelles responsabilités d'aide au déploiement des mesures de soutien gouvernemental par l'ensemble des administrations, et de faire en sorte de continuer à offrir des services efficaces aux contribuables même en période de distanciation sociale et de télétravail.

Si les données présentées dans l'édition 2021 se rapportent aux exercices budgétaires clôturés en 2018 et 2019, et si les effets de la pandémie ne seront attestés que par les données publiées dans les éditions futures, les exemples fournis par les pays qui figurent dans la publication montrent la rapidité avec laquelle les administrations fiscales ont

réagi face à leur nouvel environnement. Dans de nombreux cas, les administrations ont dû assumer une hausse de la demande de services numériques et améliorer les services existants ou en développer de nouveaux, souvent dans des délais serrés. En tant que Président du Forum de l'OCDE sur l'administration de l'impôt et que Commissaire de l'Agence du revenu du Canada, je tiens à féliciter mes propres équipes ainsi que mes homologues et leurs agents pour le travail exceptionnel accompli durant la pandémie.

Enfin, j'aimerais remercier les agents des administrations fiscales qui ont été associés à la production de ce rapport instructif et riche d'informations de même que le Secrétariat de l'OCDE pour son travail de rédaction et de mise en forme de la présente publication. Je vous encourage à en faire bon usage, ne doutant pas que les informations qu'elle contient nous seront utiles au moment où nous commençons à entrevoir la sortie de la pandémie, et qu'elles nous aideront à prendre conscience de nos atouts et de nos faiblesses ainsi que des défis qui nous sont lancés à titre tant individuel que collectif. La possibilité nous est en effet donnée non seulement de mieux appréhender ce que nous pourrions entreprendre dans nos pays respectifs, mais aussi de repérer les domaines dans lesquels les administrations fiscales nationales peuvent oeuvrer de concert à l'amélioration des services rendus aux contribuables du monde entier.



Bob Hamilton

Président du Forum de l'OCDE sur l'administration de l'impôt

Commissaire de l'Agence du revenu du Canada

## *Avant-propos*

L'édition 2021 est le neuvième numéro de la série sur l'administration fiscale produite par le Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE. Publiée pour la première fois en 2004, cette série a principalement pour objet de partager des informations pour éclairer le dialogue sur la conception et l'administration des systèmes fiscaux.

L'édition 2021 contient des données internationalement comparables sur certains aspects des systèmes fiscaux et de leur administration dans 59 économies avancées et émergentes, ainsi que des données, des ratios et des tendances relatifs aux performances enregistrées jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire 2019. Bien que les données ne tiennent pas compte des effets de la pandémie de COVID-19, les exemples mettent en évidence certaines des réponses élaborées dans un premier temps par les administrations fiscales.

La publication présente les résultats de la troisième édition de l'Enquête internationale sur les administrations fiscales (ISORA), réalisée par plusieurs organisations, dans le cadre de laquelle sont recueillies au niveau national des informations et des données sur les administrations fiscales. Elle est dirigée par quatre organisations partenaires : le Centre interaméricain des administrations fiscales (CIAT), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation intra-européenne des administrations fiscales (IOTA) et l'OCDE. Comme lors du cycle précédent, la Banque asiatique de développement (BASD) a également participé à l'enquête ISORA aux côtés des quatre organisations partenaires.

Ce rapport a été approuvé par le Comité des affaires fiscales le 19 juillet 2021 et mis en forme pour publication par le Secrétariat de l'OCDE.



## *Remerciements*

L'OCDE publie la série sur l'administration fiscale depuis 2004. La publication a pris de l'ampleur au fil du temps en termes de couverture, d'influence et d'importance, et elle est désormais largement reconnue dans le monde entier comme une source d'informations faisant autorité sur l'administration de l'impôt.

L'édition 2021 présente les résultats du troisième cycle de l'Enquête internationale sur les administrations fiscales (ISORA) lancé en septembre 2020. Sa publication n'aurait pas été possible sans le concours et l'aide directs d'un grand nombre de personnes, en particulier du personnel des 59 administrations fiscales qui ont communiqué des données et des exemples nationaux, examiné le contenu de la publication et répondu aux commentaires et aux questions sur les données qu'elle contient ainsi que sur le texte qui en constitue la matière.

Les principaux auteurs de cette publication sont Oliver Petzold et Paul Marsh, tous deux conseillers auprès du Secrétariat de Forum sur l'administration de l'impôt (FTA) de l'OCDE. La gestion et l'analyse des données ont été assurées par Oliver Petzold. Peter Green, Chef du Secrétariat du FTA, et Vegard Holmedahl, Conseiller auprès du Secrétariat du FTA, ont apporté leur concours à la rédaction du rapport.

Les auteurs remercient également Raffaele Artico, lui aussi membre du Secrétariat du FTA, pour son soutien à l'élaboration de la publication, et saluent le travail de l'équipe de coordination du Secrétariat de l'OCDE, en particulier Sonia Nicolas et Nicolás Barra, ainsi que de l'équipe chargée de la communication du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE.

Enfin, les auteurs tiennent à remercier les membres du Groupe de travail technique de l'ISORA pour leur coopération et les efforts qu'ils ont consacrés à l'enquête ISORA, ainsi que le FMI qui a élaboré et qui exploite l'Outil d'information financière des administrations fiscales (RA-FIT) utilisé pour recueillir en ligne les données aux fins de l'enquête ISORA.

## Suivez les publications de l'OCDE sur :



[http://twitter.com/OECD\\_Pubs](http://twitter.com/OECD_Pubs)



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/occdlibrary>



<http://www.oecd.org/occdirect/>

## Ce livre contient des...

**StatLinks** 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

## *Table des matières*

|  |     |
|--|-----|
| <b>Abréviations et acronymes</b> .....   | 17  |
| <b>Guide du lecteur</b> .....  | 21  |
| Note .....   | 25  |
| Références .....   | 25  |
| <b>Résumé</b> .....  | 27  |
| Accélérer la transformation numérique .....  | 28  |
| Ressources des administrations fiscales .....  | 30  |
| Coopération internationale .....   | 31  |
| <b>Chapitre 1. Introduction</b> .....  | 33  |
| <i>Annexe 1.A.</i> Liens vers les supports à l'appui (consulté le 1 <sup>er</sup> septembre 2021) .....      | 40  |
| <b>Chapitre 2. Responsabilités et perception de l'impôt</b> .....  | 41  |
| Introduction .....   | 42  |
| Responsabilités des administrations fiscales .....   | 42  |
| Recettes perçues .....   | 48  |
| Notes .....  | 53  |
| Références .....   | 53  |
| <b>Chapitre 3. Enregistrement et identification</b> .....  | 55  |
| Introduction .....   | 56  |
| Références .....   | 64  |
| <i>Annexe 3.A.</i> Liens vers les documents de référence (consultés le 1 <sup>er</sup> septembre 2021) ..... | 65  |
| <b>Chapitre 4. Liquidation de l'impôt</b> .....  | 67  |
| Introduction .....   | 68  |
| Remboursements .....   | 79  |
| Références .....   | 82  |
| <i>Annexe 4.A.</i> Liens vers les documents de référence (consulté le 1 <sup>er</sup> septembre 2021) .....  | 83  |
| <b>Chapitre 5. Services</b> .....  | 85  |
| Introduction .....   | 86  |
| Gestion de la demande de services .....  | 89  |
| Services électroniques .....   | 92  |
| Services décloisonnés .....  | 106 |
| Approches comportementales .....   | 109 |
| Références .....   | 111 |
| <i>Annexe 5.A.</i> Liens vers les documents de référence (consultés le 1 <sup>er</sup> septembre 2021) ..... | 112 |

|   |     |
|---|-----|
| <b>Chapitre 6. Gestion des vérifications et de la discipline fiscale</b> .....  | 115 |
| Introduction .....  | 116 |
| La gestion des risques d'indiscipline fiscale .....   | 116 |
| Champ d'application et résultats .....  | 132 |
| Basculement des activités de vérification vers un environnement virtuel .....   | 136 |
| Enquêtes sur les délits fiscaux .....   | 139 |
| Références .....  | 141 |
| <i>Annexe 6.A. Liens vers des documents de référence (consultés le 1<sup>er</sup> septembre 2021).</i> .....  | 143 |
| <b>Chapitre 7. Perception</b> .....   | 145 |
| Introduction .....  | 146 |
| Caractéristiques d'une fonction de recouvrement des créances .....  | 146 |
| Performance en matière de recouvrement des créances en souffrance .....   | 150 |
| Approches préventives .....   | 153 |
| Recouvrement de créances dans le contexte de la pandémie de COVID-19 .....  | 156 |
| Note .....  | 157 |
| Références .....  | 157 |
| <i>Annexe 7.A. Liens vers les documents de référence (consultés le 1<sup>er</sup> septembre 2021)</i> .....   | 158 |
| <b>Chapitre 8. Différends</b> .....   | 159 |
| Introduction .....  | 160 |
| Prévention des différends .....   | 160 |
| Mécanismes d'examen des règlements des différends .....   | 163 |
| Performances en matière de règlement des différends .....   | 164 |
| Note .....  | 168 |
| Références .....  | 168 |
| <b>Chapitre 9. Budget et personnel</b> .....  | 169 |
| Introduction .....  | 170 |
| Budget et technologies de l'information et de la communication .....  | 170 |
| Personnel .....   | 178 |
| Notes .....   | 191 |
| Références .....  | 191 |
| <i>Annexe 9.A. Liens vers les documents de référence (consultés le 1<sup>er</sup> septembre 2021)</i> .....   | 192 |
| <b>Annexe A. Tableaux de données</b> .....  | 193 |
| <b>Annexe B. Administrations fiscales participantes</b> .....   | 371 |
| <b>Graphiques</b>   |     |
| Graphique 0.1 Principaux chiffres relatifs aux administrations couvertes par la présente publication ..   | 27  |
| Graphique 1.1 Pays-Bas : Exemple de règle de calcul énoncée en langage naturel contrôlé<br><i>RegelSpraak</i> .....   | 35  |
| Graphique 2.1 Responsabilités supplémentaires confiées aux administrations fiscales dans le cadre<br>de la crise du COVID-19 et des mesures de relance et/ou de reprise ..... | 46  |
| Graphique 2.2 Recettes nettes perçues, en pourcentage du produit intérieur brut, 2019 .....   | 49  |
| Graphique 2.3 Recettes nettes perçues, en pourcentage des recettes publiques totales, 2019 .....  | 49  |
| Graphique 2.4 Recettes nettes moyennes perçues (en pourcentage) par principaux types de recettes,<br>2019 .....   | 50  |
| Graphique 3.1 Enregistrement des contribuables redevables de l'impôt sur le revenu en pourcentage<br>de la population, 2019 .....   | 56  |
| Graphique 3.2 Disponibilité des canaux d'enregistrement pour les contribuables, 2019 .....  | 57  |

|                |  |     |
|----------------|--|-----|
| Graphique 4.1  | Catégories d'informations provenant de tierces parties utilisées pour préremplir les déclarations au titre de l'IRPP, 2019. ....   | 71  |
| Graphique 4.2  | Catégories de dépenses fiscalement déductibles utilisées pour préremplir les déclarations au titre de l'IRPP, 2019. ....   | 71  |
| Graphique 4.3  | Fourchette de résultats en matière de respect des délais de dépôt des déclarations pour les principaux types d'impôts, 2019. ....  | 76  |
| Graphique 4.4  | Taux de respect des délais de dépôt des déclarations concernant l'IRPP et l'IS, 2019. . .  | 77  |
| Graphique 4.5  | Fourchette de résultats en matière de respect des délais de paiements, 2019. ....  | 78  |
| Graphique 5.1  | Estimations globales du pourcentage des communications passées du papier au numérique pendant la pandémie de COVID-19. ....  | 90  |
| Graphique 6.1  | Utilisation de techniques et méthodologies pour améliorer la discipline fiscale, 2019. . .   | 116 |
| Graphique 6.2  | Part des recettes fiscales gérées dans le cadre des services/programmes dédiés aux gros contribuables, 2019. ....  | 129 |
| Graphique 6.3  | Services/programmes dédiés aux gros contribuables : existence et fonctions exercées, 2019. ....  | 130 |
| Graphique 6.4  | Programmes de gestion des particuliers fortunés, 2019. ....  | 130 |
| Graphique 6.5  | Taux de succès des vérifications, 2019. ....   | 134 |
| Graphique 6.6  | Redressements établis suite aux vérifications en pourcentage de l'impôt collecté, 2019. . .  | 135 |
| Graphique 6.7  | Redressements établis suite aux vérifications en pourcentage de l'impôt collecté par type d'impôt, 2019. ....  | 135 |
| Graphique 6.8  | Redressements établis à la suite de vérifications entreprises par les services/programmes dédiés aux gros contribuables, en pourcentage des redressements établis à la suite de l'ensemble des vérifications, 2019. .... | 136 |
| Graphique 6.9  | Rôle de l'administration dans les enquêtes sur les délits fiscaux, 2019. ....  | 140 |
| Graphique 7.1  | Total des arriérés à la fin de l'exercice, en pourcentage du total des recettes nettes, 2019 – Administrations dont le ratio est supérieur à 100%. ....  | 150 |
| Graphique 7.2  | Total des arriérés à la fin de l'exercice, en pourcentage du total des recettes nettes, 2019 – Administrations dont le ratio est inférieur à 100%. ....  | 151 |
| Graphique 7.3  | Total des arriérés recouvrables à la fin de l'exercice, en pourcentage du total des arriérés, 2019. ....   | 151 |
| Graphique 7.4  | Évolution du total des arriérés entre 2018 et 2019. ....   | 152 |
| Graphique 7.5  | Évolution des arriérés recouvrables entre 2018 et 2019. ....   | 152 |
| Graphique 8.1  | Programmes de discipline fiscale coopérative pour différentes catégories de contribuables, 2019. ....  | 162 |
| Graphique 8.2  | Règlement des différends : Mécanismes d'examen disponibles, 2019. ....   | 163 |
| Graphique 8.3  | Procédure de contrôle interne : variation entre 2018 et 2019 du nombre de dossiers en fin d'exercice. ....   | 166 |
| Graphique 8.4  | Examen indépendant par des organismes externes : variation entre 2018 et 2019 du nombre de dossiers en fin d'exercice. ....  | 166 |
| Graphique 8.5  | Nombre de nouveaux dossiers en interne pour 1 000 contribuables actifs redevables au titre de l'IRPP et de l'IS, 2019. ....  | 167 |
| Graphique 8.6  | Pourcentage de dossiers résolus en faveur de l'administration. ....  | 167 |
| Graphique 9.1  | Coûts salariaux en pourcentage des dépenses opérationnelles totales. ....  | 174 |
| Graphique 9.2  | Évolution des ratios du « coût de perception » de 2018 à 2019. ....  | 174 |
| Graphique 9.3  | Solutions TIC dont sont dotées les administrations fiscales, 2019. ....  | 177 |
| Graphique 9.4  | Double pression sur le personnel. ....   | 179 |
| Graphique 9.5  | Répartition du personnel par fonction, 2019. ....  | 179 |
| Graphique 9.6  | Profils par âge du personnel des administrations fiscales, 2019. ....  | 181 |
| Graphique 9.7  | Agents âgés de plus de 54 ans : évolution de 2014 à 2019. ....   | 181 |
| Graphique 9.8  | Ancienneté moyenne par rapport au profil par âge, 2019. ....   | 182 |
| Graphique 9.9  | Pourcentage de femmes dans le personnel – total du personnel féminin et femmes cadres, 2019. ....  | 182 |
| Graphique 9.10 | Taux de diminution des effectifs et d'embauche, 2019. ....   | 184 |

## Tableaux

|              |   |     |
|--------------|---|-----|
| Tableau 2.1  | Catégories de recettes dont le recouvrement incombe à l'administration fiscale, 2019                                    | 42  |
| Tableau 4.1  | Taux moyens de déclaration électronique (en pourcentage) par type d'impôt   | 69  |
| Tableau 4.2  | Évolution des taux de déclaration électronique (en pourcentage) entre 2014 et 2019 par type d'impôt                     | 69  |
| Tableau 4.3  | Taux moyens de paiement électronique (en pourcentage) en nombre et en valeur des paiements                              | 70  |
| Tableau 4.4  | Taux moyens de respect des délais de dépôt des déclarations (en pourcentage) par type d'impôt                           | 75  |
| Tableau 4.5  | Évolution des taux de respect des délais de dépôt des déclarations (en pourcentage) entre 2014 et 2019 par type d'impôt | 75  |
| Tableau 4.6  | Taux moyens de respect des délais de paiement (en pourcentage) par type d'impôt   | 78  |
| Tableau 4.7  | Évolution des taux de respect des délais de paiement (en pourcentage) entre 2014 et 2019 par type d'impôt               | 78  |
| Tableau 4.8  | Traitement des remboursements de TVA, 2019  | 79  |
| Tableau 4.9  | Géorgie : Évolution des remboursements de TVA, 2019-20  | 80  |
| Tableau 5.1  | Demande de service par canal  | 89  |
| Tableau 5.2  | Utilisation des assistants virtuels, de l'intelligence artificielle et des API, 2019                                    | 95  |
| Tableau 5.3  | Pérou : évolution du taux d'efficacité du robot conversationnel SOFIA   | 97  |
| Tableau 6.1  | Recours à la science des données, 2019  | 124 |
| Tableau 6.2  | Importance des services/programmes dédiés aux gros contribuables, 2019  | 129 |
| Tableau 6.3  | Basculement des activités de vérification sur place vers un environnement virtuel/numérique                             | 137 |
| Tableau 6.4  | Dossiers d'enquête sur des délits fiscaux ayant donné lieu à des poursuites, 2018 et 2019                               | 140 |
| Tableau 7.1  | Espagne : Utilisation de la ligne téléphonique d'assistance et d'information dédiée au recouvrement de l'impôt          | 149 |
| Tableau 7.2  | Espagne : Utilisation des simulateurs dans le domaine du recouvrement des créances, 2020                                | 149 |
| Tableau 7.3  | Ratio moyen des arriérés en fin d'année par rapport aux recettes nettes perçues par type d'impôt, 2019                  | 153 |
| Tableau 8.1  | Droits et obligations du contribuable   | 160 |
| Tableau 8.2  | Géorgie : Évolution du recours au système d'audition dématérialisée pour le règlement des différends fiscaux            | 165 |
| Tableau 9.1  | Évolutions des dépenses opérationnelles   | 171 |
| Tableau 9.2  | Préparation au travail à distance : vue d'ensemble et pourcentages effectifs  | 187 |
| Tableau D.1  | Ratios de recettes  | 194 |
| Tableau D.2  | Structure de l'impôt et part des cotisations sociales   | 196 |
| Tableau D.3  | Ratios des ressources   | 198 |
| Tableau D.4  | Répartition du personnel par fonction et emplacement  | 200 |
| Tableau D.5  | Dynamique des effectifs   | 202 |
| Tableau D.6  | Répartition du personnel par âge  | 204 |
| Tableau D.7  | Ancienneté  | 206 |
| Tableau D.8  | Répartition hommes-femmes et diplômes universitaires  | 208 |
| Tableau D.9  | Ratios de segmentation : services/programmes dédiés aux gros contribuables  | 210 |
| Tableau D.10 | Enregistrement des contribuables redevables de l'impôt sur le revenu  | 212 |
| Tableau D.11 | Pourcentage de contribuables inactifs inscrits aux registres  | 214 |
| Tableau D.12 | Respect des délais de dépôt   | 216 |
| Tableau D.13 | Dépôt électronique  | 218 |
| Tableau D.14 | Part des déclarations par canal : IS  | 220 |
| Tableau D.15 | Part des déclarations par canal : IRPP  | 222 |
| Tableau D.16 | Part des déclarations par canal : TVA   | 224 |
| Tableau D.17 | Respect des délais de paiement  | 226 |
| Tableau D.18 | Part des paiements électroniques et retenue à la source par des tiers   | 228 |

|              |   |     |
|--------------|---|-----|
| Tableau D.19 | Arriérés : stock à la clôture, arriérés recouvrables et arriérés relatifs aux entreprises publiques . . . . .   | 230 |
| Tableau D.20 | Arriérés recouvrés par type d'impôt . . . . .   | 232 |
| Tableau D.21 | Évolution des arriérés entre 2018 et 2019 . . . . .   | 234 |
| Tableau D.22 | Vérifications : taux de succès et redressements établis . . . . .   | 236 |
| Tableau D.23 | Vérifications : redressements établis par type d'impôt . . . . .  | 238 |
| Tableau D.24 | Recours administratif et procédures judiciaires . . . . .   | 240 |
| Tableau A.1  | Catégories de recettes dont l'administration assume la responsabilité et retenue à la source par l'employeur . . . . .  | 242 |
| Tableau A.2  | Recettes nettes perçues par l'administration fiscale : Total . . . . .  | 245 |
| Tableau A.3  | Recettes nettes perçues par l'administration fiscale, par type d'impôt : Impôt sur le revenu . . . . .  | 247 |
| Tableau A.4  | Recettes nettes perçues par l'administration fiscale, par type d'impôt : taxe sur la valeur ajoutée, droits d'accise (intérieurs) et autres impôts . . . . .              | 249 |
| Tableau A.5  | Composition de la taxe sur la valeur ajoutée collectée par l'administration fiscale . . . . .   | 251 |
| Tableau A.6  | Recettes nettes perçues par l'administration fiscale, par type d'impôt : CSS et recettes non fiscales . . . . .   | 253 |
| Tableau A.7  | Dépenses de l'administration fiscale . . . . .  | 255 |
| Tableau A.8  | Personnel de l'administration fiscale : total et par fonction . . . . .   | 258 |
| Tableau A.9  | Solutions des technologies de l'information et de la communication (TIC) dont sont dotées les administrations fiscales . . . . .  | 261 |
| Tableau A.10 | Indicateurs relatifs au personnel : Niveaux des effectifs . . . . .   | 263 |
| Tableau A.11 | Indicateurs relatifs au personnel : Niveau d'études . . . . .   | 265 |
| Tableau A.12 | Indicateurs relatifs au personnel : Structure par âge . . . . .   | 267 |
| Tableau A.13 | Indicateurs relatifs au personnel : Ancienneté . . . . .  | 270 |
| Tableau A.14 | Indicateurs relatifs au personnel : Répartition hommes-femmes . . . . .   | 272 |
| Tableau A.15 | Service/programme dédié aux gros contribuables : existence et fonctions . . . . .   | 275 |
| Tableau A.16 | Service/programme dédié aux gros contribuables : Effectifs, contribuables et recettes perçues . . . . .   | 278 |
| Tableau A.17 | Service/programme dédié aux gros contribuables : Vérifications . . . . .  | 281 |
| Tableau A.18 | Programmes de gestion des particuliers fortunés . . . . .   | 283 |
| Tableau A.19 | Petites et moyennes entreprises (PME) et petits contribuables . . . . .   | 285 |
| Tableau A.20 | Nombre de contribuables par type d'impôt : Impôt sur le revenu des personnes physiques et impôt sur les bénéficiaires des sociétés . . . . .                              | 287 |
| Tableau A.21 | Nombre de contribuables par type d'impôt : employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires, taxe sur la valeur ajoutée et droits d'accises . . . . .       | 290 |
| Tableau A.22 | Respect des délais pour le dépôt des déclarations : Impôt sur les bénéficiaires des sociétés . . . . .  | 293 |
| Tableau A.23 | Respect des délais pour le dépôt des déclarations : impôt sur le revenu des personnes physiques . . . . .   | 295 |
| Tableau A.24 | Respect des délais pour le dépôt des déclarations : employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires . . . . .  | 297 |
| Tableau A.25 | Respect des délais pour le dépôt des déclarations : taxe sur la valeur ajoutée . . . . .  | 299 |
| Tableau A.26 | Impôt sur le revenu des personnes physiques prélevé à la source par des tiers, et respect des délais de paiements : impôt sur le revenu des personnes physiques . . . . . | 301 |
| Tableau A.27 | Respect des délais de paiement : impôt sur les bénéficiaires des sociétés . . . . .   | 303 |
| Tableau A.28 | Respect des délais de paiement : employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires . . . . .   | 305 |
| Tableau A.29 | Respect des délais de paiement : taxe sur la valeur ajoutée . . . . .   | 307 |
| Tableau A.30 | Remboursements de TVA . . . . .   | 309 |
| Tableau A.31 | Stock à la clôture des arriérés : montant total et montant non recouvrable . . . . .  | 312 |
| Tableau A.32 | Stock à la clôture des arriérés : par type d'impôt . . . . .  | 315 |
| Tableau A.33 | Contrôles fiscaux et activités de vérification : ensemble des contrôles (à l'exception des contrôles de conformité par des moyens électroniques) . . . . .                | 318 |

|                 |   |     |
|-----------------|---|-----|
| Tableau A.34    | Contrôles fiscaux et activités de vérification : valeur des redressements, par type de contrôle et d'activité de vérification                       | 320 |
| Tableau A.35    | Contrôles fiscaux et activités de vérification : valeur des redressements, par type d'impôt   | 322 |
| Tableau A.36    | Enquêtes sur les délits fiscaux : rôle de l'administration et nombre de dossiers  | 325 |
| Tableau A.37    | Règlement des différends : mécanismes d'examen  | 328 |
| Tableau A.38    | Règlement des différends : nombre de dossiers   | 330 |
| Tableau A.39    | Canaux d'enregistrement   | 333 |
| Tableau A.40    | Prise de contact avec l'administration : suivi et nombre de contacts par canal (en ligne, assistance numérique, téléphone)                          | 335 |
| Tableau A.41    | Prise de contact avec l'administration : nombre de contacts par canal (courriel, courrier postal, en personne)                                      | 338 |
| Tableau A.42    | Préremplissage des déclarations   | 340 |
| Tableau A.42 A  | ADD Catégories de dépenses fiscalement déductibles utilisées pour préremplir les déclarations ou les avis d'imposition au titre de l'IRPP           | 343 |
| Tableau A.43    | Nombre de déclarations reçues par type d'impôt  | 346 |
| Tableau A.44    | Canaux de réception des déclarations d'impôt : Impôt sur les bénéficiaires des sociétés   | 348 |
| Tableau A.45    | Canaux de réception des déclarations d'impôt : Impôt sur le revenu des personnes physiques  | 351 |
| Tableau A.46    | Canaux de réception des déclarations d'impôt : Taxes sur la valeur ajoutée  | 354 |
| Tableau A.47    | Paiements électroniques   | 357 |
| Tableau A.48    | Techniques et méthodologies pour améliorer la discipline fiscale  | 359 |
| Tableau A.49    | Programmes de discipline fiscale coopérative  | 361 |
| Tableau A.50    | Technologies innovantes : Mise en œuvre et utilisation (Partie 1)   | 363 |
| Tableau A.51    | Technologies innovantes : Mise en œuvre et utilisation (Partie 2)   | 365 |
| Tableau E.1     | Variables externes  | 367 |
| Tableau A B.1   | Vue d'ensemble des administrations fiscales incluses dans ce rapport  | 371 |
| <b>Encadrés</b> |   |     |
| Encadré 1.1     | La transformation numérique : quelques exemples de pays   | 34  |
| Encadré 1.2     | Canada : Intégrer l'intelligence artificielle dans les projets de l'administration fiscale  | 36  |
| Encadré 1.3     | Chili : Utiliser les données pour renforcer les stratégies en matière de discipline fiscale   | 38  |
| Encadré 2.1     | Norvège : Le Registre national de la population est, dans sa version modernisée, plus rapide, plus simple et ouvert 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 | 43  |
| Encadré 2.2     | Exemples nationaux : Aider les citoyens et les entreprises pendant la pandémie de COVID-19  | 44  |
| Encadré 2.3     | Exemples nationaux : Assistance à d'autres secteurs de l'administration   | 47  |
| Encadré 2.4     | Irlande : Modernisation du système de retenue à la source   | 51  |
| Encadré 3.1     | Géorgie : Registre des salariés   | 57  |
| Encadré 3.2     | Exemples nationaux : Utilisation de la technologie pour faciliter l'enregistrement des contribuables  | 58  |
| Encadré 3.3     | Bésil : Utilisation de la chaîne de blocs pour échanger des informations issues des registres avec d'autres composantes de l'administration         | 60  |
| Encadré 3.4     | Australie : Identité numérique  | 60  |
| Encadré 3.5     | Pérou : Utilisation de la biométrie pour identifier les citoyens et établir un registre numérique unique des contribuables                          | 61  |
| Encadré 3.6     | Espagne : Certificats électroniques de résidence fiscale  | 63  |
| Encadré 4.1     | Chili : Donner aux contribuables un aperçu de leurs obligations en matière d'information, de déclaration et de paiement                             | 68  |
| Encadré 4.2     | Exemples nationaux : Régimes de déclarations préremplies et d'absence de déclaration  | 72  |
| Encadré 4.3     | Exemples nationaux : Utilisation de la technologie pour accélérer le processus de remboursement   | 80  |

|              |   |     |
|--------------|---|-----|
| Encadré 5.1  | Exemples nationaux : créer une offre de procédures en ligne . . . . .   | 86  |
| Encadré 5.2  | Exemples nationaux : favoriser le libre-service . . . . .   | 91  |
| Encadré 5.3  | Exemples nationaux : développement de nouveaux services électroniques . . . . .   | 92  |
| Encadré 5.4  | Exemples nationaux : assistants numériques . . . . .  | 95  |
| Encadré 5.5  | Exemples nationaux : applications mobiles . . . . .   | 100 |
| Encadré 5.6  | Exemples nationaux : contribution des API à l'amélioration des services fournis . . . . .   | 101 |
| Encadré 5.7  | Exemples nationaux : gestion des API . . . . .  | 104 |
| Encadré 5.8  | Exemples nationaux : accompagner les contribuables au moyen de canaux non<br>numériques . . . . .   | 105 |
| Encadré 5.9  | Exemples nationaux : services décroisonnés . . . . .  | 107 |
| Encadré 5.10 | Exemples nationaux : éclairages comportementaux . . . . .   | 110 |
| Encadré 6.1  | Exemples nationaux : exploration de données . . . . .   | 117 |
| Encadré 6.2  | Exemples nationaux : Utiliser la disponibilité accrue de données . . . . .  | 119 |
| Encadré 6.3  | Exemples nationaux : Utilisation de l'analyse pour mieux cibler les risques . . . . .   | 124 |
| Encadré 6.4  | Canada : Application du Futures Lab au niveau opérationnel . . . . .  | 131 |
| Encadré 6.5  | Exemples nationaux : vérifications automatisées . . . . .   | 132 |
| Encadré 6.6  | Exemples nationaux : exploration de données . . . . .   | 137 |
| Encadré 6.7  | Pays-Bas : Le FCI-net change la donne – relier les données sans les collecter . . . . .   | 141 |
| Encadré 7.1  | Exemples nationaux : Programmes et outils destinés à améliorer la gestion<br>des créances fiscales . . . . .                                      | 147 |
| Encadré 7.2  | Exemples nationaux : Prévenir l'accumulation de créances . . . . .  | 154 |
| Encadré 8.1  | États-Unis : Mesures de prévention des différends . . . . .   | 163 |
| Encadré 8.2  | Règlement des différends fiscaux internationaux par la procédure amiable . . . . .  | 164 |
| Encadré 8.3  | Exemples nationaux : Règlement des différends en ligne . . . . .  | 164 |
| Encadré 9.1  | Exemples nationaux : réduire les dépenses opérationnelles . . . . .   | 171 |
| Encadré 9.2  | Difficultés liées à l'utilisation du ratio du « coût de perception » comme indicateur<br>de l'efficacité et/ou de l'efficacité . . . . .          | 175 |
| Encadré 9.3  | Exemples nationaux : adopter de nouvelles approches en matière de TIC . . . . .   | 177 |
| Encadré 9.4  | Canada : analyse des données démographiques . . . . .   | 184 |
| Encadré 9.5  | Exemples nationaux : soutenir le personnel par la simplification des procédures<br>et la mise à disposition de nouveaux outils . . . . .          | 185 |
| Encadré 9.6  | Exemples nationaux : soutenir le personnel . . . . .  | 187 |
| Encadré 9.7  | Exemples nationaux : approches adoptées par les administrations fiscales<br>en matière de formation et de perfectionnement du personnel . . . . . | 189 |



## *Abréviations et acronymes*

|               |  |
|---------------|--|
| <b>ABR</b>    | Registre Australien des entreprises  |
| <b>ACRA</b>   | Autorité comptable et réglementaire  |
| <b>ADI</b>    | Administrations numériques intégrales  |
| <b>ADP3G</b>  | Plateforme de développement d'applications de 3 <sup>e</sup> génération  |
| <b>AEAT</b>   | Administration fiscale espagnole   |
| <b>AGPR</b>   | Administration générale de la Perception et du Recouvrement  |
| <b>API</b>    | Interfaces de programmation d'applications   |
| <b>APP</b>    | Prix de transfert  |
| <b>ALEF</b>   | Fabrique de logiciels pour une application agile de la législation   |
| <b>AO</b>     | Analyse opérationnelle   |
| <b>ARC</b>    | Agence du revenu du Canada   |
| <b>ATO</b>    | Australian Taxation Office   |
| <b>BAsD</b>   | Banque asiatique de développement  |
| <b>BEPS</b>   | Érosion de l'assiette fiscale et transfert des bénéfices   |
| <b>BREEAM</b> | Méthode d'évaluation du comportement environnemental des bâtiments   |
| <b>CDC</b>    | Capture des changements de données   |
| <b>CIAT</b>   | Centre interaméricain des administrations fiscales   |
| <b>CMA</b>    | Composeur-messager automatique   |
| <b>CVS</b>    | Code de vérification sécurisé  |
| <b>DGFfP</b>  | Direction générale des finances publiques  |
| <b>DMS</b>    | Debt Management Services   |
| <b>EIA</b>    | Évaluation de l'incidence algorithmique  |
| <b>EMN</b>    | Groupes d'entreprises multinationales  |
| <b>eIDAS</b>  | Règlement de l'Union européenne sur identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques |
| <b>EWSS</b>   | Employment Wage Subsidy Scheme   |
| <b>FAI</b>    | Forum sur l'administration de l'impôt  |
| <b>FCnet</b>  | Financial Criminal Investigation Network   |

|               |  |
|---------------|--|
| <b>FIOD</b>   | Service d'enquête et de renseignements fiscaux néerlandais             |
| <b>FMI</b>    | Fonds monétaire international  |
| <b>FTS</b>    | Service fiscal fédéral de Russie                                       |
| <b>GIE</b>    | Gestion électronique inductive   |
| <b>GRS</b>    | Administration fiscale géorgienne                                      |
| <b>HITS</b>   | Système fiscal intégré   |
| <b>HMRC</b>   | Administration fiscale du Royaume-Uni                                  |
| <b>IA</b>     | Apprentissage automatique  |
| <b>IA</b>     | Intelligence artificielle  |
| <b>IIA</b>    | Conférence nationale de l'Institut des auditeurs internes              |
| <b>ICAP</b>   | Programme international pour le respect des obligations fiscales       |
| <b>IOTA</b>   | Organisation intra-européenne des administrations fiscales             |
| <b>IRAS</b>   | Administration fiscale de Singapour                                    |
| <b>IRBM</b>   | Administration fiscale Malaisienne                                     |
| <b>IRPP</b>   | Déclarations d'impôt sur le revenu des personnes physiques             |
| <b>IS</b>     | Impôt sur les bénéfices des sociétés                                   |
| <b>ISORA</b>  | Enquête internationale sur les administrations fiscales                |
| <b>ITA</b>    | Autorité fiscale d'Israël  |
| <b>OCDE</b>   | Organisation de coopération et de développement économiques            |
| <b>JITSIC</b> | Joint International Taskforce on Shared Intelligence and Collaboration |
| <b>KIVA</b>   | Impôt des petites entreprises  |
| <b>MTD</b>    | Rendre l'impôt numérique   |
| <b>NCD</b>    | Norme commune de déclaration   |
| <b>NPL</b>    | Traitement du langage naturel  |
| <b>NRIC</b>   | Registre national d'identification et d'état civil de Pérou            |
| <b>NTA</b>    | Administration néerlandaise des impôts et des douanes                  |
| <b>NTA</b>    | Administration fiscale norvégienne                                     |
| <b>NTCA</b>   | Administration nationale des impôts et des douanes (Hongrie)           |
| <b>OBR</b>    | Bureau de la responsabilité budgétaire du Royaume-Uni                  |
| <b>OCR</b>    | Reconnaissance optique des caractères                                  |
| <b>PA</b>     | Procédure amiable  |
| <b>PCU</b>    | Prestation canadienne d'intervention d'urgence                         |
| <b>PDU</b>    | Plateforme de données unifiée  |
| <b>PME</b>    | Petite et moyenne entreprise   |
| <b>QMA</b>    | Qualified Maquiladora Approach   |

|               |   |
|---------------|---|
| <b>RA-FIT</b> | Outil d'information financière des administrations fiscales                           |
| <b>RAM</b>    | Gestionnaire d'autorisations relationnelles   |
| <b>RETA</b>   | Outil d'évaluation de l'exposition et de la tolérance au risque                       |
| <b>SII</b>    | Administration fiscale chilienne  |
| <b>SOL</b>    | Clé d'opérations en ligne SUNAT   |
| <b>SPF</b>    | Service Public Fédéral belge  |
| <b>SRT</b>    | Registre numérique unique des contribuables de Perou                                  |
| <b>STA</b>    | Administration fiscale suédoise   |
| <b>STA</b>    | Administration d'État des impôts chinoise   |
| <b>START</b>  | Technologie simplifiée de l'administration fiscale                                    |
| <b>SUNAT</b>  | Administration fiscale péruvienne   |
| <b>TIC</b>    | Technologies de l'information et de la communication                                  |
| <b>TNA</b>    | Analyse des réseaux de transactions   |
| <b>TRAVI</b>  | Bilan du portail des procédures virtuelles  |
| <b>TPS</b>    | Taxe sur les produits et services   |
| <b>TVA</b>    | Taxe sur la valeur ajoutée  |
| <b>TWSS</b>   | Programme de subventions salariales temporaires                                       |
| <b>UE</b>     | Union Européenne  |
| <b>URSSAF</b> | Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales |
| <b>VIES</b>   | Système d'échange d'informations sur la TVA   |
| <b>VIVI</b>   | Missions de vérification virtuelles   |



## Guide du lecteur

### Administrations fiscales couvertes par le rapport

L'édition 2021 est la neuvième édition de la série sur l'administration fiscale produite par le Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE. La série, dont la première édition est parue en 2004, a pour principal objectif de partager des informations qui faciliteront le dialogue entre fonctionnaires des administrations fiscales nationales sur des questions importantes relatives à l'administration de l'impôt, et de recenser les possibilités d'améliorer la conception et l'administration des systèmes fiscaux nationaux.

La présente édition de la série contient des données comparables au plan international sur divers aspects des régimes fiscaux et de leur administration dans 59 économies avancées et émergentes. Il couvre les 53 juridictions membres du Forum sur l'administration de l'impôt (FAI) de l'OCDE. Il contient en outre des informations sur les pays non membres du FAI qui sont membres de l'Union européenne (Bulgarie, Chypre, Croatie et Malte), ainsi que sur le Maroc et la Thaïlande (ce qui élargit la couverture géographique du rapport).

### Processus de recueil et de notification des données

La publication présente les résultats du troisième cycle de l'Enquête internationale sur les administrations fiscales (ISORA) lancé en septembre 2020. L'enquête ISORA est une enquête internationale réalisée par plusieurs organisations en vue de recueillir des informations et des données sur l'administration de l'impôt au niveau national. Elle est pilotée par quatre organisations partenaires : le Centre interaméricain des administrations fiscales (CIAT), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation intra-européenne des administrations fiscales (IOTA) et l'OCDE. Comme lors du cycle précédent, la Banque asiatique de développement (BASD) a également participé à l'enquête ISORA 2020 aux côtés des quatre organisations partenaires.

### *Examen des résultats de l'enquête ISORA 2018 et réactions*

A l'issue de l'enquête ISORA de 2018, les partenaires avaient examiné les données produites et s'étaient mis en relation avec les administrations participantes pour recueillir leurs réactions concernant le processus suivi.

Il en est ressorti que le taux de réponse à certaines questions était faible, et que dans certains domaines, la qualité des réponses était inégale. Les administrations avaient confirmé que les données étaient utiles à des fins de comparaisons internationales, pour la préparation de missions dans d'autres juridictions et pour la rédaction de notes d'information. Elles avaient indiqué que le processus d'enquête était complexe et chronophage et qu'il serait souhaitable que l'actualisation des données soient plus rapide.

### ***Modifications apportées à la structure et au processus de l'enquête***

Au vu de ce bilan, les partenaires étaient convenus de la nécessité de procéder à une révision en profondeur du processus avant le lancement de l'enquête ISORA 2020 afin d'alléger la charge que la réalisation de l'enquête imposait aux administrations fiscales, et aussi d'améliorer la qualité des réponses. Le bilan avait alors permis de déterminer que les réponses à de nombreuses questions resteraient inchangées d'une année sur l'autre, ce qui ouvrirait la possibilité de diviser l'enquête en deux parties :

1. ***Questions à poser dans le cadre d'une enquête annuelle ISORA.*** Ces questions portent principalement sur la performance opérationnelle des administrations fiscales, ce qui permet de réduire sensiblement l'ampleur de l'enquête annuelle et d'en faciliter la réalisation. Les données peuvent être mises ainsi plus rapidement à la disposition des administrations participantes. L'enquête ISORA 2020 relève de cette catégorie.
2. ***Questions à poser tous les quatre à cinq ans.*** Il s'agit principalement de questions pour lesquelles il est plus improbable que les réponses varient d'une enquête à l'autre. Un nombre important de questions posées dans le cadre des précédentes enquêtes ISORA relèveraient de cette catégorie. Sachant qu'il est plus probable que les réponses à ces questions restent stables sur une plus longue période, il n'est pas nécessaire de les poser aussi fréquemment, ce qui autorise un allègement de la charge imposée chaque année aux administrations fiscales. Les partenaires en sont encore au stade de la conception de cette enquête supplémentaire ISORA.

### ***Gestion des enquêtes***

L'enquête ISORA 2020 a permis de recueillir des données relatives aux exercices budgétaires 2018 et 2019. Les informations tirées de l'enquête ont été recueillies en ligne à l'aide de l'Outil d'information financière des administrations fiscales (RA-FIT) du FMI. La participation était fondée sur le principe du volontariat, et plus de 150 administrations ont répondu à l'enquête. Chaque organisation partenaire, de même que la BASD, a apporté aux participants un soutien pour la réalisation de l'enquête ISORA, dispensé selon une clé de répartition convenue au départ. Les 59 administrations couvertes par la publication sont celles appartenant au groupe d'administrations ayant bénéficié du soutien de l'OCDE.

Si toutes les données contenues dans la publication ont fait l'objet d'un examen général de la part de l'OCDE, ni l'OCDE, ni aucune autre organisation partenaire ne les a officiellement validées. Il convient donc de considérer toutes les données figurant dans la publication comme des données notifiées par les administrations concernées.

### ***Données mises à la disposition du public***

Depuis l'origine, l'OCDE publie toutes les données issues de l'enquête ISORA relatives aux participants dans la série sur l'administration fiscale et son annexe présentant les tableaux de données. La BASD a elle aussi rendu publiques les données ISORA au niveau des pays concernant ses propres membres dans une publication intitulée en anglais *A Comparative Analysis of Tax Administration in Asia and the Pacific : 2020 Edition* (Banque asiatique de développement, 2020<sup>[1]</sup>). S'agissant des autres partenaires,

- le FMI a publié des données sous une forme agrégée ; voir la publication du FMI intitulée *ISORA 2016 : Understanding Revenue Administration* (Crandall, Gavin et Masters, 2019<sup>[2]</sup>)

- le CIAT a publié une sélection de données; voir par exemple, la publication du CIAT intitulée *Overview of Tax Administrations : structure; income, resources and personnel; operation and digitalization : ISORA* (Díaz de Sarralde, 2019<sup>[3]</sup>).

À l'avenir, il y aura des changements. À compter de l'enquête 2020, toutes les données ISORA seront mises à la disposition du public sur le portail de données RA-FIT (<https://data.rafit.org/>). Toutes les données au niveau des juridictions devraient être disponibles vers la fin 2021.

## Comparabilité des données

L'édition 2021 de la série sur l'administration fiscale comporte des données, des ratios et d'autres informations relatives aux performances des administrations fiscales pour les exercices budgétaires 2018 et 2019. Dans certains domaines, des données provenant d'enquêtes ISORA précédentes sont également utilisées pour faire apparaître des tendances sur la période 2014-19.

Néanmoins, comme indiqué précédemment, en raison des changements apportés au processus d'enquête, les dimensions de l'enquête 2020 ont été sensiblement revues à la baisse par rapport à la version 2018. En outre, après examen, un certain nombre de modifications ont été apportées aux questions dans un souci de clarté et d'amélioration de la qualité des données. Il convient donc de faire preuve de prudence lorsque l'on compare les résultats de l'enquête ISORA 2020 à ceux des enquêtes de 2016 et 2018, et de mettre en regard la formulation des questions posées, le cas échéant. Les questions posées aux fins de l'enquête peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://data.rafit.org/> sous la rubrique « Publication/Links ».

Conséquence des modifications subies par l'enquête ISORA, certaines données figurant dans l'édition 2019 (OECD, 2019<sup>[4]</sup>) ne donnent parfois pas lieu à commentaires dans l'édition 2021. Pour ces données, l'édition 2019 reste la source la plus récente.

Par ailleurs, il convient de noter que les données statistiques font souvent l'objet de révisions après la parution de la publication. En conséquence, certaines d'entre elles peuvent ne pas correspondre à celles publiées par les administrations. Il se peut par exemple que les soldes d'ouverture au titre d'une année donnée (t) ne correspondent pas aux soldes de clôture de l'année précédente (t-1) publiés dans les éditions précédentes.

Il convient de faire preuve d'encore plus de circonspection lorsque l'on compare les données ISORA à celles recueillies dans le cadre d'enquêtes antérieures au lancement d'ISORA, c'est-à-dire aux données figurant dans la sixième édition et dans les éditions antérieures. Au moment de la création de l'enquête ISORA et à la demande des participants à l'enquête, les quatre organisations partenaires ont déployé des efforts considérables pour approuver et consacrer l'usage d'un ensemble de termes et expressions utilisés aux fins de l'enquête, et s'entendre sur leur signification. Bien que ces précautions aient amélioré l'intégrité des données et la comparabilité entre administrations, les comparaisons avec les données antérieures à l'initiative ISORA sont parfois restreintes du fait qu'il existe peut-être désormais des définitions pour des termes qui n'avaient pas été définis auparavant, ou que les termes ont quelquefois évolué.

En outre, lorsqu'une seule et même administration cumule les fonctions d'administration des impôts et des droits de douane, il convient de noter que les données présentées dans la publication se rapportent uniquement aux activités relevant de l'administration des impôts. Il se peut donc que les données ne soient pas directement comparables avec les principaux

indicateurs de performance publiés par l'administration en question du fait que ceux-ci prennent parfois en considération les données relatives aux impôts et aux droits de douane.

## Structure de la publication

La série propose un examen des composantes essentielles des systèmes modernes d'administration de l'impôt et repose sur des analyses de données et d'exemples fournis par les administrations fiscales mettant en évidence les grandes tendances et les innovations récentes ainsi que sur des exemples de bonnes pratiques et des mesures et indicateurs de performance.

### *Structure*

Le corps de la publication s'articule autour de neuf chapitres : (i) une introduction suivie de chapitres consacrés (ii) aux responsabilités de l'administration fiscale et à la perception de l'impôt; (iii) à l'enregistrement et à l'identification; (iv) à la liquidation de l'impôt; (v) aux services; (vi) à la gestion des vérifications et de la discipline fiscale; (vii) à la perception de l'impôt; (viii) aux différends; et (ix) au budget et au personnel.

La publication contient également deux annexes :

- On trouve à l'annexe A les tableaux synthétisant les réponses à l'enquête ISORA 2020 communiquées par les administrations fiscales<sup>1</sup>, celles-ci constituant la base de l'analyse exposée dans le présent rapport :
  - La première série de tableaux contient un certain nombre d'indicateurs dérivés des données communiquées dans le cadre de l'enquête ISORA (tableaux commençant par « D »). Les formules et les données utilisées pour calculer les indicateurs sont présentées en dessous de chacun de ces tableaux.
  - La deuxième série de tableaux présente les données brutes issues de l'enquête ISORA 2020. Il s'agit des tableaux commençant par « A ».
  - Le dernier tableau contient des données externes qui ont été utilisées pour calculer certains des indicateurs présentés dans le tableau D.\* Ce tableau commence par « E ».
- On trouve à l'annexe B des informations détaillées sur les administrations ayant pris part à la production de la publication.

### *Tableaux et graphiques*

Les tableaux et graphiques figurant dans la publication sont tous accompagnés de liens hypertexte (StatLinks de l'OCDE) qui dirigent le lecteur vers les feuilles de calcul Excel correspondantes contenant les données sous-jacentes. Ces liens sont stables et resteront inchangés au fil du temps.

En règle générale, les notes concernant les sources qui suivent les chiffres figurant dans le corps de la publication renvoient le lecteur aux données sous-jacentes contenues dans l'annexe A. Dans certains cas, elles peuvent faire référence aux éditions précédentes de la série.

Les symboles et abréviations utilisés dans les tableaux de données sont expliqués en bas de chaque tableau. Le lecteur est invité à noter que, lorsqu'aucune donnée n'est

présentée pour une juridiction donnée dans un tableau, cela tient principalement au fait que la question n'est pas applicable à cette juridiction, ou au fait qu'une réponse négative a été donnée à une question ouvrant une sous-partie de l'enquête de sorte que la juridiction n'était pas tenue de répondre aux questions suivant cette question préliminaire.

## Forum sur l'administration de l'impôt

Les lecteurs qui souhaitent en savoir plus sur les travaux de l'OCDE concernant l'administration de l'impôt doivent se rendre à l'adresse [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/).

## Avertissement

Les administrations fiscales s'acquittent de leurs missions dans des environnements divers, et la manière dont chacune d'entre elles gère le système d'imposition diffère en fonction du cadre politique et législatif ainsi que des pratiques et de la culture administrative. De ce fait, il ne serait ni réaliste, ni souhaitable, d'appliquer une vision normalisée de l'administration de l'impôt à un cas particulier. C'est en ayant cela à l'esprit que le présent rapport et les observations qu'il contient doivent être interprétés. Il y a lieu de veiller, lorsque l'on étudie les pratiques en vigueur dans un pays, à prendre pleinement en considération les facteurs complexes qui ont façonné la démarche qu'elles incarnent. De même, il convient de tenir compte des défis et des priorités spécifiques que chaque administration doit gérer.

## Note

1. S'agissant du Japon, étant donné que ce pays publie des chiffres exprimés en millions, trois zéros ont été ajoutés aux montants en devise indiqués dans les tableaux pour les besoins de l'enquête, laquelle impose que les montants en devise soient communiqués en milliers.

## Références

- Banque asiatique de développement (2020), *A Comparative Analysis of Tax Administration in Asia and the Pacific : 2020 Edition*, Banque asiatique de développement, Manille, <http://dx.doi.org/10.22617/TCS190240>. [1]
- Crandall, W., E. Gavin et A. Masters (2019), *ISORA 2016 : Understanding Revenue Administration*, International Monetary Fund, Washington, [www.imf.org/en/Publications/Departmental-Papers-Policy-Papers/Issues/2019/03/07/ISORA-2016-Understanding-Revenue-Administration-46337](http://www.imf.org/en/Publications/Departmental-Papers-Policy-Papers/Issues/2019/03/07/ISORA-2016-Understanding-Revenue-Administration-46337) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [2]

- Díaz de Sarralde, S. (2019), *Overview of Tax Administrations : structure ; income, resources and personnel ; operation and digitalization*. ISORA, Inter-American Center of Tax Administrations (CIAT), Panama City, [www.ciat.org/overview-of-tax-administrations-structure-income-resources-and-personnel-operation-and-digitalization-isora-santiago-diaz-de-sarralde-miguez-spanish-only/?lang=en](http://www.ciat.org/overview-of-tax-administrations-structure-income-resources-and-personnel-operation-and-digitalization-isora-santiago-diaz-de-sarralde-miguez-spanish-only/?lang=en) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [3]
- OCDE (2019), *Tax Administration 2019 : Comparative Information on OECD and other Advanced and Emerging Economies*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/74d162b6-en>. [4]

## Résumé

Au total, les 59 administrations fiscales participant à la neuvième édition de la série de l'OCDE sur les administrations fiscales perçoivent des recettes nettes se chiffrant à 12 300 milliards EUR (2019). Ce sont des organisations grandes et complexes employant environ 1.8 million d'agents. Elles s'occupent des dossiers de quelque 860 millions de contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et à l'impôt sur les bénéfices des sociétés qui ont avec elles plus de 500 millions de communications directes, par téléphone, par messagerie électronique ou par courrier, et plus d'1.1 milliard d'échanges via leurs espaces en ligne. Les administrations fiscales disposent pour ce faire d'un budget de fonctionnement se chiffrant au total à environ 79 milliards EUR, soit moins de 1 % du montant des recettes collectées.

Graphique 0.1. Principaux chiffres relatifs aux administrations couvertes par la présente publication

|   |                    |
|---|--------------------|
| Jurisdictions couvertes par cette publication                           | 59                 |
| Agents employés   | 1 840 000          |
| Contrôles/vérifications menés à bien                                    | 23 000 000         |
| Demandes directes   | 110 000 000        |
| Appels téléphoniques reçus  | 330 000 000        |
| Nombre de contribuables actifs redevables au titre de l'IRPP et de l'IS | 860 000 000        |
| Contacts via le compte en ligne du contribuable                         | 1 160 000 000      |
| Nombre de déclarations (IRPP, IS et TVA) reçues                         | 1 350 000 000      |
| Budget de fonctionnement (en EUR)                                       | 79 000 000 000     |
| Arriérés recouvrables en fin d'année (en EUR)                           | 750 000 000 000    |
| Total des arriérés en fin d'année (en EUR)                              | 2 100 000 000 000  |
| Recettes nettes collectées (en EUR)                                     | 12 300 000 000 000 |

*Note* : les chiffres sont fondés sur des données recueillies dans le cadre des éditions 2020 de l'Enquête internationale sur les administrations fiscales (ISORA). Il s'agit de chiffres minimum étant donné que toutes les administrations n'ont pas été en mesure de communiquer des informations pour toutes les données. Ces chiffres se rapportent à l'exercice budgétaire 2019. Lorsque les données relatives à l'exercice budgétaire 2019 n'étaient pas disponibles, ce sont les données relatives à l'exercice 2018 qui ont été utilisées.

*Source* : calculs du Secrétariat de l'OCDE fondés sur les données contenues dans la publication.

La série, qui présente des informations comparatives sous la forme de 75 tableaux portant sur les performances des administrations fiscales et leurs données de profil, a vocation à aider les administrations fiscales à déterminer les domaines dans lesquels de nouvelles améliorations sont possibles et à mieux faire comprendre au grand public les dimensions et la nature de l'administration de l'impôt à l'échelle mondiale. La présente édition est également

une tentative pour mettre en évidence, à partir des données recueillies grâce à l'Enquête internationale sur les administrations fiscales (ISORA) et d'exemples, plus d'une centaine, communiqués par les administrations fiscales, les changements les plus importants auxquels celles-ci doivent faire face. L'accent est placé en particulier sur l'intérêt de plus en plus vif porté par les administrations fiscales aux solutions envisageables pour adopter des approches plus volontaristes en matière d'incitation à la discipline fiscale et de gestion de la conformité, ainsi que sur les défis à relever pour s'adapter à l'évolution des besoins en ressources.

## Accélérer la transformation numérique

Les éditions précédentes de la série ont montré une tendance marquée à se tourner vers l'administration électronique, se concrétisant par un recours de plus en plus fréquent aux déclarations en ligne, au paiement en ligne et aux déclarations fiscales entièrement ou partiellement préremplies. La présente édition montre comment cette tendance s'est poursuivie : les canaux numériques occupent désormais une place prépondérante dans les échanges avec les contribuables et le nombre d'administrations qui utilisent ou développent des applications mobiles continue de croître. Les administrations fiscales ont déclaré que plus d'1.1 milliard de communications s'effectuent via les espaces en ligne des contribuables.

Un grand nombre d'administrations fiscales ont également indiqué que leurs services commençaient à présent à intégrer l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle dans leurs relations avec les contribuables. Ces solutions permettent de se rapprocher d'un service délivré 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, souvent grâce à l'utilisation d'assistants numériques tels que les robots conversationnels, déjà en fonction dans environ 50 % des administrations couvertes par la publication.

Cette transformation contribue également à améliorer sensiblement le respect de leurs obligations par les contribuables, et les signes indiquant que le rythme de la transformation numérique ne cesse de s'accélérer se multiplient. Cette édition met en lumière trois grands thèmes de la transformation numérique concernant respectivement les relations avec les contribuables, la gestion du risque de non-respect des obligations fiscales et l'impact de la pandémie de COVID-19.

### *Relations avec les contribuables*

Le souci de favoriser les attitudes positives des contribuables à l'égard de leurs obligations, autrement dit de les encourager à déclarer leur revenu imposable et à acquitter leurs impôts, demeure au cœur des activités déployées par l'administration fiscale pour instaurer la discipline fiscale volontaire. Le présent rapport met au jour les différentes voies suivies par les administrations pour tenter d'influer sur les comportements des contribuables, notamment par des :

- **Initiatives visant à améliorer l'accessibilité des services de l'administration fiscale** : les administrations fiscales s'efforcent en permanence d'améliorer leurs processus d'interactions, que les échanges aient lieu en ligne, en personne ou par téléphone, afin de faciliter aux contribuables l'entrée en contact avec leurs services. Ces efforts servent également à aider les contribuables à mieux comprendre leurs obligations ainsi que les moyens de s'y conformer. Ils sont de plus en plus complétés par des actions volontaristes prenant la forme de campagnes d'éducation des contribuables.

- **L'importance croissante de l'identité et de la vérification numériques** : les administrations fiscales assurent de plus en plus de services par des moyens numériques, et l'identité et la vérification numériques prennent de plus en plus d'importance. Les administrations fiscales mettent à profit leur expertise et les séries de données dont elles disposent pour donner aux contribuables accès non seulement à leurs propres services, mais aussi à d'autres systèmes des administrations publiques.
- **Collaboration avec des prestataires de services tiers** : l'intégration des services et des processus dans les systèmes traditionnels utilisés tant par les contribuables dans leur vie quotidienne que par les entreprises est une tendance qui s'affirme dans l'ensemble des administrations fiscales. Si elle concourt à l'amélioration de la discipline fiscale, elle contribue aussi à alléger la charge administrative pesant sur les entrepreneurs et à leur dégager du temps qu'ils peuvent consacrer au développement de leur entreprise. Ces modes de collaboration devenant plus répandus et plus sophistiqués, les administrations fiscales commencent à adopter des approches stratégiques pour gérer le recours à des prestataires de services et faciliter le travail de ces derniers notamment en autorisant l'accès aux systèmes internes de l'administration fiscale par le biais d'interfaces de programmation d'applications (API).

### *Gestion du risque de non-respect des obligations fiscales*

Il existe depuis de nombreuses années des dispositifs conçus d'emblée pour favoriser le respect de leurs obligations fiscales par les salariés soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques : ils prennent la forme de retenues à la source et de déclarations établies par les employeurs. Ces dispositifs systémiques, adoptés par la quasi-totalité des administrations fiscales, ont contribué à optimiser le respect de la législation pour cette fraction importante de la base d'imposition. Le fait que les données soient de plus en plus accessibles et partagées permet à présent de les étendre à d'autres sources de revenu et à d'autres catégories de contribuables, notamment en proposant des déclarations préremplies pour l'impôt sur les bénéfices des sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée.

Les technologies numériques offrent aussi aux administrations fiscales la possibilité d'aborder dans une optique plus préventive la gestion des risques. En s'efforçant d'intervenir à des stades plus précoces, elles peuvent prévenir le non-respect de leurs obligations fiscales par les contribuables au lieu de découvrir les manquements après le dépôt des déclarations fiscales. C'est ce que l'on peut déceler à travers :

- **L'utilisation accrue de vastes séries de données intégrées** : qui a alimenté une forte intensification de l'utilisation des outils et techniques d'analyse destinés à améliorer la gestion des risques et à favoriser le respect des obligations fiscales dès le stade de la conception du système. Plus de 80 % des administrations fiscales déclarent se servir de la science des données et des outils d'analyse pour exploiter les données électroniques fournies par des tierces parties, y compris par d'autres administrations fiscales, ainsi que les données électroniques générées par leurs propres services, pour orienter leurs activités d'examen de la conformité.
- **L'utilisation croissante de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique** : près de 75 % des administrations fiscales indiquent recourir à des techniques d'avant-garde, ou avoir engagé la phase de mise en œuvre préalable à l'utilisation future de ces techniques, pour exploiter les données selon des modalités réduisant la nécessité d'une intervention humaine. Bien que l'on en soit encore en général à un stade précoce de l'évolution, celle-ci produit déjà des gains d'efficacité qui libèrent des ressources susceptibles d'être redéployées vers d'autres domaines.

- **Une tendance persistante à opérer une segmentation des contribuables pour établir des interactions personnalisées** : la puissance de l'analyse des données offre aux administrations fiscales la possibilité d'appréhender de façon plus ciblée leurs échanges avec les contribuables. Ceux-ci peuvent passer par des canaux s'adressant à un grand nombre de personnes ou à des groupes spécifiques de contribuables tels que les grandes entreprises ou les particuliers fortunés. Les exemples fournis par les administrations fiscales font désormais apparaître une tendance croissante à la segmentation dans d'autres domaines, aidant à donner forme à des actions et des interventions plus ciblées tant sur le plan de la discipline fiscale que des services, y compris au niveau individuel.

### ***Impact de la pandémie de COVID-19***

Si les données contenues dans cette édition se rapportent aux exercices budgétaires se terminant en 2018 et 2019, et sont donc antérieures à la pandémie, les exemples par pays mettent en évidence certains changements radicaux apportés par les administrations fiscales à leur modèle de fonctionnement en réaction à l'avènement d'un environnement nouveau. Ces exemples montrent comment la tendance à la transformation numérique s'est accélérée en raison de la pandémie COVID-19, sous l'effet des restrictions aux déplacements et aux interactions qui ont contraint les administrations fiscales à assurer leurs principaux services sous forme numérique.

Les relations étroites que les administrations fiscales ont nouées avec les citoyens et les entreprises ainsi que la longue expérience et les compétences qu'elles ont acquises en matière d'exploitation à grande échelle de vastes séries de données ont conduit de nombreux États à se tourner vers les services fiscaux pour les aider à mettre en place des mesures de soutien de plus large portée. L'expérience accumulée par des administrations tenues de s'adapter en permanence à la transformation numérique de l'économie, que ce soit pour répondre aux attentes des contribuables ou pour gérer des risques inédits de non-respect des obligations fiscales, a été un atout lorsqu'il a fallu réagir rapidement face aux contraintes engendrées par la pandémie de COVID-19.

Un grand nombre d'administrations fiscales font valoir que la pandémie les a obligées à mettre en œuvre des solutions numériques à grande échelle, et souvent à anticiper sur des calendriers de mise en œuvre définis antérieurement. Le fait que ces solutions aient été mises en œuvre sans effets notables sur la fourniture de services essentiels et, comme l'illustrent quelques éléments parcellaires, qu'elles aient obtenu des taux de satisfaction élevés parmi les contribuables et les autres parties prenantes, est un marqueur de la résilience des administrations fiscales. Les prochaines éditions de la série proposeront un examen plus détaillé des conséquences de leur adoption.

### **Ressources des administrations fiscales**

Des contraintes budgétaires continuent de peser sur les administrations fiscales. Si la majorité d'entre elles déclarent accroître leurs dépenses de fonctionnement en valeur absolue, cette information n'est peut-être à prendre au pied de la lettre car elles se voient investies de compétences élargies et soumises aux pressions résultant du changement technologique et de l'évolution de la structure de leur personnel. Le montant des dépenses de fonctionnement et d'investissement consacrées aux technologies de l'information et des communications est aussi très variable. Si ces variations trouvent souvent leur origine dans des différences entre les approches suivies en matière d'approvisionnement et de stratégie, se

pose aussi la question de savoir si, dans certains cas, les niveaux de dépenses ne sont pas un peu faibles pour répondre à la demande de services plus sophistiqués et à la transformation numérique en cours. Parce que l'importance que revêt la préparation du personnel en place aux défis à venir continue d'être reconnue, de nombreuses administrations définissent de nouvelles stratégies en matière de formation et de perfectionnement du personnel, y compris en adaptant des programmes de formation à un environnement virtuel pour permettre aux agents d'améliorer leurs compétences à tout moment et en tout lieu.

## Coopération internationale

Le développement continu de la coopération internationale, de sa portée comme de son intensité, est au centre d'une grande partie des activités des administrations fiscales. Le présent rapport vise à attirer l'attention sur le fait que la coopération internationale et le partage des connaissances entre administrations fiscales comptent plus que jamais à l'heure où les pays subissent des changements importants, ayant un coût élevé, et où la transformation numérique de l'économie transcende de plus en plus les frontières nationales.

Les administrations fiscales œuvrent de concert à la mise en œuvre effective des principales mesures issues du Projet BEPS de l'OCDE et du G20 et à l'élaboration d'un Programme international multilatéral de l'OCDE pour le respect des obligations fiscales dans le cadre duquel contribuables et administrations fiscales s'emploient, en coopération et dans un cadre multilatéral, pratiquement en temps réel, à évaluer les risques et à trouver des parades face aux principaux risques fiscaux internationaux.

L'essor de l'utilisation des données massives, qui permet de conduire des analyses de plus en plus poussées, est nourri par l'échange de renseignements au niveau international, lequel s'est aussi sensiblement développé. L'échange automatique de renseignements issus de la déclaration pays par pays, l'échange de renseignements sur les décisions fiscales et l'adoption de la Norme commune de déclaration de l'OCDE/du G20 font que les administrations fiscales disposent désormais d'importants volumes de données sur les activités transnationales, permettant un accroissement de l'efficacité des activités des administrations nationales.



## *Chapitre 1*

### **Introduction**

*Le présent chapitre propose un aperçu du contenu de l'édition 2021 de la série de l'OCDE sur l'administration fiscale.*

Les éditions précédentes de la série ont montré comment, au fil du temps, les administrations fiscales ont changé en réaction à l'évolution de l'environnement dans lequel elles exercent leurs fonctions. L'édition 2021 poursuit la description de cette évolution et contient d'autres éléments d'information sur la manière dont les administrations fiscales :

- accroissent leurs capacités technologiques pour offrir aux usagers de nouvelles modalités de services
- renforcent la collaboration et l'intégration au sein du système des administrations publiques
- développent leurs compétences dans le domaine de l'exploitation des vastes banques de données qu'elles détiennent
- créent de nouvelles techniques de gestion de la conformité
- renforcent leurs capacités en matière de perception de l'impôt.

Le rythme rapide des évolutions technologiques en général dans l'ensemble de l'économie, notamment l'expansion des réseaux sociaux, des plateformes mobiles, de l'infonuagique, des technologies des données massives et des techniques d'analyse avancées, sont autant de facteurs qui créent de nouvelles perspectives et de nouvelles attentes tant de la part des citoyens que des entreprises.

Les administrations fiscales du monde entier mettent en œuvre de nouvelles technologies numériques pour améliorer la qualité des services aux contribuables, réduire les dépenses de fonctionnement et les charges liées au respect de la discipline fiscale et aussi accroître les recettes. Outre une amélioration progressive des fonctions essentielles de l'administration fiscale déjà observable, des signes de plus en plus nombreux d'une transformation amenant un changement plus fondamental de la nature même de l'administration fiscale sont également perceptibles. Ce changement se traduit par l'adoption d'une vision plus systémique de la gestion du respect des obligations fiscales, dans le cadre de laquelle les administrations fiscales s'efforcent de s'inspirer plus fidèlement des systèmes traditionnels que les contribuables utilisent pour gérer leurs activités, effectuer des transactions et communiquer afin de réduire les erreurs, de minimiser les charges et d'ancrer plus solidement la discipline fiscale dans le système.

### Encadré 1.1. La transformation numérique : quelques exemples de pays

#### **Malaisie – La transformation numérique de l'administration fiscale malaisienne (*Hasil Transformation*)**

L'administration fiscale malaisienne (*Inland Revenue Board of Malaysia - IRBM*) a lancé une nouvelle initiative en faveur de la transformation numérique de ses services baptisée *Hasil Transformation*. L'une des principales composantes de ce projet est la mise en place d'un système fiscal intégré (« *Hasil Integrated Tax System* » – HITS), qui doit permettre à l'IRBM de mieux gérer ses sources de données et de mettre en œuvre des processus de bout en bout en utilisant des informations en temps réel. Les autres volets de ce projet visent à renforcer les capacités d'analyse des données afin d'assurer une gestion plus efficace des risques de non-conformité, grâce à l'utilisation des indications recueillies sur les comportements pour améliorer le respect des obligations fiscales (notamment à l'utilisation des déclarations pré-remplies), et d'offrir aux contribuables une meilleure expérience en tant qu'usagers des services de l'administration fiscale.

La principale caractéristique du système HITS réside dans le fait qu'il génère en temps réel un flux continu d'informations simplifiées transitant par une plateforme sécurisée. Grâce à ce système, l'IRBM a repensé ses processus dans le but d'améliorer l'automatisation et la productivité dans l'ensemble du

### Encadré 1.1. La transformation numérique : quelques exemples de pays (suite)

système. Ces avancées mettent à profit les toutes dernières innovations et les technologies conviviales du Web et sont totalement intégrées à divers processus de bout en bout mis en place au sein de l'IRBM.

Cette dernière a opéré cette intégration du système fiscal dans le but de réduire de 70 % le traitement des tâches par lots et, en même temps, d'utiliser pleinement les ressources disponibles. Les initiatives en faveur de la transformation numérique de l'IRBM présentent les avantages suivants :

- amélioration de l'expérience des usagers grâce à une réduction effective des coûts administratifs résultant d'une exécution facilitée de leurs obligations par les contribuables
- transformation des processus et capacité de faire face aux risques fiscaux majeurs
- mise en place d'une plateforme interactive faisant office de guichet unique pour favoriser une communication interactive dans les deux sens entre l'administration fiscale et les contribuables
- amélioration des activités axées sur la discipline fiscale grâce au repérage des domaines dans lesquels les ressources devraient être orientées au moyen d'une évaluation des risques en temps réel.

#### Pays-Bas – Fabrique de logiciels pour une application agile de la législation – *Agile Law Execution Factory (ALEF) (Nieuwe geautomatiseerde software bouwen)*

Il est extrêmement difficile, donc chronophage et coûteux, d'adapter les systèmes informatiques existants à une modification de la législation fiscale. C'est pourquoi l'administration néerlandaise des impôts et des douanes (NTA) a élaboré une nouvelle méthode de développement de logiciels permettant de concilier nécessité d'être agile et aptitude à suivre rigoureusement toute évolution du cadre législatif.

La pièce maîtresse de cette nouvelle méthode de travail mise en place au sein de la NTA est ALEF. ALEF est un environnement de gestion de la création, de l'essai et de l'administration de règles de décision. ALEF a été élaboré à l'aide d'un logiciel de traitement du langage naturel.

Dans ALEF, les règles peuvent être spécifiées dans un langage naturel contrôlé, appelé *RegelSpraak*, et la logique de ces spécifications immédiatement testée à l'aide des exemples préexistants dans ALEF. Grâce à ALEF, ces règles peuvent ensuite être automatiquement transformées en un outil de décision pour une prise de décision automatisée. Le graphique 1.1 présente un exemple de règle de calcul énoncée en langage naturel contrôlé *RegelSpraak*.

Graphique 1.1. Pays-Bas : Exemple de règle de calcul énoncée en langage naturel contrôlé *RegelSpraak*

**Rule** result tax amount first bracket 01  
valid from **2014**  
legal source: <https://wetten.overheid.nl/jci1.3:c:BWBR0011353&hoofdstuk=2&afdeling=2.3&artikel=2.10a&z=2021-01-01&g=2021-01-01>

The **result tax amount of the first bracket** of a **taxpayer** must be set at the maximum value of A and B  
If he meets all of the following conditions:  
– **applying table 2.10a** is equal to 'no'  
– **the taxable income Box-1 minus the applied different rate** is smaller or equal to the **MAXIMUM AMOUNT TO WHICH THE FIRST DISC IS APPLIED**

The following applies:  
A is **rounded down** to whole euros (**the taxable income Box-1 minus the applied different rate** times the **PERCENTAGE OF THE FIRST DISC**)  
B is **0**.

Source : administration néerlandaise des impôts et des douanes (2021).

### Encadré 1.1. La transformation numérique : quelques exemples de pays (suite)

L'utilisation d'ALEF et du langage *RegelSpraak* a procuré les avantages suivants :

- Comme chaque règle énoncée en langage *RegelSpraak* peut être rattachée à sa source juridique, il est facile pour un juriste de valider la règle en se référant aux texte législatif sur lequel elle repose.
- La charge que représente l'analyse de l'impact des modifications de la législation s'en trouve dès lors allégée. Lorsque la législation est modifiée, les règles sur lesquelles ces modifications ont des conséquences sont facilement repérables.
- Les règles énoncées en langage *RegelSpraak* sont lisibles par tous. Il est ainsi possible d'expliquer si besoin aux contribuables la logique gouvernant le traitement de l'application des règles d'imposition.
- La formulation des règles en langage *RegelSpraak* est indépendante de la technologie utilisée. À l'avenir, ces règles pourront être utilisées pour générer du code pour d'autres plateformes, sans qu'il soit nécessaire de modifier les spécifications.
- La qualité des spécifications tend à s'améliorer, ce qui réduit les risques d'incompréhension ou d'interprétation erronée.

Se reporter à l'annexe 1.A pour trouver un lien vers les documents de référence.

Source : *Inland Revenue Board of Malaysia* (2021) et administration néerlandaise des impôts et des douanes (2021).

Ces évolutions sont également le signe que, grâce aux nouvelles technologies et aux nouveaux outils, des perspectives inédites s'ouvrent dans le domaine de l'administration des impôts, du soutien aux contribuables et du renforcement de la discipline fiscale. De nombreuses administrations fiscales commencent en particulier à étudier les avantages que peuvent procurer, pour l'exercice de leurs fonctions, l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle. Elles commencent également à réfléchir à l'« intégration » de la technologie déployée au sein de l'administration fiscale dans le soutien que des tiers, comme des fournisseurs de logiciels, apportent aux contribuables. Les partenariats et formes de collaboration de cette nature peuvent à la fois faciliter le service aux contribuables et assurer l'ancrage de la discipline fiscale en amont.

### Encadré 1.2. Canada : Intégrer l'intelligence artificielle dans les projets de l'administration fiscale

Afin de favoriser l'expérimentation et un déploiement responsable de solutions d'intelligence artificielle (IA), l'Agence du revenu du Canada (ARC) continue de renforcer la gouvernance et la surveillance de l'IA. Dans le cadre d'une série de mesures en matière de gouvernance, l'ARC a adopté en janvier 2021 une Directive sur l'intelligence artificielle.

Celle-ci définit les rôles et responsabilités au sein de l'ARC et repose sur l'utilisation obligatoire de l'outil d'évaluation de l'incidence algorithmique (EIA). Ce dernier obéit à trois finalités. Il s'agit d'un outil conçu dans un souci d'ouverture qui fait office de source de données centralisée sur les projets en matière d'IA développés au sein de l'ARC, accessible par tous les utilisateurs soucieux d'améliorer des projets transversaux. Afin d'évaluer l'incidence algorithmique et, éventuellement, de cibler les ressources, les projets d'IA sont classés en fonction des priorités absolues de l'ARC.

### Encadré 1.2. Canada : Intégrer l'intelligence artificielle dans les projets de l'administration fiscale (suite)

Enfin, l'outil EIA sert à évaluer et calculer les indicateurs de risque associés aux projets d'IA au cours des phases de développement et de production, y compris en fonction des mesures d'atténuation et de considérations éthiques. Grâce aux données recueillies, l'ARC est en mesure de s'appuyer sur l'EIA pour rendre compte de ce qui se passe dans tel ou tel secteur. Parce que la gouvernance de l'IA est un processus qui n'a pas encore atteint le stade de la maturité et continue de se transformer en réponse à l'évolution rapide du contexte de l'IA, l'EIA est appelé à évoluer aussi au service d'une supervision éclairée et de la promotion de la transparence.

Source : Agence du revenu du Canada (2021).

Ces évolutions sont perceptibles dans les données recueillies dans le cadre de l'édition 2020 de l'Enquête internationale sur les administrations fiscales (ISORA). Parallèlement, les administrations fiscales des pays couverts par cette enquête ont été invitées à fournir des exemples de pratiques novatrices qu'elles mettent en œuvre à l'appui de la réalisation de leurs objectifs. Elles ont fourni plus d'une centaine d'exemples instructifs couvrant un large éventail de sujets. Si ces exemples ne constituent pas une base de comparaison entre administrations fiscales au même titre que les données, ils apportent néanmoins un éclairage supplémentaire sur les données et donnent un aperçu de la ligne stratégique qui guidera à l'avenir les administrations fiscales.

Il va sans dire que la pandémie de COVID-19 a été une onde de choc qui a infléchi cette feuille de route. Elle a joué le rôle de catalyseur et accéléré un grand nombre de changements au sein des administrations fiscales et celles-ci ont dû s'adapter à de nouvelles méthodes de travail tant à l'intérieur de leurs propres services que dans leurs relations avec les contribuables. Certaines ont également endossé des rôles qui n'étaient pas traditionnellement de leur ressort lorsqu'elles mettent à profit leurs compétences essentielles et les séries de données dont elles disposent pour apporter un soutien à l'économie. Dans la présente édition de la série sur les administrations fiscales, on trouvera des statistiques et des exemples mettant en exergue certaines des innovations rapides que les administrations fiscales ont été contraintes d'adopter à cause de la pandémie. Les prochaines éditions mettront inévitablement davantage en lumière cette évolution à mesure que le monde abordera l'ère post-pandémie et que les administrations fiscales devront réfléchir aux évolutions à long terme que cette crise a entraînées.

Indépendamment de la pandémie, les missions essentielles d'une administration fiscale demeurent les mêmes, à savoir le recouvrement en temps voulu du montant exact des impôts dus pour financer les services publics. **Le chapitre 2** aborde cette question de façon plus détaillée et fournit des statistiques sur l'éventail et le montant des impôts et taxes dont les administrations assument la responsabilité. Le travail des administrations fiscales visant à s'assurer que tous les contribuables visés sont enregistrés est primordial pour garantir un recouvrement efficace. **Le chapitre 3** décrit les travaux menés par les administrations fiscales dans ce domaine et montre également comment leurs compétences sont mises à profit au service des objectifs gouvernementaux de plus large portée en matière d'identité numérique.

Dans **le chapitre 4**, il est question de la liquidation de l'impôt, qui englobe toutes les activités liées au traitement des déclarations fiscales et au paiement de l'impôt. La réflexion

porte sur l'utilisation des canaux électroniques pour le dépôt des déclarations et le paiement de l'impôt et passe par une description des efforts déployés par les administrations fiscales pour fournir des déclarations préremplies et une analyse des taux de respect des délais, que ce soit pour le dépôt des déclarations et le paiement de l'impôt.

Cette édition fait ressortir la tendance, pour les administrations fiscales, à prendre de plus en plus l'initiative dans l'instauration de conditions favorisant le respect de la discipline fiscale, en s'appuyant sur l'utilisation des données produites grâce à la transformation numérique pour en tirer des indications sur les travaux relatifs à la conformité et pour en faire le socle d'approches novatrices.

### Encadré 1.3. Chili : Utiliser les données pour renforcer les stratégies en matière de discipline fiscale

Au Chili, le modèle de gestion de la discipline fiscale qui a été adopté a vocation à mettre à la disposition de tous les services de l'administration fiscale (*Servicio de Impuestos Internos – SII*) des données structurées, fiables et actualisées pouvant être utilisées pour améliorer l'analyse des risques et aboutir à des décisions plus pertinentes. Les principaux outils employés sont :

- Un **catalogue des risques** : il sert à répartir les obligations fiscales gérées par le SII en différentes catégories, puis à utiliser les informations existantes sur la gestion de ces obligations pour identifier et classer divers risques, qui peuvent ensuite être visualisés de manière simple et interactive.
- Un **tableau de bord du processus de hiérarchisation des priorités et de consolidation** : ce processus est au cœur du modèle de gestion de la discipline fiscale dans lequel les données entrantes sont des analyses se rapportant au système fiscal, et les résultats produits des décisions concernant le traitement des contribuables dont on considère qu'ils présentent les risques les plus élevés. Compte tenu de la complexité et du volume des informations disponibles, la simplicité de l'outil d'affichage des informations est remarquable en ce qu'il permet de mettre en évidence des situations anormales, nouvelles ou présentant un intérêt sur le plan institutionnel.
- Une **cartographie des écarts de conformité** : elle fait ressortir les niveaux mesurés de conformité aux principales obligations fiscales. Elle offre une vision synthétique de la classification des contribuables en fonction des risques, des catégories de contribuables présentant un intérêt sur le plan institutionnel, de la taille des contribuables, de leur localisation géographique et de nombreux autres indicateurs.

Source : Chili – Servicio de Impuestos Internos (2021).

**Le chapitre 5** vise à apporter un éclairage sur les stratégies technologiques sophistiquées suivies par les administrations fiscales pour encourager les contribuables à se servir « d'applications en libre service ». Celles-ci constituent un volet d'une mutation plus fondamentale dans le cadre de laquelle l'administration de l'impôt devient un processus fluide tendant à exclure de plus en plus d'emblée le non-respect de la législation dès le stade de la conception, pour contribuer à alléger les formalités. **Le chapitre 6** a pour objet de porter plus loin la réflexion et de décrire plus en détail comment la conception même de la discipline fiscale évolue en direction d'un ciblage des contribuables qui ne respectent pas leurs obligations.

Le *chapitre 7* propose une étude de la manière dont les administrations fiscales gèrent le recouvrement des créances fiscales et un examen des caractéristiques d'une fonction moderne de recouvrement des créances fiscales. Ces fonctions sont essentielles pour maintenir un niveau élevé de discipline fiscale volontaire et entretenir la confiance des citoyens dans le système fiscal en général. Ce chapitre présente également des exemples d'approches suivies par les administrations pour éviter l'accumulation d'arriérés d'impôt. Il est toutefois inévitable que des différends surviennent entre les contribuables et l'administration fiscale, et le *chapitre 8* est consacré aux processus destinés à protéger les droits des contribuables et à garantir la présence de mécanismes de contre-pouvoir face à l'administration fiscale.

Les ressources allouées aux administrations fiscales et les effectifs affectés à l'accomplissement de leurs missions sont les éléments sur lesquels reposent l'ensemble de ces travaux. On trouve dans le *chapitre 9* des informations sur les ressources dont disposent les administrations fiscales et sur les tendances observées en la matière. Ce chapitre décrit également les difficultés rencontrées par les administrations pour accroître leurs capacités alors même qu'elles gèrent des effectifs qui, en règle générale, tendent à être moins nombreux et, en moyenne, plus âgés. Ces difficultés ont été aggravées par les contraintes liées à la pandémie et le chapitre s'ouvre par un examen des effets à long terme de ces contraintes. Une fois encore, la technologie peut contribuer à l'amélioration de l'efficacité des agents.

## *Annexe 1.A*

### **Liens vers les supports à l'appui (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021)**

- Encadré 1.1. – Pays-Bas : lien vers une vidéo expliquant le fonctionnement d'ALEF [https://youtu.be/yo\\_tCMYT0H0](https://youtu.be/yo_tCMYT0H0)

## *Chapitre 2*

### **Responsabilités et perception de l'impôt**

*Le présent chapitre a pour objet d'examiner les performances des administrations fiscales dans l'accomplissement de leur mission principale de perception de l'impôt et l'exercice des responsabilités qui leur ont été confiées pendant la crise du COVID-19. À cet effet, il contient des informations relatives au montant total des recettes fiscales nettes perçues ainsi que d'autres chiffres clés concernant les activités des administrations couvertes par la présente publication.*

## Introduction

La mission première d'une administration fiscale est de percevoir des recettes fiscales au nom des citoyens afin de financer les services publics. Avec le temps, d'autres responsabilités ont progressivement été confiées à l'administration fiscale dans de nombreux pays. La confiance dans la capacité avérée de l'administration fiscale à mettre en œuvre des processus administratifs complexes à grande échelle contribue sans aucun doute grandement à la prise de décisions en ce sens, et a probablement aussi été un facteur essentiel qui a incité de nombreux États à confier à leur administration fiscale des responsabilités supplémentaires à l'appui du déploiement de mesures de soutien de plus large portée pendant la crise du COVID-19. Le présent chapitre propose un aperçu des recettes fiscales nettes perçues ainsi que quelques autres chiffres clés relatifs aux performances des administrations fiscales, et porte sur le rôle joué, de façon plus générale, par les administrations fiscales.

## Responsabilités des administrations fiscales

À quelques exceptions près, les pays ont unifié la collecte des impôts directs et (de la plupart des impôts) indirects, qui est assurée par un seul et même service de l'administration fiscale ; voir tableau 2.1. pour connaître les catégories de recettes dont les administrations fiscales couvertes par la présente publication assument la responsabilité.

Tableau 2.1. **Catégories de recettes dont le recouvrement incombe à l'administration fiscale, 2019**

Pourcentage de juridictions dans lesquelles le recouvrement des catégories de recettes suivantes incombe à l'administration fiscale

| Impôt sur le revenu des personnes physiques | Impôt sur les bénéfices des sociétés | Taxe sur la valeur ajoutée | Droits d'accise – intérieurs | Impôt sur les véhicules à moteur | Impôts fonciers | Impôt sur la fortune | Impôts sur les mutations par décès, les successions et les donations | Autres impôts sur les biens et services | Cotisations de sécurité sociale | Droits de douane |
|---|--------------------------------------|----------------------------|------------------------------|----------------------------------|-----------------|----------------------|--|---|---------------------------------|------------------|
| 98  | 100                                  | 93                         | 59                           | 53                               | 42              | 20                   | 53   | 47                                      | 41                              | 42               |

Source : Tableau A.1 Catégories de recettes dont l'administration assume la responsabilité et retenue à la source par l'employeur.

Cependant, comme on l'a vu dans les éditions précédentes de la série sur l'administration fiscale, les États ont assigné aux administrations fiscales d'autres domaines de compétence (y compris de responsabilités partagées dans certains domaines), en dehors de leurs fonctions traditionnelles en matière fiscale.

Ceux-ci consistent en règle générale à procurer des avantages financiers aux contribuables (assimilables à des prestations sociales, par exemple) ou à recouvrer des sommes dues au Trésor public au titre de prêts consentis ou de créances détenues par l'État (prêts étudiants ou allocation pour enfant à charge par exemple). Dans d'autres situations, il s'agit de missions/ de fonctions moins directement liées au système fiscal, comme par exemple la surveillance de certaines activités de jeu ou la tenue de registres concernant la population.

Étant donné que la version 2020 de l'Enquête internationale sur l'administration des recettes (ISORA) ne comportait pas de questions détaillées sur les responsabilités supplémentaires attribuées aux administrations fiscales, les lecteurs intéressés souhaiteront peut-être consulter le chapitre 2 de la précédente édition de la série *Tax Administration 2019* (OCDE, 2019<sup>[1]</sup>) où ils trouveront un panorama plus détaillé des missions de plus large portée confiées aux administrations fiscales.

### Encadré 2.1. Norvège : Le Registre national de la population est, dans sa version modernisée, plus rapide, plus simple et ouvert 24 heures sur 24, 7 jours sur 7

#### Il offre davantage de services numériques

Depuis quelques années, l'administration fiscale norvégienne a engagé une modernisation du Registre national de la population. Le nouveau registre, déployé à l'automne 2020, contient davantage d'informations, est plus facilement accessible et offre de nouveaux services numériques. Les citoyens peuvent désormais exécuter de nombreuses formalités importantes en ligne, par exemple adresser une déclaration de naissance, notifier un changement d'adresse au service postal norvégien, obtenir un « certificat de capacité matrimoniale » pour un mariage ou déclarer un décès.

Plus de 2 000 organisations des secteurs public et privé utilisent les informations du nouveau Registre national de la population. Les entreprises peuvent désormais recevoir une notification à chaque fois qu'une modification est apportée au Registre et elles peuvent y rechercher, ou en extraire, des informations de natures diverses. La modernisation du Registre leur permet d'offrir à leur tour aux Norvégiens des services numériques nouveaux et conviviaux.

#### Une meilleure gestion des identités

Le nouveau Registre national de la population a aussi été conçu pour améliorer la gestion des identités. Toutes les personnes qui séjournent en Norvège, qu'elles soient nées en Norvège ou qu'elles viennent s'y installer de façon permanente ou temporaire, se voient délivrer soit un numéro national d'identité permanent, soit un numéro d'identification temporaire appelé numéro D. Dans le nouveau registre, les ressortissants de pays tiers qui s'installent en Norvège peuvent eux aussi fournir leurs informations personnelles en une seule fois.

#### Accès à ses propres informations

En mars 2021, l'administration fiscale norvégienne a ouvert aux citoyens l'accès numérique au nouveau Registre national de la population. Toute personne âgée de plus de 18 ans peut désormais se connecter, consulter les informations la concernant et signaler toute erreur éventuelle à l'administration fiscale. C'est un point essentiel car l'exactitude des informations consignées dans le registre protège les droits de tous les habitants du pays dans la mesure où elle leur garantit la fourniture de services appropriés par les administrations publiques.

*Source* : Administration fiscale norvégienne (2021)

Avec la survenue de la crise du COVID-19, les administrations fiscales ont vu leurs responsabilités, au sens large, portées à un degré inédit du fait que de nombreux États s'en sont remis à elles pour apporter un soutien aux citoyens et aux entreprises. Ces responsabilités nouvelles dépassent souvent le cadre des fonctions normalement exercées par l'administration fiscale et, généralement, elles se concrétisent par :

- une **aide financière**, destinée aux citoyens ou aux entreprises, qu'elle soit distribuée de façon très ciblée ou accessible au plus grand nombre
- la **fourniture de services**, par les agents ou les services de l'administration fiscale, à l'appui des réponses de l'ensemble de l'administration à la crise du COVID-19
- une **assistance en matière d'information**, utile aux pouvoirs publics, reposant sur le partage d'informations ou l'utilisation des capacités de l'administration en matière d'analyse des données.

Les raisons qui ont incité à se tourner vers l'administration fiscale pour répondre à la crise du COVID-19 tiennent au fait que celle-ci :

- dispose d'un réseau préexistant de relations étroites avec les citoyens et les entreprises
- a de longue date l'expérience de la conduite d'activités à cette échelle
- peut s'appuyer sur des agents qualifiés et spécialisés qui interagissent quotidiennement avec les citoyens
- possède de vastes séries de données ainsi que des moyens d'analyse et une solide expérience du traitement et du partage des données.

### Encadré 2.2. Exemples nationaux : Aider les citoyens et les entreprises pendant la pandémie de COVID-19

#### Canada : Prestation canadienne d'intervention d'urgence (PCU)

Le gouvernement canadien a mis en place la prestation d'intervention d'urgence (PCU) afin d'apporter un soutien financier temporaire aux employés et aux travailleurs indépendants directement touchés par la pandémie de COVID-19.

Il était important pour lui de faire en sorte que le dispositif soit simple, rapide et confortable pour les Canadiens et les Canadiennes, et que le soutien financier nécessaire soit disponible le plus rapidement possible. L'Agence du revenu du Canada (ARC), en tant qu'organisme chargé de l'administration du dispositif, a mis en œuvre une gestion agile pour gérer les risques et accélérer le versement de la prestation. Les demandes adressées à l'ARC ont été reçues sur un portail en ligne sécurisé, via des lignes téléphoniques automatisées ou par les agents d'un centre d'appel car, pour la première fois, l'ARC n'avait pas prévu de version sur papier. À l'issue de la première semaine, 3,5 millions de demandes seulement ont été approuvées, et les travailleurs ayant opté pour le dépôt de leur demande directement auprès de l'ARC ont reçu un versement dans un délai de cinq jours ouvrables. Les personnes éligibles ont reçu 2 000 CAD toutes les quatre semaines (soit l'équivalent de 500 CAD par semaine) pendant la période comprise entre le 15 mars 2020 et le 26 septembre 2020. Après le 27 septembre 2020, le gouvernement canadien a orienté la plupart des Canadiens qui avaient encore besoin d'une aide au revenu vers un programme simplifié d'assurance-emploi.

L'ARC a conçu, développé et déployé le dispositif de la PCU dans une configuration virtuelle suivant un processus totalement agile et itératif de bout en bout. Le dispositif s'accompagnait d'une solide stratégie de communication et s'appuyait sur des partenariats renforcés au sein de l'ARC ainsi qu'avec des partenaires externes au sein de l'administration canadienne et des institutions financières. Le résultat a été la distribution de milliards de dollars aux Canadiens au titre de ce système d'intervention d'urgence.

#### Irlande : Dispositif de subvention salariale

En Irlande, le programme de subventions salariales temporaires (*Temporary Wage Subsidy Scheme – TWSS*) a été une mesure d'urgence pour faire face à l'impact de la pandémie sur l'économie. Il obéissait à l'objectif du gouvernement de distribuer d'urgence une aide aux employeurs et aux employés qui en avaient tant besoin tout en préservant le lien les unissant en prévision de la reprise économique. Par ailleurs, ce dispositif a allégé le fardeau pesant sur le ministère de la Protection sociale qui traitait déjà d'autres versements liés à la COVID-19.

Grâce à la mise en place, en janvier 2019, de la déclaration en temps réel dans le cadre du système de retenue à la source, lorsque la pandémie s'est aggravée en mars 2020, le ministère des Finances a pu rapidement réorganiser le système de retenue à la source, en collaboration avec les éditeurs de logiciels de paie, afin d'apporter rapidement un soutien aux employeurs et

### Encadré 2.2. Exemples nationaux : Aider les citoyens et les entreprises pendant la pandémie de COVID-19 (suite)

aux salariés touchés. Les employeurs ont pu demander à bénéficier du dispositif de subventions salariales via le système de déclaration des salaires et l'administration fiscale a procédé au versement correspondant le jour suivant la réception de la notification des salaires. Ce processus a permis de s'assurer qu'aucune charge administrative supplémentaire ne pesait sur les employeurs, et que la subvention pouvait être traitée et versée aux employeurs avant qu'ils ne versent eux-mêmes leur dû aux salariés, de façon à procurer ainsi aux entreprises un flux de trésorerie dont elles avaient grand besoin, tout en préservant le lien entre employeurs et salariés.

Les principaux résultats, en termes de recettes, pour 2020 témoignent du niveau du soutien octroyé aux entreprises et aux salariés grâce au système de subventions salariales :

| Dispositif temporaire de subventions salariales |
|---|
| 2.8 milliards EUR de subventions                |
| 664 500 salariés                                |
| 66 600 employeurs                               |

L'utilisation du système de déclaration en temps réel aux fins du dispositif de subventions salariales est également un moyen, pour l'administration fiscale, de mener en continu des actions destinées à garantir le respect des obligations fiscales, et de s'assurer que tout manquement à ces obligations est décelé et corrigé rapidement.

Les montants versés aux salariés au titre du programme de subventions salariales temporaires ont été considérés comme non imposables, et pris en compte comme tels dans le calcul préalable de l'impôt dû par les salariés, qui est établi en fin d'année et accessible à chacun d'entre eux à partir du 15 janvier 2021. Le recouvrement des moins-perçus éventuels s'opère par l'imputation, à compter de 2022, des montants correspondants, sans intérêt, sur les crédits d'impôt futurs des salariés, les reports étant possibles sur un période maximum de quatre ans.

Le dispositif des subventions salariales temporaires a fonctionné du 26 mars 2020 au 31 août 2020, date à laquelle il a été remplacé par un nouveau dispositif d'indemnisation du chômage partiel appelé *Employment Wage Subsidy Scheme* (EWSS).

#### Singapour : Apporter une aide par anticipation aux contribuables qui rencontrent des difficultés financières

L'administration fiscale de Singapour (*Inland Revenue Authority de Singapour – IRAS*) a revu les cadres régissant l'aide aux contribuables qui rencontrent des difficultés financières afin de leur procurer une assistance par anticipation, octroyée plus particulièrement aux personnes bénéficiaires d'une aide financière du ministère du Développement social et de la Famille.

Ce réaménagement a porté principalement sur deux axes :

- **Collaboration interinstitutions avec le ministère du Développement social et de la Famille.** L'administration fiscale a obtenu des données sur les contribuables bénéficiant d'une aide financière du ministère du Développement social et de la Famille à l'aide desquelles les services de recouvrement de l'administration fiscale ont pu :
  - moduler ces actions, notamment en contactant les contribuables en amont pour leur proposer une aide au paiement de l'impôt ou la suspension des actions de mise en recouvrement
  - faire preuve de plus de compassion et d'empathie dans les relations avec ces contribuables.

### Encadré 2.2. Exemples nationaux : Aider les citoyens et les entreprises pendant la pandémie de COVID-19 (suite)

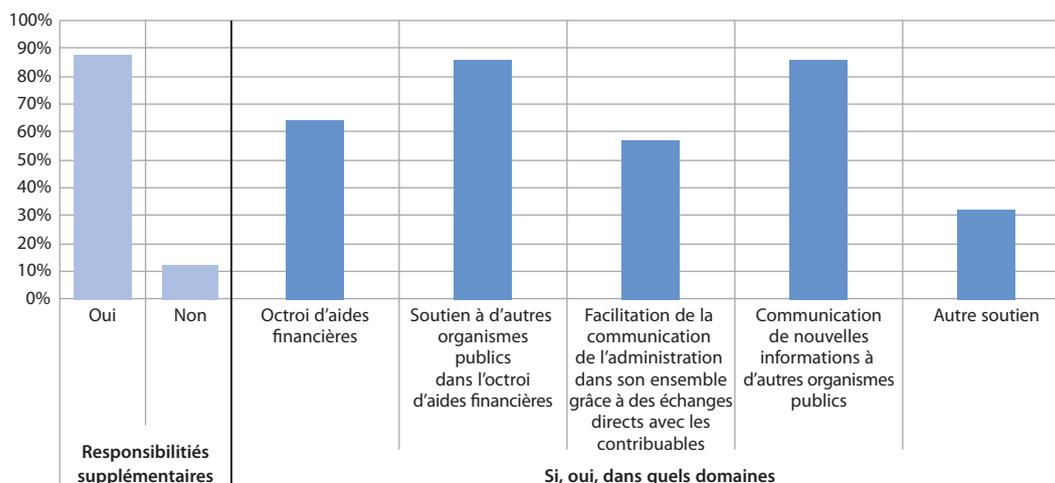
Indépendamment de l'identification des contribuables concernés à l'aide des données communiquées par le ministère de la Protection sociale et de la Famille, l'administration fiscale a aussi établi une classification permettant de repérer les contribuables à faible revenu dont la situation justifie un traitement plus empathique.

- **Plus d'empathie dans les relations avec les contribuables** : aux contribuables bénéficiant d'une aide financière du ministère de la Protection sociale et de la Famille ou classés dans la catégorie des contribuables à faible revenu, l'administration fiscale peut accorder des modalités de paiement plus souples, notamment un échelonnement sur une période plus longue, un report d'imposition, voire une remise d'impôt. Le cadre s'applique à toutes les catégories d'impôts dus par un contribuable, en partant du principe que si un individu n'a pas la capacité d'acquitter un impôt, il est peu probable qu'il soit en mesure d'en payer d'autres.

Source : Agence du revenu du Canada (2021), Irlande – *Office of the Revenue Commissioners* (2021) et *Inland Revenue Authority of Singapore* (2021).

Le graphique 2.1 présente une synthèse des missions supplémentaires confiées à 32 administrations couvertes par la note de l'OCDE publiée en 2021 sous le titre : *Administration fiscale : la résilience numérique dans le contexte du COVID-19* (OCDE, 2021<sup>[2]</sup>). Il en ressort qu'aider des organismes publics à procurer un soutien financier et leur fournir des informations sont des tâches figurant parmi les nouvelles missions le plus fréquemment confiées à l'administration fiscale, suivis de l'octroi d'aides financières directes.

Graphique 2.1. Responsabilités supplémentaires confiées aux administrations fiscales dans le cadre de la crise du COVID-19 et des mesures de relance et/ou de reprise



StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934301474>

Source : OCDE (2021), « Administration fiscale : la résilience numérique dans le contexte du COVID-19 », *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, <https://doi.org/10.1787/addaac0c-fr>.

La note publiée en 2020 par l'OCDE, uniquement en anglais, sous le titre *Tax Administration Responses to COVID-19 : Assisting Wider Government* (OCDE, 2020<sup>[3]</sup>) fait également référence à certaines des nouvelles missions confiées aux administrations fiscales et décrit un certain nombre d'écueils, au stade de la mise en œuvre, et de stratégies d'atténuation possibles. Elle décrit aussi brièvement les perspectives que peuvent ouvrir l'exercice de ces responsabilités nouvelles, notamment grâce à l'utilisation de processus agiles de développement et de mise en œuvre de nouveaux services et outils numériques.

Près de la moitié des administrations couvertes par cette note de 2020 ont indiqué avoir modifié leurs méthodes de développement informatique pour être en mesure de déployer rapidement des solutions informatiques, la grande majorité d'entre elles faisant référence à des pratiques agiles de développement de projets adoptées au stade de l'élaboration de solutions informatiques ou de l'amélioration des solutions existantes pendant la crise du COVID-19. D'une manière générale, toutes les administrations qui ont revu leurs pratiques en matière de gestion de projets ont considéré que cette démarche avait été couronnée de succès et prévoient de pérenniser ces pratiques à l'avenir.

### Encadré 2.3. Exemples nationaux : Assistance à d'autres secteurs de l'administration

#### **Australie : Partager des données sur les entreprises à l'appui des efforts en faveur de la remise en état après sinistre et de la reprise économique**

Tout au long de l'année 2020, l'administration fiscale australienne (*Australian Taxation Office – ATO*) a fourni aux administrations locales, d'État et fédérales des données essentielles sur les entreprises tirées du Registre australien des entreprises (*Australian Business Registrar – ABR*) pour les aider à entrer en contact avec celles relevant de leur compétence.

- Lors des feux de brousse de 2019/20 en Australie, 55 organismes publics ont utilisé des données provenant de l'ABR pour planifier leurs actions, hiérarchiser les priorités et réagir face à la crise. Au lendemain de la catastrophe, les données sur les entreprises ont servi à repérer celles se trouvant à l'intérieur et autour des zones portant les cicatrices des feux de forêt, qui avaient besoin de toute urgence de financements et de soutien publics.
- Face à la crise du COVID-19, les données tirées de l'ABR et les données sur l'imposition ont été communiquées aux ministères des États australiens afin de les aider à modéliser la pandémie en croisant les données relatives aux types d'emploi et/ou à la localisation des travailleurs et des entreprises présentant les facteurs de risque les plus élevés de contamination, de transmission et de propagation du virus.

Les organismes publics éligibles ont accès par de multiples canaux aux données de l'ABR, principalement consultables via l'ABR Explorer qui est un outil gratuit de notification et d'analyse et permet aux utilisateurs du secteur public de disposer de données en libre-service et de formuler des requêtes personnalisées, de visualiser et de recouper les lieux d'implantation des entreprises à l'aide de cartes satellites, de convertir des données sur les entreprises en graphiques et diagrammes servant à observer les évolutions dans le temps, que ce soit par code postal ou par type d'entreprise. Parce qu'il autorise le téléchargement d'ensembles prédéfinis de données stockées dans l'ABR, cet outil offre aux utilisateurs la possibilité d'intégrer les données dans leurs différents systèmes. Les organismes de petite taille ne disposant pas de données et de capacités informatiques matures sont ainsi en mesure d'adresser des requêtes simples, mais efficaces, à l'aide de programmes informatiques courants pour déceler et mettre en évidence des changements et appréhender des tendances observables au niveau des communautés et des activités des entreprises.

### Encadré 2.3. Exemples nationaux : Assistance à d'autres secteurs de l'administration (suite)

#### Nouvelle-Zélande : Portail d'échange d'informations avec le ministère du Développement social

En Nouvelle-Zélande, l'administration fiscale néozélandaise (*New Zealand Inland Revenue*) a aidé le ministère du Développement social à déployer le dispositif de subvention salariale dans le cadre de la réponse du gouvernement néo-zélandais à la crise du COVID-19. Si la gestion de ce dispositif est assurée par le ministère du Développement social, la vérification des dossiers de demande repose toutefois sur des données détenues par l'administration fiscale.

Dans un premier temps, l'accompagnement au traitement des demandes de subventions salariales a exigé la mobilisation d'effectifs très nombreux. Grâce au partage d'informations avec le ministère du Développement social, de nombreuses demandes ont pu être approuvées automatiquement. Pour celles pour lesquelles cela n'a pas été possible, l'administration fiscale a mis en place un numéro d'appel gratuit, et ainsi répondu à plus de 350 000 appels d'agents du ministère de la Protection sociale au cours de la période ayant pris fin le 30 juin 2020.

Afin de faciliter le déploiement du dispositif de subvention salariale, l'administration fiscale a créé début juin 2020 un portail, ouvert au personnel du ministère de la Protection sociale, lui donnant accès aux informations utiles directement à la source moyennant des autorisations d'accès adéquates.

Le portail est une avancée pour les usagers car leurs demandes peuvent ainsi être traitées plus rapidement, une avancée pour le ministère de la Protection sociale dont la capacité d'administrer le dispositif se trouve renforcée, et une avancée pour l'administration fiscale, qui reçoit désormais beaucoup moins d'appels des agents du ministère de la Protection sociale souhaitant valider des informations.

Source : *Australia Taxation Office* (2021) et Nouvelle-Zélande – *Inland Revenue Department* – Te Tari Taake (2021).

## Recettes perçues

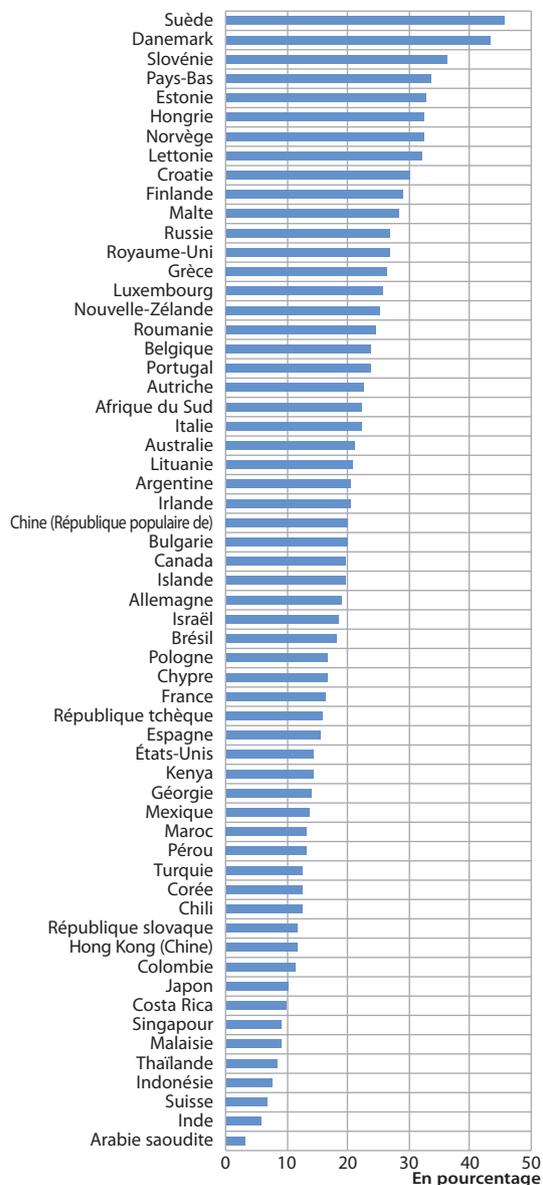
La présente section porte sur les recettes nettes perçues par les administrations fiscales ainsi que sur un certain nombre d'autres chiffres clés concernant leurs activités. Il convient de noter que ces chiffres reposent sur des données relatives aux exercices budgétaires 2018 et 2019. L'impact de la crise du COVID-19 sur les recettes perçues n'apparaît donc pas encore, mais il sera visible dans la publication de l'année prochaine.

### ***Les recettes nettes perçues par les administrations fiscales représentent en moyenne 20 % du PIB***

Dans sa base de données des Statistiques des recettes publiques mondiales (voir [www.oecd.org/tax/tax-policy/global-revenue-statistics-database.htm](http://www.oecd.org/tax/tax-policy/global-revenue-statistics-database.htm)), l'OCDE s'efforce généralement de publier des données internationalement comparables sur les recettes fiscales perçues par ses membres et un certain nombre d'autres juridictions à tous les niveaux d'administration. Comme les informations contenues dans la base de données des Statistiques des recettes publiques mondiales reposent sur des données notifiées au niveau d'un pays, et non d'une administration, les administrations fiscales ont été invitées, dans l'enquête ISORA, à fournir toute une série d'informations sur leur activité de perception de recettes. Celles-ci montrent bien l'importance de l'administration fiscale pour l'économie de chaque pays.

En 2019, les recettes nettes perçues par les administrations fiscales figurant dans le présent rapport représentent, en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), entre moins de 10 % et plus de 30 % dans le cas de la Croatie, du Danemark, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Slovénie et de la Suède. En moyenne, elles représentent 20 % du PIB (voir graphique 2.2.).

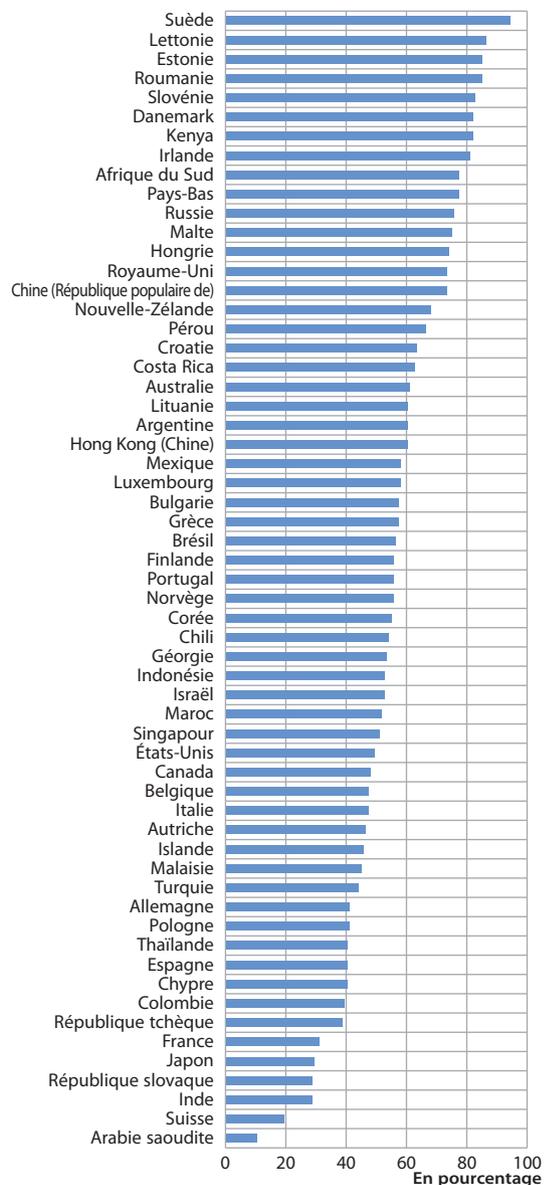
Graphique 2.2. Recettes nettes perçues, en pourcentage du produit intérieur brut, 2019



StatLink <https://dx.doi.org/10.1787/888934301493>

Source : Tableau D.1 Ratios de recettes.

Graphique 2.3. Recettes nettes perçues, en pourcentage des recettes publiques totales, 2019



StatLink <https://dx.doi.org/10.1787/888934301512>

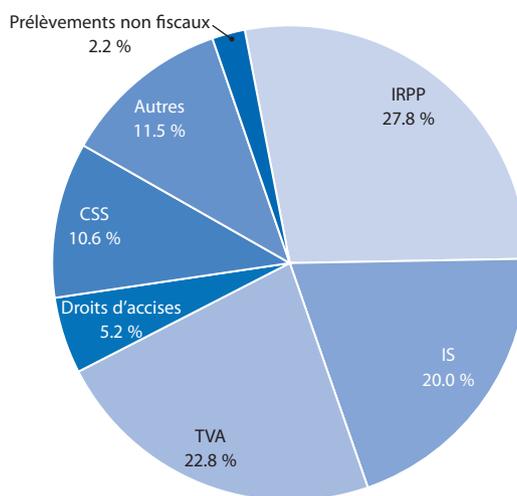
Source : Tableau D.1 Ratios de recettes.

### ***Les recettes nettes perçues par les administrations fiscales représentent en moyenne 56 % des recettes totales du pays***

Trente-huit administrations fiscales déclarent percevoir des recettes nettes supérieures à 50 % du montant total des recettes publiques en 2019, ce qui fait de l'administration fiscale le premier organisme public de recouvrement des recettes publiques dans près des deux tiers des juridictions couvertes par le présent rapport. En moyenne, les recettes nettes moyennes perçues par les administrations figurant dans ce rapport représentent 56 % des recettes totales du pays (voir graphique 2.3).

L'impôt sur le revenu des personnes physiques représente 28 % des recettes nettes recouvrées et constitue la principale catégorie d'impôt collecté pour environ 45 % des administrations fiscales couvertes par le présent rapport. La taxe sur la valeur ajoutée (23 %), l'impôt sur les bénéfices des sociétés (20 %) et les cotisations de sécurité sociale (11 %) constituent les autres grandes sources de recettes, comme le montre le graphique 2.4. Dans de nombreux pays, les cotisations de sécurité sociale ne sont pas perçues par les administrations fiscales et sont donc sous-représentées dans les chiffres des recettes nettes moyennes de tous les pays couverts par la présente publication. Lorsqu'elles sont perçues par l'administration fiscale, elles constituent souvent la principale source de recettes fiscales (voir tableau D.2).

Graphique 2.4. **Recettes nettes moyennes perçues (en pourcentage) par principaux types de recettes, 2019**



StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934301531>

Source : Tableaux D.1 Ratios de recettes et D.2 Structure de l'impôt et part des cotisations sociales.

### ***Rationalisation de la perception des recettes fiscales : le prélèvement à la source***

Les mécanismes de prélèvement à la source peuvent s'inscrire dans le cadre d'approches fondées sur le principe de la conformité dès la conception qui favorisent la discipline fiscale en général tout en allégeant sensiblement la charge pesant sur un grand nombre de contribuables dans la mesure où ceux-ci s'engagent à se plier à toute régularisation qui pourrait se révéler nécessaire après le paiement (lorsque la retenue à la source donne lieu à un trop-perçu ou au contraire à un moins-perçu). Contrairement à ce qui se passe dans un système de déclaration spontanée suivie du paiement de l'impôt, dans le mécanisme

du prélèvement à la source, l'impôt est payé directement à l'administration fiscale, généralement par un tiers qui verse un revenu net au bénéficiaire (comme par exemple quand la retenue à la source est prélevée par un employeur sur le salaire versé à un employé), ou par un intermédiaire se situant entre le payeur et le client. Le dispositif de prélèvement à la source le plus répandu dans le monde concerne l'imposition des revenus du travail. Les autres exemples sont notamment les retenues à la source sur les intérêts, dividendes ou redevances. Selon le régime fiscal sous-jacent et la nature des paiements, la retenue à la source peut se décliner en une palette de dispositifs allant d'un système simple d'imposition à un taux fixe universel à un système plus complexe adapté à la situation plus globale du contribuable.<sup>1</sup>

Outre qu'ils permettent d'alléger les formalités, les systèmes de prélèvement à la source peuvent aussi favoriser la diminution du nombre de déclarations inexactes et de trop-perçus du fait que les tiers ou les intermédiaires chargés de collecter les impôts pour l'administration n'ont aucun droit sur les montants prélevés. Les défaillances restent certes possibles dans un tel système en cas d'erreur dans l'application des règles ou d'erreurs commises par les tiers ou les intermédiaires, sachant que ce sont eux qui fournissent les informations alimentant le système. Cependant, l'automatisation accrue, les méthodes plus perfectionnées de recoupement des données et les approches à l'échelle de l'ensemble de l'administration sont autant de moyens de lutter contre ces risques.

Pour permettre de comprendre l'importance de la retenue à la source dans le cas de l'imposition des revenus des personnes physiques, les administrations ayant pris part à l'enquête ont été invitées à estimer le pourcentage du total de l'impôt sur le revenu des personnes physiques faisant l'objet d'une retenue à la source effectuée par des tiers et versée ultérieurement à l'administration. Quarante-six administrations qui ont été en mesure de fournir ces informations estiment que 78 % du total des recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ont été retenus à la source (voir tableau D.18).

#### Encadré 2.4. Irlande : Modernisation du système de retenue à la source

La modernisation du système de retenue à la source a été la réforme la plus radicale depuis son adoption en 1960. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les employeurs et les prestataires de produits de retraite communiquent à l'administration fiscale des informations détaillées sur les salaires et les prestations versés aux salariés et aux bénéficiaires de pensions ainsi que sur les déductions obligatoires opérées à chaque fois que ces versements sont effectués. La pierre angulaire de la modernisation du système a été l'intégration pleine et entière des obligations déclaratives dans le logiciel de paie de l'employeur. Les changements opérés ont entraîné des gains d'efficacité et des améliorations considérables en termes d'exactitude et de transparence pour quelque 180 000 employeurs et prestataires de produits de pensions ainsi que 2.6 millions de salariés et bénéficiaires de pensions et pour l'administration fiscale.

La satisfaction des employeurs est attestée par les résultats d'une enquête sur la modernisation du système de retenue à la source menée auprès d'eux en 2019. Il en ressort par exemple que 78 % des employeurs admettent que la gestion de la paie prend moins de temps, et 80 % qu'elle se déroule de façon plus fluide grâce au nouveau système.

Les salariés de leur côté peuvent, en se rendant sur leur espace personnel, avoir une vision en temps réel de leur salaire et des modalités d'imposition, de sorte que la transparence est totale sur le fait que les déductions effectuées par l'employeur ont été notifiées à l'administration fiscale, tout comme les cotisations de sécurité sociale l'ont été au ministère de la Protection

#### Encadré 2.4. Irlande : Modernisation du système de retenue à la source (suite)

sociale. En fin d'année, chaque salarié a accès à un premier calcul qui lui permet de savoir si le montant de l'impôt qu'il a acquitté au titre de l'année écoulée est correct. Les prélèvements au titre de l'impôt sur le revenu et de l'assurance sociale notifiés en temps réel pour 2019 se chiffrent au total à 31.6 milliards EUR, soit un excédent de 178 millions EUR par rapport à l'objectif fixé. Les mesures prises par l'administration fiscale dans le prolongement de la mise en œuvre de la modernisation du système de retenue à la source (à partir du 1er janvier 2019) se sont immédiatement traduites par la perception, par les employeurs, d'un surcroît de recettes estimé à 52 millions EUR en 2019.

Source : Irlande – *Office of the Revenue Commissioners* (2021).

#### *Perspectives : l'impact de la crise du COVID-19 sur les recettes fiscales perçues*

Comme indiqué dans l'introduction, les informations contenues dans ce chapitre se rapportent à la situation antérieure à la crise du COVID-19. Même si les informations relatives à l'exercice 2020 (première année au cours de laquelle un impact de la crise du COVID-19 sera visible) ne seront recueillies que dans le cadre de l'enquête ISORA 2021, on peut toutefois s'attendre à ce que la crise du COVID-19 ait eu un impact significatif sur les recettes fiscales perçues en 2020. Il y a plusieurs explications à cela :

- **La baisse de l'activité économique** : Face au COVID-19, de nombreux pays ont mis en place des mesures de confinement et la fermeture forcée de nombreuses entreprises aura des répercussions négatives sur le chiffre d'affaires et sur le bénéfice imposable d'un grand nombre d'entreprises, répercussions qui pourraient entraîner une augmentation temporaire du nombre de cas d'insolvabilité et de faillites.
- **La hausse du chômage** : le repli de l'activité économique peut aussi avoir des conséquences sur les niveaux d'emploi du fait que les entreprises licencient du personnel ou cessent de recruter.
- **Les mesures de soutien gouvernemental** : Pour soutenir la consommation et le système de santé, de nombreux pays ont opté pour des réductions temporaires des taux normaux et réduits de TVA. (OCDE, 2020<sup>[4]</sup>)
- **Les mesures de soutien administratif** : Beaucoup d'administrations fiscales ont pris part à cet effort en prenant des mesures pour alléger le fardeau pesant sur les contribuables et pour aider les entreprises et les personnes physiques confrontées à des problèmes de liquidités ou éprouvant des difficultés à se conformer à leurs obligations fiscales. Parmi les mesures adoptées, figurent l'allongement des délais de paiement, les reports d'échéance, un accès facilité aux échéanciers et la prolongation de la durée de ces échéanciers.<sup>2</sup> Si, dans de nombreux cas, il peut en résulter des décalages dans le calendrier de la perception des impôts dus, dans certaines situations, la dette supplémentaire accumulée peut devenir irrécupérable.

Le rapport intitulé *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2021* le confirme (OCDE et al., 2021<sup>[5]</sup>). Dans le chapitre spécial de ce rapport, il est question des réponses d'ordre budgétaire apportées à la crise du COVID-19 en Amérique latine, et dans ce contexte, il apparaît que :

Les recettes fiscales ont chuté brutalement au cours du premier semestre avant que des signes annonciateurs d'un redressement se manifestent en fin d'année. Les recettes fiscales tirées des deux impôts principaux au niveau régional, à savoir la TVA et l'impôt sur le revenu, se sont fortement contractées au premier semestre sous l'effet de la baisse de l'activité économique et des allègements fiscaux octroyés dans le cadre de l'ensemble des mesures prises en réponse à la crise du COVID-19. Au second semestre, le recul des recettes fiscales a commencé à s'inverser progressivement à mesure que les pays assouplissaient les mesures de santé publique et que les contribuables apuraient leurs dettes fiscales dont les échéances avaient été différées plus tôt dans l'année.

En outre, le Centre interaméricain des administrations fiscales (CIAT) a publié en avril 2021 un rapport analysant l'impact de la crise du COVID-19 sur les recettes fiscales perçues dans vingt-trois pays membres du CIAT. À partir des données fournies par ces derniers, il a calculé que le montant des recettes recouvrées a diminué en moyenne de 9.3 % en 2020 (Díaz de Sarralde Miguez et al., 2021<sup>[6]</sup>).

## Notes

1. Pour de plus amples informations sur les systèmes de retenue à la source mis en place dans les juridictions, voir *Tax Administration 2019* (OCDE, 2019<sup>[1]</sup>), tableaux A.73 et A.74.
2. Pour une description détaillée des mesures de soutien prises par l'administration fiscale, voir la note publiée en 2020 sous le titre *Réponses de l'administration fiscale au COVID-19 : mesures prises pour soutenir les contribuables* (CIAT/IOTA/OCDE, 2020<sup>[7]</sup>).

## Références

- CIAT/IOTA/OCDE (2020), « Réponses de l'administration fiscale au COVID-19 : Mesures prises pour soutenir les contribuables », *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/69d26e77-fr>. [7]
- Díaz de Sarralde Miguez, S. et al. (2021), *Revenue Report COVID-19 (RRC) Year 2020*, CIAT, [www.ciat.org/Biblioteca/Estudios/2021\\_Revenue\\_Report\\_Covid-19\\_CIAT.pdf](http://www.ciat.org/Biblioteca/Estudios/2021_Revenue_Report_Covid-19_CIAT.pdf) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [6]
- OCDE (2021), « Administration fiscale : la résilience numérique dans le contexte du COVID-19 », *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/addaac0c-fr>. [2]
- OCDE (2020), « Tax administration responses to COVID-19 : Assisting wider government », *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/0dc51664-en>. [3]

- OCDE (2020), *Tax policy responses to COVID-19; table with measures taken by countries*, [www.oecd.org/tax/covid-19-tax-policy-and-other-measures.xlsx](http://www.oecd.org/tax/covid-19-tax-policy-and-other-measures.xlsx) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [4]
- OCDE (2019), *Tax Administration 2019 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/74d162b6-en>. [1]
- OCDE et al. (2021), *Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2021*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/96ce5287-en-es>. [5]

## *Chapitre 3*

### **Enregistrement et identification**

*Un dispositif complet d'enregistrement et d'identification des contribuables est essentiel au bon fonctionnement d'un système fiscal. Ce chapitre examine certains aspects importants pour les processus d'enregistrement et d'identification.*

## Introduction

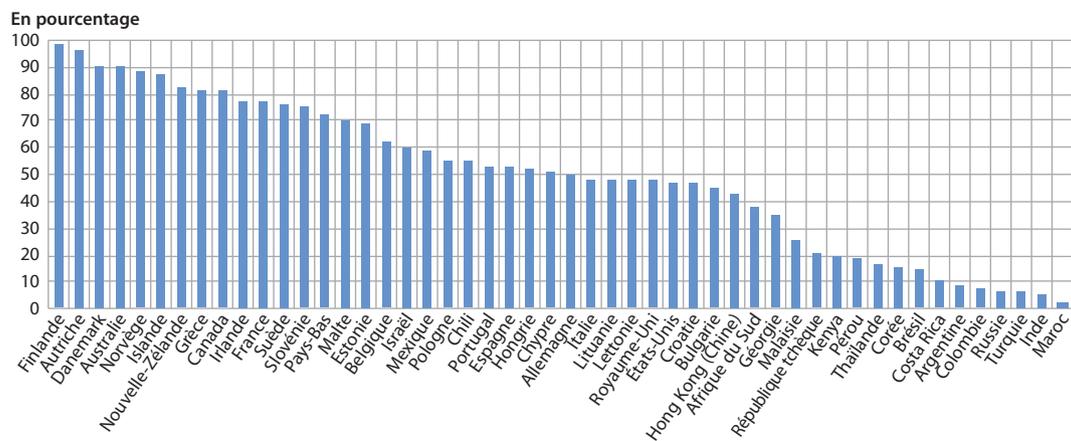
Un dispositif complet d'enregistrement et d'identification des contribuables est essentiel au bon fonctionnement d'un système fiscal. Il constitue le fondement des mécanismes d'autoliquidation, des régimes de taxe sur la valeur ajoutée et de retenue à la source, mais aussi des systèmes de déclaration de tiers et de rapprochement. Ce chapitre analyse cinq aspects importants pour l'enregistrement et l'identification des contribuables : les niveaux d'enregistrement, les canaux d'enregistrement, l'intégration avec d'autres composantes de l'administration, la gestion de l'identité et l'identité à l'échelle internationale.

### Niveaux d'enregistrement

On ne saurait sous-estimer l'importance fondamentale d'un système efficace d'enregistrement fiscal. Les administrations fiscales ont besoin de processus solides pour gérer les contribuables qui « font partie du système » et pour pouvoir repérer ceux qui ne se sont pas encore enregistrés. En outre, elles doivent être en mesure de suivre et de déterminer les actions et les interventions nécessaires pour calculer l'impôt dû par les personnes physiques et morales, même dans les systèmes où la déclaration n'est pas obligatoire.

Le graphique 3.1 livre des informations sur le taux de contribuables individuels enregistrés en pourcentage de la population totale. Ce taux semble être le plus élevé dans les juridictions qui déclarent utiliser le système fiscal à d'autres fins que le seul recouvrement de l'impôt, ce qui englobe la gestion des programmes sociaux.

Graphique 3.1. **Enregistrement des contribuables redevables de l'impôt sur le revenu en pourcentage de la population, 2019**



StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934301550>

Source : Tableau D.10 Enregistrement des contribuables redevables de l'impôt sur le revenu.

### Encadré 3.1. Géorgie : Registre des salariés

En 2020, l'administration fiscale géorgienne (Georgia Revenue Service, GRS) a lancé un nouveau programme intitulé « Registre des salariés ». Ce programme vise à détecter les employeurs qui communiquent des informations incomplètes ou trompeuses sur le nombre de salariés qu'ils emploient. En 2020, ce programme a été testé sur une base volontaire, et en 2021, les employeurs auront l'obligation de renseigner le Registre des salariés.

Dans le cadre du programme, au début, à la fin ou en cas d'interruption d'une relation d'emploi, l'employeur doit remplir le Registre des salariés et communiquer à la GRS les renseignements personnels du salarié (numéro d'identification, prénom/nom, sexe, nationalité, date de naissance, etc.). Il le fait en se connectant à une page web personnalisée et sécurisée. L'employeur est également tenu de mettre à jour le registre lorsque les informations personnelles d'un salarié changent.

Grâce à cette base de données, la GRS peut transmettre des informations précieuses à d'autres organismes publics, des données sur les taux de chômage, des renseignements sur les contribuables qui peuvent prétendre aux prestations de sécurité sociale ou aux aides dans le contexte du COVID-19.

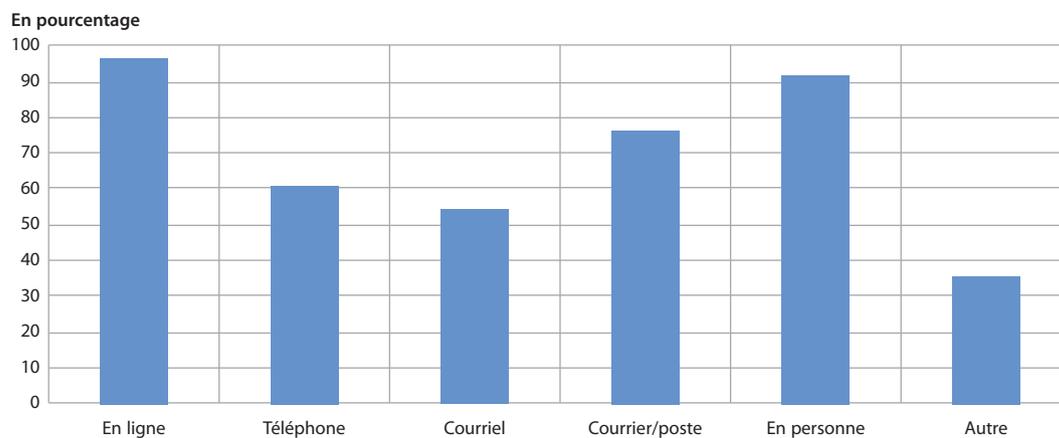
Source : Administration fiscale géorgienne (2021).

### Canaux d'enregistrement

Si la majorité des administrations sont les seules responsables du système d'enregistrement à des fins fiscales dans leur juridiction, les éditions précédentes de cette série ont montré que dans de nombreux pays, les procédures d'enregistrement peuvent aussi être engagées en dehors de l'administration fiscale par l'intermédiaire d'autres organismes publics (OCDE, 2019<sup>[1]</sup>).

#### Graphique 3.2. Disponibilité des canaux d'enregistrement pour les contribuables, 2019

Pourcentage d'administrations qui mettent à disposition le canal d'enregistrement concerné



StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934301569>

Note : Les canaux d'enregistrement ne sont pas toujours disponibles pour tous les types d'impôts ou pour tous les segments de contribuables.

Source : Tableau A.39 Canaux d'enregistrement.

S'agissant des modalités d'enregistrement des contribuables, presque toutes les administrations déclarent proposer plusieurs canaux aux contribuables et toutes les administrations, sauf deux (97 %), signalent qu'il est possible de s'enregistrer en ligne. Par rapport aux données de l'édition 2017 de cette série (OCDE, 2017<sup>[2]</sup>), ce résultat traduit une augmentation de 25 points de pourcentage. De fait, internet est devenu le canal d'enregistrement le plus largement proposé (voir graphique 3.2) et, dans une juridiction, l'Arabie saoudite, les contribuables ne peuvent s'enregistrer qu'en ligne (voir tableau A.39).

Si l'enquête sous-jacente ne permet pas de déterminer si le canal d'enregistrement en ligne est disponible pour tous les types d'impôts ou pour tous les segments de contribuables, elle illustre néanmoins l'impact de la transformation numérique sur les processus des administrations fiscales. L'enregistrement en ligne permet également aux non-résidents de s'enregistrer depuis l'étranger, comme le montre l'exemple chilien présenté dans l'encadré 3.2.

### Encadré 3.2. Exemples nationaux : Utilisation de la technologie pour faciliter l'enregistrement des contribuables

#### **Chili : Plateforme d'enregistrement et de paiement de la TVA pour les services numériques**

À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2020, les services à distance payants fournis par des opérateurs qui soit ne résident pas au Chili, soit n'y sont pas domiciliés, sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). En conséquence, l'administration fiscale chilienne (Servicio de Impuestos Internos, SII) a mis en place une plateforme de TVA sur les services numériques à l'intention des contribuables étrangers sans résidence ou domicile au Chili qui fournissent des services à distance à des personnes physiques ou morales établies au Chili, dès lors que ces personnes physiques ou morales ne sont pas déjà enregistrées à la TVA.

Cette plateforme, disponible en espagnol et en anglais, est conçue pour simplifier le processus de déclaration et de paiement de la TVA sur les services numériques par les contribuables étrangers. Elle réunit également toutes les informations relatives à cette nouvelle taxe en un même lieu.

Pour accéder à la plateforme, les contribuables étrangers doivent s'inscrire en ligne et peuvent ensuite :

- déclarer le nombre de transactions effectuées au cours d'une période fiscale (mensuelle ou trimestrielle, au choix du contribuable) et la valeur de ces transactions. L'impôt dû est calculé automatiquement par le système
- vérifier leur statut de déclaration pour les périodes actuelles et passées
- vérifier leurs créances en souffrance, pour savoir s'il existe des différences entre leur déclaration et leur paiement
- examiner et corriger leur enregistrement
- accéder aux dernières instructions réglementaires relatives à la taxe numérique
- obtenir des conseils sur l'utilisation du service numérique
- notifier leurs transactions avec des personnes physiques ou morales chiliennes qui ont déclaré spontanément leur enregistrement à la TVA, et qui sont donc exclues de cette mesure

Voir à l'annexe 3.A les liens vers les documents de référence.

### Encadré 3.2. Exemples nationaux : Utilisation de la technologie pour faciliter l'enregistrement des contribuables *(suite)*

#### Suède : Le projet TAIS

En 2021, la Suède a adopté une nouvelle législation qui étend les obligations fiscales suédoises aux salariés titulaires de contrats temporaires qui n'ont pas de résidence fiscale permanente dans le pays. La procédure d'enregistrement déjà en place pour les clients non suédois était manuelle, basée sur des documents imprimés, mais les volumes considérables à traiter entraînaient des retards, parfois de plusieurs semaines. Le processus ne soutenait pas la comparaison avec l'enregistrement fiscal des clients suédois, qui est numérique, rapide et fluide. Dans le même temps, le risque de fraude et d'erreur était accru par l'utilisation de personnel temporaire non suédois dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et par la complexité des règles conventionnelles et fiscales internationales, parfois difficiles à comprendre.

Pour y remédier, l'administration fiscale suédoise (STA) a créé le projet TAIS en recourant à l'intelligence artificielle (IA) et à l'apprentissage automatique afin d'améliorer le processus d'identification fiscale des personnes non suédoises. Dans le cadre de ce projet, la Suède avait pour but d'offrir un meilleur service client, de répondre plus efficacement aux pics de volume et de mieux gérer le paysage juridique complexe.

Au départ, en 2019, la STA a identifié différents segments de clients et conçu un nouveau service numérique automatisé à partir de ces segments. Des profils distincts de clients ont été établis, afin d'isoler ceux qui cherchent à frauder (en s'appuyant sur l'expérience des agents du service de vérification interne). C'est la première fois que la STA s'efforçait d'intégrer des segments de clients fraudeurs dans la conception d'un service. La STA a ainsi pu éviter une solution irréaliste qui ne tiendrait pas compte de la fraude et de l'évasion fiscales.

Puis, en juin 2020, la STA a lancé trois services électroniques fondés sur ces segments pour aider à entraîner le nouveau modèle d'apprentissage automatique (IA) pour la gestion des risques. En parallèle, la capacité de traiter manuellement toutes les demandes entrantes a été conservée et utilisée pour entraîner le nouveau modèle, et la STA a déployé des services d'assistance reposant sur l'IA et sur des algorithmes pour gérer des informations non standard (documents provenant d'organismes étrangers et documents d'identité, par exemple).

À terme, l'objectif est d'utiliser les résultats de la gestion des risques fondée sur l'IA pour permettre à un plus grand nombre de clients de s'enregistrer en suivant un processus entièrement automatisé et quasiment en temps réel, même si les informations requises proviennent en partie de documents non structurés. La STA s'attend à ce que l'IA atteigne de bons niveaux de précision début 2022.

*Source* : Chili – Servicio de Impuestos Internos (2021) et Administration fiscale suédoise (2021).

### ***Intégration avec d'autres composantes de l'administration***

Compte tenu du rôle central que jouent l'enregistrement et l'identification des contribuables pour étayer le système fiscal et, partant, la collecte des recettes nécessaires pour financer les programmes et services publics, il est impératif que les administrations fiscales disposent de registres fiscaux actualisés. Comme l'ont montré les éditions précédentes, la grande majorité des administrations ont mis en place des programmes formels pour améliorer la qualité de leur registre fiscal (OCDE, 2019<sup>[1]</sup>).

Il n'est donc pas surprenant que d'autres organismes publics puissent souhaiter utiliser le registre de l'administration fiscale pour leurs besoins propres, à savoir fournir des services aux citoyens ou veiller au respect des lois et réglementations.

Cette question a acquis une importance particulière pendant la crise du COVID-19, lorsque plusieurs États ont pris conscience de la possibilité d'utiliser les informations détenues par les administrations fiscales sur de larges pans de la population et de l'économie, comme l'adresse des contribuables et leurs références bancaires, pour contacter les citoyens et les entreprises ou pour verser directement des prestations ou des aides (OCDE, 2020<sup>[3]</sup>).

### Encadré 3.3. Brésil : Utilisation de la chaîne de blocs pour échanger des informations issues des registres avec d'autres composantes de l'administration

Le registre brésilien des contribuables est le registre le plus fiable au Brésil. À ce titre, les données qu'il contient doivent être partagées avec d'autres organismes publics, de manière sécurisée et rentable. L'utilisation de la chaîne de blocs comme outil d'échange de données est apparue comme un moyen de satisfaire à ces exigences, et elle a déjà servi de support à l'échange de données avec les autorités douanières.

Source : Administration fiscale brésilienne (2021).

De nombreuses administrations procèdent également à l'intégration de leurs systèmes informatiques avec d'autres organismes publics afin que l'enregistrement fiscal fasse partie des autres démarches engagées par les contribuables, parallèlement à l'enregistrement d'une société ou de la naissance d'un enfant ; et/ou utilisent le même identifiant pour permettre aux contribuables d'accéder à d'autres services publics.

Dans ce contexte, de nombreux pays utilisent, mettent en œuvre ou envisagent de mettre en place un système d'identification unique et sûr pour les citoyens et les entreprises afin de favoriser une plus grande intégration des systèmes et des services.

### Encadré 3.4. Australie : Identité numérique

L'Australian Taxation Office (ATO) participe au Programme d'identité numérique du gouvernement australien, qui vise à faciliter l'accès sécurisé des Australiens aux services publics en ligne. L'ATO était responsable de la mise en œuvre de deux composantes clés constitutives de l'écosystème de l'identité numérique :

- myGovID – le fournisseur d'identité numérique de l'administration qui permet aux particuliers de prouver qui ils sont, via une application mobile, et de se connecter à une gamme de services publics en ligne
- Gestionnaire d'autorisations relationnelles (RAM) – le service d'autorisations de l'administration qui permet aux utilisateurs d'être autorisés à agir pour le compte d'une entreprise

myGovID et RAM ont été développés et validés par rapport au Cadre d'identité numérique fiable du gouvernement, qui définit les normes, règles et critères d'accréditation régissant l'écosystème d'identité.

Ensemble, myGovID et RAM donnent actuellement accès à plus de 70 services en ligne dans 30 organismes publics. La flexibilité et la facilité d'utilisation offertes par myGovID ont joué un rôle essentiel pour permettre aux entreprises et aux fiscalistes d'accéder aux paiements dans le cadre du programme de relance économique en réponse à la crise du COVID-19 et d'adopter des modalités de travail flexibles ou à distance pendant la pandémie.

### Encadré 3.4. Australie : Identité numérique (suite)

Parmi les améliorations à apporter à myGovID figure la possibilité de tirer parti de la biométrie (par exemple, vérification du visage et tests pour s'assurer que les données biométriques proviennent d'une personne vivante), ce qui renforcera la confiance dans l'identité des personnes qui accèdent aux services en ligne. La réduction des cas de fraude et de la charge pesant sur les agents du centre de contact fait partie des autres avantages attendus.

Ces améliorations du programme d'identité numérique permettront aux contribuables de demander et de recevoir automatiquement un numéro de dossier fiscal en ligne. Jusqu'à présent, il fallait le faire en personne, une notification étant envoyée par courrier sous 28 jours.

D'autres possibilités d'utilisation de myGovID sont actuellement à l'étude en vue de faciliter les interactions numériques entre les utilisateurs et l'ATO.

Voir à l'annexe 3.A les liens vers les documents de référence.

Source : Australian Taxation Office (2021)

### *Gestion de l'identité*

Toutes les administrations fiscales, par obligation légale ou en vertu de saines pratiques commerciales, déploient des efforts considérables pour assurer la sécurité des renseignements sur les contribuables. Outre les procédures internes visant à empêcher les tentatives illégales d'obtenir des informations et à garantir la protection des droits des contribuables, toutes les administrations ont mis en place des procédures pour s'assurer que la personne à qui elles ont affaire est bien le contribuable. De plus en plus, ces approches, qui très souvent ont été étendues à l'authentification en plusieurs étapes, utilisent des informations biométriques propres au contribuable.

Les administrations fiscales sont confrontées aux mêmes difficultés que d'autres organisations lorsqu'elles traitent avec des personnes physiques ou morales qui peuvent faire un usage abusif de renseignements personnels pour se faire passer pour des contribuables afin de commettre des fraudes. Compte tenu du caractère permanent et, dans de nombreux cas, organisé de cette activité, les administrations doivent consacrer des efforts considérables à la lutte contre les usurpations d'identité liées à la fiscalité. Les informations ainsi dérobées peuvent servir à obtenir frauduleusement des remboursements d'impôt ou de TVA ou à bénéficier de crédits d'impôt.

### Encadré 3.5. Pérou : Utilisation de la biométrie pour identifier les citoyens et établir un registre numérique unique des contribuables

L'administration fiscale péruvienne, la SUNAT, voulait créer un registre numérique unique des contribuables (SRT) permettant de transmettre à distance la clé d'opérations en ligne SUNAT (SOL), qui est une signature électronique privée donnant accès aux services virtuels offerts par la SUNAT.

Auparavant, l'enregistrement se faisait hors ligne parce qu'il fallait identifier le citoyen en personne. Afin d'améliorer le service aux citoyens et d'accroître l'efficacité, la SUNAT a voulu mettre en place un processus de vérification numérique pour identifier le citoyen à l'aide de tout appareil connecté (tel qu'un téléphone portable).

### Encadré 3.5. Pérou : Utilisation de la biométrie pour identifier les citoyens et établir un registre numérique unique des contribuables (suite)

La vérification biométrique à distance des empreintes digitales, un service fourni par le Registre national d'identification et d'état civil (NRICS), a été la solution retenue. Avec ce service, une photographie est prise des empreintes digitales, qui sont téléchargées et examinées par le NRICS. Lors de la validation de l'empreinte digitale, les citoyens complètent leur inscription en fournissant des informations sur leur activité économique, leurs coordonnées et d'autres renseignements nécessaires pour s'inscrire au SRT et générer la clé SOL.

Ce service a été mis en œuvre dans un premier temps pour les particuliers, de sorte que les citoyens peuvent désormais obtenir leur numéro SRT et leur clé SOL en quelques étapes.

Le déploiement a eu lieu en août 2020, en tant que service opérationnel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et 105 000 citoyens se sont déjà inscrits, soit près de 31.6% des personnes inscrites au STR. Source d'économies substantielles en temps et en argent pour les citoyens, ce registre a constitué une solution de rechange lorsque le COVID-19 a empêché de se rendre dans les bureaux de la SUNAT.

Voir à l'annexe 3.A les liens vers les documents de référence.

Source : Pérou – Superintendencia Nacional de Administración Tributaria (2021).

### Identité à l'échelle internationale

Alors qu'auparavant les entreprises multinationales et celles impliquées dans le commerce international étaient les seules concernées, de plus en plus de petites et moyennes entreprises et de particuliers perçoivent désormais des revenus provenant d'autres pays que leur pays de résidence. La multiplication des places de marché en ligne et l'essor de l'économie du partage aggravent ce problème, car il n'a jamais été aussi simple, par exemple, de louer des maisons de vacances ou de vendre des biens à l'étranger via des plateformes en ligne.

Les administrations fiscales doivent relever de multiples défis pour accompagner cette croissance des activités transnationales et y répondre, y compris en matière de gestion des flux internationaux d'informations sur les contribuables. Les éditions précédentes de la série sur l'administration fiscale (OCDE, 2019<sub>[11]</sub>) ont mis en lumière deux dispositions internationales visant à aider les administrations à résoudre ces problèmes :

- Le règlement de l'Union européenne sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS), adopté en 2014, entend renforcer la confiance que les contribuables et les administrations fiscales peuvent avoir dans le traitement des flux d'informations et permettre de mieux gérer les questions d'identité et d'enregistrement à l'échelle internationale.
- La norme mondiale sur l'échange automatique de renseignements – la Norme commune de déclaration (NCD) qui, conjointement avec la Loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers adoptée par les États-Unis (loi FATCA), prévoit l'échange de renseignements relatifs aux comptes financiers des non-résidents avec les autorités fiscales du pays de résidence fiscale du titulaire du compte.

Suite au rapport de 2019 intitulé « The Sharing and Gig Economy : Effective Taxation of Platform Sellers » (Économie du partage et économie à la demande : imposer efficacement les vendeurs sur les plateformes) (OCDE, 2019<sub>[4]</sub>), l'OCDE a publié en 2020 un ensemble de

règles types qui, une fois transposées dans le droit, imposent aux plateformes numériques de recueillir des informations sur les revenus perçus par ceux qui utilisent ces plateformes pour proposer des services personnels, d'hébergement et de transport, et de communiquer ces informations aux administrations fiscales. L'un des principaux objectifs de ces règles types est d'aider les contribuables à se conformer à leurs obligations fiscales et d'offrir un cadre cohérent pour aider les entreprises à communiquer des informations aux autorités fiscales. Cela va dans le sens de la finalité des règles types, qui est de rationaliser les régimes déclaratifs pour les administrations fiscales et les opérateurs de plateformes (OCDE, 2020<sup>[5]</sup>).

Les règles types sont complétées par un Code de conduite, publié par le Forum sur l'administration de l'impôt de l'OCDE, afin de faciliter l'adoption d'une approche standard de la coopération entre les administrations et les plateformes en vue de fournir des informations aux vendeurs en ligne et de les aider à se conformer à leurs obligations fiscales tout en minimisant la charge liée à la discipline fiscale (OCDE, 2020<sup>[6]</sup>).

### Encadré 3.6. Espagne : Certificats électroniques de résidence fiscale

Les certificats de résidence fiscale ont été introduits en 2010 en Espagne et peuvent être demandés par voie électronique. Avec ce système, le contribuable reçoit un document pdf de l'administration fiscale espagnole (Agencia Estatal de Administración Tributaria, AEAT) qui contient un code de vérification sécurisé (CVS) garantissant l'intégrité du document. Le CVS peut être vérifié sur la plateforme électronique de l'AEAT.

En mars 2020, en raison du confinement consécutif à la crise du COVID-19, il n'était plus possible de traiter les formulaires papier d'autres pays nécessitant une signature physique et un tampon. Afin de trouver une solution rapide à ce problème, l'AEAT a décidé d'étendre l'utilisation des formulaires électroniques de résidence fiscale. L'AEAT a informé les autres pays de la solution adoptée et a joint aux certificats un document en espagnol et en anglais expliquant la garantie offerte par le CVS, ainsi que la manière de vérifier la validité des certificats fiscaux émis par l'AEAT et présentés par les contribuables à d'autres administrations fiscales.

En résumé :

1. Le contribuable demande et obtient le certificat de résidence fiscale par l'intermédiaire d'un site web hébergé sur la plateforme électronique de l'AEAT.
2. Lorsqu'il remplit le certificat de résidence fiscale étranger, le contribuable indique que le certificat espagnol est joint en tant que document distinct (c'est-à-dire le certificat espagnol muni du CVS).
3. L'administration fiscale étrangère peut vérifier le document par l'intermédiaire d'un site web créé à cette fin.

Les résultats satisfaisants de cette approche, conjugués à la nécessité de minimiser la manipulation de formulaires papier pour prévenir le COVID-19, ont incité l'AEAT à conserver ce système.

Voir à l'annexe 3.A les liens vers les documents de référence.

Source : Agence fiscale espagnole (2021).

## Références

- OCDE (2020), « Tax administration responses to COVID-19 : Assisting wider government », *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/0dc51664-en>. [3]
- OCDE (2020), *Code of Conduct : Co-operation between tax administrations and sharing and gig economy platforms*, OCDE, Paris, [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/code-of-conduct-co-operation-between-tax-administrations-and-sharing-and-gig-economy-platforms.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/code-of-conduct-co-operation-between-tax-administrations-and-sharing-and-gig-economy-platforms.pdf) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [6]
- OCDE (2020), *Règles types de déclaration à l'intention des vendeurs relevant de l'économie du partage et de l'économie à la demande*, OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/fiscalite/echange-de-renseignements-fiscaux/regles-types-de-declaration-a-l-intention-des-vendeurs-relevant-de-l-economie-du-partage-et-de-l-economie-a-la-demande.htm> (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [5]
- OCDE (2019), *Tax Administration 2019 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/74d162b6-en>. [1]
- OCDE (2019), *The Sharing and Gig Economy : Effective Taxation of Platform Sellers : Forum on Tax Administration*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/574b61f8-en>. [4]
- OCDE (2017), *Tax Administration 2017 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, Éditions OCDE, Paris, [https://dx.doi.org/10.1787/tax\\_admin-2017-en](https://dx.doi.org/10.1787/tax_admin-2017-en). [2]

### *Annexe 3.A*

#### **Liens vers les documents de référence (consultés le 1<sup>er</sup> septembre 2021)**

- Encadré 3.2. – Chili :
  - Lien vers une vidéo sur la plateforme d'enregistrement et de paiement de la TVA applicable aux services numériques : <https://youtu.be/MZ60ijG6S4U>
  - Lien vers la Plateforme de TVA sur les services numériques : [www.sii.cl/vat/index.html](http://www.sii.cl/vat/index.html)
- Encadré 3.4. – Australie : Lien vers des exemples illustrant l'identité numérique : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-digital-identity.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-digital-identity.pdf)
- Encadré 3.5. – Pérou : Lien vers une vidéo sur l'utilisation de la biométrie pour identifier les citoyens : <https://youtu.be/1XyJzScWUhm>
- Encadré 3.6. – Espagne :
  - Lien vers un échantillon de certificats électroniques de résidence fiscale munis d'un CVS, comprenant des notes explicatives : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/spain-example-document-issued-with-CSV-and-explanatory-notes.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/spain-example-document-issued-with-CSV-and-explanatory-notes.pdf)
  - Lien vers un site web sur lequel les contribuables peuvent demander et obtenir le certificat de résidence fiscale via la plateforme électronique de l'AEAT : <https://sede.agenciatributaria.gob.es/Sede/procedimientoini/G305.shtml>
  - Lien vers un site web où les administrations fiscales étrangères peuvent vérifier la véracité des certificats de résidence fiscale espagnols : <https://sede.agenciatributaria.gob.es/Sede/certificaciones/consulta-certificados-expedidos.html>



## *Chapitre 4*

### **Liquidation de l'impôt**

*Ce chapitre examine la fonction de liquidation de l'impôt, qui englobe toutes les activités liées au traitement des déclarations fiscales et aux paiements. Il formule des commentaires sur l'utilisation des canaux électroniques pour le dépôt et le paiement, décrit les efforts déployés par les administrations fiscales pour fournir des déclarations préremplies et examine le taux de respect des délais de dépôt des déclarations et de paiement de l'impôt. Il donne également des exemples de l'impact de la technologie et des techniques fondées sur la science des données sur les processus de remboursement.*

## Introduction

La fonction de liquidation de l'impôt englobe toutes les activités liées au traitement des déclarations d'impôt, y compris l'émission des avis d'imposition, les remboursements et les déclarations. Elle inclut également le traitement et la comptabilisation des paiements. Ces activités de « traitement », comme on les appelle dans de nombreuses administrations, constituent un domaine d'intérêt qui connaît des évolutions notables, les administrations cherchant à réduire les coûts des processus faisant intervenir des volumes de données importants.

Les progrès du dépôt et du paiement en ligne par les contribuables aident les administrations à réduire leurs coûts et à améliorer les services qu'elles fournissent aux contribuables. Cette fonction est également très impliquée dans la gestion d'un éventail de plus en plus large de données que les administrations collectent par voie électronique auprès d'un nombre croissant d'organisations tierces. En plus d'actualiser les informations sur l'utilisation des canaux électroniques pour le dépôt et le paiement, ce chapitre :

- décrit les efforts déployés par les administrations pour fournir des déclarations préremplies aux particuliers et aux entreprises, y compris l'élargissement de cette approche aux « régimes sans déclaration » dans certains cas
- examine les taux de respect des délais de déclaration et de paiement
- donne des exemples de la façon dont la technologie et l'application des sciences des données améliorent les processus de remboursement.

### Encadré 4.1. Chili : Donner aux contribuables un aperçu de leurs obligations en matière d'information, de déclaration et de paiement

L'administration fiscale chilienne (Servicio de Impuestos Internos, SII) donne aux contribuables une vue d'ensemble de leurs obligations fiscales sur leur espace personnel hébergé sur le site. Les « responsabilités fiscales » sont un visionneur personnalisé à l'intention des contribuables, contenant des informations sur trois des quatre groupes d'obligations fiscales définis par le SII. En voici la liste :

1. obligations d'information (obligation de présenter des déclarations sous serment au titre de l'impôt sur le revenu)
2. obligations déclaratives
3. obligations de paiement (créances fiscales et impôts fonciers dus).

L'objectif principal est d'alerter le contribuable, de manière simple, sur ses obligations fiscales avant la date d'échéance.

Les « responsabilités fiscales » présentent les obligations en cours avec un codage par couleur en fonction de leur statut : « achevé » en gris, « dans les délais » en vert, « non-respect partiel » en jaune et « non-respect total » en rouge.

Rassemblées depuis différents systèmes, ces données centralisent l'information et permettent aux contribuables de prendre connaissance de leurs obligations, de soumettre des formulaires ou de payer l'impôt dû. Ces informations sont également à la disposition des fonctionnaires de l'administration fiscale, et les systèmes opérationnels sont mis à jour lorsque des transactions sont effectuées.

Source : Chili – Servicio de Impuestos Internos (2021).

### *Utilisation de canaux électroniques pour le dépôt et le paiement*

Alors que le numérique transforme la vie quotidienne, il n'est pas surprenant que l'adoption des systèmes de dépôt et de paiement par voie électronique continue de progresser.

Le tableau 4.1 présente les taux moyens de déclaration électronique dans les juridictions qui ont communiqué des données sur les canaux utilisés par les contribuables pour déposer leurs déclarations. En 2018 et 2019, plus de neuf entreprises sur dix ont déposé leurs déclarations par voie électronique. Pour les déclarations d'impôt sur le revenu des personnes physiques, ce chiffre dépasse désormais 80%. En outre, il convient de noter que, dans un grand nombre d'administrations, 100% des déclarations sont d'ores et déjà déposées en ligne (tableau D.13).

Tableau 4.1. **Taux moyens de déclaration électronique (en pourcentage) par type d'impôt**

| Type d'impôt  | 2018 | 2019 |
|---|------|------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques (51 juridictions) | 82.1 | 84.4 |
| Impôt sur les bénéfices des sociétés (53 juridictions)        | 92.1 | 92.7 |
| Taxe sur la valeur ajoutée (46 juridictions)                  | 95.9 | 96.7 |

*Note* : Le tableau présente les taux moyens de dépôt électronique des déclarations pour les juridictions qui ont été en mesure de fournir ces informations pour les années 2018 et 2019. Le nombre de juridictions pour lesquelles des données étaient disponibles est indiqué entre parenthèses.

*Source* : Tableau D.13 Dépôt électronique.

Si l'on examine l'évolution des taux de déclaration électronique sur la période 2014-19 ressortant du tableau 4.2, il apparaît clairement que ces taux ont sensiblement augmenté – entre 13 et 18 points de pourcentage – pour les trois principaux types d'impôts. Il convient de noter que le tableau ne prend en compte que les informations provenant des juridictions qui ont été en mesure de fournir des données pour les deux années 2014 et 2019, ce qui explique les différences entre les moyennes de 2019 présentées dans les tableaux 4.1 et 4.2.

Tableau 4.2. **Évolution des taux de déclaration électronique (en pourcentage) entre 2014 et 2019 par type d'impôt**

| Type d'impôt  | 2014 | 2019 | Différence en points de pourcentage |
|---|------|------|-------------------------------------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques (31 juridictions) | 66.1 | 82.8 | + 16.7                              |
| Impôt sur les bénéfices des sociétés (34 juridictions)        | 76.7 | 94.2 | + 17.5                              |
| Taxe sur la valeur ajoutée (30 juridictions)                  | 84.7 | 98.6 | + 13.9                              |

*Note* : Le tableau présente les taux moyens de dépôt électronique des déclarations pour les juridictions qui ont été en mesure de fournir ces informations pour les années 2014 et 2019. Le nombre de juridictions pour lesquelles des données étaient disponibles est indiqué entre parenthèses.

*Source* : Tableau D.13 Dépôt électronique des déclarations et OCDE (2017), *Tax Administration 2017 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, tableau A.8, [https://doi.org/10.1787/tax\\_admin-2017-en](https://doi.org/10.1787/tax_admin-2017-en).

Si l'on examine la part des paiements électroniques dans le tableau 4.3, environ 80% des paiements, mesurés en nombre et en valeur, sont effectués en ligne. Le pourcentage de paiements en ligne en valeur est légèrement supérieur au pourcentage de paiements en ligne en nombre, ce qui laisse penser que ce sont surtout les gros contribuables qui utilisent ce canal de paiement. En raison d'une modification de la définition de la question de l'enquête sous-jacente, il n'est pas possible de suivre l'évolution des taux de paiement électronique.

Tableau 4.3. Taux moyens de paiement électronique (en pourcentage) en nombre et en valeur des paiements

| Type de mesure  | 2018 | 2019 |
|---|------|------|
| Pourcentage en nombre de paiements (49 juridictions)  | 79.6 | 81.9 |
| Pourcentage en valeur des paiements (48 juridictions) | 84.8 | 86.1 |

*Note* : Le tableau présente les taux moyens de dépôt électronique des déclarations pour les juridictions qui ont été en mesure de fournir ces informations pour les années 2018 et 2019. Le nombre de juridictions pour lesquelles des données étaient disponibles est indiqué entre parenthèses.

*Source* : Tableau D.18 Part des paiements électroniques et retenue à la source par des tiers.

Dans un certain nombre de juridictions, le volume des déclarations déposées sur formulaire papier et des paiements effectués par des moyens non électroniques demeure élevé. Dans les juridictions qui ont communiqué des données, plus de 75 millions de déclarations papier ont été déposées (tableaux A.44 à A.46). On peut s'attendre à ce que ce chiffre diminue encore au fil du temps, car de plus en plus d'administrations prennent des mesures pour encourager les contribuables à utiliser les plateformes électroniques lorsque c'est possible. Cela permettra non seulement de réduire les coûts administratifs, mais aussi d'alléger la charge administrative pesant sur les contribuables.

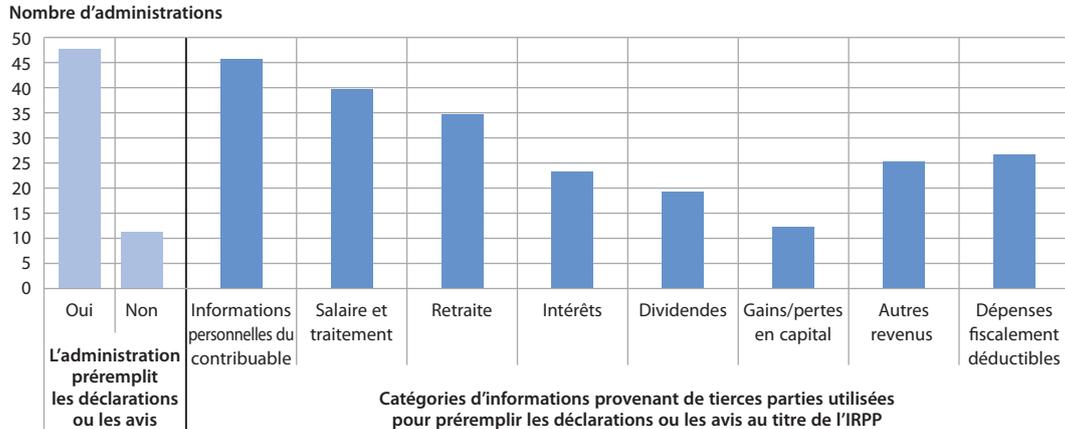
### ***Déclarations préremplies***

Au cours des deux dernières décennies, la préparation de déclarations préremplies a été l'une des innovations majeures en matière de conception des déclarations fiscales, principalement pour les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu. Cette approche consiste pour les administrations à « préremplir » la déclaration ou le compte en ligne du contribuable avec des informations provenant de tiers. La déclaration préremplie peut être vérifiée par le contribuable et déposée par voie électronique ou sur papier. Le volume d'informations prérenseignées étant généralement déterminé par l'éventail des sources de données électroniques dont dispose l'administration, il est essentiel, dans cette approche, que le cadre législatif prévoie la communication de données détaillées et actualisées par des tiers couvrant l'ensemble des informations pertinentes afférentes aux contribuables.

Les partisans de la déclaration préremplie ont d'abord encouragé son utilisation dans les régimes fiscaux individuels qui autorisaient relativement peu de déductions et de crédits, et qui se prêtaient à une vérification à l'aide de sources de données tierces. Les progrès des technologies fondées sur des règles, les obligations de communication d'informations et l'application des techniques fondées sur la science des données permettent désormais d'envisager une application plus large de cette approche. Par exemple, les réponses à l'enquête montrent que, dans de nombreux pays, les déclarations d'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) sont désormais préremplies avec différentes informations sur le revenu, ainsi que sur les dépenses déductibles comme les dons, les frais de scolarité et d'études et les primes d'assurance (graphiques 4.1 et 4.2). L'encadré 4.2 décrit les dernières évolutions intervenues dans certains pays.

Dans un nombre croissant de juridictions, la déclaration au titre de l'IRPP est désormais totalement préremplie, et le contribuable doit ensuite soit l'accepter (éventuellement par accord tacite passé un certain délai), soit fournir des informations supplémentaires qui peuvent conduire à un ajustement à la hausse ou à la baisse (tableau A.45). Dans leur forme la plus aboutie, des déclarations préremplies complètes sont produites pour la majorité des revenus des contribuables.

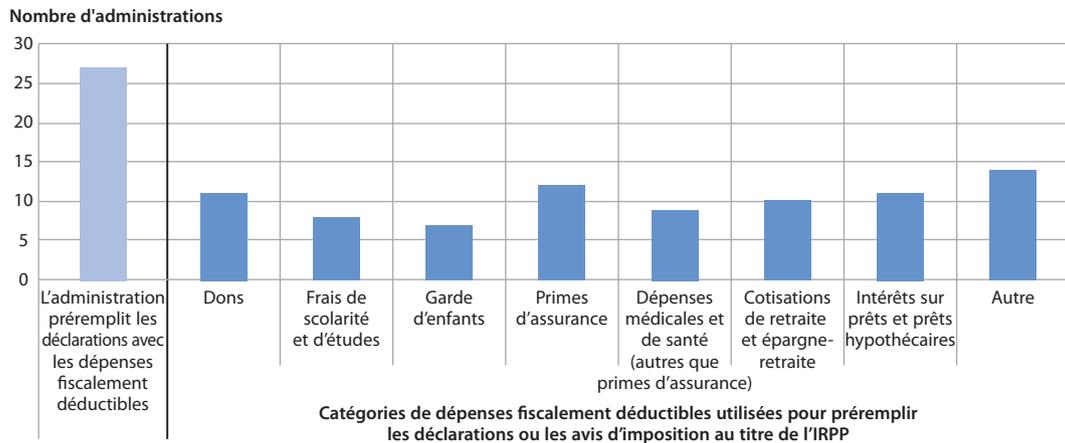
Graphique 4.1. Catégories d'informations provenant de tierces parties utilisées pour préremplir les déclarations au titre de l'IRPP, 2019



StatLink <https://dx.doi.org/10.1787/888934301588>

Source : Tableau A.42 Préremplissage des déclarations.

Graphique 4.2. Catégories de dépenses fiscalement déductibles utilisées pour préremplir les déclarations au titre de l'IRPP, 2019



StatLink <https://dx.doi.org/10.1787/888934301607>

Source : Tableau A.42 ADD Catégories de dépenses fiscalement déductibles utilisées pour préremplir les déclarations ou les avis d'imposition au titre de l'IRPP.

En outre, l'existence de systèmes de facturation électronique permet aux administrations fiscales d'envisager l'utilisation de déclarations préremplies non seulement pour l'IRPP, mais aussi pour l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IS) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (tableaux A.44 et A.46). Voir également les exemples du Pérou et de l'Espagne présentés dans l'encadré 4.2.

### Encadré 4.2. Exemples nationaux : Régimes de déclarations préremplies et d'absence de déclaration

#### **Chine (République populaire de) : Utilisation des TI pour procéder au rapprochement annuel inédit**

Du 1<sup>er</sup> mars au 30 juin 2020, la Chine a procédé au premier rapprochement annuel de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Avec environ 100 millions de contribuables dont les connaissances fiscales sont limitées, l'administration fiscale chinoise a fait appel à l'informatique en nuage, aux données massives, à l'Internet et à d'autres technologies avancées pour faciliter la bonne mise en œuvre du premier rapprochement annuel de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

En créant le plus grand nuage de transactions de l'histoire de l'administration électronique du pays, l'autorité fiscale chinoise a pu traiter plus de 120 000 transactions simultanées par seconde, assurant le bon fonctionnement du Bureau de la fiscalité électronique pour les contribuables pendant la période de rapprochement annuelle.

Sur le plan conceptuel, l'administration fiscale chinoise a créé un « fichier individuel de données fiscales » pour des centaines de millions de contribuables à travers le pays, reposant sur l'authentification en temps réel des informations d'identité et sur le partage de données avec d'autres ministères. En s'appuyant sur des données massives, il a fourni aux contribuables des services de préremplissage pour le rapprochement annuel de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et un service de rappel personnalisé, afin de remédier au déficit de connaissances des contribuables.

Prenant l'intelligence artificielle comme point de départ, le modèle de traitement des remboursements d'impôt fondé sur un « examen préliminaire automatique et un examen manuel » a été mis en œuvre, réduisant de 90 % la charge de travail des agents de l'administration fiscale. Grâce à la technologie numérique, une application consacrée à l'impôt sur le revenu des personnes physiques a été lancée, facilitant l'exécution numérique de toutes les opérations clés, ainsi que le transfert électronique des remboursements d'impôt et des paiements complémentaires.

#### **Norvège : Établissement automatique de l'avis d'imposition sur le revenu**

En 2019, dans le cadre de la transformation de son modèle d'activité, l'administration fiscale norvégienne a mis en place un nouveau processus automatique de fin d'année, de sorte que les personnes qui perçoivent uniquement des revenus déclarés à l'administration n'ont rien à faire à la fin de l'exercice fiscal.

En raison des modifications législatives apportées au processus de collecte d'informations sur les revenus d'emploi et d'investissement, depuis l'exercice fiscal 2018-19, les personnes qui ont perçu des salaires ou des revenus d'une institution financière peuvent les visualiser sur leur compte myIR, le service en ligne sécurisé de l'administration fiscale. À partir de 2020-21, les clients peuvent consulter des informations préremplies pour tous leurs revenus pertinents couvrant une année complète.

Grâce à ces innovations, les personnes dont les revenus proviennent de salaires, de dividendes ou d'intérêts n'ont rien à faire en fin d'année pour déterminer si elles peuvent prétendre à un remboursement d'impôt ou si elles ont un solde à payer. L'administration fiscale s'en charge pour eux.

Comme l'administration fiscale reçoit plus fréquemment des informations, les incohérences et les erreurs peuvent être plus rapidement détectées. En aidant les contribuables à bien faire les choses au cours de l'année, les employeurs et les organismes qui paient un revenu d'investissement ont moins d'erreurs à gérer.

#### Encadré 4.2. Exemples nationaux : Régimes de déclarations préremplies et d'absence de déclaration *(suite)*

À partir des retours d'information des contribuables, diverses améliorations ont été apportées au cours de la deuxième année d'imposition automatique des revenus. Parmi les nouveautés introduites par l'administration fiscale en 2020 figurent l'envoi anticipé des avis d'imposition pour que les clients sachent rapidement à quoi s'en tenir, et l'utilisation d'outils analytiques pour accélérer les remboursements aux groupes de contribuables qui en ont le plus besoin.

##### **Norvège : Une solution pour communiquer les données de tiers issues de la location de biens**

En 2020, l'administration fiscale norvégienne (NTA) a mis en place une solution technique lui permettant de recevoir des données et des informations clés des opérateurs de plateformes de location de biens immobiliers, y compris une vue d'ensemble des paiements effectués par des tiers. Cette solution était motivée par une nouvelle réglementation exigeant la communication d'informations sur la location de biens.

Les données reçues servent à préremplir les déclarations de revenu qui, conjuguées à des conseils spécifiques à l'intention des contribuables, aident le contribuable à renseigner correctement sa déclaration. Les données reçues de tiers peuvent également être utilisées à des fins d'analyse et de contrôle.

La NTA a réussi à faire en sorte que tous les opérateurs connus lui communiquent des données, mais faute de numéro d'identification fiscale ou d'adresse correcte, celles-ci ne peuvent pas toujours être pleinement exploitées. Pour remédier à ce problème, la NTA collabore actuellement avec les opérateurs déclarants afin qu'ils fournissent des adresses et des numéros d'identification fiscale corrects.

La plupart des données communiquées seront utilisées à l'avenir pour préremplir les déclarations de revenu, et la NTA escompte des avantages à long terme synonymes d'amélioration de la discipline fiscale et d'augmentation des recettes, par exemple en simplifiant la tâche des contribuables. Cette solution devrait contribuer à établir des règles du jeu plus équitables pour les entreprises.

##### **Pérou : Renseignement des déclarations de TVA à l'aide des registres électroniques des contribuables**

Les transactions soumises à la TVA suivent un processus en trois étapes : (i) émission de reçus ; (ii) enregistrement de la transaction ; et (iii) établissement de la déclaration fiscale. La technologie a permis de dématérialiser ces processus. Grâce à la facturation électronique, les contribuables établissent des rapports de ventes électroniques et l'administration fiscale simplifie le processus déclaratif au moyen de déclarations virtuelles. Cette simplification contribue à réduire le coût de la discipline fiscale et améliore la qualité des informations figurant dans les déclarations fiscales.

Dans le but d'améliorer l'expérience des contribuables et de simplifier les procédures, l'administration fiscale péruvienne (SUNAT) rapproche les informations provenant de registres électroniques, comme les rapports de ventes, et celles issues des relevés de retenue de TVA à la source et des déclarations fiscales mensuelles en ligne. En moyenne, 87,28% des renseignements fournis par les contribuables sont acceptés.

La SUNAT continue de travailler à de nouvelles améliorations dans le but de créer des déclarations fiscales partiellement préremplies à l'aide des factures électroniques émises, ce qui pourrait conduire à supprimer les rapports de ventes électroniques. La SUNAT prévoit de mettre en œuvre cette mesure à compter de 2022.

Voir à l'annexe 4.A les liens vers les documents de référence.

### Encadré 4.2. Exemples nationaux : Régimes de déclarations préremplies et d'absence de déclaration (suite)

#### Russie : Suppression des déclarations pour la taxe sur les transports et la taxe foncière

Depuis l'exercice fiscal 2020, les entreprises en Russie ne sont plus tenues de soumettre des déclarations au titre de la taxe sur les transports et de la taxe foncière.

Le Service fiscal fédéral de Russie utilise les données fournies par d'autres organismes publics (notamment le ministère de l'Intérieur, l'agence de l'aviation, le ministère du Commerce, le cadastre, le registre des bateaux, etc.) pour calculer automatiquement le montant des impôts dus par les sociétés et les en informer. Dans la mesure où certains allègements fiscaux applicables (déduction, amortissement, etc.) ne sont pas toujours pris en compte, lorsque le montant effectivement payé par le contribuable diffère du montant généré par le système, le contribuable est invité à fournir, dans les 10 jours suivant la date de réception de la notification, des explications et/ou des documents confirmant que : (i) son calcul est exact; (ii) l'impôt a été payé intégralement et en temps voulu; et (iii) l'application de taux d'imposition réduits et d'avantages fiscaux était justifiée.

La technologie de traitement et de stockage centralisés des informations sur les véhicules imposables, les terrains et leurs propriétaires évite aux autorités fiscales de devoir demander et traiter chaque année plus d'un million de déclarations pour ces taxes, gage d'optimisation et d'efficacité. En outre, elle allège la charge pour les contribuables en réduisant au minimum les coûts de conformité.

#### Espagne : Déclaration de TVA préremplie

Afin d'étudier la possibilité d'étendre la déclaration préremplie à la TVA, l'administration fiscale espagnole (AEAT) a mené en 2020 un projet pilote auprès des contribuables inscrits dans le système de fourniture immédiate de renseignements (SII), qui doivent consigner leurs registres de TVA dans le bureau électronique de l'AEAT. Ce service a été baptisé « Pre-303 » d'après le formulaire 303 utilisé pour soumettre la déclaration d'autoliquidation de la TVA; il est proposé par le bureau électronique de l'AEAT via un formulaire sur le web.

En résumé, le service met à la disposition des contribuables inscrits dans le SII les registres de TVA agrégés, établis en regroupant les montants conservés par l'AEAT dans les registres SII. Ces montants agrégés sont ceux qui doivent être renseignés dans la déclaration de TVA. Les contribuables peuvent alors reporter les informations des registres agrégés dans la case correspondante de la déclaration de TVA et, si nécessaire, les modifier avant de les soumettre en ligne. En outre, un tableau d'équivalence entre les registres agrégés et la déclaration de TVA est créé pour faciliter le transfert de données.

En février 2021, ce service a été étendu à tous les contribuables assujettis à la TVA et renommé « Pre303. Un servicio para todos » (Pre-303. Un service pour tous). Les informations préremplies varient selon le type de contribuable et les données que l'AEAT obtient de plusieurs sources : autoliquidations antérieures, recensement, informations fournies par des tiers, etc. En conséquence, 3,5 millions de contribuables recevront une déclaration préremplie comprenant des données du recensement et certaines données économiques. Sur ce total, 41 000 contribuables inscrits dans le SII et 600 000 bailleurs recevront une déclaration entièrement préremplie.

Ce nouveau service améliorera la certitude et allégera la charge administrative pour les contribuables en réduisant le temps nécessaire pour remplir la déclaration.

Voir à l'annexe 4.A les liens vers les documents de référence.

*Source* : Chine – Administration d'État des impôts (2021), Nouvelle-Zélande – Inland Revenue Department – Te Tari Taake (2021), Administration fiscale norvégienne (2021), Pérou – Superintendencia Nacional de Administración Tributaria (2021), Service fiscal fédéral de Russie (2021) et Agence fiscale espagnole (2021).

### ***Respect des délais pour le dépôt des déclarations***

Même en tenant compte des innovations liées aux régimes de déclaration préremplie ou d'absence de déclaration, le dépôt d'une déclaration de revenu reste le principal moyen par lequel l'impôt est calculé et devient exigible. En conséquence, le taux de respect des délais de dépôt des déclarations est considéré comme une mesure efficace de la santé du système fiscal et de la performance de l'administration fiscale proprement dite.

Le tableau 4.4 résume les taux de respect des délais pour les administrations qui sont en mesure de fournir des renseignements ventilés par type d'impôt. Hormis l'IS, les taux sont compris entre 85 % et 90 %. Les taux plus faibles concernant l'IS peuvent s'expliquer par une plus grande complexité du système d'imposition des sociétés et par les délais liés à la préparation des états financiers et des rapports annuels.

Tableau 4.4. **Taux moyens de respect des délais de dépôt des déclarations (en pourcentage) par type d'impôt**

| Type d'impôt  | 2018 | 2019 |
|---|------|------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques (43 juridictions) | 86.8 | 86.2 |
| Impôt sur les bénéfices des sociétés (44 juridictions)        | 78.7 | 79.9 |
| Taxe sur la valeur ajoutée (44 juridictions)                  | 86.8 | 86.6 |
| Retenue à la source par les employeurs (32 juridictions)      | 88.5 | 88.0 |

*Note* : Le tableau présente les taux moyens de respect des délais de dépôt des déclarations pour les juridictions qui ont pu fournir ces informations pour les années 2018 et 2019. Le nombre de juridictions pour lesquelles des données étaient disponibles est indiqué entre parenthèses.

*Source* : Tableau D.12 Respect des délais de dépôt.

Le tableau 4.5 montre l'évolution des taux de respect des délais pour le dépôt des déclarations. Les chiffres sont restés globalement stables entre 2014 et 2019, mais devraient s'améliorer à mesure que le dépôt électronique des déclarations et les services aux contribuables, comme le préremplissage, continuent de progresser. Il convient de noter que le tableau ne prend en compte que les informations provenant des juridictions qui ont été en mesure de fournir des données pour les deux années 2014 et 2019, ce qui explique les différences entre les moyennes de 2019 présentées dans les tableaux 4.4 et 4.5.

Tableau 4.5. **Évolution des taux de respect des délais de dépôt des déclarations (en pourcentage) entre 2014 et 2019 par type d'impôt**

| Type d'impôt  | 2014 | 2019 | Différence en points de pourcentage |
|---|------|------|-------------------------------------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques (34 juridictions) | 86.1 | 87.7 | + 1.6                               |
| Impôt sur les bénéfices des sociétés (34 juridictions)        | 80.2 | 82.4 | + 2.2                               |
| Taxe sur la valeur ajoutée (38 juridictions)                  | 86.0 | 86.0 | ± 0.0                               |
| Retenue à la source par les employeurs (26 juridictions)      | 87.7 | 85.8 | - 1.9                               |

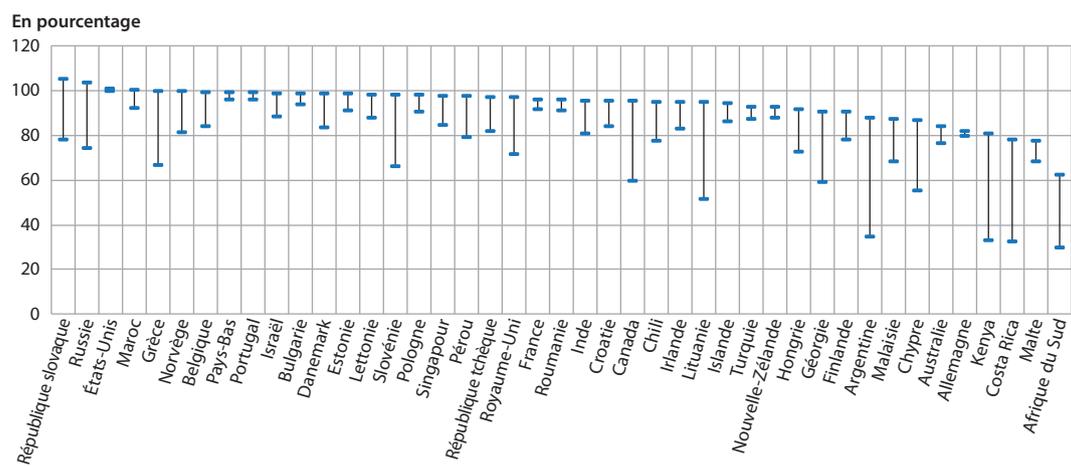
*Note* : Le tableau présente les taux moyens de respect des délais de dépôt des déclarations pour les juridictions qui ont pu fournir ces informations pour les années 2014 et 2019. Le nombre de juridictions pour lesquelles des données étaient disponibles est indiqué entre parenthèses.

*Source* : Tableau D.12 Respect des délais de dépôt et OCDE (2017), *Tax Administration 2017 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, tableau A.6, [https://doi.org/10.1787/tax\\_admin-2017-en](https://doi.org/10.1787/tax_admin-2017-en).

relatives au respect des délais pour le dépôt des déclarations aboutit à deux constats spécifiques :

- Premièrement, l'éventail des résultats en matière de respect des délais de dépôt ressortant du graphique 4.3 révèle un écart significatif entre les principaux types d'impôts pour un certain nombre de juridictions, qui dépasse parfois 50 points de pourcentage.
- Deuxièmement, les taux globaux de respect des délais de dépôt, compris en moyenne entre 80 % et 88 % en 2019 (tableau 4.4), sont probablement inférieurs au niveau souhaitable et donnent matière à préoccupation étant donné que la plupart des systèmes fiscaux des répondants reposent sur la discipline volontaire des contribuables. Si l'on examine les données sous-jacentes, environ 100 millions de déclarations n'ont pas été déposées à temps.

Graphique 4.3. Fourchette de résultats en matière de respect des délais de dépôt des déclarations pour les principaux types d'impôts, 2019

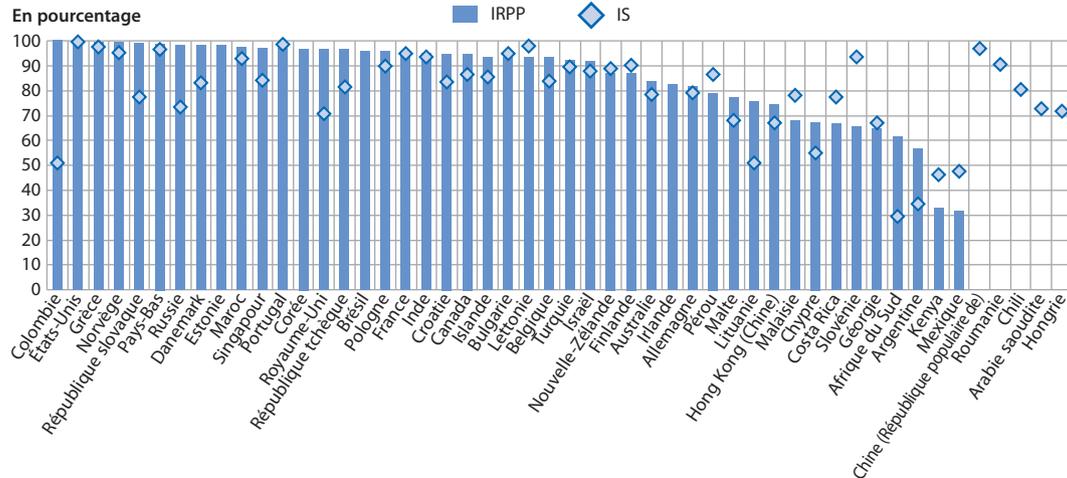


StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934301626>

*Note* : Le respect des délais est exprimé en pourcentage des déclarations attendues et peut donc dépasser 100%. Le graphique illustre, pour chaque juridiction, la fourchette des résultats en matière de respect des délais de dépôt des déclarations en 2019 pour les quatre catégories d'impôts suivantes : IRPP, IS, retenues à la source par l'employeur et TVA (le cas échéant). Il ne couvre que les juridictions pour lesquelles des informations étaient disponibles pour au moins trois types d'impôts. Les données relatives à Malte portent sur l'année 2018.

*Source* : Tableau D.12 Respect des délais de dépôt.

Graphique 4.4. Taux de respect des délais de dépôt des déclarations concernant l'IRPP et l'IS, 2019

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934301645>

Note : Les taux pour Malte se rapportent à l'année 2018.

Source : Tableau D.12 Respect des délais de dépôt.

### Respect des délais de paiement

Le paiement de l'impôt représente l'une des interactions les plus courantes entre les contribuables et les administrations fiscales, en particulier pour les entreprises qui sont généralement tenues d'effectuer divers paiements à intervalles réguliers, couvrant à la fois leurs propres obligations fiscales et celles de leurs salariés. Les administrations continuent d'élargir l'éventail des options de paiement électronique à la disposition des contribuables et d'accroître leur utilisation. Ces progrès font non seulement baisser les coûts pour l'administration, mais peuvent aussi accroître le pourcentage des paiements effectués dans les délais et réduire le nombre d'arriérés de paiement en améliorant l'accès et l'expérience du contribuable.

Les tableaux 4.6 et 4.7 résument les taux de respect des délais de paiement pour les administrations qui sont en mesure de fournir des informations par type d'impôt. Ces tableaux montrent que :

- En moyenne, les taux de respect des délais de paiement pour l'IS, la TVA et les retenues à la source par les employeurs sont supérieurs aux taux de respect des délais de dépôt des déclarations, tandis que pour l'IRPP, c'est l'inverse qui se produit. Cela signifie que les entreprises sont plus susceptibles de respecter les délais de paiement que ceux de dépôt des déclarations, tandis que les particuliers sont plus susceptibles de déposer leur déclaration dans les délais plutôt que de payer en temps voulu.
- Alors que les taux moyens de respect des délais de paiement en 2019, compris entre 82 % et 92 %, peuvent sembler élevés, leur amélioration devrait rester au cœur des préoccupations des administrations compte tenu du montant des recettes en jeu.
- L'évolution des résultats en matière de respect des délais de paiement entre 2014 et 2019 suit une trajectoire comparable à celle des délais de dépôt.

Tableau 4.6. Taux moyens de respect des délais de paiement (en pourcentage) par type d'impôt

| Type d'impôt  | 2018 | 2019 |
|---|------|------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques (34 juridictions) | 83.8 | 82.5 |
| Impôt sur les bénéfices des sociétés (35 juridictions)        | 85.6 | 85.8 |
| Taxe sur la valeur ajoutée (36 juridictions)                  | 88.7 | 88.9 |
| Retenue à la source par les employeurs (30 juridictions)      | 91.5 | 91.3 |

*Note* : Le tableau présente les taux moyens de respect des délais de paiement pour les juridictions qui ont pu fournir ces informations pour les années 2018 et 2019. Le nombre de juridictions pour lesquelles des données étaient disponibles est indiqué entre parenthèses.

*Source* : Tableau D.17 Respect des délais de paiement.

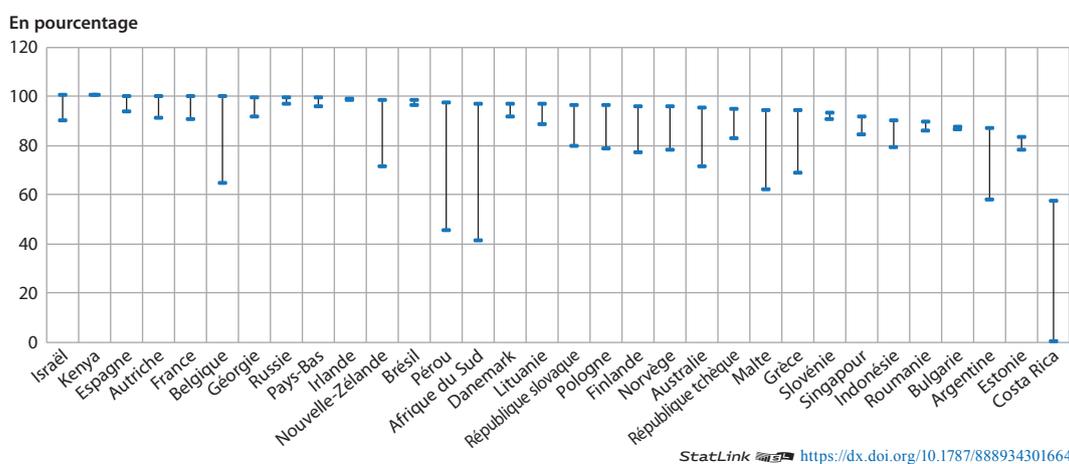
Tableau 4.7. Évolution des taux de respect des délais de paiement (en pourcentage) entre 2014 et 2019 par type d'impôt

| Type d'impôt  | 2014 | 2019 | Différence en points de pourcentage |
|---|------|------|-------------------------------------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques (16 juridictions) | 80.4 | 80.4 | ± 0.0                               |
| Impôt sur les bénéfices des sociétés (16 juridictions)        | 90.4 | 88.5 | - 1.9                               |
| Taxe sur la valeur ajoutée (19 juridictions)                  | 93.0 | 94.1 | + 1.1                               |
| Retenue à la source par les employeurs (14 juridictions)      | 89.1 | 90.9 | + 1.8                               |

*Note* : Le tableau présente les taux moyens de respect des délais de paiement pour les juridictions qui ont pu fournir ces informations pour les années 2014 et 2019. Le nombre de juridictions pour lesquelles des données étaient disponibles est indiqué entre parenthèses. Les données relatives au Costa Rica ont été exclues du calcul car elles fausseraient les ratios moyens.

*Source* : Tableau D.12 Respect des délais de dépôt et OCDE (2017), *Tax Administration 2017 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, tableau A.9, [https://doi.org/10.1787/tax\\_admin-2017-en](https://doi.org/10.1787/tax_admin-2017-en).

Graphique 4.5. Fourchette de résultats en matière de respect des délais de paiements, 2019



*Note* : Le respect des délais de paiement est exprimé en pourcentage des paiements estimés attendus à l'échéance et peut donc dépasser 100%. Le graphique illustre, pour chaque juridiction, la fourchette des résultats en matière de respect des délais de paiement en 2019 pour les quatre catégories d'impôts suivantes : IRPP, IS, retenues à la source par l'employeur et TVA (le cas échéant). Il ne couvre que les juridictions pour lesquelles des informations étaient disponibles pour au moins trois types d'impôts.

*Source* : Tableau D.17 Respect des délais de paiement.

Premièrement, l'éventail des résultats en matière de respect des délais de paiement ressortant du graphique 4.5 met en évidence un écart significatif entre les principaux types d'impôts pour un certain nombre de juridictions, dans certains cas supérieur à 50 points de pourcentage. Ces résultats sont similaires à ceux relatifs au respect des délais de dépôt.

## Remboursements

Au regard de la conception des principaux impôts administrés (IRPP, IS et TVA), il est inévitable qu'un certain nombre de contribuables paient un montant d'impôt supérieur à ce qu'ils doivent. Les versements d'impôt excédentaires représentent un coût pour les contribuables en termes de « valeur temporelle de l'argent », et un problème lancinant pour les entreprises dont les marges sont étroites et pour qui les flux de trésorerie sont primordiaux. Tout retard dans le remboursement d'impôts légitimement trop payés peut donc entraîner des « coûts » importants pour les contribuables.

Pendant la crise du COVID-19, l'importance du remboursement rapide des trop-versés était un enjeu majeur pour de nombreux gouvernements, car de nombreux contribuables étaient (ou sont encore) confrontés à de graves problèmes de trésorerie. Les administrations fiscales y ont répondu en hiérarchisant les demandes de remboursement ou en adaptant les procédures de remboursement, voire en les automatisant totalement dans certains cas (CIAT/IOTA/OCDE, 2020<sup>[1]</sup>).

Tableau 4.8. Traitement des remboursements de TVA, 2019

| Pourcentage de juridictions dans lesquelles...                             |  |   |  |
|--|--|---|--|
| les remboursements de TVA sont effectués de façon automatique et immédiate | les remboursements de TVA sont effectués immédiatement sous réserve de disponibilité des fonds | les remboursements de TVA sont portés au crédit du compte du contribuable, jusqu'au moment où le contribuable peut légalement en demander le paiement | les remboursements de TVA sont portés au crédit du compte du contribuable, jusqu'au moment où le contribuable peut légalement en demander le paiement, sous réserve de disponibilité des fonds |
| 57 %   | 2 %  | 37 %  | 4 %  |

Source : Tableau A.30 Remboursements de TVA.

Assouplir les contrôles des risques effectués avant de procéder à certains remboursements est une autre option, mais les administrations fiscales doivent rester attentives aux possibilités de fraude. Les régimes fiscaux dans lesquels les remboursements d'impôt sont fréquents revêtent un attrait particulier pour les fraudeurs (notamment par le biais d'attaques criminelles organisées) et peuvent donc représenter un risque important pour les administrations, ce qui nécessite des approches efficaces fondées sur les risques pour identifier les demandes de remboursement potentiellement frauduleuses.

Les progrès technologiques et l'application de la science des données offrent aux administrations fiscales de nouvelles options pour faire face aux risques et simplifier les processus, réduisant ainsi les charges administratives et de conformité (encadré 4.3.).

### Encadré 4.3. Exemples nationaux : Utilisation de la technologie pour accélérer le processus de remboursement

#### Géorgie : Module d'évaluation des risques pour la validation des remboursements de TVA

En février 2019, le Service des recettes publiques de Géorgie (GRS) a mis en place un système de remboursement automatique de la TVA. Dans un premier temps, le système vérifiait les déclarations de TVA par le biais d'un processus automatisé fondé sur les risques permettant de repérer les déclarations présentant un crédit de TVA. Les déclarations identifiées comme à faible risque, soit plus de 90 % de l'ensemble des déclarations, se voyaient attribuer une « carte verte », qui est un compte permettant aux contribuables de gérer leurs crédits selon leurs besoins, soit en demandant leur remboursement par le biais du système, soit en les imputant à des arriérés d'impôt. Les déclarations à haut risque étaient traitées manuellement.

Depuis sa mise en place, le système a été modifié et amélioré, avant d'être entièrement automatisé en novembre 2020, les montants de TVA étant automatiquement crédités sur le compte bancaire du contribuable sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande.

Avant d'autoriser le remboursement automatique, les contribuables et les déclarations de TVA sont soumis à de multiples contrôles et évaluations, et notamment à un processus de validation. Les données des déclarations d'impôt fournies par les contribuables sont comparées à celles disponibles dans la base de données électronique unique du GRS afin de repérer les incohérences.

Le processus de validation a pour objectif, d'une part, de détecter les erreurs contenues dans les déclarations de TVA au tout début du processus et, d'autre part, de promouvoir la discipline fiscale. Lors de l'examen des déclarations à risque repérées par le module de validation, les contribuables sont contactés par les agents du service des impôts et ont la possibilité de corriger les erreurs commises. En conséquence, 3 % seulement des déclarations présentant un crédit de TVA sont finalement contrôlées.

L'importance du système de remboursement automatique de la TVA s'est affirmée pendant la pandémie de COVID-19. Il devrait contribuer à aider les entreprises et donc à soutenir l'économie nationale en augmentant les flux de trésorerie. D'après les statistiques pour 2020, plus de 30 000 demandes de remboursement de TVA ont été validées et soldées pour une valeur totale supérieure à 900 millions GEL (tableau 4.9).

Tableau 4.9. Géorgie : Évolution des remboursements de TVA, 2019-20

|                             | 2019        | 2020        |
|-----------------------------|-------------|-------------|
| Nombre de demandes          | 5 307       | 34 153      |
| Valeur de la TVA remboursée | 320 047 876 | 928 327 011 |

Source : Service des recettes publiques de Géorgie (2021).

#### Israël : Mécanisme de remboursement de la TVA pour les touristes

Avec le processus de remboursement précédent, les touristes devaient remplir manuellement des formulaires au point de vente et des vérifications supplémentaires étaient effectuées au moment du départ (avec remplissage et saisie manuelle de toutes les données d'achat), ce qui provoquait parfois des files d'attente à l'aéroport et un refus de remboursement en raison d'erreurs.

### Encadré 4.3. Exemples nationaux : Utilisation de la technologie pour accélérer le processus de remboursement (suite)

Dans le nouveau système, lorsqu'un touriste effectue un achat dans un point de vente agréé, les données de la transaction sont vérifiées en temps réel. La caisse enregistreuse intelligente du point de vente se connecte au service en ligne de l'administration fiscale et envoie les détails de la transaction. Le système effectue divers contrôles, comme la vérification de l'entreprise, la validité du visa de tourisme, etc., et imprime la confirmation de la transaction.

Désormais, les contrôles et la vérification du droit au remboursement sont effectués automatiquement au moment de l'achat. Le touriste est alors certain de recevoir un remboursement.

En outre, le temps nécessaire pour contrôler la demande et procéder au paiement a été réduit d'environ 9 minutes en moyenne à moins d'une minute, et le processus peut être effectué en libre-service. Enfin, les erreurs ont également diminué de 99 %. À mesure que le nombre d'entreprises proposant ce service augmentera, il sera possible de réduire les effectifs nécessaires pour gérer les remboursements de la taxe, et le service aux touristes sera plus efficace.

#### Nouvelle-Zélande : La procédure de crédit d'impôt pour les dons

Dans le cadre des efforts constants déployés par la Nouvelle-Zélande pour mettre à profit la technologie et les outils analytiques, deux nouveaux outils ont apporté une contribution significative au processus de paiement des crédits d'impôt au titre des dons en 2020. Il s'agit de la reconnaissance optique des caractères (OCR), qui sert à numériser des documents, et de *Decision Manager*, un outil du système START qui utilise des capacités d'analyse pour prendre en charge et recommander les actions les plus appropriées.

Inland Revenue a recours à l'OCR pour lire les reçus de dons et au *Decision Manager* pour vérifier les reçus dans les cas simples. Les deux outils, utilisés en association, traitent les demandes de crédit d'impôt pour don et procèdent à leur paiement sans intervention humaine. Pour les clients qui soumettent leurs demandes en ligne et dont les informations fournies ne posent pas de problème, les remboursements interviennent en quelques jours. Environ 60 % à 70 % des demandes ont été reçues en ligne en 2020.

On estime que ces changements ont permis d'économiser environ 2 000 heures de temps de traitement. En 2019, le processus était manuel et mobilisait environ 80 personnes en permanence pour saisir les reçus de dons dans les systèmes de l'administration fiscale, de sorte que les remboursements prenaient des semaines.

#### Singapour : Modèles d'analyse pour la notation des déclarations de TPS

L'administration fiscale de Singapour (IRAS) contrôle les déclarations relatives à la taxe sur les produits et services (TPS) avant et après remboursement. Parallèlement à l'application des règles internes au stade du préremboursement, l'analytique de données est mise en œuvre après les remboursements.

Fortes des résultats positifs générés par l'utilisation de l'analytique de données à l'appui du processus d'analyse des risques, l'IRAS a depuis 2018 intégré l'analytique de données dans son processus de traitement des remboursements. Aussi, les règles internes comme l'analytique de données sont pleinement intégrées et désormais déployées au stade du préremboursement, pratiquement en temps réel. Ce nouveau processus permet de mieux détecter en amont les demandes erronées ou à haut risque, en appréhendant de nouveaux domaines à risque. Dans le même temps, il a permis de réduire d'environ 30 % le nombre de remboursements à faible risque nécessitant un examen manuel, de sorte que la Division TPS peut se concentrer sur le contrôle des cas plus risqués.

### Encadré 4.3. Exemples nationaux : Utilisation de la technologie pour accélérer le processus de remboursement *(suite)*

En outre, l'IRAS a amélioré son processus d'inscription des entreprises à la TPS en intégrant un modèle d'analytique de réseau pour noter les demandes d'inscription reçues. Dans le cadre de cette nouvelle approche, les demandes qui présentent un plus faible risque de conformité sont traitées automatiquement, tandis que celles présentant un risque élevé de conformité et de fraude sont signalées pour examen. Davantage d'entreprises bénéficient désormais d'une inscription plus rapide à la TPS. En réduisant le nombre d'examens manuels, l'administration peut consacrer plus de temps aux demandes qui nécessitent vraiment une attention particulière. Depuis sa mise en œuvre fin décembre 2020, le pourcentage de demandes traitées automatiquement par le système est passé de 10 % à 40 %. Le modèle est en cours d'amélioration afin d'augmenter le nombre de dossiers traités automatiquement.

*Source* : Service des recettes publiques de Géorgie (2021), Autorité fiscale d'Israël (2021), Nouvelle-Zélande – Inland Revenue Department – Te Tari Taake (2021) et Inland Revenue Authority of Singapore (2021).

## Références

- CIAT/IOTA/OCDE (2020), « Réponses de l'administration fiscale au COVID-19 : Mesures prises pour aider les contribuables », *Réponses de l'OCDE aux Coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/69d26e77-fr>. [1]
- OCDE (2017), *Tax Administration 2017 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, Éditions OCDE, Paris, [https://dx.doi.org/10.1787/tax\\_admin-2017-en](https://dx.doi.org/10.1787/tax_admin-2017-en). [2]

### *Annexe 4.A*

#### **Liens vers les documents de référence (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021)**

- Encadré 4.2. – Pérou : Lien vers une présentation expliquant la proposition de préremplissage des déclaration de TVA à partir des données contenues dans les registres électroniques des contribuables : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/peru-proposal-for-filing-VAT-return.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/peru-proposal-for-filing-VAT-return.pdf)
- Encadré 4.2. – Espagne :
  - Lien vers le site web de l'administration fiscale espagnole, qui rassemble toutes les informations relatives au service Pre-303, y compris les questions fréquentes et autres services : <https://sede.agenciatributaria.gob.es/Sede/iva/pre-303.html>
  - Lien vers des vidéos (en espagnol) concernant l'aide au remplissage du formulaire 303 pour les travailleurs indépendants : <https://youtu.be/JvfNjEftqf8> et les bailleurs : <https://youtu.be/Ey8j7ko9xAs>



## Chapitre 5

### Services

*Ce chapitre examine les progrès que les administrations fiscales ont pu faire dans la réalisation de leurs objectifs en matière de discipline grâce aux services efficaces et efficaces qu'elles proposent aux contribuables, souvent au moyen d'outils numériques. Ceux-ci favorisent en effet le respect volontaire des obligations fiscales par les contribuables en facilitant la lisibilité de celles-ci, la déclaration des revenus imposables et les paiements.*

## Introduction

Pour les administrations fiscales, le respect volontaire des obligations est de loin le moyen le plus rentable d'atteindre leurs objectifs en matière de discipline. Pour y parvenir, elles doivent proposer aux contribuables tout un éventail de canaux de communication efficaces et faciles à utiliser, dans une logique aussi bien réactive que proactive. Par le passé, les administrations transmettaient souvent ces communications – instructions, rappels, outils de calcul et de déclaration – à une multitude de contribuables en même temps. Elles indiquent cependant qu'elles ont, désormais, de plus en plus recours à des outils innovants qui permettent une plus grande personnalisation des communications en fonction de la situation particulière de chaque contribuable et que celles-ci sont transmises au moyen de canaux de communication de plus en plus nombreux et divers. Pour favoriser l'adoption du libre-service, ces outils sont opérationnels en temps réel, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Les exemples fournis par les administrations font apparaître trois grandes tendances émergentes :

- une nette évolution dans la volonté de mieux comprendre les préférences des contribuables pour en tenir compte lors de conception des services (y compris ceux destinés aux intermédiaires fiscaux)
- le développement des options en libre-service afin de donner plus de contrôle aux contribuables au moment où ils le souhaitent
- l'adoption croissante d'une approche décloisonnée des services, au sein de l'administration fiscale elle-même et entre les différents organismes publics.

Cette évolution résulte en grande partie de la transition vers les services numériques, à laquelle la pandémie de COVID-19 a servi de catalyseur. La plupart des administrations rapportent désormais qu'elles proposent de plus en plus de prestations en libre-service, y compris la possibilité de s'enregistrer, d'introduire sa déclaration et de payer ses impôts en ligne, ainsi qu'une gamme d'outils interactifs. Certaines d'entre elles indiquent qu'elles réfléchissent, avec des prestataires tiers, aux moyens qui leur permettraient de prendre en charge des logiciels intégrés ou d'autres dispositifs offrant aux contribuables davantage de fonctions d'aide intégrée ainsi que d'autres d'options en libre-service.

### Encadré 5.1. Exemples nationaux : créer une offre de procédures en ligne

#### Chili : 100 % des procédures sont disponibles en ligne

L'administration fiscale chilienne (Servicio de Impuestos Internos, SII) a mis en place un nouveau système informatique couvrant tous les aspects du cycle de vie des contribuables, y compris les procédures liées à l'activité économique, de la création d'une entreprise jusqu'à sa fermeture. Grâce à ce système, les contribuables peuvent utiliser leur dossier fiscal électronique, auquel les services fiscaux ont accès, pour transmettre facilement les justificatifs requis pour chaque procédure.

Le SII a donc mis en place une plateforme permettant au contribuable de lancer une procédure, de joindre les documents demandés et de dialoguer à distance avec un agent, si nécessaire, pour remplir la demande en ligne. Ce système facilite les formalités pour les contribuables, qui gagnent du temps et dépensent moins, puisqu'ils n'ont plus à se rendre dans les bureaux des services fiscaux pour déposer leurs justificatifs.

### Encadré 5.1. Exemples nationaux : créer une offre de procédures en ligne *(suite)*

Les statistiques établies pour 2019 et 2020 montrent que l'année dernière, les demandes en ligne sont passées de 92 % à 97 % pour les créations d'entreprises, de 80.7 % à 93.1 % pour les numéros d'identification fiscale et de 16.2 % à 56.2 % pour les changements d'associés. Tous les contribuables ont profité de ces progrès en matière de transformation numérique, en particulier ceux qui résident dans des régions extrêmes ou isolées.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

#### **Costa Rica : bilan du portail des procédures virtuelles (acronyme espagnol : TRAVI)**

La pandémie de COVID-19 ayant entraîné la fermeture des bureaux régionaux des services fiscaux en mars 2020, la Direction des impôts du Costa Rica a dû développer rapidement ses circuits virtuels afin de faciliter les demandes de procédures, de consultations et de rendez-vous.

Quatre mois de travail acharné ont permis à l'administration fiscale, en collaboration avec la division de la technologie, de lancer le portail des procédures virtuelles (TRAVI). Celui-ci permet aux utilisateurs d'envoyer, de vérifier et de recevoir les résultats de 45 types de procédures différentes. Il valide l'identification de l'utilisateur par référence à la base de données de l'administration fiscale, qui contient les identifiants des nationaux et des étrangers autorisés au Costa Rica. Avant le lancement, des efforts considérables ont été engagés pour étudier les différents scénarios et configurations afin de garantir l'efficacité du système.

Le portail comprend cinq files d'attente qui correspondent à l'organisation des services de l'administration fiscale : services aux contribuables, perception, contrôle et vérification, liquidation de l'impôt. Un robot conversationnel vient compléter le dispositif. Il contient 237 questions fréquemment posées couvrant six thèmes souvent abordés, et a entraîné une diminution d'environ 30 % des courriels adressés au centre de contact.

#### **Inde : dispositif à distance pour les procédures de liquidation de l'impôt, de sanction et d'appel**

En Inde, l'Income Tax Department a mis en place un dispositif à distance destiné à faciliter les procédures de liquidation de l'impôt, de sanction et d'appel en permettant aux équipes de collaborer pour renforcer l'efficacité, la transparence et la responsabilité de l'administration. L'organisation hiérarchique consiste en un centre national et plusieurs centres régionaux, composés d'unités fonctionnelles (chargées de la liquidation de l'impôt, de la vérification, des sanctions, des appels, des questions techniques, de l'inspection, etc.), afin de générer des économies d'échelle et de permettre une spécialisation fonctionnelle.

Dans une optique d'utilisation optimale des ressources, la notion de compétence « fixe » a été remplacée par la compétence « dynamique », permettant au centre national d'affecter les dossiers à une unité particulière d'un centre régional dans le cadre d'un système de répartition automatisé. Ce système est en cours d'amélioration pour pouvoir prendre en compte les compétences et l'expérience des unités au cours du processus de répartition des dossiers.

Toutes les communications avec les contribuables et entre les unités fonctionnelles passent par le centre national et se font exclusivement sous forme numérique. Le dispositif a pour ambition de réduire au minimum les échanges entre les contribuables et la division. Plus aucune rencontre physique n'est nécessaire et des mécanismes de visioconférence peuvent être utilisés si besoin est.

L'unité chargée de la liquidation de l'impôt établit des avis d'imposition qui sont examinés par un outil automatisé conformément à la stratégie de gestion des risques. L'outil décide (a) de finaliser l'avis, (b) de donner au contribuable la possibilité de présenter des observations dans

### Encadré 5.1. Exemples nationaux : créer une offre de procédures en ligne *(suite)*

le cas où une modification serait proposée ou (c) de confier l'avis à une unité d'inspection grâce à un système de répartition automatisé. Des modèles d'apprentissage automatique ont été mis au point pour renforcer l'efficacité de l'outil d'examen automatisé. L'unité d'inspection passe en revue les avis d'imposition, puis donne son accord ou propose une modification. Lorsqu'une modification est proposée, le dossier est attribué à une autre unité pour finalisation.

Tous les avis d'imposition doivent recevoir le visa du centre national, qui transfère toutes les pièces électroniques versées au dossier à l'agent compétent.

#### **Inde : portail électronique pour le dépôt des plaintes**

En janvier 2021, le conseil central des impôts directs, l'administration indienne en charge des impôts directs, a lancé sur le site web de l'Income Tax Department un portail électronique destiné à recueillir et traiter les plaintes relatives à la fraude fiscale, aux actifs étrangers non déclarés et à certaines opérations immobilières.

Les résidents et non-résidents indiens peuvent ainsi désormais déposer une « plainte pour fraude fiscale » électronique. À l'issue d'un processus de validation (par téléphone mobile et/ou courriel), trois formulaires spécifiques sont mis à la disposition du plaignant pour déclarer les infractions relatives à l'impôt sur le revenu, aux revenus et actifs étrangers non déclarés, et à certaines opérations immobilières.

Une fois celle-ci déposée, un numéro unique est attribué à la plainte, que le requérant peut utiliser pour consulter l'état d'avancement du dossier. Ce portail électronique s'inscrit dans la volonté plus générale de faciliter les interactions avec l'administration fiscale grâce aux canaux numériques.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

#### **Espagne : administrations numériques intégrales (ADI)**

Le plan stratégique 2020-23 de l'Agence fiscale espagnole (AEAT) fixe pour objectif la mise sur pied d'un nouveau modèle de service à la clientèle fondé sur l'assistance numérique et les services d'information. À cette fin, l'AEAT entend mettre en place des administrations numériques intégrales (acronyme espagnol : ADI) qui permettront d'accomplir des formalités et procédures en évitant des visites inutiles aux bureaux des services fiscaux.

Les ADI ont été pensées pour servir d'antennes régionales virtuelles de l'AEAT en fournissant des informations et une assistance numériques personnalisées 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, en complément des services classiques offerts dans les bureaux régionaux. La pandémie de COVID-19 a fait des ADI un outil essentiel permettant d'assurer la fourniture des services à un moment où l'accès aux bureaux régionaux était restreint.

L'administration numérique consiste en un portail multicanal intégrant les différents outils qu'offre la technologie moderne (assistants virtuels, conversations instantanées, appels vidéo, bouton de demande de rappel, etc.) afin d'optimiser et de simplifier l'assistance proposée aux contribuables. Une approche globale a été retenue pour l'élaboration de ce nouveau modèle d'assistance, puisque les services fournis par les ADI sont intégrés dans les autres fonctionnalités et procédures de l'AEAT.

Conçu pour offrir le plus haut niveau de service, le modèle est mis en œuvre par des agents qualifiés, ce qui contribue à assurer une application homogène renforçant la sécurité juridique.

Le projet est déployé progressivement : les premières ADI ont été mises en place à Valence en octobre 2020 pour la TVA, les régimes forfaitaires, les procédures de recensement et certaines procédures douanières, ainsi qu'à Madrid pour certaines procédures de contrôle de l'IRPP.

### Encadré 5.1. Exemples nationaux : créer une offre de procédures en ligne (suite)

L'ADI de Galice sera établie en 2021 et celle d'Andalousie en 2022. Elles auront toutes une compétence nationale et seront dotées d'un effectif de 300 agents qui offriront des services d'assistance par leur intermédiaire.

Au 22 mars 2021, les ADI avaient répondu à 7 332 appels, ce qui s'est traduit par le dépôt de 2 619 déclarations.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

*Source* : Chili – Servicio de Impuestos Internos (2021); Costa Rica – Direction des impôts, ministère des Finances (2021); Inde – Income Tax Department (2021) et Agence fiscale espagnole (2021).

## Gestion de la demande de services

Pour répondre aux préférences des contribuables, il est important de bien diversifier les canaux proposés. Bien que l'on constate une transition de plus en plus marquée vers les services électroniques pour des raisons de commodité et de rentabilité, une partie des contribuables n'y ont pas accès ou ne savent pas bien les utiliser. Il faut donc réfléchir à des stratégies permettant d'encourager la transition vers ces canaux pour les usagers auxquels ils offriraient de meilleurs résultats sans effets délétères sur les services proposés aux autres contribuables.

Bien entendu, ces stratégies doivent reposer sur une évaluation correcte et une bonne compréhension des besoins et des contraintes. Il ressort cependant clairement du tableau 5.1. que les canaux de communication numériques (en ligne, courriel, assistance numérique) sont de plus en plus utilisés, tandis que les circuits traditionnels (téléphone, en personne et papier) continuent à céder du terrain.

Tableau 5.1. Demande de service par canal

| Type de canal                          | Nombre de juridictions communiquant des données | 2018        | 2019          | Évolution |
|--|---|-------------|---------------|-----------|
| En ligne via le compte du contribuable | 31  | 943 968 722 | 1 140 362 160 | +20.8%    |
| Appels téléphoniques                   | 54  | 339 045 062 | 327 330 943   | -3.5%     |
| En personne                            | 35  | 109 579 208 | 109 041 549   | -0.5%     |
| Courrier postal                        | 21  | 50 372 394  | 49 137 284    | -2.5%     |
| Courriel                               | 30  | 12 568 291  | 13 959 880    | +11.1%    |
| Assistance numérique                   | 29  | 10 942 071  | 21 783 351    | +99.1%    |

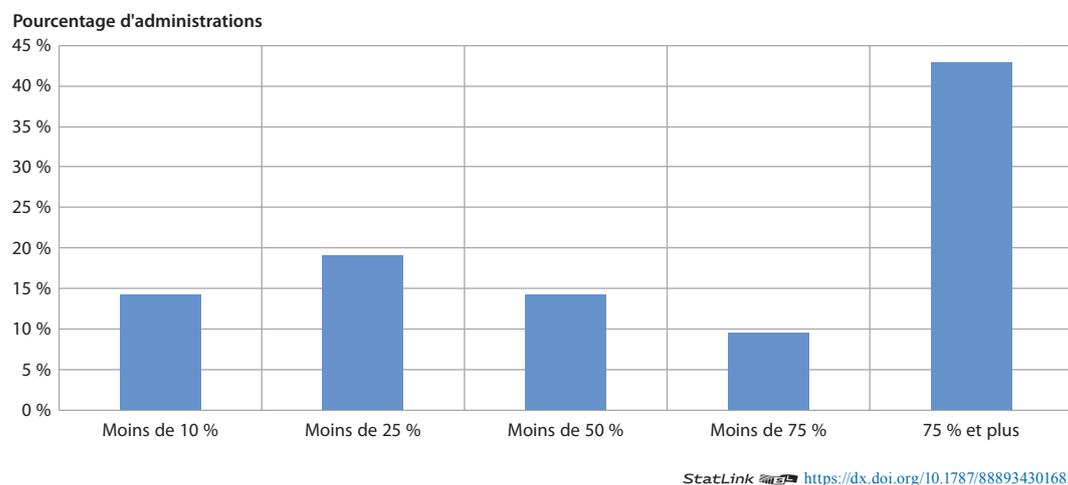
*Note* : Le tableau ne reprend que les juridictions pour lesquelles des données étaient disponibles pour 2018 et 2019.

*Source* : Tableau A.40 Prise de contact avec l'administration : suivi et nombre de contacts par canal (en ligne, assistance numérique, téléphone) et Tableau A.41 Prise de contact avec l'administration : nombre de contacts par canal (courriel, courrier postal, en personne).

On l'a vu plus haut : la pandémie de COVID-19 a accéléré encore davantage cette évolution vers les communications numériques, ce que documente parfaitement le rapport

publié en 2021 par l'OCDE *Administration fiscale : la résilience numérique dans le contexte du COVID-19*. Sur la base d'une enquête réalisée auprès de 32 administrations fiscales, cette étude indique que pendant la crise, les administrations ont pu basculer une part significative de leurs communications du papier vers le numérique, une grande partie des administrations estimant que cette transition concerne au moins 75 % des communications (voir graphique 5.1.) (OCDE, 2021<sup>[1]</sup>).

Graphique 5.1. Estimations globales du pourcentage des communications passées du papier au numérique pendant la pandémie de COVID-19



Source : OCDE (2021), « Administration fiscale : la résilience numérique dans le contexte du COVID-19 », *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, <https://doi.org/10.1787/addaac0c-fr>.

D'après les administrations fiscales, les canaux utilisés par les contribuables pour remplacer la communication en personne ont été les portails destinés aux contribuables, le courriel, le téléphone, les applications et les services web (réseaux sociaux, conversation en direct, etc.) (OCDE, 2021<sup>[1]</sup>). Il sera donc intéressant d'observer l'évolution des chiffres du tableau 5.1. lorsque les données de l'exercice 2020 seront disponibles. Les exemples présentés dans l'encadré 5.4 en donnent déjà un aperçu, puisque l'Australie et le Canada indiquent que leurs robots conversationnels ont tenu plusieurs millions de conversations.

### ***Favoriser le libre-service***

Les administrations fiscales développent leur offre en libre-service et élargissent leur éventail de services en accès libre, dont, par exemple, la possibilité de s'enregistrer, d'effectuer ses déclarations et de payer en ligne, ainsi qu'une gamme d'outils interactifs. Il en résulte des gains d'efficacité au sein des administrations fiscales, ainsi que la possibilité d'offrir aux contribuables des services se rapprochant d'une disponibilité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Comme on l'a vu plus haut, ces services se sont révélés extrêmement précieux pendant la pandémie de COVID-19, et les administrations fiscales appliquent les techniques de l'intelligence artificielle à la gestion des vastes quantités de données recueillies afin de poursuivre le développement de ces outils.

### Encadré 5.2. Exemples nationaux : favoriser le libre-service

#### **Australie : accompagner les mandataires pour leur permettre d'utiliser les services en libre accès sur internet**

L'Australian Tax Office (ATO) a réalisé une analyse approfondie des motifs d'appel et des principales tendances se dégageant de la campagne fiscale 2019. Une campagne fiscale correspond à la période durant laquelle la plupart des contribuables doivent déposer une déclaration de revenus et échanger avec l'ATO. L'administration a remarqué que pour plusieurs thématiques, les professionnels de la fiscalité auraient pu obtenir des réponses par eux-mêmes, en utilisant les services en ligne destinés aux mandataires au lieu de téléphoner à un centre de contact de l'ATO. Dans le cadre de son projet sur les 10 principaux motifs d'appel, l'ATO a analysé 76 000 appels reçus de professionnels de la fiscalité en 2019 et a conclu que 43 % de ces appels auraient pu être évités par le recours aux services en accès libre.

L'ATO a lancé différentes activités portant sur les communications (internes et externes) et le renforcement du soutien apporté aux agents afin de favoriser l'adoption des services en ligne. Grâce à ce projet, l'ATO a enregistré une diminution de 28 % des appels reçus de professionnels de la fiscalité dans le groupe des 10 principaux motifs d'appel. Il a également permis de réaliser d'autres économies, car les professionnels de la fiscalité ont pu gagner du temps en échangeant avec l'ATO au moyen des canaux en ligne.

#### **Chine (République populaire de) : orienter les contribuables vers les canaux « sans contact »**

Dans le cadre de sa réponse à la pandémie de COVID-19, l'administration d'État des impôts chinoise (STA) a activement développé les services « sans contact » destinés aux contribuables afin que 214 questions d'ordre fiscal puissent être résolues en ligne. Elle a également orienté les contribuables vers l'utilisation des applications mobiles, des comptes officiels sur les réseaux sociaux, des guichets en libre-service et d'autres canaux pour assurer le traitement des questions fiscales. Ainsi, plusieurs dizaines de millions d'entités juridiques et des centaines de millions de particuliers ont accompli leurs formalités fiscales en ligne pendant la pandémie.

Par ailleurs, le recours aux technologies émergentes comme l'intelligence artificielle, l'infonuagique et l'apprentissage profond permet à la STA de répondre avec précision aux questions des contribuables, d'appliquer les politiques relatives aux réductions d'impôt et de frais, et d'offrir aux contribuables des services de conseil intelligents. Pendant la pandémie de COVID-19, la STA a appliqué ces enseignements pour fournir aux contribuables des services en libre accès 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, mettant à leur disposition un éventail de services adaptés pour les aider à comprendre les politiques fiscales. Ce nouveau canal en accès libre représente désormais plus de 25 % des consultations, ce qui signifie qu'il est devenu un outil important pour répondre aux besoins des contribuables et les aider.

#### **Géorgie : refonte du site web de l'administration fiscale**

Entièrement remanié et doté de fonctionnalités supplémentaires, le nouveau site web du Service des recettes publiques de Géorgie a été pensé pour répondre aux besoins des contribuables et des autres utilisateurs. Ainsi :

- la conception visuelle du site web a été entièrement remodelée et ajustée aux besoins modernes
- le contenu du site web a été mis à jour et réorganisé autour de trois sections clairement définies : informations générales, contribuables personnes physiques, et contribuables personnes morales

### Encadré 5.2. Exemples nationaux : favoriser le libre-service *(suite)*

- quelque 200 définitions relatives aux questions fiscales et douanières ont été traduites en anglais
- les instructions internes concernant la gestion du site web ont été améliorées
- une page de commentaires destinée aux utilisateurs a été ajoutée
- un nouveau canal de communication a été mis en place : la « conversation instantanée avec les services fiscaux ».

Depuis ces modifications, 0.01 % de l'ensemble des utilisateurs a laissé des commentaires sur le site web, dont 54% étaient favorables. La grande majorité des recommandations des utilisateurs relatives au site web ont été prises en compte.

*Source* : Australian Taxation Office (2021), Chine (République populaire de) – administration d'État des impôts (2021) et Service des recettes publiques de Géorgie (2021).

## Services électroniques

Dans le cadre de la transition vers les services numériques, un nombre croissant d'administrations fiscales investissent dans de nouveaux outils numériques favorisant la réalisation de leur objectif général : aider les contribuables à acquitter le juste montant d'impôt du premier coup. Ces outils offrent aux contribuables de nouveaux modes d'interaction avec les administrations fiscales et aident ces dernières à gagner en efficacité en développant le libre-service et en réduisant le recours aux canaux plus gourmands en main-d'œuvre comme les centres d'appel. Cette section présente des exemples d'infrastructures mises en place par les administrations fiscales à l'appui de ces nouveaux services, ainsi que des exemples des services eux-mêmes, par exemple les robots conversationnels et les applications mobiles. Les administrations fiscales se mettent de plus en plus à intégrer certains services chez des prestataires tiers, tels que les conseillers ou les mandataires, pour les aider à améliorer la qualité des conseils qu'ils fournissent.

### Encadré 5.3. Exemples nationaux : développement de nouveaux services électroniques

#### **Australie : le bureau des partenariats numériques**

L'ATO met progressivement en place un écosystème numérique qui facilite l'échange en temps réel de données événementielles. Celles-ci peuvent ainsi être utilisées par plusieurs partenaires et partagées avec d'autres organismes publics agréés afin de permettre aux particuliers et aux entreprises de s'acquitter de leurs obligations, y compris en matière d'impôt et de retraite. Pour y parvenir, l'ATO collabore avec plusieurs prestataires de services numériques afin de concevoir, tester et construire de nouveaux produits et services capables d'être intégrés dans les systèmes existants (logiciels de gestion ou de comptabilité, par exemple).

### Encadré 5.3. Exemples nationaux : développement de nouveaux services électroniques *(suite)*

Le bureau des partenariats numériques de l'ATO a été créé pour gérer et accompagner les prestataires de services numériques, de plus en plus nombreux, qui présentent tous des besoins, des spécificités et des enjeux différents.

Ces prestataires de services numériques sont des développeurs de logiciels ou des intermédiaires numériques contribuant à l'exécution des services numériques qui aident les particuliers, les professionnels de la fiscalité, les entreprises et les caisses de retraite à respecter leurs obligations fiscales et sociales.

Le bureau des partenariats numériques de l'ATO guide et accompagne les prestataires de services numériques tout au long du processus de développement et d'intégration dans leurs logiciels des services web et des interfaces de programmation d'applications (API) de l'ATO. Cette coopération est principalement mise en œuvre à travers :

- La plateforme de services en ligne de l'ATO destinée aux prestataires de services numériques : il s'agit d'un point d'entrée en ligne unique permettant aux prestataires de services numériques d'accéder aux services et de demander une assistance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 (demandes de journalisation et suivi, échange de données, rapports d'accès et informations personnalisées, etc.). Grâce à ce service, l'ATO peut gérer efficacement le nombre croissant de prestataires de services numériques ainsi que la demande de services basés sur des API.
- Le cadre opérationnel de l'ATO pour les prestataires de services numériques : il s'agit d'un ensemble d'exigences en matière de sécurité, appliquées selon un modèle basé sur les risques, auquel tous les prestataires de services numériques doivent satisfaire pour pouvoir utiliser les services numériques de l'ATO. L'ATO a ainsi la certitude que des contrôles appropriés sont en place au sein de l'environnement des prestataires de services numériques, pour protéger l'intégrité de son écosystème numérique et des données de ses clients.
- Le modèle d'engagement avec les prestataires de services numériques : il assure une approche homogène de l'interaction, de la communication et de la collaboration avec les prestataires de services numériques afin de produire des résultats mutuellement avantageux.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

#### **Canada : mise en œuvre de la plateforme ADP3G (plateforme de développement d'applications de 3<sup>e</sup> génération)**

L'Agence du revenu du Canada (ARC) travaille à la mise en œuvre de la plateforme ADP3G (plateforme de développement d'applications de 3<sup>e</sup> génération) destinée à faire le lien entre les services informatiques numériques tournés vers le consommateur, la gestion des API, les capacités d'interopérabilité, l'automatisation/DevOps, et l'infonuagique.

- Automatisation/DevOps : il s'agit de l'automatisation des outils et des processus de développement de logiciels permettant de développer, déployer et maintenir les applications dans un environnement plus agile et automatisé, nécessaire pour mettre au point rapidement et efficacement des solutions numériques plus performantes et sécurisées. Le DevOps est un concept opérationnel qui comble le fossé entre le développement et les opérations en termes de compétences, d'état d'esprit, de pratiques et de cloisonnement.

### Encadré 5.3. Exemples nationaux : développement de nouveaux services électroniques *(suite)*

- Services informatiques numériques tournés vers le consommateur : il s'agit des efforts visant à faire évoluer l'offre de services informatiques de l'ARC pour une meilleure prise en charge de solutions numériques conçues avec les Canadiens, pas seulement pour eux, qui répondent ainsi mieux à leurs besoins. Sont également mis en avant les services qui reposent davantage sur une approche d'entreprise, qui permet de les réutiliser pour différentes finalités, tout en s'appuyant toujours sur les services traditionnels.
- Infonuagique : il s'agit de l'adoption de l'informatique en nuage pour la plateforme de 3<sup>e</sup> génération, c'est-à-dire les technologies, les outils, les processus connexes, les cadres et la gouvernance nécessaires pour gérer des charges de travail et héberger des services sur des infrastructures publiques en nuage.
- Capacités d'interopérabilité (au-delà des API) : même si les API seront plus présentes dans les solutions de l'ARC, d'autres méthodes d'intégration seront nécessaires pour assurer l'interopérabilité.

#### **Pays-Bas : développement d'écosystèmes en ligne de confiance**

L'administration néerlandaise des impôts et des douanes entend aider les contribuables à réduire la quantité globale de documents administratifs. Elle a donc participé à un essai de service en ligne dans le cadre d'un partenariat public-privé. Ce système permet à différentes parties de soumettre et d'échanger des ensembles de données dans un environnement numérique sécurisé. Il repose sur une plateforme centrale où les informations sont recueillies au moyen d'un processus d'information d'entreprise standard. Il s'agit généralement des informations utilisées pour préremplir les déclarations de revenus. La nouveauté de ce système est qu'il permet aux contribuables d'opter pour l'échange entre pairs d'ensembles de données entre plusieurs organismes et à de nombreuses fins différentes. Ces ensembles de données peuvent, par exemple, être partagés et utilisés dans le cadre des demandes de souscription de crédits hypothécaires ou d'assurances, ou dans le cadre des demandes adressées aux services publics. Par rapport aux autres systèmes classiques, ce nouvel outil présente l'avantage d'une plus grande confiance dans l'authenticité des données communiquées.

Pour cela, il a fallu développer une architecture et une technologie nouvelles pour lesquelles il était essentiel que les contribuables puissent bénéficier d'un accès facile et abordable à un outil garantissant l'identité électronique, et avoir la certitude que leurs données à caractère personnel seraient gérées dans le respect des cadres juridiques concernés. Un réseau de prestataires de services de confiance qualifiés (QTSP) a donc été établi. Ceux-ci permettent à leurs utilisateurs d'enregistrer une identité validée, de communiquer des informations et de participer à des échanges d'informations.

L'essai a permis de comprendre que la clé de voûte de ce système était une structure de gouvernance claire entre les secteurs public et privé. Tous les organismes impliqués doivent indiquer les échanges d'informations auxquels ils participent, ainsi que leurs responsabilités précises en matière de données. Cette gouvernance est également essentielle pour définir les exigences et garantir la protection de l'intérêt public.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence. L'administration fiscale des Pays-Bas a également indiqué qu'un article publié en 2018 donne d'autres précisions sur ce sujet (Dijkhuis et al., 2018<sub>[2]</sub>).

*Source* : Australian Taxation Office (2021), Agence du revenu du Canada (2021) et Administration néerlandaise des impôts et des douanes (2021).

### Assistants numériques

De plus en plus d'administrations déclarent également utiliser des assistants virtuels ou numériques pour répondre aux questions des contribuables et favoriser l'utilisation des services en libre accès (voir le tableau 5.2). Les premiers rapports font apparaître que ces services ont apporté une aide extrêmement précieuse aux administrations fiscales pour gérer les difficultés rencontrées par leurs services pendant la pandémie (voir les exemples présentés dans l'encadré 5.4).

Certaines administrations fiscales ont également recours aux avancées de l'intelligence artificielle (IA). L'utilisation de l'IA pourrait connaître une expansion rapide dans les services d'aide aux contribuables et aux agents de l'administration fiscale, tandis que son adoption sera probablement plus graduelle dans les processus décisionnels compte tenu des craintes exprimées par le public dans certains pays (voir le tableau 5.2).

Tableau 5.2. **Utilisation des assistants virtuels, de l'intelligence artificielle et des API, 2019**

Pourcentage des administrations utilisant cette technologie

| État d'avancement de la mise en œuvre et de l'utilisation   | Assistants virtuels<br>(p. ex. robots conversationnels) | Intelligence artificielle,<br>dont l'apprentissage machine | Interfaces de programmation<br>d'applications (API) |
|---|---|--|---|
| La technologie est mise en œuvre et utilisée  | 46%   | 38%  | 86%   |
| La technologie est en phase de mise en œuvre pour une utilisation future                            | 17%   | 34%  | 9%  |
| La technologie n'est pas utilisée, y compris dans les situations où la mise en œuvre n'a pas débuté | 37%   | 28%  | 5%  |

Source : Tableaux A.50 Technologies innovantes : mise en œuvre et utilisation (Partie 1) et A.51 Technologies innovantes : mise en œuvre et utilisation (Partie 2).

#### Encadré 5.4. Exemples nationaux : assistants numériques

##### Australie : améliorations de l'assistant numérique en ligne – Alex

Lancé en février 2016, Alex est l'incarnation et le visage du service d'assistant virtuel de l'ATO. Capable de tenir une conversation, Alex permet aux contribuables, à travers le site web, de poser des questions en lien avec les impôts comme s'ils s'adressaient à une personne réelle.

Depuis son lancement, Alex s'est parfaitement acquittée de son rôle principal, qui consiste à répondre à d'importants volumes de demandes de renseignements généraux sur les impôts et les retraites. Alex est intégrée au site web de l'ATO, auquel les utilisateurs peuvent accéder au moyen d'un ordinateur ou d'un smartphone. Pour engager une conversation avec Alex, il suffit de cliquer sur les sujets les plus fréquemment abordés ou de saisir une question dans la boîte de texte.

En 2020, avec la pandémie et les mesures de relance mises en place par le gouvernement australien, les volumes de demandes des clients ont explosé, ce qui a donné à l'ATO la possibilité d'améliorer les capacités d'Alex. L'ensemble de la base de connaissances d'Alex a été révisée et de nouveaux contenus ajoutés. En outre, les capacités de compréhension d'Alex ont été nettement renforcées et ses indicateurs de performance ont également été affinés afin d'améliorer ses fonctions de production de rapports.

#### Encadré 5.4. Exemples nationaux : assistants numériques (suite)

Alex a tenu 1.4 million de conversations entre le 1<sup>er</sup> juillet 2020 et le 23 mars 2021, soit une augmentation de 79% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Pour cette période, la performance d'Alex pour l'indicateur « Réponse définitive – fournie » s'établissait en moyenne à 94%. Cela signifie qu'Alex a pu apporter une réponse d'entreprise définitive à la question du client.

Les réflexions sur l'avenir d'Alex portent notamment sur l'utilisation de technologies émergentes pour offrir aux clients une expérience plus immersive et réactive.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

##### **Canada : messagerie instantanée avec les agents et robot conversationnel**

Les dernières études en date et les retours des usagers indiquent que les Canadiens souhaitent que de nouvelles technologies telles que les robots conversationnels et les services de messagerie instantanée avec les agents fassent partie intégrante des services en ligne proposés par leur administration. L'Agence du revenu du Canada a donc lancé plusieurs projets pilotes pour étudier les façons dont l'intelligence artificielle et les technologies de traitement du langage naturel, notamment les robots conversationnels et la messagerie en direct, pourraient être utilisées pour répondre aux besoins des Canadiens. Le premier programme pilote, lancé en 2019, se concentrait sur un seul thème. Par la suite, un robot conversationnel a été mis en place juste avant la crise du COVID-19. Le nombre de sujets abordés a alors été élargi pour inclure les demandes de renseignements des contribuables reçues fréquemment par téléphone ainsi que les informations sur les aides d'urgence administrées par l'ARC. La première année, le robot conversationnel a répondu à un peu plus de 5 millions de questions.

Par ailleurs, en réponse à la pandémie de COVID-19, l'ARC a testé un service de messagerie instantanée avec les agents en s'appuyant sur les agents redéployés des centres d'appels destinés aux salariés, déjà formés aux demandes de renseignements sur le COVID, pour répondre en ligne aux questions des Canadiens. Cette expérience de la messagerie instantanée avec les agents a permis aux Canadiens de bénéficier d'une assistance bienveillante durant cette période d'incertitude, sur un canal de communication facile d'accès, et les retours ont fait état d'un niveau de satisfaction élevé ainsi que d'un intérêt pour l'expansion de ce service à d'autres thèmes. Les informations recueillies dans le cadre de ces essais serviront à affiner les services de robot conversationnel et de messagerie instantanée avec les agents.

##### **Costa Rica : examen du robot conversationnel TRAVI et de la messagerie instantanée en ligne**

Au Costa Rica, l'administration fiscale dispose de plusieurs canaux de communication avec les usagers, dont un portail consacré au dépôt des déclarations, à l'enregistrement en ligne des contribuables et à la facturation électronique. Cependant, en mars 2020, la pandémie de COVID-19 a conduit la division technologique du Costa Rica à inaugurer de nouveaux circuits.

Parallèlement à la plateforme de procédures virtuelles existante (TRAVI, voir l'encadré 5.1.) un nouveau robot conversationnel a été développé à partir d'un logiciel spécialisé. Il a été formé en un temps record par les agents de l'administration fiscale pour être capable de traiter 237 questions balayant les six thèmes les plus souvent abordés, notamment la facturation électronique, l'autogestion des clés, les clés cryptographiques, etc. En outre, une fonction de messagerie instantanée a été ajoutée, appuyée par deux agents conversationnels du centre d'appels des services du Costa Rica.

Au cours de ses quatre premiers mois d'existence, le robot conversationnel a répondu à 50 240 questions et les agents conversationnels ont géré 6 993 demandes de renseignements.

#### Encadré 5.4. Exemples nationaux : assistants numériques (suite)

Il s'agit donc d'un lancement réussi pour le Costa Rica, puisque les contribuables disposent désormais d'autres solutions que les canaux existants (téléphone et communication écrite), qui subissent de fortes pressions, notamment lorsque de nouvelles réformes fiscales sont mises en œuvre par l'administration fiscale.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

##### **Pérou : assistant virtuel – SOFIA**

Début 2018, l'administration fiscale péruvienne (SUNAT) a décidé de mettre en place un robot conversationnel, SOFIA, pour répondre aux questions les plus simples et fréquentes des contribuables, dans le but de réduire les volumes d'appel.

La SUNAT a créé une équipe multidisciplinaire, chargée de l'architecture technique du robot conversationnel et de la conception de son contenu. Dans un premier temps, le service s'articulait autour de deux thèmes : la loterie des quittances fiscales et les remboursements d'impôts sur le revenu ; d'autres sujets liés aux revenus professionnels ont été ajoutés courant 2019.

En 2020, l'outil a poursuivi son évolution, avec une amélioration de la précision et de la rapidité des réponses. Il couvre désormais les questions relatives aux impôts sur le capital et le revenu, ainsi que certaines procédures fiscales. Cette année-là, SOFIA a répondu à 248 125 messages avec un taux d'efficacité de 97% (voir le tableau 5.3.). La SUNAT prévoit d'encore améliorer SOFIA et d'intégrer de nouveaux sujets en lien avec les questions douanières.

Tableau 5.3. Pérou : évolution du taux d'efficacité du robot conversationnel SOFIA

|                                     | 2018 | 2019 | 2020 | 2021<br>(jusqu'en mars) |
|-------------------------------------|------|------|------|-------------------------|
| Pourcentage de messages compris     | 74%  | 69%  | 93%  | 97%                     |
| Pourcentage de messages non compris | 26%  | 31%  | 7%   | 3%                      |

Source : Pérou – Superintendencia Nacional de Administración Tributaria (2021).

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

##### **Russie : assistant virtuel (robot conversationnel) – TAXIK**

La « messagerie web intelligente » (TAXIK) du Service fiscal fédéral de Russie (FTS) répond rapidement aux questions standard des contribuables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. TAXIK est intégré dans les services en ligne suivants : (i) rendez-vous avec l'inspection des impôts ; (ii) calculateur de la taxe sur les transports ; (iii) calculateur des primes d'assurance ; et (iv) calculateur de l'impôt foncier.

Les usagers peuvent poser leurs questions sur le widget TAXIK du site web du Service fiscal fédéral. Les réponses sont fournies à partir d'une ressource informatique spécialisée contenant des réponses standardisées sur les questions fiscales. Cette ressource, la « base de connaissances de la messagerie web intelligente du Service fiscal fédéral », repose sur les bases de données existantes du centre d'appel central de l'administration fiscale. La qualité des réponses fournies par TAXIK est contrôlée par l'équipe informatique, et cette analyse sert ensuite pour mettre à jour et compléter la base de données des réponses.

#### Encadré 5.4. Exemples nationaux : assistants numériques (suite)

Le service TAXIK s'est révélé efficace et utile, puisque 75 % du total des réponses fournies ont satisfait les contribuables. Par ailleurs, ce service en ligne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 a renforcé la confiance entre le Service fiscal fédéral et les contribuables.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

##### **Singapour : un robot conversationnel consacré aux déclarations**

En partenariat avec l'Agence publique de la technologie (Govtech), l'administration fiscale de Singapour (IRAS) a lancé un robot conversationnel consacré aux déclarations afin d'aider les chauffeurs de taxi et de VTC à déposer facilement leurs déclarations de revenus grâce une interface de type conversationnel. Le robot s'appuie sur l'intelligence artificielle et le traitement du langage naturel pour comprendre les questions formulées par les utilisateurs et fournir des réponses intuitives et humanisées, offrant ainsi aux contribuables une expérience intégrée et personnalisée.

Ce robot conversationnel représente également la première tentative de simplification du dépôt obligation des déclarations de revenus ou des procédures de dépôt électronique en proposant aux contribuables une interface conversationnelle personnalisée et facile à comprendre qui s'inspire des échanges ayant lieu avec les agents de l'administration fiscale dans le cadre du processus de dépôt des déclarations de revenus. 70 % des contribuables interrogés ont trouvé le robot plus intuitif et affirment avoir réduit de 60 % le temps passé à remplir leurs déclarations de revenus. L'emploi d'un langage simple, évitant le jargon technique, a également aidé les contribuables moins familiarisés avec la fiscalité à mieux comprendre leurs obligations déclaratives. Ils ont donc moins eu besoin de recourir à l'aide des agents de l'administration fiscale pour déposer leurs déclarations.

Pour la campagne 2021, l'administration fiscale a intégré au robot conversationnel les déclarations des marchands ambulants, ce qui a permis à quelque 10 000 contribuables d'en bénéficier. L'administration fiscale travaille également sur des robots conversationnels adaptés à d'autres services et opérations, et élargit sa base d'informations dans une optique de conception conversationnelle.

##### **Espagne : assistants virtuels – impôt sur le revenu des personnes physiques et informations personnelles**

En 2021, l'Agence fiscale espagnole (AEAT) a lancé deux nouveaux services d'assistance virtuelle : l'un pour la campagne 2020 de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et l'autre pour les informations personnelles.

En mars 2021, le portail de l'IRPP s'est mis à proposer un large éventail de service d'assistance : déclarations préremplies, vidéos explicatives, brochures, options de rappel par les services, questions fréquentes, etc. L'assistant consacré à l'IRPP a alors été intégré au portail pour la première fois.

Cet outil fournit des informations sur les problématiques les plus pertinentes pour permettre aux particuliers de bien remplir leur déclaration de revenus. Conçu sur le modèle des arbres décisionnels, il couvre 11 thèmes différents (services d'assistance, problèmes d'identification, responsabilité, options d'imposition, prestations, immeubles, déductions, modification d'une déclaration déposée, par exemple). Pour chaque thème, l'outil pose des questions dans le cadre de menus déroulants consécutifs jusqu'à ce qu'il parvienne à la réponse, qui peut inclure des liens vers d'autres pages contenant des informations complémentaires. Il demande ensuite à l'utilisateur d'évaluer le service et permet de télécharger la réponse au format PDF pour plus de sécurité.

#### Encadré 5.4. Exemples nationaux : assistants numériques (suite)

Par ailleurs, en mars 2021, un nouvel assistant a été ajouté à la section consacrée aux informations personnelles. Celui-ci fonctionne selon le même principe que l'assistant consacré à l'IRPP (menus déroulants, réponse finale imprimable), mais propose des informations sur 10 thèmes en lien avec les informations personnelles du contribuable (numéro d'identification fiscale, déclarations, attestations fiscales, identification et signature électronique, mandataire/conseillers, par exemple).

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

##### Royaume-Uni : messagerie web et autres services numériques

Au Royaume-Uni, l'administration fiscale (Her Majesty's Revenue and Customs, HMRC) a encouragé un plus grand nombre d'utilisateurs à recourir à ses services numériques pendant la pandémie.

HMRC a amélioré ses services en ligne existants et a pris en compte les retours d'information des utilisateurs pour améliorer les fonctions de son compte fiscal destiné aux entreprises et renforcer la visibilité du service. HMRC a également lancé des services de messagerie web plus performants et un assistant numérique optimisé ainsi que la possibilité, pour les usagers, de communiquer avec HMRC par voie électronique dans les cas où une autorisation est requise. Grâce à toutes ces mesures, les usagers reçoivent le soutien dont ils ont besoin pour respecter leurs obligations et faire valoir leurs avantages fiscaux. Par ailleurs, les agents ont moins besoin de se rendre au bureau pour traiter les demandes manuellement.

HMRC a formé plus de 1 000 nouveaux agents à ce service de messagerie web, tous en télétravail. Le service de messagerie web a également été étendu à d'autres domaines, ce qui a porté le nombre de conversations de 4 000 par jour avant la pandémie à un pic de plus de 33 000 le 21 avril 2020.

À la suite des changements permettant aux personnes travaillant désormais depuis leur domicile de prétendre à un abattement de 6 GBP par semaine pour couvrir les dépenses supplémentaires du foyer, HMRC prévoyait une forte augmentation des états de frais liés au travail à domicile. L'administration fiscale a donc mis en place un nouveau service en ligne le 1<sup>er</sup> octobre. En mars 2021 plus de 2.3 millions d'utilisateurs avaient réussi à déposer leurs états de frais grâce au nouveau service.

HMRC a continué d'enregistrer des niveaux élevés de satisfaction des usagers à l'égard de ses services numériques, restés constamment au-dessus de 85 % en 2020-21.

*Source* : Australian Taxation Office (2021); Agence du revenu du Canada (2021); Costa Rica – Direction des impôts, ministère des Finances (2021); Pérou – Superintendencia Nacional de Administración Tributaria (2021); Service fiscal fédéral de Russie (2021); Inland Revenue Authority of Singapore de Singapour (2021); Agence fiscale espagnole (2021) et Her Majesty's Revenue and Customs du Royaume-Uni (2021).

### Applications mobiles

On constate une poursuite de la tendance récente à l'utilisation croissante des applications mobiles par les administrations fiscales, observée dans d'autres éditions de cette publication. Elles sont principalement employées pour la communication d'informations et d'instructions, mais deviennent aussi de plus en plus capables de traiter des opérations, permettant aux contribuables d'accéder aux documents qui les concernent et à leurs comptes fiscaux personnels, de communiquer avec l'administration fiscale, de transmettre des informations et des déclarations de revenus ainsi que d'effectuer des paiements.

### Encadré 5.5. Exemples nationaux : applications mobiles

#### **Brésil : application mobile pour les impôts et les douanes**

L'application mobile pour le suivi de la réglementation fiscale et douanière (« Normas ») a été lancée en novembre 2020. Dans sa nouvelle version, elle permet aux utilisateurs de se tenir informés des publications des administrations fiscale et douanière, en recevant une notification chaque fois que les réglementations qu'ils ont indiquées sont modifiées ou que de nouvelles règles sur les thèmes qu'ils ont choisis sont publiées.

#### **Russie : régime fiscal spécial de l'« impôt sur le revenu professionnel »**

Le nouveau service en ligne « Mon Impôt » permet aux travailleurs indépendants de s'enregistrer à ce nouveau régime fiscal à distance et en quelques minutes, à partir d'un appareil mobile, et de conserver leurs dossiers, d'émettre des factures et de payer leur impôt sur le revenu professionnel via la plateforme. L'ensemble des opérations de tenue de dossiers, de paiement de l'impôt et de comptabilité peuvent être effectuées par le système « sur le pouce », et la solution logicielle inclut une API qui permet aux banques et aux plateformes numériques d'intégrer les impôts dans leur environnement.

Il n'y a pas besoin de transmettre de rapports ou de déclarations. Les impôts sont déduits automatiquement de chaque transaction. Ainsi, le logiciel fournit à cette nouvelle catégorie de contribuables un parcours intégré de bout en bout.

C'est la première fois que le Service fiscal fédéral utilise une solution technologique de ce type, qui fait évoluer son approche de la politique en matière de respect des obligations et d'exécution du service.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

Source : administration fiscale brésilienne (2021) et Service fiscal fédéral de Russie (2021).

### ***Interfaces de programmation d'applications (API)***

Bien que beaucoup d'administrations fiscales développent leurs propres applications en interne, un grand nombre d'entre elles créent également des API qu'elles mettent à la disposition de développeurs tiers. Les API permettent d'assurer la connectivité entre les systèmes, les personnes et les objets sans accès direct. Elles limitent ainsi le risque de compromettre le système, par opposition à la situation où une personne est autorisée à y accéder directement ainsi qu'aux masses de données sous-jacentes. Les précédentes éditions de cette publication avaient mis en lumière des solutions permettant aux développeurs tiers d'accéder directement à une suite de services API à intégrer dans leurs systèmes, et cette tendance s'est accentuée (voir le tableau 5.2. pour le pourcentage d'administrations utilisant des API).

Le rapport de l'OCDE intitulé *Unlocking the digital economy – a guide to unlocking application programming interfaces in government* (OCDE, 2019<sup>[3]</sup>) donne un aperçu des pratiques, techniques et normes utilisées pour offrir aux contribuables des services numériques efficaces qui répondent aux besoins actuels.

### Encadré 5.6. Exemples nationaux : contribution des API à l'amélioration des services fournis

#### Israël : TVA zéro sur les services d'hébergement hôtelier

Les touristes acquittent une TVA à taux zéro sur différents services consommés en Israël, par exemple l'hébergement hôtelier et la location de voiture.

L'Autorité fiscale d'Israël (ITA) a accès aux données d'entrée et de sortie des résidents et des étrangers grâce à la base de données des contrôles à la frontière, et permet à des logiciels autorisés d'accéder à son service API pour vérifier les visas des touristes. Ainsi, les hôtels peuvent saisir les détails de la transaction (y compris le numéro de passeport et le pays d'origine) et être informés du droit ou non du touriste à bénéficier du taux zéro de TVA.

Comme le système vérifie que le touriste a bien droit à la TVA au taux zéro, il empêche les faux et les erreurs, et diminue la charge administrative pour l'hôtel. Il réduit également le risque, pour les hôtels, d'être soumis à des contrôles et à l'acquittement de frais en raison de l'inéligibilité des clients à la TVA à taux zéro.

#### Norvège : la modernisation du système de TVA

L'administration fiscale norvégienne (NTA) travaille à la mise en place d'un nouveau système informatique pour la TVA afin de répondre aux besoins du milieu des affaires, de plus en plus adepte du numérique. Ce système a pour objectifs d'améliorer les taux de discipline fiscale des entreprises et de leur offrir des procédures simplifiées permettant également à l'administration fiscale de gagner en efficacité.

Pour beaucoup d'entreprises, les règles liées à la TVA paraissent compliquées. Les contrôles constituent l'un des principaux instruments dont disposent les autorités fiscales pour s'assurer du respect des obligations, mais faute de ressources, l'administration fiscale ne peut en effectuer qu'un nombre limité. En proposant des instructions en ligne, directement intégrées dans le nouveau formulaire de TVA, l'administration fiscale norvégienne a pour ambition d'aider les entreprises à se conformer à leurs obligations en matière de TVA tout en économisant du temps et des ressources. Par ailleurs, comme les règles relatives au remplissage des formulaires de TVA peuvent être consultées directement à partir des systèmes comptables de l'entreprise, les vérifications de validation ont lieu sur les formulaires avant même leur dépôt.

Les instructions et les procédures de validation sont fournies grâce à l'intégration d'une API dans les systèmes comptables de l'entreprise. Les services développés sont donc accessibles par tous les canaux numériques. Ainsi, les informations sont également à disposition pour la communication de système à système. En outre, cet outil est également utile aux conseillers et mandataires comme les comptables et les banques, qui prodiguent des conseils à leurs clients sur la base des informations communiquées par l'administration fiscale norvégienne.

#### Russie : suivi fiscal

Depuis 2016, le Service fiscal fédéral a adopté un nouveau régime de discipline fiscale baptisé « suivi fiscal ». Le suivi fiscal n'est pas obligatoire ; il s'agit d'un système optionnel que les contribuables peuvent utiliser et qui fonctionne parallèlement au système fiscal existant.

La clé de voûte du suivi fiscal est une authentification robuste et sécurisée. Elle est en effet nécessaire pour autoriser l'autorité fiscale à accéder à distance au(x) système(s) d'information comptable et financière du contribuable par l'intermédiaire d'API. L'accès direct aux écosystèmes du contribuable selon une approche fondée sur les risques, intégré au niveau de la transaction, permet une diligence raisonnable et un suivi en continu pour déterminer si les transactions contiennent des risques émergents ou des signes d'alerte précoce.

### Encadré 5.6. Exemples nationaux : contribution des API à l'amélioration des services fournis *(suite)*

Les utilisateurs qui ont accepté de tester le système sur la base du volontariat étaient les contribuables les plus importants et les plus avancés sur le plan numérique, qui affichaient le plus haut niveau d'automatisation des processus. Cela leur a en effet permis d'avoir plus de temps pour adapter leurs systèmes, leurs effectifs et leurs processus avant que le nouveau régime de discipline fiscale devienne obligatoire.

Le système de suivi fiscal permet l'intégration des vérifications fiscales dans les écosystèmes naturels des contribuables, ce qui, partant, facilite la discipline dès la conception en créant pour les usagers un parcours intégré, exécuté dans les délais, de manière efficace et efficiente.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

#### **Singapour : collaboration avec les développeurs de logiciels**

Depuis longtemps, l'Inland Revenue Agency de Singapour (IRAS) privilégie les partenariats avec des tiers pour permettre un parcours intégré du dépôt des déclarations à partir des systèmes naturels des contribuables. Cela a conduit aux initiatives suivantes :

- En s'appuyant sur l'API, la solution de dépôt intégré pour l'impôt sur les sociétés extrait les données financières des logiciels comptables, les convertit en données fiscales selon des règles fiscales prédéfinies et établit leur cartographie entre le logiciel et une liste prédéterminée de données. L'utilisateur final s'authentifie au moyen de l'identité numérique nationale de Singapour (CorpPass), vérifie la déclaration fiscale de la société calculée automatiquement ainsi que les documents connexes avant de les transmettre à l'administration fiscale de manière intégrée.

Cette solution répond aux principales difficultés rencontrées par les PME de Singapour, par exemple la hausse des coûts et la complexité des règles comptables et fiscales dont doivent tenir compte les salariés. Les PME auraient aussi pu sous-traiter la fonction comptable et les activités de conformité à des prestataires externes, mais à un coût potentiellement élevé. Lorsque le dépôt intégré est géré en interne, la PME peut ramener d'environ 9 heures à 35 minutes le temps global nécessaire à l'établissement et au dépôt des déclarations auprès de l'administration fiscale et de l'autorité comptable et réglementaire (ACRA).

- À l'instar des déclarations fiscales des sociétés, le dépôt intégré des déclarations relatives à la taxe sur les produits et services (TPS) permet la transmission à l'administration fiscale des déclarations de TPS et des listes de transactions associées directement depuis les logiciels comptables des contribuables grâce aux services API.

Outre les gains de temps et la réduction des coûts liés à la discipline fiscale pour les contribuables, la collecte des listes de transactions présente également l'avantage de renforcer les capacités de l'administration fiscale en matière de respect des obligations. La transmission de ces listes avec les déclarations de TPS améliore l'efficacité des contrôles et réduit leurs délais d'exécution pour l'administration fiscale et les contribuables.

La phase pilote de la transmission intégrée des déclarations de TPS s'est achevée en février 2019. 75% des utilisateurs qui ont répondu au questionnaire de satisfaction de l'administration fiscale ont déclaré que le nouveau mode de dépôt par API était facile à utiliser et 63% ont estimé qu'il avait abouti à une plus grande exactitude de leurs déclarations fiscales. L'administration fiscale a amélioré les services API en octobre 2020 pour inclure les déclarations rectificatives ainsi que les déclarations de TPS définitives.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

### Encadré 5.6. Exemples nationaux : contribution des API à l'amélioration des services fournis *(suite)*

#### Royaume-Uni : Making Tax Digital

Le Royaume-Uni met en œuvre un nouveau système de gestion des impôts dans le cadre de sa stratégie fiscale sur cinq à dix ans. Le service Making Tax Digital (« Rendre l'impôt numérique », MTD) contribuera à la numérisation de l'économie britannique en général, à la réduction du nombre d'erreurs dans les déclarations de revenus et à la diminution du manque à gagner fiscal. Cette initiative apportera des avantages aux entreprises grâce à une plus grande facilité d'utilisation et une résilience accrue du système fiscal.

En améliorant la collecte de données, l'initiative MTD permettra à l'administration d'apporter une aide plus directe et mieux ciblée, contribuant à renforcer la résilience du pays et sa capacité de réaction en cas de crise. L'initiative MTD impose aux contribuables de tenir des dossiers numériques à l'aide de logiciels et de déposer leurs informations fiscales directement depuis ces dossiers au moyen de liens numériques sécurisés, ce qui permet d'accroître le degré d'exactitude et la disponibilité des données. Les interfaces de programmation d'applications (API) sont utilisées pour permettre aux logiciels de communiquer les informations fiscales des entreprises directement à HMRC.

HMRC a mis en place l'initiative MTD en avril 2019 pour les entreprises assujetties à la TVA dont le chiffre d'affaires imposable dépasse le seuil de TVA (85 000 GBP). Depuis, plus d'un million d'entreprises ont utilisé ce service et plus de 9 millions de déclarations ont été déposées. Les usagers ont rapporté plusieurs avantages, liés en particulier au remplacement des méthodes papier et manuelles, notamment la réduction des erreurs de saisie et le gain de temps consacré aux impôts. HMRC élargira l'initiative MTD pour la TVA à toutes les entreprises assujetties à la TVA à compter d'avril 2022 et, à partir d'avril 2023, elle s'appliquera à l'impôt sur le revenu des contribuables ayant un revenu d'entreprise et/ou foncier supérieur à 10 000 GBP par an.

Le Bureau de la responsabilité budgétaire du Royaume-Uni (OBR) a certifié que l'initiative MTD générera plus de 2 milliards GBP de recettes fiscales supplémentaires cumulées d'ici 2025-26 pour les groupes soumis à l'auto-évaluation en matière de TVA et d'impôt sur le revenu. HMRC étudie les possibilités d'élargir l'initiative MTD à l'impôt sur les sociétés au cours des prochaines années.

*Source* : autorité fiscale d'Israël (2021) ; administration fiscale norvégienne (2021) ; Service fiscal fédéral de Russie (2021) ; Inland Revenue Authority de Singapour (2021) ; et Her Majesty's Revenue and Customs du Royaume-Uni (2021).

À mesure que ces services se sophistiquent et deviennent de plus en plus déterminants pour fournir aux contribuables des services de qualité, les administrations fiscales doivent investir davantage dans la gestion rigoureuse de ces API. L'encadré 5.7. présente une partie des travaux réalisés dans ce domaine.

### Encadré 5.7. Exemples nationaux : gestion des API

#### **Australie : l'orientation stratégique de l'administration fiscale (ATO) en matière d'API**

L'ATO connaît une croissance rapide de la demande de services numériques, notamment les API événementielles en temps réel. Cette évolution est attestée par le nombre croissant de prestataires de services numériques demandant à accéder aux API de l'ATO et par la forte augmentation des volumes de messages et d'opérations en ce sens dans différents services fiscaux.

L'administration publique australienne applique une approche globale dans laquelle les différents organismes fonctionnent de manière intégrée pour fournir aux citoyens des services couvrant les événements de la vie. L'ATO s'efforce d'intégrer ses API de manière transparente dans les systèmes naturels de l'utilisateur (par exemple les logiciels de gestion ou de comptabilité).

Elle élargit les canaux numériques proposés pour s'adapter aux différents types d'API et répondre à tous les niveaux de complexité, et a récemment investi dans la mise en œuvre d'une passerelle numérique qui gèrera l'exécution d'API simples et légères.

Cette nouvelle passerelle s'ajoutera aux canaux numériques existants afin d'offrir la meilleure configuration technique pour interagir avec les systèmes naturels des clients et des prestataires.

Principaux résultats :

- mise en place d'une plateforme numérique moderne légère, événementielle, contemporaine, accessible et fiable
- fourniture d'API conformes aux normes en vigueur dans le secteur et faciles à exécuter
- possibilités d'échange d'informations en temps réel et offre de services basés sur les événements de la vie à travers les systèmes naturels de l'utilisateur
- modernisation des plateformes existantes pour assurer leur extensibilité et un haut niveau de disponibilité
- mise en place de plateformes qui continuent à inspirer confiance dans le système
- accent mis sur l'amélioration de l'efficacité dans le cadre du processus et des capacités de développement des API.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

#### **Canada : centre d'excellence en matière API**

Le centre d'excellence en matière d'API de l'Agence du revenu du Canada a pour rôle de faciliter la bonne gestion des API afin d'améliorer la viabilité de certains services existants et futurs de l'ARC, en renforçant leurs capacités d'intégration et d'interopérabilité actuelles et futures. Cela passe par la promotion d'une adoption responsable des API, par la mise en place de normes et de principes fondamentaux pour le développement des API, et par une assistance aux équipes de développement des API. Ce projet couvre les API qui seront utilisées par d'autres systèmes de l'ARC, d'autres divisions de l'administration publique canadienne, à différents niveaux, des fournisseurs tiers ou le grand public.

*Source* : Australian Taxation Office (2021) et Agence du revenu du Canada (2021).

## *Services non numériques*

La transformation numérique est essentielle pour permettre aux administrations fiscales d'offrir des services optimisés aux usagers, et s'il est vrai que le numérique peut faire beaucoup, il est important, pour répondre aux préférences des contribuables, de bien diversifier les canaux proposés. Il faut donc réfléchir à des stratégies permettant de répondre au mieux aux besoins des contribuables et de fournir les meilleurs résultats sans effets délétères sur les services proposés aux autres contribuables.

### **Encadré 5.8. Exemples nationaux : accompagner les contribuables au moyen de canaux non numériques**

#### **Canada : projet de salle du courrier numérique**

L'Agence du revenu du Canada a lancé le projet de salle du courrier numérique pour convertir au format numérique les documents reçus par différents canaux. La gestion de ces documents numériques est assurée par une solution de prestation de contenu numérique transversale qui couvre l'ensemble de l'ARC et fait également partie du projet. Selon une logique d'intégration progressive, les différents domaines d'activité effectueront la transition depuis le papier ou optimiseront les processus numériques existants. La solution, développée en partenariat avec un prestataire de services, est dotée des fonctionnalités standardisées suivantes : réception, numérisation, extraction, stockage et notification interne. Elle renforce également la capacité d'analyse et permet à plusieurs domaines d'accéder simultanément aux informations, réduisant ainsi la correspondance papier et les délais de traitement.

Le projet a été lancé avec succès en octobre 2020, pour une utilisation dans l'ensemble de l'ARC. En raison de la pandémie de COVID-19, le projet a évolué pour se concentrer sur l'accélération de la capacité de numérisation des premiers domaines d'activité concernés. En conséquence, en octobre 2020, de nouveaux domaines d'activité ont été sélectionnés pour une intégration accélérée dans le projet, le déploiement étant prévu pour l'été 2021.

En outre, le projet a fait la preuve de sa capacité d'extraction totale des données et il est prévu d'élargir cette fonctionnalité à d'autres domaines de l'ARC.

#### **Canada : service des agents de liaison**

L'Agence du revenu du Canada poursuit sa transformation vers une culture du service en vue de rendre l'administration fiscale plus équitable, plus serviable et plus tournée vers le client. L'ARC s'engage à adapter ses services afin de mieux répondre aux besoins de ses usagers.

Le service des agents de liaison est une illustration de cette démarche. Ce service a été créé pour aider les petites entreprises et les travailleurs indépendants en leur apportant une assistance, des informations et des conseils gratuits et personnalisés concernant leurs obligations et responsabilités fiscales. Son objectif est de réduire le poids de la discipline fiscale en leur facilitant le respect de leurs obligations et en leur évitant des interventions ultérieures coûteuses. Le service des agents de liaison est parvenu à accompagner ces catégories de contribuables dans leurs échanges avec l'ARC afin d'encourager et d'assurer le respect volontaire des obligations fiscales dès le premier jour. Depuis le lancement du programme, en 2014, plus de 57 000 petites entreprises et travailleurs indépendants ont bénéficié de ce service.

Par le passé, le service des agents de liaison était proposé dans le cadre de visites individuelles en personne et de séminaires de groupe, aux dates, lieux et heures convenant aux contribuables. Mais l'ARC adopte désormais une approche innovante adaptée au nouvel environnement de travail en proposant le service d'agents de liaison à distance, par téléphone.

### Encadré 5.8. Exemples nationaux : accompagner les contribuables au moyen de canaux non numériques (suite)

et au moyen de plateformes de visioconférence sécurisées, et en l'élargissant pour inclure des informations sur les fonds des programmes d'aide liés au COVID-19. Cette démarche vise à éliminer les obstacles géographiques, à accroître la flexibilité, l'accessibilité et la commodité, et à offrir un service plus performant, tout en veillant au respect de la sécurité et de la vie privée des clients. Le service est accessible, sur une base volontaire, à toute petite entreprise ou à tout travailleur indépendant basé au Canada sur simple demande.

#### Géorgie : modernisation du centre d'appel

Ces dernières années, le nombre d'utilisateurs du centre d'appel a considérablement augmenté. Pendant la pandémie, l'importante charge de travail du centre d'appel a rendu nécessaire l'extension des horaires de travail ordinaires. En outre, pour répondre à la forte hausse de la demande d'assistance des contribuables, le Service des recettes publiques de Géorgie, dans le cadre de sa stratégie des services à distance, a procédé à une mise à jour complète des infrastructures du centre d'appel et l'a transféré dans un bâtiment modernisé. À l'issue de cette modernisation :

- La gestion des appels reçus et traités par les agents est entièrement assurée par un logiciel système spécial qui fournit des informations issues d'indicateurs de performance quantitatifs et qualitatifs. Le système peut générer un total de 35 rapports de performance et est capable d'afficher à l'écran 10 rapports « en direct » en temps réel.
- L'organigramme du centre d'appel inclut désormais une petite équipe de superviseurs, chargés de s'occuper en permanence des informations transmises aux agents, d'adapter les informations aux besoins des usagers, de préparer des réponses personnalisées, de mettre à jour la base de connaissances et de former les agents.

Source : Agence du revenu du Canada (2021) et Service des recettes publiques de Géorgie (2021).

## Services décloisonnés

Le rapport intitulé *Tax Administration 2019* a fait apparaître que les administrations fiscales opèrent de manière de plus en plus décloisonnée avec d'autres fonctions administratives, échangeant souvent des données ou partageant des plateformes pour offrir des services plus performants aux citoyens (OCDE, 2019<sup>[4]</sup>).

Ces efforts de décloisonnement avec les autres administrations incluent souvent une approche de « collecte unique pour une utilisation multiple ». Les administrations fiscales (ainsi que les organismes de sécurité sociale) occupent à cet égard une place particulière au sein de l'administration, puisqu'elles détiennent souvent des informations vérifiées et à jour sur l'identité des contribuables, sont impliquées dans la réception et le versement de paiements ainsi que la réception et l'envoi d'informations à des tiers (comme les institutions financières et les employeurs).

### Encadré 5.9. Exemples nationaux : services décloisonnés

#### **Chine (République populaire de) : services à guichet unique pour l'imposition des opérations immobilières et l'enregistrement des titres de propriété**

Actuellement, l'enregistrement de la propriété de biens immobiliers comporte également des aspects fiscaux tels que les déclarations fiscales et les paiements. Depuis 2020, l'administration d'État des impôts chinoise et les organismes chargés de l'enregistrement des biens immobiliers ont renforcé leur collaboration, réformé leurs processus et mis en place un guichet unique afin d'optimiser les services proposés aux usagers.

Avant les réformes, l'imposition des opérations immobilières et l'enregistrement des titres de propriété dépendaient de services distincts. Les entreprises et les particuliers devaient faire la queue et déposer respectivement deux jeux de documents, pour la déclaration fiscale et pour le paiement, avant de pouvoir demander l'enregistrement du titre de propriété. Cette situation conduisait à des dépôts successifs, générateurs d'inefficacités et contraignants pour les contribuables.

À l'issue des réformes, un « service à guichet unique » a été mis en place pour les deux divisions, au sein du service de l'enregistrement des biens immobiliers, qui réceptionne en une seule fois tous les documents demandés. Désormais, les fonctions de soutien des deux divisions gèrent les activités conjointement, les données concernées sont transmises en interne et un échange de renseignements en temps réel a parfois lieu dans certains domaines. Ainsi, un seul et même « guichet unique » peut délivrer les résultats finaux. Les contribuables n'ont donc plus à se rendre qu'une seule fois dans le service, et déposer un seul jeu de documents pour accomplir les formalités fiscales et l'enregistrement du titre de propriété.

Fin 2020, des services à guichet unique ont été déployés dans toutes les villes de niveau préfectoral et au-delà, et le taux de satisfaction des contribuables a nettement progressé. Le délai de traitement de l'enregistrement des biens immobiliers a été ramené à moins de cinq jours ouvrés, et celui des formalités fiscales générales à moins d'une heure.

#### **France : portail des entreprises**

En 2018, la France a lancé une réforme générale des services de recouvrement des cotisations sociales et des impôts.

Son premier objectif consiste à rationaliser le recouvrement de l'impôt au sein de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) et des cotisations sociales au sein de l'Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF).

Son deuxième objectif est de simplifier les procédures fiscales et sociales au moyen d'un portail commun hébergé par la DGFIP, la Direction générale des douanes et l'URSSAF.

Ce portail en ligne commun sera mis à la disposition des sociétés début 2022. Il servira principalement à aider les petits entrepreneurs, les travailleurs indépendants et les nouveaux entrepreneurs, qui ont souvent du mal à trouver le temps et les ressources nécessaires pour s'acquitter de leurs formalités administratives. La première version du portail comprend :

- Un système d'authentification unique afin de :
  - permettre aux entreprises d'utiliser les sites web existants avec un seul mot de passe (au lieu de trois actuellement)
  - accomplir les tâches plus rapidement (par exemple, les déclarations de TVA ou le paiement des cotisations sociales)

### Encadré 5.9. Exemples nationaux : services décloisonnés (suite)

- un tableau de bord offrant aux utilisateurs une vue d'ensemble de leurs déclarations et paiements à venir en matière d'impôts et de cotisations sociales, sur une seule page (ces informations sont actuellement réparties entre les trois portails existants)
- un système de messagerie sécurisée pour contacter les trois organismes.

Les fonctions du portail ont été conçues à l'issue de consultations avec des groupes d'utilisateurs. Des groupes d'utilisateurs permanents seront créés afin d'améliorer le contenu futur du portail.

#### **Singapour : identité numérique nationale**

L'identité numérique nationale est la pierre d'angle de la « vision pour une nation intelligente » de Singapour. Créée à partir des systèmes d'authentification du SingPass (identité numérique individuelle applicable à tous les résidents) et du CorpPass (identité numérique applicable aux sociétés et autres entités), l'identité numérique nationale est une plateforme unifiée qui permet aux citoyens et aux entreprises d'interagir avec les secteurs public et privé dans un environnement sécurisé et commode au moyen d'une identité numérique unique. Elle inclut MyInfo (un service de gestion des données à caractère personnel comparable à un profil numérique qui permet aux citoyens et aux résidents de simplifier les opérations en ligne).

L'identité numérique nationale et la collaboration avec des partenaires publics et privés permettent également d'offrir des services personnalisés aux contribuables personnes physiques à Singapour. L'administration fiscale et les autres organismes et partenaires versent des données dans le profil MyInfo rattaché à chaque identité numérique nationale unique, ce qui facilite le remplissage intégré des formulaires fiscaux et l'accès à d'autres services personnalisés sur l'ensemble des canaux numériques, réduisant ou éliminant même la nécessité de transmettre des justificatifs. Tirant profit de l'identité numérique nationale, 98 % des contribuables personnes physiques de Singapour ont déposé leurs déclarations par voie électronique.

L'identité numérique nationale et les API permettent d'intégrer les impôts (impôt sur le revenu, TPS/TVA) dans les systèmes naturels des entreprises. Les sociétés peuvent exploiter plusieurs fonctions de l'identité numérique nationale, via le CorpPass, pour interagir avec leurs clients et effectuer des opérations avec les organismes administratifs et d'autres entités, en toute sécurité et simplicité et avec les accords et autorisations requis. Ainsi, les sociétés peuvent utiliser leurs logiciels de comptabilité pour déposer leurs déclarations de manière intégrée auprès de l'administration fiscale et du registre national des sociétés au moyen du CorpPass et des API, bénéficiant ainsi d'un gain de temps d'environ 75 % pour l'établissement des déclarations de revenus, des annexes et des états financiers.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

#### **Suède : immigrer en Suède pour travailler – un point d'entrée unique**

Pour ce projet, quatre organismes administratifs suédois ont mis au point une solution numérique qui simplifie et rationalise le processus applicable aux personnes qui veulent immigrer en Suède pour y travailler. Ce projet est le fruit d'une collaboration entre l'administration fiscale suédoise, l'office des migrations suédois, l'organisme de sécurité sociale suédois et le service de l'emploi suédois.

La Suède offre au demandeur un service mobile numérique couvrant l'ensemble de l'administration publique suédoise, qui donne une vision globale du processus aux personnes qui viennent travailler en Suède, ainsi que des recommandations personnelles et la possibilité de recevoir des commentaires personnalisés. La solution contient des informations et des services, fournis dès le moment où la personne cherche des informations sur l'immigration en

### Encadré 5.9. Exemples nationaux : services décloisonnés (suite)

Suède pour raisons professionnelles, et jusqu'au jour où elle obtient un permis de travail, est enregistrée et s'établit en Suède. Le service contient également des informations sur le marché du travail et sur le système social suédois.

Le produit est disponible en suédois et en anglais, satisfait les exigences en matière d'accessibilité conformément à la législation en vigueur, et représente la première étape dans la mise en conformité avec les dispositions de la réglementation de l'Union européenne (UE) en matière de passerelle numérique unique.

En créant un compte, les utilisateurs peuvent s'identifier et enregistrer leurs réponses. Ils peuvent également choisir de poursuivre leur parcours personnalisé plus tard.

Dans sa première phase, le produit est destiné aux ressortissants d'États non membres de l'UE qui font une demande de permis de travail en Suède (les demandeurs eux-mêmes et les personnes qui les accompagnent). Des travaux sont en cours pour ajouter des fonctionnalités à la plateforme technique et inclure d'autres groupes cibles et événements de la vie.

Le développement des fonctionnalités du produit se poursuit sur des applications existantes comme la base de données de graphiques, la gestion de contenu/le soutien éditorial et la technologie de conteneur pour équilibrer la charge. Les administrations participantes peuvent utiliser le système de gestion de contenu du produit pour ajouter, modifier et supprimer du contenu, comme le texte, la traduction, le formatage et l'ordre d'affichage.

La solution entend permettre aux personnes concernées de s'établir en Suède de manière plus simple, plus sûre et plus rapide, et leur permet de disposer d'une passerelle unique vers les administrations suédoises. La Suède prévoit également que ce projet permettra de gagner en efficacité et de réduire les coûts en interne. Une analyse plus détaillée des économies réalisées et des autres avantages sera menée prochainement.

*Source* : Chine (République populaire de) – administration d'État des impôts (2021); France – Direction générale des finances publiques (2021); Inland Revenue Authority de Singapour (2021) et administration fiscale suédoise (2021).

## Approches comportementales

Les approches comportementales sont un domaine de recherche interdisciplinaire qui utilise des principes issus des sciences comportementales telles que la psychologie, les neurosciences et l'économie comportementale pour comprendre comment les individus intègrent les informations, les traitent et y réagissent. Ces principes peuvent être utilisés pour concevoir des politiques et des interventions pratiques basées sur le comportement humain. Ils peuvent s'avérer particulièrement puissants lorsqu'ils sont conjugués aux enseignements tirés de l'analyse des volumes de plus en plus importants de données dont dispose l'administration fiscale, générées en interne et en externe.

Dans les précédentes éditions de cette publication, un nombre croissant d'administrations fiscales déclaraient employer des chercheurs en sciences comportementales et mettre à profit les enseignements de ces disciplines dans certains domaines pour influencer sur le respect volontaire des obligations. Le chapitre 10 de l'édition 2019 de ce rapport apporte des informations complémentaires sur ces développements. Cette tendance s'est poursuivie et les approches comportementales sont de plus en plus souvent intégrées dans les stratégies et interventions générales de l'administration fiscale. Ainsi, en 2019, les deux tiers des

administrations couvertes par ce rapport avaient recours à des méthodes ou techniques relevant des sciences comportementales (voir le tableau A.48).

L'encadré 5.10 présente deux exemples d'utilisation des approches comportementales par les administrations fiscales et d'autres exemples figurent dans les autres chapitres de ce rapport, notamment dans l'encadré 7.2.

### Encadré 5.10. Exemples nationaux : éclairages comportementaux

#### Canada : initiatives « coup de pouce »

L'Agence du revenu du Canada a mis en place plusieurs initiatives « coup de pouce » :

- **Exploiter les techniques « coup de pouce » pour gérer un trafic réseau particulièrement élevé** – Au tout début de la pandémie de COVID-19, le gouvernement canadien a lancé la Prestation canadienne d'urgence, qui apportait une aide financière aux salariés et aux travailleurs indépendants directement touchés par le COVID-19. Cette mesure a été annoncée en mars et les demandes pouvaient être transmises à partir du 6 avril 2020. Avant le lancement, l'ARC craignait que son réseau ne parvienne pas à gérer un trafic qui s'annonçait anormalement élevé. Pour atténuer les risques potentiels, l'Agence du revenu du Canada a employé l'un des outils les plus puissants des sciences comportementales : déterminer un comportement par défaut afin de définir et gérer les volumes initiaux de demandes de Prestations canadiennes d'urgence. Il s'agissait de répartir les demandeurs sur les quatre premiers jours de la semaine (du lundi au jeudi) en fonction de leur mois de naissance. Pendant les trois premières périodes de dépôt des demandes, plus de 60 % des demandeurs ont choisi de suivre le comportement par défaut. Facile et simple, le comportement par défaut s'avérait extrêmement efficace.
- **Favoriser le respect de leurs obligations déclaratives par les particuliers et les entreprises grâce un appel téléphonique automatisé** – Depuis 2016, l'ARC a lancé quatre campagnes pilotes « coup de pouce » destinées à améliorer le respect de leurs obligations déclaratives par les personnes physiques, en utilisant un composeur-messager automatique (CMA) pour contacter les contribuables personnes physiques et leur rappeler leurs obligations fiscales. Ces campagnes ont montré que le coup de pouce donné par un appel CMA abouti avait un impact positif sur la le respect de leurs obligations déclaratives par les personnes physiques. En janvier 2020, l'ARC a entrepris une campagne similaire, cette fois à l'intention des personnes morales. Un essai contrôlé randomisé a été réalisé pour tester l'effet d'un rappel « coup de pouce ». Les résultats ont montré que le message a eu un impact positif sur le taux de déclaration des sociétés contactées par CMA.
- **Campagne d'envoi de courriers au sujet des prestations** – Cette initiative utilise la veille stratégique et l'analyse des données pour déterminer les contribuables qui ne remplissent généralement pas de déclaration de revenus et pourraient prétendre à des prestations, et les contacter par voie postale. À la suite des envois de courriers en 2019, 28 665 déclarations ont été déposées au total, ce qui a entraîné le versement de plus de 15.17 millions CAD de remboursements d'impôts et de 22.46 millions CAD de crédits ou de prestations. Cinq phases de la campagne ont été menées jusqu'ici, la dernière en novembre 2020.

#### Hongrie : campagne basée sur les sciences comportementales

Depuis 2017, le ministère des Finances ainsi que l'administration fiscale et douanière hongrois mènent conjointement des campagnes annuelles de promotion de la méthode d'imposition alternative simplifiée, l'impôt des petites entreprises (KIVA), auprès du segment

### Encadré 5.10. Exemples nationaux : éclairages comportementaux (suite)

des petites et moyennes entreprises. Après avoir analysé les déclarations fiscales, la Hongrie cible les entreprises qui bénéficieraient d'une conversion au KIVA. Certaines des entreprises retenues reçoivent un courrier classique, détaillant les avantages du KIVA, tandis que d'autres – lorsque les données permettent des calculs précis – reçoivent un courrier précisant la valeur estimée des économies d'impôt qu'elles pourraient réaliser. En 2020, le périmètre de la campagne a été élargi pour inclure les intermédiaires (comptables, conseillers fiscaux), ce qui signifie que pour certaines entreprises c'est le gérant qui a été contacté, mais que dans d'autres cas, les informations ont été envoyées directement au comptable ou au conseiller fiscal.

Les campagnes pour le KIVA ont été menées dans le cadre d'une expérience contrôlée randomisée, ce qui a permis d'évaluer l'efficacité de chaque type de courrier. Les analyses montrent clairement le succès des campagnes, la part des sociétés optant pour le KIVA étant nettement plus élevée parmi les entreprises ciblées.

Voir à l'annexe 5.A les liens vers les documents de référence.

Source : Agence du revenu du Canada (2021) et administration nationale hongroise des impôts et des douanes (2021).

## Références

- Dijkhuis, S. et al. (2018), *When Willeke can get rid of paperwork : a lean infrastructure for qualified information exchange based on trusted identities*, Association for Computing Machinery, New York, NY, États-Unis, <http://dx.doi.org/10.1145/3209281.3209324>. [2]
- OCDE (2021), « *Administration fiscale : la résilience numérique dans le contexte du COVID-19* », *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/addaac0c-fr>. [1]
- OCDE (2019), *Tax Administration 2019 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/74d162b6-en>. [4]
- OCDE (2019), *Unlocking the Digital Economy – A guide to implementing application programming interfaces in Government*, OCDE, Paris, [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/unlocking-the-digital-economy-guide-to-implementing-application-programming-interfaces-in-government.htm](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/unlocking-the-digital-economy-guide-to-implementing-application-programming-interfaces-in-government.htm) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [3]

## Annexe 5.A

### Liens vers les documents de référence (consultés le 1<sup>er</sup> septembre 2021)

- Encadré 5.1. – Chili : Lien vers une vidéo sur le nouveau système informatique qui permet un parcours entièrement numérique tout au long du cycle de vie d'un contribuable : <https://youtu.be/GoEpNiSk1Wg>
- Encadré 5.A. – Inde :
  - Lien vers le diagramme du processus à distance pour les procédures de liquidation de l'impôt, de sanction et d'appel : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/india-process-flowchart-for-remote-proceedings.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/india-process-flowchart-for-remote-proceedings.pdf)
  - Lien vers le site web de dépôt électronique de l'administration fiscale : [www.incometaxindiaefiling.gov.in/](http://www.incometaxindiaefiling.gov.in/)
- Encadré 5.A. – Espagne :
  - Lien vers un exposé sur l'administration numérique intégrale (ADI), le guichet virtuel de l'agence fiscale espagnole : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/spain-integral-digital-assistance-adi.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/spain-integral-digital-assistance-adi.pdf)
  - Lien vers des vidéos expliquant l'administration numérique intégrale (ADI) : [www.youtube.com/embed/sYa-e8-iR-E](https://www.youtube.com/embed/sYa-e8-iR-E) (espagnol), et [www.youtube.com/watch?v=4LJIGb9hnBQ](https://www.youtube.com/watch?v=4LJIGb9hnBQ) (anglais)
- Encadré 5.3. – Australie : Lien vers un exposé sur le bureau des partenariats numériques : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-digital-partnership-office.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-digital-partnership-office.pdf)
- Encadré 5.3. – Pays-Bas : Lien vers une affiche présentant la valeur ajoutée de l'écosystème en ligne de confiance pour les déclarations standard des entreprises : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/netherlands-trusted-online-ecosystems-poster.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/netherlands-trusted-online-ecosystems-poster.pdf)
- Encadré 5.4. – Australie : Lien vers un exposé sur l'assistant virtuel Alex : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-virtual-assistant-alex.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-virtual-assistant-alex.pdf)
- Encadré 5.4. – Costa Rica : Lien vers un exposé sur le robot conversationnel TRAVI et la messagerie en direct : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/costa-rica-travi-chatbot-and-online-chat.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/costa-rica-travi-chatbot-and-online-chat.pdf)
- Encadré 5.4. – Pérou : Lien vers un exposé sur l'assistant virtuel SOFIA : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/peru-virtual-assistant-sofia.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/peru-virtual-assistant-sofia.pdf)

- Encadré 5.4. – Russie : Lien vers un exposé sur l’assistant virtuel TAXIK : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/russia-virtual-assistant-taxik.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/russia-virtual-assistant-taxik.pdf)
- Encadré 5.4. – Espagne :
  - Lien vers l’assistant virtuel pour l’impôt sur le revenu des personnes physiques : <https://www2.agenciatributaria.gob.es/wpl/AVAC-CALC/InformadorRenta2020>
  - Lien vers l’assistant virtuel pour les informations personnelles : <https://www2.agenciatributaria.gob.es/wpl/AVAC-CALC/InformadorCensal>
- Encadré 5.5. – Russie : Lien vers un exposé présentant le régime fiscal spécial de l’« impôt sur le revenu professionnel » : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/russia-special-tax-regime-professional-income-tax.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/russia-special-tax-regime-professional-income-tax.pdf)
- Encadré 5.6. – Russie : Lien vers un exposé présentant le nouveau régime de discipline du « suivi fiscal » : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/russia-tax-monitoring.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/russia-tax-monitoring.pdf)
- Encadré 5.6. – Singapour : Lien vers un graphique illustrant l’utilisation d’une API permettant le dépôt intégré des déclarations fiscales : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/singapore-collaboration-with-software-providers.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/singapore-collaboration-with-software-providers.pdf)
- Encadré 5.7. – Australie : Lien vers une illustration sur l’orientation stratégique de l’administration fiscale australienne en matière d’API : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-strategic-direction-for-apis.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-strategic-direction-for-apis.pdf)
- Encadré 5.9. – Singapour :
  - Lien vers un graphique illustrant comment l’identité numérique nationale et la collaboration avec l’administration publique et des partenaires privés ont permis d’offrir des services intégrés et personnalisés aux contribuables : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/singapore-national-digital-identity-individuals.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/singapore-national-digital-identity-individuals.pdf)
  - Lien vers un graphique expliquant comment l’identité numérique et les API facilitent l’intégration des impôts dans les systèmes naturels des entreprises : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/singapore-national-digital-identity-businesses.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/singapore-national-digital-identity-businesses.pdf)
- Encadré 5.10. – Hongrie : Lien vers une vidéo sur l’emploi des approches comportementale pour promouvoir une méthode d’imposition simplifiée destinée au segment des petites et moyennes entreprises : [https://youtu.be/ZZg\\_w0T-SKw](https://youtu.be/ZZg_w0T-SKw)



## *Chapitre 6*

### **Gestion des vérifications et de la discipline fiscale**

*Évaluer l'exactitude et l'exhaustivité des informations déclarées par le contribuable est l'une des principales fonctions des administrations fiscales et elle est capitale pour favoriser le respect volontaire des obligations fiscales. Ce chapitre examine de plus près les activités des administrations fiscales dans ce domaine, et notamment leur gestion de la discipline fiscale. Il analyse aussi brièvement le basculement des activités de vérification des administrations vers un environnement virtuel, notamment durant la pandémie de COVID-19.*

## Introduction

La fonction de contrôle, de vérification et d'enquête évalue l'exactitude et l'exhaustivité des informations déclarées par le contribuable. Elle mobilise en moyenne trente pour cent des effectifs de l'administration fiscale et consiste à vérifier que les obligations fiscales ont été respectées. Bien que les vérifications fiscales sur place ou sur pièces restent prépondérantes, le recours aux contrôles, validations et croisements automatisés des informations des contribuables est de plus en plus fréquent. L'exécution et la visibilité de ces mesures et des autres activités liées à la discipline fiscale sont essentielles pour favoriser le respect volontaire des obligations fiscales, notamment grâce à leurs effets sur la perception de l'équité du système fiscal.

Dans ce contexte, ce chapitre examine :

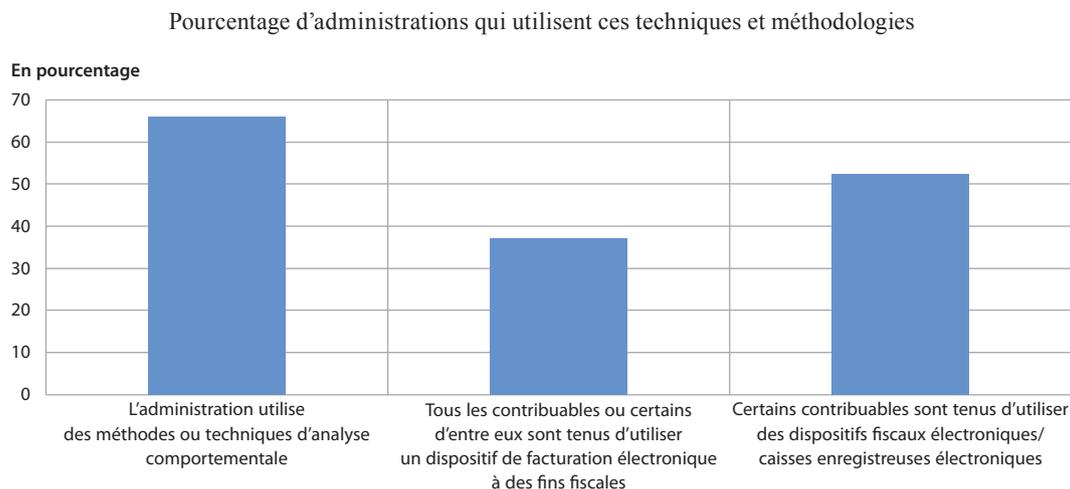
- comment les administrations fiscales gèrent les risques d'indiscipline fiscale, notamment l'utilisation d'ensembles de données à la fois vastes et intégrés
- le champ d'application et les résultats des activités liées à la discipline fiscale menées par les administrations fiscales
- les travaux sur la fiscalité et la délinquance.

Il analyse aussi brièvement les progrès des administrations fiscales pour basculer leurs vérifications vers un environnement virtuel, qui se sont intensifiés durant la pandémie de COVID-19.

## La gestion des risques d'indiscipline fiscale

Le rapport de l'OCDE *The Changing Tax Compliance Environment and the Role of Audit* (OCDE, 2017<sup>[1]</sup>) analyse les changements successifs intervenus au sein des administrations fiscales qui, pris dans leur ensemble, ont changé la nature de l'environnement dans lequel s'inscrit le respect des obligations, et ont ainsi facilité et amélioré la gestion de la discipline fiscale.

Graphique 6.1. **Utilisation de techniques et méthodologies pour améliorer la discipline fiscale, 2019**



StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934301702>

Source : Tableau A.48 Techniques et méthodologies pour améliorer la discipline fiscale.

Ces évolutions reposent en grande partie sur l'amélioration considérable de la disponibilité des données, qui permet de mieux cibler les risques, sur l'analyse des tendances à venir et l'automatisation accrue des vérifications du respect des obligations fiscales. Avec la montée en puissance du numérique, les données fiscales des contribuables et de tiers seront encore plus facilement accessibles (données de facturation électronique, des caisses enregistreuses en ligne et informations sur les états financiers). Elles doivent être traitées et gérées par les administrations fiscales, dont bon nombre utilisent à cet effet des techniques de science des données et des outils analytiques. Cette analyse sophistiquée s'accompagne d'une étude comportementale afin d'obtenir une vision plus complète des risques de non-respect des obligations. Le graphique 6.1 ci-après indique le pourcentage d'administrations fiscales qui utilisent ce type d'approches.

### Encadré 6.1. Exemples nationaux : exploration de données

#### Canada : Projet d'exploration de données

L'Agence du revenu du Canada (ARC) emploie des techniques d'apprentissage automatique pour faciliter l'exploration et la compréhension des données dans les circonstances où il existe des quantités considérables de données et peu ou pas de connaissance préalable des bases de données ou systèmes. Même dans les cas où une documentation satisfaisante et des métadonnées sont disponibles, la connaissance approfondie d'une base de données peut nécessiter plusieurs années d'apprentissage. Pour faciliter la compréhension des activités, des approches d'exploration des données ont été mises au point afin mettre en évidence la manière dont les variables sont corrélées au sein des bases de données. En exploitant des ensembles de données considérables contenant un très grand nombre de variables, ces approches donnent des résultats simples, que les analystes peuvent comprendre et utiliser facilement. En plus de mettre au jour des tendances et connaissances inexplorées, ces techniques ont été employées dans différents domaines au sein de l'ARC pour accélérer la phase d'exploration des données, par un rapide aperçu préliminaire et en permettant de mieux cibler les domaines d'intérêt à des fins d'analyse ultérieure.

#### France : Projet de « Lac de données »

La stratégie numérique de l'administration fiscale française (Direction générale des finances publiques – DGFIP) repose sur son « Lac de données », une infrastructure Big Data (mégadonnées) spécialement conçue pour faire face au traitement d'une quantité impressionnante de données, quelle que soit leur provenance. Cette fonction est assurée de manière sécurisée et fiable et accorde une attention particulière à l'utilisation et au stockage des données à caractère personnel.

Il s'agit également d'un outil d'expérimentation pour les scientifiques de données afin de mettre au point des séquences d'opérations compatibles avec la DGFIP afin d'examiner et d'évaluer la viabilité d'un projet d'IA et d'étudier et de mener à bien des projets d'automatisation. L'objectif de la DGFIP est de garantir que son lac de données va dans le sens d'une vision élargie des projets d'IA, compatibles avec ses objectifs en matière d'automatisation, de contrôle, d'éthique et de protection des données.

Lors de sa première utilisation, cette infrastructure a effectivement divisé par vingt la durée requise pour effectuer l'un des agrégats statistiques nécessaires à la gestion annuelle des impôts. Cet aspect était essentiel, car les demandes d'agrégats statistiques n'étaient pas entièrement satisfaites en raison de la quantité de données impliquées dans le processus.

Depuis lors, les données de plusieurs applications ont alimenté le lac de données et ont ainsi constitué une base solide pour les projets d'IA utilisant des données précédemment

### Encadré 6.1. Exemples nationaux : exploration de données (suite)

stockées dans différents segments du système informatique, ce qui a suscité une réflexion plus approfondie sur la gouvernance des données.

Voir à l'annexe 6.A les liens vers les documents de référence.

#### Singapour : Plateforme de données unifiée

Dans le cadre de ses efforts en faveur d'une approche centrée sur les données, l'Inland Revenue Authority of Singapore (ou IRAS) a mis en œuvre une Plateforme de données unifiée (« PDU ») afin de regrouper les données de différentes sources au sein d'un référentiel de données unique, à la fois flexible et évolutif. Cette plateforme permet un échange plus rapide des données entre les systèmes et l'utilisation de données actualisées pour la prise de décisions, ce qui est particulièrement utile dans la mesure où les processus et interactions numériques avec les contribuables se font de plus en plus en temps quasi réel. La technologie de base de la PDU prend en charge le stockage et le traitement de formats de données plus vastes et plus complexes. Ce système améliore considérablement les capacités de l'IRAS à traiter une grande variété de données, en plus des données structurées.

La capacité de la PDU à gérer des formats de données plus complexes a ouvert de nouvelles perspectives pour l'IRAS en matière d'exploitation de données. Ainsi, l'outil de recommandation de courriers électroniques, conçu à partir d'une fonction de recherche textuelle, permet aux agents de récupérer des réponses antérieures pertinentes pouvant servir de références afin de répondre plus rapidement aux demandes envoyées par courrier électronique. Des techniques avancées d'apprentissage automatique et de traitement du langage naturel sont employées afin de renforcer la pertinence des résultats de la recherche, mais aussi d'améliorer sa précision dans le temps.

Grâce à la technologie de capture des changements de données (Change data capture – CDC), la PDU est en mesure d'ingérer beaucoup plus rapidement les données de systèmes sources. Cela a permis de résoudre un problème majeur du système analytique précédent, avec lequel un délai de plusieurs semaines pouvait être nécessaire à l'ingestion des données. Les données de plusieurs sources ayant été regroupées au sein d'une plateforme de données unique complétée par l'utilisation d'outils modernes de visualisation des données, l'IRAS est en mesure d'effectuer des analyses plus globales et en temps voulu à partir de données actualisées afin d'améliorer les connaissances et le processus décisionnel.

*Source* : Agence du revenu du Canada (2021), France – Direction Générale des Finances Publiques (2021) et Inland Revenue Authority of Singapore (IRAS) (2021).

### *Améliorer la disponibilité des données*

Face au nombre croissant de données stocké par voie électronique et au recours à de nouveaux processus et techniques pour faciliter le transfert, le stockage et l'intégration des données, la quantité de données dont disposent les administrations fiscales pour faire respecter les obligations a considérablement augmenté.

Les sources de données comprennent :

- **Les données provenant de terminaux** : Les données peuvent être collectées à partir de terminaux qui enregistrent les transactions comme les caisses enregistreuses en ligne et les ordinateurs de bord des taxis et poids lourds ainsi que les enregistrements des barrières et ponts-bascules.

- **Les données des banques, commerçants ou services de paiement intermédiaires et prestataires de services** : Elles permettent de vérifier directement les revenus ou actifs déclarés par le contribuable. Certains pays reçoivent déjà régulièrement les détails ou les totaux des transactions des contribuables.
- **Les données des fournisseurs** : La collecte de données auprès des fournisseurs, directement ou par l'intermédiaire du contribuable, permet de dresser un tableau plus complet des activités et revenus du contribuable. Cela est rendu possible grâce à l'utilisation accrue de systèmes de facturation électronique qui, ainsi que le souligne le chapitre 4, permettent à certaines administrations fiscales de préremplir les déclarations.
- **Les données des clients** : Cette démarche est plus facile dans les circonstances où le nombre de clients est limité et connu, mais des mécanismes pour stimuler la discipline fiscale des clients sont de plus en plus souvent utilisés, notamment pour la vérification des recettes en espèces. L'encadré 6.2 présente un autre exemple expliquant que les citoyens chiliens peuvent utiliser une application mobile de l'administration fiscale pour vérifier la validité de l'attestation de paiement de l'impôt sur les paquets de cigarettes et signaler toute anomalie.
- **Les données non structurées relatives au contribuable** : On observe sur Internet et sur les réseaux sociaux un nombre croissant de traces électroniques relatives à des activités et transactions d'entreprises. L'analyse des données non structurées dans les courriers électroniques permet également d'améliorer les temps de réponse et l'exactitude comme indiqué dans l'exemple de Singapour à l'encadré 6.1.
- **Les données d'autres organismes publics** : Les données détenues par d'autres organismes publics, notamment pour l'octroi de permis, à des fins réglementaires ou de sécurité sociale peuvent être utiles pour vérifier les déclarations fiscales ou évaluer les risques. C'est ainsi que l'administration fiscale du Costa Rica utilise les informations des plans cadastraux locaux, le registre des propriétés immobilières et les photographies aériennes disponibles sur Internet pour repérer les biens immobiliers qui, en raison de leur usage et de leur valeur, sont assujettis à un impôt spécial (voir l'encadré 6.2).
- **Les données des partenaires internationaux** : Les nouveaux échanges internationaux de données, entamés dans le cadre de la Norme commune de déclaration (NCD) et des déclarations pays par pays, augmentent considérablement la quantité de données disponibles sur les activités internationales, procurent des informations utiles pour les processus de sélection des dossiers et de vérification et, dans certains cas, pour préremplir les déclarations.

#### Encadré 6.2. Exemples nationaux : Utiliser la disponibilité accrue de données

##### **Canada : Analyse de données, apprentissage automatique et traitement du langage naturel pour les services d'assurance et de conseil**

À mesure que les outils d'analyse de données se perfectionnent, les organisations exigent davantage de données actualisées, pertinentes et globales pour éclairer le processus décisionnel stratégique et fondé sur des faits. Soucieuse de répondre à l'évolution de ces besoins, l'ARC utilise des outils innovants pour changer sa manière d'analyser les données avec efficacité et efficience afin de fournir des services d'assurance et de conseil fondés sur des données probantes.

### Encadré 6.2. Exemples nationaux : Utiliser la disponibilité accrue de données (suite)

L'exploitation de techniques d'intelligence artificielle (IA), telles que l'apprentissage automatique (ML) et le traitement du langage naturel (NLP) pour réduire le temps d'analyse et augmenter la capacité à comprendre un grand nombre d'informations, permet à l'ARC d'étendre la portée et l'importance de ses missions de vérification et d'évaluation internes. C'est ainsi qu'en 2021, des modèles d'apprentissage automatique ont été utilisés pour analyser une population complète et non pas un échantillon aléatoire afin d'identifier les risques potentiels de fraude interne, ce qui a permis aux hauts responsables de prendre des décisions plus éclairées sur la manière de réduire les risques de fraude. Le NLP a permis d'analyser de nombreux types de documents afin de dégager des thèmes, des perceptions résumées et des diagrammes de réseau, et de permettre ainsi à l'ARC d'analyser en détail un plus grand nombre d'éléments d'information, et de laisser aux employés davantage de temps pour interpréter les résultats. Ces techniques d'IA sont appliquées à toutes les étapes de la vérification interne, de l'évaluation et des processus de gestion des risques et l'ARC encourage leur développement et leur utilisation au sein de l'organisation afin de promouvoir l'innovation.

L'ARC a pu constater comment ces outils peuvent être utilisés à plus grande échelle au sein de l'organisation et démontre comment leur compréhension et leur application peuvent apporter une valeur ajoutée en faisant gagner du temps aux employés et en contribuant à prendre de meilleures décisions.

#### **Chili : Système de traçabilité des cigarettes**

Depuis le mois de mars 2019, les paquets de cigarettes vendus au Chili doivent posséder un système de marquage qui permet de distinguer les produits contrefaits des produits authentiques. Ce dispositif permet de suivre en ligne la production nationale de cigarettes par marque et variété (SKU), le montant des pertes ainsi que le paiement des taxes spécifiques dues à ce secteur. Il a été mis en œuvre en partenariat avec les opérateurs du marché. Durant l'année 2019, 487 044 855 paquets ont été marqués pour le marché intérieur et 10 800 000 pour l'exportation, tandis qu'entre janvier et décembre 2020, la proportion a été de 514 639 534 paquets pour le marché intérieur et 20 412 000 pour l'exportation.

Pour favoriser la discipline fiscale, un outil portable permet de vérifier le marquage des produits et de valider l'encre utilisée et les caractéristiques du produit. Il permet également l'enregistrement centralisé des résultats obtenus à la suite des inspections sur place.

Par ailleurs, l'administration fiscale a également activé une application mobile appelée e-Verifica, qui permet à la population de vérifier la validité d'un paquet. Plus précisément, l'application lit le code, vérifie sa validité et affiche les informations sur le produit. Ce même dispositif permet à l'utilisateur de signaler toute anomalie, en indiquant des informations relatives au lieu d'achat, au motif de l'anomalie, etc.

L'ensemble de ces éléments permet à l'administration fiscale chilienne d'accéder à des informations actualisées, et ainsi de se concentrer plus efficacement sur la discipline fiscale.

Voir à l'annexe 6.A les liens vers les documents de référence.

#### **Costa Rica : Utilisation d'un système d'information géographique pour repérer les biens immobiliers assujettis à l'impôt**

L'administration fiscale centrale du Costa Rica a fait en sorte d'améliorer ses connaissances sur l'emplacement géographique des biens immobiliers de sept communes du pays pour s'assurer qu'ils sont dûment imposés. Cette mesure était nécessaire en raison d'incohérences entre l'adresse des propriétaires et les plaques d'identification des biens immobiliers (numéro d'identification de la propriété ou du bien) qui entravaient la bonne gestion fiscale.

### Encadré 6.2. Exemples nationaux : Utiliser la disponibilité accrue de données (suite)

Un système d'information géographique fiscale centralisé a été créé à partir des plans cadastraux locaux, des registres des municipalités, de photographies aériennes et de données conservées par l'administration fiscale et le registre des propriétés immobilières du Costa Rica. Ce système a permis de repérer les propriétaires de biens qui n'avaient pas respecté leurs obligations fiscales.

Après avoir détecté, repéré et identifié les propriétaires de biens immobiliers non respectueux des obligations fiscales, un processus de contrôle fiscal a été entamé, en laissant aux contribuables la possibilité de corriger spontanément une omission.

Ces mesures ont donné les résultats suivants :

- détection de 75 % de contribuables supplémentaires qui étaient auparavant non déclarés (non enregistrés au cadastre comme ayant acquitté les impôts sur la propriété)
- hausse de 5 % des nouveaux déclarants
- économies de temps et d'argent consacrés aux contrôles sur place
- création d'une ressource qui peut être utile aux autres actions de discipline fiscale.

Voir à l'annexe 6.A les liens vers les documents de référence.

#### **Hongrie : Traçabilité des chaînes de facturation**

L'adoption de la déclaration en ligne obligatoire des données de facturation en Hongrie permet à l'Administration hongroise des impôts et des douanes d'accéder en temps réel à une quantité considérable de données. Il s'agit également d'une réelle avancée dans la détection des personnes qui se cachent derrière des chaînes de facturation frauduleuses, ce qui permet à l'administration de prendre des mesures plus ciblées et plus rapides à l'encontre de ceux qui fraudent délibérément. Cette mesure permet également d'établir une distinction claire entre les contribuables qui se livrent à des activités frauduleuses et ceux qui respectent les obligations fiscales.

#### ***Calendrier de la déclaration obligatoire des données de facturation***

1<sup>er</sup> juillet 2018 – Introduction de la déclaration obligatoire des données de facturation pour les transactions conclues entre des contribuables nationaux dont le montant de TVA est supérieur ou égal à 100 000 HUF.

1<sup>er</sup> juillet 2020 – La déclaration des factures de transactions conclues entre des contribuables nationaux est obligatoire quel que soit le montant de la TVA.

1<sup>er</sup> janvier 2021 – Toutes les factures doivent être déclarées si le lieu de fourniture des services est situé en Hongrie, y compris lorsque l'acquéreur est une personne physique.

#### ***Analyse des risques à partir des données de facturation en ligne***

Le système compare les données des factures fournisseurs avec celles des déclarations de TVA, repère les anomalies et croise les données pour faire apparaître les chaînes de facturation sur un outil de visualisation en réseau.

Les données générées sont utilisées pour analyser les risques, permettent de les cerner rapidement en fonction des profils et de cibler plus précisément les vérifications préalables aux affectations. Un profil de risque peut être, par exemple, l'émetteur d'une facture qui fait l'objet d'une procédure de recouvrement de l'impôt alors que le délai de paiement n'est pas encore échu.

## Encadré 6.2. Exemples nationaux : Utiliser la disponibilité accrue de données (suite)

### Résultats

Durant l'année d'adoption de la déclaration obligatoire des données de facturation en ligne (2018), le solde de paiement de la TVA a atteint 3928.7 milliards HUF, soit une hausse de 11.44% par rapport à l'année précédente, qui s'est confirmée par une hausse supplémentaire de 15.35% en 2019. En 2020, l'indicateur a affiché un repli de 9.65% en raison de la pandémie.

Voir à l'annexe 6.A les liens vers les documents de référence.

### Pérou : Commerce en ligne

Au Pérou, la croissance soutenue du commerce en ligne s'est accélérée depuis le deuxième trimestre de 2020 dans le contexte de la pandémie, et a entraîné la création de nouvelles activités de vente de biens et de services par l'intermédiaire de plateformes en ligne. Cependant, le risque d'activité non déclarée s'est également accru, ce qui a donné lieu à une concurrence déloyale et une diminution des recettes fiscales.

Dans ce contexte, cette initiative visait à favoriser le respect volontaire des obligations par les citoyens et à les inciter à formaliser leur activité. La SUNAT a utilisé à cet effet une technique d'extraction du contenu de sites web qui, par le biais d'algorithmes de programmation, a permis d'obtenir des informations issues de diverses sources, notamment des réseaux sociaux et des sites internet de commerce en ligne. Les biens et services ont ensuite été classés par catégorie à l'aide d'une technique d'exploration de texte. Après avoir repéré les vendeurs non respectueux des obligations sur les plateformes en ligne, des informations leur ont été communiquées sur les obligations fiscales.

Cette initiative a permis de détecter en un an 14 562 nouveaux vendeurs utilisant des plateformes en ligne. Ce résultat est meilleur que ceux obtenus par le biais d'autres mesures et il est démontré qu'il a eu une incidence sur la baisse des coûts supportés par la SUNAT, qui sont passés de 19 à 0.12 soles par citoyen détecté.

Voir à l'annexe 6.A les liens vers les documents de référence.

### Russie : Système analytique « comptes financiers (NCD) »

Après leur réception, les données issues de la Norme commune de déclaration (NCD) communiquées par les pairs sont chargées dans un lac de données qui comprend également des ensembles de données issus d'autres bases de données internes. Le système utilise ensuite 16 algorithmes prédéfinis pour relier les informations issues de la NCD à d'autres systèmes et pour s'assurer qu'il n'y a pas d'erreurs. Les algorithmes sont très affinés ; en conséquence, sauf concordance simultanée entre deux éléments de données, les données sont transmises à un opérateur pour une vérification semi-manuelle. À ce stade, l'opérateur est assisté par le système pour indiquer où se situe l'erreur et quelle peut être la meilleure solution. Les résultats de ce processus sont copiés par le système pour de nouvelles opérations de vérification.

Une fois les données appariées avec succès, elles sont transférées vers un autre lac de données contenant des informations internes complémentaires pour établir un profil de risque. Ces opérations ont pour but de définir si le contribuable apparié détient des revenus non déclarés provenant de sources extérieures à la Russie, s'il est le propriétaire d'une entreprise étrangère ou s'il détient des actifs qui peuvent être utilisés pour payer les arriérés d'impôts. Les algorithmes sont en grande partie prédéfinis, mais en cas de vérification par les agents des administrations fiscales territoriales des risques qui en résultent, le système en tient compte.

### Encadré 6.2. Exemples nationaux : Utiliser la disponibilité accrue de données (suite)

Lorsque les deux processus d'appariement sont achevés, les résultats sont communiqués aux fonctionnaires des impôts chargés de faire respecter les obligations fiscales au contribuable visé pour approfondir l'enquête et pour commentaires.

À ce jour, le système parvient à apparier 83 % des données.

Voir à l'annexe 6.A les liens vers les documents de référence.

*Source* : Agence du revenu du Canada (2021), Chili – Servicio de Impuestos Internos (2021), Costa Rica – Dirección des impôts (2021), Hongrie – Administration nationale des impôts et des douanes (2021), Pérou – Superintendencia Nacional de Administración Tributaria (2021) et Service fédéral des impôts de la Russie (2021).

L'accès à de vastes ensembles de données s'accompagne cependant de quelques risques nouveaux. Il est notamment de plus en plus probable que des données intéressantes pour l'administration fiscale d'une juridiction soient détenues sur le territoire d'une autre juridiction. Dans ces circonstances, il est parfois difficile de se procurer automatiquement les données, dès lors que ceux qui les détiennent sont situés dans une autre juridiction. Cela complique parfois l'évaluation des risques, ainsi que le préremplissage des déclarations ou l'élaboration de processus mettant la discipline fiscale au cœur du système.

Prenons, par exemple, la croissance de l'économie du partage et à la demande que facilitent les plateformes en ligne dont le fonctionnement dépasse les frontières. Ce risque peut croître parallèlement au développement de l'économie en ligne, en particulier s'il va de pair avec le remplacement de l'emploi salarié (et de la déclaration des revenus par les employeurs) par le travail indépendant. Le rapport de l'OCDE *The Sharing and Gig Economy : Effective Taxation of Platform Sellers* (OCDE, 2019<sup>[2]</sup>) se penche sur cette question. Il examine un certain nombre de stratégies adoptées actuellement par les administrations fiscales ainsi que leurs limites et recommande de définir un cadre normalisé de déclaration pour faciliter à l'avenir les éventuels échanges automatiques de renseignements entre les administrations fiscales. Il s'est également concrétisé par l'élaboration des documents suivants :

- Un ensemble de règles types qui, une fois transposées dans le droit, imposent aux plateformes numériques de recueillir des informations sur les revenus perçus par ceux qui utilisent ces plateformes pour proposer des services personnels, d'hébergement et de transport, et de communiquer ces informations aux administrations fiscales (OCDE, 2020<sup>[3]</sup>).
- Un code de conduite pour faciliter l'adoption d'une approche standard de la coopération entre les administrations et les plateformes en vue de fournir des informations aux vendeurs en ligne et de leur procurer un soutien pour les aider à se conformer à leurs obligations fiscales tout en minimisant la charge liée à la discipline fiscale (OCDE, 2020<sup>[4]</sup>).

Un autre risque relevé a trait aux actifs financiers numériques comme les cryptomonnaies. Il peut être très difficile de retrouver les propriétaires d'actifs numériques même s'ils ont un lien avec la création d'un portefeuille numérique spécifique (sensiblement similaire à un compte en banque). Retrouver les personnes ou les entités qui se cachent derrière certaines adresses de portefeuilles numériques est difficile, voire impossible et mobilise des ressources importantes.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un risque en tant que tel, il convient de noter que les règles de protection des données pourraient limiter les circonstances dans lesquelles il est possible de conserver, traiter ou partager des données.

### *Ciblage plus précis des risques*

#### *Science des données*

Ces dernières années, l'application de l'analyse avancée à la gestion des risques s'est beaucoup développée. Le rapport de l'OCDE *Advanced Analytics for Tax Administration : Putting data to work* (OCDE, 2016<sub>[5]</sub>) donne des orientations pratiques sur la manière dont les administrations fiscales peuvent utiliser l'analyse pour favoriser la discipline fiscale et la prestation de services publics.

Actuellement, 49 administrations fiscales déclarent utiliser la science des données/des outils analytiques et beaucoup d'autres se préparent à les utiliser à l'avenir. De même, la plupart des administrations couvertes par cette publication ont déjà adopté l'intelligence artificielle, notamment l'apprentissage automatique, ou sont en train de le faire (voir le tableau 6.1).

Tableau 6.1. **Recours à la science des données, 2019**  
Pourcentage d'administrations

| État d'avancement de la mise en œuvre et de l'utilisation   | Science des données/ analytique | Intelligence artificielle, y compris apprentissage automatique | Automatisation robotisée des processus |
|---|---------------------------------|--|--|
| La technologie est mise en œuvre et utilisée  | 84 %                            | 38 %   | 27 %                                   |
| La technologie est en phase de mise en œuvre pour une utilisation future                            | 14 %                            | 34 %   | 14 %                                   |
| La technologie n'est pas utilisée, y compris dans les situations où la mise en œuvre n'a pas débuté | 2 %                             | 28 %   | 59 %                                   |

Source : Tableaux A.50 Technologies innovantes : mise en œuvre et utilisation (partie 1) et A.51 Technologies innovantes : mise en œuvre et utilisation (partie 2).

Le recours à des techniques analytiques de plus en plus sophistiquées pour développer les ensembles de données permet une gestion plus ciblée des risques et un choix de mesures d'intervention, y compris par des processus automatisés. L'encadré 6.3 présente quelques exemples.

#### **Encadré 6.3. Exemples nationaux : Utilisation de l'analyse pour mieux cibler les risques**

##### **Australie : Analyse automatisée des relevés bancaires**

Bon nombre de vérifications fiscales et la plupart des enquêtes nécessitent un examen fastidieux des relevés bancaires.

L'Australian Taxation Office (ATO) a automatisé ce processus en utilisant des modèles à base de tableurs spécialement conçus à cet effet (les Modèles), qui ont permis de :

- multiplier au moins par dix la vitesse d'analyse des relevés bancaires (gain de temps de 90 %)
- renforcer les capacités de réaction en temps réel aux infractions en cours/actuelles
- mieux comprendre de vastes ensembles de données.

### Encadré 6.3. Exemples nationaux : Utilisation de l'analyse pour mieux cibler les risques (suite)

Ces modèles ont été élaborés au sein de l'administration sans coût supplémentaire et ils illustrent la détermination de l'organisation à réaliser des gains d'efficacité à partir des ressources existantes.

#### *Comment fonctionnent-ils ?*

Les données des relevés bancaires compatibles avec le tableur sont copiées dans les Modèles, qui appliquent des formules pour « lire » la rubrique descriptive de chaque transaction du relevé. Le jargon bancaire est ignoré et les transactions sont classées en quelques secondes, en tenant compte des expressions ou termes restants (par exemple, si la description du relevé indique « Virement bancaire en ligne 1010 Prêt Jane Smith », le Modèle classera l'opération comme « Prêt Jane Smith ».

Les Modèles :

- proposent les transactions potentielles avec des parties liées
- génèrent automatiquement divers rapports de type tableaux de bord à partir des données
- apprennent facilement à lire les nouveaux relevés bancaires
- intègrent aisément les nouvelles données à leur réception.

Voir à l'annexe 6.A les liens vers les documents de référence.

#### **Belgique : Analyse des réseaux de transactions (TNA)**

L'analyse des réseaux de transactions (TNA) est un nouveau système mis en place au niveau européen qui permet aux États membres d'échanger rapidement et de traiter conjointement les données de TVA. Il facilite la détection plus précoce des réseaux suspects pour lutter contre la fraude en matière de TVA.

Cet outil s'inspire de l'approche adoptée depuis 2002 par l'Inspection spéciale des impôts (ISI) du Service Public Fédéral (SPF) belge qui a été chargée de développer la TNA et dirige actuellement le groupe d'experts. Cet outil est à la disposition des unités antifraude dans tous les États membres dans le cadre du réseau désormais connu sous le nom d'Eurofisc.

La TNA est un outil d'extraction de données pour l'échange d'informations et le traitement de données en commun, destiné aux agents d'Eurofisc qui utilisent le VIES (système d'échange d'informations sur la TVA) et les données d'Eurofisc pour constituer des réseaux autour d'opérateurs considérés comme à risque. Après leur création, les réseaux sont classés par priorité en fonction des règles adoptées par les États membres. La TNA permet aux fonctionnaires de liaison Eurofisc de communiquer, de manière efficace, leurs observations sur les alertes reçues. Elle complète les méthodes et outils nationaux d'analyse des risques, mais ne les remplace pas.

Le système de TNA comprend deux parties : l'application TNA de base et les règles et algorithmes spécialisés qui sont appliqués aux données.

Les principales fonctionnalités de la TNA permettent :

- d'automatiser la collecte d'informations ciblées via le VIES
- de visualiser les réseaux suspects sans intervention manuelle
- de renforcer la capacité des États membres à émettre des alertes précoces et à communiquer leurs observations
- d'améliorer la qualité, la fiabilité et la sécurité des renseignements échangés.

### Encadré 6.3. Exemples nationaux : Utilisation de l'analyse pour mieux cibler les risques *(suite)*

La TNA a été mise à la disposition d'Eurofisc pour être utilisée en production en avril 2019. Aujourd'hui, tous les États membres participent activement à la TNA, la gestion du système étant confiée à une équipe d'experts des administrations fiscales.

#### **Brésil : Le loup dans la bergerie – L'intelligence artificielle pour repérer les fraudes éventuelles**

Les habitants d'un même quartier ont généralement des revenus, actifs et dépenses similaires. Grâce à la géolocalisation et l'intelligence artificielle, l'administration fiscale brésilienne est en mesure de repérer « le loup dans la bergerie ». L'expression désigne les contribuables d'un quartier qui ont des revenus, actifs ou dépenses supérieurs à la normale du quartier, ce qui indique une probabilité élevée de fraude.

#### **Chili : Modèle prédictif des contribuables fraudeurs**

Le Servicio de Impuestos Internos (SII) a repéré l'existence de personnes ou d'entreprises qui émettent des factures frauduleuses simulant des transactions réelles et les remettent à leurs clients, qui les utilisent pour réduire leur taxe sur la valeur ajoutée (TVA) exigible.

À l'aide d'outils technologiques et grâce au savoir-faire de ses fonctionnaires, le SII a pu élaborer des modèles mathématiques qui

- permettent de repérer les contribuables utilisant des documents électroniques frauduleux
- vérifient que les contribuables qui reçoivent des documents fiscaux frauduleux ne peuvent pas utiliser le crédit d'impôt
- exercent tous les pouvoirs de l'administration fiscale pour piéger ceux qui facilitent la fraude.

À l'aide d'un logiciel spécialisé qui permet d'accéder à diverses sources d'information, le SII a employé plusieurs techniques telles que l'exploration de données, les données massives et le regroupement de données pour dresser les contours du cycle de vie d'un contribuable afin de définir un groupe spécial classé comme « émetteurs agressifs » et il utilise également les faux positifs pour corriger les modèles et les schémas de comportement.

Le SII a ainsi pu traiter en temps voulu les actes de fraude fiscale, en les empêchant de nuire à son image et de saper la confiance des contribuables dans le système fiscal.

#### **Chine (République populaire de) : Méthodes de contrôle innovantes**

À partir de données fiscales massives, l'administration d'État des impôts chinoise (STA) a créé un système dynamique de gestion du crédit et des risques, qui émet des alertes différenciées selon les contribuables afin d'encourager la discipline fiscale volontaire. En outre, à l'aide de cette nouvelle technologie sophistiquée, les autorités administratives peuvent repérer les contribuables à risque élevé, ce qui leur permet de s'attaquer à la fraude et à l'évasion fiscales. Les contribuables qui respectent volontairement leurs obligations constatent donc l'équité et la justice du système fiscal.

Cette approche a ainsi permis de créer un nouveau système pour gérer la facturation de la TVA qui s'inspire du précédent, mais intègre désormais tous les éléments d'information d'une facture. Il est employé pour éviter les fausses factures, améliorer les services pour les contribuables et éclairer la prise de décisions. En 2020, ce système a permis à l'administration fiscale chinoise de suivre en temps réel les risques de facturation et de réagir avec rapidité et précision à la fraude à la TVA ; plus de 94 % des risques ont pu être correctement identifiés. De

### Encadré 6.3. Exemples nationaux : Utilisation de l'analyse pour mieux cibler les risques (suite)

plus, pour renforcer la surveillance et la réglementation des crédits d'impôt, les données relatives aux risques de crédit sont associées à des algorithmes sophistiqués afin de permettre un suivi dynamique des notes de solvabilité du contribuable. Le modèle actualise ces notes en temps réel afin de générer un profil de risque de crédit global des contribuables. L'administration fiscale chinoise applique les dispositions les plus strictes des lois et réglementations en vigueur à ceux dont la note de solvabilité est basse, tandis qu'une procédure accélérée comportant moins de formalités et un traitement plus rapide est appliquée aux notes élevées.

#### **Nouvelle-Zélande : Données et outils d'analyse intégrés dans le nouveau système START**

Les données et l'analyse aident l'Inland Revenue Department de la Nouvelle-Zélande à améliorer ses services, à agir précocement pour permettre aux contribuables de payer et recevoir les montants adéquats, à cibler plus efficacement ses activités et à prendre des décisions plus éclairées.

Au sein du nouveau système technologique de l'administration fiscale néo-zélandaise START (*Simplified Tax and Revenue Technology* – technologie simplifiée de l'administration fiscale), l'outil de gestion des éléments de preuve examine les déclarations reçues ainsi que les autres informations détenues afin de « détecter » les erreurs et problèmes qui nécessitent une intervention. L'outil de gestion de l'intégrité START interrompt l'émission des impôts dus et des remboursements de trop-perçu si, selon les indicateurs intégrés dans le système, la probabilité de fraude ou d'erreur est élevée.

L'administration fiscale néo-zélandaise a également mis en œuvre une plateforme de données et de renseignements qui complète les fonctionnalités analytiques de START. Elle rassemble de multiples ensembles de données, issus de l'administration fiscale et de tierces parties afin d'établir des modèles, mieux connaître les clients et classer par ordre de priorité les domaines où ils peuvent avoir besoin d'aide ou de conseils.

Les fonctionnalités de bout en bout qui renforceront la valeur ajoutée de ces outils sont encore à l'étude. L'administration fiscale néo-zélandaise a cependant enregistré des progrès importants dans l'intégration de ces outils et systèmes pour tester les interventions et développer les connaissances.

C'est ainsi que ces fonctionnalités ont facilité le processus d'émission automatique du calcul de l'impôt sur le revenu, en l'accéléralant et en limitant les contacts avec les clients. Ce processus a duré trois mois en 2019 contre deux mois en 2020.

#### **Pérou : Détection des anomalies dans les justificatifs de paiement électroniques**

Ces dernières années, l'administration fiscale péruvienne a encouragé l'utilisation généralisée des justificatifs de paiement électroniques et en 2020, 91 % des ventes déclarées par les contribuables utilisaient ce type de justificatif. Compte tenu des avancées significatives enregistrées et de la nécessité de démontrer que des volumes considérables d'informations générés sont intégrés avec succès dans la gestion des risques, l'utilisation de cette source d'information est extrêmement importante. Une stratégie préventive permettant de contrôler l'émission des justificatifs de paiement électroniques a donc été mise en œuvre, et repère les anomalies dans le comportement des contribuables à travers une approche fondée sur les risques. Le suivi permanent de ces transactions permet à l'administration d'analyser les risques émergents et d'émettre des alertes précoces.

L'administration fiscale utilise l'apprentissage automatique pour détecter les transactions atypiques parmi ces ensembles de données, puis interprète et explique les prévisions aux décideurs. L'ensemble de ce processus s'inscrit dans un environnement de données massives en raison du volume considérable et de la rapidité de traitement des données.

### Encadré 6.3. Exemples nationaux : Utilisation de l'analyse pour mieux cibler les risques (suite)

Cette activité a permis non seulement de mettre au jour de nouveaux risques, mais aussi de diminuer de 21 % les heures de travail du personnel spécialisé, de prévenir les erreurs de traitement des informations et d'abaisser les coûts d'exploitation de 15 %.

Voir à l'annexe 6.A les liens vers les documents de référence.

*Source* : Australian Taxation Office (2021), Belgique – Service public fédéral Finances (2021), Brésil – Administration fiscale brésilienne (2021), Chili – Servicio de Impuestos Internos (2021), République populaire de Chine – Administration d'État des impôts (2021), Nouvelle-Zélande – Inland Revenue Department – Te Tari Taake (2021) et Pérou – Superintendencia Nacional de Administración Tributaria (2021).

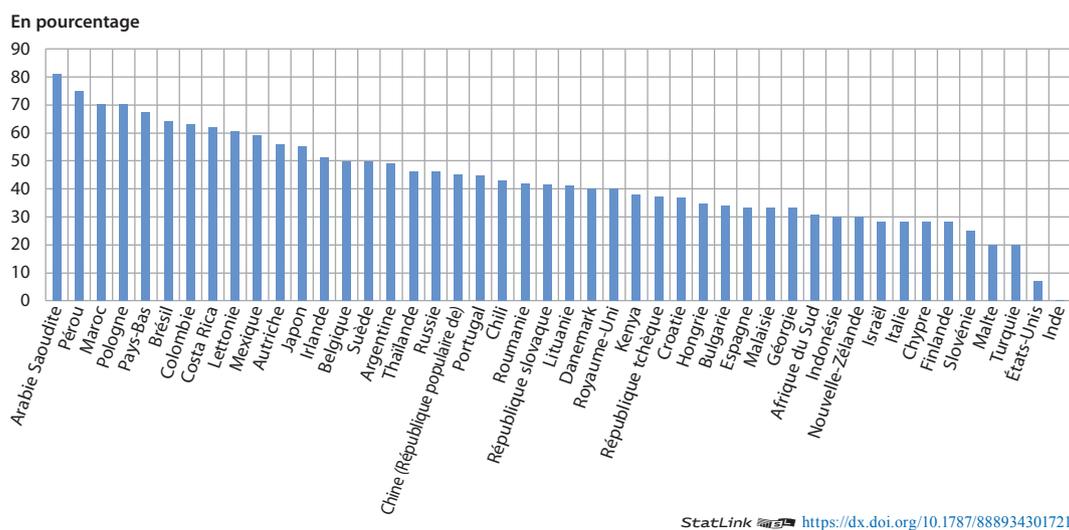
#### Programmes d'éducation des contribuables

Une autre approche de la gestion ciblée des risques consiste à créer des unités chargées d'examiner les dossiers fiscaux de certains segments de contribuables. Les deux domaines dans lesquels l'administration fiscale a jugé utile de gérer certains groupes de contribuables de manière segmentée sont les grandes entreprises et les contribuables fortunés. La concentration des ressources de l'administration sur la gestion de ces catégories s'explique par les raisons suivantes :

- **importance des risques d'indiscipline fiscale** : en raison de la nature et du type de transactions, des activités à l'étranger, des possibilités et stratégies visant à réduire les créances fiscales et, dans le cas des grandes entreprises, des différences entre les bénéfices comptables et les bénéfices calculés à des fins fiscales
- **complexité des transactions et de la fiscalité** : compte tenu, en particulier, de l'importance des intérêts en jeu et, dans le cas des contribuables fortunés, de la combinaison entre leurs affaires publiques et privées
- **intégrité du système fiscal** : importance de pouvoir donner aux parties prenantes des garanties sur les activités entreprises à l'égard de ces groupes de contribuables.

En outre, en ce qui concerne les gros contribuables, un petit nombre d'entre eux sont généralement redevables d'une part disproportionnée des recettes fiscales recouvrées. Selon les données collectées dans le cadre de l'enquête ISORA 2020, entre 30 % et 60 % des recettes totales nettes collectées par la plupart des juridictions, y compris les retenues à la source sur les revenus des employés, proviennent de contribuables concernés par les programmes dédiés aux gros contribuables (voir le graphique 6.2). En moyenne, 2 % environ des entreprises concernées par ces programmes représentent 43 % des recettes totales recouvrées (voir le tableau 6.2).

Graphique 6.2. Part des recettes fiscales gérées dans le cadre des services/programmes dédiés aux gros contribuables, 2019



Source : Tableau D.9 Ratios de segmentation : services/programmes dédiés aux gros contribuables.

Tableau 6.2. Importance des services/programmes dédiés aux gros contribuables, 2019

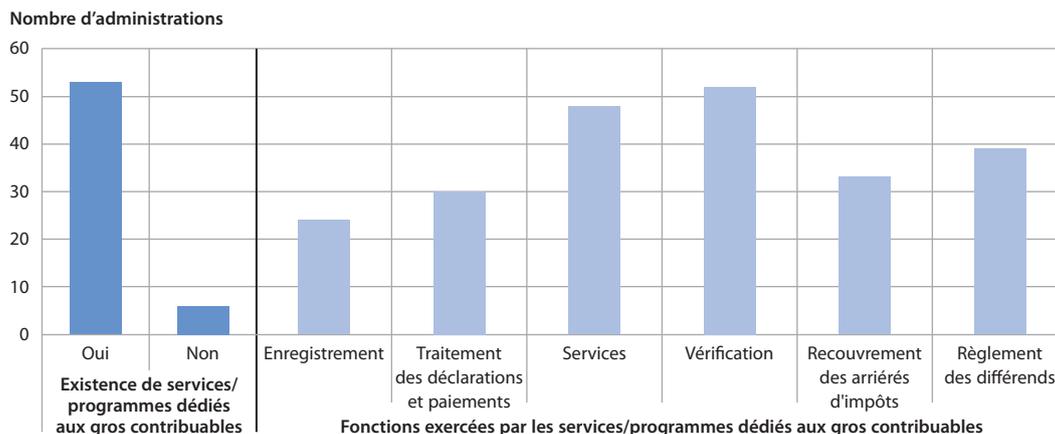
| ETP affectés aux dossiers des gros contribuables en pourcentage des ETP totaux | Entreprises contribuables gérées par des services/programmes dédiés aux gros contribuables en pourcentage des entreprises actives redevables de l'impôt sur les bénéfices des sociétés | Part des recettes nettes gérées par des services/programmes dédiés aux gros contribuables par rapport aux recettes nettes totales recouvrées par l'administration fiscale | ETP affectés aux contrôles, enquêtes et autres fonctions de vérification au sein des services/programmes dédiés aux gros contribuables en pourcentage des ETP totaux de ces services/programmes | Montant total des redressements établis par les services/programmes dédiés aux gros contribuables en pourcentage du montant total des redressements établis à la suite de vérifications |
|--|--|---|---|---|
| 4.1  | 1.7  | 42.7  | 65.8  | 33.9  |

Note : Le tableau présente les pourcentages moyens dans les juridictions qui ont été en mesure de communiquer les renseignements. Le ratio entre les « entreprises contribuables gérées par des services/programmes dédiés aux gros contribuables et les entreprises actives redevables de l'impôt sur les bénéfices des sociétés » exclut l'Arabie saoudite. En effet, cela provoquerait une distorsion de la moyenne générale, car les chiffres déclarés par l'Arabie saoudite concernant leurs services/programmes consacrés aux gros contribuables incluent également les payeurs de la zakat et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, ce qui aboutit à un taux supérieur à 100 %.

Source : Tableau D.9 Ratios de segmentation : services/programmes dédiés aux gros contribuables.

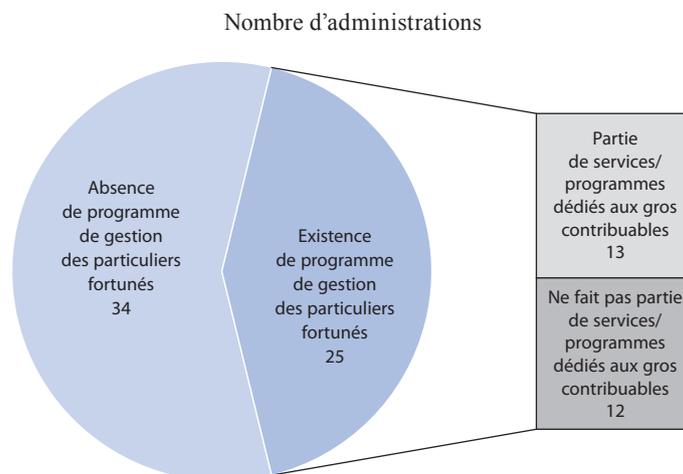
Si la gestion de ces groupes de contribuables est souvent prise en charge dans le cadre d'un programme, bon nombre de juridictions les intègrent dans une structure, qui nécessite un service dédié aux gros contribuables ou une unité responsable des contribuables très fortunés. Le périmètre d'activité de ces unités varie considérablement et va des activités traditionnelles de contrôle aux approches multiservices (voir le graphique 6.3). Cependant, en moyenne, les deux tiers des membres du personnel de l'administration fiscale employé dans les services ou par les programmes dédiés aux gros contribuables effectuent des travaux de contrôle, d'enquête et d'autres missions de vérification (voir le tableau 2.6).

Graphique 6.3. Services/programmes dédiés aux gros contribuables : existence et fonctions exercées, 2019

StatLink <https://dx.doi.org/10.1787/888934301740>

Source : Tableau A.15 Service/programme dédié aux gros contribuables : existence et fonctions.

Graphique 6.4. Programmes de gestion des particuliers fortunés, 2019

StatLink <https://dx.doi.org/10.1787/888934301759>

Source : Tableau A.18 Programmes de gestion des particuliers fortunés.

### Comprendre les risques futurs

S'il est essentiel que les administrations fiscales soient conscientes des risques actuels d'indiscipline fiscale et élaborent des stratégies de réponse appropriées, il est tout aussi important qu'elles comprennent quels peuvent être les risques futurs. L'accès à de grandes quantités de données et les capacités dont dispose l'administration fiscale pour les traiter et les analyser lui permettent d'évaluer où de nouveaux risques d'indiscipline fiscale peuvent se poser et de définir les stratégies requises pour les atténuer.

Cet aspect est particulièrement important en temps de crise, comme la pandémie de Covid-19, qui peut influencer sur la discipline fiscale du contribuable. Les confinements et autres mesures prises par les pouvoirs publics ont eu des répercussions sur les sources de revenus de

nombreux contribuables, entraînant une baisse des bénéfices, voire des pertes. Compte tenu de la diminution ou de la suspension des activités de contrôle des administrations fiscales, certains contribuables pourraient être tentés à l'avenir de se montrer moins disciplinés.

Les situations de crise exacerbent parfois l'indiscipline fiscale, mais de nombreux facteurs doivent être pris en compte, notamment le développement de l'économie numérique, les cryptomonnaies, la perception d'iniquité, les nouveaux modes de travail, etc. Un grand nombre d'administrations s'y intéressent et l'encadré 6.4 en fournit un exemple.

Conscient du fait que les administrations sont unies et confrontées à des enjeux similaires, le Forum sur l'administration de l'impôt (FAI) a entrepris un exercice prospectif pilote fondé sur les données disponibles, qui a été mené par l'Australian Taxation Office et le Réseau JITSIC. Cette analyse pourrait donner lieu à d'autres travaux collaboratifs pour comprendre et atténuer les principaux risques émergents (OCDE, 2020<sub>[6]</sub>).

#### Encadré 6.4. Canada : Application du Futures Lab au niveau opérationnel

Le Futures Lab apporte son soutien aux programmes de contrôle de la discipline fiscale de l'Agence du revenu du Canada (CRA) afin d'étudier de quelle manière les tendances façonnant le paysage numérique peuvent influencer sur la discipline fiscale tant actuelle qu'à venir. La mission du Laboratoire consiste à soutenir les progrès de la CRA dans le domaine de l'économie numérique en faisant adopter au personnel de l'ARC, sur une base volontaire, des approches, techniques et outils prédictifs. Les initiatives suivantes ont fait partie du Futures Lab :

- Le projet Compliance 2050 a étudié les perspectives dans le domaine des revenus, des rémunérations et de l'impôt et a mis en évidence les moteurs du changement qui auront une incidence sur la discipline fiscale à l'avenir. Ce projet a présenté la prospective à plus de 300 employés de l'ARC dans le cadre de la journée portes ouvertes Compliance 2050.
- Application de la prospective au niveau opérationnel dans le cadre d'une initiative de facturation en ligne qui a permis une étude de viabilité de ce système en ligne afin de garantir son adéquation avec les tendances émergentes. L'avenir des chaînes d'approvisionnement et systèmes d'achat a été étudié afin d'éclairer le processus de communication des pièces et une série de profils de contribuables a été élaborée afin de comprendre les tendances des petites et moyennes entreprises en matière de transition numérique.
- Un club d'analyse des perspectives après le Covid-19 a été créé afin de supprimer les cloisonnements au sein de l'ARC, mais aussi d'examiner les changements émergents. Ce club d'analyse interprofessionnel est un lieu de discussion informel sur les indicateurs du changement et leurs implications pour l'ARC. La collaboration avec d'autres sections a permis de créer des analyses thématiques pour soutenir leurs objectifs professionnels respectifs.
- Sensibilisation à la prospective pour mieux la faire connaître au sein de l'ARC. Une collaboration avec diverses sections de l'Agence a été instaurée afin d'apporter un soutien en matière de prospective stratégique. Des ateliers consacrés à la prospective ont permis aux participants de comprendre son application à la gestion des risques et à l'innovation.

Source : Agence du revenu du Canada (2021).

## Champ d'application et résultats

La nature des « activités liées à la discipline fiscale » entreprises par les administrations fiscales pour déterminer si les contribuables ont correctement déclaré l'impôt dû évolue. Comme on l'a vu plus haut, l'accès accru aux données et l'adoption de modèles analytiques sophistiqués permettent aux administrations fiscales de mieux repérer les déclarations, demandes ou transactions qui peuvent nécessiter un examen plus approfondi ou être frauduleuses. En outre, ces modèles, dont bon nombre peuvent fonctionner en temps réel, permettent aux administrations d'effectuer des vérifications électroniques automatisées de toutes les déclarations ou de certaines transactions.

### *Vérifications électroniques de la discipline fiscale*

Si les vérifications traditionnelles (notamment les vérifications complètes, d'un point précis ou sur pièces) représentent toujours les principales activités de vérification, le recours aux vérifications électroniques automatisées à partir d'approches fondées sur des règles pour traiter certains risques définis (comme le rejet automatique d'une demande, l'émission d'une lettre ou l'appariement d'une transaction) dote les administrations de moyens plus efficaces et efficaces pour effectuer certaines activités de vérification.

Néanmoins, dans le cadre de ces approches, il y a lieu de se demander comment tenir compte de ces vérifications électroniques automatisées dans les informations sur les performances communiquées par les administrations. La prise en compte de l'ensemble des vérifications est susceptible d'entraîner une distorsion des taux de couverture, de redressement et de rendement. Toutefois, lorsqu'elles remplacent les vérifications manuelles effectuées autrefois, il semblerait approprié de tenir compte de ce que font les administrations dans ce domaine.

À cet égard, dans sa version de 2020, l'Enquête internationale sur les administrations fiscales (ISORA) invite les administrations fiscales participantes à ventiler le montant total des redressements supplémentaires résultant des activités liées au contrôle et à la vérification en (i) vérifications et (ii) vérifications électroniques du respect des obligations (au sens des vérifications électroniques, de la validation et de l'appariement des informations sur le contribuable).

Seules quelques administrations ont été en mesure de communiquer des informations sur les vérifications électroniques du respect des obligations (voir le tableau A.34). Toutefois, pour certaines d'entre elles (comme l'Afrique du Sud, l'Autriche, le Chili, l'Estonie, la Grèce, le Maroc et Malte), les vérifications électroniques du respect des obligations représentent une part importante (environ 20% et plus) des redressements supplémentaires effectués dans le cadre de l'ensemble des activités de contrôle et de vérification.

#### Encadré 6.5. Exemples nationaux : vérifications automatisées

##### **Australie : Analyse automatisée des données avant l'émission**

Pour aider les contribuables à remplir correctement leur déclaration de revenus dès la première tentative, l'ATO utilise des solutions automatisées pour rectifier les erreurs ou les oublis.

L'ATO a élaboré un certain nombre de solutions d'analyse opérationnelle (AO) et, à partir de données de haute qualité provenant de tiers et d'autres informations, elle repère et rectifie automatiquement les déclarations dans un délai de deux (2) jours suivant la réception de la déclaration.

### Encadré 6.5. Exemples nationaux : vérifications automatisées (suite)

Dès que la solution d'AO a rectifié automatiquement une déclaration de revenus, elle génère un script personnalisé qui donne au contribuable des détails spécifiques sur l'ajustement effectué. Le script personnalisé est utilisé par le personnel des services téléphoniques de l'ATO si un individu le contacte pour demander des renseignements sur le traitement. Une brève description de l'ajustement effectué est également incluse dans l'avis d'imposition adressé au contribuable.

Si le contribuable exprime son désaccord avec l'ajustement effectué ou avec la réponse téléphonique du personnel de l'ATO, les services opérationnels de l'administration transmettent la demande à un service spécialisé afin de la soumettre à un examen supplémentaire.

Si une personne conteste l'ajustement de la déclaration par l'ATO avant son émission et apporte des preuves à l'appui de sa demande, le traitement automatique sera annulé en totalité ou en partie.

Depuis ses débuts en juillet 2017, le programme de vérification automatisée avant émission a permis d'ajuster 1.4 million de déclarations sur le revenu des personnes physiques, et a ainsi sauvé 684 millions AUD de recettes. Quelque 17% des contribuables ont demandé à l'ATO de justifier les raisons de l'ajustement et moins de 2% des déclarations traitées ont été soumises à un examen complémentaire.

Une déclaration de revenus correcte dès le départ évite les activités liées à la discipline fiscale après l'émission de l'imposition, qui donnent lieu généralement à une modification de l'imposition et au recouvrement du montant de la moins-value de recettes fiscales assorti de pénalités et d'intérêts débiteurs dont le contribuable devra s'acquitter.

#### **Pays-Bas : Demande de correction d'erreur dans le cadre du processus déclaratif**

Depuis 2015, l'Administration néerlandaise des impôts et des douanes (NTA) adresse un courrier « pour mémoire » aux redevables de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui sont les plus susceptibles d'avoir communiqué des informations erronées dans leurs déclarations de revenus. Ces déclarations de revenus sont sélectionnées par le système de vérification fondé sur les risques appliqué à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Ces courriers attirent l'attention des contribuables sur des erreurs ou anomalies éventuelles dans leurs déclarations de revenus, leur demandent de les vérifier et de les rectifier si besoin est.

Si une déclaration complémentaire est transmise, elle est ajoutée à la déclaration initiale et l'ensemble est alors contrôlé à nouveau par le système de vérification fondé sur les risques. Les déclarations de revenus sélectionnées à l'issue de ce processus – comme celles des contribuables qui n'ont pas répondu aux courriers – sont traitées manuellement à des fins de vérification et de rectification. Les courriers pour mémoire envoyés peuvent aborder différents points, comme les frais d'étude et de formation, la révision des intérêts ou des cotisations de retraite.

Jusqu'à présent, l'impact de ces courriers a dépassé les attentes. Ces dernières années, 70 à 75% environ des contribuables destinataires des courriers y ont répondu par un ajustement de leurs déclarations fiscales. Cela signifie que ces courriers sur différents points ont permis d'économiser 16 800 à 18 000 heures de travail consacrées au processus de vérification et d'imposition.

Voir à l'annexe 6.A les liens vers les documents de référence.

*Source* : Australian Taxation Office [ATO] (2021) et Administration néerlandaise des impôts et des douanes (2021).

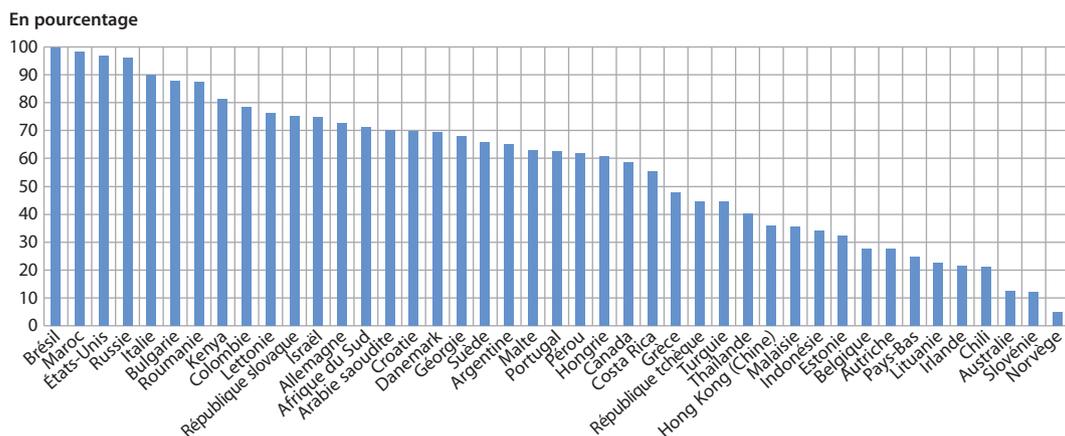
## Vérifications

Alors que les enquêtes ISORA précédentes établissaient une distinction entre les taux d'ajustement par type de vérification, celle de 2020 invite en revanche les administrations à communiquer des informations relatives à l'ensemble des vérifications réunies. Il n'est donc plus possible d'établir une comparaison avec les données des enquêtes précédentes.

L'examen des données de l'enquête ISORA 2020 permet de formuler quelques observations générales :

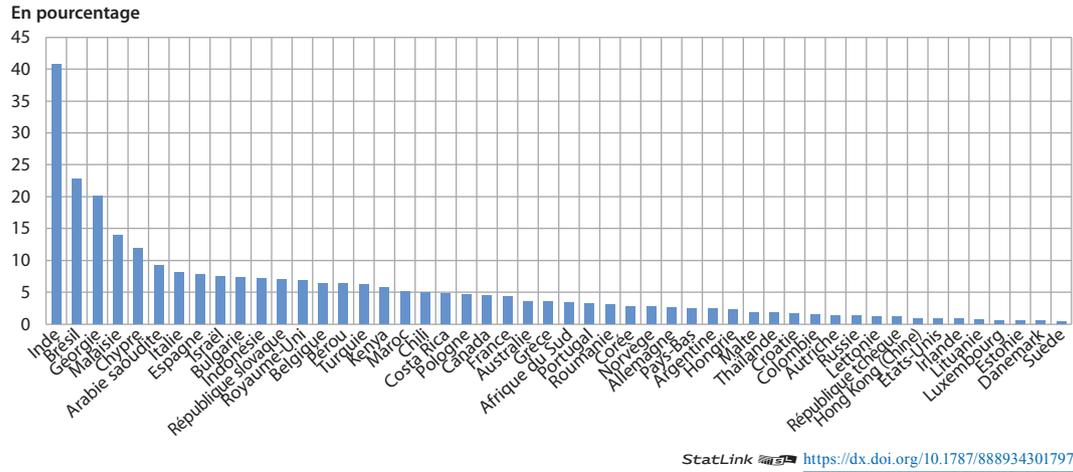
- **Les taux d'ajustement liés aux vérifications** varient sensiblement selon les administrations prises en compte dans ce rapport, et vont du taux minime de 5 % en Norvège à des taux atteignant 95 % et plus au Brésil, aux États-Unis, au Maroc et en Russie (voir le graphique 6.5). (Les taux d'ajustement élevés peuvent bien sûr résulter de vérifications très ciblées).
- L'ampleur des vérifications ressort également de l'examen des **redressements supplémentaires effectués** (voir le graphique 6.6). Dans de nombreuses juridictions, les redressements supplémentaires effectués à la suite de vérifications représentent plus de 5 % des recettes totales collectées. Les 50 administrations qui ont été en mesure de fournir des données déclarent en moyenne 5.5 % de redressements supplémentaires liés à des vérifications en pourcentage des impôts recouvrés.
- La ventilation par type d'impôt montre que le ratio entre les redressements supplémentaires effectués et les impôts recouvrés est plus élevé dans le cas de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IS). En moyenne, les redressements supplémentaires de l'IS en pourcentage de l'IS recouvré s'élèvent à 11.3 %, soit un pourcentage trois fois supérieur au pourcentage de la taxe sur la valeur ajoutée (3.7 %) et plus de quatre fois supérieur à celui de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (2.6 %). (Voir le graphique 6.7.)
- Dans un grand nombre de juridictions, **les redressements supplémentaires effectués par les services/programmes dédiés aux plus gros contribuables** représentent une part importante des redressements supplémentaires liés aux vérifications (voir le graphique 6.8). En moyenne, les services/programmes dédiés aux gros contribuables représentent environ un tiers du total des recouvrements supplémentaires liés aux vérifications (voir le tableau 6.2).

Graphique 6.5. Taux de succès des vérifications, 2019



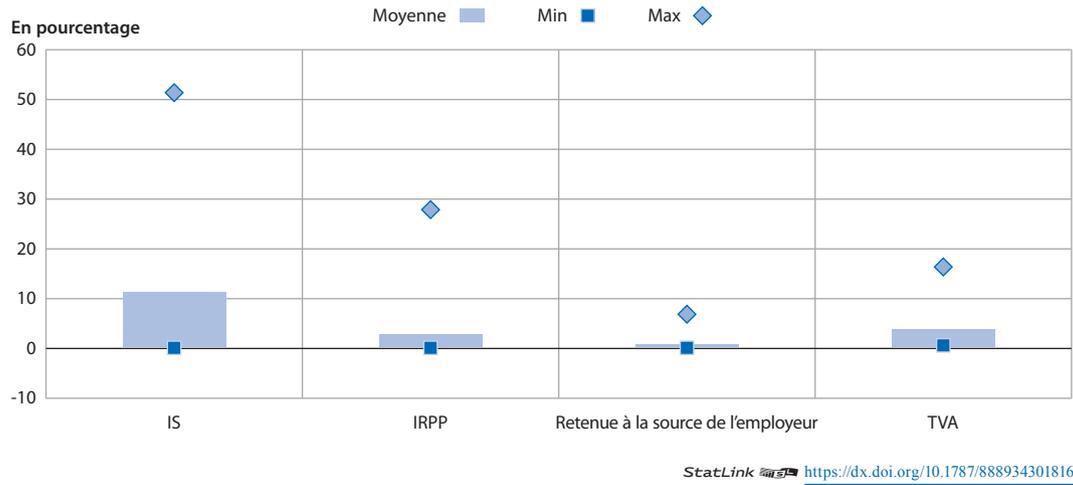
Source : Tableau D.22 Vérifications : taux de succès et redressements établis.

Graphique 6.6. Redressements établis suite aux vérifications en pourcentage de l'impôt collecté, 2019



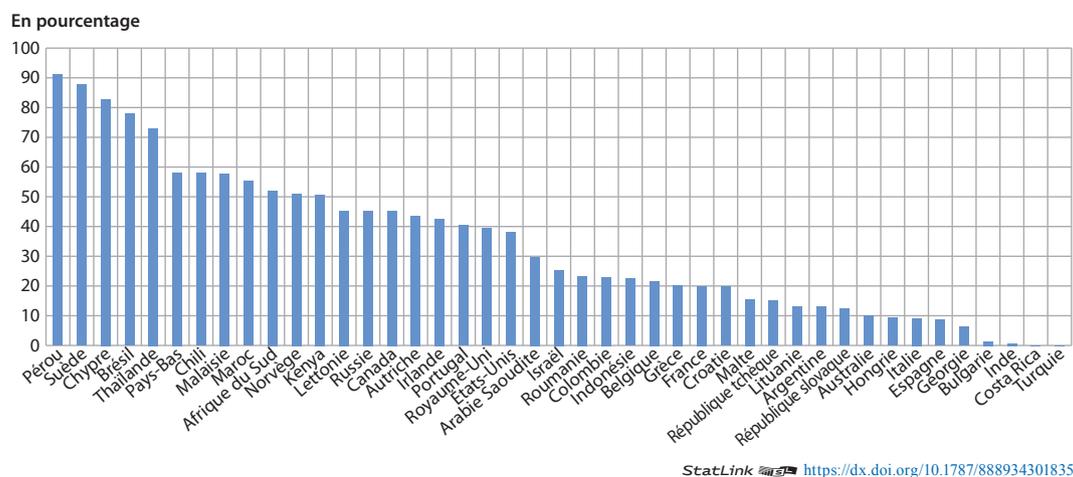
Source : Tableau D.22 Vérifications : taux de succès et redressements établis.

Graphique 6.7. Redressements établis suite aux vérifications en pourcentage de l'impôt collecté par type d'impôt, 2019



Source : Tableau D.23 Vérifications : redressements établis par type d'impôt.

Graphique 6.8. Redressements établis à la suite de vérifications entreprises par les services/programmes dédiés aux gros contribuables, en pourcentage des redressements établis à la suite de l'ensemble des vérifications, 2019



Source : Tableau D.9 Ratios de segmentation : services/programmes dédiés aux gros contribuables.

## Basculement des activités de vérification vers un environnement virtuel

Les administrations ont traditionnellement recours à différents types de vérifications : vérifications complètes ou portant sur un point précis, examen des livres et états comptables ou encore enquêtes approfondies en cas de suspicion de fraude fiscale. Ces vérifications obligent généralement l'administration fiscale à se rendre dans les locaux du contribuable (vérifications sur place).

Les progrès technologiques ont amené les administrations à envisager de nouvelles modalités de dialogue avec le contribuable lors des processus de contrôle, avec notamment la communication par voie électronique des documents relatifs à la vérification. Cette tendance s'est nettement accélérée depuis le début de la pandémie de Covid-19, car la fermeture des centres des impôts et le passage au télétravail d'un grand nombre de fonctionnaires des services fiscaux ont considérablement modifié les activités liées à la discipline fiscale et la façon dont elles sont menées.

Dans son rapport de 2021 intitulé *Administration fiscale : la résilience numérique dans le contexte du COVID-19* (OCDE, 2021<sup>[7]</sup>), l'OCDE indique que les trois quarts des 32 administrations fiscales prises en compte dans le rapport ont suspendu ou considérablement réduit leurs activités de vérification sur place. Néanmoins, sur ce nombre, près de 90% d'entre elles ont basculé certaines composantes de l'activité de vérification sur place vers un mode virtuel/numérique, en accédant par voie électronique aux documents pertinents pour le processus de vérification et/ou en réalisant des entretiens à distance (voir le tableau 6.3).

Le fait que 90% des administrations déclarent qu'elles-mêmes et les contribuables concernés considèrent l'utilisation des outils virtuels/numériques à des fins de vérification comme une expérience positive est très encourageant pour l'évolution à venir dans ce domaine. En outre, 76% de ces administrations envisagent de continuer de mener leurs vérifications sur un mode virtuel/numérique à l'avenir (voir le tableau 6.3). L'encadré 6.6 présente quelques exemples d'initiatives des administrations dans ce domaine.

Tableau 6.3. **Basculement des activités de vérification sur place vers un environnement virtuel/numérique**

En pourcentage des administrations

| Suspension ou forte réduction du nombre de vérifications sur place (hormis les cas d'évasion et de fraude fiscales) | Basculement de certaines composantes de l'activité de vérification sur place vers un mode virtuel/numérique | Enseignements tirés de l'expérience par les administrations ayant basculé vers un mode virtuel/numérique |  |   |  |
|---|---|--|--|---|--|
|   |   | Possibilité d'avoir accès aux documents utiles par voie électronique                                     | Réalisation d'entretiens à distance dans des conditions satisfaisantes | Opinion positive des contribuables (ou autres parties prenantes) sur l'expérience | Projet de poursuivre les activités de vérification sur place sur un mode virtuel/numérique |
| 75 %  | 88 %  | 90 %   | 86 %   | 90 %  | 76 %   |

Source : OCDE (2021), « Administration fiscale : la résilience numérique dans le contexte du COVID-19 », *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, <https://doi.org/10.1787/addaac0c-fr>.

### Encadré 6.6. Exemples nationaux : exploration de données

#### Chili : Contrôle à distance

L'un des principaux objectifs stratégiques du SII consiste à établir de meilleures relations avec les contribuables soumis à des procédures de vérification. Dans cette optique, il a amélioré les outils de communication et ainsi créé un système qui facilite les relations entre les fonctionnaires des services fiscaux et les contribuables et qui en évalue les effets.

Les objectifs de ce programme sont les suivants :

- faciliter la discipline fiscale par une prise en charge fluide et rapide, utilisant des circuits de communication comme les courriers électroniques, les contacts téléphoniques ou les appels vidéo qui permettent une action personnalisée
- améliorer la qualité des informations communiquées au SII en limitant les erreurs présentes dans les documents fournis par les contribuables
- favoriser la rectification des erreurs ou incohérences fiscales en établissant un contact à distance avec un vérificateur fiscal durant le processus d'analyse ou d'examen
- simplifier le respect des obligations fiscales en éliminant les temps de déplacement pour se rendre dans les locaux de l'administration fiscale et permettre au contribuable de communiquer ou de compléter ses informations par voie électronique.

#### Hongrie : Vérification électronique – une solution sûre sans réserve

En Hongrie, l'Administration nationale des impôts et des douanes (NTCA) a commencé à préparer les vérifications électroniques dès 2015, en communiquant par voie électronique aux contribuables les informations sur les vérifications et les références de ses vérificateurs. L'obligation de gestion en ligne adoptée par la Hongrie en 2018 a amené non seulement la NTCA, mais aussi les contribuables à utiliser davantage les échanges électroniques. Cela a contraint la NTCA à élaborer des solutions informatiques innovantes et la loi prévoyait que tout nouvel outil devait être accessible aux contribuables sans frais ni restriction de taille des données.

La plateforme achevée à la fin de l'année 2018 permettait la transmission de documents numériques sans limite de taille, ce qui a contribué au succès des échanges électroniques dans le cadre des vérifications et en 2019, la Hongrie a lancé les contrôles électroniques, ce qui a fait du pays un précurseur, y compris au sein de l'UE. L'ensemble de ce processus se déroule dans l'espace numérique, les relations entre le contribuable et la NTCA étant dématérialisées. En 2019 et 2020, les contribuables vérifiés ont envoyé des documents électroniques totalisant 2.7 millions de mégaoctets et la NTCA en a transmis près d'un million.

### Encadré 6.6. Exemples nationaux : exploration de données (suite)

Du fait de la vérification par voie électronique, même les restrictions imposées en raison de la pandémie de coronavirus n'entravent pas les activités. À l'aide d'outils informatiques, les contribuables peuvent coopérer avec l'administration depuis n'importe quel endroit au monde. La vérification électronique est non seulement sûre, mais aussi très rentable et respectueuse de l'environnement ; en effet, ce processus remplace plus de 5 millions de feuilles de papier et représente une économie considérable en termes de capacités d'impression et de frais postaux.

Elle offre l'avantage supplémentaire d'être beaucoup plus rapide que la méthode traditionnelle. Si la durée moyenne d'une vérification fiscale est de 128 jours par voie traditionnelle, elle est ramenée à 86 jours par voie électronique.

La vérification électronique est avantageuse pour toutes les parties : elle permet aux contribuables et à la NCTA d'économiser des ressources, qui peuvent être utilisées à des fins plus productives.

Voir à l'annexe 6.A les liens vers les documents de référence.

#### **Pérou : Système GIE (gestion électronique inductive)**

Le GIE est une plateforme qui facilite les relations entre les contribuables et l'administration fiscale (SUNAT) par la gestion d'un grand nombre de vérifications fiscales.

Le principal atout de cette application est d'éviter les entretiens en face à face entre les vérificateurs et les contribuables pendant toute la durée du processus de vérification. Dans le cadre de cet échange virtuel, la SUNAT informe le contribuable des incohérences relevées dans sa déclaration fiscale et joint un rapport qui en rend compte. Par la suite, le contribuable transmet les documents demandés par la SUNAT en joignant, le cas échéant, des notes explicatives.

Pour la SUNAT, le principal avantage a trait à l'augmentation du nombre de vérifications fiscales qui a atteint 80 000 en un an. Pour les contribuables, l'intérêt est la diminution des coûts liés à la discipline fiscale, car ils n'ont plus besoin d'être présents en face à face dans les locaux de l'administration pendant le processus de vérification. L'administration a ainsi modernisé et simplifié les services fournis.

Par ailleurs, cette application de contrôle à distance présente les fonctions suivantes :

- processus réactif de sélection des dossiers au niveau national utilisant des notifications électroniques automatiques
- reprogrammation en ligne de la date d'envoi par les contribuables des documents demandés par la SUNAT
- consultations en ligne entre le contribuable et les vérificateurs sur les fichiers électroniques relatifs à la vérification fiscale
- intégration automatique des résultats de la vérification dans les programmes de sélection des dossiers en fonction des incohérences préalablement signalées au contribuable.

Voir à l'annexe 6.A les liens vers les documents de référence.

#### **Espagne : Missions de vérification virtuelles (VIVI)**

En 2019, les directions du contrôle fiscal et de l'informatique ont lancé un projet de mise en œuvre de « missions de vérification virtuelles » (VIVI). La crise du Covid-19 a stimulé la demande de systèmes de vidéoconférence pour garantir la continuité de l'activité et la sécurité des contribuables et des fonctionnaires des services fiscaux. Dans ce contexte, l'AEAT en a profité pour accélérer leur mise en œuvre effective et l'étendre aux autres procédures fiscales.

### Encadré 6.6. Exemples nationaux : exploration de données (suite)

Dans cette optique, il a été nécessaire de modifier la législation pour que ce nouveau mode d'interaction avec les contribuables soit inscrit dans la loi.

En vertu de la loi, les procédures de demandes fiscales auprès des contribuables peuvent désormais utiliser des systèmes numériques qui, par le biais de la vidéoconférence ou d'autres dispositifs, permettent une communication visuelle et sonore bidirectionnelle et simultanée, un échange visuel, auditif et verbal et garantissent la transmission et la réception sécurisées des documents, en veillant au respect de leur auteur, de leur authenticité et de leur intégrité. Le contribuable doit donner son accord en vue de l'utilisation de ce système.

La raison d'être de ce nouvel outil est qu'il évite les déplacements inutiles dans les locaux de l'administration fiscale tout en respectant les règles de protection des données, d'authenticité et d'intégrité des documents ainsi que l'identification des contribuables et des fonctionnaires de l'administration, comme le ferait un entretien en face à face. Il présente l'avantage supplémentaire de permettre la numérisation complète du dossier et d'être durable et responsable sur le plan écologique, car la quantité de papier utilisée est limitée et l'empreinte carbone réduite en évitant les déplacements.

Le système réunit tous les outils nécessaires pour simuler une réunion en face à face :

- un système de vidéoconférence
- un registre électronique pour télécharger les documents communiqués par le contribuable
- la signature électronique du fonctionnaire de l'administration et du contribuable
- le dossier électronique du contribuable, afin que le fonctionnaire des services fiscaux puisse accéder à toutes les informations.

Durant le second semestre 2016, le système VIVI a permis la signature de 1 490 documents et en février 2021, il a été utilisé pour le premier calcul de l'imposition, ce qui indique une tendance positive en faveur de l'utilisation du système.

Voir à l'annexe 6.A les liens vers les documents de référence.

*Source* : Chili – Servicio de Impuestos Internos (2021), Hongrie – Administration nationale des impôts et des douanes (2021), Pérou – Superintendencia Nacional de Administración Tributaria (2021) et Agence fiscale espagnole (2021).

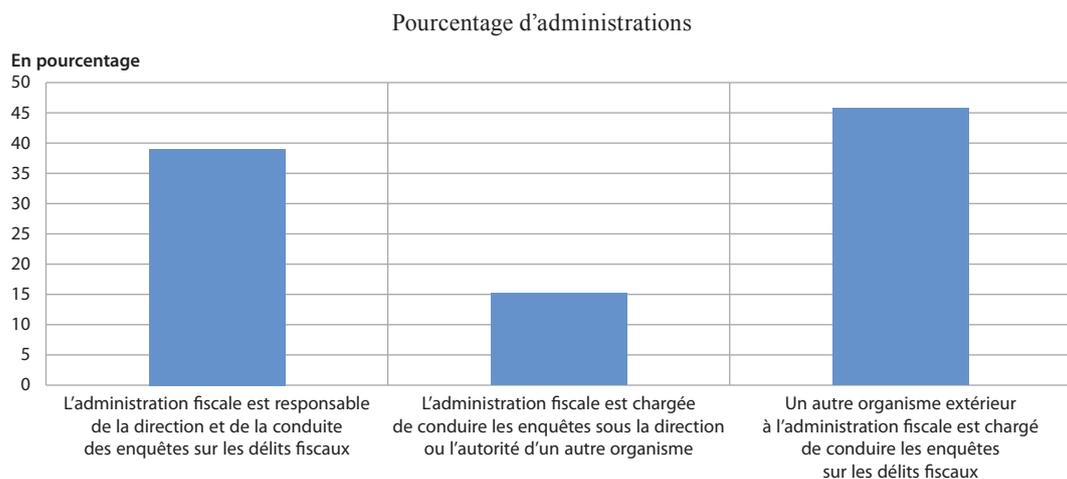
## Enquêtes sur les délits fiscaux

On parle de délit fiscal lorsqu'une personne se soustrait délibérément au paiement de l'impôt ou réclame des sommes qui ne lui sont pas dues. Le graphique 6.9, qui présente le rôle des administrations fiscales dans les enquêtes sur les délits fiscaux, montre que la moitié des administrations prises en compte dans cette publication ont la responsabilité de mener ces enquêtes.

- 39 % des administrations fiscales ont la responsabilité de diriger et de mener des enquêtes sur des délits fiscaux
- 15 % des administrations fiscales ont la responsabilité de mener les enquêtes, mais sous la direction ou l'autorité d'une autre instance comme la police ou le ministère public.

Les administrations restantes n'ont pas la responsabilité de mener des enquêtes sur des délits fiscaux. Dans ces circonstances, elles sont confiées à une autre autorité, comme la police ou le ministère public. Il peut s'agir également d'un organisme fiscal spécialisé, établi en dehors de l'administration fiscale.

Graphique 6.9. **Rôle de l'administration dans les enquêtes sur les délits fiscaux, 2019**



StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934301854>

Source : Tableau A.36 Enquêtes sur les délits fiscaux : rôle de l'administration et nombre de dossiers.

Le tableau 6.4. indique le nombre total de dossiers ayant donné lieu à des poursuites durant l'année fiscale dans les 32 administrations qui ont la responsabilité de mener des enquêtes sur les délits fiscaux. Il n'est pas possible d'établir une comparaison avec les données de l'année précédente en raison des changements intervenus dans l'enquête ISORA par rapport à la version précédente.

Tableau 6.4. **Dossiers d'enquête sur des délits fiscaux ayant donné lieu à des poursuites, 2018 et 2019**

| Année                    | Nombre de dossiers ayant donné lieu à des poursuites au cours de l'exercice |
|--------------------------|---|
| 2018                     | 48 555  |
| 2019                     | 49 790  |
| Variation en pourcentage | + 1.5 %   |

Note : Ne comprend que les administrations qui en ont la responsabilité

Source : Tableau A.36 Enquêtes sur des délits fiscaux : rôle de l'administration et nombre de dossiers.

Les activités criminelles sont dynamiques et s'adaptent pour tirer profit des nouvelles possibilités de gain financier, prenant de vitesse les modifications législatives destinées à les combattre. Trouver de meilleurs moyens de lutte contre les délits fiscaux est une priorité absolue. Le blanchiment de capitaux, la corruption, le financement du terrorisme et d'autres délits à caractère financier menacent les intérêts stratégiques, politiques et économiques de tous les pays. Combattre ces activités exige d'améliorer la transparence et de déployer des efforts supplémentaires pour mobiliser les capacités des différents organismes publics, y compris au-delà des frontières, afin de prévenir et de détecter collectivement ces crimes et de poursuivre leurs auteurs. L'encadré 6.7 présente un exemple de ce type de coopération.

### Encadré 6.7. Pays-Bas : Le FCInet change la donne – relier les données sans les collecter

Une part importante des enquêtes sur les délits fiscaux consiste à rechercher des informations sur une cible, sans révéler le nom de cette cible à des tiers. Le réseau d'enquête sur les délits fiscaux (Financial Criminal Investigation Network [FCInet]), un réseau informatique décentralisé mis au point par l'État à l'aide de technologies respectueuses de la vie privée, répond précisément à cette exigence. Ce qui était à l'origine une initiative du Forum des chefs d'enquête sur la délinquance fiscale de l'OCDE est devenu un instrument de coopération dans plusieurs domaines de l'action publique au monde.

FCInet a démarré en 2016 sous la direction du Service d'enquête et de renseignements fiscaux néerlandais (FIOD) et de l'administration fiscale et douanière du Royaume-Uni (Kingdom's HM Revenue and Customs – HMRC). Depuis lors, le développement national et international du réseau s'est poursuivi afin de franchir une étape importante dans la lutte contre la délinquance économique et financière (OCDE et Banque mondiale, 2018, p. 61<sup>[8]</sup>).

Grâce à la technologie FCInet et ma<sup>3</sup>tch, les administrations membres peuvent définir leurs cibles communes sans divulguer d'informations (voir la vidéo : <https://www.fcinet.org/>). Les données sources sont chiffrées, pseudonymisées et agrégées à l'aide de filtres ma<sup>3</sup>tch de manière à ne plus pouvoir suivre leur trace. Par la suite, les membres peuvent utiliser les filtres reçus localement pour apparier leurs cibles et seuls les résultats relatifs aux cibles connues des deux administrations membres sont révélés.

Aux Pays-Bas, l'utilisation de la technologie ma<sup>3</sup>tch a déjà permis de mettre au jour différents liens avec la délinquance économique et financière et a donné lieu à une grande enquête criminelle sur le blanchiment d'argent. Tout en permettant de révéler des liens passés inaperçus, ce système limite le risque de divulgation inutile d'informations. C'est également l'une des raisons pour lesquelles FCInet a remporté le prix « Dutch Privacy Award 2021 » dans la catégorie des services publics. Selon le jury : « un bon investissement des administrations publiques dans la protection de la vie privée ».

Voir à l'annexe 6.A les liens vers les documents de référence.

Source : Administration néerlandaise des impôts et des douanes (2021).

## Références

- OCDE (2021), « *Administration fiscale : la résilience numérique dans le contexte du COVID-19* », *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/addaac0c-fr>. [7]
- OCDE (2020), *2020 FTA « Amsterdam » Plenary Communiqué*, [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/events/2020/forum-on-tax-administration-communique-2020.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/events/2020/forum-on-tax-administration-communique-2020.pdf) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [6]
- OCDE (2020), *Code of Conduct : Co-operation between tax administrations and sharing and gig economy platforms*, OCDE, Paris, [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/code-of-conduct-co-operation-between-tax-administrations-and-sharing-and-gig-economy-platforms.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/code-of-conduct-co-operation-between-tax-administrations-and-sharing-and-gig-economy-platforms.pdf) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [4]

- OCDE (2020), *Règles types de déclaration à l'intention des vendeurs relevant de l'économie du partage et de l'économie à la demande*, OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/fiscalite/echange-de-renseignements-fiscaux/regles-types-de-declaration-a-l-intention-des-vendeurs-relevant-de-l-economie-du-partage-et-de-l-economie-a-la-demande.htm> (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [3]
- OCDE (2019), *The Sharing and Gig Economy : Effective Taxation of Platform Sellers : Forum on Tax Administration*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/574b61f8-en>. [2]
- OCDE (2017), *The Changing Tax Compliance Environment and the Role of Audit*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264282186-en>. [1]
- OCDE (2016), *Advanced Analytics for Better Tax Administration : Putting Data to Work*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264256453-en>. [5]
- OCDE et Banque mondiale (2018), *Improving Co-operation between Tax Authorities and Anti-Corruption Authorities in Combating Tax Crime and Corruption*, <https://www.oecd.org/tax/crime/improving-co-operation-between-tax-authorities-and-anti-corruption-authorities-in-combating-tax-crime-and-corruption.pdf> (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [8]

## *Annexe 6.A*

### Liens vers des documents de référence (consultés le 1<sup>er</sup> septembre 2021)

- Encadré 6.1. – France : Lien vers une vidéo sur le projet de lac de données, le moteur de la transformation numérique de la DGFIP : <https://youtu.be/0uZVBAZrTio>
- Encadré 6.2. – Chili : Lien vers l'application mobile « e-Verifica » qui permet aux citoyens de vérifier la validité du code fiscal des paquets de cigarettes achetés : [www.sii.cl/ayudas/apps/everifica/index.html](http://www.sii.cl/ayudas/apps/everifica/index.html)
- Encadré 6.2. – Costa Rica : Lien vers une présentation sur l'utilisation des données géographiques pour localiser des biens immobiliers assujettis à l'impôt : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/costa-rica-use-of-geographic-information-system.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/costa-rica-use-of-geographic-information-system.pdf)
- Encadré 6.2. – Hongrie : Lien vers une vidéo expliquant la traçabilité des chaînes de facturation : <https://youtu.be/Z88he9N2XZw>
- Encadré 6.2. – Pérou : Lien vers une vidéo sur l'utilisation des techniques d'extraction de contenus de sites web pour repérer les vendeurs non respectueux des obligations sur les plateformes en ligne : <https://youtu.be/jQUMKJyOWOE>
- Encadré 6.2. – Russie : Lien vers une présentation sur l'automatisation de l'appariement et l'analyse des risques des données collectées dans le cadre de la NCD : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/russia-analytical-system-financial-accounts.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/russia-analytical-system-financial-accounts.pdf)
- Encadré 6.3. – Australie :
  - Lien vers un exemple de classification des transactions de relevés bancaires : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-template-example-of-the-classification-of-bank-statement-transactions.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-template-example-of-the-classification-of-bank-statement-transactions.pdf)
  - Lien vers des exemples de tableaux de bord :
    - Données démographiques : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-template-example-a-dashboard-report-data-demographics.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-template-example-a-dashboard-report-data-demographics.pdf)
    - Recettes encaissées par une entité : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-template-example-a-dashboard-report-data-demographics.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-template-example-a-dashboard-report-data-demographics.pdf)
    - Montant des transactions mensuelles : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-template-example-a-dashboard-report-data-demographics.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/australia-template-example-a-dashboard-report-data-demographics.pdf)

- Encadré 6.3. – Pérou : Lien vers une présentation sur la détection des aspects atypiques dans les accusés de réception électroniques : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/peru-atypical-situations-in-electronic-receipts.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/peru-atypical-situations-in-electronic-receipts.pdf)
- Encadré 6.5. – Pays-Bas – Lien vers une infographie sur les courriers pour mémoire : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/netherlands-pro-memoria-letter.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/netherlands-pro-memoria-letter.pdf)
- Encadré 6.6. – Hongrie : Lien vers une vidéo explicative du processus de vérification électronique : <https://youtu.be/uO6G2iUKSZM>
- Encadré 6.6. – Pérou : Lien vers une vidéo explicative de la plateforme GIE : <https://youtu.be/hsc74aNryhc>
- Encadré 6.6. – Espagne : Lien vers une vidéo explicative des missions de vérification virtuelles : <https://youtu.be/40elZUcJUKM>
- Encadré 6.7. – Pays-Bas : Lien vers un graphique sur le processus FCINet : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/netherlands-fcinet-process-chart.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/netherlands-fcinet-process-chart.pdf) et vidéo sur FCInet : [www.fcinet.org/](http://www.fcinet.org/)

## *Chapitre 7*

### **Perception**

*Agir contre le défaut de déclaration et de paiement est essentiel pour assurer un niveau élevé de respect spontané des obligations fiscales ainsi que la confiance des citoyens dans le système fiscal dans son ensemble. Ce chapitre aborde la question de la performance des administrations fiscales en matière de gestion du recouvrement des créances, et présente les caractéristiques d'une fonction moderne de recouvrement des créances fiscales. Il fournit également plusieurs exemples d'approches adoptées par les administrations afin d'éviter une accumulation de créances.*

## Introduction

La fonction de recouvrement consiste à prendre des mesures à l'encontre des contribuables qui ne produisent pas leurs déclarations à temps, ou n'effectuent pas un paiement à la date d'échéance. Malgré le développement des régimes de déclaration préremplie ou d'absence de déclaration au cours de ces dernières années (voir chapitre 4), la déclaration demeure le principal moyen par lequel l'impôt est calculé dans la majorité des juridictions couvertes par cette publication. Bien qu'en 2019 les taux moyens de respect des délais de dépôt se sont situés entre 79 % et 88 %, environ 100 millions de déclarations n'ont pas été déposées à temps (voir chapitre 4). Il importe par conséquent que les administrations fiscales continuent de concentrer leurs efforts sur les moyens d'agir contre le dépôt tardif ou le défaut de déclaration.

En ce qui concerne le recouvrement des arriérés d'impôt, toutes les administrations participant à l'enquête, à l'exception d'une seule, ont indiqué qu'elles affectent du personnel à cette tâche<sup>1</sup>. Selon les informations communiquées en 2019 par 52 des administrations concernées, environ 11 % du total des agents sont affectés à la fonction de recouvrement (voir tableau D.4).

Le cadre législatif confère aux agents du fisc des pouvoirs qui leur permettent de mettre en œuvre certaines mesures en rapport avec la gestion des créances fiscales, le recouvrement des paiements non honorés, ainsi que les actions coercitives pouvant être prises à l'encontre des débiteurs défaillants. L'édition 2019 comportait une section récapitulant les pouvoirs des administrations fiscales en matière de gestion, de recouvrement et d'exécution, et l'usage qu'elles en font (OCDE, 2019<sup>[1]</sup>). Bien que cette question n'ait pas fait l'objet d'un examen plus poussé dans le cadre de l'enquête qui est à la base de l'édition actuelle, on peut supposer que l'existence et l'utilisation de tels pouvoirs n'ont pas changé de manière significative.

Ce chapitre :

- examine brièvement les caractéristiques d'une fonction moderne de recouvrement des créances fiscales, ainsi que les éléments d'une stratégie de gestion efficace dans ce domaine
- analyse les performances des administrations fiscales en matière de recouvrement des créances fiscales
- fournit des exemples de solutions visant à prévenir l'accumulation de créances.

Bien que ce rapport se base sur des données antérieures à la pandémie, il aborde aussi succinctement les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur la fonction de recouvrement des créances fiscales. Ce point sera examiné plus en détail dans une prochaine édition.

## Caractéristiques d'une fonction de recouvrement des créances

Pour maintenir un niveau élevé de respect volontaire des obligations fiscales et de confiance dans le système fiscal, les administrations doivent veiller à ce que leurs procédures de recouvrement soient « adaptées à l'objectif poursuivi », et qu'elles répondent aux attentes des contribuables quant à la manière dont le système sera géré. Il s'agit non seulement de prendre des mesures fermes à l'encontre des contribuables qui manquent sciemment à leurs obligations, mais aussi de s'inspirer des principes de la relation client pour être plus à l'écoute de ceux souhaitant s'y conformer, mais qui ne sont pas en mesure de le faire pour des raisons compréhensibles, comme des problèmes de trésorerie passagers. De plus en plus d'administrations fiscales adoptent une vision de bout en bout ou systémique de leurs processus, et cherchent à connaître les raisons pour lesquelles les

déclarations n'ont pas été déposées ou les paiements n'ont pas été effectués. Elles s'appuient également sur des informations concernant les antécédents du contribuable afin de mettre en évidence des schémas ou des anomalies.

Le rapport de 2014 intitulé *Working Smarter in Tax Debt Management* (OCDE, 2014<sup>[2]</sup>) donne un aperçu d'une fonction moderne de recouvrement des créances fiscales, en décrivant les caractéristiques essentielles suivantes :

- **Analyses avancées** – Elles permettent d'exploiter toutes les informations dont les administrations fiscales disposent sur les contribuables afin de cibler les débiteurs avec plus de précision, et d'intervenir au bon moment.
- **Stratégies de traitement** – La fonction de recouvrement nécessite plusieurs types d'interventions, depuis celles conçues pour éviter aux contribuables d'accumuler des dettes, à des mesures destinées à les aider à effectuer des paiements, en passant par des actions coercitives strictes si nécessaire.
- **Centres d'appels sortants** – Ils permettent de traiter efficacement un volume important de créances.
- **Organisation** – Le recouvrement des créances est une fonction spécialisée qui est généralement organisée en conséquence. Des indicateurs de performance appropriés et une démarche d'amélioration continue permettent de parvenir aux résultats souhaités.
- **Dettes internationales** – Le recours approprié et au moment opportun à l'assistance internationale est crucial, en particulier les « articles concernant l'assistance en matière de recouvrement » figurant dans les conventions entre juridictions.

Le rapport de 2019 intitulé *Successful Tax Debt Management : Measuring Maturity and Supporting Change* (OCDE, 2019<sup>[3]</sup>) apporte des éclairages supplémentaires quant aux éléments nécessaires à une stratégie efficace de gestion des créances fiscales, et énonce quatre principes stratégiques dont les administrations fiscales jugeront peut-être bon de tenir compte lors de l'élaboration de leur stratégie de gestion des créances fiscales. Ces principes se concentrent sur le calendrier des interventions dans le cycle de gestion des créances, depuis l'examen des mesures visant à prévenir la naissance des créances, en passant par un dialogue précoce et continu avec les contribuables avant d'engager une action en exécution, jusqu'à des mesures coercitives efficaces et proportionnées, et des stratégies réalistes d'annulation. Ils reposent sur l'idée selon laquelle le meilleur moyen de minimiser les créances fiscales est de s'y attaquer sans perdre de temps, idéalement avant qu'elles ne voient le jour. Le rapport présente également un modèle de maturité de gestion des créances fiscales, ainsi qu'un recueil d'initiatives jugées concluantes en la matière.

### Encadré 7.1. Exemples nationaux : Programmes et outils destinés à améliorer la gestion des créances fiscales

#### Irlande : Lancement de l'application DMS (*Debt Management Services*)

En mars 2019, l'administration fiscale irlandaise a lancé la nouvelle application *Debt Management Services* (DMS) qui permet d'obtenir un profilage avancé des dossiers et d'accroître sensiblement la capacité en matière de vérification et d'exécution. Ce nouvel outil dédié à la gestion des créances fiscales a fondamentalement modifié et amélioré la fonction de gestion des créances, de sorte que l'administration fiscale peut désormais contrôler en permanence toutes les entreprises enregistrées auprès d'elle.

### Encadré 7.1. Exemples nationaux : Programmes et outils destinés à améliorer la gestion des créances fiscales (suite)

Une nouvelle procédure de conformité systématisée informe les contribuables en cas de dépôt tardif des déclarations ou d'arriérés de paiement, permettant d'éliminer la grande majorité des tâches administratives courantes. Grâce au renforcement de ses capacités, associé à une structure de gestion des dossiers plus agile et plus réactive, l'administration fiscale irlandaise peut adapter rapidement sa réponse au comportement des contribuables. Elle peut ainsi communiquer dès que possible avec les contribuables défaillants. Sans réponse de leur part, l'administration peut prendre sans tarder les mesures d'exécution appropriées. La multiplication substantielle des actions coercitives contribue à une amélioration des résultats en matière de discipline fiscale et de recouvrement.

Afin d'aider les entreprises viables souhaitant se conformer à leurs obligations fiscales, mais qui rencontrent des difficultés de paiement de l'impôt, un nouveau dispositif d'échelonnement des paiements, accessible en ligne, a été mis en place. Il améliore considérablement la procédure de traitement de la demande et d'approbation, et permet au contribuable de gérer lui-même certains aspects de l'échéancier.

Récemment, la flexibilité de l'application DMS a été clairement démontrée par la façon dont elle a pu être rapidement adaptée pour permettre la mise en œuvre d'un dispositif de soutien public essentiel destiné aux entreprises confrontées à des difficultés de paiement de l'impôt en raison de la pandémie de COVID-19. Les entreprises concernées ont la possibilité de « mettre en attente » le règlement de certaines créances fiscales pendant un certain temps, déterminé en fonction de leurs besoins. L'application DMS permettra également de gérer des programmes personnalisés de remboursement des créances à une date ultérieure.

#### Russie : Système intégré de gestion et d'administration des créances fiscales

Afin d'améliorer la gestion des créances et de simplifier les procédures de saisie des biens, le Service fiscal fédéral de Russie a entrepris de numériser les informations d'ordre comportemental concernant les contribuables. Un total de 10 facteurs de risque (ou marqueurs numériques) sont susceptibles de déclencher l'application de mesures coercitives. Les marqueurs numériques correspondent à des actes présentant certaines caractéristiques qui indiquent une intention éventuelle du contribuable de frauder, et peuvent servir d'élément déclenchant une décision de confiscation des biens. Ils permettent entre autres de savoir si le contribuable a entrepris de vendre son bien ou s'il tente de fuir le pays pour se soustraire à une mesure d'exécution.

La décision de saisie des biens est traitée automatiquement, sur la base d'une analyse des informations d'ordre comportemental relatives au contribuable. Lorsque le système détecte un facteur de risque, il déclenche d'office la procédure de saisie, et modifie le contenu des messages en fonction du marqueur déclenché. La mise en œuvre de ce nouveau système a permis d'obtenir une diminution par six des coûts de main-d'œuvre.

En 2020, compte tenu du moratoire temporaire sur l'application de pénalités, et des mesures provisoires dues à la crise du COVID-19, un montant de 73.5 millions USD a été versé au budget de la Fédération de Russie grâce à ce nouveau système.

#### Espagne : Lancement de nouveaux services dans le domaine du recouvrement de l'impôt

En 2020, l'Agence fiscale espagnole (AEAT) a lancé deux nouvelles initiatives exclusivement consacrées au recouvrement de l'impôt, en faisant appel aux services d'opérateurs spécialisés.

La plateforme REC@T est une ligne téléphonique nationale d'assistance et d'information sur le recouvrement de l'impôt. Accessible au moyen d'un système d'identification sécurisé (Cl@ve Pin), elle offre les services suivants en 2021, qui seront progressivement étoffés au fil du temps :

### Encadré 7.1. Exemples nationaux : Programmes et outils destinés à améliorer la gestion des créances fiscales (suite)

- informations sur les procédures d'exécution des créances et des saisies
- traitement des demandes de report de paiement
- débits directs en cas de reports et d'échelonnements
- paiement par téléphone
- questions fréquentes sur les conséquences de la pandémie de COVID-19.

Tableau 7.1. Espagne : Utilisation de la ligne téléphonique d'assistance et d'information dédiée au recouvrement de l'impôt

| Année | Nombre d'appels traités |
|-------|-------------------------|
| 2019  | 304 581                 |
| 2020  | 486 881                 |
| 2021  | 658 730                 |

*Note* : Le chiffre de 2019 correspond au précédent service d'assistance, et celui de 2021 est estimé sur la base d'une projection linéaire des données réelles pour la période allant de janvier à mars 2021.

Le système permet de générer des documents qui servent de « preuve de transaction » pour toutes les procédures qu'il est possible de réaliser sur la plateforme REC@T. L'enquête à laquelle les contribuables sont invités à participer à l'issue de leur appel montre qu'ils sont satisfaits du service.

La seconde initiative concerne la mise en service de deux nouveaux outils utiles aux contribuables :

- Le *simulateur des échéances de paiement* fournit des informations personnalisées concernant la date limite de paiement des impôts et des autres créances gérées par l'AEAT. Il permet également de vérifier l'état de la créance, et renseigne sur les actions que peut engager l'AEAT.
- Le *simulateur de calcul des intérêts au titre des reports de paiements* donne des précisions sur les intérêts générés par les créances fiscales et les autres dettes administrées par l'AEAT. Cet outil comprend trois modules : calcul des intérêts sur les reports et paiements échelonnés ; calcul des intérêts sur les arriérés de paiement ; et calcul des intérêts sur les créances non fiscales gérées par l'AEAT. Il fournit également au contribuable des informations sur le taux d'intérêt et sa ventilation par jour.

Tableau 7.2. Espagne : Utilisation des simulateurs dans le domaine du recouvrement des créances, 2020

| Simulateur              | Nombre d'utilisateurs en 2020 |
|-------------------------|-------------------------------|
| Intérêts et reports     | 14 720                        |
| Interests and deferrals | 44 062                        |

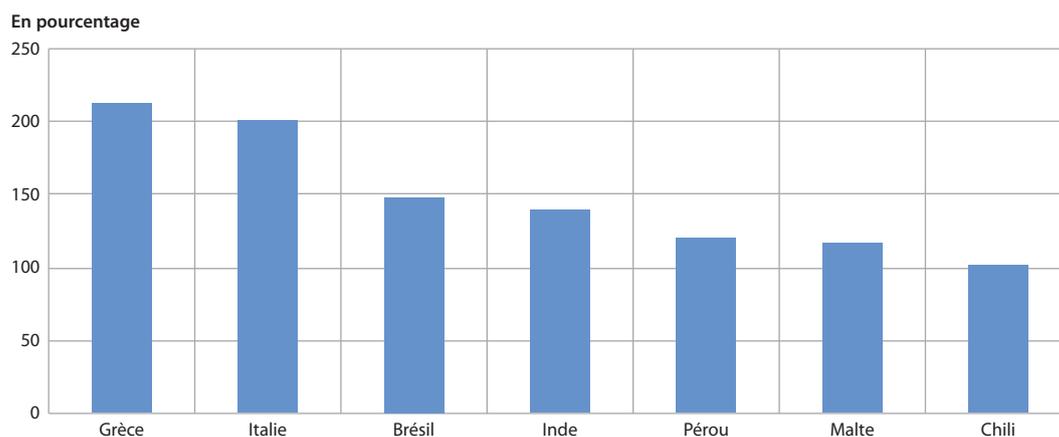
Voir à l'annexe 7.A les liens vers les documents de référence.

*Sources* : Irlande – Office of the Revenue Commissioners (2021) ; Administration néerlandaise des impôts et des douanes (2021) ; Service fiscal fédéral de Russie (2021) ; et Agence fiscale espagnole (2021).

## Performance en matière de recouvrement des créances en souffrance

Le montant total des arriérés reste très élevé, de l'ordre de 2 100 milliards EUR. À des fins d'enquête et d'analyse comparative, le « total des arriérés à la fin de l'exercice » correspond au montant total des créances fiscales et des créances sur d'autres recettes gérées par l'administration fiscale, dont le paiement est en souffrance à la fin de l'exercice. Ce montant inclut également les intérêts et les pénalités. Sont aussi pris en compte les arriérés dont le recouvrement a été reporté (par exemple, suite à la mise en place d'un échéancier de paiements). Les « arriérés recouvrables » correspondent au total des arriérés après déduction des montants litigieux, des montants qui ne sont pas légalement recouvrables, ou des arriérés qui ne peuvent pas être recouverts pour d'autres raisons, mais qui n'ont pas encore fait l'objet d'une procédure d'annulation. Malgré ces initiatives visant à garantir la comparabilité des données, il convient d'être prudent lorsque l'on compare certaines données, car l'organisation des systèmes fiscaux et les pratiques administratives diffèrent d'un pays à l'autre.

Graphique 7.1. Total des arriérés à la fin de l'exercice, en pourcentage du total des recettes nettes, 2019 – Administrations dont le ratio est supérieur à 100 %



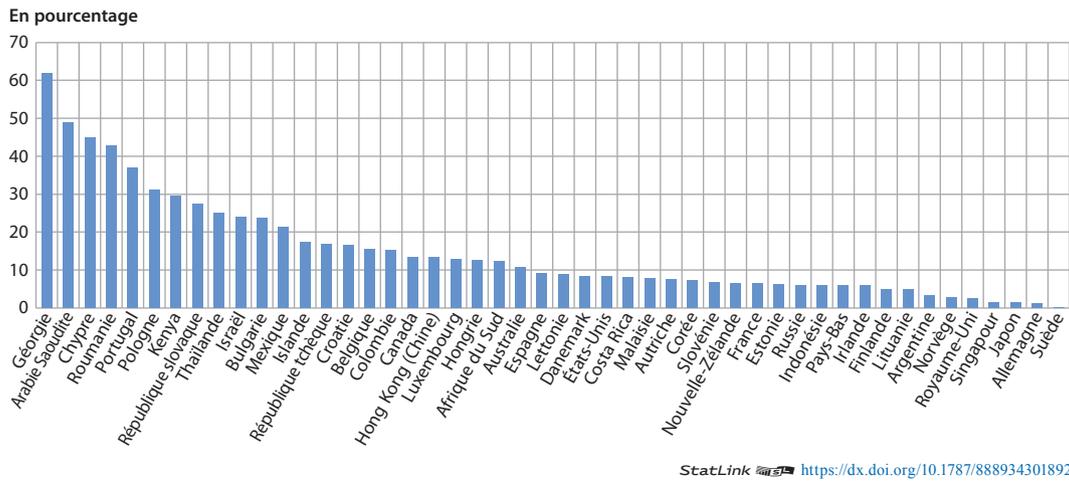
StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934301873>

Source : Tableau D.19 Arriérés : stock à la clôture, arriérés recouvrables et arriérés relatifs aux entreprises publiques.

En 2019, le ratio moyen des arriérés par rapport aux recettes nettes s'élevait à 32%. Cependant, comme les années précédentes, il reste fortement influencé par le niveau très élevé des ratios d'un petit nombre de juridictions (Brésil, Chili, Grèce, Inde, Italie, Malte et Pérou) qui affichent des ratios supérieurs à 100%. Si l'on exclut ces juridictions, la moyenne descend à environ 15% des recettes nettes (voir les graphiques 7.1. et 7.2. ainsi que le tableau D.19).

S'agissant des arriérés d'impôt recouvrables, les données de 2019 relatives à 43 juridictions font apparaître qu'en moyenne, 55% du montant total des arriérés sont considérés comme recouvrables (voir tableau D.19). Le graphique 7.3. illustre bien toutefois les différences qui existent entre les juridictions. Dans certaines d'entre elles, la quasi-totalité des arriérés sont considérés comme recouvrables, tandis qu'ils sont irrécouvrables dans d'autres.

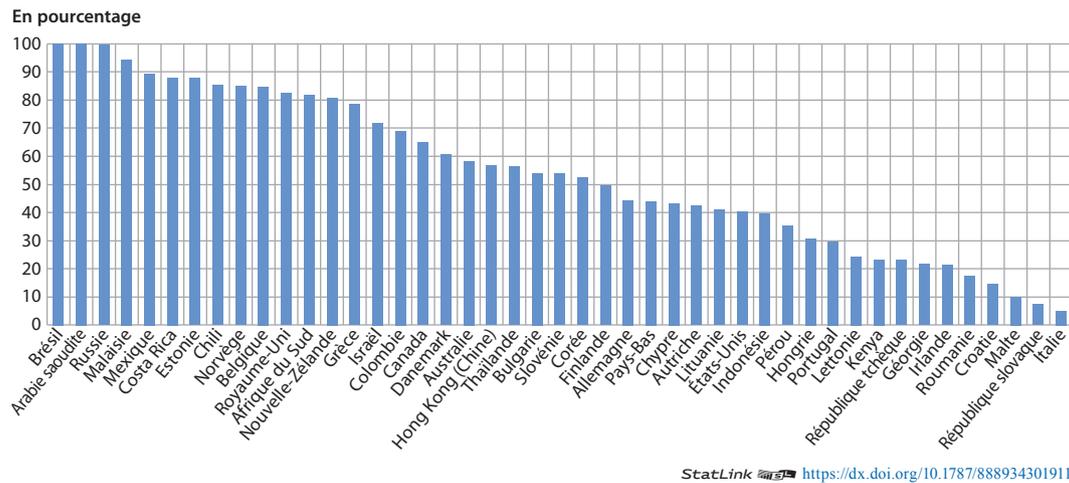
Graphique 7.2. Total des arriérés à la fin de l'exercice, en pourcentage du total des recettes nettes, 2019 – Administrations dont le ratio est inférieur à 100 %



Note : Les données relatives à l'Indonésie concernent l'année 2018.

Source : Tableau D.19 Arriérés : stock à la clôture, arriérés recouvrables et arriérés relatifs aux entreprises publiques.

Graphique 7.3. Total des arriérés recouvrables à la fin de l'exercice, en pourcentage du total des arriérés, 2019

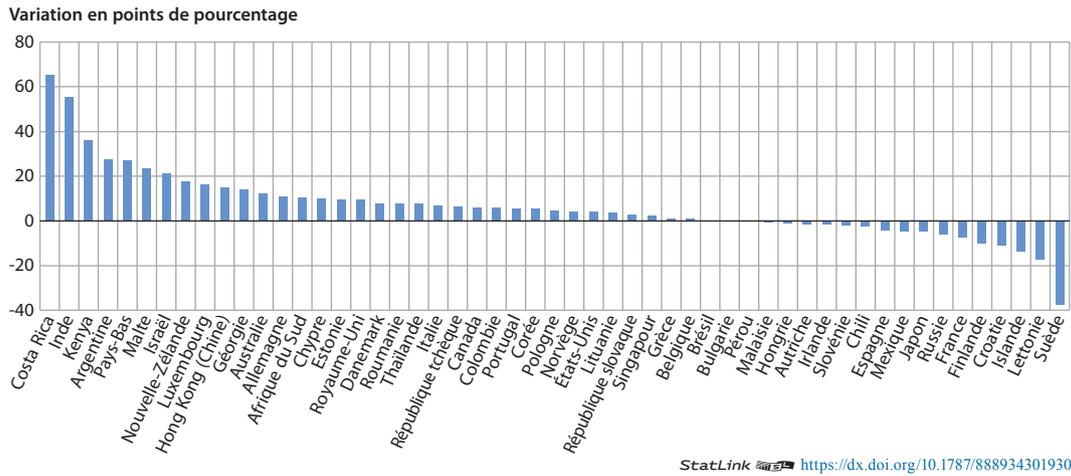


Note : Les données relatives à l'Allemagne et à l'Indonésie concernent l'année 2018.

Source : Tableau D.19 Arriérés : stock à la clôture, arriérés recouvrables et arriérés relatifs aux entreprises publiques.

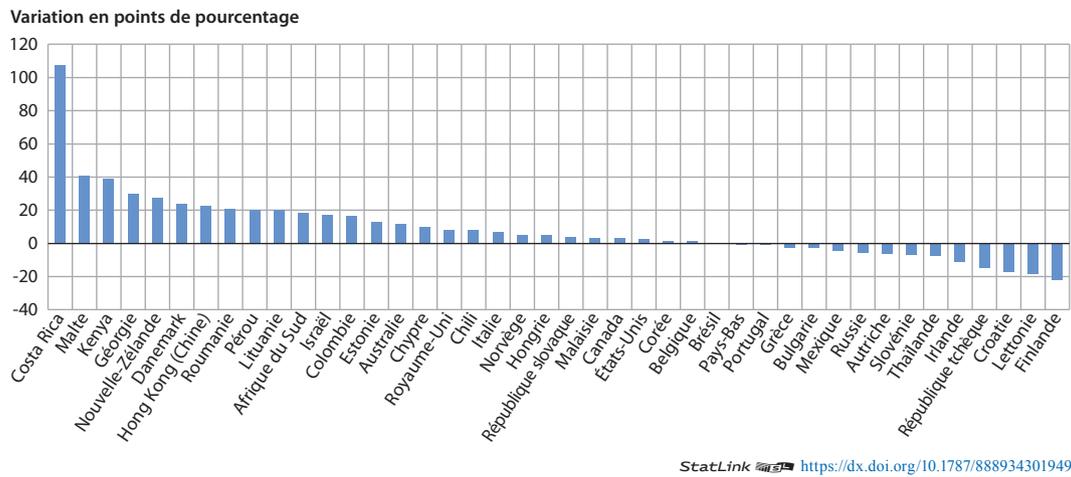
Les graphiques 7.4 et 7.5 montrent l'évolution des arriérés (totaux et recouvrables) entre 2018 et 2019. Si dans la plupart des juridictions, les arriérés sont restés relativement stables, il existe quelques exceptions, tant à la hausse qu'à la baisse.

Graphique 7.4. Évolution du total des arriérés entre 2018 et 2019



Source : Tableau D.21 Évolution des arriérés entre 2018 et 2019.

Graphique 7.5. Évolution des arriérés recouvrables entre 2018 et 2019



Source : Tableau D.21 Évolution des arriérés entre 2018 et 2019.

Si l'on examine le montant des arriérés pour les principaux types d'impôts (voir tableau 7.3), il semble que les particuliers soient plus susceptibles que les entreprises de respecter leurs délais de paiement. Le ratio moyen des arriérés liés à l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IS) par rapport aux recettes nettes tirées de l'IS s'élève à 38% environ, et celui des arriérés concernant les taxes sur la valeur ajoutée est d'environ 30%. Le ratio de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) est beaucoup plus faible, et se situe aux alentours de 17%.

Le ratio des impôts à la source prélevés par les employeurs est le plus faible, et se situe à environ 7%, ce qui n'est guère surprenant dans la mesure où les employeurs sont chargés de reverser ces impôts à l'administration pour le compte de leurs employés, et n'ont donc aucun droit sur ces montants.

Comme on l'a vu plus haut pour le ratio du total des arriérés par rapport aux recettes nettes totales, les ratios moyens par type d'impôt sont considérablement plus faibles si l'on exclut les valeurs marginales, c'est-à-dire les administrations qui affichent des ratios supérieurs à 100 % pour un type d'impôt (voir tableau 7.3.).

Tableau 7.3. **Ratio moyen des arriérés en fin d'année par rapport aux recettes nettes perçues par type d'impôt, 2019**

| Type d'impôt  | Ratio moyen | Ratio moyen pour les administrations affichant un ratio inférieur à 100 % |
|---|-------------|---|
| Arriérés de l'IS en % de l'IS collecté (45 juridictions)  | 37.5        | 22.6  |
| Arriérés de l'IRPP en pourcentage de l'IRPP collecté (46 juridictions)  | 17.3        | 11.3  |
| Arriérés des impôts à la source prélevés par les employeurs en pourcentage de l'IRPP collecté (35 juridictions) | 6.5         | 6.5   |
| Arriérés de TVA en pourcentage de la TVA collectée (43 juridictions)  | 30.2        | 16.8  |

*Note* : Le tableau présente les ratios moyens pour les juridictions qui ont été en mesure de fournir ces informations au titre de l'année 2019. Le nombre de juridictions pour lesquelles des données étaient disponibles est indiqué entre parenthèses.

*Source* : Tableau D.20 Arriérés recouverts par type d'impôt.

## Approches préventives

Les mesures prises par les administrations afin de prévenir la naissance de créances et de recouvrer les arriérés impayés continuent d'évoluer. Les progrès en matière de modélisation prédictive et de techniques expérimentales, présentés dans le rapport de l'OCDE *Advanced Analytics for Better Tax Administration* (OCDE, 2016<sup>[4]</sup>), et dans le recueil des pratiques de gestion des créances fiscales jugées concluantes que l'on trouvera dans le rapport de l'OCDE intitulé *Successful Tax Debt Management : Measuring Maturity and Supporting Change* (OCDE, 2019<sup>[3]</sup>), aident de nombreuses administrations à adapter leurs interventions en fonction des risques propres à tel ou tel contribuable. Les approches retenues relèvent de l'une des catégories suivantes :

- l'analyse prédictive, qui cherche à évaluer la probabilité de réalisation de certains résultats et qui, en ce qui concerne le recouvrement des créances, repose sur une modélisation du risque qu'une personne physique ou une entreprise manque à ses obligations de paiement, ainsi que sur des modèles visant à estimer la probabilité d'insolvabilité ou d'autres difficultés de paiement
- l'analyse prescriptive, qui consiste à prévoir l'impact probable de mesures sur le comportement des contribuables, pour permettre aux administrations fiscales de choisir la bonne ligne d'action pour un contribuable ou un groupe de contribuables donné (OCDE, 2016<sup>[4]</sup>).

De nombreuses administrations combinent ces deux pratiques, et ont expérimenté diverses méthodes destinées à modifier le « comportement des contribuables ». Comme on l'a vu au chapitre 5, deux tiers des administrations ont recours à des méthodologies ou des techniques d'analyse comportementale. Ces pratiques sont susceptibles de modifier les

stratégies en matière de gestion des créances fiscales, dans la mesure où les administrations abandonnent les approches universelles (lorsqu'une telle solution s'avère rentable), et s'efforcent plutôt de déterminer :

- les cas devant faire l'objet d'une intervention
- à quel moment il convient d'intervenir (par exemple, avant même la date de dépôt de la déclaration ou de réception du paiement)
- le type de mesure qui permettrait d'obtenir le meilleur rapport coût-bénéfice.

L'encadré 7.2 illustre les approches adoptées par certaines administrations.

### Encadré 7.2. Exemples nationaux : Prévenir l'accumulation de créances

#### **Belgique : Analyser l'impact des techniques comportementales sur la discipline fiscale**

L'Administration générale de la Perception et du Recouvrement (AGPR), qui dépend du Service public fédéral Finances (SPF) belge, a mené une série d'expériences comportementales, et étudié l'impact de techniques comportementales telles que la simplification, la dissuasion et la promotion d'une obligation morale de conformité fiscale. Plusieurs essais contrôlés randomisés par courrier papier ont été réalisés, et les résultats ont été mesurés de manière scientifique.

Il se dessine une image cohérente de ces expériences : une simplification de la communication accroît sensiblement la conformité, les messages de dissuasion ont un effet positif supplémentaire, mais la promotion d'une obligation morale de conformité fiscale semble d'une manière générale inefficace, et a souvent un effet inverse dans ce contexte. L'organisation de ces essais et leurs résultats ont fait l'objet d'une publication dans (De Neve et al., 2021<sup>[5]</sup>).

Sur le plan opérationnel, ces conclusions ont été et sont encore utilisées pour ajuster la communication vis-à-vis des contribuables. Elles ont permis une amélioration du taux de règlement de 9 points de pourcentage, et l'administration a pu encaisser 22 millions EUR de paiements anticipés, ce qui représente un retour sur investissement élevé.

Dans le cadre d'un autre projet faisant appel à l'approche comportementale, les avis d'imposition des contribuables confrontés à des difficultés financières ont été adaptés en usant de ressorts comportementaux afin de les inciter à demander la mise en place de mesures d'accompagnement dès que possible dans le processus de recouvrement de l'impôt, comme des dispositifs d'échelonnement. Le fait de cibler les messages s'est traduit par une hausse de 15 % des demandes de paiements échelonnés, ce qui est bénéfique à la fois pour les contribuables (prévention des dettes) et pour l'administration fiscale (diminution de la charge de travail).

Voir à l'annexe 7.A les liens vers les documents de référence.

#### **Hongrie : Éléments d'enseignement des sciences comportementales en matière de gestion des créances fiscales**

Le ministère des Finances et l'Administration nationale des impôts et des douanes de la Hongrie ont lancé un projet pilote qui visait, entre autres, à tester l'impact de nouveaux types d'avis de paiement. Le projet a fait appel à des méthodes issues des sciences comportementales, et a pris en compte les meilleures pratiques internationales ainsi que les spécificités du système fiscal hongrois.

L'objectif était de déterminer s'il était possible d'accroître le volume des versements volontaires en modifiant le contenu ou la forme des avis de paiement. Les avis ont été adressés à 21 000 entrepreneurs individuels dont les créances fiscales étaient comprises entre 10 000 HUF et 1 million HUF. La moitié des contribuables sélectionnés de façon aléatoire a reçu un avis de paiement classique, tandis que l'autre moitié a reçu le nouvel avis.

### Encadré 7.2. Exemples nationaux : Prévenir l'accumulation de créances *(suite)*

Le principe qui a guidé l'élaboration des nouveaux avis a été de hiérarchiser des tâches des contribuables. L'accent a été mis sur la clarté du message et l'utilisation de contenus personnalisés. Les références juridiques ont été supprimées au profit d'informations complémentaires accessibles par le biais de liens directs.

La forme aussi a été repensée. L'Administration nationale des impôts et des douanes a appliqué les principes des sciences comportementales pour rédiger des instructions claires et faciles à suivre, et explicites également quant aux conséquences d'un non-respect des obligations. Des encadrés en couleur ont aussi été utilisés pour améliorer davantage la lisibilité.

Les nouveaux avis ont permis de faire progresser le ratio de paiement de 1.4% en moyenne, mais la hausse est encore plus forte (2.9%) pour les contribuables dont les créances sont supérieures à 100 000 HUF. Le projet a montré qu'une communication plus claire permet d'améliorer le paiement des arriérés, le respect des délais de paiement et la conformité volontaire moyennant un coût très raisonnable. L'administration s'efforce désormais d'intégrer ces connaissances dans la pratique générale.

Voir à l'annexe 7.A les liens vers les documents de référence.

#### **Singapour : Utilisation d'outils de données et de modèles d'analyse**

L'Inland Revenue Authority of Singapore (IRAS) a tiré parti des outils de données et des modèles d'analyse pour identifier et classer par ordre de priorité les cas présentant des facteurs de risque élevé afin d'intervenir en amont et d'améliorer les taux de recouvrement des impôts. Trois de ces outils sont décrits plus en détail ci-après :

- **Un tableau de bord des indicateurs de présence commerciale permettant d'identifier les entités inactives.** Par le passé, l'IRAS était informée du fait que des entreprises avaient cessé leurs activités une fois les actions en exécution engagées. En adoptant une approche davantage axée sur les données, l'IRAS a pu mettre en place des mesures plus ciblées et plus efficaces. Elle a élaboré des indicateurs de présence commerciale faisant appel à plus de 30 éléments de données (recettes déclarées, actifs détenus, contributions aux fonds de prévoyance des salariés, etc.) qui l'aident à déterminer si une entreprise est susceptible d'avoir eu des activités commerciales au cours de l'année considérée. Les indicateurs de présence commerciale permettent à l'administration de mieux individualiser les mesures coercitives, et contribuent aussi à simplifier le processus permettant aux agents d'accéder aux informations fournies par les indicateurs.

Grâce aux informations issues des indicateurs et au tableau de bord, l'IRAS a obtenu les résultats suivants :

- personnalisation des mesures coercitives : l'IRAS a eu recours aux indicateurs afin d'individualiser les rappels préalables au dépôt des déclarations, et a incité les dirigeants d'entreprises pour lesquelles les indicateurs ne révèlent pas d'activité commerciale à remplir un formulaire de dispense de déclaration, plutôt que de leur envoyer un rappel type
- réduction des tâches inutiles et prévention de nouveaux cas de non-conformité : l'IRAS a également recouru aux indicateurs afin de prendre des mesures d'exécution ciblées à l'encontre des entreprises non déclarantes, notamment en les dispensant de l'obligation déclarative dans certaines conditions. Ces mesures ciblées ont permis une allocation plus efficiente des moyens consacrés à l'application des actions en exécution.

### Encadré 7.2. Exemples nationaux : Prévenir l'accumulation de créances (suite)

- **Approche comportementale et outils numériques destinés à éviter l'accumulation de créances.** Afin de tirer parti des systèmes naturels des contribuables, l'IRAS a mené un projet pilote consistant à envoyer aux contribuables des notifications de paiement en souffrance par SMS. Les contribuables peuvent ainsi synchroniser leurs smartphones ou calendriers électroniques avec les dates d'échéance figurant dans le SMS de rappel.

Le projet pilote a été mené de juin à octobre 2019 sur un échantillon d'environ 6 700 contribuables, et l'IRAS a observé une amélioration du taux de respect des obligations fiscales pour les contribuables ayant reçu le SMS avec la fonction synchronisation. Le projet pilote ayant été concluant, l'IRAS a étendu le déploiement à tous les rappels par SMS envoyés aux contribuables à partir de 2020.

- **Outils numériques destinés à empêcher l'accumulation de créances.** Un service électronique a été mis en place pour permettre aux contribuables, particuliers comme entreprises, de demander un étalement des paiements, et de gérer leurs échéanciers *via* le système GIRO (un service de paiement électronique et automatisé par virements bancaires qui permet d'effectuer des paiements directement à partir de comptes bancaires à des organismes de facturation, après autorisation du titulaire du compte bancaire.)

L'IRAS reçoit environ 85 000 appels par an concernant des demandes d'échelonnement de paiements. Désormais, au lieu d'appeler l'administration, les contribuables peuvent accéder à ce nouveau service numérique par leurs propres moyens lorsqu'ils souhaitent réduire le nombre de paiements, demander une prolongation de leur échéancier, réactiver leurs virements GIRO ou les annuler. Les contribuables peuvent également demander l'étalement du paiement de plusieurs types d'impôts en même temps.

Le service numérique a permis de traiter automatiquement 99 % de ces demandes, ce qui représente un gain de temps pour les agents dans la gestion des contacts et le traitement manuel des demandes d'échelonnement. Depuis sa mise en œuvre en septembre 2019, le taux d'utilisation du service a atteint 43 % au cours de l'année 1, et 65 % au cours de l'année 2.

*Source* : Belgique – Service public fédéral Finances (2021); Hongrie – Administration nationale des impôts et des douanes (2021); et Singapour – Inland Revenue Authority of Singapore (2021).

## Recouvrement de créances dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Conscientes de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les citoyens et les entreprises, de nombreuses administrations fiscales ont réagi rapidement et suspendu les mesures de recouvrement des créances (saisies sur salaires ou sur comptes bancaires, saisies et ventes de biens, par exemple). Au contraire, elles ont accordé plus facilement des échéanciers aux contribuables ou leur ont proposé une prolongation de la durée des échéanciers existants (CIAT/IOTA/OCDE, 2020<sub>[6]</sub>).

Ces mesures visaient à prévenir les difficultés ou les problèmes de trésorerie importants, afin de stabiliser l'économie dans son ensemble. Il est toutefois probable qu'elles aient encore augmenté les ratios d'endettement mentionnés dans les sections précédentes.

Il sera possible d'analyser ce point dans l'édition 2022 (qui portera sur les données de l'exercice 2020), mais il convient de souligner ici l'importance de prendre en compte l'impact économique d'un rétablissement des mesures de recouvrement des créances et des conditions moins généreuses des échéanciers de paiement pour planifier la reprise post-pandémie.

## Note

1. Dans l'édition 2019, les administrations fiscales du Chili et de l'Islande avaient déclaré ne pas être responsables du recouvrement des créances fiscales (OCDE, 2019<sup>[1]</sup>). Alors que cela est toujours le cas au Chili, la situation n'est plus la même en Islande où depuis le 1<sup>er</sup> mai 2019, cette fonction a été transférée de la Direction des douanes à la Direction des impôts.

## Références

- CIAT/IOTA/OCDE (2020), « Réponses de l'administration fiscale au COVID-19 : Mesures prises pour aider les contribuables », *Réponses de l'OCDE aux Coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/69d26e77-fr>. [6]
- De Neve, J. et al. (2021), « How to Improve Tax Compliance? Evidence from Population-Wide Experiments in Belgium », *Journal of Political Economy*, vol. 129/5, pp. 1425-1463, <http://dx.doi.org/10.1086/713096>. [5]
- OCDE (2019), *Successful Tax Debt Management : Measuring Maturity and Supporting Change*, OCDE, Paris, <https://www.oecd.org/fr/ctp/successful-tax-debt-management-measuring-maturity-and-supporting-change.htm> (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [3]
- OCDE (2019), *Tax Administration 2019 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/74d162b6-en>. [1]
- OCDE (2016), *Advanced Analytics for Better Tax Administration : Putting Data to Work*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264256453-en>. [4]
- OCDE (2014), *Working Smarter in Tax Debt Management*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264223257-en>. [2]

## Annexe 7.A

### Liens vers les documents de référence (consultés le 1<sup>er</sup> septembre 2021)

- Encadré 7.1. – Espagne :
  - Liens vers une présentation et une vidéo concernant la ligne téléphonique nationale d'assistance et d'informations en matière de recouvrement de l'impôt : présentation : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/spain-helpline-for-assistance-and-processing-in-tax-collection.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/spain-helpline-for-assistance-and-processing-in-tax-collection.pdf); vidéo : [https://youtu.be/H9erraJ6s\\_Y](https://youtu.be/H9erraJ6s_Y)
  - Lien vers des vidéos sur Cl@vepin : <https://sede.agenciatributaria.gob.es/Sede/ayuda/manuales-videos-folletos/videos/nuevo-sistema-identificacion-autenticacion-clave-pin.html>
  - Lien vers le site internet de l'AEAT pour s'inscrire à Cl@vepin : <https://sede.agenciatributaria.gob.es/Sede/clave.html>
  - Liens vers une présentation et une vidéo illustrant les nouveaux outils dans le domaine du recouvrement de créances : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/spain-new-tools-in-the-field-of-debt-collection.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/spain-new-tools-in-the-field-of-debt-collection.pdf) ; vidéo : [https://youtu.be/q\\_xJrGIneRc](https://youtu.be/q_xJrGIneRc)
  - Lien vers les simulateurs destinés à aider les contribuables dans le domaine du recouvrement des impôts : <https://sede.agenciatributaria.gob.es/Sede/ayuda/herramientas-asistencia-virtual/herramientas-asistencia-virtual-recaudacion.html>
- Encadré 7.2. – Belgique : Lien vers une vidéo décrivant une série d'expériences comportementales menées par l'Administration générale de la Perception et du Recouvrement : <https://youtu.be/JedLnJp0NdU>
- Encadré 7.2. – Hongrie : Lien vers une vidéo sur un projet pilote visant à tester l'impact de nouveaux types d'avis de paiement : <https://youtu.be/3mnuDHOCi-E>

## *Chapitre 8*

### **Différends**

*La prévention et le règlement des différends sont des éléments essentiels de tout système fiscal. Ce chapitre se penche sur les deux mécanismes, et examine les stratégies de prévention des différends, les mécanismes d'examen des différends existants, et les performances des administrations fiscales dans ce domaine.*

## Introduction

Un accès effectif à des procédures permettant aux contribuables de contester le calcul de l'impôt et les décisions de l'administration est une caractéristique essentielle d'un système fiscal bien conçu. De telles procédures permettent aux contribuables de faire valoir leurs droits, et de mettre œuvre des contrôles appropriés quant à l'exercice des compétences fiscales des administrations. Les administrations fiscales et les contribuables devraient néanmoins s'efforcer de travailler ensemble afin d'éviter la survenue de différends, ce qui permettrait d'alléger à la fois la charge de travail et les incertitudes pour les deux parties.

Tableau 8.1. Droits et obligations du contribuable

| Droits                              | Obligations  |
|-------------------------------------|--|
| Être informé, conseillé et entendu  | Être de bonne foi  |
| Faire appel                         | Se montrer coopératif  |
| Ne pas payer plus que le montant dû | Fournir des informations et des documents fiables en temps voulu |
| Certitude                           | Tenir des registres  |
| Protection de la vie privée         | Payer ses impôts dans les délais                                 |
| Confidentialité et secret           |  |

Source : OCDE (2019), *Tax Administration 2019 : Comparative Information on OECD and other Advanced and Emerging Economies*, <https://doi.org/10.1787/74d162b6-en>

Ce chapitre se penche dans un premier temps sur les stratégies de prévention des différends mises en place par les administrations fiscales, et s'intéresse dans un second temps aux mécanismes de règlement et d'examen des différends des juridictions couvertes par le présent rapport, ainsi qu'à leurs performances dans ce domaine.

## Prévention des différends

La prévention constitue le meilleur moyen de résoudre un différend. Les administrations fiscales ont développé différentes approches afin d'apporter clarté et certitude aux contribuables, dans le but de réduire les coûts de conformité, notamment en ce qui concerne les différends. Par ailleurs, étant donné que le règlement des différends mobilise énormément de ressources, en réduire le nombre permet de libérer des moyens qui pourront être affectés à d'autres activités.

Un des éléments clés d'un système de prévention des différends consiste à formuler des orientations et à fournir des conseils à l'intention des contribuables. Il s'agit d'une pratique courante des administrations fiscales dans le cadre de leur stratégie globale de service. Elles peuvent notamment mettre à disposition des informations ou des outils interactifs sur leur site web, publier des lignes directrices et des notes d'information destinées aux contribuables, et mettre en œuvre des initiatives éducatives et de soutien à l'intention des entreprises.

De plus, de nombreuses administrations proposent des mécanismes spécifiques de prévention des différends. Par exemple, dans le chapitre intitulé *Innovations in dispute resolution* de l'édition 2019, l'administration fiscale australienne (Australian Taxation Office)

explique qu'elle propose un examen indépendant portant sur le bien-fondé du dossier de contrôle fiscal d'un point de vue technique avant sa finalisation. L'examen vise à encourager un dialogue plus précoce afin de résoudre les différends (OCDE, 2019<sup>[1]</sup>). À l'origine, ce service n'était destiné qu'aux grandes entreprises dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 250 millions AUD. Toutefois, après avoir été mis en œuvre à titre expérimental, il a été jugé concluant, et étendu aux petites entreprises, c'est-à-dire à celles dont le revenu ou le chiffre d'affaires est inférieur à 10 millions AUD (Australian Taxation Office, 2021<sup>[2]</sup>).

### ***Décisions***

Comme le montre l'édition 2019 (OCDE, 2019<sup>[1]</sup>), conformément à leur engagement d'apporter aux contribuables des garanties quant au traitement qui leur sera appliqué, il est désormais courant que les administrations fiscales précisent comment elles interpréteront les lois qu'elles mettent en œuvre, ainsi que la législation fiscale dans des situations particulières, au moyen de décisions relevant d'une des deux catégories suivantes :

- Une **décision publique** est une déclaration par laquelle une administration explique comment elle interprétera les dispositions de la législation fiscale dans des situations données. En règle générale, l'objectif d'une décision publique est de clarifier l'application de la loi, en particulier lorsqu'un grand nombre de contribuables peuvent être concernés par des dispositions particulières, et/ou lorsqu'une disposition est source de confusion ou d'incertitude. Une décision publique revêt généralement un caractère contraignant pour l'administration fiscale si elle s'applique au contribuable et que ce dernier s'y réfère.
- Une **décision privée** porte sur une demande précise d'un contribuable (ou de son représentant fiscal) visant à obtenir plus de certitude quant à l'application de la loi par l'administration fiscale dans le cadre d'une ou de plusieurs transactions à l'étude ou achevées. L'objectif d'une décision privée vise à apporter aux contribuables davantage de soutien et de certitude quant aux conséquences fiscales de transactions plus complexes.

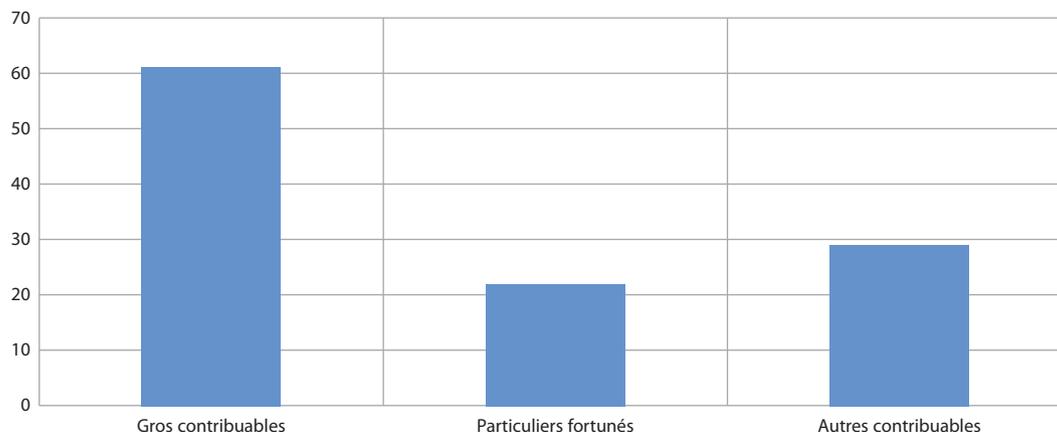
### ***Programme de discipline fiscale coopérative***

Ces dernières années, le recours aux accords de coopération pour gérer la discipline fiscale et renforcer la sécurité juridique en matière fiscale a mobilisé une attention croissante. Ces programmes passent souvent par une plus grande transparence dans la relation entre l'administration fiscale et le contribuable, et peuvent nécessiter des approches plus proactives afin de remédier aux risques fiscaux importants. Le concept de discipline fiscale coopérative a fait l'objet de plusieurs rapports rédigés par l'OCDE, dont le plus récent est intitulé *Co-operative Tax Compliance : Building Better Tax Control Frameworks* (OCDE, 2016<sup>[3]</sup>).

Étant donné que les programmes de discipline fiscale coopérative mobilisent énormément de ressources en raison du niveau élevé d'engagement entre les agents de l'administration fiscale et les contribuables, ils étaient traditionnellement réservés aux grandes entreprises. Cependant, les progrès technologiques dans le domaine de l'évaluation des risques ont conduit plusieurs administrations à étendre la formule à d'autres catégories de contribuables (voir graphique 8.1.).

Graphique 8.1. Programmes de discipline fiscale coopérative pour différentes catégories de contribuables, 2019

Pourcentage d'administrations disposant de tels programmes



StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934301968>

Source : Tableau A.49 Programmes de discipline fiscale coopérative.

### *Programme international pour le respect des obligations fiscales*

Le Programme international pour le respect des obligations fiscales (ICAP) est un processus de coopération multilatérale pour l'évaluation des risques et la certitude fiscale, fondé sur une participation volontaire. Il est conçu pour donner aux groupes d'entreprises multinationales (EMN) disposés à s'engager de manière active, ouverte et parfaitement transparente, une sécurité juridique accrue en matière fiscale concernant certaines de leurs activités et transactions. Le programme ICAP ne procure pas aux EMN la sécurité juridique qui pourrait être obtenue, par exemple, par le biais d'un accord préalable en matière de prix de transfert (APP). Il leur donne cependant une certitude et une sécurité lorsque les administrations fiscales qui participent à l'évaluation des risques d'une EMN jugent que le risque considéré est faible (OCDE, 2021<sup>[4]</sup>). En avril 2021, vingt juridictions participaient au programme ICAP<sup>1</sup>.

### *Vérifications conjointes*

Les vérifications conjointes sont un autre instrument qui peut contribuer à prévenir les différends. Les agents de deux administrations fiscales ou plus s'associent pour former une seule équipe de vérificateurs chargée d'examiner les questions ou les transactions du ou des contribuable(s) ayant des activités commerciales internationales dans lesquelles les juridictions ont un intérêt commun ou complémentaire. Grâce à cette collaboration, les administrations fiscales participantes ont la possibilité de détecter et de résoudre les désaccords ou les différends potentiels à un stade précoce (OCDE, 2019<sup>[5]</sup>).

### Encadré 8.1. États-Unis : Mesures de prévention des différends

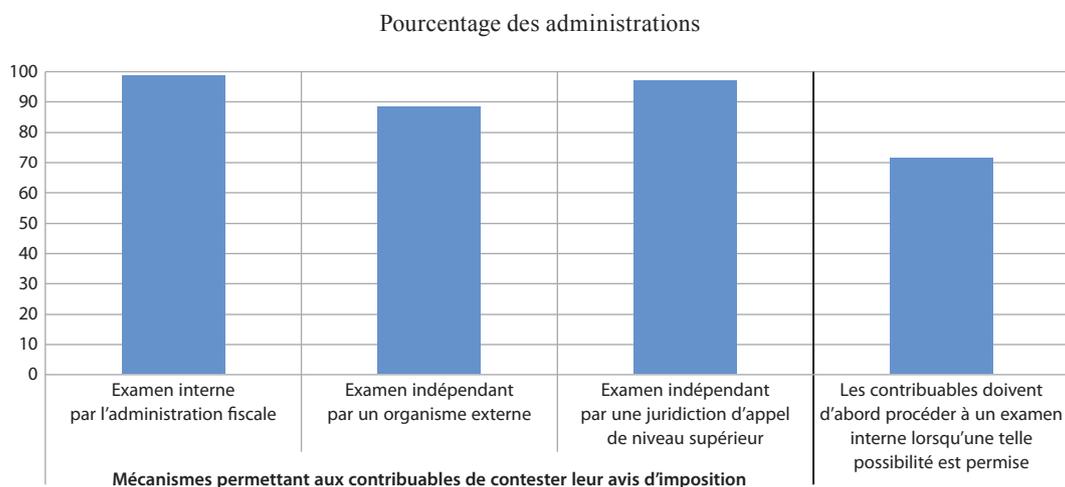
Le 16 novembre 2020, les autorités compétentes des États-Unis et du Mexique ont annoncé qu'elles avaient reconduit leur accord de coordination garantissant une sécurité juridique en matière fiscale à plus de 600 groupes multinationaux possédant des « maquiladoras », des filiales mexicaines assurant des fonctions de fabrication et d'assemblage dans le cadre de contrats de sous-traitance pour le compte de donneurs d'ordre américains. En vertu de l'accord fiscal renouvelé sur le régime des « maquiladoras » ou QMA (*Qualified Maquiladora Approach*), la double imposition est évitée si le contribuable mexicain conclut un accord préalable unilatéral en matière de prix de transfert (« APP ») avec le service dédié au contrôle des gros contribuables au sein de l'administration fiscale mexicaine (*Administración General de Grandes Contribuyentes*) dans des conditions négociées à l'avance entre les autorités américaines et mexicaines. Les autorités ont également fait savoir qu'elles s'employaient activement à étendre le cadre de l'accord QMA, en s'appuyant sur les orientations récemment publiées par l'OCDE (le 18 décembre 2020), afin d'offrir une sécurité juridique en matière fiscale pour les années concernées par les conditions économiques, commerciales et de santé publique actuelles.

Source : États-Unis – Internal Revenue Service (2021).

## Mécanismes d'examen des règlements des différends

Les 59 juridictions accordent aux contribuables le droit de contester l'établissement de l'impôt. Presque toutes les administrations déclarent prévoir un mécanisme de contrôle interne, et une grande majorité d'entre elles offrent aux contribuables la possibilité de demander un examen indépendant par un organisme externe, ce qui peut contribuer à améliorer la sécurité juridique pour les contribuables. S'agissant des administrations qui proposent les deux mécanismes d'examen, environ 70 % d'entre elles imposent aux contribuables de demander un examen interne avant que leur cas ne puisse être examiné par un organisme externe (voir graphique 8.2.).

Graphique 8.2. Règlement des différends : Mécanismes d'examen disponibles, 2019



StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934301987>

Source : Tableau A.37 Règlement des différends : mécanismes d'examen.

### Encadré 8.2. Règlement des différends fiscaux internationaux par la procédure amiable

La double imposition au titre d'une même transaction ou d'un même revenu peut avoir des conséquences économiques significatives. Les conventions fiscales, également appelées conventions de double imposition, visent généralement à éliminer la double imposition en établissant des règles convenues d'un commun accord sur la répartition des droits d'imposition applicables aux contribuables résidant dans les pays signataires. Elles peuvent aussi prévoir des mécanismes destinés à éviter le non-respect des obligations fiscales.

Compte tenu de la complexité des situations concernées, les parties peuvent ne pas être d'accord quant à l'application ou l'interprétation de ces règles. Pour y remédier, la grande majorité des conventions fiscales prévoient un processus formel de règlement des différends par le biais d'une procédure amiable (PA). Une telle procédure est prévue à l'article 25 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE, qui est utilisé par la plupart des pays comme référence pour leurs conventions fiscales. La procédure amiable est essentielle au bon fonctionnement des conventions fiscales, et contribue à réduire les risques de double imposition.

Source : OCDE (2017), Improving mutual agreement procedures, in *Tax Administration 2017 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, [https://doi.org/10.1787/tax\\_admin-2017-18-en](https://doi.org/10.1787/tax_admin-2017-18-en).

## Performances en matière de règlement des différends

Si les administrations fiscales ne peuvent généralement pas contrôler le calendrier des procédures judiciaires, nombre d'entre elles s'emploient à améliorer les procédures de règlement des différends afin de les accélérer. L'exemple brésilien présenté dans l'encadré 8.3 illustre comment les avancées technologiques offrent aux administrations fiscales de nouvelles possibilités d'identifier des cas similaires ou de comprendre les conséquences probables des différends ; et les exemples de la Géorgie et de l'Inde montrent comment les technologies numériques peuvent être utiles à la fonction de règlement des différends (voir encadré 8.3.).

### Encadré 8.3. Exemples nationaux : Règlement des différends en ligne

#### Brésil : L'intelligence artificielle appliquée au règlement des différends

L'administration fiscale brésilienne a recours à l'intelligence artificielle afin d'accélérer le processus de règlement des différends fiscaux. Les algorithmes d'apprentissage automatique permettent de lire automatiquement les allégations des contribuables, de les comparer à une base de connaissances de résolutions antérieures, de regrouper les allégations similaires et de proposer, en langage naturel, le résultat le plus probable.

#### Géorgie : Procédure d'audition dématérialisée en cas de différend fiscal

Durant la pandémie, le Service des recettes publiques de Géorgie a mis en place une procédure d'audition électronique à distance permettant aux contribuables concernés par un différend fiscal de voir leur cas examiné. La possibilité pour les contribuables de déclarer à l'avance leur volonté de participer à une audition à distance pour régler un futur différend a permis d'ancrer davantage ce système dans la pratique de l'administration.

### Encadré 8.3. Exemples nationaux : Règlement des différends en ligne (suite)

Cette solution garantit la continuité des procédures de l'administration fiscale et la sécurité des parties concernées pendant la pandémie, et permet aux contribuables de gagner du temps et d'économiser de l'argent. Pour une mise en œuvre efficace, il a été essentiel de veiller à ce que le système soit souple, efficace et performant, tout en tenant compte des préoccupations et des obligations en matière de protection et de confidentialité des données. Le Service des recettes publiques de Géorgie a décidé de développer un système reposant sur une plateforme de vidéoconférence permettant aux contribuables de se connecter à la fois à l'aide d'un ordinateur ou d'un téléphone. Les contribuables reçoivent des rappels au sujet du déroulement des auditions sur leurs pages web personnalisées et par SMS, ainsi que des instructions détaillées sur la manière d'utiliser la plateforme.

Le tableau 8.2 montre le taux de recours au système d'audition dématérialisée en Géorgie. Le Service des recettes publiques s'attend à ce que ce taux augmente à mesure que les contribuables se familiariseront avec ce nouveau service. Le système d'audition dématérialisée fait désormais partie intégrante du code fiscal de la Géorgie, et sera donc conservé une fois la pandémie terminée.

Tableau 8.2. Géorgie : Évolution du recours au système d'audition dématérialisée pour le règlement des différends fiscaux

|   | Mai<br>2020 | Juin<br>2020 | Août<br>2020 | Novembre<br>2020 | Décembre<br>2020 |
|---|-------------|--------------|--------------|------------------|------------------|
| Nombre de dossiers à examiner   | 11          | 14           | 8            | 236              | 235              |
| Nombre de dossiers pour lesquels les contribuables ont accepté de recourir au système d'audition électronique | 8           | 13           | 6            | 151              | 130              |

Source : Service des recettes publiques de Géorgie (2021).

#### Inde : Procédure d'appel à distance

En 2020, le gouvernement indien a mis en place une procédure d'appel à distance, qui permet à un contribuable d'introduire un recours et d'être entendu en cas de différend en matière d'impôt sur le revenu sans être obligé de comparaître en personne devant le Commissaire à l'impôt sur le revenu.

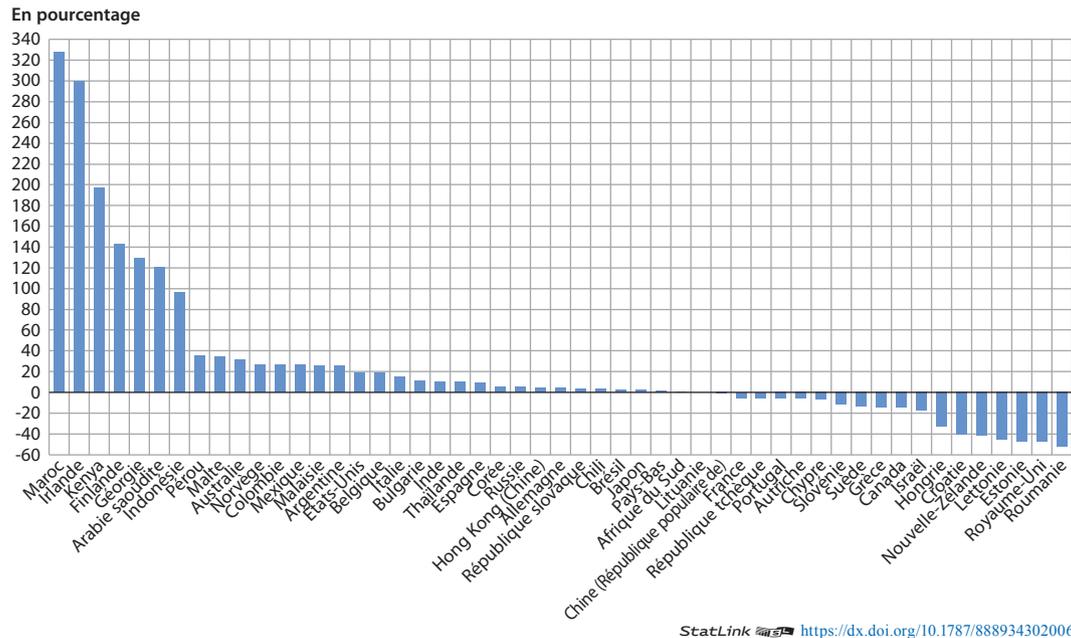
Le contribuable doit transmettre ses pièces justificatives en ligne, via le portail électronique dédié, et son recours est examiné par le service central de recours en ligne, qui fait office de point de contact unique entre les requérants et le gouvernement. Ce système permettra à l'Inde de gagner en efficacité, en transparence et en responsabilité, tant du côté des contribuables que de l'instance de recours.

Source : Administration fiscale brésilienne (2021), Service des recettes publiques de Géorgie (2021), et Inde – Income Tax Department (2021).

Pour améliorer efficacement les procédures de règlement, il est nécessaire de disposer de mécanismes fiables d'information et de suivi. Il est encourageant de constater que, depuis la publication du rapport sur les administrations fiscales de 2015, de nombreuses administrations se sont employées à améliorer le niveau des informations de gestion disponibles, si bien que le présent rapport contient des informations sur les performances d'environ 90 % des administrations.

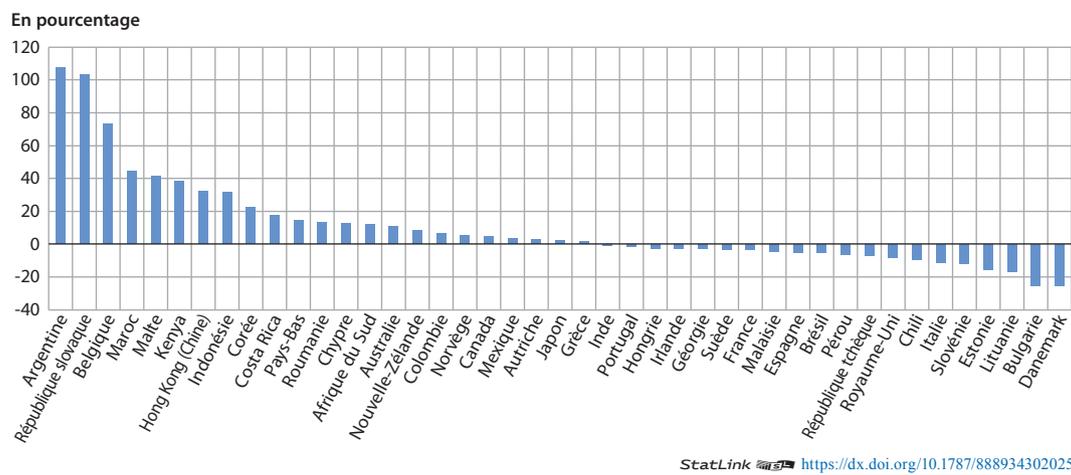
Les graphiques 8.3 et 8.4 montrent l'évolution entre 2018 et 2019 du nombre de dossiers ayant fait l'objet d'une procédure de contrôle interne et externe non clôturés en fin d'exercice. Il est intéressant de noter l'augmentation significative du nombre de dossiers examinés signalés par quelques juridictions.

Graphique 8.3. Procédure de contrôle interne : variation entre 2018 et 2019 du nombre de dossiers en fin d'exercice



Source : Tableau A.38 Règlement des différends : nombre de dossiers.

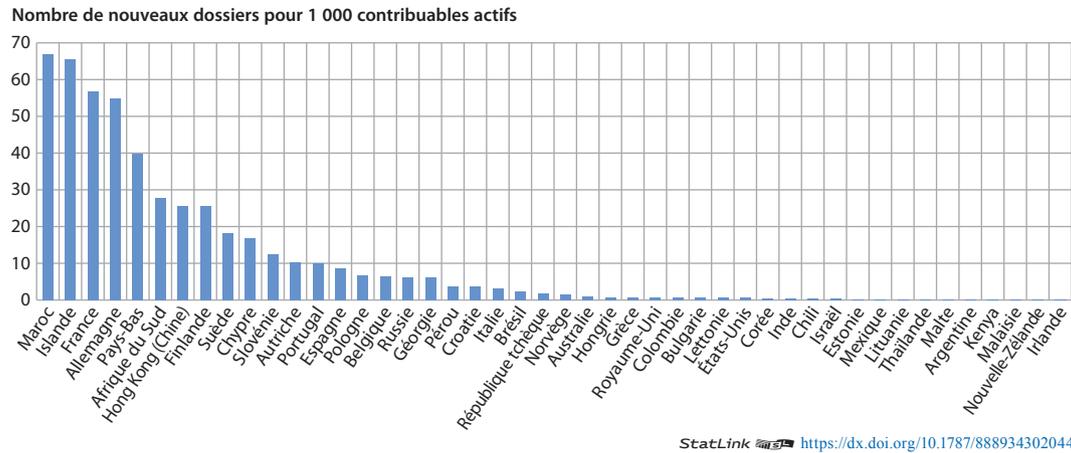
Graphique 8.4. Examen indépendant par des organismes externes : variation entre 2018 et 2019 du nombre de dossiers en fin d'exercice



Source : Tableau A.38 Règlement des différends : nombre de dossiers.

On notera par ailleurs que le volume des dossiers varie considérablement d'une juridiction à l'autre. Par exemple, le tableau A.38 montre que le nombre de dossiers faisant l'objet d'une procédure de contrôle interne est très faible en Irlande, et que le fait de passer d'un dossier à quatre dossiers non clôturés explique l'augmentation de 300% constatée entre fin 2018 et fin 2019. Le graphique 8.5 confirme cette observation, et met en lumière les différences importantes qui existent entre les juridictions quant à l'utilisation des procédures de contrôle interne.

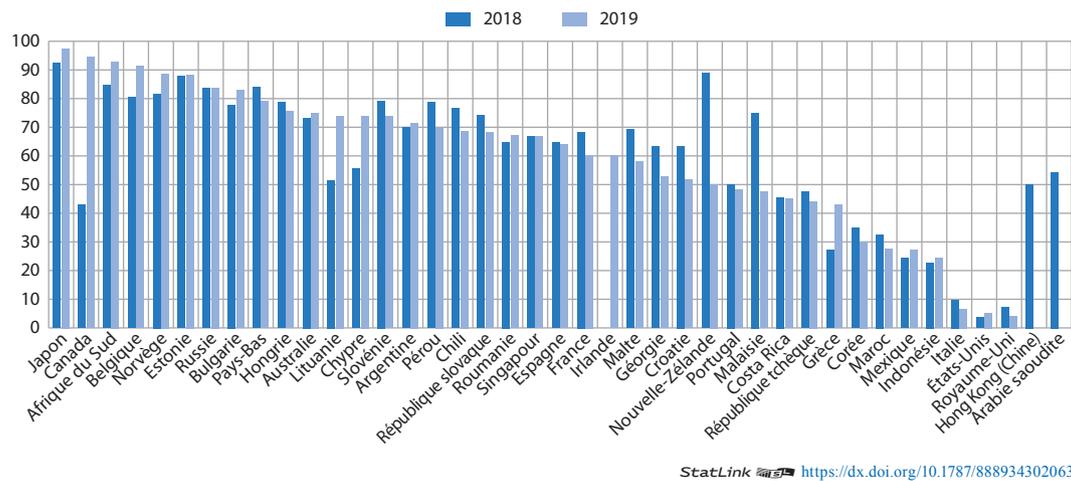
Graphique 8.5. Nombre de nouveaux dossiers en interne pour 1 000 contribuables actifs redevables au titre de l'IRPP et de l'IS, 2019



Note : Pour l'Islande et la Pologne, les données se rapportent à l'année 2018.

Source : Tableau D.24 Recours administratif et procédures judiciaires.

Graphique 8.6. Pourcentage de dossiers résolus en faveur de l'administration



Note : Les dossiers résolus en faveur de l'administration correspondent aux dossiers dans lesquels l'administration a obtenu gain de cause sur plus de 50% des questions ayant fait l'objet d'un différend dans chaque dossier. Dans le cas de la France, le nombre de dossiers résolus en faveur de l'administration inclut toutes les décisions entièrement ou partiellement favorables à l'administration. S'agissant de la Corée, le nombre de dossiers résolus en faveur de l'administration correspond aux décisions où toutes les questions ont été tranchées en faveur de l'administration fiscale.

Source : Tableau D.24 Recours administratif et procédures judiciaires.

Il n'est pas rare que la législation fiscale donne lieu à des interprétations différentes par les contribuables et l'administration fiscale, et que cela aboutisse à des différends après que les procédures de contrôle interne et externe ont été achevées. Bien que les administrations fiscales déclarent que la plupart des différends sont résolus sans qu'il soit nécessaire de recourir à une procédure judiciaire, le graphique 8.6. illustre les performances des administrations en ce qui concerne les dossiers jugés par les tribunaux. On constate qu'il y a peu de variations entre 2018 et 2019, même si, pour certaines juridictions, le nombre de dossiers jugés est très faible, ce qui signifie que les résultats peuvent fluctuer considérablement d'une année à l'autre.

## Note

1. Voir [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/international-compliance-assurance-program.htm](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/international-compliance-assurance-program.htm) (consulté le 29 avril 2021).

## Références

- Australian Taxation Office (2021), *Independent review for small businesses with turnover less than \$10 million*, [www.ato.gov.au/General/Dispute-or-object-to-an-ATO-decision/In-detail/Avoiding-and-resolving-disputes/Independent-review/Independent-review-for-small-businesses-with-turnover-less-than-\\$10-million/](http://www.ato.gov.au/General/Dispute-or-object-to-an-ATO-decision/In-detail/Avoiding-and-resolving-disputes/Independent-review/Independent-review-for-small-businesses-with-turnover-less-than-$10-million/) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [2]
- OCDE (2021), *International Compliance Assurance Programme – Handbook for tax administrations and MNE*, OCDE, Paris, [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/international-compliance-assurance-programme-handbook-for-tax-administrations-and-mne-groups.htm](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/international-compliance-assurance-programme-handbook-for-tax-administrations-and-mne-groups.htm) (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2021). [4]
- OCDE (2019), *Joint Audit 2019 – Enhancing Tax Co-operation and Improving Tax Certainty : Forum on Tax Administration*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/17bfa30d-en>. [5]
- OCDE (2019), *Tax Administration 2019 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/74d162b6-en>. [1]
- OCDE (2016), *Co-operative Tax Compliance : Building Better Tax Control Frameworks*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264253384-en>. [3]

## *Chapitre 9*

### **Budget et personnel**

*Ce chapitre s'intéresse aux ressources consacrées aux administrations fiscales et fournit des informations sur leur personnel. Il présente les difficultés auxquels font face les administrations pour accroître leurs capacités tout en assurant la gestion d'effectifs qui, de manière générale, diminuent, et, en moyenne, sont vieillissants.*

## Introduction

Pour qu'une administration fiscale puisse assurer son rôle de percepteur des impôts et de prestataire de services aux citoyens et aux entreprises, il est essentiel qu'elle dispose de ressources financières suffisantes ainsi que d'une main-d'œuvre qualifiée capable de produire des résultats de qualité de manière efficace et efficiente. Voilà l'objet de ce chapitre. La première partie s'intéresse aux ressources financières dont disposent les administrations fiscales et à la manière dont elles sont dépensées. La deuxième partie présente des informations sur le personnel des administrations fiscales. En outre, ce chapitre passe en revue certains des défis que posent la transformation numérique et la crise du COVID-19.

Comme on l'a déjà indiqué dans d'autres chapitres, l'Enquête internationale sur les administrations fiscales (ISORA), qui constitue la base de ce rapport, a été abrégée pour faciliter le passage à une enquête annuelle et réduire les charges pesant sur les administrations participantes (voir le Guide du lecteur pour plus de détails). Par conséquent, ce rapport ne s'intéresse plus aux mécanismes de gouvernance des administrations fiscales ou aux aspects touchant à la gestion des ressources humaines, y compris les qualifications du personnel. Les lecteurs que ces sujets intéressent sont invités à se reporter à l'édition 2019 de la série (OCDE, 2019<sup>[1]</sup>).

## Budget et technologies de l'information et de la communication

### *Dépenses opérationnelles*

Le niveau global des ressources affectées à l'administration de l'impôt est une question importante et d'actualité pour la plupart des autorités, des observateurs extérieurs et, bien entendu, des administrations fiscales elles-mêmes. Si les approches budgétaires diffèrent, la plupart des pays lient le budget alloué à l'obtention de résultats définis dans un plan d'activité annuel.

S'agissant des chiffres, les trois quarts environ des administrations fiscales font état d'une hausse de leurs dépenses opérationnelles de 2018 à 2019. Les données issues de la précédente enquête ISORA permettent en outre d'analyser les évolutions budgétaires sur la période 2016-19. On constate alors que plus de 85 % des administrations affichent une augmentation de leur budget (voir le tableau 9.1).

Il convient toutefois d'interpréter ces données avec prudence. En effet, si de nombreuses administrations ont vu leur budget augmenter sur le papier, ces chiffres ne tiennent compte ni de l'accroissement des responsabilités dont font état de nombreuses administrations ni des pressions inflationnistes.

Ce problème est d'autant plus grave qu'une part importante des budgets est nécessaire pour les coûts salariaux, qui représentent en moyenne 73 % des budgets opérationnels annuels (voir tableau 9.1). Ainsi, toute hausse plus importante des budgets peut être rapidement absorbée par des augmentations de salaire, qui peuvent constituer une obligation contractuelle. Cette conjonction de l'accroissement des responsabilités et des pressions budgétaires incite les administrations fiscales à trouver des solutions innovantes, souvent fondées sur les technologies, de manière à pouvoir fournir de meilleurs services aux contribuables sans perdre de vue les risques de non-conformité concernés. Grâce à cette approche, les administrations fiscales sont en mesure de relever les défis budgétaires auxquels elles sont confrontées.

Tableau 9.1. **Évolutions des dépenses opérationnelles**  
Pourcentage des administrations

| Évolution                           | De 2016 à 2019<br>(d'après les données<br>de 36 administrations) | De 2018 à 2019<br>(d'après les données<br>de 57 administrations) |
|-------------------------------------|--|--|
| Hausse des dépenses opérationnelles | 86 %   | 77 %   |
| Baisse des dépenses opérationnelles | 14 %   | 23 %   |

*Note* : la comparaison des données de 2016 et 2019 ne repose que sur des informations provenant de 36 administrations fiscales, car pour certaines d'entre elles, les données n'étaient pas disponibles pour toutes les années ou n'étaient pas comparables en raison de (i) l'ajout de nouvelles responsabilités importantes ou (ii) l'utilisation, par un certain nombre d'administrations qui cumulent les fonctions d'administration de l'impôt et des droits de douane, d'un nouveau formulaire simplifié pour estimer le budget attribué à l'administration fiscale seule (cette option est proposée dans la version 2020 de l'outil employé pour l'enquête ISORA).

*Source* : calculs du Secrétariat sur la base des tableaux E.1 et A.7 ainsi que de la publication OCDE (2019), *Tax Administration 2019 : Comparative Information on OECD and other Advanced and Emerging Economies*, <https://doi.org/10.1787/74d162b6-en>, tableaux E.1 et A.31.

Par ailleurs, il sera intéressant d'observer les incidences de la pandémie de COVID-19 sur le budget des administrations fiscales. En effet, la baisse des recettes perçues (voir chapitre 2), conjuguée à l'ampleur des dépenses publiques affectées aux programmes de soutien aux citoyens et aux entreprises, peut conduire les autorités à réduire le budget de certaines administrations. En outre, la diminution des perceptions peut créer d'autres difficultés pour les quelques administrations dont le budget annuel est (en partie) fondé sur un pourcentage des recettes collectées – à moins que cette formule soit ajustée (OCDE, 2019, p. 114<sup>[1]</sup>).

La gestion du parc immobilier pourrait constituer un poste de réduction des coûts à l'avenir. Étant donné que les agents en télétravail seront plus nombreux, même après la crise du COVID-19, les administrations fiscales peuvent en effet envisager de réévaluer leurs besoins en matière d'espaces de bureaux (qu'elles en soient propriétaires ou locataires). Ces derniers devraient toutefois rester inchangés dans l'immédiat, puisque les éventuelles économies réalisées grâce au télétravail seront probablement contrebalancées par les obligations de distanciation sociale.

Parmi les pistes envisageables de réduction des coûts, citons entre autres le passage à des bâtiments intelligents et économes en énergie, la réduction de la consommation d'énergie et le partage d'infrastructures avec d'autres administrations, comme l'illustrent les exemples nationaux de l'encadré 9.1.

### Encadré 9.1. Exemples nationaux : réduire les dépenses opérationnelles

#### Chili : projet sur l'efficacité énergétique

En août 2019, l'administration fiscale chilienne (Servicio de Impuestos Internos, SII) a lancé son projet sur l'efficacité énergétique, qui englobe les aspects suivants : optimisation des contrats actuels, réduction de la consommation d'énergie, incitation à des modes de vie durables et diminution des coûts énergétiques :

- Vingt et un contrats de fourniture d'électricité ont été révisés dans tout le pays en 2020. Les meilleurs tarifs ont été négociés et le SII a cherché à réaliser des économies d'échelle en regroupant les contrats de différentes entités pour optimiser leur position de négociation. À la fin de 2020, 19 des 21 contrats avaient été modifiés.

### Encadré 9.1. Exemples nationaux : réduire les dépenses opérationnelles (suite)

- Le SII a réduit sa consommation d'énergie en surveillant 21 sites répartis dans tout le pays au moyen d'une plateforme en ligne de collecte de données permettant de contrôler les heures de pointe et les coûts énergétiques. L'administration a ainsi pu remplacer des technologies obsolètes par des systèmes de consommation plus efficaces et ajuster les temps de consommation pour tirer profit de coûts moins élevés.
- Au travers d'ateliers de formation, le SII entend sensibiliser quelque 500 agents aux questions du développement durable, des énergies renouvelables et de l'utilisation efficace des ressources. Tout au long de l'année 2020, le SII a mis en place un programme national d'ateliers, avec l'appui du ministère chilien de l'Énergie, auquel ont participé les 21 chefs d'administration au niveau national. Pour 2021, l'objectif est de mettre en place 8 à 10 ateliers ayant un impact local ou national.
- Le grand objectif est de parvenir à réduire les dépenses énergétiques de 30% en 2021 (ce qui représente environ 167 000 USD) et de 40% en 2020 (296 000 USD). Les économies réalisées seront affectées au financement des programmes de réduction de la consommation d'énergie.

#### **Royaume-Uni : le programme « Locations » de HMRC pour mieux travailler dans des bâtiments intelligents**

Au Royaume-Uni, le programme « Locations » de Her Majesty's Revenue and Custom (HMRC) est au cœur de la transformation globale opérée par l'administration fiscale. Il assure la mise en œuvre de la première phase du programme « pôles » des autorités britanniques, qui vise à offrir des lieux de travail de qualité articulés autour d'une variété d'espaces de travail flexibles conçus pour travailler plus intelligemment et intégrer des dispositifs d'apprentissage sur site.

L'infrastructure numérique à haut débit assure des niveaux élevés de résilience et de fiabilité. Les réseaux Wi-Fi Gov.uk permettent une exploitation flexible des bureaux par plusieurs administrations. Ces bâtiments à la pointe de la technologie font partie intégrante des projets de HMRC visant à fournir aux contribuables de meilleurs services à moindre coût, l'objectif étant d'économiser 90 millions GBP par an.

Les bâtiments sont conçus sur la base des normes énoncées dans le Guide de conception inclusive (Inclusive Design Guide) de HMRC, salué par le Conseil britannique de l'industrie du bâtiment, afin de proposer un environnement de travail moderne et accueillant qui soit accessible aux personnes les plus diverses.

Tous les centres régionaux de HMRC sont pensés et construits conformément aux processus et procédures BIM (modélisation des informations du bâtiment), ce qui garantit l'exactitude et la continuité des données sur les actifs tout au long de la conception, de la construction et de l'exploitation des bâtiments, avec à la clé un renforcement de la collaboration entre HMRC et ses fournisseurs.

Par exemple, tous les nouveaux sites sont conçus sur la base du BIM de niveau 2, c'est-à-dire que chaque élément de conception a été coordonné avant l'assemblage sur site, ce qui permet de réduire le nombre d'erreurs et d'améliorer la qualité. Au centre régional de Croydon, HMRC expérimente par ailleurs une technologie fondée sur des capteurs afin d'analyser les performances des bâtiments dans quatre domaines essentiels : le confort thermique, le niveau de CO<sub>2</sub> dans les salles de réunion, la consommation d'énergie ainsi que la maintenance conditionnelle des installations et du matériel.

Tous les centres régionaux ont obtenu la note « excellent » ou « exceptionnel » de la certification BREEAM (méthode d'évaluation du comportement environnemental des

### Encadré 9.1. Exemples nationaux : réduire les dépenses opérationnelles (suite)

bâtiments). Depuis 2017, HMRC a réduit le volume total de ses déchets de 64 % et atteint un taux de recyclage de 77 ; seul 1 % des déchets sont mis en décharge. L'administration a par ailleurs permis de réduire ses émissions opérationnelles de carbone de 36 % et sa consommation d'eau de 51 %. Ces efforts permettant à HMRC de figurer parmi les dix premières administrations du Royaume-Uni dans chaque domaine du programme « Greening Government ».

Source : Chili, Servicio de Impuestos Internos (2021), et Royaume-Uni, Her Majesty's Revenue and Customs (2021).

#### *Postes de dépenses opérationnelles des administrations fiscales*

Comme on l'a vu plus haut, les coûts salariaux constituent le principal poste de dépenses opérationnelles des administrations fiscales, les salaires à eux seuls représentant en moyenne 73 % du budget annuel (voir graphique 9.1). Autre poste important : le coût d'exploitation des TIC, qui représente en moyenne 10 % des dépenses opérationnelles, voire de 20 à 25 % de leur total pour certains pays (voir tableau D.3). Les moyennes de ces deux postes (salaires et TIC) restent stables depuis 2016 pour l'ensemble des administrations visées par ce rapport.

#### *Dépenses d'investissement*

Les dépenses d'investissement représentent environ 4 % des dépenses totales en moyenne, mais les variations sont importantes d'une administration à l'autre : moins de 1 % pour certaines d'entre elles, plus de 10 % pour d'autres (voir tableau A.7).

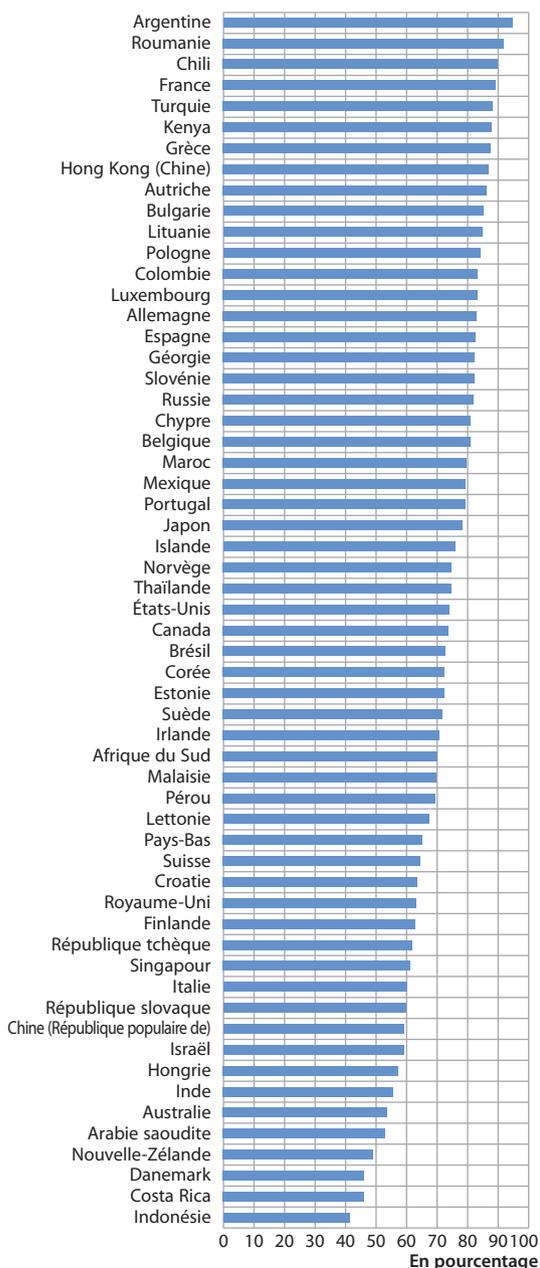
#### *Coût de perception*

Il est devenu assez courant que les administrations fiscales calculent et publient (par exemple dans leurs rapports annuels) un ratio du « coût de perception » comme indicateur de substitution pour mesurer leur efficacité ou leur efficacie. Ce ratio est calculé en comparant les dépenses annuelles de l'administration aux recettes nettes perçues au cours de l'exercice. Compte tenu des nombreuses similitudes que présentent les impôts administrés par les administrations fiscales, les observateurs ont naturellement tendance à comparer les ratios du « coût de perception » des différentes juridictions. Pour les raisons exposées à l'encadré 9.2, il convient toutefois de prendre ce type de comparaison avec des pincettes.

Dans la pratique, un certain nombre de facteurs peuvent en effet influencer sur le rapport coûts-recettes, mais ne concernent en rien l'efficacité ou l'efficacité relative. Les données de l'exercice 2020 ne seront disponibles qu'au terme de la prochaine enquête ISORA, mais il est attendu que la crise du COVID-19 constitue l'un de ces facteurs. En outre, les comparaisons internationales sont difficiles à établir en raison d'une série de variables à prendre en considération.

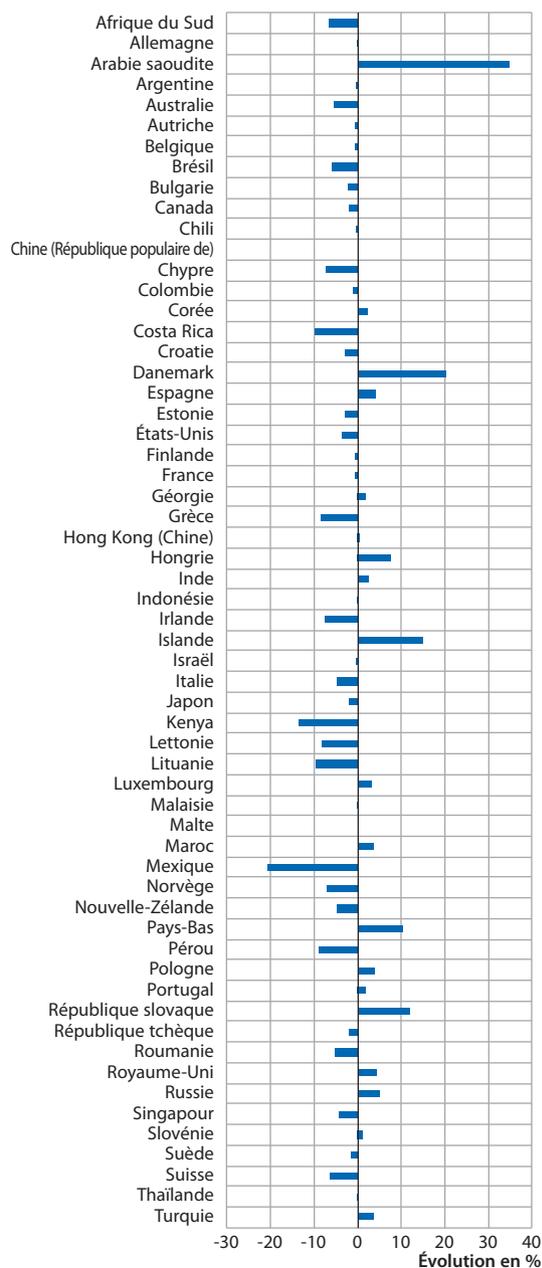
Citons notamment les évolutions macroéconomiques ainsi que les différences dans les types de recettes administrées. Ces facteurs sont détaillés à l'encadré 9.2.

Graphique 9.1. Coûts salariaux en pourcentage des dépenses opérationnelles totales



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888934302082>

Graphique 9.2. Évolution des ratios du « coût de perception » de 2018 à 2019



StatLink <https://dx.doi.org/10.1787/888934302101>

Source : Tableau D.3 Ratios des ressources.

Source: Tableau D.3 Ratios des ressources.

Note : il convient de tenir compte des facteurs évoqués à l'encadré 9.2 pour interpréter ce graphique.

### Encadré 9.2. Difficultés liées à l'utilisation du ratio du « coût de perception » comme indicateur de l'efficacité et/ou de l'efficacité

Observée au fil du temps, une tendance à la baisse du ratio du «  o t de perception » peut attester d'une réduction des c o ts relatifs (amélioration de l'efficacité) et/ou d'une amélioration de la discipline fiscale (amélioration de l'efficacité). Cependant, on a aussi constaté à l'usage que nombre de facteurs susceptibles d'influencer ce ratio **ne sont pas** liés à l'évolution de l'efficacité et/ou de l'efficacité des administrations fiscales et compromettent la fiabilité de cette statistique dans le contexte international :

- ** volutions de la politique fiscale** : les modifications apportées à la politique fiscale sont un facteur important pour déterminer le rapport c o ts-recettes. Ainsi, une décision visant à accroître la charge fiscale globale devrait, en théorie et toutes choses égales par ailleurs, entraîner une amélioration équivalente du ratio, mais elle n'a rien à voir avec une amélioration de l'efficacité ou de l'efficacité opérationnelle.
- ** volutions macroéconomiques** : les variations anormales des taux de croissance économique, etc., ou de l'inflation au fil du temps sont susceptibles d'influer sur le total des recettes perçues par l'administration fiscale et donc sur le rapport c o ts-recettes.
- **Dépenses anormales de l'administration fiscale** : il peut arriver qu'une administration fiscale doive réaliser un investissement de niveau anormal (mise en place d'une nouvelle infrastructure informatique, acquisition de nouveaux locaux plus c o teux...). Les investissements de ce type sont susceptibles d'accroître les c o ts opérationnels globaux à moyen terme; en l'absence de gains d'efficacité compensatoires, ils auront une incidence sur le rapport c o ts-recettes.
- ** volution du champ des recettes perçues** : il peut arriver que les autorités décident de transférer la responsabilité de la perception de certaines recettes d'un organisme à un autre, ce qui peut influer sur le rapport c o ts-recettes.

Sur le plan strictement intérieur, l'administration peut tenir compte de ces facteurs en ajustant ses c o ts ou les recettes qu'elle perçoit en conséquence. Le suivi du ratio du «  o t de perception » peut ainsi constituer une mesure utile qui permet d'observer au fil du temps l'évolution des efforts déployés par l'administration en matière de perception des recettes. Ventilé par type d'impôt, il peut aussi aider à éclairer les choix opérés par les pouvoirs publics concernant les modalités d'administration et de perception de certains impôts.

Pour ce qui est d'établir des comparaisons internationales, son utilité s'avère toutefois très limitée. En effet, si les administrations sont en mesure de tenir compte des facteurs susmentionnés d'un point de vue intérieur, cette analyse est difficile à réaliser au niveau international, puisqu'elle doit prendre en considération les paramètres suivants :

- **Différences quant aux taux et à la structure des impôts** : les taux d'imposition et la structure effective des impôts sont autant d'éléments qui pèsent sur les recettes globales et, dans une moindre mesure, sur les considérations de c o ts. Par exemple, les comparaisons du ratio de juridictions à forte pression fiscale et de juridictions à faible pression fiscale ne sont guère réalistes en raison de la forte disparité de leur charge fiscale.
- **Différences quant à la portée et à la nature des recettes administrées** : ces différences sont nombreuses. Dans certaines juridictions, il se peut qu'il y ait plus d'une grande autorité fiscale au niveau national, ou que les recettes perçues au niveau fédéral proviennent principalement d'impôts directs, les impôts indirects étant essentiellement administrés par des autorités régionales ou nationales distinctes. Dans d'autres juridictions, il se peut, à l'inverse, qu'une autorité nationale unique perçoive les impôts pour tous les niveaux de l'administration : fédéral, régional et local. Des problèmes similaires se posent en ce qui concerne la perception des cotisations sociales.

### Encadré 9.2. Difficultés liées à l'utilisation du ratio du « coût de perception » comme indicateur de l'efficacité et/ou de l'efficacité (suite)

- **Différences quant à l'éventail des fonctions exercées** : l'éventail des fonctions exercées par les administrations fiscales peut varier selon les pays. Ainsi, dans certaines juridictions, l'administration fiscale est également responsable d'activités qui ne relèvent pas directement de l'administration de l'impôt (administration de certaines prestations sociales, par exemple), tandis que dans d'autres, certaines fonctions fiscales ne sont pas exercées par l'administration fiscale (recouvrement for  de créances, par exemple). Par ailleurs, les perceptions sociales peuvent influencer sur les activités de l'administration, ses modalités de fonctionnement et les services qu'elle propose, ce dernier élément étant tout particulièrement susceptible d'avoir une incidence significative sur le rapport coûts-recettes.

Enfin, il convient de souligner que le ratio du « coût de perception » ne tient pas compte du potentiel de recettes des systèmes fiscaux, c'est-à-dire de la différence entre le montant des recettes effectivement perçues et les recettes potentielles maximales. Cet aspect est particulièrement pertinent dans le contexte des comparaisons internationales : pour des rapports coûts-recettes similaires, l'efficacité relative de différentes administrations peut varier sensiblement.

En dépit de ces facteurs, ce rapport intègre le ratio du coût de perception pour deux raisons :

1. Il peut servir aux administrations d'outil de suivi et de mesure au niveau national, puisqu'il leur permet d'observer l'évolution au fil du temps des efforts qu'elles déploient pour la collecte des recettes et, comme le souligne l'encadré 9.2, de tenir compte des principaux facteurs susceptibles d'influer sur ce ratio.
2. L'intégration du ratio du coût de perception ainsi que les remarques qui s'y rapportent figurant à l'encadré 9.2 permettent de rappeler avec pertinence aux parties prenantes que le ratio du coût de perception est certes aisé à calculer, mais néanmoins difficile à utiliser aux fins de l'établissement de comparaisons internationales.

Le graphique 9.2 montre l'évolution des ratios du coût de perception de 2018 à 2019 pour les administrations visées par ce rapport. Il en ressort que 60% des administrations ont vu leur ratio diminuer. Comme indiqué dans l'encadré 9.2, ce graphique et les chiffres qui le sous-tendent doivent toutefois être interprétés avec prudence.

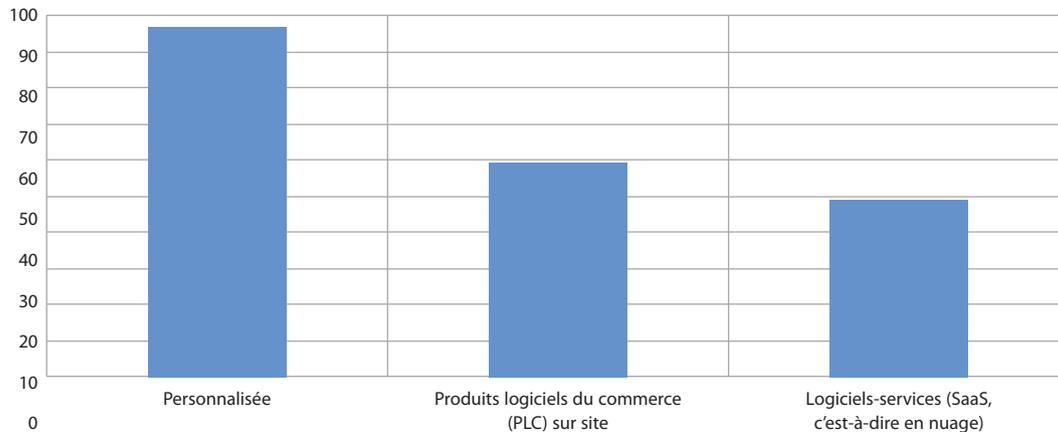
### ***Technologies de l'information et de la communication***

Les dépenses consacrées aux TIC représentent environ 10% des dépenses opérationnelles en moyenne (voir plus haut), mais les niveaux varient considérablement d'une administration à l'autre. Ainsi, près de 50% des administrations ayant communiqué le coût de leurs dépenses liées aux TIC pour 2019 indiquent que leurs charges opérationnelles annuelles dans ce domaine étaient supérieures à 10% de leurs dépenses de fonctionnement totales et 20% d'entre elles que ce poste de dépense représentait de 5%   10% du budget (voir tableau D.3). Si certaines de ces variations peuvent s'expliquer par des différences entre les approches suivies en matière d'approvisionnement et sur le plan commercial, ce n'est pas le cas pour d'autres, ce qui, du moins en surface, peut laisser penser que les niveaux de dépenses sont peut-être insuffisants pour permettre d'assurer les services électroniques et numériques en mutation rapide que les administrations sont de plus en plus appelées à fournir.

En ce qui concerne les solutions TIC opérationnelles (c'est-à-dire celles que les administrations fiscales utilisent pour leur mission, notamment en matière d'enregistrement, de traitement des déclarations et des paiements ainsi que de vérification), presque toutes les administrations fiscales déclarent s'être dotées de systèmes personnalisés, 60 % d'entre elles indiquant avoir également recours à des produits propriétaires (voir graphique 9.3).

Graphique 9.3. Solutions TIC dont sont dotées les administrations fiscales, 2019

Pourcentage des administrations disposant des solutions concernées



StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302120>

Source : Tableau A.9 Solutions des technologies de l'information et de la communication (TIC) dont sont dotées les administrations fiscales.

Par ailleurs, près de la moitié des administrations déclarent utiliser des logiciels-services (SaaS). Il s'agit de modèles dans le cadre desquels l'administration fiscale s'acquitte d'un abonnement dont le coût dépend de l'utilisation qui est faite du service. Les logiciels, installés sur des ordinateurs tiers et non sur ceux de l'administration fiscale, sont accessibles par internet. Le stockage de données fiscales sensibles sur ces systèmes tiers constitue l'un des principaux obstacles à l'utilisation généralisée des logiciels-services. Le recours au SaaS sera probablement amené à s'accroître à mesure que de nouvelles solutions seront trouvées sur le plan législatif et technologique, notamment en matière de cryptage des données.

### Encadré 9.3. Exemples nationaux : adopter de nouvelles approches en matière de TIC

#### Canada : tirer profit des services en nuage

Dans le cadre de la pandémie de COVID-19, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a tiré profit des services en nuage afin de mettre en place un centre de contact à l'appui des Prestations canadiennes d'urgence (PCU). Ce nouveau centre de contact a été créé pour traiter les demandes de renseignements générales du public par la diffusion d'informations au moyen d'un répondeur vocal interactif, avec la possibilité d'être transféré à un opérateur. Sur le plan stratégique, il a aussi permis de dévier une partie des nouveaux appels destinés aux programmes existants durant la période de dépôt des déclarations, lorsque l'infrastructure informatique est utilisée à plein.

### Encadré 9.3. Exemples nationaux : adopter de nouvelles approches en matière de TIC *(suite)*

En raison du caractère critique de la situation, de la nécessité de répondre aux demandes de renseignements du public et de la rigidité des infrastructures existantes, les services en nuage se sont très rapidement imposés comme la solution à privilégier. L'ARC a ainsi été en mesure de penser et de mettre sur pied le centre de contact en trois semaines. De mars 2020 à avril 2021, le centre de contact a traité plus de 6.8 millions d'appels de contribuables canadiens. Les efforts déployés en vue de l'adoption des services en nuage, que ce soit à la faveur d'événements imprévus ou de projets exploratoires, se sont révélés très utiles pour améliorer la mise en œuvre des programmes et ont ouvert des perspectives que les infrastructures informatiques traditionnelles n'auraient pas permis d'offrir. Les services en nuage comportent certes leur lot de difficultés et de contraintes, mais ils constituent assurément un outil précieux pour la fourniture de services technologiques.

#### Canada : adopter les processus agiles

À l'automne 2019, le département de l'architecture informatique de l'ARC a estimé qu'il était nécessaire de faire évoluer ses pratiques d'alors pour s'adapter aux approches agiles du développement progressivement adoptées par l'Agence. Son analyse a conclu que plutôt que de se concentrer sur l'intégration des processus et méthodes agiles, le département de l'architecture informatique devait plutôt axer ses innovations sur la valeur des résultats obtenus grâce à ses services. Les services que le département de l'architecture informatique fournit aux équipes de développement de l'ARC ont ainsi été redéfinis pour tirer parti de l'approche orientée produit conforme au Manifeste agile. L'ARC commence à s'ouvrir pleinement aux évolutions culturelles liées à l'approche orientée produit, notamment les modifications apportées à ses méthodes de budgétisation et de financement, l'ajustement de ses procédures de contrôle des projets, l'adoption de nouvelles fonctions telles que celle de propriétaire du produit, et l'autonomisation des équipes de développement pour qu'elles puissent prendre des décisions critiques. Parallèlement à ces évolutions, le département de l'architecture informatique imaginera des initiatives visant à piloter sa nouvelle approche, et travaille à la mise en place d'une approche orientée produit pour l'élaboration et à la tenue à jour de certains de ses documents et modèles clés.

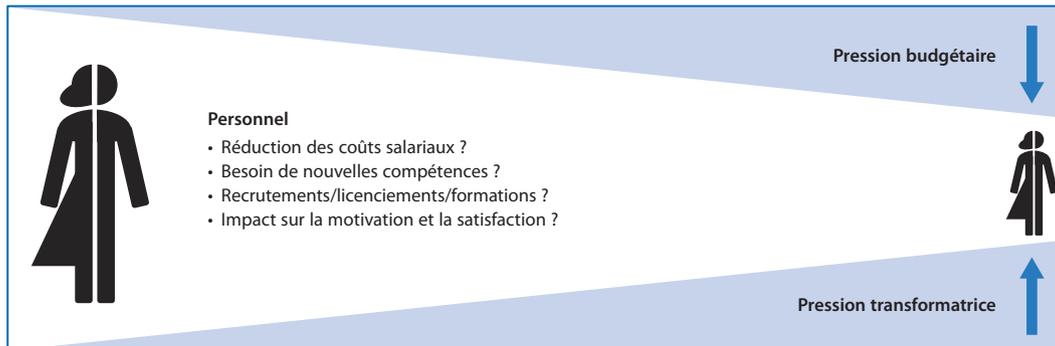
*Source* : Agence du revenu du Canada (2021).

## Personnel

En 2019, les administrations reprises dans ce rapport employaient environ 1.8 million de personnes (voir tableau A.8). Une gestion efficace et efficiente du personnel est donc essentielle pour la bonne administration de l'impôt. Le fait de disposer d'une main-d'œuvre compétente, professionnelle, productive et adaptable est au cœur de la planification des ressources humaines de la plupart des administrations. Or, alors que les coûts salariaux représentent en moyenne plus de 70 % des dépenses opérationnelles, toute modification du budget a invariablement une incidence sur les effectifs.

La « double pression » résultant des compressions budgétaires et des évolutions technologiques, mentionnée dans l'édition 2017 (voir aussi le graphique 9.4.), demeure un enjeu de gestion important pour la plupart des administrations. Le problème est encore aggravé pour certaines d'entre elles, qui, en raison de restrictions contractuelles ou des mandats que leur confient les pouvoirs publics, peuvent éprouver des difficultés, sur le plan stratégique, à réduire leurs activités autrement que par le non-remplacement des départs volontaires.

Graphique 9.4. Double pression sur le personnel

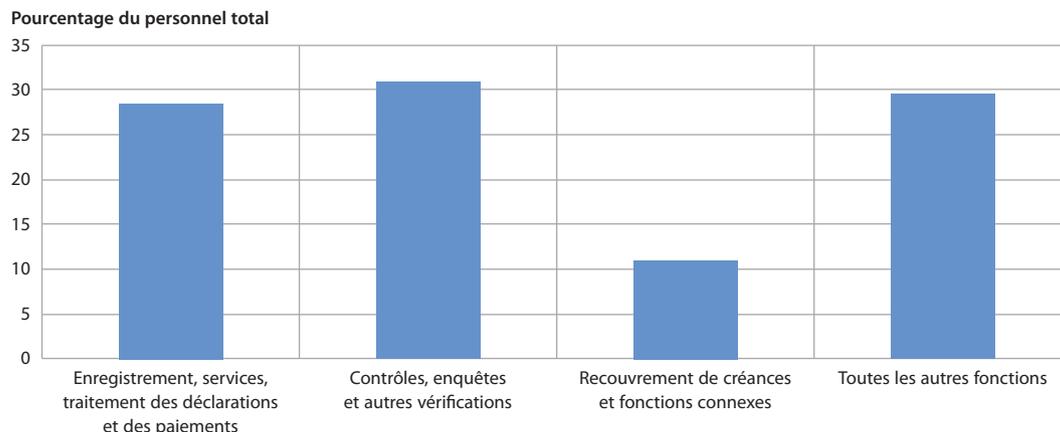


Source : OCDE (2017), *Tax Administration 2017 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies* [https://doi.org/10.1787/tax\\_admin-2017-en](https://doi.org/10.1787/tax_admin-2017-en).

### Répartition du personnel par fonction

Le graphique 9.5 illustre la répartition moyenne des ressources en personnel (exprimées en équivalents temps plein) en quatre groupes fonctionnels utilisés pour catégoriser les activités de l'administration fiscale<sup>1</sup>. Si les données détaillées de chaque administration présentées dans le tableau D.4 font apparaître un écart significatif entre les valeurs et un certain nombre d'aberrations pour chaque fonction, celle des « audits, enquêtes et autres vérifications » emploie globalement le plus de ressources : en moyenne trente pour cent du personnel, un rapport resté stable ces dernières années.

Graphique 9.5. Répartition du personnel par fonction, 2019



StatLink <https://dx.doi.org/10.1787/888934302139>

Note : les administrations qui n'ont pas été en mesure de fournir la ventilation pour toutes les fonctions ont été exclues.

Source : Tableau D.4 Répartition du personnel par fonction et emplacement.

### *Indicateurs relatifs au personnel*

L'enquête ISORA 2020 a également permis de recueillir des données essentielles concernant les profils par âge, l'ancienneté, la répartition hommes-femmes et les diplômes du personnel des administrations fiscales : voir les tableaux D.6 à D.8 et A.11 à A.14. Il convient de les interpréter en tenant compte de deux paramètres essentiels :

- Étant donné qu'il peut leur être difficile de distinguer entre le personnel de l'administration de l'impôt et celui chargé des droits de douane, les administrations qui cumulent ces fonctions ont été autorisées à utiliser les chiffres de l'ensemble de leurs effectifs pour répondre aux questions de l'enquête.
- Dans le cadre de l'enquête ISORA 2020, les indicateurs relatifs au personnel ont été recueillis pour l'ensemble des effectifs, alors qu'ils ne l'avaient été que pour les agents permanents lors des éditions précédentes. Il convient donc de se montrer prudent dans l'analyse de tendances comparant les indicateurs issus des données d'ISORA 2020 et d'éditions précédentes de l'enquête. Pour ce qui des administrations qui emploient un nombre important d'agents non permanents, plus particulièrement, cette différence de méthode peut entraîner un changement des pourcentages qui ne résulte pas d'évolutions normales du personnel, mais plutôt de la prise en compte d'un groupe différent.

### *Profils par âge*

Si l'on observe d'importantes disparités entre les profils par âge du personnel des administrations fiscales (voir tableau D.6), il est intéressant de constater que des écarts apparaissent également lorsque l'on examine les différents groupes régionaux. Cela peut s'expliquer par un ensemble complexe de facteurs culturels, économiques et sociologiques (par exemple, maturité économique, recrutement, rémunération et politiques en matière de retraite).

Le graphique 9.6 indique que le personnel est, dans l'ensemble, plus jeune dans les administrations des groupes régionaux « Asie-Pacifique » et « Moyen-Orient et Afrique », qui comptent, en moyenne, environ un tiers de salariés de moins de 35 ans, contre moins de 20% dans les groupes « Amérique » et « Europe ». À l'inverse, les administrations des groupes « Amérique » et « Europe » comptent une part importante d'agents de plus de 54 ans.

Si l'on examine les données propres à chaque juridiction, sans perdre de vue la différence de méthode susmentionnée, on constate encore que de 2014 à 2019, le pourcentage d'agents âgés de plus de 54 ans a augmenté dans nombre d'administrations, parfois de façon significative (voir graphique 9.7).

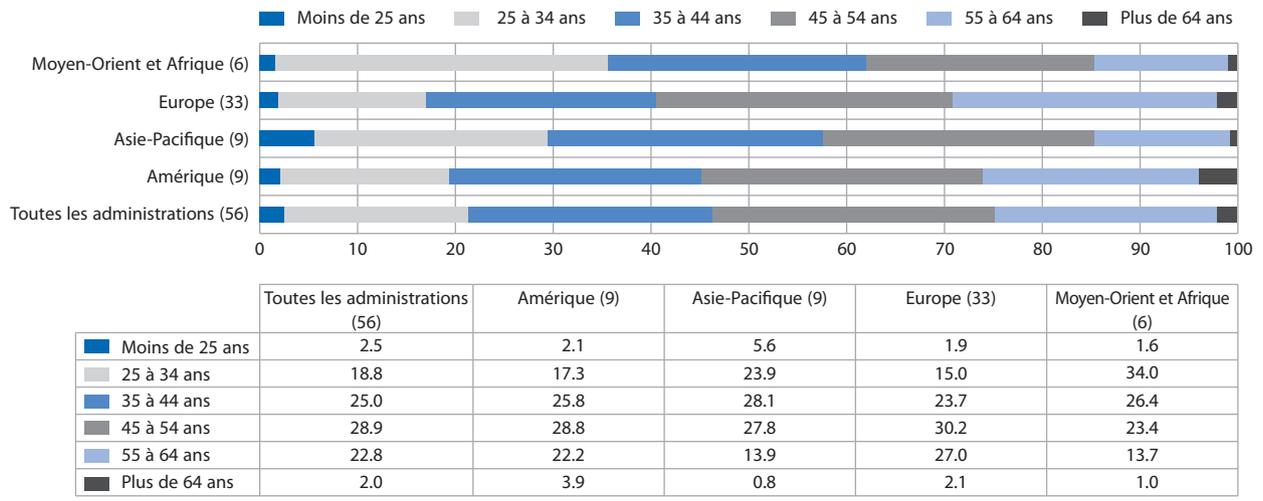
### *Ancienneté*

La diversité des profils par âge se retrouve aussi largement dans l'ancienneté du personnel des administrations fiscales. Le graphique 9.8 indique que de nombreuses administrations seront confrontées à un nombre important de départs en retraite au cours des prochaines années, mais qu'en plus, beaucoup des agents concernés sont très chevronnés, ce qui soulève d'autres problèmes en matière de préservation des savoirs et de l'expérience.

Le graphique 9.8 montre aussi que, pour une faible part d'administrations, l'âge des effectifs est supérieur à la moyenne, tandis que l'ancienneté est inférieure à la moyenne (voir le cadre inférieur droit du graphique 9.8 « Personnel plus âgé/moins d'ancienneté »).

Graphique 9.6. Profils par âge du personnel des administrations fiscales, 2019

Tranches d'âge du personnel en pourcentages pour certains groupes régionaux



En pourcentage

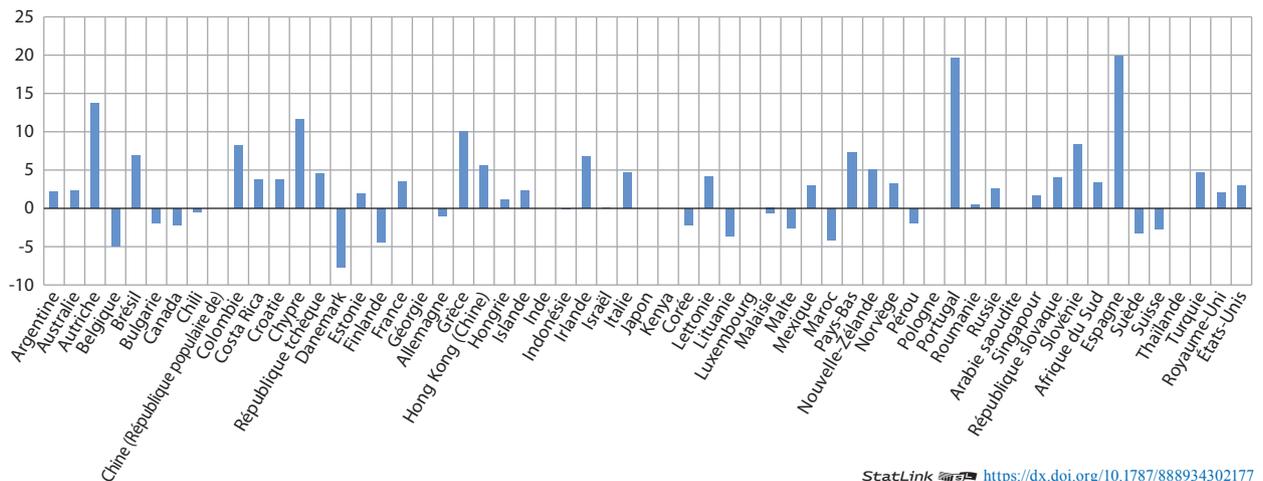
StatLink <https://dx.doi.org/10.1787/888934302158>

Note : Les groupes régionaux comprennent les administrations suivantes : Amériques (9) – Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, États-Unis, Mexique et Pérou; Asie-Pacifique (9) – Australie, Chine, Corée, Hong Kong (Chine), Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Singapour et Thaïlande; Europe (33) – Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, République slovaque, Slovaquie, Suède, Suisse, République tchèque et Royaume-Uni; Moyen-Orient et Afrique (6) – Afrique du Sud, Arabie saoudite, Israël, Kenya, Maroc et Turquie.

Source : Tableau D.6 Répartition du personnel par âge.

Graphique 9.7. Agents âgés de plus de 54 ans : évolution de 2014 à 2019

Évolution en points de pourcentage

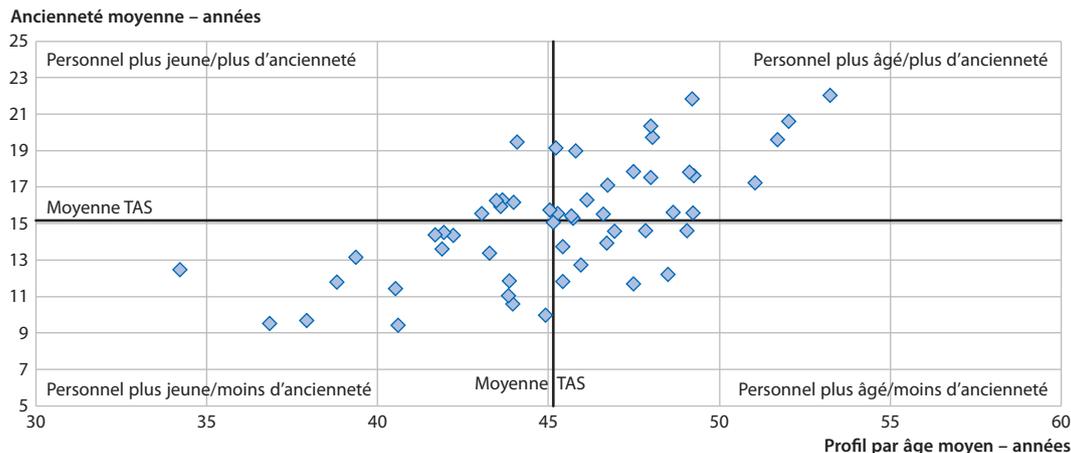


StatLink <https://dx.doi.org/10.1787/888934302177>

Notes : seules sont incluses les juridictions pour lesquelles des données étaient disponibles pour les deux années. Il importe de rappeler que cette comparaison doit être interprétée avec prudence, puisqu'une méthode différente a été employée pour la question sous-jacente de l'enquête : dans le cadre de l'enquête ISORA 2020 (qui porte sur l'exercice 2019), les indicateurs relatifs au personnel ont été recueillis pour l'ensemble des effectifs, alors qu'ils ne l'avaient été que pour les agents permanents lors de l'édition 2016 (qui couvrait l'exercice 2014).

Source : Tableau D.6 Répartition du personnel par âge et OCDE (2017) *Tax Administration 2017 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, [https://doi.org/10.1787/tax\\_admin-2017-en](https://doi.org/10.1787/tax_admin-2017-en), tableau A.22.

Graphique 9.8. Ancienneté moyenne par rapport au profil par âge, 2019



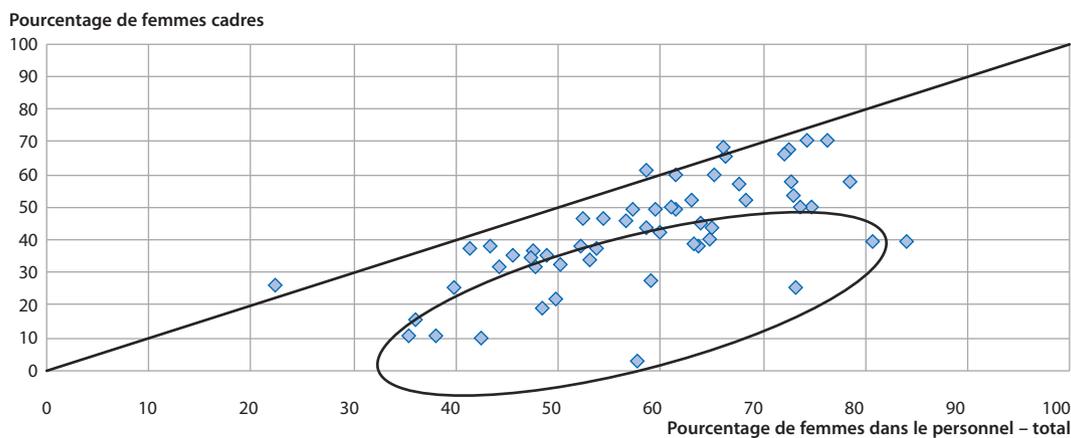
StatLink <https://dx.doi.org/10.1787/888934302196>

Source : calculs du Secrétariat de l'OCDE à partir du tableau D.6 Répartition du personnel par âge et du tableau D.7 Ancienneté.

### Répartition hommes-femmes

Compte tenu du grand intérêt manifesté par l'opinion publique pour la question de l'égalité hommes-femmes, les administrations ont été invitées à communiquer la répartition par sexe de l'ensemble de leurs effectifs ainsi que du personnel d'encadrement. Comme le montre le graphique 9.9, si nombre d'administrations sont proches de la ligne proportionnelle, le personnel féminin demeure, le plus souvent, proportionnellement sous-représenté aux postes d'encadrement et nettement sous-représenté (ovale noir) dans un certain nombre d'administrations – une situation qui perdure depuis l'édition 2017 de ce rapport (OCDE, 2017<sub>[2]</sub>).

Graphique 9.9. Pourcentage de femmes dans le personnel – total du personnel féminin et femmes cadres, 2019



StatLink <https://dx.doi.org/10.1787/888934302215>

Source : Tableau D.8 Répartition hommes-femmes et diplômes universitaires.

Par ailleurs, l'enquête ISORA 2020 a demandé aux administrations, pour la première fois, d'indiquer si des membres de son personnel ne se définissent ni comme un homme ni comme une femme (le genre appelé « Autre » dans le cadre de l'enquête). Le tableau A.14 montre que deux administrations, celle de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, comptent des agents se définissant comme « autre ».

### *Diminution des effectifs*

La diminution des effectifs, ou la rotation du personnel, désignent le rythme auquel les salariés quittent l'administration au cours d'une période donnée (généralement un an). Un nombre important de départs naturels peut s'expliquer par divers facteurs, tels que les politiques de réduction des effectifs, la démographie ou l'évolution des préférences du personnel. Pour évaluer les tendances observées en matière de ressources humaines au sein d'une administration, il convient d'analyser le taux de diminution des effectifs conjointement avec d'autres indicateurs, notamment le taux d'embauche, qui exprime le nombre d'agents recrutés au cours d'une période donnée.

Si un taux élevé de diminution des effectifs associé à un taux d'embauche faible résulte généralement d'une politique globale de réduction des effectifs – et peut donc être accepté –, les administrations doivent s'inquiéter lorsque ces taux sont tous deux élevés. En effet, le recrutement est coûteux, non seulement en raison du processus proprement dit, mais aussi des frais et du temps consacrés à la formation et à l'accompagnement des nouvelles recrues, sans compter l'important temps d'arrêt avant que ces dernières soient pleinement opérationnelles ou capables de fournir les meilleures prestations. Il convient donc, en règle générale, d'éviter que le taux de diminution des effectifs soit trop élevé.

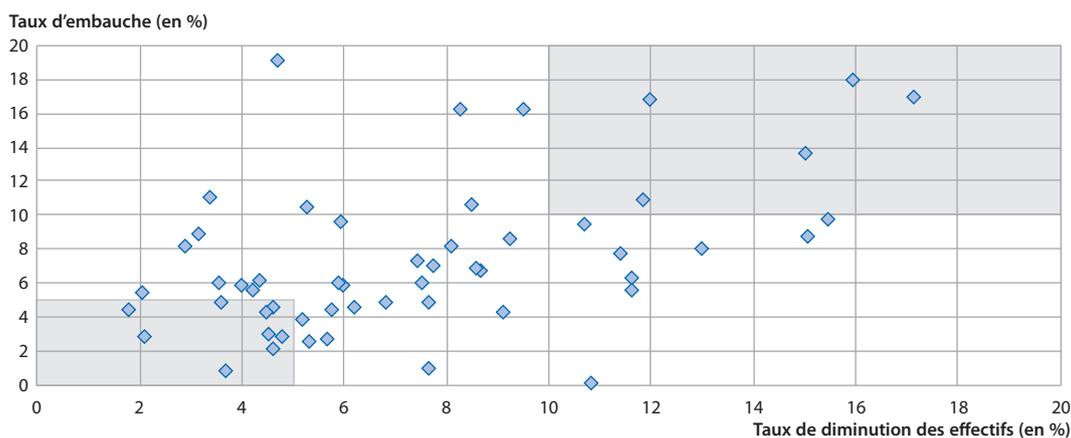
Toutefois, les situations dans lesquelles le taux de diminution des effectifs est trop faible ne sont pas idéales non plus. En effet, si la faiblesse du taux de diminution des effectifs est acceptable lorsque l'administration se développe, cette dernière peut ne pas être en mesure de s'adjoindre de nouvelles compétences lorsque le taux de diminution des effectifs et le taux d'embauche sont faibles tous les deux, puisque tous les postes sont pourvus. Cela pourrait particulièrement poser problème aux administrations en cours de transition, qui ont, de ce fait, besoin d'agents aux compétences différentes de celles dont elles disposent déjà.

Certes, les avis divergent, selon les secteurs et les pays, quant à ce qu'il convient de considérer comme un taux « sain » de diminution des effectifs, et ceux-ci sont influencés par la conjoncture économique, mais les taux moyens de diminution des effectifs (7.5 % en 2019) et d'embauche (7.3 %<sup>2</sup> en 2019) des administrations couvertes par cette publication (voir tableau D.5) semblent néanmoins indiquer qu'une fourchette comprise entre 5 % et 10 % est raisonnable. Les taux moyens de diminution des effectifs et d'embauche continuent de cadrer avec les taux moyens observés depuis 2014 (voir l'édition 2017 (OCDE, 2017<sub>[21]</sub>)).

Cela étant, lorsque l'on analyse les données spécifiques des administrations, il apparaît que le spectre des taux « de diminution des effectifs et d'embauche » est extrêmement large. Le graphique 9.10 illustre le rapport entre les taux de diminution des effectifs et d'embauche des administrations fiscales. Il en ressort qu'un certain nombre d'entre elles affichent des taux bien supérieurs à 10 % (cadre supérieur droit) et d'autres des taux très faibles (cadre inférieur gauche).

Si l'on examine les données datant de 2014, il est en outre intéressant de constater que les administrations qui affichent des taux très élevés de diminution des effectifs et d'embauche sont souvent les mêmes, ce qui soulève une question intéressante : comment abordent-elles les problématiques évoquées plus haut en matière de recrutement, de formation et de transfert des connaissances ?

Graphique 9.10. Taux de diminution des effectifs et d'embauche, 2019



StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302234>

*Note* : taux de diminution des effectifs = nombre de départs/effectif moyen. Taux d'embauche = nombre de recrutements/effectif moyen. L'effectif moyen correspond à la moyenne entre l'effectif en début d'année et l'effectif en fin d'année.

*Source* : Tableau D.5 Dynamique des effectifs.

#### Encadré 9.4. Canada : analyse des données démographiques

Au Canada, l'ARC utilisait autrefois l'ouverture des droits à la retraite comme mesure indirecte des départs à la retraite à venir. Il a toutefois été observé qu'une grande partie des agents pouvant prétendre à la retraite continuaient de travailler pendant des années, ce qui entraînait une surestimation du nombre de salariés quittant l'Agence.

Pour contourner le problème, l'ARC a mis au point une nouvelle méthode de mesure des départs à la retraite à venir s'appuyant sur les données des agents de l'ARC partis à la retraite au cours des cinq années précédentes. Cette nouvelle approche de projection a permis à l'ARC d'affiner son analyse des départs dus à la retraite et d'améliorer sa planification stratégique pour ce qui est des besoins de main-d'œuvre futurs.

Par ailleurs, l'ARC a pu renforcer ses capacités d'établissement de rapports en remplaçant ses analyses de données réalisées à l'aide de tableurs par un logiciel d'analyse statistique, dont l'utilisation s'est avérée nécessaire pour permettre l'analyse d'une base de données contenant des millions d'observations et appuyer la production de rapports et des prises de décisions intervenant en temps opportun. Ce logiciel d'analyse statistique a non seulement permis une réduction du temps consacré aux tâches manuelles d'environ 80 %, mais aussi l'élimination presque totale du risque d'erreur humaine.

*Source* : Agence du revenu du Canada (2021).

### *Soutenir le personnel*

Les changements auxquels sont confrontées les administrations fiscales, qu'ils soient d'ordre technologique, politique ou budgétaire, sont considérables. Ils influent sur les attentes des contribuables en matière de services; le personnel, pour pouvoir s'adapter, doit donc disposer des outils adéquats et d'un soutien approprié. C'est pourquoi les administrations fiscales réfléchissent à la meilleure façon d'appuyer leurs effectifs en s'assurant qu'ils sont bien équipés pour leur mission.

### Encadré 9.5. Exemples nationaux : soutenir le personnel par la simplification des procédures et la mise à disposition de nouveaux outils

#### Australie : refonte des procédures et orientations destinées aux agents de première ligne

Dans le cadre de la refonte de ses procédures et orientations destinées aux agents de première ligne, l'Australian Taxation Office (ATO) a procédé à la révision, à la remise en page et à la réécriture de plus de 3 500 pages de contenu. Grâce à cette actualisation, le personnel de contact est désormais en mesure d'accomplir ses tâches quotidiennes de manière plus rapide, plus facile et plus intuitive tout en fournissant aux clients un service d'excellence.

En amont de cette refonte, une analyse du contenu en question a révélé que celui-ci :

- manquait de cohérence sur le plan du style rédactionnel, ce qui compliquait son assimilation et sa compréhension
- manquait de cohérence sur le plan de la mise en page, ce qui compliquait l'accomplissement des tâches de manière intuitive et les possibilités de créer une valeur ajoutée (par exemple, inciter les clients à utiliser les options en libre-service)
- ne permettait pas de naviguer sur les pages, ce qui compliquait la recherche d'informations (en particulier face à des contenus longs et denses).

Pour remédier à ces problèmes, l'ATO :

- s'est associée à des experts pour recenser les meilleures pratiques en vigueur
- s'est appuyée sur ces enseignements et sur les retours d'information des utilisateurs afin de mettre en place :
  - un style rédactionnel cohérent intégrant des données comportementales, des outils de lisibilité et des moyens de mesure quantifiables
  - une mise en page favorisant l'exploitabilité et le libre-service à l'appui des objectifs de l'administration
  - un modèle permettant de naviguer sur les pages afin de faciliter les recherches.
- a effectué des examens thématiques afin de supprimer les doublons et de consolider le contenu (en réduisant le nombre total de pages jusqu'à 50 % par thématique)
- a procédé à la réécriture et à la remise en page de ses documents sur la base du nouveau modèle.

Cette refonte a permis d'améliorer :

- L'efficacité : le nombre de pages consultées par utilisateur par jour a été réduit d'environ 40 % (grâce à la consolidation du contenu).
- La lisibilité : grâce à des moyens de mesure quantifiables (par exemple, le contenu est désormais rédigé sur la base du niveau de lecture correspondant à la classe de sixième en Australie, tandis qu'auparavant, de nombreuses pages étaient écrites sur la base d'un niveau de deuxième cycle universitaire).
- L'intuitivité : la structure, la mise en page et les titres sont désormais cohérents (et incitent à utiliser les options en libre-service).
- Les recherches : des options de navigation sur les pages ont été intégrées et les résultats de recherche ont été désencombrés grâce à la suppression de plus de 2 000 pages.

### Encadré 9.5. Exemples nationaux : soutenir le personnel par la simplification des procédures et la mise à disposition de nouveaux outils *(suite)*

#### Canada : outil d'évaluation de l'exposition et de la tolérance au risque (RETA)

Pour venir en aide aux Canadiens pendant la pandémie, l'ARC a dû s'adapter rapidement, accroître sa tolérance au risque et ajuster ses contrôles. Cette situation lui a donné l'occasion de vérifier si ces changements s'étaient traduits par une valeur ajoutée pour l'administration. Lorsque les activités reprendront normalement, l'ARC devra-t-elle revenir à ses anciennes pratiques ou faire de celles adoptées pendant la crise la nouvelle norme ?

Pour répondre à cette question, l'ARC a mis au point l'outil d'évaluation de l'exposition et de la tolérance et d'exposition au risque (RETA), qui fournit aux utilisateurs des informations sur les niveaux de tolérance et d'exposition au risque. Sur la base d'une échelle à cinq degrés, celui-ci permet de quantifier les éléments de l'exposition au risque (probabilité, impact et efficacité du contrôle) ainsi que de la tolérance au risque (maturité, sensibilité et portée du contrôle). L'outil calcule ensuite une note globale en soustrayant la tolérance au risque de la note d'exposition au risque. Plus la note globale est élevée, plus le risque doit être surveillé. En fonction de la note globale, l'outil génère une recommandation sur le caractère suffisant des contrôles qui permet d'orienter la haute direction dans ses prises de décisions.

L'outil RETA a été présenté en 2020 à la Conférence nationale de l'Institut des auditeurs internes (IIA), dont le magazine a par ailleurs accepté de publier un article sur ce sujet.

Dans un environnement imprévisible et en constante évolution, l'outil RETA permet à l'ARC de renforcer l'efficacité et l'efficacité de ses pratiques de gestion des risques ainsi que de procéder à une évaluation quantitative des risques nouveaux et changeants afin de mieux les gérer et, en définitive, d'améliorer ses services et son niveau de conformité.

*Source* : Australian Taxation Office (2021) et Agence du revenu du Canada (2021).

La crise du COVID-19 a compliqué la situation encore davantage, puisque bon nombre d'administrations ont opté pour un environnement de télétravail et que beaucoup d'agents travaillent à domicile à plein temps (voir tableau 9.2.). De nombreuses administrations font d'ailleurs savoir que le télétravail continuera de faire partie de l'organisation normale du travail à l'avenir.

Un certain nombre d'éléments, recueillis lors de nombreuses réunions du Forum sur l'administration de l'impôt (FAI), indiquent que les administrations fiscales ont déployé des efforts considérables pour aider leur personnel durant les périodes de transition, en particulier au cours de la crise du COVID-19, notamment sur les plans suivants :

- **le bien-être du personnel**, qui englobe sa motivation et sa satisfaction au travail, les questions liées à la santé et à la sécurité, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, les programmes d'aide ainsi que l'ergonomie des bureaux
- **la formation du personnel**, notamment les moyens d'aider le mieux possible les personnes qui se voient confier de nouvelles tâches, celles qui doivent accomplir les leurs à domicile plutôt qu'au bureau ainsi que celles qui sont amenées, pour la première fois, à diriger des équipes entièrement ou partiellement à distance.

Il est également essentiel, à cet égard, que le personnel d'encadrement et les chefs d'équipe aient à leur disposition suffisamment d'informations pour leur permettre de cerner les points de tension et donc de prendre des décisions éclairées rapidement. Une récente publication de l'OCDE sur la résilience numérique des administrations fiscales durant la

crise du COVID-19 a par exemple montré que dans plus de 90 % des administrations visées par cette enquête, les équipes dirigeantes avaient la possibilité d'obtenir des informations en temps réel sur le statut des agents (OCDE, 2021<sup>[3]</sup>).

Tableau 9.2. **Préparation au travail à distance : vue d'ensemble et pourcentages effectifs**  
Moyennes des trois groupes d'administrations ayant participé à l'enquête sur la résilience numérique du FAI

| Groupes<br>(en fonction du niveau<br>général de préparation au<br>télétravail avant la crise) | Niveau général de préparation<br>au télétravail |                             |            | Pourcentages effectifs<br>d'agents en télétravail |                             |            | Nombre moyen de jours par<br>semaine pendant lesquels les<br>agents travaillaient à distance |                             |            |
|---|---|-----------------------------|------------|---|-----------------------------|------------|--|-----------------------------|------------|
|   | Avant<br>la crise                               | Au plus fort<br>de la crise | Différence | Avant<br>la crise                                 | Au plus fort<br>de la crise | Différence | Avant<br>la crise  | Au plus fort<br>de la crise | Différence |
| Groupe 1 : Niveau général de préparation inférieur à 10 % (11 administrations)                | 0.9 %   | 70.0 %                      | +69.1 %    | 0.5 %   | 62.5 %                      | +62.0 %    | 0.5  | 3.9                         | +3.4       |
| Groupe 2 : Niveau général de préparation compris entre 10 et 50 % (7 administrations)         | 26.3 %  | 75.4 %                      | +49.1 %    | 14.5 %  | 70.5 %                      | +56.0 %    | 1.8  | 4.2                         | +2.4       |
| Groupe 3 : Niveau général de préparation supérieur à 50 % (5 administrations)                 | 81.4 %  | 92.4 %                      | +11.0 %    | 30.6 %  | 92.4 %                      | +61.8 %    | 1.0  | 4.7                         | +3.7       |

Source : OCDE (2021), « Administration fiscale : la résilience numérique dans le contexte du COVID-19 », *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, <https://doi.org/10.1787/addaac0c-fr>.

### Encadré 9.6. Exemples nationaux : soutenir le personnel

#### Finlande : le savoir au service de la direction – objectifs communs et transparence de l'information

L'administration fiscale finlandaise a repensé son modèle opérationnel afin de permettre le renforcement de deux capacités centrales : l'amélioration de son organisation sur une base continue et souple; l'utilisation flexible des ressources. Les principaux moteurs du nouveau modèle opérationnel sont l'apprentissage continu et, plus spécifiquement, l'organisation en gestion libre, c'est-à-dire axée sur des objectifs et fondée sur l'information.

Au sein d'une administration en gestion libre, les équipes sont chargées de participer à la planification et à la définition de leur propre travail. Les objectifs de l'équipe découlent de la stratégie de l'administration et chacun sait comment les objectifs et les mesures se traduisent dans le travail quotidien. Il appartient aux équipes, dans le cadre de processus normalisés, de déterminer comment elles parviennent à atteindre leurs objectifs.

Les activités sont orientées par des objectifs communs et la prise de décision se fonde sur l'information. Les « centres de statut » numériques fournissent aux équipes des indicateurs transparents sur leurs résultats, par exemple en ce qui concerne l'avancement du travail, la satisfaction des agents et la culture interne. Au travers des centres de statut, la direction peut transmettre aux agents, individuellement, des instantanés opérationnels en temps réel et unifiés, ce qui permet à chaque équipe de progresser en permanence. Les réunions hebdomadaires des centres de statut permettent aux équipes de passer en revue l'état d'avancement des travaux, de repérer les obstacles à leur progression ainsi que de donner et de recevoir des retours d'information.

### Encadré 9.6. Exemples nationaux : soutenir le personnel (suite)

Les centres de statut contiennent une grande quantité d'informations sur les progrès et les résultats opérationnels – environ 9 milliards de données à l'heure actuelle. Cette base permet à la haute direction de suivre les progrès conjoints accomplis vers la réalisation des objectifs stratégiques et donc de mieux diriger l'administration grâce aux données.

Se reporter à l'annexe 9. A pour trouver un lien vers les documents de référence.

#### **Royaume-Uni : les RH adaptent leurs pratiques face au COVID-19**

Au Royaume-Uni, HMRC a été au cœur de la réponse économique des pouvoirs publics à la pandémie de COVID-19. L'administration a en effet joué un rôle essentiel en soutenant les entreprises, les familles et l'économie du pays tout au long de la pandémie, y compris en aidant financièrement les Britanniques les plus vulnérables.

Lors de la crise, la plupart des agents de HMRC ont été invités à rester chez eux dans la mesure du possible, en conséquence de quoi plus de 90 % du personnel est passé du travail au bureau au travail à domicile. En quelques jours, le service des ressources humaines (RH) a totalement revu la manière dont il appuie les agents afin de leur permettre de travailler efficacement durant cette période inédite, particulièrement difficile sur le plan personnel et professionnel. Plaçant la santé et le bien-être au cœur de sa démarche, les RH ont, en particulier, veillé à ce que les agents disposent du matériel et du soutien nécessaires pour accomplir leur travail à domicile et à ce qu'ils puissent répondre à des demandes extraordinaires au sein de leur foyer, y compris en matière de responsabilités familiales.

Les RH ont utilisé une plateforme web collaborative pour transférer les directives concernant le COVID-19, les politiques du personnel et les documents d'appui vers un portail infonuagique. Cette initiative a permis aux agents de bénéficier d'un soutien essentiel à partir de leur tablette, ordinateur portable ou téléphone, et au service des RH de continuer à améliorer l'aide qu'il leur apportait à mesure que la réponse à la pandémie se poursuivait. Un autre outil en ligne a permis de collaborer en temps réel et de publier des politiques du personnel, des directives en matière de santé et de bien-être ainsi que des outils de soutien en fonction des évolutions de la gestion de la pandémie au niveau national (les mesures de confinement, par exemple) et à l'échelon de l'administration. En complément, des groupes ont été créés sur les médias sociaux de HMRC pour favoriser les interactions dans l'ensemble de l'administration.

HMRC a ainsi été en mesure de soutenir ses agents sur le moment, de communiquer en temps réel et de réagir aux évolutions permanentes induites par le COVID-19. En mars 2021, le site de la plateforme collaborative avait été consulté 1.15 millions de fois, ce qui a permis à l'ensemble des collaborateurs de HMRC de disposer d'un ensemble cohérent et complet de ressources afin de travailler efficacement en toute sécurité tout en renforçant la confiance et le dialogue au sein de l'administration.

*Source* : Administration fiscale finlandaise (2021) et Royaume-Uni – Her Majesty's Revenue and Customs (2021).

### *Renforcer les capacités du personnel*

L'enquête ISORA 2020 ne s'est pas intéressée à la stratégie et aux approches adoptées par les administrations en matière de renforcement des capacités du personnel, mais le sujet n'en demeure pas moins essentiel, d'autant plus qu'à la faveur de la généralisation du télétravail, certaines d'entre elles se sont mises à repenser leurs modalités de formation.

Face au développement du télétravail, il devient plus difficile de dispenser des formations en personne. Les administrations fiscales ont dès lors adapté leurs programmes pour permettre les formations à distance au moyen de séances en ligne diffusées en direct ou de vidéos/webinaires enregistrés. Le passage aux formations à distance implique certes certains coûts de départ, mais peut néanmoins permettre des économies à plus long terme. En effet, les séances de formation préenregistrées ou les séminaires diffusés en direct, mais enregistrés, peuvent ensuite être visionnés à tout moment et en tout lieu, ce qui permet de réduire les frais de déplacement (dans d'autres circonstances, les agents auraient dû, le cas échéant, se rendre dans des centres de formation spéciaux) et de donner aux agents la possibilité d'apprendre à leur rythme et à leur meilleure convenance. En outre, le nombre d'agents qui peuvent suivre une formation est illimité et les cours peuvent être étoffés au fil du temps. L'encadré 9.7 illustre les approches adoptées par certaines administrations.

### Encadré 9.7. Exemples nationaux : approches adoptées par les administrations fiscales en matière de formation et de perfectionnement du personnel

#### Australie : la série de formations « Spotlight »

Le Groupe de prestations de services de l'ATO joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre des priorités de l'administration et la création de valeur pour la collectivité. Pour ce faire, il s'appuie sur l'exploitation de données afin de structurer le travail et d'automatiser le processus. La série de formations « Spotlight » offre un excellent exemple de la façon dont l'équipe interne chargée des prestations de service, de la formation et du développement s'est appuyée sur les données et les retours d'expérience des clients pour élaborer, en matière de formation, une série de solutions innovantes inspirées de pratiques exemplaires et centrées sur le client, déployables dans un environnement numérique.

Les « Spotlights » sont des programmes de formation divisés en modules axés sur des points de tension, en matière de prestations de services, remontés grâce aux procédés d'assurance qualité, aux retours d'information des équipes de première ligne ainsi qu'aux données communiquées par celles-ci. Conçues pour être déployées au sein d'un environnement numérique, elles ont, pour l'heure, été utilisées plus de 35 000 fois par des agents de contact.

Les principales différences, par rapport aux formations classiques dispensées en classe au sein de l'ATO, sont les suivantes :

- Les « Spotlights », créés à partir d'animations et d'études de cas, intègrent l'utilisation de PowerPit (contraction de PowerPoint et Sandpit), l'émulateur de systèmes développé en interne par l'ATO.
- Il s'agit de modules d'apprentissage que les agents peuvent suivre à leur rythme et qui se concentrent sur les possibilités d'amélioration à mesure qu'elles se présentent. Contrairement aux programmes de formation classiques de type « salle de cours », en présentiel ou à distance, ils sont conçus pour être achevés en 3 à 5 minutes.
- Utilisés comme outil d'appui dans le cadre des procédés d'assurance qualité de l'ATO, ils permettent d'adopter une approche ciblée pour combler les lacunes identifiées. En matière d'assurance qualité, les résultats obtenus par l'ATO se révèlent extrêmement positifs.

Les « Spotlights » créés jusqu'à présent ont porté sur la preuve de la propriété des dossiers, la correspondance et l'avertissement d'enregistrement des appels.

### Encadré 9.7. Exemples nationaux : approches adoptées par les administrations fiscales en matière de formation et de perfectionnement du personnel *(suite)*

#### Canada : formations à distance

Au Canada, lors de la saison d'embauche de l'automne 2020, les centres de contact de l'ARC ont exploité des outils virtuels afin de former leurs nouvelles recrues, qui ont, de la sorte, toutes pu travailler à distance. Des outils de conférence en ligne, conjugués à un environnement virtuel de formation, à un accompagnement, à des vidéos, des messageries en direct et des outils d'assistance, ont ainsi permis aux programmes de formation d'innover à un rythme extrêmement rapide, sachant que, par le passé, les formations étaient intégralement dispensées en classe.

#### Singapour : une plateforme fondée sur l'intelligence artificielle pour le développement des compétences et le profilage

À Singapour, l'Inland Revenue Authority of Singapore (IRAS) a mis en place Jobkred, une plateforme fondée sur l'intelligence artificielle qui mesure les compétences des agents et facilite la planification de carrière en permettant une analyse des déficits de compétences, en recommandant des formations pertinentes et en proposant des possibilités d'évolution de carrière au sein de l'administration. Les agents sont ainsi en mesure d'approfondir leur connaissance d'eux-mêmes et de prendre en charge leur évolution de carrière, leur employabilité et leur préparation à l'avenir. D'un point de vue stratégique, Jobkred appuie la mutation du personnel de l'IRAS en permettant de :

- articuler les fonctions et les compétences dont l'IRAS aura besoin à l'avenir pour atteindre ses objectifs en fonction de l'évolution de sa mission, et ce, afin d'intégrer la transparence aux indicateurs de performance
- faire correspondre les descriptions de poste et la taxonomie des compétences pour mettre en évidence les qualifications transférables et faciliter la rotation des emplois
- obtenir une vue d'ensemble des profils de compétences de l'IRAS afin d'évaluer la capacité du personnel à répondre aux exigences professionnelles actuelles et futures. Cette démarche permet d'assurer un suivi ciblé des domaines de croissance et de mesurer les progrès réalisés par rapport aux grandes étapes et aux indicateurs de performance
- faciliter l'auto-évaluation, par les agents, de l'adéquation entre leur niveau actuel de compétences et les attentes futures liées à leur poste et à d'autres postes au sein de l'IRAS.

Cette transparence quant aux attentes professionnelles vient en complément d'autres initiatives de renforcement des capacités (par exemple, la formation et l'évolution des définitions données aux notes de performance), ce qui rend plus constructif et plus efficace le dialogue entre le personnel et la direction concernant l'orientation de carrière.

*Source* : Australian Taxation Office (2021), Agence du revenu du Canada (2021) et Inland Revenue Authority of Singapore (2021).

## Notes

1. Les éditions précédentes présentaient la répartition des ressources en personnel en sept catégories fonctionnelles : (i) Enregistrement et services aux contribuables ; (ii) Traitement des déclarations et des paiements ; (iii) Audits, enquêtes et autres vérifications ; (iv) Recouvrement des créances ; (v) Litiges et recours ; (vi) Technologies de l'information et de la communication ; (vii) Autres fonctions. À compter de l'édition 2020 de l'enquête ISORA, ces sept catégories ont été ramenées au nombre de quatre : celles qui figurent sur le graphique 9.5.
2. Le taux d'embauche moyen pour 2019 exclut l'Islande, puisque la mutation de personnel entre la Direction des douanes et la Direction des impôts lors du transfert de la fonction de recouvrement des créances, en 2019, a été comptabilisée dans les recrutements, faussant de ce fait le taux d'embauche de l'administration fiscale islandaise en 2019.

## Références

- OCDE (2019), *Tax Administration 2019 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/74d162b6-en>. [1]
- OCDE (2017), *Tax Administration 2017 : Comparative Information on OECD and Other Advanced and Emerging Economies*, Éditions OCDE, Paris, [https://dx.doi.org/10.1787/tax\\_admin-2017-en](https://dx.doi.org/10.1787/tax_admin-2017-en). [2]
- OCDE (2021), « *Administration fiscale : la résilience numérique dans le contexte du COVID-19* », *Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/addaac0c-fr>. [3]

## *Annexe 9.A*

### **Liens vers les documents de référence (consultés le 1<sup>er</sup> septembre 2021)**

- Encadré 9.6. – Finlande : lien vers la présentation du nouveau modèle opérationnel de l'administration fiscale finlandaise : [www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/finland-leading-by-knowledge.pdf](http://www.oecd.org/tax/forum-on-tax-administration/publications-and-products/finland-leading-by-knowledge.pdf)

## *Annexe A*

### **Tableaux de données**

L'annexe A rassemble les tableaux contenant les données fournies par les administrations fiscales en réponse à l'Enquête internationale sur les administrations fiscales (ISORA) de 2020. Elle couvre les 59 juridictions qui participent à l'édition 2021 de la série sur l'administration fiscale de l'OCDE, y compris les 53 juridictions qui sont membres du Forum sur l'administration de l'impôt (FAI) de l'OCDE et les juridictions suivantes non membres de ce Forum : Bulgarie, Croatie, Chypre, Malte, Maroc et Thaïlande.

La première série de tableaux contient un certain nombre d'indicateurs dérivés des données communiquées dans le cadre de l'enquête ISORA (tableaux commençant par « D »). Les formules et les points de données utilisés pour calculer les indicateurs sont présentés en dessous de chacun de ces tableaux.

La deuxième série de tableaux présente les données brutes issues de l'enquête ISORA 2020. Il s'agit des tableaux commençant par « A ».

Le dernier tableau contient des points de données externes qui ont été utilisés pour calculer certains des indicateurs présentés dans le tableau D. \*Ce tableau commence par « E ».

Tableau D.1

## Ratios de recettes

| Juridiction                     | Ratios de recettes   |      |                                       |      |   |      |   |      |  |      |
|---------------------------------|--|------|---------------------------------------|------|---|------|---|------|--|------|
|                                 | Recettes collectées par l'Administration fiscale (en %) <sup>1</sup> |      |                                       |      |   |      |   |      |  |      |
|                                 | Recettes collectées rapportées au total des recettes publiques       |      | Recettes collectées rapportées au PIB |      | Impôts collectés, dont cotisations sociales, rapportés au PIB |      | Impôts collectés, hors cotisations sociales, rapportés au PIB |      | Autres recettes rapportées au total des recettes publiques |      |
|                                 | 2018   | 2019 | 2018                                  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 77.0   | 77.3 | 22.4                                  | 22.5 | 22.2  | 22.3 | 21.8  | 21.9 | 0.7  | 0.8  |
| Allemagne                       | 40.9   | 40.8 | 18.9                                  | 19.1 | 18.9  | 19.1 | 18.9  | 19.1 |  |      |
| Arabie saoudite                 | 9.3  | 9.9  | 2.9                                   | 3.1  | 2.9   | 3.1  | 2.9   | 3.1  |  |      |
| Argentine                       | 62.8   | 60.5 | 21.3                                  | 20.5 | 19.4  | 18.7 | 13.2  | 13.1 | 8.8  | 8.5  |
| Australie                       | 58.1   | 61.2 | 20.7                                  | 21.1 | 20.7  | 21.1 | 20.7  | 21.1 | 0.1  | 0.0  |
| Autriche                        | 46.7   | 46.4 | 22.8                                  | 22.7 | 22.8  | 22.7 | 22.8  | 22.7 |  |      |
| Belgique                        | 48.3   | 47.4 | 24.8                                  | 23.9 | 23.9  | 23.0 | 23.9  | 23.0 | 3.7  | 3.5  |
| Brésil                          | 58.7   | 56.7 | 18.3                                  | 18.2 | 18.3  | 18.2 | 12.3  | 12.2 |  |      |
| Bulgarie                        | 55.5   | 56.8 | 19.2                                  | 20.1 | 18.8  | 19.7 | 10.3  | 11.0 | 1.9  | 1.9  |
| Canada                          | 46.9   | 47.7 | 19.4                                  | 19.8 | 19.2  | 19.6 | 16.0  | 16.4 | 1.0  | 1.3  |
| Chili                           | 54.4   | 54.2 | 13.0                                  | 12.6 | 13.0  | 12.6 | 13.0  | 12.6 |  |      |
| Chine (République populaire de) | 70.9   | 73.2 | 20.0                                  | 20.2 | 19.5  | 19.6 | 16.7  | 15.7 | 2.7  | 3.1  |
| Chypre                          | 39.1   | 39.8 | 15.5                                  | 16.5 | 15.5  | 16.5 | 15.5  | 16.5 |  |      |
| Colombie                        | 37.8   | 39.2 | 11.4                                  | 11.5 | 11.4  | 11.5 | 11.4  | 11.5 |  |      |
| Corée                           | 55.1   | 55.1 | 12.6                                  | 12.7 | 12.6  | 12.6 | 12.6  | 12.6 | 0.4  | 0.4  |
| Costa Rica                      | 67.2   | 62.7 | 9.2                                   | 9.8  | 9.2   | 9.8  | 9.2   | 9.8  |  |      |
| Croatie                         | 63.4   | 63.5 | 29.5                                  | 30.2 | 29.5  | 30.2 | 17.8  | 18.5 | 0.0  | 0.0  |
| Danemark                        | 85.6   | 81.5 | 44.0                                  | 43.6 | 44.0  | 43.6 | 39.9  | 39.5 |  |      |
| Espagne                         | 40.7   | 40.1 | 16.0                                  | 15.7 | 15.6  | 15.4 | 15.6  | 15.4 | 2.1  | 2.1  |
| Estonie                         | 86.1   | 85.1 | 33.3                                  | 32.9 | 32.7  | 32.3 | 19.6  | 19.1 | 1.8  | 1.7  |
| États-Unis                      | 49.2   | 49.4 | 14.6                                  | 14.5 | 14.6  | 14.5 | 9.1   | 8.9  |  |      |
| Finlande <sup>2</sup>           | 55.9   | 55.9 | 29.4                                  | 29.2 | 29.4  | 29.2 | 29.0  | 29.0 |  |      |
| France                          | 32.4   | 30.8 | 17.3                                  | 16.2 | 13.4  | 13.1 | 13.4  | 13.1 | 22.4   | 19.3 |
| Géorgie                         | 56.5   | 53.1 | 14.9                                  | 14.2 | 14.9  | 14.2 | 14.9  | 14.2 |  |      |
| Grèce                           | 52.4   | 56.7 | 25.0                                  | 26.5 | 22.6  | 21.9 | 22.6  | 21.9 | 9.6  | 17.3 |
| Hong Kong (Chine)               | 54.8   | 60.2 | 11.6                                  | 11.9 | 11.6  | 11.9 | 11.6  | 11.9 |  |      |
| Hongrie                         | 73.6   | 74.0 | 32.8                                  | 32.5 | 32.8  | 32.5 | 21.9  | 21.8 |  |      |
| Inde                            | 26.1   | 28.9 | 5.3                                   | 5.6  | 5.3   | 5.6  | 5.3   | 5.6  |  |      |
| Indonésie                       | 50.8   | 52.5 | 7.6                                   | 7.4  | 7.6   | 7.4  | 7.6   | 7.4  |  |      |
| Irlande                         | 79.4   | 80.9 | 20.4                                  | 20.3 | 19.5  | 19.3 | 16.1  | 15.8 | 4.4  | 5.0  |
| Islande                         | 44.8   | 45.4 | 20.5                                  | 19.5 | 20.5  | 19.5 | 17.0  | 16.2 |  |      |
| Israël                          | 52.3   | 52.5 | 18.9                                  | 18.5 | 18.9  | 18.5 | 18.9  | 18.5 |  |      |
| Italie                          | 47.7   | 47.4 | 22.1                                  | 22.3 | 22.1  | 22.3 | 22.1  | 22.3 |  |      |
| Japon <sup>3</sup>              | 28.9   | 29.7 | 10.1                                  | 10.2 | 10.1  | 10.2 | 10.1  | 10.2 |  |      |
| Kenya                           | 79.2   | 81.3 | 14.4                                  | 14.4 | 13.4  | 13.3 | 13.4  | 13.3 | 7.4  | 7.5  |
| Lettonie                        | 85.7   | 86.2 | 32.1                                  | 32.3 | 30.6  | 30.8 | 19.6  | 19.3 | 4.8  | 4.7  |
| Lituanie                        | 52.8   | 60.5 | 17.9                                  | 20.8 | 17.0  | 19.9 | 17.0  | 19.9 | 5.3  | 4.3  |

| Ratios de recettes   |  |      |                                       |      |   |      |   |      |  |      |
|--|--|------|---------------------------------------|------|---|------|---|------|--|------|
| Recettes collectées par l'Administration fiscale (en %) <sup>1</sup> |  |      |                                       |      |   |      |   |      |  |      |
| Juridiction  | Recettes collectées rapportées au total des recettes publiques |      | Recettes collectées rapportées au PIB |      | Impôts collectés, dont cotisations sociales, rapportés au PIB |      | Impôts collectés, hors cotisations sociales, rapportés au PIB |      | Autres recettes rapportées au total des recettes publiques |      |
|  | 2018   | 2019 | 2018                                  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 |
| Luxembourg <sup>4</sup>  | 56.0   | 57.5 | 25.4                                  | 25.7 | 25.1  | 25.4 | 25.1  | 25.4 | 1.2  | 1.2  |
| Malaisie   | 46.3   | 44.5 | 9.0                                   | 9.0  | 9.0   | 9.0  | 9.0   | 9.0  | 0.0  | 0.0  |
| Malte  | 74.0   | 75.2 | 28.3                                  | 28.3 | 28.3  | 28.3 | 20.5  | 20.5 | 0.0  | 0.0  |
| Maroc  | 52.2   | 51.9 | 13.7                                  | 13.4 | 13.7  | 13.4 | 13.7  | 13.4 |  |      |
| Mexique  | 57.6   | 58.0 | 13.5                                  | 13.8 | 10.0  | 10.4 | 10.0  | 10.4 | 26.2   | 24.8 |
| Norvège  | 53.2   | 55.3 | 30.1                                  | 32.4 | 29.8  | 32.1 | 25.8  | 28.0 | 0.7  | 0.8  |
| Nouvelle-Zélande   | 64.6   | 68.2 | 24.5                                  | 25.5 | 24.2  | 25.0 | 24.2  | 25.0 | 1.1  | 2.0  |
| Pays-Bas   | 77.7   | 77.0 | 33.2                                  | 33.7 | 32.5  | 32.9 | 20.7  | 21.6 | 2.1  | 2.5  |
| Pérou  | 66.0   | 66.6 | 12.8                                  | 13.3 | 12.7  | 13.1 | 10.7  | 11.1 | 1.1  | 1.5  |
| Pologne  | 41.5   | 40.8 | 17.1                                  | 16.8 | 15.8  | 15.5 | 15.8  | 15.5 | 8.0  | 8.2  |
| Portugal   | 55.0   | 55.5 | 23.6                                  | 23.8 | 23.5  | 23.6 | 23.5  | 23.6 | 0.6  | 0.6  |
| République slovaque  | 29.1   | 28.9 | 11.8                                  | 11.9 | 11.6  | 11.8 | 11.6  | 11.8 | 2.2  | 1.1  |
| République tchèque   | 38.3   | 38.4 | 15.9                                  | 15.9 | 15.8  | 15.8 | 15.8  | 15.8 | 0.7  | 0.5  |
| Roumanie   | 84.4   | 85.1 | 24.6                                  | 24.6 | 23.1  | 23.3 | 12.8  | 12.8 | 6.0  | 5.2  |
| Royaume-Uni  | 73.1   | 73.4 | 26.8                                  | 26.8 | 26.6  | 26.7 | 20.6  | 20.6 | 0.7  | 0.6  |
| Russie   | 74.7   | 75.6 | 26.3                                  | 26.9 | 26.2  | 26.6 | 20.0  | 20.2 | 0.7  | 0.8  |
| Singapour  | 49.5   | 50.6 | 8.9                                   | 9.2  | 8.9   | 9.2  | 8.9   | 9.2  |  |      |
| Slovénie   | 81.2   | 82.3 | 36.0                                  | 36.3 | 35.8  | 36.1 | 20.4  | 20.4 | 0.6  | 0.6  |
| Suède <sup>5</sup>   | 93.3   | 94.2 | 46.2                                  | 45.7 | 46.2  | 45.7 | 31.7  | 31.3 |  |      |
| Suisse   | 19.1   | 19.7 | 6.5                                   | 6.7  | 6.5   | 6.7  | 6.5   | 6.7  |  |      |
| Thaïlande  | 39.7   | 40.3 | 8.4                                   | 8.4  | 8.4   | 8.4  | 8.4   | 8.4  |  |      |
| Turquie  | 42.9   | 43.7 | 13.3                                  | 12.7 | 13.3  | 12.7 | 13.3  | 12.7 |  |      |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302253>

- Note : Afin de faciliter la comparaison avec les données et indicateurs des éditions précédentes de l'enquête ISORA, la TVA (importations brutes) a été supprimée du total des recettes collectées nettes.
- Finlande : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).
- Japon : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).
- Luxembourg : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).
- Suède : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).

| Formule | (Total des recettes collectées nettes [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5]) / Total des recettes publiques [E.1] * 100 | (Total des recettes collectées nettes [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5]) / PIB [E.1] * 100 | (Total des recettes collectées nettes [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5] - Autres recettes [A.6]) / PIB [E.1] * 100 | (Total des recettes collectées nettes [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5] - Autres recettes [A.6] - Cotisations sociales [A.6]) / PIB [E.1] * 100 | Autres recettes [A.6] / (Total des recettes collectées nettes [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5]) * 100 |
|---------|---|--|--|---|--|
|---------|---|--|--|---|--|

Tableau D.2 Structure de l'impôt et part des cotisations sociales

| Structure de l'impôt et part des cotisations sociales <sup>1</sup> |  |      |  |      |  |      |  |      |   |      |
|--|--|------|--|------|--|------|--|------|---|------|
| Juridiction  | IRPP rapporté au total des recettes collectées |      | IS rapporté au total des recettes collectées |      | TVA rapportée au total des recettes collectées |      | Cotisations sociales rapportées au total des recettes collectées |      | Autres impôts rapportés au total des recettes publiques |      |
|  | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018  | 2019 |
| Afrique du Sud   | 42.5   | 43.3 | 20.2   | 18.8 | 13.3   | 13.1 | 1.7  | 1.7  | 18.2  | 18.8 |
| Allemagne  | 48.7   | 49.3 | 15.3   | 14.4 | 27.6   | 27.8 |  |      | 8.3   | 8.4  |
| Arabie saoudite  |  |      | 19.5   | 18.7 | 39.6   | 36.8 |  |      | 26.0  | 29.2 |
| Argentine  | 7.4  | 8.3  | 16.5   | 16.6 | 24.0   | 23.9 | 29.2   | 27.6 | 11.6  | 12.8 |
| Australie  | 52.6   | 53.0 | 25.5   | 26.0 | 15.1   | 14.5 |  |      | 0.8   | 0.9  |
| Autriche   | 39.3   | 40.2 | 10.4   | 10.4 | 33.1   | 32.9 |  |      | 17.2  | 16.6 |
| Belgique   | 40.3   | 39.6 | 17.1   | 17.1 | 26.8   | 27.4 |  |      | 12.1  | 12.4 |
| Bésil  | 10.9   | 11.9 | 16.1   | 16.2 | 19.6   | 17.3 | 32.7   | 33.1 | 19.8  | 20.7 |
| Bulgarie   | 15.4   | 14.8 | 11.2   | 10.9 | 26.2   | 28.1 | 44.1   | 43.3 | 1.3   | 1.1  |
| Canada   | 52.2   | 52.1 | 16.3   | 16.5 | 10.0   | 9.5  | 16.3   | 16.2 | 3.3   | 3.5  |
| Chili  | 10.9   | 11.8 | 47.0   | 45.2 | 31.4   | 30.9 |  |      | 2.3   | 3.2  |
| Chine (République populaire de)                                    | 7.6  | 5.2  | 19.3   | 18.6 | 33.5   | 31.0 | 13.9   | 19.3 | 17.1  | 16.5 |
| Chypre   | 17.6   | 16.6 | 25.1   | 24.2 | 40.6   | 42.1 |  |      | 16.7  | 17.2 |
| Colombie   | 10.9   | 10.6 | 46.2   | 44.8 | 32.8   | 32.7 |  |      | 6.6   | 8.4  |
| Corée  | 35.3   | 34.5 | 29.8   | 29.9 | 10.5   | 11.6 |  |      | 10.3  | 10.7 |
| Costa Rica   | 15.1   | 15.0 | 28.6   | 26.9 | 24.3   | 26.9 |  |      | 19.1  | 19.6 |
| Croatie  | 11.8   | 12.1 | 7.5  | 7.7  | 37.7   | 38.6 | 39.7   | 38.5 | 3.2   | 3.1  |
| Danemark   | 47.7   | 48.7 | 6.2  | 6.6  | 22.1   | 23.3 | 9.2  | 9.4  | 3.0   | 1.3  |
| Espagne  | 43.1   | 44.4 | 12.9   | 12.1 | 27.9   | 27.7 |  |      | 3.2   | 2.6  |
| Estonie  | 16.3   | 16.6 | 6.0  | 5.5  | 23.5   | 23.5 | 39.2   | 40.1 | 1.1   | 1.0  |
| États-Unis   | 52.4   | 51.0 | 6.8  | 7.3  |  |      | 37.6   | 38.7 | 0.8   | 0.5  |
| Finlande <sup>2</sup>  | 44.2   | 43.8 | 8.7  | 8.6  | 25.9   | 26.9 | 1.1  | 1.0  | 9.3   | 9.4  |
| France   | 17.9   | 18.3 | 6.7  | 8.5  | 35.1   | 36.5 |  |      | 18.0  | 17.3 |
| Géorgie  | 48.9   | 49.2 | 11.1   | 12.2 | 8.5  | 12.8 |  |      | 28.9  | 23.8 |
| Grèce  | 17.5   | 21.0 | 6.5  | 7.3  | 25.0   | 20.7 |  |      | 26.1  | 19.4 |
| Hong Kong (Chine)  | 22.9   | 22.1 | 40.6   | 47.1 |  |      |  |      | 36.5  | 30.8 |
| Hongrie  | 15.6   | 15.9 | 2.7  | 2.0  | 26.1   | 27.8 | 33.3   | 33.0 | 14.3  | 13.5 |
| Inde   | 40.7   | 40.6 | 57.0   | 58.3 |  |      |  |      | 2.3   | 1.1  |
| Indonésie  | 13.1   | 13.8 | 53.7   | 51.8 | 30.9   | 31.9 |  |      | 2.4   | 2.5  |
| Irlande  | 31.9   | 31.8 | 15.5   | 15.1 | 18.4   | 18.2 | 16.7   | 17.0 | 5.0   | 4.8  |
| Islande  | 32.1   | 33.7 | 12.4   | 11.4 | 9.8  | 10.3 | 16.9   | 16.8 | 28.7  | 27.8 |
| Israël   | 34.1   | 34.0 | 26.1   | 26.3 | 20.7   | 20.8 |  |      | 11.5  | 11.2 |
| Italie   | 43.1   | 43.2 | 7.5  | 7.6  | 22.8   | 23.1 |  |      | 26.6  | 26.1 |
| Japon <sup>3</sup>   | 34.1   | 35.2 | 21.7   | 21.8 | 29.0   | 28.0 |  |      | 15.2  | 15.0 |
| Kenya  | 28.4   | 28.0 | 12.5   | 12.0 | 16.0   | 16.4 |  |      | 29.2  | 28.3 |
| Lettonie   | 18.5   | 19.8 | 3.3  | 0.5  | 25.5   | 26.2 | 34.3   | 35.7 | 2.6   | 2.4  |
| Lituanie   | 22.7   | 34.2 | 8.5  | 7.5  | 43.2   | 37.1 |  |      | 2.8   | 2.3  |
| Luxembourg <sup>4</sup>  | 36.8   | 35.9 | 22.5   | 24.0 | 24.4   | 24.1 |  |      | 15.1  | 14.8 |

Structure de l'impôt et part des cotisations sociales<sup>1</sup>

| Juridiction         | IRPP rapporté au total des recettes collectées |      | IS rapporté au total des recettes collectées |      | TVA rapportée au total des recettes collectées |      | Cotisations sociales rapportées au total des recettes collectées |      | Autres impôts rapportés au total des recettes publiques |      |
|---------------------|--|------|--|------|--|------|--|------|---|------|
|                     | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018  | 2019 |
| Malaisie            | 25.4   | 27.9 | 68.8   | 66.0 |  |      |  |      | 5.8   | 6.0  |
| Malte               | 25.7   | 26.9 | 18.9   | 19.7 | 22.5   | 20.8 | 27.4   | 27.6 | 5.5   | 5.0  |
| Maroc               | 29.0   | 28.9 | 34.5   | 33.7 | 22.4   | 22.3 |  |      | 14.2  | 15.0 |
| Mexique             | 26.9   | 26.4 | 25.5   | 24.0 | 6.5  | 7.5  |  |      | 4.0   | 3.6  |
| Norvège             | 31.7   | 30.6 | 7.5  | 7.3  | 27.6   | 26.5 | 13.3   | 12.9 | 10.5  | 14.1 |
| Nouvelle-Zélande    | 51.4   | 50.8 | 21.3   | 22.3 | 25.6   | 24.4 |  |      | 0.6   | 0.5  |
| Pays-Bas            | 23.4   | 24.1 | 9.2  | 9.5  | 20.0   | 20.4 | 35.6   | 33.4 | 9.7   | 10.1 |
| Pérou               | 14.2   | 14.4 | 27.5   | 27.1 | 23.7   | 22.4 | 15.6   | 15.2 | 14.2  | 14.6 |
| Pologne             | 16.4   | 17.1 | 9.5  | 10.4 | 44.0   | 43.1 |  |      | 2.2   | 2.2  |
| Portugal            | 27.6   | 26.9 | 14.1   | 13.5 | 34.1   | 35.8 |  |      | 12.9  | 12.3 |
| République slovaque | 30.4   | 31.4 | 26.3   | 24.0 | 34.4   | 36.8 |  |      | 6.8   | 6.7  |
| République tchèque  | 25.5   | 27.0 | 21.1   | 20.9 | 48.0   | 47.1 |  |      | 4.7   | 4.5  |
| Roumanie            | 9.6  | 8.9  | 7.8  | 7.9  | 21.9   | 21.7 | 41.8   | 42.9 | 1.3   | 1.8  |
| Royaume-Uni         | 32.3   | 32.6 | 9.3  | 9.0  | 17.1   | 17.3 | 22.7   | 22.7 | 14.4  | 14.3 |
| Russie              | 13.3   | 13.4 | 16.7   | 17.3 | 13.0   | 14.4 | 23.3   | 23.8 | 27.7  | 26.0 |
| Singapour           | 24.0   | 25.2 | 36.9   | 38.0 | 12.1   | 11.1 |  |      | 26.9  | 25.7 |
| Slovénie            | 14.9   | 15.1 | 5.1  | 5.7  | 22.0   | 21.5 | 42.7   | 43.2 | 5.2   | 5.1  |
| Suède <sup>5</sup>  | 34.1   | 32.7 | 8.6  | 9.7  | 20.0   | 20.0 | 31.3   | 31.5 | 0.0   | 0.0  |
| Suisse              | 24.9   | 24.3 | 25.2   | 25.1 | 26.3   | 24.8 |  |      | 23.7  | 25.8 |
| Thaïlande           | 23.2   | 23.6 | 52.9   | 55.8 | 18.3   | 15.0 |  |      | 5.6   | 5.6  |
| Turquie             | 27.8   | 29.7 | 15.8   | 14.4 | 11.3   | 10.1 |  |      | 18.3  | 19.0 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302272>

- Note : Afin de faciliter la comparaison avec les données et indicateurs des éditions précédentes de l'enquête ISORA, la TVA (importations brutes) a été supprimée du total des recettes collectées nettes.
- Finlande : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).
- Japon : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).
- Luxembourg : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).
- Suède : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).

| Formule | Impôt sur le revenu - personnes physiques [A.3] / (Total des recettes collectées nettes [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5]) * 100 | Impôt sur les sociétés [A.3] / (Total des recettes collectées nettes [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5]) * 100 | (Taxe sur la valeur ajoutée [A.4] - TVA (importations brutes) [A.5]) / (Total des recettes collectées nettes [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5]) * 100 | Cotisations sociales [A.6] / (Total des recettes collectées nettes [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5]) * 100 | Autres impôts [A.4] / (Total des recettes collectées nettes [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5]) * 100 |
|---------|--|---|---|---|--|
|---------|--|---|---|---|--|

Tableau D.3 Ratios des ressources

| Juridiction                     | Ratios des ressources |         |                          |         |  |      |   |      |   |      |
|---------------------------------|-----------------------|---------|--------------------------|---------|--|------|---|------|---|------|
|                                 | Population en ETP     |         | Population active en ETP |         | Coût de perception (en %) <sup>1</sup> |      | Coûts salariaux en pourcentage des dépenses opérationnelles |      | Coûts opérationnels TIC en pourcentage des dépenses opérationnelles |      |
|                                 | 2018                  | 2019    | 2018                     | 2019    | 2018                                   | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 5681.9                | 6157.5  | 2256.6                   | 2450.1  | 0.8                                    | 0.7  | 68.9  | 70.0 | 0.9   | 0.8  |
| Allemagne                       | 753.2                 | 757.3   | 395.7                    | 397.0   | 1.5                                    | 1.5  | 83.6  | 83.2 | 9.1   | 9.7  |
| Arabie saoudite                 | 11717.6               | 12070.6 | 4874.7                   | 5067.8  | 1.2                                    | 1.7  | 53.0  | 53.1 | 9.8   | 13.2 |
| Argentine                       | 3018.0                | 2920.2  | 1394.0                   | 1349.8  | 1.2                                    | 1.2  | 94.7  | 94.8 | 0.3   | 1.1  |
| Australie                       | 1370.0                | 1456.7  | 726.8                    | 770.4   | 0.9                                    | 0.9  | 55.2  | 53.8 | 13.0  | 12.2 |
| Autriche                        | 1121.9                | 1123.1  | 583.9                    | 583.7   | 0.7                                    | 0.7  | 86.0  | 86.1 | 22.2  | 23.3 |
| Belgique                        | 726.2                 | 738.6   | 323.5                    | 328.1   | 0.8                                    | 0.8  | 80.6  | 81.0 | 4.5   | 4.3  |
| Bésil                           | 16269.5               | 18288.5 | 8197.5                   | 9228.8  | 0.5                                    | 0.4  | 72.5  | 72.8 | 2.9   | 3.1  |
| Bulgarie                        | 890.8                 | 884.6   | 422.0                    | 417.8   | 1.0                                    | 1.0  | 85.3  | 85.3 | 3.3   | 17.4 |
| Canada                          | 931.9                 | 915.1   | 511.6                    | 501.1   | 1.1                                    | 1.1  | 74.3  | 74.0 | 14.4  | 16.3 |
| Chili                           | 3762.4                | 3779.8  | 1886.5                   | 1906.2  | 0.9                                    | 0.9  | 89.1  | 89.9 | 9.0   | 10.0 |
| Chine (République populaire de) | 1881.6                | 1940.6  | 1058.4                   | 1084.4  | D                                      | 0.5  | D   | 59.1 | D   | 1.6  |
| Chypre                          | 1152.5                | 1192.0  | 575.7                    | 601.6   | 1.2                                    | 1.1  | 79.5  | 81.1 | 1.6   | 1.5  |
| Colombie                        | 7287.3                | 6839.6  | 3849.9                   | 3639.7  | 0.9                                    | 0.9  | 83.0  | 83.6 | 5.0   | 7.0  |
| Corée                           | 2533.7                | 2477.2  | 1388.1                   | 1361.1  | 0.7                                    | 0.7  | 72.6  | 72.7 | 5.8   | 6.2  |
| Costa Rica                      | 5218.6                | 5398.5  | 2553.1                   | 2645.8  | 1.5                                    | 1.4  | 47.2  | 46.0 | 22.5  | 22.9 |
| Croatie                         | 1035.2                | 1043.2  | 454.5                    | 456.2   | 0.7                                    | 0.7  | 64.0  | 63.7 | 19.0  | 18.0 |
| Danemark                        | 723.3                 | 681.3   | 376.4                    | 354.4   | 0.7                                    | 0.8  | 51.7  | 46.3 | 22.0  | 25.7 |
| Espagne                         | 2303.4                | 2270.9  | 1135.3                   | 1115.3  | 0.6                                    | 0.6  | 81.6  | 82.8 | 5.5   | 5.1  |
| Estonie                         | 1710.2                | 1787.9  | 913.1                    | 949.3   | 0.3                                    | 0.3  | 73.6  | 72.5 | 0.2   | 0.3  |
| États-Unis                      | 4443.6                | 4462.6  | 2250.9                   | 2255.4  | 0.4                                    | 0.4  | 73.0  | 74.3 | 24.7  | 25.2 |
| Finlande <sup>2</sup>           | 1108.0                | 1104.5  | 551.0                    | 548.0   | 0.6                                    | 0.6  | 62.3  | 62.8 | 23.8  | 23.9 |
| France                          | 1462.1                | 1498.9  | 663.6                    | 679.2   | 0.9                                    | 0.9  | 86.4  | 89.2 | 5.7   | 5.7  |
| Géorgie                         | 1940.9                | 1832.7  | 1063.0                   | 1001.4  | 0.6                                    | 0.6  | 81.1  | 82.6 | 2.4   | 3.2  |
| Grèce                           | 1306.3                | 1256.0  | 584.8                    | 559.8   | 0.7                                    | 0.6  | 87.2  | 87.5 | 0.1   | 0.4  |
| Hong Kong (Chine)               | 2612.6                | 2598.6  | 1390.2                   | 1368.6  | 0.5                                    | 0.5  | 87.1  | 86.8 | 10.8  | 10.7 |
| Hongrie                         | 691.7                 | 713.0   | 334.8                    | 344.5   | 1.2                                    | 1.2  | 66.4  | 57.6 | D   | D    |
| Inde                            | 32030.5               | 32415.7 | 11547.1                  | 11725.4 | 0.6                                    | 0.6  | 59.8  | 55.8 | 10.9  | 12.3 |
| Indonésie                       | 5903.3                | 5817.8  | 2927.5                   | 2897.4  | 0.6                                    | 0.6  | 38.8  | 41.3 | 1.7   | 0.4  |
| Irlande                         | 987.7                 | 980.4   | 484.1                    | 479.8   | 0.5                                    | 0.5  | 71.3  | 70.9 | 2.2   | 2.1  |
| Islande                         | 1560.7                | 1428.1  | 942.0                    | 861.0   | 0.6                                    | 0.6  | 77.7  | 75.8 | 13.4  | 13.7 |
| Israël                          | 1383.2                | 1347.2  | 638.9                    | 622.2   | 1.1                                    | 1.1  | 59.3  | 59.0 | 12.0  | 12.3 |
| Italie                          | 1596.2                | 1692.6  | 687.8                    | 728.3   | 0.8                                    | 0.8  | 57.3  | 60.2 | 9.2   | 9.5  |
| Japon <sup>3</sup>              | 2273.0                | 2265.9  | 1228.0                   | 1222.8  | 1.3                                    | 1.2  | 79.9  | 78.4 | 7.0   | 7.1  |
| Kenya                           | 19241.1               | 18376.1 | 8632.7                   | 8346.4  | 0.8                                    | 0.7  | 88.6  | 87.8 | 0.2   | 0.4  |
| Lettonie                        | 719.4                 | 714.3   | 373.4                    | 367.1   | 0.9                                    | 0.8  | 64.7  | 67.5 | 14.0  | 13.3 |
| Lituanie                        | 987.5                 | 1048.1  | 519.1                    | 548.1   | 0.6                                    | 0.6  | 83.5  | 84.8 | 14.2  | 15.9 |
| Luxembourg <sup>4</sup>         | 539.0                 | 537.6   | 268.4                    | 268.9   | 0.8                                    | 0.8  | 85.8  | 83.4 | 1.8   | 2.0  |

| Ratios des ressources |                   |        |                          |        |  |      |   |      |   |      |
|-----------------------|-------------------|--------|--------------------------|--------|--|------|---|------|---|------|
| Juridiction           | Population en ETP |        | Population active en ETP |        | Coût de perception (en %) <sup>1</sup> |      | Coûts salariaux en pourcentage des dépenses opérationnelles |      | Coûts opérationnels TIC en pourcentage des dépenses opérationnelles |      |
|                       | 2018              | 2019   | 2018                     | 2019   | 2018                                   | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 |
| Malaisie              | 2446.2            | 2418.4 | 1193.4                   | 1186.4 | 1.7                                    | 1.7  | 71.4  | 69.6 | 7.0   | 6.5  |
| Malte                 | 1316.9            | 1365.9 | 640.2                    | 661.5  | D                                      | D    | D   | D    | D   | D    |
| Maroc                 | 7085.4            | 7384.4 | 2343.8                   | 2443.3 | 0.6                                    | 0.6  | 81.9  | 79.8 | 10.9  | 9.6  |
| Mexique               | 3584.8            | 3859.1 | 1598.0                   | 1728.5 | 0.4                                    | 0.3  | 78.9  | 79.3 | 4.7   | 4.9  |
| Norvège               | 903.4             | 883.4  | 476.2                    | 465.5  | 0.6                                    | 0.5  | 74.4  | 74.9 | 19.3  | 20.6 |
| Nouvelle-Zélande      | 942.7             | 1005.9 | 530.1                    | 565.6  | 0.7                                    | 0.7  | 49.4  | 49.4 | 10.6  | 13.1 |
| Pays-Bas              | 873.1             | 850.1  | 467.6                    | 454.9  | 0.7                                    | 0.8  | 73.9  | 65.2 | 19.9  | 23.0 |
| Pérou                 | 4616.7            | 4766.2 | 2647.8                   | 2765.7 | 1.2                                    | 1.1  | 68.7  | 69.6 | 10.9  | 11.7 |
| Pologne               | 826.0             | 815.5  | 400.0                    | 392.2  | 1.1                                    | 1.1  | 81.8  | 84.0 | 1.1   | 1.1  |
| Portugal              | 1064.6            | 1040.6 | 545.3                    | 530.9  | 1.0                                    | 1.1  | 78.6  | 79.2 | 5.2   | 5.7  |
| République slovaque   | 953.1             | 974.6  | 481.9                    | 490.2  | 1.9                                    | 2.1  | 61.3  | 59.9 | 7.0   | 4.2  |
| République tchèque    | 684.0             | 700.5  | 350.9                    | 357.5  | 1.4                                    | 1.3  | 61.7  | 62.0 | 9.7   | 10.5 |
| Roumanie              | 948.6             | 981.0  | 441.1                    | 452.7  | 1.0                                    | 0.9  | 89.7  | 91.9 | D   | D    |
| Royaume-Uni           | 1132.8            | 1236.0 | 585.1                    | 638.6  | 0.6                                    | 0.6  | 62.9  | 63.4 | 17.3  | 16.7 |
| Russie                | 992.4             | 993.6  | 507.1                    | 502.6  | 0.5                                    | 0.5  | 79.6  | 82.0 | 14.0  | 11.4 |
| Singapour             | 2950.6            | 3005.0 | 1828.3                   | 1858.3 | 0.9                                    | 0.9  | 60.7  | 61.3 | 26.7  | 26.4 |
| Slovénie              | 658.8             | 667.5  | 329.6                    | 330.7  | 0.7                                    | 0.7  | 83.2  | 82.4 | 9.3   | 10.2 |
| Suède <sup>5</sup>    | 1063.7            | 1099.3 | 565.7                    | 584.7  | 0.4                                    | 0.4  | 73.4  | 71.9 | 21.1  | 19.2 |
| Suisse                | 8062.8            | 7859.6 | 4691.3                   | 4562.9 | 0.6                                    | 0.6  | 62.2  | 64.8 | 20.5  | 15.8 |
| Thaïlande             | 3142.6            | 3204.7 | 1761.1                   | 1794.6 | 0.7                                    | 0.7  | 74.3  | 74.8 | 5.3   | 5.1  |
| Turquie               | 2137.8            | 2194.4 | 852.5                    | 877.7  | 0.6                                    | 0.7  | 83.9  | 88.3 | 4.3   | 4.1  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302291>

- Note : Afin de faciliter la comparaison avec les données et indicateurs des éditions précédentes de l'enquête ISORA, la TVA (importations brutes) a été supprimée du total des recettes collectées nettes.
- Finlande : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).
- Japon : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).
- Luxembourg : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).
- Suède : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).

| Formule | Population [E.1] / Total ETP [A.8] | Population active [E.1] / Total ETP [A.8] | Total des dépenses opérationnelles [A.7] / (Total des recettes collectées nettes [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5]) * 100 | Salaires [A.7] / Total des dépenses opérationnelles [A.7] * 100 | Technologies de l'information et de la communication [A.7] / Total des dépenses opérationnelles [A.7] * 100 |
|---------|------------------------------------|---|---|---|---|
|---------|------------------------------------|---|---|---|---|

Tableau D.4

## Répartition du personnel par fonction et emplacement

| Répartition du personnel de l'administration fiscale par fonction |  |      |  |      |  |      |  |      |  |      |
|---|--|------|--|------|--|------|--|------|--|------|
| Jurisdiction  | Pourcentage des effectifs affectés à l'enregistrement, aux services aux contribuables, aux dépôts et au traitement des paiements |      | Pourcentage des effectifs affectés aux contrôles, aux enquêtes et aux autres vérifications |      | Pourcentage des effectifs affectés aux recouvrement de créances et aux fonctions associées |      | Pourcentage des effectifs affectés à toutes les autres fonctions |      | Pourcentage des effectifs affectés à des fonctions centrales |      |
|   | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 |
| Afrique du Sud  | 36.1   | 34.7 | 21.9   | 22.1 | 11.5   | 10.9 | 30.5   | 32.4 | 7.0  | 8.0  |
| Allemagne   | 22.4   | 22.3 | 36.2   | 34.8 | 7.4  | 7.4  | 33.9   | 35.4 | 6.4  | 6.7  |
| Arabie saoudite   | 6.3  | 14.2 | 49.4   | 49.1 | 0.2  | 3.2  | 44.1   | 33.5 | 68.0   | 70.0 |
| Argentine   | 6.7  | 6.3  | 27.0   | 26.6 | 23.2   | 23.0 | 43.1   | 44.1 | 15.0   | 17.0 |
| Australie   | 14.2   | 12.1 | 28.9   | 30.7 | 7.2  | 7.2  | 49.7   | 50.0 | 11.0   | 11.0 |
| Autriche  | 23.6   | 23.8 | 50.9   | 50.4 | 5.0  | 5.1  | 20.6   | 20.8 | 2.8  | 2.8  |
| Belgique  | 40.1   | 40.5 | 39.1   | 38.7 | 9.6  | 9.6  | 11.2   | 11.3 | 12.0   | 12.0 |
| Bésil   | 29.2   | 29.2 | 25.1   | 25.1 | 19.2   | 19.2 | 26.5   | 26.4 | 7.3  | 5.5  |
| Bulgarie  | 4.7  | 4.6  | 45.9   | 45.4 | 9.8  | 9.8  | 39.6   | 40.2 | 21.0   | 22.0 |
| Canada  | 21.7   | 22.4 | 24.5   | 24.3 | 25.3   | 26.0 | 28.5   | 27.3 | 27.6   | 27.7 |
| Chili   | 16.5   | 16.5 | 45.8   | 45.7 | 0.0  | 0.0  | 37.6   | 37.8 | 23.0   | 23.0 |
| Chine (République populaire de)                                   | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D    | 0.2  | 0.2  |
| Chypre  | 35.4   | 35.4 | 36.2   | 36.2 | 16.7   | 16.6 | 11.7   | 11.7 | 16.0   | 16.0 |
| Colombie  | 23.6   | 23.6 | 39.7   | 39.7 | 14.8   | 14.8 | 21.8   | 21.8 | 17.5   | 17.5 |
| Corée   | 53.5   | 54.2 | 21.7   | 21.5 | 6.4  | 6.0  | 18.4   | 18.3 | 4.3  | 4.5  |
| Costa Rica  | 10.4   | 10.9 | 47.2   | 44.9 | 11.4   | 12.0 | 31.0   | 32.2 | 26.0   | 28.0 |
| Croatie   | 52.5   | 52.2 | 20.2   | 20.2 | 13.2   | 13.2 | 14.1   | 14.4 | 8.0  | 9.0  |
| Danemark  | 21.1   | 20.4 | 20.4   | 19.8 | 18.7   | 18.5 | 39.9   | 41.4 | 8.4  | 8.0  |
| Espagne   | 16.1   | 16.1 | 44.2   | 44.3 | 20.1   | 20.3 | 19.6   | 19.4 | 18.2   | 18.6 |
| Estonie   | 37.5   | 31.5 | 43.3   | 48.5 | 6.7  | 7.5  | 12.4   | 12.4 | 17.6   | 17.6 |
| États-Unis  | 37.6   | 38.9 | 28.3   | 26.8 | 11.8   | 11.5 | 22.3   | 22.7 | 6.3  | 6.4  |
| Finlande  | 18.2   | 18.0 | 23.2   | 23.1 | 2.3  | 2.2  | 56.3   | 56.7 | 15.0   | 17.0 |
| France  | 28.3   | 28.7 | 24.5   | 24.5 | 19.3   | 18.9 | 27.9   | 27.9 | 3.7  | 3.8  |
| Géorgie   | 23.3   | 23.9 | 44.5   | 43.3 | 3.3  | 3.0  | 29.0   | 29.9 | 6.0  | 9.0  |
| Grèce   | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D    | 14.3   | 11.3 |
| Hong Kong (Chine)   | 64.1   | 63.9 | 8.4  | 8.3  | 7.8  | 7.7  | 19.7   | 20.2 | 10.9   | 10.8 |
| Hongrie   | 23.6   | 23.9 | 34.9   | 34.3 | 23.5   | 23.5 | 18.0   | 18.3 | 41.2   | 43.6 |
| Inde  | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D    |
| Indonésie   | 22.9   | 23.4 | 15.5   | 16.9 | 1.5  | 1.5  | 60.1   | 58.3 | 14.4   | 13.3 |
| Irlande   | 39.1   | 43.8 | 36.5   | 39.7 | 10.5   | 11.2 | 13.9   | 5.2  | 32.4   | 30.4 |
| Islande   | 56.6   | 48.6 | 16.4   | 17.0 | 0.0  | 11.5 | 27.0   | 22.9 | 72.0   | 61.0 |
| Israël  | 27.2   | 26.7 | 24.0   | 25.4 | 7.2  | 6.9  | 41.7   | 41.0 | 21.0   | 20.0 |
| Italie  | 30.5   | 30.8 | 36.1   | 36.2 | 2.6  | 2.6  | 30.8   | 30.5 | 6.2  | 6.1  |
| Japon   | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D    | 1.7  | 1.8  |
| Kenya   | 20.0   | 20.0 | 50.0   | 50.0 | 30.0   | 30.0 | 0.0  | 0.0  | 30.0   | 40.0 |

| Répartition du personnel de l'administration fiscale par fonction |  |      |  |      |   |      |  |      |  |      |
|---|--|------|--|------|---|------|--|------|--|------|
| Juridiction   | Pourcentage des effectifs affectés à l'enregistrement, aux services aux contribuables, aux dépôts et au traitement des paiements |      | Pourcentage des effectifs affectés aux contrôles, aux enquêtes et aux autres vérifications |      | Pourcentage des effectifs affectés au recouvrement de créances et aux fonctions associées |      | Pourcentage des effectifs affectés à toutes les autres fonctions |      | Pourcentage des effectifs affectés à des fonctions centrales |      |
|   | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 |
| Lettonie  | 44.0   | 41.4 | 29.4   | 30.8 | 8.4   | 8.3  | 18.3   | 19.5 | D  | D    |
| Lituanie  | 50.2   | 36.7 | 27.0   | 39.1 | 6.1   | 6.2  | 16.7   | 18.0 | 47.0   | 50.0 |
| Luxembourg  | 12.6   | 13.3 | 60.4   | 59.8 | 6.4   | 6.2  | 20.7   | 20.7 | 19.9   | 19.7 |
| Malaisie  | 29.0   | 31.3 | 29.7   | 29.0 | 9.3   | 9.2  | 31.9   | 30.5 | 14.8   | 14.4 |
| Malte   | D  | D    | 39.1   | 39.4 | 23.6  | 23.6 | D  | D    | 15.5   | 17.1 |
| Maroc   | 48.9   | 48.8 | 12.2   | 12.1 | 13.5  | 13.0 | 25.4   | 26.2 | 11.0   | 11.0 |
| Mexique   | 9.7  | 10.2 | 29.7   | 29.8 | 17.6  | 16.7 | 43.0   | 43.3 | 12.0   | 12.0 |
| Norvège   | 17.7   | 16.2 | 36.3   | 43.5 | 5.2   | 4.8  | 40.8   | 35.6 | 6.4  | 10.2 |
| Nouvelle-Zélande  | 30.1   | 18.0 | 14.5   | 2.8  | 10.7  | 23.1 | 44.7   | 56.2 | 28.0   | 29.0 |
| Pays-Bas  | 17.3   | 16.3 | 36.3   | 35.9 | 8.1   | 7.5  | 38.2   | 40.3 | 2.4  | 2.1  |
| Pérou   | 18.0   | 18.7 | 36.3   | 35.5 | 13.0  | 13.8 | 32.7   | 32.0 | 15.0   | 15.1 |
| Pologne   | 29.4   | 29.2 | 9.1  | 9.1  | 15.5  | 15.5 | 46.0   | 46.2 | 2.5  | 2.5  |
| Portugal  | 53.8   | 55.0 | 19.0   | 18.5 | 11.8  | 11.5 | 15.4   | 14.9 | 18.4   | 18.1 |
| République slovaque   | 40.7   | 41.4 | 26.4   | 26.6 | 5.0   | 5.1  | 27.9   | 26.9 | 6.6  | 6.4  |
| République tchèque  | 43.0   | 43.3 | 21.0   | 20.9 | 6.6   | 6.6  | 29.4   | 29.2 | 1.0  | 1.0  |
| Roumanie  | 24.7   | 24.5 | 26.9   | 25.7 | 13.8  | 14.7 | 34.6   | 35.1 | 10.9   | 10.4 |
| Royaume-Uni   | 31.0   | 29.5 | 27.3   | 30.3 | 8.1   | 8.0  | 33.6   | 32.2 | 9.0  | 11.0 |
| Russie  | 16.6   | 16.4 | 54.0   | 53.9 | 11.5  | 11.7 | 17.9   | 18.0 | 10.9   | 11.1 |
| Singapour   | 41.0   | 40.3 | 20.3   | 20.5 | 10.6  | 11.0 | 28.1   | 28.2 | 28.0   | 28.0 |
| Slovénie  | 40.0   | 40.8 | 21.8   | 21.5 | 15.6  | 15.4 | 22.6   | 22.3 | 14.4   | 14.1 |
| Suède   | 38.8   | 38.1 | 25.1   | 32.4 | 2.3   | 2.3  | 33.8   | 27.2 | 6.3  | 7.5  |
| Suisse  | 7.4  | 7.8  | 25.0   | 25.2 | 6.0   | 6.0  | 61.6   | 61.0 | 22.4   | 22.8 |
| Thaïlande   | 27.7   | 27.4 | 24.7   | 25.2 | 7.7   | 7.7  | 39.9   | 39.7 | 10.4   | 10.5 |
| Turquie   | D  | D    | D  | D    | D   | D    | D  | D    | 1.2  | 1.9  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302310>

| Formule | ETP affectés à l'enregistrement, aux services aux contribuables, aux dépôts et au traitement des paiements [A.8] / Total ETP [A.8] * 100 | ETP affectés aux contrôles, aux enquêtes et aux autres vérifications [A.8] / Total ETP [A.8] * 100 | ETP affectés au recouvrement de créances et aux fonctions associées [A.8] / Total ETP [A.8] * 100 | ETP affectés aux autres fonctions [A.8] / Total ETP [A.8] * 100 | Pourcentage des effectifs affectés à des fonctions centrales [A.8] |
|---------|--|--|---|---|--|
|---------|--|--|---|---|--|

Tableau D.5

## Dynamique des effectifs

| Juridiction                                  | Dynamique des effectifs |      |                                  |      |
|--|-------------------------|------|----------------------------------|------|
|  | Taux d'embauche         |      | Taux de diminution des effectifs |      |
|  | 2018                    | 2019 | 2018                             | 2019 |
| Afrique du Sud                               | 8.0                     | 4.2  | 9.5                              | 9.1  |
| Allemagne                                    | D                       | D    | D                                | D    |
| Arabie saoudite                              | 16.8                    | 4.5  | 3.6                              | 5.8  |
| Argentine                                    | 0.6                     | 8.1  | 4.9                              | 2.9  |
| Australie                                    | 7.8                     | 5.6  | 9.4                              | 11.6 |
| Autriche                                     | 4.5                     | 2.8  | 4.2                              | 4.8  |
| Belgique                                     | 3.6                     | 5.9  | 7.0                              | 5.9  |
| Brésil                                       | 0.0                     | 0.0  | 4.3                              | 10.8 |
| Bulgarie                                     | 9.3                     | 8.1  | 6.8                              | 8.1  |
| Canada                                       | 16.5                    | 16.7 | 13.3                             | 12.0 |
| Chili  | 3.6                     | 2.8  | 3.5                              | 2.1  |
| Chine (République populaire de) <sup>1</sup> | 68.9                    | 2.6  | 8.6                              | 5.3  |
| Chypre                                       | 2.0                     | 4.8  | 5.3                              | 3.6  |
| Colombie                                     | 3.9                     | 11.1 | 2.9                              | 3.4  |
| Corée  | D                       | D    | D                                | D    |
| Costa Rica                                   | 7.8                     | 4.8  | 6.3                              | 6.8  |
| Croatie                                      | 3.2                     | 3.0  | 4.8                              | 4.5  |
| Danemark                                     | 25.2                    | 16.3 | 8.8                              | 9.5  |
| Espagne                                      | 3.6                     | 5.8  | 4.4                              | 4.0  |
| Estonie                                      | 5.2                     | 7.7  | 6.8                              | 11.4 |
| États-Unis                                   | 8.7                     | 10.9 | 11.9                             | 11.9 |
| Finlande                                     | 6.5                     | 5.8  | 6.8                              | 6.0  |
| France                                       | 2.3                     | 2.1  | 4.6                              | 4.6  |
| Géorgie                                      | 9.3                     | 8.8  | 4.1                              | 3.2  |
| Grèce  | 2.1                     | 5.4  | 2.3                              | 2.1  |
| Hong Kong (Chine)                            | 8.1                     | 7.4  | 6.7                              | 7.4  |
| Hongrie                                      | 1.3                     | 2.7  | 5.0                              | 5.7  |
| Inde   | D                       | D    | D                                | D    |
| Indonésie                                    | 7.1                     | 4.3  | 1.9                              | 1.8  |
| Irlande                                      | 9.9                     | 16.3 | 8.2                              | 8.3  |
| Islande <sup>2</sup>                         | 10.7                    | 25.4 | 8.0                              | 6.0  |
| Israël                                       | 4.5                     | 9.6  | 2.9                              | 6.0  |
| Italie                                       | 0.4                     | 1.0  | 5.3                              | 7.7  |
| Japon  | D                       | D    | D                                | D    |
| Kenya  | 13.7                    | 19.2 | 3.6                              | 4.7  |
| Lettonie                                     | 6.4                     | 7.1  | 6.5                              | 7.7  |
| Lituanie                                     | 5.1                     | 6.3  | 13.6                             | 11.6 |
| Luxembourg                                   | 12.8                    | 6.1  | 5.5                              | 4.4  |
| Malaisie                                     | 4.7                     | 6.0  | 5.5                              | 3.5  |
| Malte  | 3.2                     | 4.6  | 4.1                              | 4.6  |

| Dynamique des effectifs |                 |      |                                  |      |
|-------------------------|-----------------|------|----------------------------------|------|
| Juridiction             | Taux d'embauche |      | Taux de diminution des effectifs |      |
|                         | 2018            | 2019 | 2018                             | 2019 |
| Maroc                   | 0.8             | 0.8  | 2.8                              | 3.7  |
| Mexique                 | 9.2             | 8.8  | 11.1                             | 15.1 |
| Norvège                 | 6.6             | 6.9  | 7.7                              | 8.6  |
| Nouvelle-Zélande        | 11.3            | 8.1  | 16.3                             | 13.0 |
| Pays-Bas                | 6.6             | 10.5 | 4.5                              | 5.3  |
| Pérou                   | 9.1             | 13.7 | 9.6                              | 15.0 |
| Pologne                 | 8.4             | 5.5  | 4.0                              | 4.2  |
| Portugal                | 15.2            | 18.0 | 15.0                             | 15.9 |
| République slovaque     | 6.4             | 6.0  | 6.8                              | 7.5  |
| République tchèque      | 8.6             | 6.7  | 7.9                              | 8.7  |
| Roumanie                | 4.0             | 4.9  | 6.5                              | 7.7  |
| Royaume-Uni             | 6.6             | 9.4  | 12.5                             | 10.7 |
| Russie                  | 16.9            | 16.9 | 16.9                             | 17.1 |
| Singapour               | 7.0             | 8.6  | 6.6                              | 9.2  |
| Slovénie                | 3.7             | 4.2  | 4.2                              | 4.5  |
| Suède                   | 15.9            | 9.7  | 13.4                             | 15.5 |
| Suisse                  | 14.5            | 10.6 | 10.2                             | 8.5  |
| Thaïlande               | 8.5             | 4.5  | 5.8                              | 6.2  |
| Turquie                 | 4.1             | 3.9  | 5.4                              | 5.2  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302329>

1. Chine (République populaire de) : En 2018, les administrations fiscales d'État et locales ont fusionné. Les effectifs des administrations fiscales locales qui ont été absorbés par l'administration fiscale d'État sont enregistrés en tant que recrutements en 2018 et sont donc reflétés dans le taux d'embauche de 2018.
2. Islande : Le 1er mai 2019, le recouvrement des créances a été transféré de la Direction des douanes à la Direction des impôts. Les effectifs qui ont été absorbés par l'administration fiscale sont enregistrés en tant que recrutements en 2019 et sont donc reflétés dans le taux d'embauche de 2019.

| Formule | Recrutements au cours de l'exercice fiscal [A.10] / ((Effectifs au début de l'exercice fiscal [A.10] + Effectifs à la fin de l'exercice fiscal [A.10]) / 2) * 100 | Départs au cours de l'exercice fiscal [A.10] / ((Effectifs au début de l'exercice fiscal [A.10] + Effectifs à la fin de l'exercice fiscal [A.10]) / 2) * 100 |
|---------|---|--|
|---------|---|--|

Tableau D.6

## Répartition du personnel par âge

| Juridiction                     | Répartition du personnel par âge                  |      |   |      |   |      |   |      |   |      |  |      |
|---------------------------------|---|------|---|------|---|------|---|------|---|------|--|------|
|                                 | Pourcentage des effectifs âgés de moins de 25 ans |      | Pourcentage des effectifs âgés de 25 à 34 ans |      | Pourcentage des effectifs âgés de 35 à 44 ans |      | Pourcentage des effectifs âgés de 45 à 54 ans |      | Pourcentage des effectifs âgés de 55 à 64 ans |      | Pourcentage des effectifs âgés de plus de 64 ans |      |
|                                 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 1.2   | 0.8  | 19.1  | 15.7 | 41.7  | 41.0 | 28.9  | 32.1 | 9.0   | 10.2 | 0.0  | 0.0  |
| Allemagne                       | 3.6   | 3.7  | 19.4  | 19.7 | 20.6  | 21.2 | 28.9  | 27.8 | 25.4  | 25.5 | 2.1  | 2.1  |
| Arabie saoudite                 | 16.3  | 2.7  | 65.2  | 59.0 | 16.1  | 26.7 | 2.3   | 9.6  | 0.1   | 1.9  | 0.0  | 0.1  |
| Argentine                       | 0.6   | 2.2  | 8.3   | 11.4 | 23.3  | 22.3 | 37.4  | 34.5 | 28.2  | 27.0 | 2.2  | 2.6  |
| Australie                       | 4.6   | 4.4  | 20.6  | 20.0 | 25.3  | 25.8 | 29.6  | 29.2 | 18.3  | 18.7 | 1.7  | 1.8  |
| Autriche                        | 6.9   | 6.8  | 9.9   | 10.7 | 11.3  | 10.5 | 38.1  | 36.1 | 33.8  | 35.9 | 0.0  | 0.1  |
| Belgique                        | 1.2   | 2.2  | 16.2  | 16.6 | 20.1  | 20.5 | 29.8  | 28.9 | 32.5  | 31.4 | 0.3  | 0.4  |
| Brésil                          | 0.1   | 0.1  | 7.1   | 6.2  | 21.9  | 22.8 | 33.1  | 33.5 | 30.8  | 30.3 | 7.0  | 7.1  |
| Bulgarie                        | 0.8   | 0.6  | 15.5  | 15.8 | 28.1  | 26.1 | 34.4  | 35.6 | 20.4  | 20.9 | 0.8  | 1.0  |
| Canada                          | 5.1   | 5.9  | 17.8  | 19.2 | 25.0  | 25.2 | 30.0  | 28.0 | 19.8  | 19.3 | 2.3  | 2.4  |
| Chili                           | 0.7   | 0.6  | 17.7  | 16.5 | 32.3  | 30.6 | 28.1  | 30.4 | 16.5  | 16.9 | 4.7  | 5.0  |
| Chine (République populaire de) | 4.7   | 3.3  | 18.7  | 20.3 | 21.5  | 19.7 | 43.0  | 41.5 | 12.2  | 15.2 | 0.0  | 0.0  |
| Chypre                          | 0.0   | 0.0  | 0.9   | 2.9  | 35.0  | 33.7 | 28.2  | 27.7 | 35.8  | 35.7 | 0.0  | 0.0  |
| Colombie                        | 1.5   | 2.2  | 14.4  | 17.5 | 25.5  | 26.0 | 28.0  | 24.4 | 27.8  | 27.3 | 2.9  | 2.7  |
| Corée                           | 1.3   | 1.1  | 21.3  | 21.3 | 38.4  | 37.6 | 32.0  | 32.6 | 7.1   | 7.3  | 0.0  | 0.0  |
| Costa Rica                      | 1.0   | 1.3  | 17.4  | 14.9 | 22.8  | 29.9 | 25.8  | 29.7 | 20.5  | 23.1 | 12.5   | 1.1  |
| Croatie                         | 0.2   | 0.1  | 7.6   | 7.3  | 32.8  | 32.3 | 27.9  | 28.4 | 31.5  | 31.9 | 0.0  | 0.0  |
| Danemark                        | 3.0   | 3.1  | 21.9  | 24.5 | 18.8  | 18.5 | 26.8  | 25.1 | 27.7  | 26.8 | 2.0  | 2.1  |
| Espagne                         | 0.0   | 0.1  | 4.3   | 6.0  | 13.0  | 13.4 | 36.3  | 31.3 | 44.1  | 46.6 | 2.4  | 2.7  |
| Estonie                         | 2.4   | 3.5  | 20.7  | 18.7 | 25.1  | 24.9 | 24.5  | 26.1 | 21.9  | 21.7 | 5.4  | 5.1  |
| États-Unis                      | 1.3   | 1.7  | 10.3  | 10.5 | 20.5  | 21.3 | 29.9  | 28.3 | 30.6  | 30.6 | 7.4  | 7.6  |
| Finlande                        | 2.1   | 2.6  | 16.5  | 17.9 | 20.3  | 20.7 | 25.0  | 24.0 | 34.8  | 33.6 | 1.2  | 1.2  |
| France                          | 0.9   | 0.8  | 10.7  | 10.9 | 20.9  | 20.5 | 32.0  | 32.4 | 34.9  | 34.6 | 0.7  | 0.9  |
| Géorgie                         | 2.0   | 2.5  | 54.2  | 51.9 | 24.1  | 25.0 | 11.8  | 12.5 | 6.3   | 6.3  | 1.6  | 1.7  |
| Grèce                           | 0.0   | 0.0  | 4.8   | 3.7  | 24.0  | 22.7 | 31.3  | 30.3 | 38.0  | 38.8 | 2.0  | 4.4  |
| Hong Kong (Chine)               | 2.5   | 2.6  | 23.1  | 25.2 | 21.4  | 21.4 | 32.5  | 30.4 | 20.5  | 20.4 | 0.0  | 0.0  |
| Hongrie                         | 1.2   | 1.5  | 17.6  | 15.2 | 38.4  | 36.7 | 30.8  | 34.3 | 12.1  | 12.3 | 0.0  | 0.0  |
| Inde                            | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D  | D    |
| Indonésie                       | 25.8  | 27.3 | 32.0  | 28.4 | 22.6  | 24.4 | 16.0  | 16.5 | 3.6   | 3.4  | 0.0  | 0.0  |
| Irlande                         | 0.9   | 2.0  | 11.7  | 13.6 | 27.3  | 27.7 | 25.8  | 25.8 | 33.8  | 30.2 | 0.5  | 0.8  |
| Islande                         | 0.4   | 0.4  | 15.0  | 18.5 | 21.6  | 21.4 | 17.2  | 17.8 | 30.8  | 28.6 | 15.0   | 13.4 |
| Israël                          | 2.2   | 2.0  | 18.0  | 20.4 | 21.6  | 21.2 | 27.0  | 25.5 | 26.5  | 25.9 | 4.7  | 5.1  |
| Italie                          | 0.0   | 0.0  | 3.4   | 2.9  | 21.4  | 20.9 | 28.2  | 29.8 | 42.8  | 41.6 | 4.1  | 4.7  |
| Japon                           | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D  | D    |
| Kenya                           | 2.6   | 3.5  | 38.7  | 44.0 | 29.2  | 27.5 | 18.3  | 15.8 | 11.2  | 9.2  | 0.0  | 0.0  |
| Lettonie                        | 1.0   | 1.2  | 18.2  | 16.7 | 29.9  | 30.4 | 28.8  | 29.0 | 21.1  | 21.6 | 0.9  | 1.1  |
| Lituanie                        | 0.6   | 2.0  | 14.0  | 13.6 | 19.2  | 21.1 | 27.7  | 30.1 | 36.6  | 31.8 | 1.9  | 1.3  |
| Luxembourg                      | 4.5   | 3.4  | 23.6  | 24.4 | 27.8  | 28.0 | 31.3  | 30.9 | 12.7  | 13.1 | 0.1  | 0.2  |

| Répartition du personnel par âge |   |      |   |      |   |      |   |      |   |      |  |      |
|----------------------------------|---|------|---|------|---|------|---|------|---|------|--|------|
| Juridiction                      | Pourcentage des effectifs âgés de moins de 25 ans |      | Pourcentage des effectifs âgés de 25 à 34 ans |      | Pourcentage des effectifs âgés de 35 à 44 ans |      | Pourcentage des effectifs âgés de 45 à 54 ans |      | Pourcentage des effectifs âgés de 55 à 64 ans |      | Pourcentage des effectifs âgés de plus de 64 ans |      |
|                                  | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 |
| Malaisie                         | 1.8   | 2.4  | 31.0  | 34.0 | 37.1  | 36.8 | 17.5  | 17.0 | 12.5  | 9.8  | 0.0  | 0.0  |
| Malte                            | 1.9   | 0.8  | 16.0  | 15.5 | 23.9  | 23.1 | 34.0  | 33.7 | 18.8  | 20.1 | 5.4  | 6.8  |
| Maroc                            | 0.7   | 0.3  | 36.0  | 34.4 | 21.3  | 23.1 | 27.6  | 27.8 | 14.3  | 14.3 | 0.1  | 0.1  |
| Mexique                          | 3.5   | 4.1  | 33.9  | 33.1 | 26.4  | 26.3 | 23.8  | 23.8 | 10.4  | 10.7 | 1.9  | 2.1  |
| Norvège                          | 0.2   | 0.4  | 9.7   | 9.8  | 19.8  | 19.8 | 35.8  | 34.7 | 29.3  | 30.8 | 5.2  | 4.5  |
| Nouvelle-Zélande                 | 8.6   | 6.1  | 21.5  | 21.1 | 21.6  | 22.6 | 26.2  | 26.1 | 18.9  | 20.9 | 3.1  | 3.3  |
| Pays-Bas <sup>1</sup>            | 1.2   | 1.7  | 11.4  | 13.7 | 15.6  | 16.3 | 26.0  | 23.6 | 43.9  | 42.2 | 1.8  | 2.4  |
| Pérou                            | 1.5   | 1.2  | 28.5  | 26.3 | 26.7  | 27.5 | 26.5  | 26.1 | 12.7  | 14.6 | 4.1  | 4.2  |
| Pologne                          | 1.1   | 1.3  | 14.4  | 14.4 | 30.1  | 30.5 | 33.9  | 34.2 | 20.0  | 19.2 | 0.5  | 0.4  |
| Portugal                         | 0.0   | 0.0  | 0.9   | 0.8  | 17.3  | 13.7 | 33.3  | 34.6 | 46.2  | 47.3 | 2.3  | 3.5  |
| République slovaque              | 1.1   | 1.2  | 15.5  | 14.8 | 29.0  | 27.8 | 32.6  | 33.8 | 21.2  | 21.7 | 0.6  | 0.8  |
| République tchèque               | 1.1   | 0.8  | 11.8  | 11.2 | 24.1  | 22.1 | 36.2  | 37.0 | 25.2  | 27.0 | 1.6  | 2.0  |
| Roumanie                         | 0.3   | 0.2  | 6.4   | 5.8  | 27.8  | 25.6 | 43.5  | 45.6 | 21.9  | 22.6 | 0.2  | 0.2  |
| Royaume-Uni                      | 5.0   | 4.8  | 18.0  | 18.9 | 20.4  | 20.6 | 31.4  | 29.5 | 23.5  | 24.2 | 1.6  | 1.9  |
| Russie                           | 7.2   | 6.6  | 34.3  | 32.5 | 31.7  | 33.3 | 17.7  | 18.2 | 9.1   | 9.4  | 0.0  | 0.0  |
| Singapour                        | 0.8   | 1.4  | 29.7  | 27.7 | 32.2  | 33.4 | 19.6  | 21.2 | 15.9  | 14.6 | 1.8  | 1.7  |
| Slovénie                         | 0.1   | 0.1  | 6.6   | 6.2  | 19.6  | 19.2 | 47.7  | 45.9 | 25.7  | 28.0 | 0.3  | 0.6  |
| Suède                            | 1.4   | 1.3  | 20.6  | 19.5 | 25.6  | 25.6 | 26.6  | 27.3 | 24.3  | 24.8 | 1.5  | 1.6  |
| Suisse                           | 8.3   | 8.7  | 20.8  | 21.7 | 30.4  | 28.1 | 34.1  | 35.2 | 6.3   | 6.2  | 0.1  | 0.1  |
| Thaïlande                        | 1.6   | 1.6  | 17.1  | 16.9 | 32.8  | 31.4 | 34.7  | 35.6 | 13.7  | 14.5 | 0.0  | 0.0  |
| Turquie                          | 0.6   | 0.4  | 30.8  | 30.8 | 19.0  | 18.7 | 32.9  | 29.3 | 16.7  | 20.5 | 0.0  | 0.4  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302348>

1. Pays-Bas : Les chiffres n'incluent pas le personnel contractuel.

| Formule | Moins de 25 ans [A.12] / Effectifs à la fin de l'exercice [A.10] | 25-34 ans [A.12] / Effectifs à la fin de l'exercice [A.10] | 35-44 ans [A.12] / Effectifs à la fin de l'exercice [A.10] | 45-54 ans [A.12] / Effectifs à la fin de l'exercice [A.10] | 55-64 ans [A.12] / Effectifs à la fin de l'exercice [A.10] | Plus de 64 ans [A.12] / Effectifs à la fin de l'exercice [A.10] |
|---------|--|--|--|--|--|---|
|---------|--|--|--|--|--|---|

Tableau D.7

## Ancienneté

| Juridiction                     | Ancienneté  |       |   |      |   |      |   |      |
|---------------------------------|---|-------|---|------|---|------|---|------|
|                                 | Pourcentage des effectifs ayant moins de 5 ans d'ancienneté |       | Pourcentage des effectifs ayant de 5 à 9 ans d'ancienneté |      | Pourcentage des effectifs ayant de 10 à 19 ans d'ancienneté |      | Pourcentage des effectifs ayant 20 ans d'ancienneté ou plus |      |
|                                 | 2018  | 2019  | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 14.8  | 12.4  | 16.6  | 13.3 | 38.5  | 41.1 | 30.1  | 33.2 |
| Allemagne                       | D   | D     | D   | D    | D   | D    | D   | D    |
| Arabie saoudite <sup>1</sup>    | 100.0   | 100.0 | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  |
| Argentine                       | 8.9   | 14.5  | 13.3  | 4.1  | 22.3  | 30.8 | 55.6  | 50.6 |
| Australie                       | 26.2  | 25.5  | 17.9  | 18.4 | 40.3  | 40.2 | 15.6  | 15.9 |
| Autriche                        | 12.5  | 13.2  | 7.8   | 7.7  | 8.9   | 9.3  | 70.7  | 69.8 |
| Belgique                        | 13.5  | 16.5  | 11.8  | 11.3 | 22.2  | 21.0 | 52.5  | 51.2 |
| Bésil                           | D   | D     | D   | D    | D   | D    | D   | D    |
| Bulgarie                        | 5.5   | 5.0   | 10.3  | 10.6 | 29.7  | 28.7 | 54.5  | 55.7 |
| Canada                          | 34.3  | 37.7  | 16.9  | 15.1 | 27.8  | 27.9 | 21.0  | 19.3 |
| Chili                           | 26.1  | 25.6  | 12.8  | 11.9 | 32.7  | 33.0 | 28.5  | 29.5 |
| Chine (République populaire de) | 13.0  | 12.2  | 8.4   | 9.2  | 11.2  | 11.5 | 67.4  | 67.2 |
| Chypre                          | 5.9   | 9.1   | 11.0  | 6.1  | 34.6  | 39.0 | 48.5  | 45.8 |
| Colombie                        | 47.8  | 43.8  | 10.7  | 12.7 | 1.6   | 3.3  | 40.0  | 40.2 |
| Corée                           | 26.1  | 24.6  | 14.6  | 13.0 | 31.2  | 34.4 | 28.1  | 28.0 |
| Costa Rica                      | 18.9  | 20.0  | 12.5  | 11.8 | 28.7  | 29.2 | 39.9  | 39.1 |
| Croatie                         | 4.4   | 4.7   | 4.8   | 3.3  | 27.5  | 28.6 | 63.4  | 63.4 |
| Danemark                        | 47.5  | 52.6  | 1.5   | 3.0  | 33.2  | 27.8 | 17.8  | 16.6 |
| Espagne                         | 4.3   | 4.4   | 5.5   | 9.7  | 16.0  | 15.9 | 74.2  | 70.0 |
| Estonie                         | 15.7  | 17.1  | 13.2  | 14.4 | 31.5  | 29.4 | 39.7  | 39.1 |
| États-Unis                      | 16.6  | 20.0  | 18.2  | 13.6 | 31.3  | 33.7 | 33.9  | 32.7 |
| Finlande                        | 29.3  | 30.8  | 9.2   | 11.9 | 20.7  | 20.3 | 40.8  | 37.0 |
| France                          | 15.9  | 17.1  | 13.7  | 13.0 | 31.9  | 31.4 | 38.6  | 38.6 |
| Géorgie                         | 14.2  | 20.6  | 50.2  | 47.5 | 25.8  | 22.6 | 9.9   | 9.3  |
| Grèce                           | 12.5  | 14.6  | 8.2   | 10.0 | 33.8  | 26.2 | 45.5  | 49.2 |
| Hong Kong (Chine)               | 23.2  | 24.4  | 13.8  | 14.4 | 5.9   | 7.1  | 57.1  | 54.1 |
| Hongrie                         | 9.4   | 7.7   | 20.2  | 19.6 | 36.7  | 36.6 | 33.7  | 36.1 |
| Inde                            | D   | D     | D   | D    | D   | D    | D   | D    |
| Indonésie                       | 34.9  | 32.6  | 11.6  | 12.6 | 29.0  | 29.2 | 24.5  | 25.6 |
| Irlande                         | 19.4  | 27.1  | 3.7   | 4.9  | 30.3  | 25.2 | 46.6  | 42.8 |
| Islande                         | 36.1  | 37.0  | 11.9  | 12.0 | 23.8  | 23.9 | 28.2  | 27.2 |
| Israël                          | 16.8  | 19.6  | 14.1  | 14.2 | 17.1  | 17.5 | 52.0  | 48.8 |
| Italie                          | 7.0   | 5.2   | 7.0   | 10.3 | 25.3  | 22.8 | 60.6  | 61.7 |
| Japon                           | D   | D     | D   | D    | D   | D    | D   | D    |
| Kenya                           | 43.5  | 52.0  | 7.8   | 8.1  | 27.9  | 23.0 | 21.3  | 16.9 |
| Lettonie                        | 17.7  | 17.1  | 8.3   | 11.0 | 43.0  | 39.7 | 31.0  | 32.1 |
| Lituanie                        | 24.8  | 25.6  | 25.5  | 27.8 | 21.3  | 25.3 | 28.5  | 21.3 |
| Luxembourg                      | D   | 30.5  | D   | 7.9  | D   | 24.1 | D   | 37.5 |

| Juridiction           | Ancienneté  |      |   |      |   |      |   |      |
|-----------------------|---|------|---|------|---|------|---|------|
|                       | Pourcentage des effectifs ayant moins de 5 ans d'ancienneté |      | Pourcentage des effectifs ayant de 5 à 9 ans d'ancienneté |      | Pourcentage des effectifs ayant de 10 à 19 ans d'ancienneté |      | Pourcentage des effectifs ayant 20 ans d'ancienneté ou plus |      |
|                       | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 |
| Malaisie              | 22.0  | 25.0 | 13.8  | 15.1 | 35.6  | 34.5 | 28.6  | 25.4 |
| Malte                 | 22.6  | 20.7 | 14.4  | 17.7 | 26.4  | 25.5 | 36.7  | 36.1 |
| Maroc                 | 20.0  | 17.8 | 26.3  | 26.3 | 16.9  | 18.6 | 36.9  | 37.2 |
| Mexique               | 34.4  | 33.3 | 19.9  | 22.1 | 27.8  | 21.7 | 17.9  | 23.0 |
| Norvège               | 16.2  | 17.0 | 19.8  | 16.9 | 22.1  | 25.1 | 41.9  | 41.0 |
| Nouvelle-Zélande      | 33.7  | 29.9 | 16.7  | 31.7 | 30.3  | 20.3 | 19.4  | 18.1 |
| Pays-Bas <sup>2</sup> | 14.6  | 17.8 | 5.4   | 8.2  | 20.4  | 18.6 | 59.6  | 55.3 |
| Pérou                 | 33.4  | 29.9 | 16.5  | 17.5 | 17.4  | 17.8 | 32.7  | 34.7 |
| Pologne               | 6.7   | 7.2  | 7.9   | 8.4  | 26.1  | 26.3 | 59.3  | 58.2 |
| Portugal              | 0.2   | 0.4  | 3.5   | 3.3  | 29.1  | 21.6 | 67.2  | 74.7 |
| République slovaque   | 19.7  | 20.4 | 15.4  | 15.5 | 25.0  | 23.1 | 39.9  | 41.1 |
| République tchèque    | 24.8  | 23.0 | 12.1  | 13.3 | 27.8  | 28.0 | 35.3  | 35.8 |
| Roumanie              | 15.1  | 12.8 | 5.7   | 8.1  | 33.8  | 30.3 | 45.4  | 48.7 |
| Royaume-Uni           | 21.0  | 24.6 | 6.9   | 5.1  | 28.6  | 27.8 | 43.5  | 42.4 |
| Russie                | 30.8  | 29.7 | 18.8  | 18.0 | 31.5  | 32.6 | 18.9  | 19.6 |
| Singapour             | 18.5  | 19.3 | 19.9  | 19.3 | 25.6  | 26.2 | 36.1  | 35.2 |
| Slovénie              | 3.6   | 3.8  | 4.4   | 4.5  | 14.1  | 14.3 | 77.9  | 77.4 |
| Suède                 | 33.5  | 31.3 | 18.5  | 20.5 | 25.3  | 24.8 | 22.7  | 23.4 |
| Suisse                | 29.2  | 47.0 | 20.9  | 25.2 | 28.2  | 6.6  | 21.7  | 21.1 |
| Thaïlande             | 16.9  | 17.7 | 12.1  | 11.4 | 26.3  | 27.4 | 44.7  | 43.5 |
| Turquie               | 19.1  | 17.8 | 15.5  | 20.5 | 11.3  | 10.9 | 54.1  | 50.9 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302367>

1. Arabie saoudite : En raison du processus de transformation de l'administration fiscale (GAZT) achevé en 2019 et compte tenu des nouveaux contrats établis pour le personnel, l'ancienneté dans l'administration ne pourra être comptée qu'après cette transformation.
2. Pays-Bas : Les chiffres n'incluent pas le personnel contractuel.

| Formule | Moins de 5 ans [A.13] / Effectifs à la fin de l'exercice [A.10] | 5-9 ans [A.13] / Effectifs à la fin de l'exercice [A.10] | 10-19 ans [A.13] / Effectifs à la fin de l'exercice [A.10] | Plus de 19 ans [A.13] / Effectifs à la fin de l'exercice [A.10] |
|---------|---|--|--|---|
|---------|---|--|--|---|

Tableau D.8 Répartition hommes-femmes et diplômes universitaires

| Juridiction                     | Répartition hommes-femmes et diplômes universitaires |      |  |      |  |      |   |      |
|---------------------------------|--|------|--|------|--|------|---|------|
|                                 | Pourcentage des effectifs qui sont des femmes        |      | Pourcentage des cadres qui sont des femmes |      | Pourcentage des effectifs titulaires d'une licence ou équivalent |      | Pourcentage des effectifs titulaires d'une maîtrise ou plus ou équivalent |      |
|                                 | 2018   | 2019 | 2018                                       | 2019 | 2018   | 2019 | 2018  | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 62.0   | 61.5 | 49.1                                       | 49.3 | 26.3   | 28.8 | 3.5   | 3.9  |
| Allemagne                       | 56.9   | 57.2 | D  | D    | 35.5   | 35.4 | 21.5  | 21.8 |
| Arabie saoudite                 | 8.3  | 22.3 | 24.3                                       | 25.8 | 56.1   | 69.4 | 4.9   | 10.9 |
| Argentine                       | 45.1   | 45.6 | 25.9                                       | 34.7 | 57.1   | 58.7 | 4.4   | 4.4  |
| Australie                       | 57.3   | 57.2 | 48.7                                       | 49.1 | 26.6   | 27.0 | 15.7  | 16.1 |
| Autriche                        | 47.0   | 47.7 | 30.3                                       | 31.8 | 3.5  | 3.6  | 9.9   | 10.1 |
| Belgique                        | 52.1   | 52.1 | 37.1                                       | 38.2 | 34.5   | 34.5 | 31.4  | 33.1 |
| Brésil                          | 37.2   | 36.1 | 15.9                                       | 15.6 | 75.9   | 79.3 | 0.7   | 0.9  |
| Bulgarie                        | 74.2   | 74.6 | 50.0                                       | 50.0 | 11.0   | 11.0 | 77.2  | 77.2 |
| Canada                          | 59.8   | 59.4 | 48.9                                       | 49.4 | D  | D    | D   | D    |
| Chili                           | 52.2   | 52.4 | 46.8                                       | 46.3 | 60.8   | 60.7 | 16.4  | 16.6 |
| Chine (République populaire de) | 38.2   | 38.0 | 11.1                                       | 10.6 | 67.8   | 69.0 | 6.3   | 6.8  |
| Chypre                          | 73.3   | 73.1 | 25.0                                       | 25.0 | 36.9   | 36.6 | 19.0  | 21.4 |
| Colombie                        | 56.5   | 56.5 | 49.3                                       | 45.7 | 76.2   | 75.4 | 3.0   | 3.3  |
| Corée                           | 58.9   | 57.7 | 0.0  | 2.9  | 86.6   | 87.3 | 3.2   | 3.2  |
| Costa Rica                      | 58.9   | 58.6 | 58.6                                       | 61.4 | 79.1   | 77.6 | 10.6  | 8.2  |
| Croatie                         | 75.7   | 76.2 | 68.4                                       | 70.3 | 16.3   | 16.6 | 55.8  | 56.3 |
| Danemark                        | 63.5   | 63.6 | 37.9                                       | 38.2 | D  | D    | D   | D    |
| Espagne                         | 53.1   | 53.1 | 13.9                                       | 33.6 | 63.1   | 61.5 | D   | D    |
| Estonie                         | 72.9   | 72.9 | 50.8                                       | 53.6 | 11.2   | 12.3 | 25.4  | 24.6 |
| États-Unis                      | 65.6   | 65.1 | 59.2                                       | 59.7 | 29.1   | 28.5 | 13.9  | 14.4 |
| Finlande                        | 74.0   | 73.7 | 52.5                                       | 50.0 | 20.5   | 21.5 | 31.0  | 31.5 |
| France                          | 59.4   | 59.0 | 25.8                                       | 27.0 | 28.6   | 27.8 | 22.5  | 22.4 |
| Géorgie                         | 49.6   | 49.8 | 21.2                                       | 21.9 | 65.0   | 65.4 | 35.0  | 34.6 |
| Grèce                           | 62.7   | 63.1 | 52.5                                       | 52.3 | 39.3   | 37.7 | 24.9  | 28.9 |
| Hong Kong (Chine)               | 68.1   | 68.2 | 45.5                                       | 52.2 | 36.1   | 38.9 | 3.4   | 3.3  |
| Hongrie <sup>1</sup>            | 63.6   | 63.3 | 31.6                                       | 38.7 | 65.7   | 67.1 | D   | D    |
| Inde                            | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D   | D    |
| Indonésie                       | 34.2   | 35.3 | 10.9                                       | 10.7 | 34.7   | 34.3 | 13.5  | 13.8 |
| Irlande                         | 60.9   | 61.0 | 41.4                                       | 50.2 | 38.5   | 39.2 | 6.5   | 6.5  |
| Islande                         | 63.4   | 64.9 | 50.0                                       | 40.0 | 37.9   | 34.8 | 26.4  | 28.3 |
| Israël                          | 51.2   | 47.2 | 31.7                                       | 34.3 | 35.3   | 38.1 | 19.9  | 20.0 |
| Italie                          | 49.7   | 50.2 | 30.5                                       | 32.1 | 3.3  | 3.4  | 45.9  | 47.8 |
| Japon                           | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D   | D    |
| Kenya                           | 44.1   | 44.3 | 29.4                                       | 31.8 | 54.0   | 91.0 | 9.8   | 9.0  |
| Lettonie                        | 74.4   | 74.3 | 71.2                                       | 70.2 | 26.1   | 27.5 | 30.2  | 30.2 |
| Lituanie                        | 53.9   | 72.5 | 65.2                                       | 67.7 | 49.3   | 38.7 | 50.7  | 61.3 |
| Luxembourg                      | 48.4   | 48.9 | 33.0                                       | 35.0 | 8.8  | 8.5  | 7.4   | 8.0  |

| Répartition hommes-femmes et diplômes universitaires |   |      |  |      |  |      |   |      |
|--|---|------|--|------|--|------|---|------|
| Juridiction  | Pourcentage des effectifs qui sont des femmes |      | Pourcentage des cadres qui sont des femmes |      | Pourcentage des effectifs titulaires d'une licence ou équivalent |      | Pourcentage des effectifs titulaires d'une maîtrise ou plus ou équivalent |      |
|  | 2018  | 2019 | 2018                                       | 2019 | 2018   | 2019 | 2018  | 2019 |
| Malaisie   | 58.3  | 58.6 | 42.4                                       | 43.7 | 41.1   | 42.0 | 5.1   | 4.9  |
| Malte  | 46.7  | 47.6 | 36.0                                       | 36.7 | 6.0  | 6.3  | 10.3  | 10.3 |
| Maroc  | 47.8  | 48.3 | 20.1                                       | 19.1 | 11.6   | 11.7 | 56.7  | 56.9 |
| Mexique  | 53.9  | 53.8 | 30.9                                       | 37.2 | 29.9   | 63.9 | 1.2   | 4.9  |
| Norvège  | 61.8  | 61.4 | 55.3                                       | 59.8 | 55.0   | 54.5 | 30.6  | 31.8 |
| Nouvelle-Zélande                                     | 63.8  | 63.9 | 33.9                                       | 45.1 | D  | D    | D   | D    |
| Pays-Bas <sup>2</sup>                                | 40.0  | 41.3 | 35.3                                       | 37.5 | 40.2   | 40.2 | 19.7  | 21.5 |
| Pérou  | 42.9  | 43.4 | 35.9                                       | 38.1 | 61.3   | 61.1 | 9.9   | 11.6 |
| Pologne  | 71.7  | 72.1 | 67.9                                       | 66.3 | 10.6   | 10.7 | 70.1  | 70.6 |
| Portugal   | 59.1  | 60.0 | 41.9                                       | 42.3 | 47.5   | 46.8 | 3.8   | 3.9  |
| République slovaque                                  | 64.7  | 65.1 | 43.1                                       | 43.6 | 9.1  | 8.9  | 64.5  | 65.1 |
| République tchèque                                   | 80.7  | 80.7 | 39.7                                       | 39.1 | 9.2  | 9.6  | 37.4  | 37.8 |
| Roumanie   | 67.2  | 67.6 | 56.5                                       | 57.1 | 54.3   | 53.5 | 40.6  | 41.7 |
| Royaume-Uni  | 55.2  | 54.3 | 43.8                                       | 46.7 | D  | D    | D   | D    |
| Russie   | 84.0  | 83.9 | 39.1                                       | 39.2 | 11.3   | 13.0 | 83.2  | 81.4 |
| Singapour  | 73.2  | 72.7 | 60.0                                       | 57.9 | 55.1   | 57.3 | 5.3   | 5.7  |
| Slovénie   | 65.9  | 66.2 | 68.6                                       | 68.2 | 39.1   | 38.5 | 60.9  | 61.5 |
| Suède <sup>3</sup>                                   | 66.8  | 66.3 | 64.8                                       | 65.7 | 57.7   | 59.3 | D   | D    |
| Suisse   | 42.8  | 42.4 | 9.5  | 9.5  | D  | D    | D   | D    |
| Thaïlande  | 78.2  | 78.5 | 56.1                                       | 58.0 | 76.6   | 76.8 | 23.4  | 23.2 |
| Turquie  | 39.6  | 39.7 | 25.1                                       | 25.4 | 75.8   | 77.3 | 6.0   | 6.7  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302386>

1. Hongrie : Le pourcentage des effectifs titulaires d'une « licence » désigne le nombre total de titulaires d'un diplôme universitaire (licence et/ou maîtrise).
2. Pays-Bas : Les chiffres n'incluent pas le personnel contractuel.
3. Suède : Le pourcentage des effectifs titulaires d'une « licence » désigne le nombre total de titulaires d'un diplôme universitaire (licence et/ou maîtrise).

| Formule | Effectif total - Femmes [A.14] / (Effectif total - Hommes [A.14] + Effectif total - Femmes [A.14] + Effectif total - Autres [A.14]) * 100 | Cadres seulement - Femmes [A.14] / (Cadres seulement - Hommes [A.14] + Cadres seulement - Femmes [A.14] + Cadres seulement - Autres [A.14]) * 100 | Licence [A.11] / Effectifs à la fin de l'exercice [A.10]*100 | Maîtrise [A.11] / Effectifs à la fin de l'exercice [A.10]*100 |
|---------|---|---|--|---|
|         |   |   |  |   |

Tableau D.9 Ratios de segmentation : services/programmes dédiés aux gros contribuables

| Ratios de segmentation : services/programmes dédiés aux gros contribuables |  |      |   |       |   |      |  |       |  |       |   |      |
|--|--|------|---|-------|---|------|--|-------|--|-------|---|------|
| Juridiction  | ETP affectés aux dossiers des gros contribuables en pourcentage des ETP totaux |      | ETP affectés aux contrôles, enquêtes et autres fonctions de vérification au sein des services/programmes dédiés aux gros contribuables en pourcentage des ETP totaux de ces services/programmes |       | Montant total des redressements établis par les services/programmes dédiés aux gros contribuables en pourcentage du montant total des redressements établis à la suite de vérifications |      | Entreprises contribuables gérées par des services/programmes dédiés aux gros contribuables en pourcentage des entreprises actives redevables de l'impôt sur les bénéfices des sociétés |       | Entreprises contribuables par ETP dans les services/programmes dédiés aux gros contribuables |       | Part des recettes nettes gérées par des services/programmes dédiés aux gros contribuables par rapport aux recettes nettes totales recouvrées par l'administration fiscale |      |
|  | 2018   | 2019 | 2018  | 2019  | 2018  | 2019 | 2018   | 2019  | 2018   | 2019  | 2018  | 2019 |
| Afrique du Sud   | 3.7  | 3.8  | 54.9  | 54.6  | 82.4  | 52.1 | 0.5  | 0.8   | 43.1   | 46.8  | 35.6  | 30.5 |
| Allemagne  | D  | D    | D   | D     | D   | D    | D  | D     | D  | D     | D   | D    |
| Arabie saoudite <sup>1</sup>   | 0.0  | 9.6  |   | 72.2  | 9.1   | 29.8 | 0.0  | 113.7 |  | 28.3  | 82.0  | 81.0 |
| Argentine  | 3.1  | 3.0  | 53.7  | 50.4  | 24.4  | 13.0 | 0.2  | 0.2   | 1.4  | 1.6   | 45.5  | 49.1 |
| Australie  | 7.5  | 7.9  | 61.0  | 62.9  | 17.8  | 10.0 | 0.6  | 0.6   | 21.3   | 21.8  | D   | D    |
| Autriche   | 6.1  | 6.2  | 90.0  | 88.6  | 48.3  | 43.5 | 4.7  | 4.8   | 18.8   | 19.2  | 56.2  | 55.8 |
| Belgique   | 2.3  | 2.3  | 63.7  | 65.4  | 27.2  | 21.6 | 2.8  | 2.3   | 44.1   | 35.8  | 52.7  | 49.5 |
| Brésil   | 1.3  | 1.4  | 100.0   | 100.0 | 78.3  | 78.0 | 0.2  | 0.1   | 54.7   | 40.8  | 64.0  | 64.0 |
| Bulgarie   | 1.8  | 1.8  | 61.1  | 54.9  | 7.8   | 1.4  | 0.4  | 0.4   | 9.4  | 10.0  | 33.0  | 34.0 |
| Canada   | 3.3  | 3.3  | 100.0   | 100.0 | 45.2  | 45.3 | D  | D     | 14.0   | 13.6  | D   | D    |
| Chili  | 4.4  | 4.4  | 85.0  | 84.5  | 61.9  | 58.0 | 0.1  | 0.1   | 4.1  | 4.4   | 44.7  | 43.0 |
| Chine (République populaire de)  | 1.0  | 2.2  | 60.0  | 60.0  | D   | D    | 1.3  | 1.1   | 37.7   | 17.7  | 45.0  | 45.0 |
| Chypre   | 3.3  | 3.4  | 100.0   | 100.0 | 87.4  | 82.8 | 0.7  | 0.7   | 32.6   | 35.0  | 30.2  | 28.0 |
| Colombie   | 4.6  | 4.7  | 51.6  | 50.7  | 21.7  | 22.9 | 0.7  | 0.7   | 11.2   | 10.1  | 67.3  | 63.1 |
| Corée  |  |      |   |       |   |      |  |       |  |       |   |      |
| Costa Rica   | 6.4  | 6.7  | 91.8  | 90.5  | 0.1   | 0.1  | 0.3  | 0.3   | 7.6  | 7.1   | 67.0  | 62.0 |
| Croatie  | 2.6  | 2.5  | 48.5  | 53.5  | 16.0  | 19.8 | 0.5  | 0.5   | 6.9  | 7.6   | 37.3  | 36.7 |
| Danemark   | 3.2  | 3.0  | 92.3  | 92.3  | D   | D    | 3.0  | 2.8   | 38.5   | 38.5  | 40.0  | 40.0 |
| Espagne  | 3.8  | 3.7  | 76.8  | 76.6  | 12.5  | 8.8  | 0.2  | 0.2   | 4.0  | 4.1   | 35.3  | 33.2 |
| Estonie  |  |      |   |       |   |      |  |       |  |       |   |      |
| États-Unis   | 4.7  | 4.2  | 100.0   | 100.0 | 39.3  | 38.1 | 16.6   | 17.2  | 103.1  | 119.9 | 6.5   | 7.1  |
| Finlande   | 3.3  | 3.5  | D   | D     | D   | D    | 0.7  | 0.7   | 18.0   | 16.9  | 28.0  | 28.0 |
| France   | D  | D    | D   | D     | 21.9  | 19.9 | D  | D     | D  | D     | D   | D    |
| Géorgie  | 0.9  | 2.7  | D   | 69.1  | 5.2   | 6.3  | 0.3  | 0.3   | 15.6   | 4.9   | 31.0  | 33.0 |
| Grèce  | 2.3  | 2.1  | 61.1  | 61.0  | 35.4  | 20.3 | 0.5  | 0.9   | 6.9  | 13.3  | D   | D    |
| Hong Kong (Chine)  |  |      |   |       |   |      |  |       |  |       |   |      |
| Hongrie  | 3.3  | 3.2  | 26.6  | 27.3  | 5.9   | 9.4  | 0.2  | 0.2   | 2.3  | 2.4   | 35.3  | 34.8 |
| Inde   | D  | D    | D   | D     | 1.3   | 0.7  | 0.9  | 0.9   | D  | D     | 0.2   | 0.2  |
| Indonésie  | 1.5  | 1.4  | 35.1  | 27.3  | 44.7  | 22.6 | D  | D     | 4.0  | 4.2   | 31.9  | 30.0 |
| Irlande  | 5.3  | 5.4  | 86.2  | 86.7  | 31.3  | 42.8 | 6.1  | 5.9   | 47.3   | 46.3  | 51.0  | 51.0 |
| Islande  |  |      |   |       |   |      |  |       |  |       |   |      |
| Israël   | 1.1  | 1.2  | 56.2  | 60.0  | 20.4  | 25.4 | 3.7  | 3.8   | 113.8  | 115.4 | 29.0  | 28.1 |
| Italie   | 1.6  | 1.7  | 71.8  | 69.0  | 7.3   | 9.2  | 0.3  | 0.3   | 6.2  | 6.0   | 28.2  | 28.0 |
| Japon  | 4.2  | 4.2  | 0.0   | 0.0   | D   | D    | D  | D     | 13.8   | 14.2  | 56.0  | 55.0 |
| Kenya  | 7.5  | 7.5  | 70.0  | 69.8  | 30.0  | 50.7 | 0.5  | 0.4   | 9.1  | 8.3   | 38.5  | 37.9 |
| Lettonie   | 1.8  | 1.7  | D   | D     | 41.8  | 45.3 | 1.1  | 1.1   | 26.5   | 27.6  | 59.1  | 60.5 |
| Lituanie   | 1.6  | 1.6  | 63.6  | 61.9  | 2.2   | 13.2 | 0.3  | 0.3   | 11.5   | 11.3  | 45.0  | 41.0 |

## Ratios de segmentation : services/programmes dédiés aux gros contribuables

| Juridiction         | ETP affectés aux dossiers des gros contribuables en pourcentage des ETP totaux |      | ETP affectés aux contrôles, enquêtes et autres fonctions de vérification au sein des services/programmes dédiés aux gros contribuables en pourcentage des ETP totaux de ces services/programmes |       | Montant total des redressements établis par les services/programmes dédiés aux gros contribuables en pourcentage du montant total des redressements établis à la suite de vérifications |      | Entreprises contribuables gérées par des services/programmes dédiés aux gros contribuables en pourcentage des entreprises actives redevables de l'impôt sur les bénéfices des sociétés |      | Entreprises contribuables par ETP dans les services/programmes dédiés aux gros contribuables |       | Part des recettes nettes gérées par des services/programmes dédiés aux gros contribuables par rapport aux recettes nettes totales recouvrées par l'administration fiscale |      |
|---------------------|--|------|---|-------|---|------|--|------|--|-------|---|------|
|                     | 2018   | 2019 | 2018  | 2019  | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019  | 2018  | 2019 |
| Luxembourg          |  |      |   |       |   |      |  |      |  |       |   |      |
| Malaisie            | 3.8  | 3.4  | 59.8  | 61.5  | 51.2  | 57.8 | 6.1  | 5.9  | 100.4  | 109.5 | 31.0  | 33.2 |
| Malte               | 7.6  | 9.2  | 89.3  | 88.2  | 16.9  | 15.7 | 2.8  | 3.0  | 50.4   | 49.4  | 20.0  | 20.0 |
| Maroc               | 2.3  | 2.7  | 52.1  | 45.1  | 66.6  | 55.3 | 2.0  | 1.8  | 69.5   | 63.6  | 70.0  | 70.0 |
| Mexique             | 0.2  | 0.2  | 100.0   | 100.0 | D   | D    | 0.4  | 0.4  | 151.7  | 132.4 | 60.5  | 59.3 |
| Norvège             | 5.7  | 5.5  | 87.0  | 86.4  | 43.2  | 51.1 | 4.9  | 4.8  | 46.1   | 48.5  | D   | D    |
| Nouvelle-Zélande    | 6.2  | 6.5  | 57.2  | 54.7  | D   | D    | 0.1  | 0.1  | 3.1  | 3.1   | 30.0  | 30.0 |
| Pays-Bas            | 10.6   | 10.9 | 76.1  | 77.0  | 50.3  | 58.2 | 1.8  | 1.7  | 6.9  | 6.3   | 68.4  | 67.3 |
| Pérou               | 12.4   | 13.3 | 83.7  | 80.1  | 92.2  | 91.2 | 1.5  | 1.5  | 17.6   | 18.3  | 76.2  | 74.8 |
| Pologne             | 4.5  | 4.5  | 30.0  | 30.0  | D   | D    | 0.4  | 0.4  | 1.2  | 1.3   | 70.0  | 70.0 |
| Portugal            | 2.2  | 2.2  | 45.2  | 45.7  | 34.9  | 40.5 | 0.5  | 0.5  | 12.0   | 12.4  | 45.7  | 44.8 |
| République slovaque | 2.6  | 2.8  | 69.5  | 66.0  | 6.1   | 12.4 | D  | D    | 5.4  | 5.4   | 43.0  | 41.5 |
| République tchèque  | 2.3  | 2.3  | 51.0  | 53.4  | 17.5  | 15.1 | 0.3  | 0.3  | 5.6  | 5.9   | 37.0  | 37.0 |
| Roumanie            | 2.7  | 2.7  | 62.4  | 63.0  | 28.2  | 23.5 | 2.6  | 2.3  | 4.9  | 5.1   | 42.2  | 41.8 |
| Royaume-Uni         | 4.1  | 4.4  | D   | D     | 33.4  | 39.3 | 0.1  | 0.1  | 0.9  | 0.8   | 40.0  | 40.0 |
| Russie              | 2.3  | 2.4  | 68.7  | 66.8  | 25.9  | 45.3 | 0.1  | 0.1  | 0.9  | 0.8   | 43.5  | 46.1 |
| Singapour           | 4.2  | 4.3  | 90.1  | 88.9  | D   | D    | D  | D    | 23.5   | 24.7  | D   | D    |
| Slovénie            | 2.2  | 2.3  | 88.6  | 89.0  | D   | D    | 0.6  | 0.6  | 10.1   | 9.7   | 25.0  | 25.0 |
| Suède               | 10.3   | 11.1 | 22.4  | 44.3  | 68.0  | 87.6 | 5.4  | 5.5  | 37.9   | 38.0  | 49.4  | 49.5 |
| Suisse              |  |      |   |       |   |      |  |      |  |       |   |      |
| Thaïlande           | 2.4  | 2.4  | 59.2  | 59.2  | 51.0  | 73.1 | 0.6  | 0.6  | 7.4  | 7.4   | 45.9  | 46.3 |
| Turquie             | 0.6  | 0.7  | 5.2   | 5.3   | 0.1   | 0.0  | 0.1  | 0.1  | 3.2  | 3.0   | 19.0  | 20.0 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302405>

1. Arabie saoudite : En ce qui concerne le ratio des entreprises contribuables gérées par des services/programmes dédiés aux gros contribuables en pourcentage des contribuables actifs redevables de l'IS, le ratio est supérieur à 100% car le nombre de contribuables gérés par les services/programmes dédiés aux gros contribuables inclut les « contribuables redevables de la zakat ».

| Formule | Nombre d'ETP employés dans les services/programmes dédiés aux gros contribuables [A.16] / Total des ETP [A.8] * 100 | ETP affectés aux contrôles, enquêtes et autres fonctions de vérification [A.16] / Nombre d'ETP employés dans les services/programmes dédiés aux gros contribuables [A.16]*100 | Montant total des redressements établis par les services/programmes dédiés aux gros contribuables [A.17] / Montant total des redressements établis suite aux activités de contrôle et de vérification - Total [A.34]*100 | Nombre d'entreprises contribuables gérées [A.16] / Contribuables actifs redevables de l'IS [A.20] * 100 | Nombre d'entreprises contribuables gérées [A.16] / Nombre d'ETP employés dans les services/programmes dédiés aux gros contribuables [A.16] | Part des recettes nettes collectées par des services/programmes dédiés aux gros contribuables [A.16] |
|---------|---|---|--|---|--|--|
|---------|---|---|--|---|--|--|

Tableau D.10 Enregistrement des contribuables redevables de l'impôt sur le revenu

| Juridiction                     | Contribuables actifs inscrits au registre de l'IRPP en pourcentage de : |       |            |      |
|---------------------------------|---|-------|------------|------|
|                                 | Population active   |       | Population |      |
|                                 | 2018  | 2019  | 2018       | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 92.0  | 95.2  | 36.5       | 37.9 |
| Allemagne                       | 91.8  | 95.2  | 48.2       | 49.9 |
| Arabie saoudite                 |   |       |            |      |
| Argentine                       | 15.1  | 16.0  | 7.0        | 7.4  |
| Australie                       | 168.4   | 170.1 | 89.4       | 90.0 |
| Autriche                        | 179.2   | 185.7 | 93.3       | 96.5 |
| Belgique                        | 139.9   | 140.2 | 62.3       | 62.3 |
| Brésil                          | 27.3  | 28.2  | 13.7       | 14.2 |
| Bulgarie                        | 94.3  | 94.9  | 44.6       | 44.8 |
| Canada                          | 147.9   | 148.5 | 81.2       | 81.3 |
| Chili                           | 108.1   | 107.9 | 54.2       | 54.4 |
| Chine (République populaire de) | D   | D     | D          | D    |
| Chypre                          | 98.0  | 100.5 | 49.0       | 50.7 |
| Colombie                        | 12.8  | 13.8  | 6.8        | 7.3  |
| Corée                           | 24.4  | 26.7  | 13.4       | 14.7 |
| Costa Rica                      | 19.7  | 19.9  | 9.6        | 9.7  |
| Croatie                         | 101.9   | 106.1 | 44.7       | 46.4 |
| Danemark                        | 174.3   | 174.0 | 90.7       | 90.5 |
| Espagne                         | 105.5   | 106.8 | 52.0       | 52.4 |
| Estonie                         | 115.1   | 129.9 | 61.4       | 69.0 |
| États-Unis                      | 92.4  | 92.9  | 46.8       | 46.9 |
| Finlande                        | 199.3   | 198.8 | 99.1       | 98.7 |
| France                          | 168.9   | 168.9 | 76.6       | 76.6 |
| Géorgie                         | 63.3  | 63.4  | 34.7       | 34.6 |
| Grèce                           | 186.1   | 182.5 | 83.3       | 81.3 |
| Hong Kong (Chine)               | 78.3  | 80.2  | 41.7       | 42.2 |
| Hongrie                         | 106.2   | 107.2 | 51.4       | 51.8 |
| Inde                            | 12.0  | 12.7  | 4.3        | 4.6  |
| Indonésie                       | D   | D     | D          | D    |
| Irlande                         | 155.2   | 157.5 | 76.1       | 77.1 |
| Islande                         | 144.5   | 143.8 | 87.2       | 86.7 |
| Israël                          | 128.8   | 129.0 | 59.5       | 59.6 |
| Italie                          | 109.3   | 110.9 | 47.1       | 47.7 |
| Japon                           | D   | D     | D          | D    |
| Kenya                           | 35.7  | 41.9  | 16.0       | 19.0 |
| Lettonie                        | 91.4  | 92.7  | 47.5       | 47.6 |
| Lituanie                        | 95.4  | 91.1  | 50.1       | 47.7 |
| Luxembourg                      | D   | D     | D          | D    |
| Malaisie                        | 50.9  | 52.2  | 24.9       | 25.6 |
| Malte                           | 137.5   | 144.9 | 66.8       | 70.2 |

| Contribuables actifs inscrits au registre de l'IRPP en pourcentage de : |                   |       |            |      |
|---|-------------------|-------|------------|------|
| Juridiction   | Population active |       | Population |      |
|   | 2018              | 2019  | 2018       | 2019 |
| Maroc   | 5.8               | 6.4   | 1.9        | 2.1  |
| Mexique   | 124.0             | 131.8 | 55.3       | 59.0 |
| Norvège   | 171.5             | 167.4 | 90.4       | 88.2 |
| Nouvelle-Zélande  | 90.1              | 146.0 | 50.7       | 82.1 |
| Pays-Bas  | 131.8             | 134.3 | 70.6       | 71.9 |
| Pérou   | 32.0              | 31.9  | 18.4       | 18.5 |
| Pologne   | 106.6             | 114.1 | 51.6       | 54.9 |
| Portugal  | 101.6             | 104.0 | 52.0       | 53.0 |
| République slovaque   | D                 | D     | D          | D    |
| République tchèque  | 39.2              | 40.0  | 20.1       | 20.4 |
| Roumanie  | D                 | D     | D          | D    |
| Royaume-Uni   | 90.9              | 91.5  | 46.9       | 47.3 |
| Russie  | 10.9              | 11.7  | 5.6        | 5.9  |
| Singapour   | D                 | D     | D          | D    |
| Slovénie  | 149.1             | 151.2 | 74.6       | 74.9 |
| Suède   | 144.3             | 142.9 | 76.7       | 76.0 |
| Suisse  | D                 | D     | D          | D    |
| Thaïlande   | 29.5              | 28.5  | 16.5       | 16.0 |
| Turquie   | 14.3              | 14.3  | 5.7        | 5.7  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302424>

| Formule | Contribuables actifs inscrits au registre de l'IRPP<br>[A.20] / Population active [E.1] * 100 | Contribuables actifs inscrits au registre de l'IRPP<br>[A.20] / Population [E.1] * 100 |
|---------|---|--|
|---------|---|--|

Tableau D.11 Pourcentage de contribuables inactifs inscrits aux registres

| Juridiction                     | Pourcentage de contribuables inactifs inscrits aux registres |      |                     |      |                       |      |  |      |                                  |      |
|---------------------------------|--|------|---------------------|------|-----------------------|------|--|------|----------------------------------|------|
|                                 | Au registre de l'IRPP  |      | Au registre de l'IS |      | Au registre de la TVA |      | Au registre des impôts à la source prélevés par les employeurs |      | Au registre des droits d'accises |      |
|                                 | 2018   | 2019 | 2018                | 2019 | 2018                  | 2019 | 2018   | 2019 | 2018                             | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 4.6  | 4.5  | 28.3                | 55.5 | 20.5                  | 20.3 | 21.1   | 21.0 | 18.0                             | 17.3 |
| Allemagne                       | 0.0  | 0.0  | 0.0                 | 0.0  | 0.0                   | 0.0  | 0.0  | 0.0  |                                  |      |
| Arabie saoudite                 |  |      | 11.8                | 8.6  | 9.9                   | 16.7 |  |      | 0.0                              | 0.0  |
| Argentine                       | 24.0   | 23.8 | 12.2                | 17.0 | 36.2                  | 38.0 | D  | D    | 85.5                             | 84.2 |
| Australie                       | 27.4   | 27.7 | 56.8                | 57.0 | 24.3                  | 25.1 | 27.7   | 28.8 | 20.5                             | 18.4 |
| Autriche                        | 0.0  | 0.0  | 0.0                 | 0.0  | 0.0                   | 0.0  | 0.0  | 0.0  |                                  |      |
| Belgique                        | 24.8   | 25.8 | 0.0                 | 0.0  | 0.0                   | 0.0  | D  | D    |                                  |      |
| Bésil                           | 4.3  | 6.6  | 33.7                | 41.5 | D                     | D    | D  | D    | D                                | D    |
| Bulgarie                        | D  | D    | 47.7                | 49.4 | 0.0                   | 0.0  | D  | D    |                                  |      |
| Canada                          | 12.6   | 12.9 | D                   | D    | 7.6                   | 7.2  | D  | D    | D                                | D    |
| Chili                           | 4.5  | 4.8  | 29.1                | 29.7 | 33.6                  | 34.2 | 0.0  | 0.0  | 0.0                              | 0.0  |
| Chine (République populaire de) | D  | D    | 14.1                | 14.7 | 11.2                  | 11.2 | D  | D    | 18.0                             | 17.7 |
| Chypre                          | 0.0  | 0.0  | 32.6                | 38.2 | 0.9                   | 1.0  | 0.0  | 0.0  |                                  |      |
| Colombie                        | 8.8  | 4.7  | 57.8                | 61.4 | 66.5                  | 67.6 | D  | D    | 0.0                              | 8.2  |
| Corée                           | 6.1  | 0.6  | 9.3                 | 9.9  | 3.8                   | 3.5  | D  | D    | 0.0                              | 0.0  |
| Costa Rica                      | 0.0  | 0.0  | 0.0                 | 0.0  | 0.0                   | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0                              | 0.0  |
| Croatie                         | 0.0  | 0.0  | 0.0                 | 0.0  | 0.0                   | 0.0  | 0.0  | 0.0  |                                  |      |
| Danemark                        | 0.0  | 0.0  | 4.9                 | 4.9  | 0.0                   | 0.0  | 16.1   | 10.2 | 0.0                              | 0.0  |
| Espagne                         | 0.0  | 0.0  | 0.0                 | 0.0  | 0.0                   | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0                              | 0.0  |
| Estonie                         | 0.0  | 0.0  | 0.0                 | 0.0  | 0.0                   | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0                              | 0.0  |
| États-Unis                      | D  | D    | D                   | D    |                       |      | D  | D    | D                                | D    |
| Finlande                        | 0.0  | 0.0  | 0.0                 | 0.0  | 0.0                   | 0.0  | 0.0  | 0.0  | D                                | D    |
| France                          | 0.0  | 0.0  | 2.5                 | 1.5  | 33.7                  | 35.9 |  | D    |                                  |      |
| Géorgie                         | D  | D    | 60.3                | 67.3 | 41.4                  | 46.6 | 74.1   | 76.6 | 0.8                              | 5.3  |
| Grèce                           | 26.4   | 28.9 | 41.2                | 41.6 | 28.1                  | 28.7 | 14.2   | 21.0 | 74.6                             | 75.1 |
| Hong Kong (Chine)               | 18.9   | 17.9 | 61.6                | 57.2 |                       |      |  |      |                                  |      |
| Hongrie                         | 0.0  | 0.0  | 4.6                 | 3.4  | 0.0                   | 0.0  | 3.3  | 3.4  | 0.0                              | 0.0  |
| Inde                            | 26.1   | 28.1 | 28.5                | 34.3 |                       |      | D  | D    |                                  |      |
| Indonésie                       | D  | D    | D                   | D    | D                     | D    | D  | D    |                                  |      |
| Irlande                         | 0.1  | 0.5  | 3.1                 | 3.3  | 3.2                   | 6.4  | 12.4   | 4.0  | 0.0                              | 0.0  |
| Islande                         | 0.0  | 0.0  | 27.4                | 27.2 | 0.0                   | 0.0  | 0.0  | 0.0  |                                  |      |
| Israël                          | D  | D    | D                   | D    | D                     | D    | D  | D    | D                                | D    |
| Italie                          | 0.0  | 0.0  | 0.0                 | 0.0  | 46.4                  | 47.9 | 0.0  | 0.0  |                                  |      |
| Japon                           | D  | D    | D                   | D    | D                     | D    | D  | D    |                                  |      |
| Kenya                           | 5.2  | 0.0  | 41.5                | 0.0  | 5.2                   | 0.0  | 7.3  | 0.0  | 9.1                              | 0.0  |
| Lettonie                        | 0.0  | 0.0  | 0.0                 | 0.0  | 0.0                   | 0.0  | D  | D    | 0.0                              | 0.0  |
| Lituanie                        | 26.2   | 42.6 | 21.8                | 23.1 | 0.0                   | 0.0  | 2.6  | 4.1  | 0.9                              | 0.9  |
| Luxembourg                      | D  | D    | D                   | D    | 7.3                   | 7.3  | D  | D    |                                  |      |

| Pourcentage de contribuables inactifs inscrits aux registres |                       |      |                     |      |                       |      |  |      |                                  |      |
|--|-----------------------|------|---------------------|------|-----------------------|------|--|------|----------------------------------|------|
| Juridiction  | Au registre de l'IRPP |      | Au registre de l'IS |      | Au registre de la TVA |      | Au registre des impôts à la source prélevés par les employeurs |      | Au registre des droits d'accises |      |
|  | 2018                  | 2019 | 2018                | 2019 | 2018                  | 2019 | 2018   | 2019 | 2018                             | 2019 |
| Malaisie   | 40.1                  | 39.6 | 32.9                | 33.2 |                       |      | 29.3   | 28.7 |                                  |      |
| Malte  | 44.4                  | 42.9 | 43.3                | 41.1 | 7.4                   | 7.5  | 41.1   | 45.7 |                                  |      |
| Maroc  | D                     | D    | D                   | D    | D                     | D    | D  | D    |                                  |      |
| Mexique  | 10.1                  | 9.8  | 22.8                | 22.4 | 0.0                   | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0                              | 0.0  |
| Norvège  | 2.1                   | 5.2  | 5.9                 | 5.3  | 0.0                   | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0                              | 0.0  |
| Nouvelle-Zélande   | 64.8                  | 44.1 | 28.4                | 32.2 | 2.5                   | 2.5  | 3.3  | 4.0  |                                  |      |
| Pays-Bas   | 1.8                   | 1.7  | 19.5                | 18.7 | 24.3                  | 27.4 | 0.0  | 0.0  |                                  |      |
| Pérou  | 23.7                  | 27.8 | 11.0                | 18.3 | 30.6                  | 32.9 | 26.1   | 28.1 | 18.7                             | 20.4 |
| Pologne  | 37.9                  | 34.5 | 22.0                | 24.4 | 1.2                   | 1.2  | 34.6   | 35.2 | D                                | D    |
| Portugal   | 47.9                  | 47.1 | 0.0                 | 0.0  | 0.0                   | 0.0  | D  | D    | D                                | D    |
| République slovaque  | D                     | D    | D                   | D    | D                     | D    | D  | D    |                                  |      |
| République tchèque   | 39.4                  | 39.3 | 1.3                 | 1.3  | 35.1                  | 35.3 | 20.7   | 21.0 |                                  |      |
| Roumanie   | D                     | D    | 61.1                | 56.4 | 0.1                   | 0.2  | 8.4  | 8.5  | 19.9                             | 19.9 |
| Royaume-Uni  | D                     | D    | 18.8                | 17.1 | 5.7                   | 4.7  | D  | D    | D                                | D    |
| Russie   | D                     | D    | 17.1                | 14.0 | 14.5                  | 12.4 | D  | D    | D                                | D    |
| Singapour  | D                     | D    | D                   | D    | D                     | D    |  |      |                                  |      |
| Slovénie   | 44.1                  | 44.7 | 0.0                 | 0.0  | 0.0                   | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0                              | 0.0  |
| Suède  | D                     | D    | D                   | D    | D                     | D    | D  | D    | D                                | D    |
| Suisse   | D                     | D    | D                   | D    | 0.0                   | 0.0  | D  | D    |                                  |      |
| Thaïlande  | D                     | D    | D                   | D    | 49.0                  | 50.1 | D  | D    |                                  |      |
| Turquie  | 69.5                  | 70.1 | 63.7                | 63.8 | 75.2                  | 75.2 | 72.2   | 72.3 | 88.7                             | 91.2 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302443>

| Formule | (Total des contribuables redevables de l'IRPP [A.20] - Contribuables actifs redevables de l'IRPP [A.20]) / Total des contribuables redevables de l'IRPP [A.20] * 100 | (Total des contribuables redevables de l'IS [A.20] - Contribuables actifs redevables de l'IS [A.20]) / Total des contribuables redevables de l'IS [A.20] * 100 | (Total des contribuables redevables de la TVA [A.21] - Contribuables actifs redevables de la TVA [A.21]) / Total des contribuables redevables de la TVA [A.21] * 100 | (Total des contribuables redevables des impôts à la source prélevés par les employeurs [A.21] - Contribuables actifs redevables des impôts à la source prélevés par les employeurs [A.21]) / Total des contribuables redevables des impôts à la source prélevés par les employeurs [A.21] * 100 | (Total des contribuables redevables des droits d'accises [A.21] - Contribuables actifs redevables des droits d'accises [A.21]) / Total des contribuables redevables des droits d'accises [A.21] * 100 |
|---------|--|--|--|---|---|
|         |  |  |  |   |   |

Tableau D.12 **Respect des délais de dépôt**

| Juridiction                     | Respect des délais de dépôt         |      |                                       |       |  |       |                                       |      |
|---------------------------------|-------------------------------------|------|---------------------------------------|-------|--|-------|---------------------------------------|------|
|                                 | Respect des délais de dépôt de l'IS |      | Respect des délais de dépôt de l'IRPP |       | Respect des délais de dépôt des impôts à la source prélevés par les employeurs |       | Respect des délais de dépôt de la TVA |      |
|                                 | 2018                                | 2019 | 2018                                  | 2019  | 2018   | 2019  | 2018                                  | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 13.7                                | 29.5 | 67.2                                  | 61.8  | 59.0   | 58.5  | 52.1                                  | 52.0 |
| Allemagne                       | 80.4                                | 79.4 | 82.7                                  | 81.7  | D  | D     | 80.1                                  | 79.2 |
| Arabie saoudite                 | 74.9                                | 72.9 |                                       |       |  |       | 76.8                                  | 96.1 |
| Argentine                       | 41.2                                | 34.5 | 60.2                                  | 56.6  | 86.9   | 87.3  | 80.3                                  | 81.1 |
| Australie                       | 76.3                                | 78.7 | 83.1                                  | 83.8  | 79.9   | 79.2  | 76.6                                  | 76.0 |
| Autriche                        | D                                   | D    | D                                     | D     | D  | D     | 85.8                                  | 85.8 |
| Belgique                        | 81.5                                | 83.9 | 93.4                                  | 93.5  | D  | D     | 99.2                                  | 99.2 |
| Bésil                           | D                                   | D    | 97.5                                  | 95.8  | D  | D     | D                                     | D    |
| Bulgarie                        | 95.1                                | 95.1 | 90.7                                  | 93.7  | D  | D     | 99.5                                  | 98.3 |
| Canada                          | 85.4                                | 86.6 | 91.0                                  | 94.9  | 91.1   | 92.8  | 60.7                                  | 59.5 |
| Chili                           | 80.7                                | 80.7 | D                                     | D     | 93.0   | 94.5  | 76.3                                  | 77.2 |
| Chine (République populaire de) | 97.3                                | 97.0 | D                                     | D     | D  | D     | 97.1                                  | 97.8 |
| Chypre                          | 56.8                                | 55.1 | 75.4                                  | 67.2  | D  | D     | 86.1                                  | 86.3 |
| Colombie                        | 52.3                                | 51.2 | 102.1                                 | 100.2 | D  | D     | D                                     | D    |
| Corée                           | D                                   | D    | 97.8                                  | 97.1  | D  | D     | D                                     | D    |
| Costa Rica                      | 75.4                                | 77.8 | 70.8                                  | 66.7  | 28.9   | 31.9  | 78.0                                  | 68.6 |
| Croatie                         | 83.8                                | 83.7 | 88.6                                  | 95.1  | D  | D     | 88.4                                  | 87.8 |
| Danemark                        | 85.3                                | 83.2 | 99.2                                  | 98.2  | 97.9   | 96.7  | 85.7                                  | 86.2 |
| Espagne                         | D                                   | D    | D                                     | D     | D  | D     | D                                     | D    |
| Estonie                         | D                                   | D    | 93.8                                  | 98.1  | 94.4   | 93.3  | 91.7                                  | 90.7 |
| États-Unis                      | 103.2                               | 99.7 | 100.2                                 | 99.7  | 100.4  | 100.6 |                                       |      |
| Finlande                        | 86.4                                | 90.3 | 88.4                                  | 87.2  | 93.2   | 78.0  | 90.1                                  | 90.2 |
| France                          | 94.8                                | 95.0 | 96.1                                  | 95.8  |  | D     | 91.4                                  | 91.1 |
| Géorgie                         | D                                   | 67.2 | D                                     | 64.7  | D  | 58.5  | 91.7                                  | 90.4 |
| Grèce                           | 97.6                                | 97.9 | 99.4                                  | 99.6  | 94.4   | 93.8  | 66.5                                  | 66.3 |
| Hong Kong (Chine)               | 65.4                                | 67.2 | 76.5                                  | 74.5  |  |       |                                       |      |
| Hongrie                         | 75.8                                | 72.1 | D                                     | D     | 91.3   | 91.3  | 86.2                                  | 85.4 |
| Inde                            | 89.3                                | 93.7 | 95.7                                  | 95.1  | 90.1   | 80.4  |                                       |      |
| Indonésie                       | D                                   | D    | D                                     | D     | D  | D     | D                                     | D    |
| Irlande                         | D                                   | D    | 82.6                                  | 82.6  | 87.4   | 94.4  | 89.2                                  | 86.9 |
| Islande                         | 81.8                                | 85.8 | 93.4                                  | 93.7  | D  | D     | 95.4                                  | 94.2 |
| Israël                          | 85.8                                | 87.9 | 91.7                                  | 92.0  | 99.3   | 98.4  | 96.9                                  | 97.1 |
| Italie                          | D                                   | D    | D                                     | D     | D  | D     | D                                     | D    |
| Japon                           | D                                   | D    | D                                     | D     | D  | D     | D                                     | D    |
| Kenya                           | 56.6                                | 46.5 | 42.6                                  | 32.7  | 55.1   | 54.4  | 80.7                                  | 80.3 |
| Lettonie                        | 78.3                                | 98.1 | 94.0                                  | 93.7  | 85.3   | 87.3  | 90.2                                  | 91.2 |
| Lituanie                        | 49.7                                | 51.2 | 78.8                                  | 75.8  | 94.6   | 94.4  | 97.1                                  | 92.9 |
| Luxembourg                      | D                                   | D    | D                                     | D     | D  | D     | 89.5                                  | 84.9 |

| Respect des délais de dépôt |                                     |      |                                       |      |  |       |                                       |       |
|-----------------------------|-------------------------------------|------|---------------------------------------|------|--|-------|---------------------------------------|-------|
| Juridiction                 | Respect des délais de dépôt de l'IS |      | Respect des délais de dépôt de l'IRPP |      | Respect des délais de dépôt des impôts à la source prélevés par les employeurs |       | Respect des délais de dépôt de la TVA |       |
|                             | 2018                                | 2019 | 2018                                  | 2019 | 2018   | 2019  | 2018                                  | 2019  |
| Malaisie                    | 79.7                                | 78.2 | 77.0                                  | 67.9 | 92.3   | 86.8  |                                       |       |
| Malte                       | 68.2                                | D    | 77.3                                  | D    | 74.1   | 77.8  | 71.3                                  | 65.1  |
| Maroc                       | 90.3                                | 93.2 | 81.4                                  | 97.7 | 97.8   | 100.0 | 90.1                                  | 91.8  |
| Mexique                     | 46.2                                | 47.7 | 29.3                                  | 31.9 | D  | D     | D                                     | D     |
| Norvège                     | 96.1                                | 95.5 | 99.7                                  | 99.6 | 82.5   | 81.2  | 90.0                                  | 89.7  |
| Nouvelle-Zélande            | 88.7                                | 88.9 | 88.2                                  | 87.3 | 92.9   | 92.0  | 92.7                                  | 92.3  |
| Pays-Bas                    | 94.4                                | 96.7 | 98.6                                  | 99.0 | 99.1   | 99.1  | 95.6                                  | 95.6  |
| Pérou                       | 84.1                                | 86.7 | 69.0                                  | 79.0 | 98.2   | 97.2  | 87.2                                  | 87.9  |
| Pologne                     | 89.9                                | 90.0 | 98.8                                  | 95.8 | 97.2   | 96.9  | 97.3                                  | 97.7  |
| Portugal                    | 97.5                                | 98.9 | 97.0                                  | 97.1 | 97.5   | 97.6  | 95.5                                  | 95.4  |
| République slovaque         | 77.8                                | 77.7 | 99.0                                  | 99.2 | D  | D     | 103.5                                 | 104.7 |
| République tchèque          | 78.3                                | 81.8 | 96.0                                  | 96.5 | 89.7   | 90.0  | 95.3                                  | 96.7  |
| Roumanie                    | 86.7                                | 90.9 | D                                     | D    | 95.2   | 95.6  | 93.4                                  | 93.4  |
| Royaume-Uni <sup>1</sup>    | 71.0                                | 71.0 | 93.7                                  | 96.7 | D  | D     | 84.8                                  | 84.1  |
| Russie                      | 75.7                                | 73.7 | 115.0                                 | 98.3 | 103.3  | 103.2 | D                                     | D     |
| Singapour                   | 84.3                                | 84.3 | 97.0                                  | 97.3 |  |       | 95.8                                  | 96.0  |
| Slovénie                    | 88.2                                | 93.8 | 65.3                                  | 65.8 | 96.3   | 97.7  | 84.2                                  | 85.7  |
| Suède                       | D                                   | D    | D                                     | D    | D  | D     | D                                     | D     |
| Suisse                      | D                                   | D    | D                                     | D    | D  | D     | 77.6                                  | 75.9  |
| Thaïlande                   | D                                   | D    | D                                     | D    | D  | D     | D                                     | D     |
| Turquie                     | 89.2                                | 89.6 | 92.8                                  | 92.2 | 94.2   | 92.6  | 87.4                                  | 86.9  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302462>

1. Royaume-Uni : La méthodologie de l'IS a changé par rapport aux exercices précédents.

| Formule | Nb de déclarations déposées dans les délais [A.22] / Nb de déclarations attendues [A.22] * 100 | Nb de déclarations déposées dans les délais [A.23] / Nb de déclarations attendues [A.23] * 100 | Nb de déclarations déposées dans les délais [A.24] / Nb de déclarations attendues [A.24] * 100 | Nb de déclarations déposées dans les délais [A.25] / Nb de déclarations attendues [A.25] * 100 |
|---------|--|--|--|--|
|---------|--|--|--|--|

Tableau D.13

## Dépôt électronique

| Juridiction                     | Dépôt électronique  |       |   |       |  |       |
|---------------------------------|---|-------|---|-------|--|-------|
|                                 | Pourcentage de déclarations déposées par voie électronique – IS |       | Pourcentage de déclarations déposées par voie électronique – IRPP |       | Pourcentage de déclarations déposées par voie électronique – TVA |       |
|                                 | 2018  | 2019  | 2018  | 2019  | 2018   | 2019  |
| Afrique du Sud                  | 99.6  | 99.8  | 99.7  | 96.5  | 88.6   | 86.0  |
| Allemagne                       | 91.8  | 69.3  | 68.3  | 71.3  | 91.6   | 92.6  |
| Arabie saoudite                 | 100.0   | 100.0 |   |       | 100.0  | 100.0 |
| Argentine                       | 100.0   | 100.0 | 100.0   | 100.0 | 100.0  | 100.0 |
| Australie                       | D   | D     | D   | D     | D  | D     |
| Autriche                        | 96.4  | 96.2  | 79.1  | 81.3  | 92.4   | 92.3  |
| Belgique                        | 99.2  | 99.4  | 89.5  | 91.4  | 98.6   | 98.9  |
| Bésil                           | 100.0   | 100.0 | 100.0   | 100.0 | 100.0  | 100.0 |
| Bulgarie                        | 100.0   | 100.0 | 41.3  | 46.9  | 100.0  | 100.0 |
| Canada                          | 90.0  | 91.2  | 87.4  | 88.3  | 89.2   | 91.3  |
| Chili                           | 99.7  | 99.7  | 99.9  | 99.9  | 99.5   | 99.8  |
| Chine (République populaire de) | D   | D     | D   | D     | D  | D     |
| Chypre                          | 96.9  | 96.5  | 94.1  | 98.5  | 94.3   | 95.9  |
| Colombie                        | 99.8  | 100.0 | 91.5  | 92.6  | 100.0  | 100.0 |
| Corée                           | 99.2  | 99.3  | 97.3  | 98.3  | D  | D     |
| Costa Rica                      | 100.0   | 100.0 | 100.0   | 100.0 | 100.0  | 100.0 |
| Croatie                         | 96.3  | 97.2  | 64.0  | 70.1  | 99.5   | 99.7  |
| Danemark                        | 100.0   | 100.0 | 100.0   | 100.0 | 100.0  | 100.0 |
| Espagne                         | 100.0   | 100.0 | 74.8  | 75.9  | 100.0  | 100.0 |
| Estonie                         | 99.8  | 99.8  | 96.0  | 94.6  | 99.5   | 99.7  |
| États-Unis                      | 63.4  | 65.1  | 87.8  | 89.1  |  |       |
| Finlande                        | 90.5  | 93.4  | 95.7  | 96.6  | 95.1   | 96.2  |
| France                          | 97.7  | 94.4  | 60.7  | 66.5  | 97.7   | 97.8  |
| Géorgie                         | 100.0   | 100.0 | 100.0   | 100.0 | 100.0  | 100.0 |
| Grèce                           | 99.7  | 99.8  | 98.7  | 98.8  | 99.6   | 99.6  |
| Hong Kong (Chine)               | 0.8   | 0.6   | 20.5  | 21.8  |  |       |
| Hongrie                         | 99.4  | 99.7  | 79.7  | 84.6  | 99.9   | 100.0 |
| Inde                            | 100.0   | 100.0 | 99.2  | 99.8  |  |       |
| Indonésie                       | D   | D     | D   | D     | D  | D     |
| Irlande                         | 99.9  | 99.9  | 95.2  | 94.5  | 99.7   | 99.7  |
| Islande                         | 99.5  | 99.5  | 99.3  | 99.4  | 99.3   | 99.4  |
| Israël                          | 98.4  | 99.1  | 71.0  | 72.6  | 69.5   | 77.0  |
| Italie                          | 100.0   | 100.0 | 100.0   | 100.0 | 100.0  | 100.0 |
| Japon                           | 73.5  | 77.4  | 47.5  | 51.6  | D  | D     |
| Kenya                           | 100.0   | 100.0 | 100.0   | 100.0 | 100.0  | 100.0 |
| Lettonie                        | 99.3  | 99.6  | 80.1  | 84.9  | 100.0  | 100.0 |
| Lituanie                        | 100.0   | 100.0 | 98.7  | 99.9  | 100.0  | 100.0 |
| Luxembourg                      | 88.2  | 89.5  | 90.9  | 88.4  | 95.1   | 98.0  |
| Malaisie                        | 100.0   | 100.0 | 96.6  | 98.2  |  |       |

| Jurisdiction        | Dépôt électronique  |       |   |       |  |       |
|---------------------|---|-------|---|-------|--|-------|
|                     | Pourcentage de déclarations déposées par voie électronique – IS |       | Pourcentage de déclarations déposées par voie électronique – IRPP |       | Pourcentage de déclarations déposées par voie électronique – TVA |       |
|                     | 2018  | 2019  | 2018  | 2019  | 2018   | 2019  |
| Malte               | D   | D     | D   | D     | D  | D     |
| Maroc               | 99.9  | 99.9  | 67.7  | 59.3  | 97.7   | 100.0 |
| Mexique             | 100.0   | 100.0 | 100.0   | 100.0 | D  | D     |
| Norvège             | 97.4  | 98.5  | 98.0  | 98.4  | 100.0  | 100.0 |
| Nouvelle-Zélande    | 93.6  | 95.2  | 98.3  | D     | 86.5   | 90.7  |
| Pays-Bas            | 100.0   | 100.0 | 97.9  | 98.1  | 100.0  | 100.0 |
| Pérou               | 100.0   | 100.0 | 100.0   | 100.0 | 100.0  | 100.0 |
| Pologne             | 72.8  | 94.3  | 85.5  | 91.9  | 98.3   | 99.6  |
| Portugal            | 100.0   | 100.0 | 100.0   | 100.0 | 100.0  | 100.0 |
| République slovaque | 93.0  | 93.7  | 40.7  | 43.6  | 99.9   | 100.0 |
| République tchèque  | 92.3  | 92.6  | 20.3  | 21.4  | 99.9   | 99.8  |
| Roumanie            | 93.3  | 95.1  | 26.4  | 71.9  | 98.3   | 98.9  |
| Royaume-Uni         | 99.1  | 99.2  | 88.9  | 90.4  | 99.4   | 99.3  |
| Russie              | D   | D     | D   | D     | D  | D     |
| Singapour           | 69.5  | 78.1  | 98.4  | 98.4  | 99.4   | 99.5  |
| Slovénie            | 100.0   | 100.0 | 8.4   | 13.0  | 100.0  | 100.0 |
| Suède               | 45.4  | 50.2  | 72.8  | 81.8  | 71.7   | 77.8  |
| Suisse              | D   | D     | D   | D     | D  | D     |
| Thaïlande           | 45.3  | 50.9  | 80.2  | 82.1  | 53.8   | 58.1  |
| Turquie             | 99.9  | 99.9  | 99.9  | 99.9  | 99.7   | 99.7  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302481>

| Formule |  |  |  |
|---------|--|--|--|
|         | (Entièrement pré-remplies, acceptation présumée [A.44] + Entièrement pré-remplies, confirmation requise [A.44] + Partiellement pré-remplies [A.44] + Non pré-remplies [A.44]) / Total [A.43] * 100 | (Entièrement pré-remplies, acceptation présumée [A.45] + Entièrement pré-remplies, confirmation requise [A.45] + Partiellement pré-remplies [A.45] + Non pré-remplies [A.45]) / Total [A.43] * 100 | (Entièrement pré-remplies, acceptation présumée [A.46] + Entièrement pré-remplies, confirmation requise [A.46] + Partiellement pré-remplies [A.46] + Non pré-remplies [A.46]) / Total [A.43] * 100 |

Tableau D.14

## Part des déclarations par canal : IS

| Juridiction                     | Pourcentage de déclarations relatives à l'IS reçues au moyen des canaux ci-dessous |      |  |      |  |      |  |       |             |      |
|---------------------------------|--|------|--|------|--|------|--|-------|-------------|------|
|                                 | Déclarations papier – IS   |      | Déclarations électroniques – entièrement pré-remplies, acceptation présumée – IS |      | Déclarations électroniques – entièrement pré-remplies, confirmation requise – IS |      | Déclarations électroniques – partiellement pré-remplies ou non pré-remplies – IS |       | Autres - IS |      |
|                                 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019  | 2018        | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 0.4  | 0.2  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.6   | 99.8  | 0.0         | 0.0  |
| Allemagne                       | 8.2  | 30.7 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 91.8   | 69.3  | 0.0         | 0.0  |
| Arabie saoudite                 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 1.2  | 34.1 | 98.8   | 65.9  | 0.0         | 0.0  |
| Argentine                       | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Australie                       | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D     | D           | D    |
| Autriche                        | 3.6  | 3.8  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 96.4   | 96.2  | 0.0         | 0.0  |
| Belgique                        | 0.8  | 0.6  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.2   | 99.4  | 0.0         | 0.0  |
| Brésil                          | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Bulgarie                        | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Canada                          | 10.0   | 8.8  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 90.0   | 91.2  | 0.0         | 0.0  |
| Chili                           | 0.3  | 0.3  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.7   | 99.7  | 0.0         | 0.0  |
| Chine (République populaire de) | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D     | D           | D    |
| Chypre                          | 3.1  | 3.5  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 96.9   | 96.5  | 0.0         | 0.0  |
| Colombie                        | 0.2  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.8   | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Corée                           | 0.8  | 0.7  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.2   | 99.3  | 0.0         | 0.0  |
| Costa Rica                      | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Croatie                         | 3.7  | 2.8  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 96.3   | 97.2  | 0.0         | 0.0  |
| Danemark                        | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Espagne                         | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Estonie                         | 0.2  | 0.2  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.8   | 99.8  | 0.0         | 0.0  |
| États-Unis                      | 36.6   | 34.9 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 63.4   | 65.1  | 0.0         | 0.0  |
| Finlande                        | 9.5  | 6.6  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 90.5   | 93.4  | 0.0         | 0.0  |
| France                          | 2.3  | 5.6  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 97.7   | 94.4  | 0.0         | 0.0  |
| Géorgie                         | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Grèce                           | 0.3  | 0.2  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.7   | 99.8  | 0.0         | 0.0  |
| Hong Kong (Chine)               | 99.2   | 99.4 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.8  | 0.6   | 0.0         | 0.0  |
| Hongrie                         | 0.6  | 0.3  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.4   | 99.7  | 0.0         | 0.0  |
| Inde                            | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Indonésie                       | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D     | D           | D    |
| Irlande                         | 0.1  | 0.1  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.9   | 99.9  | 0.0         | 0.0  |
| Islande                         | 0.5  | 0.5  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.5   | 99.5  | 0.0         | 0.0  |
| Israël                          | 1.6  | 0.9  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 98.4   | 99.1  | 0.0         | 0.0  |
| Italie                          | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Japon                           | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D     | D           | D    |
| Kenya                           | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Lettonie                        | 0.7  | 0.4  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.3   | 99.6  | 0.0         | 0.0  |
| Lituanie                        | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |

| Pourcentage de déclarations relatives à l'IS reçues au moyen des canaux ci-dessous |                          |      |  |      |  |      |  |       |             |      |
|--|--------------------------|------|--|------|--|------|--|-------|-------------|------|
| Jurisdiction   | Déclarations papier – IS |      | Déclarations électroniques – entièrement pré-remplies, acceptation présumée – IS |      | Déclarations électroniques – entièrement pré-remplies, confirmation requise – IS |      | Déclarations électroniques – partiellement pré-remplies ou non pré-remplies – IS |       | Autres - IS |      |
|  | 2018                     | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019  | 2018        | 2019 |
| Luxembourg   | 11.8                     | 10.5 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 88.2   | 89.5  | 0.0         | 0.0  |
| Malaisie   | 0.0                      | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Malte  | D                        | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D     | D           | D    |
| Maroc  | 0.1                      | 0.1  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.9   | 99.9  | 0.0         | 0.0  |
| Mexique  | 0.0                      | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Norvège  | 2.6                      | 1.5  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 97.4   | 98.5  | 0.0         | 0.0  |
| Nouvelle-Zélande   | 6.4                      | 4.8  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 93.6   | 95.2  | 0.0         | 0.0  |
| Pays-Bas   | 0.0                      | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Pérou  | 0.0                      | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Pologne <sup>1</sup>   | 27.2                     | 5.7  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 72.8   | 94.3  | 0.0         | 0.0  |
| Portugal   | 0.0                      | 0.0  | 0.1  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.9   | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| République slovaque  | 7.0                      | 6.3  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 93.0   | 93.7  | 0.0         | 0.0  |
| République tchèque   | 7.7                      | 7.4  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 92.3   | 92.6  | 0.0         | 0.0  |
| Roumanie   | 6.7                      | 4.9  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 93.3   | 95.1  | 0.0         | 0.0  |
| Royaume-Uni <sup>2</sup>   | 0.9                      | 0.8  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.1   | 99.2  | 0.0         | 0.0  |
| Russie   | D                        | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D     | D           | D    |
| Singapour  | 30.5                     | 21.9 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 69.5   | 78.1  | 0.0         | 0.0  |
| Slovénie   | 0.0                      | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0         | 0.0  |
| Suède <sup>3</sup>   | 54.6                     | 49.8 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 45.4   | 50.2  | 0.0         | 0.0  |
| Suisse   | D                        | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D     | D           | D    |
| Thaïlande  | 54.7                     | 49.1 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 45.3   | 50.9  | 0.0         | 0.0  |
| Turquie  | 0.1                      | 0.1  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.9   | 99.9  | 0.0         | 0.0  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302500>

1. Pologne : Toutes les déclarations électroniques sont incluses dans la catégorie « Partiellement pré-remplies » car il n'est pas possible d'établir une distinction entre les différentes catégories de déclarations électroniques.
2. Royaume-Uni : Toutes les déclarations électroniques sont incluses dans la catégorie « Partiellement pré-remplies » car il n'est pas possible d'établir une distinction entre les différentes catégories de déclarations électroniques.
3. Suède : Toutes les déclarations électroniques sont incluses dans la catégorie « Partiellement pré-remplies » car il n'est pas possible d'établir une distinction entre les différentes catégories de déclarations électroniques.

| Formule | Déclarations papier [A.44] / Total [A.43] * 100 | Entièrement pré-remplies, acceptation présumée [A.44] / Total [A.43] * 100 | Entièrement pré-remplies, confirmation requise [A.44] / Total [A.43] * 100 | (Partiellement pré-remplies [A.44] + Non pré-remplies [A.44]) / Total [A.43] * 100 | Autre [A.44] / Total [A.43] * 100 |
|---------|---|--|--|--|-----------------------------------|
|---------|---|--|--|--|-----------------------------------|

Tableau D.15

## Part des déclarations par canal : IRPP

| Juridiction                     | Pourcentage de de déclarations relatives à l'IRPP reçues au moyen des canaux ci-dessous |      |  |       |  |      |  |       |               |      |  |       |
|---------------------------------|---|------|--|-------|--|------|--|-------|---------------|------|--|-------|
|                                 | Déclarations papier – IRPP  |      | Déclarations électroniques – entièrement pré-remplies, acceptation présumée – IRPP |       | Déclarations électroniques – entièrement pré-remplies, confirmation requise – IRPP |      | Déclarations électroniques – partiellement pré-remplies ou non pré-remplies – IRPP |       | Autres – IRPP |      | Pourcentage de déclarations relatives à l'IRPP contenant des informations sur les revenus pré-remplies |       |
|                                 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019  | 2018   | 2019 | 2018   | 2019  | 2018          | 2019 | 2018   | 2019  |
| Afrique du Sud                  | 0.3   | 0.3  | 0.0  | 0.0   | 99.7   | 96.5 | 0.0  | 0.0   | 0.0           | 0.0  | 99.7   | 96.5  |
| Allemagne                       | 31.7  | 28.7 | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 68.3   | 71.3  | 0.0           | 0.0  | 68.3   | 71.3  |
| Arabie saoudite                 |   |      |  |       |  |      |  |       |               |      |  |       |
| Argentine                       | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Australie                       | D   | D    | D  | D     | D  | D    | D  | D     | D             | D    | D  | D     |
| Autriche                        | 20.9  | 18.7 | 20.9   | 23.8  | 0.0  | 0.0  | 58.2   | 57.5  | 0.0           | 0.0  | 50.0   | 53.7  |
| Belgique                        | 10.0  | 8.2  | 35.1   | 34.6  | 0.0  | 0.0  | 54.4   | 56.8  | 0.5           | 0.4  | 89.5   | 91.4  |
| Brésil                          | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Bulgarie                        | 58.7  | 53.1 | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 41.3   | 46.9  | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Canada                          | 12.6  | 11.7 | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 87.4   | 88.3  | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Chili                           | 0.1   | 0.1  | 0.0  | 0.0   | 94.3   | 94.9 | 5.5  | 4.9   | 0.0           | 0.0  | 94.3   | 94.9  |
| Chine (République populaire de) | D   | D    | D  | D     | D  | D    | D  | D     | D             | D    | D  | D     |
| Chypre                          | 5.9   | 1.5  | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 94.1   | 98.5  | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Colombie                        | 8.5   | 7.4  | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 91.5   | 92.6  | 0.0           | 0.0  | 10.7   | 43.7  |
| Corée                           | 2.7   | 1.7  | 0.0  | 0.0   | 16.0   | 19.1 | 81.3   | 79.3  | 0.0           | 0.0  | 97.3   | 98.3  |
| Costa Rica                      | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Croatie                         | 36.0  | 29.9 | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 64.0   | 70.1  | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Danemark                        | 0.0   | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0   | 0.0           | 0.0  | 100.0  | 100.0 |
| Espagne                         | 1.9   | 0.4  | 0.0  | 0.0   | 24.6   | 26.3 | 50.2   | 49.6  | 23.3          | 23.7 | 74.8   | 75.9  |
| Estonie                         | 4.0   | 5.4  | 0.0  | 0.0   | 41.6   | 49.7 | 54.4   | 44.9  | 0.0           | 0.0  | 96.0   | 94.6  |
| États-Unis                      | 12.2  | 10.9 | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 87.8   | 89.1  | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Finlande                        | 4.3   | 3.4  | 74.4   | 76.0  | 21.3   | 20.5 | 0.0  | 0.0   | 0.0           | 0.0  | 95.7   | 96.6  |
| France <sup>1</sup>             | 39.3  | 33.5 | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 60.7   | 66.5  | 0.0           | 0.0  | D  | D     |
| Géorgie                         | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Grèce                           | 1.3   | 1.2  | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 98.7   | 98.8  | 0.0           | 0.0  | 98.7   | 98.8  |
| Hong Kong (Chine)               | 79.5  | 78.2 | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 20.5   | 21.8  | 0.0           | 0.0  | 20.2   | 21.5  |
| Hongrie                         | 20.3  | 15.4 | 40.7   | 41.7  | 16.4   | 18.3 | 22.6   | 24.6  | 0.0           | 0.0  | 66.3   | 73.1  |
| Inde                            | 0.8   | 0.2  | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 99.2   | 99.8  | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Indonésie                       | D   | D    | D  | D     | D  | D    | D  | D     | D             | D    | D  | D     |
| Irlande                         | 4.8   | 5.5  | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 95.2   | 94.5  | 0.0           | 0.0  | 95.2   | 94.5  |
| Islande                         | 0.7   | 0.6  | 0.0  | 0.0   | 99.3   | 99.4 | 0.0  | 0.0   | 0.0           | 0.0  | 99.3   | 99.4  |
| Israël                          | 29.0  | 27.4 | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 71.0   | 72.6  | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Italie                          | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 0.0   | 9.9  | 11.0 | 90.1   | 89.0  | 0.0           | 0.0  | 9.9  | 11.0  |
| Japon                           | D   | D    | D  | D     | D  | D    | D  | D     | D             | D    | D  | D     |
| Kenya                           | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Lettonie                        | 19.9  | 15.1 | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0  | 80.1   | 84.9  | 0.0           | 0.0  | 80.1   | 84.9  |

## Pourcentage de de déclarations relatives à l'IRPP reçues au moyen des canaux ci-dessous

| Juridiction              | Déclarations papier – IRPP |      | Déclarations électroniques – entièrement pré-remplies, acceptation présumée – IRPP |      | Déclarations électroniques – entièrement pré-remplies, confirmation requise – IRPP |      | Déclarations électroniques – partiellement pré-remplies ou non pré-remplies – IRPP |       | Autres – IRPP |      | Pourcentage de déclarations relatives à l'IRPP contenant des informations sur les revenus pré-remplies |       |
|--------------------------|----------------------------|------|--|------|--|------|--|-------|---------------|------|--|-------|
|                          | 2018                       | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019  | 2018          | 2019 | 2018   | 2019  |
| Lituanie                 | 0.1                        | 0.1  | 29.2   | 40.9 | 29.2   | 40.9 | 40.3   | 18.0  | 1.3           | 0.0  | 94.1   | 99.9  |
| Luxembourg               | 9.1                        | 11.6 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 90.9   | 88.4  | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Malaisie                 | 3.4                        | 1.8  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 96.6   | 98.2  | 0.0           | 0.0  | 96.6   | 98.2  |
| Malte                    | D                          | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D     | D             | D    | D  | D     |
| Maroc                    | 32.3                       | 40.7 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 67.7   | 59.3  | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Mexique                  | 0.0                        | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 9.8  | 12.7 | 90.2   | 87.3  | 0.0           | 0.0  | 100.0  | 100.0 |
| Norvège                  | 2.0                        | 1.6  | 67.8   | 60.9 | 21.8   | 29.7 | 8.3  | 7.8   | 0.0           | 0.0  | 98.0   | 98.4  |
| Nouvelle-Zélande         | 1.7                        | D    | 0.0  | D    | 76.2   | D    | 22.1   | D     | 0.0           | D    | 76.2   | D     |
| Pays-Bas                 | 2.1                        | 1.9  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 97.9   | 98.1  | 0.0           | 0.0  | 97.9   | 98.1  |
| Pérou                    | 0.0                        | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 | 0.0           | 0.0  | 100.0  | 100.0 |
| Pologne <sup>2</sup>     | 14.5                       | 8.1  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 85.5   | 91.9  | 0.0           | 0.0  | D  | D     |
| Portugal                 | 0.0                        | 0.0  | 2.2  | 1.9  | 30.5   | 30.1 | 67.3   | 68.1  | 0.0           | 0.0  | 100.0  | 100.0 |
| République slovaque      | 59.3                       | 56.4 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 40.7   | 43.6  | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| République tchèque       | 79.7                       | 78.6 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 20.3   | 21.4  | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Roumanie                 | 73.6                       | 28.1 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 26.4   | 71.9  | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Royaume-Uni <sup>3</sup> | 11.1                       | 9.6  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 88.9   | 90.4  | 0.0           | 0.0  | D  | D     |
| Russie                   | D                          | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D     | D             | D    | D  | D     |
| Singapour                | 1.6                        | 1.6  | 62.6   | 63.2 | 0.0  | 0.0  | 35.9   | 35.2  | 0.0           | 0.0  | 98.4   | 98.4  |
| Slovénie                 | 91.6                       | 87.0 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 8.4  | 13.0  | 0.0           | 0.0  | 8.4  | 13.0  |
| Suède                    | 27.2                       | 18.2 | 0.0  | 0.0  | 58.4   | 65.7 | 14.4   | 16.1  | 0.0           | 0.0  | 72.8   | 81.8  |
| Suisse                   | D                          | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D     | D             | D    | D  | D     |
| Thaïlande                | 19.8                       | 17.9 | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 80.2   | 82.1  | 0.0           | 0.0  | 0.0  | 0.0   |
| Turquie                  | 0.1                        | 0.1  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 0.0  | 99.9   | 99.9  | 0.0           | 0.0  | 13.1   | 11.2  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302519>

1. France : Toutes les déclarations électroniques sont incluses dans la catégorie « Partiellement pré-remplies » car il n'est pas possible d'établir une distinction entre les différentes catégories de déclarations électroniques.
2. Pologne : Toutes les déclarations électroniques sont incluses dans la catégorie « Partiellement pré-remplies » car il n'est pas possible d'établir une distinction entre les différentes catégories de déclarations électroniques.
3. Royaume-Uni : Toutes les déclarations électroniques sont incluses dans la catégorie « Partiellement pré-remplies » car il n'est pas possible d'établir une distinction entre les différentes catégories de déclarations électroniques.

| Formule | Déclarations papier [A.45] / Total [A.43] * 100 | Entièrement pré-remplies, acceptation présumée [A.45] / Total [A.43] * 100 | Entièrement pré-remplies, confirmation requise [A.45] / Total [A.43] * 100 | (Partiellement pré-remplies [A.45] + Non pré-remplies [A.45]) / Total [A.43] * 100 | Autres [A.45] / Total [A.43] * 100 | (Entièrement pré-remplies, acceptation réputée [A.45] + Entièrement pré-remplies, confirmation requise [A.45] + Partiellement pré-remplies [A.45]) / Total [A.43] * 100 |
|---------|---|--|--|--|------------------------------------|---|
|---------|---|--|--|--|------------------------------------|---|

Tableau D.16 **Part des déclarations par canal : TVA**

| Juridiction                     | Pourcentage de de déclarations relatives à la TVA reçues au moyen des canaux ci-dessous |      |   |      |   |      |   |       |              |      |
|---------------------------------|---|------|---|------|---|------|---|-------|--------------|------|
|                                 | Déclarations papier – TVA   |      | Déclarations électroniques – entièrement pré-remplies, acceptation présumée – TVA |      | Déclarations électroniques – entièrement pré-remplies, confirmation requise – TVA |      | Déclarations électroniques – partiellement pré-remplies ou non pré-remplies – TVA |       | Autres – TVA |      |
|                                 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019  | 2018         | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 11.4  | 14.0 | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 88.6  | 86.0  | 0.0          | 0.0  |
| Allemagne                       | 8.4   | 7.4  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 91.6  | 92.6  | 0.0          | 0.0  |
| Arabie saoudite                 | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Argentine                       | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.3  | 100.0   | 99.7  | 0.0          | 0.0  |
| Australie                       | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D   | D     | D            | D    |
| Autriche                        | 7.6   | 7.7  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 92.4  | 92.3  | 0.0          | 0.0  |
| Belgique                        | 1.4   | 1.1  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 98.6  | 98.9  | 0.0          | 0.0  |
| Brésil                          | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Bulgarie                        | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Canada                          | 10.8  | 8.7  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 89.2  | 91.3  | 0.0          | 0.0  |
| Chili                           | 0.5   | 0.2  | 0.0   | 0.0  | 60.9  | 65.4 | 38.6  | 34.3  | 0.0          | 0.0  |
| Chine (République populaire de) | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D   | D     | D            | D    |
| Chypre                          | 5.7   | 4.1  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 94.3  | 95.9  | 0.0          | 0.0  |
| Colombie                        | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Corée                           | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D   | D     | D            | D    |
| Costa Rica                      | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Croatie                         | 0.5   | 0.3  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 99.5  | 99.7  | 0.0          | 0.0  |
| Danemark                        | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Espagne                         | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Estonie                         | 0.5   | 0.3  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 99.5  | 99.7  | 0.0          | 0.0  |
| États-Unis                      |   |      |   |      |   |      |   |       |              |      |
| Finlande                        | 4.9   | 3.8  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 95.1  | 96.2  | 0.0          | 0.0  |
| France                          | 2.3   | 2.2  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 97.7  | 97.8  | 0.0          | 0.0  |
| Géorgie                         | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Grèce                           | 0.4   | 0.4  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 99.6  | 99.6  | 0.0          | 0.0  |
| Hong Kong (Chine)               |   |      |   |      |   |      |   |       |              |      |
| Hongrie                         | 0.1   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 99.9  | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Inde                            |   |      |   |      |   |      |   |       |              |      |
| Indonésie                       | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D   | D     | D            | D    |
| Irlande                         | 0.3   | 0.3  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 99.7  | 99.7  | 0.0          | 0.0  |
| Islande                         | 0.7   | 0.6  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 99.3  | 99.4  | 0.0          | 0.0  |
| Israël                          | 30.5  | 23.0 | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 69.5  | 77.0  | 0.0          | 0.0  |
| Italie                          | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Japon                           | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D   | D     | D            | D    |
| Kenya                           | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Lettonie                        | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |

## Pourcentage de de déclarations relatives à la TVA reçues au moyen des canaux ci-dessous

| Juridiction              | Déclarations papier – TVA |      | Déclarations électroniques – entièrement pré-remplies, acceptation présumée – TVA |      | Déclarations électroniques – entièrement pré-remplies, confirmation requise – TVA |      | Déclarations électroniques – partiellement pré-remplies ou non pré-remplies – TVA |       | Autres – TVA |      |
|--------------------------|---------------------------|------|---|------|---|------|---|-------|--------------|------|
|                          | 2018                      | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019  | 2018         | 2019 |
| Lituanie                 | 0.0                       | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Luxembourg               | 4.9                       | 2.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 95.1  | 98.0  | 0.0          | 0.0  |
| Malaisie                 |                           |      |   |      |   |      |   |       |              |      |
| Malte                    | D                         | D    | D   | D    | D   | D    | D   | D     | D            | D    |
| Maroc                    | 2.3                       | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 97.7  | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Mexique                  | D                         | D    | D   | D    | D   | D    | D   | D     | D            | D    |
| Norvège                  | 0.0                       | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Nouvelle-Zélande         | 13.5                      | 9.3  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 86.5  | 90.7  | 0.0          | 0.0  |
| Pays-Bas                 | 0.0                       | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Pérou                    | 0.0                       | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Pologne <sup>1</sup>     | 1.7                       | 0.4  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 98.3  | 99.6  | 0.0          | 0.0  |
| Portugal                 | 0.0                       | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| République slovaque      | 0.1                       | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 99.9  | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| République tchèque       | 0.1                       | 0.2  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 99.9  | 99.8  | 0.0          | 0.0  |
| Roumanie                 | 1.7                       | 1.1  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 98.3  | 98.9  | 0.0          | 0.0  |
| Royaume-Uni <sup>2</sup> | 0.6                       | 0.7  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 99.4  | 99.3  | 0.0          | 0.0  |
| Russie                   | D                         | D    | D   | D    | D   | D    | D   | D     | D            | D    |
| Singapour                | 0.6                       | 0.5  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 99.4  | 99.5  | 0.0          | 0.0  |
| Slovénie                 | 0.0                       | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 100.0   | 100.0 | 0.0          | 0.0  |
| Suède                    | 28.3                      | 22.2 | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 71.7  | 77.8  | 0.0          | 0.0  |
| Suisse                   | D                         | D    | D   | D    | D   | D    | D   | D     | D            | D    |
| Thaïlande                | 46.2                      | 41.9 | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 53.8  | 58.1  | 0.0          | 0.0  |
| Turquie                  | 0.3                       | 0.3  | 0.0   | 0.0  | 0.0   | 0.0  | 99.7  | 99.7  | 0.0          | 0.0  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302538>

1. Pologne : Toutes les déclarations électroniques sont incluses dans la catégorie « Partiellement pré-remplies » car il n'est pas possible d'établir une distinction entre les différentes catégories de déclarations électroniques.
2. Royaume-Uni : Toutes les déclarations électroniques sont incluses dans la catégorie « Partiellement pré-remplies » car il n'est pas possible d'établir une distinction entre les différentes catégories de déclarations électroniques.

| Formule | Déclarations papier [A.46] / Total [A.43] * 100 | Entièrement pré-remplies, acceptation présumée [A.46] / Total [A.43] * 100 | Entièrement pré-remplies, confirmation requise [A.46] / Total [A.43] * 100 | (Partiellement pré-remplies [A.46] + Non pré-remplies [A.46]) / Total [A.43] * 100 | Autres [A.46] / Total [A.43] * 100 |
|---------|---|--|--|--|------------------------------------|
|---------|---|--|--|--|------------------------------------|

Tableau D.17 **Respect des délais de paiement**

| Juridiction                     | Taux de respect des délais de paiement (%) |       |       |       |  |       |       |       |
|---------------------------------|--|-------|-------|-------|--|-------|-------|-------|
|                                 | IRPP                                       |       | IS    |       | Impôts à la source<br>prélevés par<br>les employeurs |       | TVA   |       |
|                                 | 2018                                       | 2019  | 2018  | 2019  | 2018   | 2019  | 2018  | 2019  |
| Afrique du Sud                  | 51.5                                       | 44.6  | 28.3  | 41.0  | 96.5   | 96.8  | 92.2  | 91.5  |
| Allemagne                       | D  | D     | D     | D     | D  | D     | D     | D     |
| Arabie saoudite                 |  |       | 53.2  | 38.2  |  |       | 88.6  | 89.5  |
| Argentine                       | 55.3                                       | 57.8  | 86.9  | 86.5  | 82.2   | 83.2  | 84.3  | 83.8  |
| Australie                       | 69.5                                       | 71.2  | 85.8  | 88.1  | 95.0   | 95.0  | 88.4  | 88.7  |
| Autriche                        | 90.7                                       | 90.7  | 97.1  | 97.2  | 99.4   | 99.5  | 96.9  | 97.0  |
| Belgique                        | 71.6                                       | 71.4  | 80.3  | 64.4  | 99.3   | 99.5  | 98.5  | 98.5  |
| Brésil                          | 96.4                                       | 96.3  | 96.7  | 95.9  | 98.1   | 98.2  | 97.3  | 97.4  |
| Bulgarie                        | 85.2                                       | 87.0  | 85.3  | 86.5  | 84.9   | 86.7  | 85.2  | 86.1  |
| Canada                          | 94.0                                       | 94.0  | 85.7  | 86.6  | D  | D     | D     | D     |
| Chili                           | D  | D     | D     | D     | D  | D     | D     | D     |
| Chine (République populaire de) | D  | D     | D     | D     | D  | D     | D     | D     |
| Chypre                          | D  | D     | D     | D     | D  | D     | D     | D     |
| Colombie                        | D  | D     | D     | D     | D  | D     | 98.5  | 98.7  |
| Corée                           | D  | D     | D     | D     | D  | D     | D     | D     |
| Costa Rica                      | 72.8                                       | 56.9  | 25.6  | 46.3  | 0.1  | 0.1   | 8.1   | 19.5  |
| Croatie                         | D  | D     | D     | D     | D  | D     | D     | D     |
| Danemark                        | D  | D     | 93.4  | 91.2  | 96.5   | 96.6  | 91.0  | 91.9  |
| Espagne                         | 96.5                                       | 95.9  | 91.8  | 93.3  | 99.7   | 99.7  | 94.5  | 94.4  |
| Estonie                         | 75.1                                       | 79.8  | 74.4  | 82.8  | 79.5   | 79.9  | 78.1  | 77.9  |
| États-Unis                      | D  | D     | D     | D     | D  | D     |       |       |
| Finlande                        | 88.6                                       | 76.9  | 90.7  | 89.8  | 95.9   | 95.7  | 90.5  | 90.2  |
| France                          | 93.8                                       | 90.1  | D     | D     |  | 99.5  | 96.5  | 96.0  |
| Géorgie                         | 97.0                                       | 96.8  | 93.8  | 91.2  | 98.6   | 99.3  | 97.1  | 96.1  |
| Grèce                           | 67.9                                       | 68.3  | 88.3  | 88.8  | 94.0   | 94.1  | 86.8  | 88.2  |
| Hong Kong (Chine)               | 92.2                                       | 92.0  | 94.2  | 94.2  |  |       |       |       |
| Hongrie                         | D  | D     | D     | D     | D  | D     | D     | D     |
| Inde                            | D  | D     | D     | D     | D  | D     |       |       |
| Indonésie                       | 83.6                                       | 80.2  | 87.7  | 89.6  | 84.8   | 80.9  | 80.4  | 78.8  |
| Irlande                         | 98.4                                       | 98.1  | 99.3  | 98.1  | 98.9   | 98.6  | 98.1  | 98.0  |
| Islande                         | D  | D     | D     | D     | D  | D     | D     | D     |
| Israël                          | 101.5                                      | 99.9  | 103.0 | 100.3 | 97.1   | 99.0  | 90.1  | 89.9  |
| Italie                          | D  | D     | D     | D     | D  | D     | D     | D     |
| Japon                           | D  | D     | D     | D     | D  | D     | D     | D     |
| Kenya                           | 100.0                                      | 100.0 | 100.0 | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 100.0 | 100.0 |
| Lettonie                        | D  | D     | D     | D     | D  | D     | D     | D     |
| Lituanie                        | 89.9                                       | 88.1  | 96.8  | 90.3  | 90.3   | 88.7  | 99.1  | 96.5  |
| Luxembourg                      | D  | D     | D     | D     | D  | D     | D     | D     |
| Malaisie                        | 74.5                                       | 78.3  | 70.2  | 86.1  | D  | D     |       |       |

| Taux de respect des délais de paiement (%) |      |      |      |      |  |      |      |      |
|--|------|------|------|------|--|------|------|------|
| Juridiction                                | IRPP |      | IS   |      | Impôts à la source prélevés par les employeurs |      | TVA  |      |
|  | 2018 | 2019 | 2018 | 2019 | 2018   | 2019 | 2018 | 2019 |
| Malte                                      | 70.9 | 72.6 | 75.6 | 80.7 | 97.1   | 94.2 | 72.3 | 61.9 |
| Maroc                                      | D    | D    | D    | D    | D  | D    | D    | D    |
| Mexique                                    | D    | D    | D    | D    | D  | D    | D    | D    |
| Norvège                                    | 76.9 | 77.8 | 90.1 | 92.1 | 95.8   | 95.3 | 88.4 | 88.3 |
| Nouvelle-Zélande                           | 94.4 | 92.1 | 97.9 | 71.2 | 98.7   | 98.3 | 96.4 | 96.7 |
| Pays-Bas                                   | 95.1 | 95.3 | 97.9 | 97.9 | 99.1   | 99.0 | 98.2 | 98.5 |
| Pérou                                      | 44.0 | 45.2 | 87.0 | 87.9 | 96.9   | 97.1 | 87.5 | 93.0 |
| Pologne                                    | 79.1 | 78.1 | 92.9 | 92.1 | 96.2   | 95.9 | 87.9 | 87.7 |
| Portugal                                   | D    | D    | D    | D    | 99.2   | 95.5 | 97.1 | 97.8 |
| République slovaque                        | 93.4 | 79.2 | 88.0 | 95.9 | 94.4   | 95.0 | 88.6 | 91.2 |
| République tchèque                         | 83.4 | 82.6 | 94.6 | 94.2 | D  | D    | 92.2 | 91.8 |
| Roumanie                                   | 86.2 | 86.9 | 87.3 | 89.5 | 85.7   | 86.7 | 86.2 | 85.4 |
| Royaume-Uni                                | D    | D    | D    | D    | D  | D    | 82.7 | 82.5 |
| Russie                                     | 99.0 | 99.2 | 98.6 | 98.7 | 99.0   | 99.2 | 96.3 | 96.4 |
| Singapour                                  | 90.1 | 91.2 | 84.9 | 84.3 |  |      | 89.9 | 90.4 |
| Slovénie                                   | 90.9 | 91.4 | 91.7 | 92.7 | 91.9   | 92.6 | 91.0 | 90.4 |
| Suède                                      | D    | D    | D    | D    | D  | D    | D    | D    |
| Suisse                                     | D    | D    | D    | D    | D  | D    | D    | D    |
| Thaïlande                                  | D    | D    | D    | D    | D  | D    | D    | D    |
| Turquie                                    | D    | D    | D    | D    | D  | D    | D    | D    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302557>

| Formule | Valeur des paiements reçus dans les délais [A.26] / Valeur des paiements attendus à la date d'échéance [A.26] * 100 | Valeur des paiements reçus dans les délais [A.27] / Valeur des paiements attendus à la date d'échéance [A.27] * 100 | Valeur des paiements reçus dans les délais [A.28] / Valeur des paiements attendus à la date d'échéance [A.28] * 100 | Valeur des paiements reçus dans les délais [A.29] / Valeur des paiements attendus à la date d'échéance [A.29] * 100 |
|---------|---|---|---|---|
|         |   |   |   |   |

Tableau D.18 **Part des paiements électroniques et retenue à la source par des tiers**

| Part des paiements électroniques et retenue à la source par des tiers |  |       |  |       |   |      |
|---|--|-------|--|-------|---|------|
| Juridiction   | Pourcentage de paiements électroniques par nombre de paiements |       | Pourcentage de paiements électroniques par valeur de paiements |       | Pourcentage estimé de l'impôt sur le revenu des personnes physiques prélevé à la source par des tiers et reversé à l'administration |      |
|   | 2018   | 2019  | 2018   | 2019  | 2018  | 2019 |
| Afrique du Sud  | 85.5   | 98.5  | 84.1   | 99.9  | 95.5  | 95.8 |
| Allemagne   | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | D   | D    |
| Arabie saoudite   | 98.3   | 99.0  | 98.0   | 99.0  | 0.0   | 0.0  |
| Argentine   | 77.2   | 76.8  | 98.0   | 98.1  | 81.7  | 84.7 |
| Australie   | D  | D     | D  | D     | D   | D    |
| Autriche  | 98.0   | 98.0  | D  | D     | 87.6  | 86.5 |
| Belgique  | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 93.2  | 92.6 |
| Brésil  | 64.1   | 67.7  | 77.6   | 81.4  | 77.8  | 77.8 |
| Bulgarie  | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 88.0  | 89.0 |
| Canada  | 82.1   | 83.8  | 89.1   | 89.5  | D   | D    |
| Chili   | D  | D     | D  | D     | 86.1  | 88.7 |
| Chine (République populaire de)                                       | 84.0   | 88.0  | 79.0   | 81.0  | 80.0  | 85.0 |
| Chypre  | 37.6   | 52.5  | 29.9   | 35.8  | 50.0  | 41.0 |
| Colombie  | 23.0   | 29.0  | 33.0   | 37.0  | 84.0  | 89.0 |
| Corée   | 68.9   | 75.7  | 45.6   | 50.4  | D   | D    |
| Costa Rica  | 99.5   | 99.6  | 99.5   | 99.6  | 12.2  | 10.4 |
| Croatie   | D  | D     | D  | D     | D   | D    |
| Danemark  | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 95.0  | 95.0 |
| Espagne   | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 84.1  | 67.9 |
| Estonie   | 98.1   | 98.1  | 100.0  | 100.0 | 96.2  | 95.9 |
| États-Unis  | D  | D     | D  | D     | 78.7  | 79.1 |
| Finlande  | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 89.2  | 89.0 |
| France  | D  | D     | 90.3   | 92.8  | D   | 79.0 |
| Géorgie   | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 92.8  | 92.9 |
| Grèce   | 86.6   | 88.7  | 87.8   | 89.3  | 74.0  | 75.0 |
| Hong Kong (Chine)   | 55.4   | 55.5  | 23.2   | 20.7  | D   | D    |
| Hongrie   | 86.5   | 86.6  | 99.3   | 99.3  | 93.3  | 95.4 |
| Inde  | D  | D     | D  | D     | 48.0  | 51.0 |
| Indonésie   | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 54.1  | 66.1 |
| Irlande   | 94.6   | 96.9  | 93.9   | 94.4  | 95.6  | 95.1 |
| Islande   | D  | D     | D  | D     | D   | D    |
| Israël  | 34.0   | 41.0  | 36.0   | 42.0  | 70.6  | 67.0 |
| Italie  | 66.0   | 67.0  | 96.0   | 96.0  | 89.0  | 89.0 |
| Japon   | 23.2   | 25.6  | D  | D     | 84.0  | 84.0 |
| Kenya   | 75.0   | 80.0  | 60.0   | 58.4  | 72.7  | 71.1 |
| Lettonie  | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 86.0  | 83.0 |
| Lituanie  | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 99.0  | 97.7 |
| Luxembourg  | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 41.0  | 40.0 |

| Part des paiements électroniques et retenue à la source par des tiers |  |       |  |       |   |      |
|---|--|-------|--|-------|---|------|
| Juridiction   | Pourcentage de paiements électroniques par nombre de paiements |       | Pourcentage de paiements électroniques par valeur de paiements |       | Pourcentage estimé de l'impôt sur le revenu des personnes physiques prélevé à la source par des tiers et reversé à l'administration |      |
|   | 2018   | 2019  | 2018   | 2019  | 2018  | 2019 |
| Malaisie  | 43.7   | 56.0  | 47.4   | 52.3  | 22.1  | 18.1 |
| Malte   | 16.0   | 21.0  | 17.0   | 19.0  | 83.4  | 83.3 |
| Maroc   | 55.5   | 64.2  | 80.8   | 85.2  | 75.0  | 80.0 |
| Mexique   | 34.0   | 35.0  | 94.0   | 93.0  | 42.9  | 43.7 |
| Norvège   | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 93.7  | 93.5 |
| Nouvelle-Zélande <sup>1</sup>   | 91.0   | 93.0  | 97.0   | 97.0  | 86.4  | 86.0 |
| Pays-Bas  | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 99.2  | 98.3 |
| Pérou   | 51.6   | 54.5  | 76.4   | 77.8  | 99.3  | 99.4 |
| Pologne   | 98.9   | 98.4  | 99.9   | 99.9  | 73.8  | 72.2 |
| Portugal  | 84.0   | 86.0  | 89.0   | 91.0  | 84.1  | 84.1 |
| République slovaque   | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 97.8  | 97.3 |
| République tchèque  | 87.1   | 87.9  | 99.6   | 99.6  | 96.0  | 96.0 |
| Roumanie  | 47.2   | 53.9  | 84.0   | 86.3  | 83.0  | 81.1 |
| Royaume-Uni   | 95.0   | 95.7  | 98.1   | 98.6  | D   | D    |
| Russie  | D  | D     | D  | D     | 94.8  | 94.4 |
| Singapour   | 97.1   | 97.7  | 83.5   | 86.1  | D   | D    |
| Slovénie  | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | 82.8  | 81.3 |
| Suède   | 100.0  | 100.0 | 100.0  | 100.0 | D   | D    |
| Suisse  | D  | D     | D  | D     | D   | D    |
| Thaïlande   | D  | 44.4  | D  | 59.6  | 90.3  | 90.4 |
| Turquie   | 62.5   | 63.1  | 81.3   | 80.5  | D   | D    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302576>

1. Nouvelle-Zélande : Les pourcentages de paiements électroniques concernent uniquement la taxe sur les biens et services.

| Formule | Pourcentage de paiements électroniques - nombre [A.47] | Pourcentage de paiements électroniques - valeur [A.47] | Pourcentage estimé de l'impôt sur le revenu des personnes physiques prélevé à la source par des tiers et reversé à l'administration [A.26] |
|---------|--|--|--|
|         |  |  |  |

Tableau D.19 Arriérés : stock à la clôture, arriérés recouvrables et arriérés relatifs aux entreprises publiques

| Stock à la clôture des arriérés, des arriérés recouvrables et des arriérés relatifs aux entreprises publiques |  |       |  |       |  |      |  |       |
|---|--|-------|--|-------|--|------|--|-------|
| Juridiction   | Stock à la clôture des arriérés en pourcentage du total des recettes collectées <sup>1</sup> |       | Stock à la clôture des arriérés recouvrables en pourcentage du stock à la clôture des arriérés |       | Stock à la clôture des arriérés relatifs aux entreprises publiques en pourcentage du stock à la clôture des arriérés |      | Stock à la clôture des arriérés recouvrables relatifs aux entreprises publiques en pourcentage du stock à la clôture des arriérés relatifs aux entreprises publiques |       |
|   | 2018   | 2019  | 2018   | 2019  | 2018   | 2019 | 2018   | 2019  |
| Afrique du Sud  | 11.8   | 12.5  | 76.1   | 81.6  | 0.6  | 0.4  | 14.6   | 23.6  |
| Allemagne   | 1.1  | 1.1   | 44.4   | D     | D  | D    | D  | D     |
| Arabie saoudite   | D  | 49.0  | D  | 100.0 | D  | 0.0  | D  | 0.0   |
| Argentine   | 3.6  | 3.3   | D  | D     | D  | D    | D  | D     |
| Australie   | 10.3   | 10.8  | 58.7   | 58.4  | 0.0  | 0.1  | 89.7   | 97.5  |
| Autriche  | 7.9  | 7.6   | 44.8   | 42.5  | D  | D    | D  | D     |
| Belgique  | 15.2   | 15.5  | 84.3   | 84.7  | 0.8  | 0.1  | 0.2  | 0.8   |
| Bésil   | 156.4  | 149.1 | 100.0  | 100.0 | 0.0  | 0.0  |  |       |
| Bulgarie  | 27.1   | 23.8  | 55.6   | 54.1  | 0.6  | 0.4  | 100.0  | 100.0 |
| Canada  | 13.4   | 13.4  | 66.6   | 64.9  | D  | D    | D  | D     |
| Chili   | 105.4  | 102.1 | 76.9   | 85.3  | 0.2  | 0.2  | 95.4   | 100.0 |
| Chine (République populaire de)   | D  | D     | D  | D     | D  | D    | D  | D     |
| Chypre  | 45.5   | 45.0  | 43.2   | 43.2  | 0.9  | 1.1  | D  | D     |
| Colombie  | 15.6   | 15.2  | 62.6   | 68.9  | 0.0  | 0.0  |  |       |
| Corée   | 7.0  | 7.3   | 54.4   | 52.4  | D  | D    | D  | D     |
| Costa Rica  | 5.4  | 8.1   | 70.0   | 88.0  | 0.1  | 0.5  | 70.0   | 88.0  |
| Croatie   | 19.9   | 16.6  | 15.7   | 14.5  | D  | D    | D  | D     |
| Danemark  | 8.0  | 8.4   | 52.9   | 60.7  | 43.7   | 45.3 | 42.3   | 73.8  |
| Espagne   | 9.6  | 9.1   | D  | D     | D  | D    | D  | D     |
| Estonie   | 6.1  | 6.3   | 85.1   | 87.8  | D  | D    | D  | D     |
| États-Unis  | 8.2  | 8.3   | 41.0   | 40.4  | 0.0  | 0.0  |  |       |
| Finlande <sup>2</sup>   | 5.7  | 5.0   | 57.3   | 49.6  | D  | D    | D  | D     |
| France  | 6.6  | 6.4   | D  | D     | D  | D    | D  | D     |
| Géorgie   | 57.9   | 62.0  | 19.0   | 21.6  | 5.0  | 4.5  | 54.4   | 58.0  |
| Grèce <sup>3</sup>  | 225.7  | 212.3 | 81.6   | 78.6  | 11.2   | 10.7 | 99.6   | 99.6  |
| Hong Kong (Chine)   | 12.1   | 13.3  | 52.8   | 56.6  | 0.0  | 0.0  |  |       |
| Hongrie   | 13.8   | 12.5  | 29.0   | 30.8  | D  | D    | D  | D     |
| Inde  | 102.3  | 140.0 | D  | D     | D  | D    | D  | D     |
| Indonésie   | 6.1  | D     | 39.6   | D     | 5.2  | D    | 60.9   | D     |
| Irlande   | 6.5  | 6.0   | 23.6   | 21.3  | 0.3  | 0.1  | 62.4   | 76.2  |
| Islande   | 20.3   | 17.2  | D  | D     | D  | D    | D  | D     |
| Israël  | 20.5   | 23.9  | 74.3   | 71.9  | D  | D    | D  | D     |
| Italie  | 191.6  | 200.7 | 5.0  | 5.0   | D  | D    | D  | D     |
| Japon <sup>4</sup>  | 1.5  | 1.4   | D  | D     | D  | D    | D  | D     |
| Kenya   | 23.8   | 29.7  | 22.7   | 23.2  | D  | 10.2 | D  | D     |
| Lettonie  | 11.2   | 8.8   | 24.9   | 24.5  | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 100.0 |
| Lituanie  | 5.8  | 4.8   | 35.4   | 40.9  | 1.4  | 1.4  | 17.6   | 19.8  |
| Luxembourg <sup>5</sup>   | 11.8   | 12.8  | D  | D     | D  | D    | D  | D     |
| Malaisie  | 8.3  | 7.9   | 90.9   | 94.5  | 0.0  | 0.0  |  |       |

| Stock à la clôture des arriérés, des arriérés recouvrables et des arriérés relatifs aux entreprises publiques |  |       |  |      |  |      |  |      |
|---|--|-------|--|------|--|------|--|------|
| Juridiction   | Stock à la clôture des arriérés en pourcentage du total des recettes collectées <sup>1</sup> |       | Stock à la clôture des arriérés recouvrables en pourcentage du stock à la clôture des arriérés |      | Stock à la clôture des arriérés relatifs aux entreprises publiques en pourcentage du stock à la clôture des arriérés |      | Stock à la clôture des arriérés recouvrables relatifs aux entreprises publiques en pourcentage du stock à la clôture des arriérés relatifs aux entreprises publiques |      |
|   | 2018   | 2019  | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 |
| Malte   | 102.4  | 117.6 | 8.8  | 10.1 | D  | D    | D  | D    |
| Maroc   | D  | D     | D  | D    | D  | D    | D  | D    |
| Mexique   | 23.5   | 21.3  | 89.1   | 89.3 | 0.2  | 0.2  | 99.4   | 99.5 |
| Norvège   | 2.9  | 2.8   | 84.6   | 85.0 | D  | D    | D  | D    |
| Nouvelle-Zélande  | 6.1  | 6.6   | 74.5   | 80.8 | D  | D    | D  | D    |
| Pays-Bas  | 5.1  | 6.1   | 56.5   | 44.0 | D  | D    | D  | D    |
| Pérou   | 129.9  | 120.4 | 29.2   | 35.3 | 2.7  | 2.7  | 77.3   | 83.0 |
| Pologne   | 31.3   | 31.0  | D  | D    | 0.0  | 0.0  | 100.0  | 99.8 |
| Portugal  | 36.8   | 37.1  | 31.7   | 29.7 | 0.0  | 0.5  | 0.0  | 0.0  |
| République slovaque   | 28.2   | 27.4  | 7.3  | 7.4  | 0.0  | 0.0  | 9.1  | 0.0  |
| République tchèque  | 16.8   | 16.8  | 28.8   | 23.0 | D  | D    |  |      |
| Roumanie  | 44.4   | 43.0  | 15.6   | 17.5 | 12.8   | 13.3 | 3.7  | 10.2 |
| Royaume-Uni   | 2.4  | 2.5   | 83.6   | 82.5 | D  | D    | D  | D    |
| Russie  | 7.0  | 6.1   | 99.4   | 99.7 | D  | D    | D  | D    |
| Singapour   | 1.7  | 1.6   | D  | D    | D  | D    | D  | D    |
| Slovénie  | 7.3  | 6.8   | 56.8   | 53.9 | 0.1  | 0.3  | 4.4  | 54.4 |
| Suède <sup>6</sup>  | 0.2  | 0.1   | D  | D    | D  | D    | D  | D    |
| Suisse  | D  | D     | D  | D    | D  | D    | D  | D    |
| Thaïlande   | 24.3   | 25.2  | 65.4   | 56.4 | D  | D    | D  | D    |
| Turquie   | D  | D     | D  | D    | D  | D    | D  | D    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302595>

- Note : Afin de faciliter la comparaison avec les données et indicateurs des éditions précédentes de l'enquête ISORA, la TVA (importations brutes) a été supprimée du total des recettes collectées nettes.
- Finlande : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).
- Grèce : Les arriérés n'incluent pas les intérêts ni les pénalités.
- Japon : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).
- Luxembourg : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).
- Suède : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).

| Formule | Stock à la clôture des arriérés en fin d'exercice [A.31] / (Total des recettes collectées nettes [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5]) * 100 | (Stock à la clôture des arriérés en fin d'exercice [A.31] - Stock à la clôture des arriérés considérés comme irrécouvrables en fin d'exercice [A.31]) / Stock à la clôture des arriérés en fin d'exercice [A.31] | Total des arriérés relatifs aux entreprises publiques [A.31] / Stock à la clôture des arriérés en fin d'exercice [A.31] | (Total des arriérés relatifs aux entreprises publiques [A.31] - Arriérés relatifs aux entreprises publiques considérés comme irrécouvrables [A.31]) / Total des arriérés relatifs aux entreprises publiques [A.31] |
|---------|---|--|---|--|
|---------|---|--|---|--|

Tableau D.20

## Arriérés recouverts par type d'impôt

| Juridiction                     | Arriérés recouverts par type d'impôt                |       |   |       |   |      |  |       |
|---------------------------------|---|-------|---|-------|---|------|--|-------|
|                                 | Arriérés d'IS<br>en pourcentage<br>de l'IS collecté |       | Arriérés d'IRPP<br>en pourcentage<br>de l'IRPP collecté |       | Arriérés d'impôts<br>à la source prélevés par<br>les employeurs<br>en pourcentage<br>de l'IRPP collecté |      | Arriérés de TVA<br>en pourcentage<br>de la TVA collectée |       |
|                                 | 2018  | 2019  | 2018  | 2019  | 2018  | 2019 | 2018   | 2019  |
| Afrique du Sud                  | 16.3  | 15.8  | 7.0   | 7.2   | 9.2   | 10.4 | 5.0  | 5.4   |
| Allemagne                       | D   | D     | D   | D     | D   | D    | D  | D     |
| Arabie saoudite                 | 0.0   | 0.0   |   |       |   |      | 0.0  | 0.0   |
| Argentine                       | 1.9   | 2.0   | 4.1   | 3.4   | 21.8  | 15.6 | 3.1  | 3.2   |
| Australie                       | 9.7   | 9.9   | 5.1   | 5.1   | 3.0   | 3.2  | 8.7  | 8.7   |
| Autriche                        | 9.6   | 8.9   | 3.9   | 3.7   | 0.8   | 0.8  | 8.7  | 8.0   |
| Belgique                        | 41.8  | 42.9  | 4.9   | 5.0   | 1.1   | 1.1  | 18.7   | 19.2  |
| Brésil                          | 250.5   | 218.6 | 34.0  | 26.3  | 91.9  | 79.0 | 111.0  | 123.6 |
| Bulgarie <sup>1</sup>           | 23.4  | 22.0  | 19.1  | 17.3  | D   | D    | 20.1   | 18.4  |
| Canada                          | 21.7  | 22.1  | 11.3  | 11.2  | 1.3   | 1.3  | 22.6   | 23.4  |
| Chili                           | 70.3  | 72.5  | 171.9   | 128.4 | D   | D    | 80.3   | 79.3  |
| Chine (République populaire de) | D   | D     | D   | D     | D   | D    | D  | D     |
| Chypre                          | 80.9  | 84.7  | 29.3  | 28.6  | 21.3  | 21.9 | 29.6   | 29.1  |
| Colombie                        | 7.1   | 7.6   | 11.1  | 12.3  | D   | D    | 5.6  | 5.9   |
| Corée                           | 1.0   | 1.0   | 2.8   | 2.9   | 0.3   | 0.3  | 5.5  | 5.8   |
| Costa Rica                      | 7.9   | 9.6   | 5.8   | 6.2   | 0.5   | 1.0  | 4.0  | 8.8   |
| Croatie <sup>2</sup>            | 7.7   | 8.9   | 23.7  | 19.8  | D   | D    | 11.9   | 10.1  |
| Danemark                        | 10.2  | 10.4  | 8.1   | 8.2   | 4.9   | 5.2  | 5.1  | 5.2   |
| Espagne                         | 18.7  | 18.8  | 3.2   | 3.1   | 2.1   | 1.8  | 11.2   | 10.5  |
| Estonie                         | 5.3   | 4.8   | 0.7   | 0.6   | 1.2   | 1.1  | 6.7  | 6.3   |
| États-Unis                      | 19.1  | 19.2  | 13.1  | 13.3  | D   | D    |  |       |
| Finlande                        | 13.2  | 6.9   | 2.2   | 2.2   | 2.0   | 2.0  | 9.6  | 8.6   |
| France                          | D   | D     | D   | D     |   | D    | D  | D     |
| Géorgie                         | D   | D     | D   | D     | D   | D    | D  | D     |
| Grèce <sup>3</sup>              | 365.9   | 309.3 | 102.0   | 80.2  | 2.6   | 2.3  | 159.1  | 150.2 |
| Hong Kong (Chine)               | 24.7  | 24.0  | 8.8   | 9.1   |   |      |  |       |
| Hongrie                         | 13.3  | 13.6  | 7.1   | 6.1   | 3.7   | 3.2  | 15.9   | 13.1  |
| Inde                            | 86.2  | 120.9 | 129.9   | 170.3 | 0.8   | 0.9  |  |       |
| Indonésie                       | 2.7   | D     | 1.1   | D     | 0.8   | D    | 4.4  | D     |
| Irlande                         | 24.6  | 26.1  | 3.0   | 2.1   | 1.8   | 1.0  | 3.7  | 3.4   |
| Islande                         | 9.3   | 5.6   | 12.9  | 11.5  | D   | D    | 21.4   | 16.0  |
| Israël                          | D   | D     | D   | D     | 8.1   | 8.0  | 12.5   | 16.8  |
| Italie                          | D   | D     | D   | D     | D   | D    | D  | D     |
| Japon                           | 0.8   | 0.7   | 1.3   | 1.2   | 0.7   | 0.6  | 1.9  | 1.8   |
| Kenya                           | D   | D     | D   | D     | D   | D    | D  | D     |
| Lettonie                        | 23.9  | 127.3 | 12.3  | 10.6  | 12.9  | 9.8  | 18.1   | 12.4  |
| Lituanie                        | 2.7   | 3.3   | 3.7   | 2.2   | 0.4   | 0.2  | 4.0  | 3.7   |
| Luxembourg                      | 26.5  | 31.4  | 3.4   | 3.2   | D   | D    | 18.8   | 17.2  |

| Arriérés recouvrés par type d'impôt |   |      |   |      |   |      |  |       |
|-------------------------------------|---|------|---|------|---|------|--|-------|
| Juridiction                         | Arriérés d'IS en pourcentage de l'IS collecté |      | Arriérés d'IRPP en pourcentage de l'IRPP collecté |      | Arriérés d'impôts à la source prélevés par les employeurs en pourcentage de l'IRPP collecté |      | Arriérés de TVA en pourcentage de la TVA collectée |       |
|                                     | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019  |
| Malaisie                            | 7.4   | 6.0  | 10.5  | 12.4 | D   | D    |  |       |
| Malte                               | 70.3  | 66.0 | 31.5  | 30.2 | 14.9  | 16.4 | 293.8  | 369.9 |
| Maroc                               | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D  | D     |
| Mexique                             | 37.4  | 39.0 | 5.6   | 5.0  | 4.3   | 4.4  | 14.6   | 13.4  |
| Norvège                             | 7.2   | 7.3  | 5.1   | 4.9  | 0.1   | 0.1  | 2.1  | 2.1   |
| Nouvelle-Zélande <sup>4</sup>       | D   | D    | 4.4   | 4.0  | 1.0   | 1.2  | 2.9  | 4.0   |
| Pays-Bas                            | 18.5  | 28.4 | 6.1   | 5.8  | 2.3   | 2.5  | 5.9  | 5.6   |
| Pérou                               | 104.1   | 99.1 | 26.6  | 22.2 | 14.8  | 15.0 | 63.6   | 61.3  |
| Pologne                             | 14.2  | 12.5 | 11.0  | 9.9  | 1.6   | 1.5  | 51.4   | 52.3  |
| Portugal                            | 84.2  | 88.6 | 16.8  | 17.0 | 0.4   | 0.7  | 41.1   | 40.1  |
| République slovaque                 | 19.1  | 20.1 | 2.7   | 3.3  | 0.7   | 0.6  | 36.8   | 33.7  |
| République tchèque                  | 3.4   | 1.2  | 1.4   | 1.2  | 0.4   | 0.3  | 6.7  | 5.1   |
| Roumanie                            | 93.6  | 85.5 | 22.9  | 24.8 | D   | D    | 71.5   | 66.6  |
| Royaume-Uni                         | 3.7   | 4.2  | 2.4   | 2.5  | 1.2   | 1.4  | 2.3  | 2.6   |
| Russie                              | 5.1   | 4.2  | 0.9   | 0.8  | 2.3   | 2.0  | 18.9   | 14.5  |
| Singapour                           | 0.8   | 0.7  | 2.1   | 2.1  |   |      | 2.9  | 3.1   |
| Slovénie                            | 7.0   | 6.5  | 11.6  | 11.2 | 13.8  | 11.8 | 11.1   | 10.5  |
| Suède                               | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D  | D     |
| Suisse                              | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D  | D     |
| Thaïlande                           | 8.0   | 8.0  | 35.6  | 36.1 | D   | D    | 28.1   | 32.1  |
| Turquie                             | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D  | D     |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302614>

1. Bulgarie : Les arriérés d'IRPP incluent les arriérés d'impôts à la source prélevés par les employeurs.
2. Croatie : Les arriérés d'IRPP incluent les arriérés d'impôts à la source prélevés par les employeurs.
3. Grèce : Les arriérés n'incluent pas les intérêts ni les pénalités.
4. Nouvelle-Zélande : Les arriérés d'impôt sur les sociétés sont inclus dans les arriérés d'impôt sur les revenus des personnes physiques.

| Formule | Total des arriérés d'IS à la fin de l'exercice [A.32] / Impôt sur les sociétés et autres entités [A.3] * 100 | Total des arriérés d'IRPP à la fin de l'exercice [A.32] / Impôt sur le revenu des personnes physiques [A.3] * 100 | Total des arriérés d'impôts prélevés à la source sur les salariés par les employeurs à la fin de l'exercice [A.32] / Impôt sur le revenu des personnes physiques [A.3] * 100 | Total des arriérés de TVA à la fin de l'exercice [A.32] / Taxe sur la valeur ajoutée [A.4] * 100 |
|---------|--|---|--|--|
|         |  |   |  |  |

Tableau D.21

## Évolution des arriérés entre 2018 et 2019

| Juridiction                     | Total des arriérés en fin d'exercice 2019 /<br>Total des arriérés en fin d'exercice 2018<br>(dont arriérés irrécouvrables) (en %) | Total des arriérés en fin d'exercice 2019 /<br>Total des arriérés en fin d'exercice 2018<br>(hors arriérés irrécouvrables) (en %) |
|---------------------------------|---|---|
| Afrique du Sud                  | 110.5   | 118.6   |
| Allemagne                       | 111.1   | D   |
| Arabie saoudite                 | D   | D   |
| Argentine                       | 127.4   | D   |
| Australie                       | 112.4   | 111.7   |
| Autriche                        | 98.6  | 93.5  |
| Belgique                        | 101.0   | 101.5   |
| Bésil                           | 100.0   | 100.0   |
| Bulgarie                        | 99.8  | 97.3  |
| Canada                          | 106.0   | 103.3   |
| Chili                           | 97.4  | 108.0   |
| Chine (République populaire de) | D   | D   |
| Chypre                          | 110.0   | 109.9   |
| Colombie                        | 105.9   | 116.7   |
| Corée                           | 105.6   | 101.6   |
| Costa Rica                      | 165.3   | 207.8   |
| Croatie                         | 88.9  | 82.6  |
| Danemark                        | 107.7   | 123.6   |
| Espagne                         | 96.0  | D   |
| Estonie                         | 109.8   | 113.2   |
| États-Unis                      | 104.1   | 102.4   |
| Finlande                        | 90.1  | 78.1  |
| France                          | 92.5  | D   |
| Géorgie                         | 114.2   | 129.9   |
| Grèce                           | 101.2   | 97.5  |
| Hong Kong (Chine)               | 114.7   | 122.8   |
| Hongrie                         | 98.8  | 104.8   |
| Inde                            | 155.3   | D   |
| Indonésie                       | D   | D   |
| Irlande                         | 98.5  | 88.9  |
| Islande                         | 86.1  | D   |
| Israël                          | 121.1   | 117.1   |
| Italie                          | 107.0   | 107.0   |
| Japon                           | 95.2  | D   |
| Kenya                           | 136.0   | 138.9   |
| Lettonie                        | 82.8  | 81.5  |
| Lituanie                        | 103.9   | 120.1   |
| Luxembourg                      | 116.2   | D   |
| Malaisie                        | 99.5  | 103.4   |
| Malte                           | 123.4   | 140.9   |
| Maroc                           | D   | D   |

| Juridiction         | Total des arriérés en fin d'exercice 2019 /<br>Total des arriérés en fin d'exercice 2018<br>(dont arriérés irrécouvrables) (en %) | Total des arriérés en fin d'exercice 2019 /<br>Total des arriérés en fin d'exercice 2018<br>(hors arriérés irrécouvrables) (en %) |
|---------------------|---|---|
| Mexique             | 95.4  | 95.6  |
| Norvège             | 104.4   | 104.9   |
| Nouvelle-Zélande    | 117.7   | 127.7   |
| Pays-Bas            | 127.0   | 99.1  |
| Pérou               | 99.7  | 120.3   |
| Pologne             | 104.5   | D   |
| Portugal            | 105.7   | 98.9  |
| République slovaque | 102.9   | 103.7   |
| République tchèque  | 106.6   | 85.1  |
| Roumanie            | 107.6   | 120.6   |
| Royaume-Uni         | 109.6   | 108.1   |
| Russie              | 94.0  | 94.3  |
| Singapour           | 102.2   | D   |
| Slovénie            | 98.0  | 93.1  |
| Suède               | 62.2  | D   |
| Suisse              | D   | D   |
| Thaïlande           | 107.5   | 92.6  |
| Turquie             | D   | D   |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302633>

| Formule |   |   |
|---------|---|---|
|         | Stock à la clôture des arriérés en fin d'exercice 2019 [A.31] / Stock à la clôture des arriérés en fin d'exercice 2018 [A.31] * 100 | (Stock à la clôture des arriérés en fin d'exercice 2019 [A.31] - Stock à la clôture des arriérés considérés comme irrécouvrables en fin d'exercice 2019 [A.31]) / Stock à la clôture des arriérés en fin d'exercice 2018 [A.31] - Stock à la clôture des arriérés considérés comme irrécouvrables en fin d'exercice 2018 [A.31]) *100 |

Tableau D.22 Vérifications : taux de succès et redressements établis

| Juridiction                     | Taux de succès des vérifications et redressements établis <sup>1</sup> |      |  |      |  |      |  |      |
|---------------------------------|--|------|--|------|--|------|--|------|
|                                 | Taux de succès des vérifications                                       |      | Redressements établis suite aux vérifications en pourcentage de l'impôt collecté |      | Redressements établis suite aux vérifications de conformité électroniques en pourcentage de l'impôt collecté |      | Redressements établis suite à l'ensemble des activités de contrôle et de vérification en pourcentage de l'impôt collecté |      |
|                                 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 43.6   | 71.4 | 0.8  | 1.3  | 2.6  | 2.1  | 3.4  | 3.4  |
| Allemagne                       | 73.4   | 72.7 | 2.6  | 2.7  | 0.0  | 0.0  | 2.6  | 2.7  |
| Arabie saoudite                 | 48.5   | 70.3 | 16.3   | 9.3  | 0.0  | 0.0  | 16.3   | 9.3  |
| Argentine                       | 63.7   | 65.3 | 2.3  | 2.4  | D  | D    | D  | D    |
| Australie                       | 10.6   | 12.3 | 4.3  | 3.6  | D  | D    | D  | D    |
| Autriche                        | 27.5   | 27.5 | 1.7  | 1.4  | 0.4  | 0.3  | 2.1  | 1.8  |
| Belgique                        | 29.3   | 27.6 | 7.7  | 6.5  | D  | D    | D  | D    |
| Bésil                           | 99.6   | 99.7 | 22.1   | 22.8 | 0.0  | 0.0  | 22.1   | 22.8 |
| Bulgarie                        | 88.8   | 88.1 | 9.0  | 7.4  | D  | D    | D  | D    |
| Canada                          | 58.0   | 58.6 | 4.6  | 4.5  | D  | D    | D  | D    |
| Chili                           | 22.4   | 21.1 | 5.2  | 5.1  | 3.1  | 2.9  | 8.3  | 8.0  |
| Chine (République populaire de) | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D    |
| Chypre                          | D  | D    | 10.8   | 11.9 | D  | D    | D  | D    |
| Colombie                        | 87.2   | 78.7 | 1.5  | 1.5  | D  | D    | D  | D    |
| Corée                           | D  | D    | 2.8  | 2.8  | D  | D    | D  | D    |
| Costa Rica                      | 71.2   | 55.4 | 6.7  | 4.8  | 0.0  | 0.0  | 6.7  | 4.8  |
| Croatie                         | 57.0   | 70.0 | 1.7  | 1.7  | D  | D    | D  | D    |
| Danemark                        | 66.4   | 69.3 | 1.0  | 0.6  | D  | D    | D  | D    |
| Espagne                         | D  | D    | 7.7  | 7.9  | 0.0  | 0.0  | 7.7  | 7.9  |
| Estonie                         | 28.1   | 32.5 | 1.1  | 0.6  | 22.6   | 23.1 | 23.7   | 23.7 |
| États-Unis                      | 96.0   | 97.0 | 1.4  | 0.9  | 0.0  | 0.0  | 1.4  | 0.9  |
| Finlande                        | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D    |
| France                          | D  | D    | 5.1  | 4.4  | D  | D    | D  | D    |
| Géorgie                         | 92.7   | 67.9 | 11.4   | 20.2 | 0.1  | 0.0  | 11.5   | 20.3 |
| Grèce                           | 46.4   | 47.9 | 4.5  | 3.6  | 1.1  | 1.2  | 5.7  | 4.7  |
| Hong Kong (Chine)               | 29.4   | 35.8 | 0.9  | 0.9  | D  | D    | D  | D    |
| Hongrie                         | 56.5   | 61.0 | 2.8  | 2.3  | 0.2  | 0.3  | 3.0  | 2.7  |
| Inde                            | D  | D    | 18.0   | 40.7 | D  | D    | D  | D    |
| Indonésie                       | 50.8   | 34.3 | 9.4  | 7.2  | 0.0  | 0.0  | 9.4  | 7.2  |
| Irlande                         | 27.9   | 21.7 | 1.0  | 0.9  | 0.1  | 0.1  | 1.1  | 1.0  |
| Islande                         | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D    |
| Israël                          | 71.9   | 74.8 | 7.0  | 7.5  | 0.1  | 0.1  | 7.1  | 7.6  |
| Italie                          | 90.4   | 90.2 | 8.4  | 8.2  | 0.1  | 0.1  | 8.5  | 8.3  |
| Japon                           | D  | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D    |
| Kenya                           | 74.9   | 81.5 | 2.2  | 5.7  | 0.6  | 0.4  | 2.7  | 6.1  |
| Lettonie                        | 83.1   | 76.2 | 2.0  | 1.2  | D  | D    | D  | D    |
| Lituanie                        | 22.4   | 22.8 | 0.7  | 0.7  | D  | D    | D  | D    |
| Luxembourg <sup>2</sup>         | D  | D    | 0.6  | 0.6  | D  | D    | D  | D    |
| Malaisie                        | 26.8   | 35.5 | 8.6  | 14.0 | 0.0  | 0.0  | 8.6  | 14.0 |

Taux de succès des vérifications et redressements établis<sup>1</sup>

| Juridiction                     | Taux de succès des vérifications |      | Redressements établis suite aux vérifications en pourcentage de l'impôt collecté |      | Redressements établis suite aux vérifications de conformité électroniques en pourcentage de l'impôt collecté |      | Redressements établis suite à l'ensemble des activités de contrôle et de vérification en pourcentage de l'impôt collecté |      |
|---------------------------------|----------------------------------|------|--|------|--|------|--|------|
|                                 | 2018                             | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 |
| Malte                           | 58.1                             | 63.0 | 1.4  | 1.9  | 0.4  | 0.5  | 1.8  | 2.4  |
| Maroc                           | 98.4                             | 98.4 | 5.7  | 5.2  | 5.6  | 4.0  | 11.3   | 9.2  |
| Mexique                         | D                                | D    | D  | D    | D  | D    | 8.2  | 9.3  |
| Norvège                         | 4.6                              | 5.2  | 3.0  | 2.8  | D  | D    | D  | D    |
| Nouvelle-Zélande                | D                                | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D    |
| Pays-Bas <sup>3</sup>           | 25.4                             | 24.9 | 2.7  | 2.4  | 0.3  | 0.2  | 3.0  | 2.6  |
| Pérou                           | 61.5                             | 62.1 | 5.4  | 6.4  | 0.0  | 0.0  | 5.4  | 6.4  |
| Pologne                         | D                                | D    | 5.6  | 4.7  | D  | D    | D  | D    |
| Portugal                        | 64.5                             | 62.6 | 3.6  | 3.2  | 0.0  | 0.0  | 3.6  | 3.2  |
| République slovaque             | 69.1                             | 75.5 | 6.0  | 7.0  | D  | D    | D  | D    |
| République tchèque <sup>4</sup> | 44.6                             | 44.6 | 1.7  | 1.2  | 0.1  | 0.1  | 1.8  | 1.3  |
| Roumanie                        | 88.8                             | 87.7 | 4.3  | 3.2  | D  | D    | D  | D    |
| Royaume-Uni                     | D                                | D    | 5.9  | 6.8  | D  | D    | D  | D    |
| Russie                          | 97.7                             | 96.2 | 1.5  | 1.3  | 0.0  | 0.0  | 1.5  | 1.3  |
| Singapour                       | D                                | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D    |
| Slovénie                        | 8.8                              | 12.1 | D  | D    | D  | D    | D  | D    |
| Suède <sup>5</sup>              | 60.6                             | 65.9 | 0.5  | 0.5  | D  | D    | D  | D    |
| Suisse                          | D                                | D    | D  | D    | D  | D    | D  | D    |
| Thaïlande                       | 35.9                             | 40.2 | 1.7  | 1.8  | D  | D    | D  | D    |
| Turquie                         | 45.2                             | 44.5 | 5.7  | 6.2  | 0.0  | 0.0  | 5.7  | 6.2  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302652>

- Note : Afin de faciliter la comparaison avec les données et indicateurs des éditions précédentes de l'enquête ISORA, la TVA (importations brutes) a été supprimée du total des recettes collectées nettes.
- Luxembourg : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).
- Pays-Bas : La valeur des redressements établis n'inclut pas les pénalités et les intérêts.
- République tchèque : La valeur des redressements établis n'inclut pas les pénalités et les intérêts. Seule la TVA est indiquée en ce qui concerne les vérifications de conformité électroniques.
- Suède : La TVA (importations brutes) ne peut pas être séparée de la TVA (intérieure brute). Par conséquent, le total des recettes collectées nettes inclut la TVA (importations brutes).

| Formule | Nb de contrôles ayant donné lieu à un redressement [A.33] / Nb de contrôles réalisés [A.33] * 100 | Valeur des redressements établis suite à tous les contrôles (à l'exclusion des vérifications de conformité électroniques) au cours de l'exercice fiscal [A.34] / (Total des recettes nettes perçues [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5] - Recettes non fiscales [A.6] - Cotisations de sécurité sociale [A.6]) * 100 | Valeur des redressements établis suite aux vérifications de conformité électroniques au cours de l'exercice fiscal [A.34] / (Total des recettes nettes perçues [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5] - Recettes non fiscales [A.6] - Cotisations de sécurité sociale [A.6]) * 100 | Valeur totale des redressements établis au cours de l'exercice fiscal [A.34] / (Total des recettes nettes perçues [A.2] - TVA (importations brutes) [A.5] - Recettes non fiscales [A.6] - Cotisations de sécurité sociale [A.6]) * 100 |
|---------|---|--|---|--|
|         |   |  |   |  |

Tableau D.23 **Vérifications : redressements établis par type d'impôt**

| Juridiction                     | Redressements établis suite aux vérifications par type d'impôt |       |  |       |  |      |   |       |
|---------------------------------|--|-------|--|-------|--|------|---|-------|
|                                 | Redressements d'IS en pourcentage de l'IS collecté             |       | Redressements d'IRPP en pourcentage de l'IRPP collecté |       | Redressements d'impôts à la source prélevés par les employeurs en pourcentage de l'IRPP collecté |      | Redressements de TVA en pourcentage de la TVA collectée |       |
|                                 | 2018   | 2019  | 2018   | 2019  | 2018   | 2019 | 2018  | 2019  |
| Afrique du Sud                  | 2.13   | 4.84  | 0.39   | 0.18  | 0.19   | 0.18 | 0.23  | 0.58  |
| Allemagne                       | 2.64   | 3.77  | 0.87   | 0.80  | 0.26   | 0.25 | 1.51  | 1.35  |
| Arabie saoudite                 | 67.56  | 26.89 |  |       |  |      | 4.80  | 6.72  |
| Argentine                       | 3.25   | 2.94  | 1.40   | 1.30  | 4.67   | 5.49 | 1.20  | 1.32  |
| Australie                       | D  | D     | D  | D     | D  | D    | D   | D     |
| Autriche                        | 3.17   | 2.81  | 0.49   | 0.49  | 0.23   | 0.14 | 1.75  | 1.22  |
| Belgique                        | 19.31  | 15.74 | 8.26   | 6.66  | D  | D    | 2.69  | 3.31  |
| Brésil                          | 46.90  | 51.67 | 2.56   | 3.87  | 12.31  | 6.81 | 9.52  | 10.67 |
| Bulgarie                        | 9.89   | 5.66  | 1.00   | 0.67  | 0.49   | 0.41 | 7.09  | 6.88  |
| Canada                          | 12.05  | 11.94 | 1.56   | 1.47  | 0.07   | 0.07 | 10.15   | 9.98  |
| Chili                           | 8.81   | 7.94  | 0.61   | 0.73  | D  | D    | 1.35  | 1.68  |
| Chine (République populaire de) | D  | D     | D  | D     | D  | D    | D   | D     |
| Chypre                          | 39.40  | 41.87 | D  | D     | D  | D    | 1.62  | 3.27  |
| Colombie                        | 2.66   | 2.48  | 0.98   | 0.63  | 0.83   | 0.44 | 0.21  | 0.61  |
| Corée                           | 6.38   | 6.14  | 1.80   | 1.94  | D  | D    | 0.43  | 0.48  |
| Costa Rica                      | 20.98  | 15.65 | 3.11   | 0.63  | D  | D    | 0.50  | 1.08  |
| Croatie                         | 0.71   | 2.79  | 1.45   | 1.72  | D  | D    | 0.87  | 0.95  |
| Danemark                        | 6.08   | -0.04 | 0.51   | 0.49  | D  | D    | 1.47  | 1.15  |
| Espagne                         | D  | D     | D  | D     | D  | D    | D   | D     |
| Estonie                         | D  | D     | D  | D     | D  | D    | D   | D     |
| États-Unis                      | 7.10   | 3.64  | 0.57   | 0.43  | 0.05   | 0.07 |   |       |
| Finlande                        | D  | D     | D  | D     | D  | D    | D   | D     |
| France <sup>1</sup>             | 13.34  | 9.03  | 3.30   | 2.48  |  | D    | 2.05  | 1.98  |
| Géorgie                         | 21.13  | 12.19 | 2.49   | 4.48  | D  | D    | 3.82  | 7.48  |
| Grèce                           | 17.76  | 11.98 | 3.71   | 2.96  | 0.03   | 0.05 | 3.86  | 3.14  |
| Hong Kong (Chine)               | 1.61   | 1.41  | 1.04   | 1.17  |  |      |   |       |
| Hongrie                         | 0.91   | 7.74  | 0.30   | 0.32  | 0.56   | 0.57 | 6.05  | 4.18  |
| Inde                            | 23.32  | 50.21 | 11.61  | 28.11 | D  | D    |   |       |
| Indonésie                       | 6.62   | D     | 0.42   | D     | 1.01   | D    | 8.01  | D     |
| Irlande                         | 0.78   | 0.73  | 0.65   | 0.55  | 0.63   | 0.40 | 0.89  | 0.65  |
| Islande                         | D  | D     | D  | D     | D  | D    | D   | D     |
| Israël                          | 12.10  | 11.92 | 5.12   | 5.78  | 1.06   | 1.21 | 4.57  | 5.07  |
| Italie                          | 31.43  | 34.90 | 3.76   | 3.20  | 0.66   | 0.53 | 15.76   | 16.63 |
| Japon                           | 1.62   | 1.58  | 0.50   | 0.48  | 0.16   | 0.19 | 0.64  | 0.69  |
| Kenya                           | 6.29   | 31.59 | 0.35   | 0.67  | 0.46   | 0.16 | 3.63  | 4.30  |
| Lettonie                        | 6.42   | 16.93 | 0.14   | 0.12  | 1.28   | 0.44 | 2.75  | 1.98  |
| Lituanie                        | 0.85   | 1.75  | 0.59   | 0.72  | D  | D    | 0.95  | 0.73  |

| Redressements établis suite aux vérifications par type d'impôt |  |       |  |       |  |      |   |       |
|--|--|-------|--|-------|--|------|---|-------|
| Juridiction  | Redressements d'IS en pourcentage de l'IS collecté |       | Redressements d'IRPP en pourcentage de l'IRPP collecté |       | Redressements d'impôts à la source prélevés par les employeurs en pourcentage de l'IRPP collecté |      | Redressements de TVA en pourcentage de la TVA collectée |       |
|  | 2018   | 2019  | 2018   | 2019  | 2018   | 2019 | 2018  | 2019  |
| Luxembourg   | D  | D     | D  | D     | D  | D    | 2.25  | 2.24  |
| Malaisie   | 9.27   | 15.80 | 8.31   | 12.24 | 0.57   | 0.45 |   |       |
| Malte  | 2.25   | 2.76  | 1.11   | 11.65 | D  | D    | 1.12  | 1.97  |
| Maroc  | 8.87   | 8.12  | 1.47   | 1.79  | 3.83   | 2.21 | 1.92  | 2.26  |
| Mexique  | D  | D     | D  | D     | D  | D    | D   | D     |
| Norvège <sup>2</sup>   | 19.63  | 24.84 | 3.25   | 1.68  | 0.12   | 0.10 | 0.30  | 0.24  |
| Nouvelle-Zélande   | D  | D     | D  | D     | D  | D    | D   | D     |
| Pays-Bas <sup>3</sup>  | 9.28   | 9.57  | 2.08   | 1.24  | 0.09   | 0.13 | 1.56  | 1.45  |
| Pérou  | 13.20  | 10.85 | 2.29   | 2.08  | 0.00   | 0.00 | 1.11  | 4.44  |
| Pologne  | 3.52   | 3.46  | 2.46   | 2.28  | D  | D    | 9.24  | 7.56  |
| Portugal   | 11.87  | 12.76 | 0.98   | 0.69  | 0.38   | 0.33 | 3.98  | 3.22  |
| République slovaque  | 5.27   | 11.50 | 0.27   | 1.36  | 0.00   | 0.02 | 7.32  | 6.00  |
| République tchèque <sup>4</sup>                                | 1.33   | 1.23  | 0.06   | 0.06  | 0.03   | 0.04 | 2.78  | 1.86  |
| Roumanie   | 9.68   | 6.75  | 0.56   | 0.60  | 2.90   | 2.05 | 4.66  | 3.45  |
| Royaume-Uni  | 6.99   | 5.34  | 2.30   | 2.63  | 0.62   | 0.71 | 6.78  | 10.27 |
| Russie   | 2.94   | 1.86  | 0.09   | 0.04  | 0.12   | 0.05 | 4.07  | 2.29  |
| Singapour  | 0.54   | 0.59  | 0.37   | 0.44  |  |      | 1.79  | 1.61  |
| Slovénie   | D  | D     | D  | D     | D  | D    | D   | D     |
| Suède  | D  | D     | D  | D     | D  | D    | D   | D     |
| Suisse   | D  | D     | D  | D     | D  | D    | D   | D     |
| Thaïlande  | 0.71   | 1.33  | 3.39   | 2.30  | D  | D    | 1.41  | 1.28  |
| Turquie  | 2.88   | 3.58  | 0.41   | 0.34  | 0.51   | 0.27 | 9.62  | 12.75 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302671>

1. France : La valeur des redressements établis n'inclut pas les pénalités et les intérêts.
2. Norvège : La valeur des redressements d'IS et d'IRPP n'inclut pas les pénalités et les intérêts.
3. Pays-Bas : La valeur des redressements établis n'inclut pas les pénalités et les intérêts.
4. République tchèque : La valeur des redressements établis n'inclut pas les pénalités et les intérêts.

| Formule | Total des redressements au titre de l'IS établis suite aux contrôles au cours de l'exercice [A.35] / Impôt sur les sociétés et autres entités [A.3] * 100 | Total des redressements au titre de l'IRPP établis suite aux contrôles au cours de l'exercice [A.35] / Impôt sur le revenu des personnes physiques [A.3] * 100 | Total des redressements au titre des retenues à la source sur les salariés effectuées par les employeurs établis suite aux contrôles au cours de l'exercice [A.35] / Impôt sur le revenu des personnes physiques [A.3] * 100 | Total des redressements au titre de la TVA établis suite aux contrôles au cours de l'exercice [A.35] / Taxe sur la valeur ajoutée [A.4] * 100 |
|---------|---|--|--|---|
|---------|---|--|--|---|

Tableau D.24 **Recours administratif et procédures judiciaires**

| Recours administratif et procédures judiciaires |   |          |   |        |   |       |
|---|---|----------|---|--------|---|-------|
| Juridiction                                     | Nombre de nouveaux dossiers en interne au cours de l'exercice fiscal pour 1 000 contribuables actifs (IRPP et IS) |          | Ratio des recours indépendants sur les recours internes |        | Nombre de recours tranchés en faveur de l'administration par une juridiction d'appel de niveau supérieur en pourcentage des recours résolus |       |
|   | 2018  | 2019     | 2018  | 2019   | 2018  | 2019  |
| Afrique du Sud                                  | 22.91   | 27.69    | 0.02  | 0.03   | 84.62   | 92.86 |
| Allemagne                                       | 54.68   | 54.72    | D   | D      | D   | D     |
| Arabie saoudite <sup>1</sup>                    | 4781.01   | 11158.50 |   |        | 54.34   |       |
| Argentine                                       | 0.03  | 0.03     | 9.67  | 15.98  | 69.88   | 71.54 |
| Australie                                       | 0.87  | 0.98     | 0.12  | 0.10   | 73.33   | 75.00 |
| Autriche  | 10.71   | 10.22    | 0.82  | 0.90   | D   | D     |
| Belgique  | 5.74  | 6.36     | 0.04  | 0.06   | 80.41   | 91.33 |
| Brésil  | 2.19  | 2.34     | 0.48  | 0.44   | D   | D     |
| Bulgarie  | 0.83  | 0.57     | 0.45  | 0.30   | 77.71   | 82.90 |
| Canada  | D   | D        | 0.08  | 0.10   | 42.93   | 94.59 |
| Chili   | 0.40  | 0.30     | 1.08  | 0.95   | 76.40   | 68.55 |
| Chine (République populaire de)                 | D   | D        | D   | D      | D   | D     |
| Chypre  | 13.23   | 16.70    | 0.02  | 0.02   | 55.56   | 73.91 |
| Colombie  | 0.70  | 0.60     | 2.31  | 1.93   |   |       |
| Corée   | 0.42  | 0.44     | 3.01  | 3.48   | 34.91   | 30.09 |
| Costa Rica                                      | D   | D        | D   | D      | 45.53   | 45.12 |
| Croatie   | 3.98  | 3.77     |   |        | 63.48   | 51.64 |
| Danemark  |   |          |   |        | D   | D     |
| Espagne   | 8.94  | 8.50     | 7.57  | 6.59   | 64.71   | 64.08 |
| Estonie   | 0.24  | 0.17     | 13.18   | 21.00  | 87.67   | 88.24 |
| États-Unis                                      | 0.60  | 0.55     | D   | D      | 3.62  | 5.28  |
| Finlande  | 19.38   | 25.64    | D   | D      | D   | D     |
| France  | 53.25   | 56.66    | 0.16  | 0.16   | 68.26   | 60.20 |
| Géorgie   | 6.45  | 6.11     | 8.61  | 3.65   | 63.33   | 52.83 |
| Grèce   | 0.82  | 0.76     | 5.47  | 6.48   | 27.27   | 42.86 |
| Hong Kong (Chine)                               | 22.40   | 25.69    | 0.00  | 0.00   | 50.00   | 0.00  |
| Hongrie   | 0.81  | 0.78     | 1.55  | 2.25   | 78.60   | 75.68 |
| Inde  | 0.41  | 0.42     | 0.30  | 0.27   | D   | D     |
| Indonésie                                       | D   | D        | 11.25   | 7.51   | 22.81   | 24.34 |
| Irlande   | 0.00  | 0.00     | 3459.00   | 842.50 | 0.00  | 60.00 |
| Islande   | 65.32   | D        | D   | D      | D   | D     |
| Israël  | 0.24  | 0.26     |   |        | D   | D     |
| Italie  | 3.60  | 3.23     | 8.09  | 6.23   | 9.78  | 6.71  |
| Japon   | D   | D        | 0.07  | 0.07   | 92.45   | 97.37 |
| Kenya   | 0.02  | 0.05     | 25.44   | 11.80  |   |       |
| Lettonie  | 0.66  | 0.55     |   |        | D   | D     |
| Lituanie  | 0.15  | 0.12     | 0.55  | 0.45   | 51.49   | 73.97 |
| Luxembourg                                      | D   | D        | D   | D      | D   | D     |

| Recours administratif et procédures judiciaires |   |       |   |       |   |       |
|---|---|-------|---|-------|---|-------|
| Jurisdiction                                    | Nombre de nouveaux dossiers en interne au cours de l'exercice fiscal pour 1 000 contribuables actifs (IRPP et IS) |       | Ratio des recours indépendants sur les recours internes |       | Nombre de recours tranchés en faveur de l'administration par une juridiction d'appel de niveau supérieur en pourcentage des recours résolus |       |
|   | 2018  | 2019  | 2018  | 2019  | 2018  | 2019  |
| Malaisie  | 0.05  | 0.03  | 5.81  | 4.39  | 75.00   | 47.62 |
| Malte   | 0.03  | 0.06  | 0.74  | 0.77  | 69.23   | 57.89 |
| Maroc   | 97.03   | 66.91 | 0.05  | 0.02  | 32.57   | 27.39 |
| Mexique   | 0.18  | 0.15  | 16.04   | 13.11 | 24.38   | 27.13 |
| Norvège   | 2.34  | 1.40  | 1.54  | 1.27  | 81.63   | 88.57 |
| Nouvelle-Zélande                                | 0.01  | 0.01  | 4.00  | 7.43  | 88.89   | 50.00 |
| Pays-Bas  | 45.17   | 39.86 | 0.07  | 0.08  | 84.06   | 78.91 |
| Pérou   | 3.39  | 3.79  | 1.08  | 0.74  | 78.62   | 69.76 |
| Pologne   | 6.67  | D     | D   | D     | D   | D     |
| Portugal  | 9.47  | 10.03 | 3.30  | 3.46  | 50.00   | 48.37 |
| République slovaque                             | D   | D     | 0.22  | 0.43  | 74.10   | 68.10 |
| République tchèque                              | 2.23  | 1.82  | 0.71  | 0.70  | 47.32   | 44.17 |
| Roumanie  | D   | D     | 4.79  | 11.48 | 64.89   | 67.17 |
| Royaume-Uni                                     | 0.84  | 0.63  | 7.20  | 12.54 | 7.19  | 4.16  |
| Russie  | 6.01  | 6.22  | D   | D     | 83.61   | 83.74 |
| Singapour                                       | D   | D     | D   | D     | 66.67   | 66.67 |
| Slovénie  | 11.58   | 12.46 | 0.82  | 0.82  | 79.13   | 73.84 |
| Suède   | 18.31   | 18.22 | 0.57  | 0.64  | D   | D     |
| Suisse  | D   | D     | D   | D     | D   | D     |
| Thaïlande                                       | 0.07  | 0.09  |   |       | D   | D     |
| Turquie   | D   | D     | D   | D     | D   | D     |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302690>

1. Arabie saoudite : le nombre de nouveaux dossiers en interne au cours de l'exercice fiscal pour 1 000 contribuables actifs (IRPP et IS) est aussi élevé parce que le nombre de recours sous-jacents inclut les contribuables redevables de la zakat, qui ne font pas partie de la base des contribuables redevables de l'IRPP et de l'IS.

| Formule |   |  |  |
|---------|---|--|--|
|         | Nb de nouveaux dossiers au cours de l'exercice fiscal [A.38] / (Contribuables actifs redevables de l'IRPP [A.20] + Contribuables actifs redevables de l'IS [A.20]) * 1000 | Nb de recours indépendants à la fin de l'exercice examinés par des organismes externes [A.38] / Nb de recours internes à la fin de l'exercice [A.38] | Nb de recours tranchés en faveur de l'administration au cours de l'exercice fiscal [A.38] / Nb de recours résolus au cours de l'exercice fiscal [A.38] * 100 |

Tableau A.1. Catégories de recettes dont l'administration assume la responsabilité et retenue à la source par l'employeur

| Juridiction                     | Impôt sur le revenu |                            | Catégories de recettes dont l'administration fiscale assume la responsabilité |      |                              |      |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      | Employeurs prélevant des impôts pour le compte de leurs salariés |      | En coopération avec les Douanes ? |      |   |
|---------------------------------|---------------------|----------------------------|---|------|------------------------------|------|----------------------------------|------|------|---------------|------|------|---------------------------------|------|--|------|-----------------------------------|------|---|
|                                 | Personnes physiques | Sociétés et autres entités | Taxe sur la valeur ajoutée  |      | Droits d'accise – intérieurs |      | Taxes sur les véhicules à moteur |      |      | Autres impôts |      |      | Cotisations de sécurité sociale |      | 2018   | 2019 | 2018                              | 2019 |   |
|                                 |                     |                            | 2018  | 2019 | 2018                         | 2019 | 2018                             | 2019 | 2018 | 2019          | 2018 | 2019 | 2018                            | 2019 |  |      |                                   |      |   |
| Afrique du Sud                  | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      | ■    | ■             | ■    | ■    | ■                               | ■    | ■  | ■    | ■                                 | ■    | ■ |
| Allemagne                       | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    | ■                                | ■    | ■    | ■             | ■    | ■    | ■                               | ■    | ■  | ■    | ■                                 | ■    | ■ |
| Arabie saoudite                 |                     | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Argentine                       | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Australie                       | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    | ■                                | ■    |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Autriche                        | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    | ■                                | ■    |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Belgique                        | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    | ■                                | ■    |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Bésil                           | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Bulgarie                        | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Canada                          | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Chili                           | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Chine (République populaire de) | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Chypre                          | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Colombie                        | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Corée                           | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Costa Rica                      | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Croatie                         | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Danemark                        | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Espagne                         | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| Estonie                         | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |
| États-Unis                      | ■                   | ■                          | ■   | ■    | ■                            | ■    |                                  |      |      |               |      |      |                                 |      |  |      |                                   |      |   |





Tableau A.2. Recettes nettes perçues par l'administration fiscale : Total

| Juridiction                     | Recettes nettes totales perçues par l'administration fiscale (en milliers, monnaie locale) |                   |
|---------------------------------|--|-------------------|
|                                 | 2018   | 2019              |
| Afrique du Sud                  | 1 242 532 034  | 1 315 832 020     |
| Allemagne                       | 694 669 721  | 717 839 394       |
| Arabie saoudite                 | 106 388 180  | 116 234 218       |
| Argentine                       | 3 462 304 673  | 4 874 496 097     |
| Australie                       | 397 074 515  | 425 921 153       |
| Autriche                        | 88 203 598   | 90 893 296        |
| Belgique                        | 114 575 457  | 113 458 533       |
| Brésil                          | 1 316 295 267  | 1 382 159 058     |
| Bulgarie                        | 25 489 824   | 28 136 975        |
| Canada                          | 430 332 316  | 457 219 829       |
| Chili                           | 33 267 370 025   | 33 601 031 194    |
| Chine (République populaire de) | 19 972 493 850   | 21 655 987 550    |
| Chypre                          | 3 790 106  | 4 171 883         |
| Colombie                        | 131 167 827 955  | 144 051 179 389   |
| Corée                           | 284 575 023 000  | 285 417 077 154   |
| Costa Rica                      | 3 912 622 030  | 4 235 491 540     |
| Croatie                         | 122 231 868  | 129 130 431       |
| Danemark                        | 987 502 183  | 1 008 791 833     |
| Espagne                         | 208 684 965  | 212 807 546       |
| Estonie                         | 8 912 494  | 9 517 829         |
| États-Unis                      | 3 001 581 900  | 3 112 480 051     |
| Finlande                        | 68 580 900   | 70 359 600        |
| France                          | 436 506 197  | 423 956 009       |
| Géorgie                         | 9 996 895  | 10 809 293        |
| Grèce                           | 48 963 935   | 55 154 353        |
| Hong Kong (Chine)               | 328 619 251  | 341 441 564       |
| Hongrie                         | 14 252 497 700   | 15 525 090 100    |
| Inde                            | 10 027 384 100   | 11 377 184 800    |
| Indonésie                       | 1 313 241 933 247  | 1 353 193 198 130 |
| Irlande                         | 68 709 752   | 74 141 881        |
| Islande                         | 746 459 000  | 762 421 000       |
| Israël                          | 297 279 590  | 307 232 273       |
| Italie                          | 390 159 122  | 398 434 860       |
| Japon                           | 55 302 941 000   | 56 513 359 000    |
| Kenya                           | 1 435 499 531  | 1 580 061 751     |
| Lettonie                        | 9 407 234  | 9 916 386         |
| Lituanie                        | 8 147 039  | 10 114 906        |
| Luxembourg                      | 15 265 262   | 16 348 259        |
| Malaisie                        | 130 033 803  | 135 710 172       |
| Malte                           | 3 662 891  | 3 946 598         |
| Maroc                           | 206 072 018  | 207 571 668       |

Tableau A.2. Recettes nettes perçues par l'administration fiscale : Total (suite)

| Juridiction         | Recettes nettes totales perçues par l'administration fiscale (en milliers, monnaie locale) |                |
|---------------------|--|----------------|
|                     | 2018   | 2019           |
| Mexique             | 3 895 571 909  | 4 032 677 446  |
| Norvège             | 1 063 221 536  | 1 150 722 109  |
| Nouvelle-Zélande    | 82 398 124   | 89 736 482     |
| Pays-Bas            | 258 132 142  | 273 762 311    |
| Pérou               | 120 487 417  | 127 755 318    |
| Pologne             | 378 241 754  | 398 669 754    |
| Portugal            | 49 222 338   | 51 038 048     |
| République slovaque | 13 273 826   | 13 943 257     |
| République tchèque  | 861 204 471  | 915 312 947    |
| Roumanie            | 242 453 717  | 269 242 114    |
| Royaume-Uni         | 605 819 649  | 627 895 776    |
| Russie              | 27 745 338 778   | 29 776 006 488 |
| Singapour           | 50 226 143   | 52 426 642     |
| Slovénie            | 16 613 623   | 17 572 564     |
| Suède               | 2 232 679 151  | 2 297 116 531  |
| Suisse              | 55 773 586   | 58 020 393     |
| Thaïlande           | 1 697 720 659  | 1 750 490 173  |
| Turquie             | 621 536 356  | 673 447 075    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302728>

Tableau A.3. Recettes nettes perçues par l'administration fiscale, par type d'impôt : Impôt sur le revenu

| Juridiction                     | Recettes nettes perçues par l'administration fiscale (en milliers, monnaie locale) |                 |  |                 |
|---------------------------------|--|-----------------|--|-----------------|
|                                 | Impôt sur le revenu – personnes physiques  |                 | Impôt sur le revenu – sociétés et autres entités |                 |
|                                 | 2018   | 2019            | 2018   | 2019            |
| Afrique du Sud                  | 462 903 133  | 493 828 780     | 220 238 556                                      | 214 388 377     |
| Allemagne                       | 309 596 394  | 324 564 130     | 97 323 882                                       | 94 517 904      |
| Arabie saoudite                 |  |                 | 16 523 302                                       | 17 203 921      |
| Argentine                       | 230 577 489  | 366 639 687     | 511 474 897                                      | 729 881 547     |
| Australie                       | 206 992 959  | 223 672 881     | 100 379 667                                      | 109 705 626     |
| Autriche                        | 34 530 000   | 36 396 000      | 9 162 800  | 9 384 700       |
| Belgique                        | 45 969 575   | 44 764 239      | 19 528 820                                       | 19 294 371      |
| Brésil                          | 136 602 438  | 156 666 573     | 202 743 290                                      | 213 480 928     |
| Bulgarie                        | 3 234 852  | 3 525 607       | 2 345 701  | 2 593 207       |
| Canada                          | 224 820 635  | 238 216 391     | 70 113 418                                       | 75 238 874      |
| Chili                           | 2 701 415 791  | 2 937 532 164   | 11 679 440 540                                   | 11 295 293 429  |
| Chine (République populaire de) | 1 387 196 780  | 1 038 852 860   | 3 549 016 220                                    | 3 751 557 550   |
| Chypre                          | 583 488  | 609 415         | 831 821  | 891 190         |
| Colombie                        | 12 215 962 644   | 12 888 179 508  | 51 827 965 170                                   | 54 630 320 332  |
| Corée                           | 84 572 734 471   | 83 700 611 278  | 71 395 611 764                                   | 72 597 278 072  |
| Costa Rica                      | 483 644 600  | 535 412 200     | 915 283 600                                      | 955 908 500     |
| Croatie                         | 13 371 647   | 14 618 499      | 8 518 878  | 9 303 537       |
| Danemark                        | 471 536 819  | 491 671 189     | 61 712 192                                       | 67 091 098      |
| Espagne                         | 82 858 655   | 86 892 207      | 24 837 777                                       | 23 732 923      |
| Estonie                         | 1 411 185  | 1 531 587       | 517 859  | 509 096         |
| États-Unis                      | 1 574 238 805  | 1 587 059 261   | 202 652 958                                      | 225 765 409     |
| Finlande                        | 30 288 800   | 30 818 000      | 5 949 400  | 6 057 100       |
| France                          | 73 009 838   | 71 743 458      | 27 386 290                                       | 33 465 562      |
| Géorgie                         | 3 247 089  | 3 482 794       | 736 624  | 866 289         |
| Grèce                           | 8 077 512  | 10 440 190      | 3 007 572  | 3 631 507       |
| Hong Kong (Chine)               | 75 270 013   | 75 519 924      | 133 459 326                                      | 160 833 150     |
| Hongrie                         | 2 177 428 400  | 2 424 565 200   | 380 435 300                                      | 303 310 900     |
| Inde                            | 4 082 026 800  | 4 616 517 200   | 5 712 018 700                                    | 6 635 716 200   |
| Indonésie                       | 146 679 023 552  | 162 699 392 092 | 602 351 573 533                                  | 609 746 704 458 |
| Irlande                         | 21 297 619   | 22 938 254      | 10 386 589                                       | 10 887 287      |
| Islande                         | 183 396 000  | 195 301 000     | 70 981 000                                       | 65 883 000      |
| Israël                          | 85 728 191   | 88 756 246      | 65 633 662                                       | 68 645 229      |
| Italie                          | 168 142 000  | 171 997 000     | 29 171 000                                       | 30 366 000      |
| Japon                           | 18 881 565 000   | 19 900 578 000  | 11 995 304 000                                   | 12 318 027 000  |
| Kenya                           | 364 103 622  | 392 692 649     | 160 059 236                                      | 168 783 463     |
| Lettonie                        | 1 723 614  | 1 946 718       | 304 004  | 44 777          |
| Lituanie                        | 1 840 347  | 3 446 158       | 691 249  | 759 147         |
| Luxembourg                      | 5 618 025  | 5 866 391       | 3 437 040  | 3 921 156       |
| Malaisie                        | 33 050 179   | 37 902 221      | 89 435 944                                       | 89 604 538      |
| Malte                           | 907 145  | 1 020 169       | 665 998  | 745 632         |

Tableau A.3. Recettes nettes perçues par l'administration fiscale, par type d'impôt : Impôt sur le revenu  
(suite)

| Juridiction         | Recettes nettes perçues par l'administration fiscale (en milliers, monnaie locale) |               |  |               |
|---------------------|--|---------------|--|---------------|
|                     | Impôt sur le revenu – personnes physiques  |               | Impôt sur le revenu – sociétés et autres entités |               |
|                     | 2018   | 2019          | 2018   | 2019          |
| Maroc               | 43 804 100   | 44 335 300    | 52 119 900                                       | 51 741 100    |
| Mexique             | 855 114 357  | 884 186 968   | 809 833 508                                      | 803 643 118   |
| Norvège             | 335 965 927  | 351 798 241   | 79 244 443                                       | 83 677 486    |
| Nouvelle-Zélande    | 37 480 821   | 40 339 972    | 15 547 822                                       | 17 725 793    |
| Pays-Bas            | 60 184 377   | 65 772 951    | 23 655 463                                       | 25 949 389    |
| Pérou               | 13 454 072   | 14 747 162    | 26 134 664                                       | 27 693 389    |
| Pologne             | 59 558 738   | 65 444 928    | 34 640 853                                       | 39 984 713    |
| Portugal            | 13 315 923   | 13 587 605    | 6 810 424  | 6 840 275     |
| République slovaque | 3 217 628  | 3 534 474     | 2 787 700  | 2 700 721     |
| République tchèque  | 219 894 386  | 246 640 294   | 181 278 572                                      | 190 874 958   |
| Roumanie            | 22 576 352   | 23 115 795    | 18 150 641                                       | 20 544 061    |
| Royaume-Uni         | 186 000 000  | 194 000 000   | 53 300 000                                       | 53 500 000    |
| Russie              | 3 652 985 684  | 3 955 215 621 | 4 600 274 067                                    | 5 116 741 571 |
| Singapour           | 10 732 223   | 11 716 204    | 16 495 817                                       | 17 649 927    |
| Slovénie            | 2 455 425  | 2 626 656     | 845 734  | 997 088       |
| Suède               | 761 085 553  | 751 596 905   | 191 955 598                                      | 223 092 626   |
| Suisse              | 11 156 566   | 11 454 534    | 11 289 311                                       | 11 813 348    |
| Thaïlande           | 319 200 641  | 336 508 070   | 727 222 345                                      | 794 351 650   |
| Turquie             | 138 992 395  | 162 704 018   | 78 673 314                                       | 78 828 983    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302747>

Tableau A.4. Recettes nettes perçues par l'administration fiscale, par type d'impôt :  
taxe sur la valeur ajoutée, droits d'accise (intérieurs) et autres impôts

| Juridiction                     | Recettes nettes perçues par l'administration fiscale (en milliers, monnaie locale)                            |                 |                              |                |                |                |
|---------------------------------|---|-----------------|------------------------------|----------------|----------------|----------------|
|                                 | Taxe sur la valeur ajoutée<br>(y compris TVA brute<br>sur les importations même<br>recouvrée par les douanes) |                 | Droits d'accise (intérieurs) |                | Autres impôts  |                |
|                                 | 2018  | 2019            | 2018                         | 2019           | 2018           | 2019           |
| Afrique du Sud                  | 297 997 587   | 324 765 977     | 37 355 875                   | 40 829 690     | 197 968 724    | 213 877 416    |
| Allemagne                       | 234 800 469   | 243 255 526     |                              |                | 52 948 976     | 55 501 834     |
| Arabie saoudite                 | 55 334 639  | 58 178 098      | 12 524 076                   | 14 078 179     | 22 006 163     | 26 774 020     |
| Argentine                       | 1 104 580 290   | 1 532 596 903   | 75 323 825                   | 95 832 298     | 361 106 722    | 561 616 982    |
| Australie                       | 63 265 148  | 65 269 562      | 22 702 968                   | 23 300 321     | 3 279 220      | 3 888 221      |
| Autriche                        | 29 347 098  | 30 046 196      |                              |                | 15 163 700     | 15 066 400     |
| Belgique                        | 31 024 414  | 31 463 399      |                              |                | 13 773 602     | 13 989 095     |
| Brésil                          | 305 318 938   | 290 821 547     | 11 938 879                   | 11 992 776     | 248 448 880    | 272 766 839    |
| Bulgarie                        | 9 966 988   | 10 969 736      |                              |                | 266 213        | 265 862        |
| Canada <sup>1</sup>             | 42 940 492  | 43 631 505      | 3 708 749                    | 3 998 776      | 14 391 599     | 16 065 543     |
| Chili                           | 16 211 646 000  | 16 348 943 000  | 2 106 535 000                | 2 222 532 000  | 568 332 694    | 796 730 601    |
| Chine (République populaire de) | 7 767 086 820   | 7 756 789 830   | 1 080 010 830                | 1 269 305 890  | 3 138 892 360  | 3 315 924 800  |
| Chypre                          | 1 822 626   | 2 039 102       |                              |                | 552 171        | 632 176        |
| Colombie                        | 55 879 110 000  | 61 938 202 371  | 3 881 439 487                | 4 404 758 275  | 7 363 350 654  | 10 189 718 903 |
| Corée                           | 70 009 108 134  | 70 828 267 830  | 32 738 617 979               | 31 332 093 839 | 24 819 395 491 | 25 954 392 040 |
| Costa Rica                      | 1 487 620 010   | 1 634 985 940   | 414 622 020                  | 411 399 470    | 611 451 800    | 697 785 430    |
| Croatie                         | 51 767 412  | 54 966 285      |                              |                | 3 612 471      | 3 746 204      |
| Danemark                        | 217 497 897   | 234 197 010     | 115 933 595                  | 107 211 508    | 29 598 742     | 13 441 432     |
| Espagne                         | 70 176 790  | 71 537 923      | 20 528 164                   | 21 379 728     | 6 199 684      | 5 069 108      |
| Estonie                         | 2 312 620   | 2 454 652       | 1 040 641                    | 1 066 056      | 90 720         | 94 125         |
| États-Unis                      | 0   | 0               | 72 402 321                   | 79 185 812     | 22 943 348     | 16 636 554     |
| Finlande                        | 17 760 300  | 18 950 900      | 7 414 100                    | 7 197 600      | 6 407 500      | 6 637 600      |
| France                          | 171 081 069   | 174 803 989     |                              |                | 73 530 000     | 68 082 000     |
| Géorgie                         | 3 917 490   | 4 630 474       | 176 043                      | 143 169        | 1 919 649      | 1 686 567      |
| Grèce                           | 14 292 841  | 15 692 216      | 7 101 847                    | 7 122 319      | 12 065 045     | 9 654 155      |
| Hong Kong (Chine)               | 0   | 0               |                              |                | 119 889 912    | 105 088 490    |
| Hongrie                         | 3 928 685 800   | 4 532 379 000   | 1 111 884 800                | 1 176 375 700  | 2 005 474 500  | 2 061 159 700  |
| Inde                            | 0   | 0               |                              |                | 233 338 600    | 124 951 400    |
| Indonésie                       | 537 433 094 789   | 551 777 415 176 |                              |                | 26 778 241 373 | 28 969 686 404 |
| Irlande                         | 14 207 813  | 15 167 341      | 5 433 001                    | 5 865 295      | 3 307 489      | 3 453 879      |
| Islande                         | 231 406 000   | 242 715 000     |                              |                | 164 112 000    | 161 028 000    |
| Israël                          | 97 876 300  | 100 818 000     | 19 223 000                   | 19 796 000     | 28 818 437     | 29 216 798     |
| Italie <sup>2</sup>             | 89 034 000  | 91 906 000      |                              |                | 103 812 122    | 104 165 860    |
| Japon                           | 16 043 390 000  | 15 825 677 000  |                              |                | 8 382 682 000  | 8 469 077 000  |
| Kenya                           | 356 776 808   | 409 526 230     | 84 535 089                   | 107 275 130    | 374 934 332    | 396 395 461    |
| Lettonie                        | 2 456 969   | 2 648 347       | 1 029 214                    | 1 064 055      | 243 934        | 238 842        |
| Lituanie                        | 3 540 087   | 3 775 878       | 1 420 854                    | 1 465 544      | 225 255        | 231 280        |

Tableau A.4. Recettes nettes perçues par l'administration fiscale, par type d'impôt :  
taxe sur la valeur ajoutée, droits d'accise (intérieurs) et autres impôts (suite)

| Juridiction         | Recettes nettes perçues par l'administration fiscale (en milliers, monnaie locale)                            |               |                              |               |               |               |
|---------------------|---|---------------|------------------------------|---------------|---------------|---------------|
|                     | Taxe sur la valeur ajoutée<br>(y compris TVA brute<br>sur les importations même<br>recouvrée par les douanes) |               | Droits d'accise (intérieurs) |               | Autres impôts |               |
|                     | 2018  | 2019          | 2018                         | 2019          | 2018          | 2019          |
| Luxembourg          | 3 723 926   | 3 948 031     |                              |               | 2 299 968     | 2 420 361     |
| Malaisie            | 0   | 0             |                              |               | 7 544 968     | 8 194 950     |
| Malte               | 927 970   | 944 741       |                              |               | 192 531       | 189 349       |
| Maroc               | 88 720 018  | 88 494 268    |                              |               | 21 428 000    | 23 001 000    |
| Mexique             | 922 238 289   | 933 326 766   | 347 435 486                  | 460 495 587   | 127 712 373   | 120 998 282   |
| Norvège             | 295 120 775   | 305 885 892   | 92 602 554                   | 90 109 171    | 111 043 798   | 162 463 794   |
| Nouvelle-Zélande    | 28 108 931  | 29 650 306    |                              |               | 425 603       | 420 784       |
| Pays-Bas            | 52 342 283  | 56 472 736    |                              |               | 24 889 535    | 27 610 143    |
| Pérou               | 48 031 594  | 48 444 996    | 3 508 245                    | 4 964 961     | 13 460 953    | 14 911 655    |
| Pologne             | 174 947 071   | 180 891 751   | 72 108 486                   | 72 395 920    | 8 098 695     | 8 573 408     |
| Portugal            | 17 414 498  | 18 628 206    | 5 170 385                    | 5 443 130     | 6 212 200     | 6 224 383     |
| République slovaque | 6 316 156   | 6 830 155     |                              |               | 715 918       | 749 655       |
| République tchèque  | 413 312 379   | 431 607 415   |                              |               | 40 516 236    | 41 408 038    |
| Roumanie            | 59 606 124  | 65 417 176    | 27 193 167                   | 30 243 891    | 3 069 747     | 4 797 468     |
| Royaume-Uni         | 128 619 649   | 135 595 776   | 20 300 000                   | 21 300 000    | 83 000 000    | 84 900 000    |
| Russie              | 3 761 173 371   | 4 481 741 841 | 1 493 162 933                | 1 277 474 684 | 7 634 597 641 | 7 672 476 987 |
| Singapour           | 10 962 571  | 11 140 464    |                              |               | 12 035 532    | 11 920 047    |
| Slovénie            | 3 756 848   | 3 871 523     | 1 559 767                    | 1 543 292     | 856 723       | 894 898       |
| Suède               | 445 643 000   | 459 887 000   | 134 295 000                  | 137 940 000   | 0             | 0             |
| Suisse              | 22 697 291  | 22 591 343    |                              |               | 10 630 418    | 12 161 168    |
| Thaïlande           | 574 750 139   | 540 273 945   |                              |               | 76 547 534    | 79 356 508    |
| Turquie             | 178 616 022   | 180 316 251   | 133 906 012                  | 147 134 147   | 91 348 613    | 104 463 676   |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302766>

1. Canada : La TVA n'inclut pas la TVA brute sur les importations.
2. Italie : La TVA n'inclut pas la TVA brute sur les importations.

Tableau A.5. Composition de la taxe sur la valeur ajoutée collectée par l'administration fiscale

| Composition de la taxe sur la valeur ajoutée collectée par l'administration fiscale (en milliers, monnaie locale) |  |                 |   |                 |  |                |
|---|--|-----------------|---|-----------------|--|----------------|
| Juridiction   | Taxe sur la valeur ajoutée<br>(intérieure brute) |                 | Taxe sur la valeur ajoutée<br>(importations brutes) même<br>recouvrée par les douanes |                 | Remboursements de la taxe<br>sur la valeur ajoutée |                |
|   | 2018   | 2019            | 2018  | 2019            | 2018   | 2019           |
| Afrique du Sud  | 336 206 554                                      | 378 732 651     | 152 861 677   | 175 184 585     | 191 070 644  | 229 151 259    |
| Allemagne <sup>1</sup>  | 175 437 173                                      | 183 112 738     | 59 363 296  | 60 142 788      | 0  | 0              |
| Arabie saoudite   | 38 311 184                                       | 47 341 498      | 21 853 081  | 24 400 669      | 4 829 626  | 13 564 069     |
| Argentine   | 767 719 275                                      | 1 097 201 136   | 360 261 015   | 481 095 767     | 23 400 000   | 45 700 000     |
| Australie   | 119 142 148                                      | 125 075 562     | 3 900 000   | 4 200 000       | 59 777 000   | 64 006 000     |
| Autriche  | 42 720 890                                       | 44 570 270      | 287 844   | 276 502         | 13 661 636   | 14 800 576     |
| Belgique  | 46 166 428                                       | 47 155 974      | 455 805   | 468 730         | 15 597 819   | 16 161 305     |
| Bésil   | 252 235 912                                      | 239 132 993     | 58 957 294  | 63 250 337      | 5 874 268  | 11 561 783     |
| Bulgarie  | 12 472 423                                       | 13 817 983      | 4 466 758   | 4 266 867       | 6 972 193  | 7 115 114      |
| Canada <sup>2</sup>   | 42 940 492                                       | 43 631 505      | D   | D               | 0  | 0              |
| Chili   | 14 420 539 000                                   | 15 457 314 000  | 8 413 733 000   | 8 622 479 000   | 6 622 626 000                                      | 7 730 850 000  |
| Chine (République populaire de) <sup>3</sup>  | 6 143 038 350                                    | 6 242 326 130   | 1 624 048 470   | 1 514 463 700   | 0  | 0              |
| Chypre  | 1 831 180  | 1 943 285       | 478 336   | 490 848         | 486 890  | 395 031        |
| Colombie  | 40 856 077 708                                   | 44 390 408 427  | 19 061 511 770  | 22 032 861 844  | 4 038 479 478                                      | 4 485 067 900  |
| Corée <sup>4</sup>  | 25 283 853 896                                   | 28 278 557 991  | 44 725 254 238  | 42 549 709 839  | 0  | 0              |
| Costa Rica <sup>5</sup>   | 779 416 350                                      | 958 750 120     | 708 203 660   | 676 235 820     | 0  | 0              |
| Croatie   | 53 851 845                                       | 57 879 819      | 9 208 577   | 8 439 537       | 11 293 010   | 11 353 071     |
| Danemark  | 511 118 807                                      | 547 524 113     | -547 088  | -750 609        | 293 073 822  | 312 576 494    |
| Espagne   | 79 671 246                                       | 82 359 627      | 16 484 357  | 17 281 728      | 25 978 813   | 28 103 432     |
| Estonie   | 2 038 155  | 2 180 894       | 280 934   | 281 522         | 6 469  | 7 764          |
| États-Unis  |  |                 |   |                 |  |                |
| Finlande <sup>6</sup>   | 30 901 200                                       | 32 141 100      | 0   | 0               | 13 140 900   | 13 190 200     |
| France  | 198 354 470                                      | 203 105 810     | 27 653 527  | 31 295 856      | 54 926 928   | 59 597 677     |
| Géorgie   | 1 076 847  | 1 515 661       | 3 350 062   | 3 723 360       | 509 419  | 608 547        |
| Grèce   | 13 489 141                                       | 12 381 294      | 2 730 893   | 5 411 144       | 1 927 193  | 2 100 222      |
| Hong Kong (Chine)   |  |                 |   |                 |  |                |
| Hongrie   | 6 654 796 300                                    | 7 385 481 100   | 276 725 600   | 298 930 100     | 3 002 836 100                                      | 3 152 032 200  |
| Inde  |  |                 |   |                 |  |                |
| Indonésie   | 428 576 029 238                                  | 457 342 570 305 | 190 522 489 882   | 176 100 269 202 | 81 665 424 331                                     | 81 665 424 331 |
| Irlande   | 17 434 671                                       | 18 926 454      | 1 905 539   | 2 008 117       | 5 132 397  | 5 767 230      |
| Islande   | 76 879 000                                       | 83 201 000      | 175 577 000   | 183 120 000     | 21 050 000   | 23 606 000     |
| Israël  | 85 889 000                                       | 91 349 000      | 45 889 300  | 46 455 000      | 33 902 000   | 36 986 000     |
| Italie  | 119 367 000                                      | 122 990 000     | D   | D               | 30 333 000   | 31 084 000     |
| Japon <sup>7</sup>  | 22 233 872 000                                   | 22 446 204 000  | 0   | 0               | 6 190 482 000                                      | 6 620 527 000  |
| Kenya   | 219 499 363                                      | 244 748 287     | 151 677 445   | 179 177 943     | 14 400 000   | 14 400 000     |
| Lettonie  | 3 268 105  | 3 472 386       | 76 067  | 72 976          | 887 203  | 897 015        |
| Lituanie  | 4 728 954  | 4 972 425       | 36 812  | 36 254          | 1 225 679  | 1 232 801      |
| Luxembourg <sup>8</sup>   | 5 347 663  | 5 614 888       | 0   | 0               | 1 623 737  | 1 666 857      |

Tableau A.5. Composition de la taxe sur la valeur ajoutée collectée par l'administration fiscale (suite)

| Juridiction         | Composition de la taxe sur la valeur ajoutée collectée par l'administration fiscale (en milliers, monnaie locale) |               |   |             |   |             |
|---------------------|---|---------------|---|-------------|---|-------------|
|                     | Taxe sur la valeur ajoutée (intérieure brute)   |               | Taxe sur la valeur ajoutée (importations brutes) même recouvrée par les douanes |             | Remboursements de la taxe sur la valeur ajoutée |             |
|                     | 2018  | 2019          | 2018  | 2019        | 2018  | 2019        |
| Malaisie            |   |               |   |             |   |             |
| Malte               | 986 273   | 1 060 621     | 131 689   | 154 546     | 189 992   | 270 426     |
| Maroc               | 38 877 000  | 41 339 000    | 54 792 800  | 54 229 200  | 4 949 782                                       | 7 073 932   |
| Mexique             | 934 305 675   | 953 802 962   | 714 696 806   | 680 779 401 | 726 764 192                                     | 701 255 597 |
| Norvège             | 393 509 089   | 414 407 679   | 1 820 214   | 1 712 327   | 100 208 528                                     | 110 234 114 |
| Nouvelle-Zélande    | 31 774 795  | 33 397 969    | 9 420 487   | 10 257 202  | 13 086 351                                      | 14 004 865  |
| Pays-Bas            | 83 659 332  | 89 947 796    | 846 663   | 843 523     | 32 163 712                                      | 34 318 583  |
| Pérou               | 35 124 963  | 37 891 702    | 25 541 126  | 25 612 562  | 12 634 495                                      | 15 059 268  |
| Pologne             | 256 692 275   | 278 182 217   | 14 959 551  | 15 825 185  | 96 704 755                                      | 113 115 651 |
| Portugal            | 22 444 119  | 23 883 993    | 947 982   | 523 492     | 5 977 603                                       | 5 779 279   |
| République slovaque | 10 301 542  | 10 954 630    | 2 673 078   | 2 694 428   | 6 658 464                                       | 6 818 903   |
| République tchèque  | 732 291 617   | 765 811 384   | 299 811   | 296 338     | 319 279 049                                     | 334 500 307 |
| Roumanie            | 67 727 188  | 75 223 143    | 8 285 721   | 8 984 038   | 16 406 785                                      | 18 790 005  |
| Royaume-Uni         | 184 799 962   | 194 534 329   | 30 263 271  | 32 811 765  | 86 443 584                                      | 91 750 318  |
| Russie <sup>9</sup> | 3 574 613 815   | 4 257 770 868 | 186 559 556   | 223 970 973 | 0   | 0           |
| Singapour           | 14 670 703  | 15 086 779    | 5 563 684   | 5 961 804   | 9 271 816                                       | 9 908 119   |
| Slovénie            | 5 645 985   | 5 836 718     | 129 152   | 124 324     | 2 018 289                                       | 2 089 519   |
| Suède <sup>10</sup> | 674 535 000   | 704 180 000   | 0   | 0           | 228 892 000                                     | 244 293 000 |
| Suisse              | 21 483 112  | 21 614 500    | 10 898 311  | 10 918 883  | 9 684 132                                       | 9 942 040   |
| Thaïlande           | 469 972 530   | 473 551 483   | 323 026 080   | 326 116 763 | 218 248 471                                     | 259 394 301 |
| Turquie             | 128 359 938   | 144 851 653   | 122 301 655   | 124 888 514 | 72 045 571                                      | 89 423 916  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302785>**D** Données non disponibles

1. Allemagne : La TVA (intérieure brute) inclut les remboursements de TVA.
2. Canada : La TVA (intérieure brute) inclut les remboursements de TVA.
3. Chine (République populaire de) : La TVA (intérieure brute) inclut les remboursements de TVA.
4. Corée : La TVA (intérieure brute) inclut les remboursements de TVA.
5. Costa Rica : La TVA (intérieure brute) inclut les remboursements de TVA.
6. Finlande : La TVA (intérieure brute) inclut la TVA (sur les importations).
7. Japon : La TVA (intérieure brute) inclut la TVA (sur les importations).
8. Luxembourg : La TVA (intérieure brute) inclut la TVA (sur les importations).
9. Russie : La TVA (intérieure brute) inclut les remboursements de TVA.
10. Suède : La TVA (intérieure brute) inclut la TVA (sur les importations).

Tableau A.6. Recettes nettes perçues par l'administration fiscale, par type d'impôt :  
CSS et recettes non fiscales

| Juridiction                     | Recettes nettes perçues par l'administration fiscale (en milliers, monnaie locale) |               |                       |               |
|---------------------------------|--|---------------|-----------------------|---------------|
|                                 | Cotisations de sécurité sociale  |               | Recettes non fiscales |               |
|                                 | 2018   | 2019          | 2018                  | 2019          |
| Afrique du Sud                  | 18 271 131   | 19 116 523    | 7 797 028             | 9 025 257     |
| Allemagne                       |  |               |                       |               |
| Arabie saoudite                 |  |               |                       |               |
| Argentine                       | 905 447 455  | 1 212 552 621 | 273 793 995           | 375 376 059   |
| Australie                       |  |               | 454 553               | 84 542        |
| Autriche                        |  |               |                       |               |
| Belgique                        |  |               | 4 279 046             | 3 947 429     |
| Brésil                          | 411 242 842  | 436 430 395   |                       |               |
| Bulgarie                        | 9 277 149  | 10 332 067    | 398 921               | 450 496       |
| Canada                          | 70 047 286   | 73 986 222    | 4 310 137             | 6 082 518     |
| Chili                           |  |               |                       |               |
| Chine (République populaire de) | 2 554 761 830  | 3 889 792 470 | 495 529 010           | 633 764 150   |
| Chypre                          |  |               |                       |               |
| Colombie                        |  |               |                       |               |
| Corée                           |  |               | 1 039 555 161         | 1 004 434 095 |
| Costa Rica                      |  |               |                       |               |
| Croatie                         | 44 923 758   | 46 452 490    | 37 702                | 43 416        |
| Danemark                        | 91 222 938   | 95 179 596    |                       |               |
| Espagne                         |  |               | 4 083 895             | 4 195 657     |
| Estonie                         | 3 383 640  | 3 705 927     | 155 829               | 156 386       |
| États-Unis                      | 1 129 344 468  | 1 203 833 015 |                       |               |
| Finlande                        | 760 800  | 698 400       |                       |               |
| France                          |  |               | 91 499 000            | 75 861 000    |
| Géorgie                         |  |               |                       |               |
| Grèce                           |  |               | 4 419 118             | 8 613 966     |
| Hong Kong (Chine)               |  |               |                       |               |
| Hongrie                         | 4 648 588 900  | 5 027 299 600 |                       |               |
| Inde                            |  |               |                       |               |
| Indonésie                       |  |               |                       |               |
| Irlande                         | 11 155 104   | 12 252 225    | 2 922 137             | 3 577 600     |
| Islande                         | 96 564 000   | 97 494 000    |                       |               |
| Israël                          |  |               |                       |               |
| Italie                          |  |               |                       |               |
| Japon                           |  |               |                       |               |
| Kenya                           |  |               | 95 090 444            | 105 388 818   |
| Lettonie                        | 3 204 464  | 3 509 877     | 445 035               | 463 770       |
| Lituanie                        |  |               | 429 247               | 436 899       |
| Luxembourg                      |  |               | 186 303               | 192 320       |
| Malaisie                        |  |               | 2 712                 | 8 463         |

Tableau A.6. Recettes nettes perçues par l'administration fiscale, par type d'impôt :  
CSS et recettes non fiscales (suite)

| Juridiction         | Recettes nettes perçues par l'administration fiscale (en milliers, monnaie locale) |               |                       |             |
|---------------------|--|---------------|-----------------------|-------------|
|                     | Cotisations de sécurité sociale  |               | Recettes non fiscales |             |
|                     | 2018   | 2019          | 2018                  | 2019        |
| Malte               | 967 830  | 1 046 139     | 1 417                 | 568         |
| Maroc               |  |               |                       |             |
| Mexique             |  |               | 833 237 896           | 830 026 725 |
| Norvège             | 141 693 806  | 147 759 046   | 7 550 233             | 9 028 479   |
| Nouvelle-Zélande    |  |               | 834 947               | 1 599 627   |
| Pays-Bas            | 91 532 696   | 91 230 072    | 5 527 788             | 6 727 020   |
| Pérou               | 14 816 264   | 15 478 438    | 1 081 625             | 1 514 717   |
| Pologne             |  |               | 28 887 911            | 31 379 034  |
| Portugal            |  |               | 298 908               | 314 449     |
| République slovaque |  |               | 236 424               | 128 252     |
| République tchèque  |  |               | 6 202 898             | 4 782 242   |
| Roumanie            | 97 782 107   | 111 556 689   | 14 075 579            | 13 567 034  |
| Royaume-Uni         | 130 500 000  | 135 000 000   | 4 100 000             | 3 600 000   |
| Russie              | 6 416 843 367  | 7 038 733 168 | 186 301 715           | 233 622 616 |
| Singapour           |  |               |                       |             |
| Slovénie            | 7 034 924  | 7 530 764     | 104 202               | 108 343     |
| Suède               | 699 700 000  | 724 600 000   |                       |             |
| Suisse              |  |               |                       |             |
| Thaïlande           |  |               |                       |             |
| Turquie             |  |               |                       |             |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302804>

Tableau A.7. Dépenses de l'administration fiscale

| Juridiction                     | Dépenses de l'administration fiscale (en milliers, monnaie locale) <sup>1</sup> |               |               |               |  |             |                           |             |
|---------------------------------|---|---------------|---------------|---------------|--|-------------|---------------------------|-------------|
|                                 | Dépenses de fonctionnement  |               | Salaires      |               | Technologies de l'information et de la communication (TIC) |             | Dépenses d'investissement |             |
|                                 | 2018  | 2019          | 2018          | 2019          | 2018   | 2019        | 2018                      | 2019        |
| Afrique du Sud                  | 8 205 145   | 8 032 382     | 5 649 829     | 5 623 829     | 72 324   | 62 329      | 26 959                    | 49 018      |
| Allemagne                       | 9 669 547   | 10 029 757    | 8 081 300     | 8 340 986     | 879 254  | 975 035     | 287 700                   | 277 336     |
| Arabie saoudite                 | 1 042 386   | 1 526 861     | 552 265       | 810 483       | 102 195  | 202 187     | 82 135                    | 91 394      |
| Argentine                       | 38 742 701  | 54 665 678    | 36 676 060    | 51 833 002    | 131 337  | 585 716     | 63 629                    | 624 413     |
| Australie                       | 3 581 480   | 3 630 168     | 1 977 679     | 1 953 172     | 465 956  | 443 669     | 201 685                   | 144 866     |
| Autriche                        | 586 078   | 601 182       | 503 745       | 517 671       | 130 000  | 140 000     | 632                       | 517         |
| Belgique                        | 922 789   | 909 649       | 743 517       | 736 560       | 41 513   | 39 233      | D                         | D           |
| Brésil                          | 5 900 217   | 5 810 120     | 4 274 939     | 4 231 599     | 170 373  | 179 543     | 2 669                     | 2 222       |
| Bulgarie                        | 207 787   | 230 552       | 177 190       | 196 754       | 6 868  | 40 213      | 9 606                     | 35 005      |
| Canada                          | 4 915 828   | 5 115 836     | 3 651 742     | 3 784 269     | 706 104  | 831 423     | 89 687                    | 71 606      |
| Chili                           | 222 346 081   | 222 886 291   | 198 201 025   | 200 334 499   | 19 971 852   | 22 181 328  | 5 631 037                 | 5 441 472   |
| Chine (République populaire de) | D   | 110 564 273   | D             | 65 293 499    | D  | 1 759 569   | D                         | 3 686 407   |
| Chypre                          | 38 648  | 39 898        | 30 712        | 32 375        | 607  | 585         | 24                        | 76          |
| Colombie                        | 1 048 964 985   | 1 131 507 943 | 870 920 283   | 945 635 574   | 52 358 259   | 78 890 651  | 104 928 785               | 121 888 289 |
| Corée                           | 1 613 431 330   | 1 669 286 179 | 1 171 131 137 | 1 213 281 278 | 93 617 638   | 104 081 637 | 25 401 141                | 42 871 005  |
| Costa Rica                      | 48 162 090  | 48 182 732    | 22 750 263    | 22 174 921    | 10 812 977   | 11 045 717  | 1 132 057                 | 1 210 983   |
| Croatie                         | 791 721   | 821 315       | 506 903       | 523 355       | 150 816  | 147 514     | 41 994                    | 63 066      |
| Danemark                        | 6 885 052   | 8 449 573     | 3 556 589     | 3 913 153     | 1 515 696  | 2 168 439   | 1 497 846                 | 1 808 020   |
| Espagne                         | 1 076 214   | 1 138 158     | 878 625       | 942 578       | 59 080   | 57 550      | 30 709                    | 24 629      |
| Estonie <sup>2</sup>            | 27 169  | 28 199        | 19 997        | 20 447        | 58   | 77          | 304                       | 100         |
| États-Unis                      | 11 202 194  | 11 204 900    | 8 172 955     | 8 328 385     | 2 772 321  | 2 821 332   | 544 254                   | 620 342     |
| Finlande                        | 414 448   | 422 753       | 258 124       | 265 664       | 98 479   | 100 993     | 86                        | 28          |
| France                          | 3 580 419   | 3 422 846     | 3 093 061     | 3 054 018     | 203 098  | 196 546     | D                         | D           |
| Géorgie                         | 37 651  | 40 853        | 30 522        | 33 742        | 902  | 1 327       | 998                       | 2 272       |
| Grèce <sup>3</sup>              | 320 346   | 315 645       | 279 197       | 276 288       | 223  | 1 317       | 412                       | 1 498       |
| Hong Kong (Chine)               | 1 539 230   | 1 605 078     | 1 340 026     | 1 393 159     | 166 876  | 171 366     | 77 070                    | 61 289      |
| Hongrie                         | 161 126 093   | 188 858 773   | 106 940 802   | 108 716 387   | D  | D           | D                         | D           |

Tableau A.7. Dépenses de l'administration fiscale (suite)

| Juridiction         | Dépenses de l'administration fiscale (en milliers, monnaie locale) <sup>1</sup> |               |               |               |  |            |                           |             |
|---------------------|---|---------------|---------------|---------------|--|------------|---------------------------|-------------|
|                     | Dépenses de fonctionnement  |               | Salaires      |               | Technologies de l'information et de la communication (TIC) |            | Dépenses d'investissement |             |
|                     | 2018  | 2019          | 2018          | 2019          | 2018   | 2019       | 2018                      | 2019        |
| Inde                | 60 876 480  | 70 758 899    | 36 392 489    | 39 464 346    | 6 661 290  | 8 680 778  | 1 816 771                 | 2 440 458   |
| Indonésie           | 6 192 874 803   | 6 504 839 684 | 2 400 520 431 | 2 683 779 258 | 103 062 389  | 29 001 042 | 541 494 885               | 433 184 402 |
| Irlande             | 342 545   | 342 474       | 244 311       | 242 957       | 7 615  | 7 354      | 1 645                     | 1 729       |
| Islande             | 3 162 188   | 3 686 179     | 2 456 194     | 2 793 807     | 422 417  | 504 272    | 191 080                   | 372 114     |
| Israël              | 2 800 192   | 2 896 099     | 1 659 226     | 1 710 062     | 336 448  | 357 385    | 97 732                    | 100 144     |
| Italie              | 3 111 672   | 3 027 825     | 1 782 871     | 1 824 105     | 286 300  | 286 531    | 95 530                    | 11 775      |
| Japon               | 700 416 000   | 702 647 000   | 559 804 000   | 550 548 000   | 48 820 000   | 49 561 000 | D                         | D           |
| Kenya               | 10 060 326  | 9 504 340     | 8 916 003     | 8 342 550     | 21 067   | 36 546     | 124 244                   | 1 326       |
| Lettonie            | 82 467  | 79 964        | 53 393        | 53 965        | 11 574   | 10 654     | 8 734                     | 4 992       |
| Lituanie            | 52 653  | 59 128        | 43 941        | 50 116        | 7 453  | 9 393      | 3 959                     | 6 235       |
| Luxembourg          | 123 580   | 136 306       | 106 000       | 113 731       | 2 231  | 2 756      | 563                       | 394         |
| Malaisie            | 2 261 698   | 2 361 110     | 1 614 301     | 1 644 104     | 158 170  | 153 919    | 116 151                   | 59 678      |
| Malte               | D   | D             | 7 791 021     | 9 102 754     | 2 400  | 2 050      | D                         | D           |
| Maroc               | 843 071   | 885 120       | 690 462       | 706 191       | 91 493   | 84 961     | 64 314                    | 89 514      |
| Mexique             | 12 754 449  | 10 673 737    | 10 060 723    | 8 468 185     | 602 950  | 525 149    | 0                         | 4 961       |
| Norvège             | 6 055 634   | 6 102 977     | 4 505 882     | 4 571 936     | 1 169 212  | 1 256 595  | 529 263                   | 523 352     |
| Nouvelle-Zélande    | 543 676   | 563 235       | 268 386       | 278 173       | 57 725   | 73 851     | 70 286                    | 73 112      |
| Pays-Bas            | 1 899 427   | 2 224 396     | 1 403 654     | 1 450 171     | 377 450  | 510 747    | 49 497                    | 50 578      |
| Pérou               | 1 132 110   | 1 110 398     | 777 272       | 772 443       | 123 883  | 130 290    | 70 644                    | 90 710      |
| Pologne             | 4 014 933   | 4 389 223     | 3 283 641     | 3 687 739     | 42 515   | 47 129     | 4 694                     | 4 054       |
| Portugal            | 502 548   | 535 315       | 394 849       | 423 923       | 26 029   | 30 355     | 24 225                    | 18 558      |
| République slovaque | 203 359   | 241 725       | 124 578       | 144 904       | 14 301   | 10 032     | 5 452                     | 12 210      |
| République tchèque  | 11 695 399  | 12 197 041    | 7 217 945     | 7 559 634     | 1 138 606  | 1 285 034  | 401 244                   | 455 590     |
| Roumanie            | 2 290 384   | 2 410 453     | 2 054 316     | 2 215 332     | D  | D          | D                         | D           |
| Royaume-Uni         | 3 361 694   | 3 624 556     | 2 116 159     | 2 299 303     | 580 816  | 605 108    | 273 270                   | 353 478     |
| Russie              | 141 400 000   | 159 100 000   | 112 500 000   | 130 500 000   | 19 792 369   | 18 161 976 | 3 700 000                 | 4 100 000   |
| Singapour           | 424 259   | 421 950       | 257 418       | 258 719       | 113 345  | 111 234    | 16 576                    | 16 191      |

Tableau A.7. Dépenses de l'administration fiscale (suite)

| Juridiction | Dépenses de l'administration fiscale (en milliers, monnaie locale) <sup>1</sup> |           |           |           |  |           |                           |         |
|-------------|---|-----------|-----------|-----------|--|-----------|---------------------------|---------|
|             | Dépenses de fonctionnement  |           | Salaires  |           | Technologies de l'information et de la communication (TIC) |           | Dépenses d'investissement |         |
|             | 2018  | 2019      | 2018      | 2019      | 2018   | 2019      | 2018                      | 2019    |
| Slovenie    | 118 873   | 127 168   | 98 911    | 104 783   | 11 055   | 12 939    | 9 829                     | 11 884  |
| Suède       | 8 488 562   | 8 612 181 | 6 228 075 | 6 188 971 | 1 793 000  | 1 656 000 | 291 264                   | 311 079 |
| Suisse      | 265 824   | 261 273   | 165 407   | 169 308   | 54 451   | 41 316    | 1 806                     | 494     |
| Thaïlande   | 9 280 645   | 9 634 815 | 6 892 408 | 7 209 961 | 495 000  | 495 000   | 332 914                   | 53 105  |
| Turquie     | 3 226 727   | 3 672 736 | 2 708 687 | 3 243 681 | 137 490  | 149 477   | 152 213                   | 159 848 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302823>

**D** Données non disponibles

1. Note : Les chiffres relatifs aux dépenses ont été estimés par certaines administrations.
2. Estonie : Les dépenses TIC sont communiquées par le « Centre des technologies de l'information du ministère des Finances ». L'ensemble des dépenses et des investissements sont gérés par ce Centre.
3. Grèce : Les dépenses TIC n'incluent pas les salaires du personnel TIC.

Tableau A.8. Personnel de l'administration fiscale : total et par fonction

| Juridiction                     | ETP par fonction <sup>1</sup>                          |         |  |        |   |        |  |        |                  |        |   |      |
|---------------------------------|--|---------|--|--------|---|--------|--|--------|------------------|--------|---|------|
|                                 | Total des ETP de l'administration fiscale <sup>1</sup> |         | Enregistrement, services aux contribuables, traitement des déclarations et des paiements |        | Contrôles, enquêtes et autres vérifications |        | Recouvrement de créances et fonctions connexes |        | Autres fonctions |        | Pourcentage du personnel affecté à des fonctions centrales <sup>1</sup> |      |
|                                 | 2018   | 2019    | 2018   | 2019   | 2018  | 2019   | 2018   | 2019   | 2018             | 2019   | 2018  | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 10 169   | 9 510   | 3 670  | 3 299  | 2 225                                       | 2 097  | 1 173  | 1 034  | 3 101            | 3 080  | 7.0   | 8.0  |
| Allemagne                       | 110 071  | 109 769 | 24 639   | 24 533 | 39 897                                      | 38 183 | 8 199  | 8 143  | 37 336           | 38 910 | 6.4   | 6.7  |
| Arabie saoudite                 | 2 876  | 2 839   | 181  | 404    | 1 421                                       | 1 394  | 7  | 91     | 1 267            | 950    | 68.0  | 70.0 |
| Argentine                       | 14 743   | 15 389  | 982  | 969    | 3 986                                       | 4 094  | 3 425  | 3 535  | 6 350            | 6 791  | 15.0  | 17.0 |
| Australie                       | 18 236   | 17 412  | 2 581  | 2 107  | 5 277                                       | 5 337  | 1 321  | 1 259  | 9 057            | 8 709  | 11.0  | 11.0 |
| Autriche                        | 7 880  | 7 904   | 1 857  | 1 880  | 4 009                                       | 3 981  | 394  | 401    | 1 620            | 1 642  | 2.8   | 2.8  |
| Belgique                        | 15 735   | 15 548  | 6 303  | 6 290  | 6 156                                       | 6 012  | 1 517  | 1 489  | 1 759            | 1 757  | 12.0  | 12.0 |
| Brésil                          | 12 875   | 11 540  | 3 765  | 3 375  | 3 228                                       | 2 894  | 2 476  | 2 220  | 3 406            | 3 051  | 7.3   | 5.5  |
| Bulgarie                        | 7 886  | 7 886   | 373  | 365    | 3 621                                       | 3 577  | 769  | 771    | 3 123            | 3 173  | 21.0  | 22.0 |
| Canada                          | 39 765   | 41 075  | 8 611  | 9 201  | 9 757                                       | 9 962  | 10 074   | 10 699 | 11 323           | 11 213 | 27.6  | 27.7 |
| Chili                           | 4 978  | 5 014   | 823  | 828    | 2 281                                       | 2 291  | 0  | 0      | 1 874            | 1 895  | 23.0  | 23.0 |
| Chine (République populaire de) | 740 196  | 720 258 | D  | D      | D   | D      | D  | D      | D                | D      | 0.2   | 0.2  |
| Chypre                          | 760  | 745     | 269  | 264    | 275   | 270    | 127  | 124    | 89               | 87     | 16.0  | 16.0 |
| Colombie                        | 6 813  | 7 360   | 1 610  | 1 739  | 2 707                                       | 2 924  | 1 010  | 1 091  | 1 486            | 1 606  | 17.5  | 17.5 |
| Corée                           | 20 368   | 20 874  | 10 897   | 11 314 | 4 430                                       | 4 496  | 1 298  | 1 253  | 3 743            | 3 811  | 4.3   | 4.5  |
| Costa Rica                      | 958  | 935     | 100  | 102    | 452   | 420    | 109  | 112    | 297              | 301    | 26.0  | 28.0 |
| Croatie                         | 3 949  | 3 899   | 2 075  | 2 037  | 799   | 787    | 520  | 514    | 555              | 561    | 8.0   | 9.0  |
| Danemark                        | 8 010  | 8 540   | 1 688  | 1 741  | 1 632                                       | 1 687  | 1 494  | 1 577  | 3 196            | 3 535  | 8.4   | 8.0  |
| Espagne                         | 20 317   | 20 730  | 3 276  | 3 331  | 8 984                                       | 9 178  | 4 076  | 4 207  | 3 981            | 4 014  | 18.2  | 18.6 |
| Estonie                         | 773  | 742     | 290  | 234    | 335   | 360    | 52   | 56     | 96               | 92     | 17.6  | 17.6 |
| États-Unis                      | 73 519   | 73 554  | 27 671   | 28 644 | 20 782                                      | 19 742 | 8 662  | 8 454  | 16 404           | 16 714 | 6.3   | 6.4  |
| Finlande                        | 4 978  | 4 998   | 905  | 898    | 1 157                                       | 1 156  | 114  | 109    | 2 802            | 2 835  | 15.0  | 17.0 |
| France                          | 45 800   | 44 739  | 12 966   | 12 834 | 11 227                                      | 10 944 | 8 842  | 8 478  | 12 765           | 12 483 | 3.7   | 3.8  |
| Géorgie                         | 1 920  | 2 030   | 447  | 485    | 854   | 878    | 63   | 60     | 556              | 607    | 6.0   | 9.0  |

Tableau A.8. Personnel de l'administration fiscale : total et par fonction (suite)

| Juridiction           | ETP par fonction <sup>1</sup>                          |        |  |        |   |        |  |       |                  |        |   |        |      |      |
|-----------------------|--|--------|--|--------|---|--------|--|-------|------------------|--------|---|--------|------|------|
|                       | Total des ETP de l'administration fiscale <sup>1</sup> |        | Enregistrement, services aux contribuables, traitement des déclarations et des paiements |        | Contrôles, enquêtes et autres vérifications |        | Recouvrement de créances et fonctions connexes |       | Autres fonctions |        | Pourcentage du personnel affecté à des fonctions centrales <sup>1</sup> |        |      |      |
|                       | 2018   | 2019   | 2018   | 2019   | 2018  | 2019   | 2018   | 2019  | 2018             | 2019   | 2018  | 2019   |      |      |
| Grèce                 | 8 216  | 8 532  | D  | D      | D   | D      | D  | D     | D                | D      | D   | D      | 14.3 | 11.3 |
| Hong Kong (Chine)     | 2 852  | 2 889  | 1 828  | 1 845  | 239   | 239    | 222  | 222   | 563              | 583    | 563   | 583    | 10.9 | 10.8 |
| Hongrie               | 14 132   | 13 702 | 3 335  | 3 278  | 4 927                                       | 4 700  | 3 320  | 3 223 | 2 550            | 2 501  | 2 550   | 2 501  | 41.2 | 43.6 |
| Inde                  | 42 229   | 42 153 | D  | D      | D   | D      | D  | D     | D                | D      | D   | D      | D    | D    |
| Indonésie             | 45 341   | 46 517 | 10 383   | 10 887 | 7 028                                       | 7 853  | 700  | 677   | 27 230           | 27 100 | 27 230  | 27 100 | 14.4 | 13.3 |
| Irlande               | 4 928  | 5 040  | 1 926  | 2 210  | 1 799                                       | 2 003  | 516  | 565   | 687              | 262    | 687   | 262    | 32.4 | 30.4 |
| Islande <sup>2</sup>  | 226  | 253    | 128  | 123    | 37  | 43     | 0  | 29    | 61               | 58     | 61  | 58     | 72.0 | 61.0 |
| Israël                | 6 422  | 6 720  | 1 744  | 1 794  | 1 539                                       | 1 706  | 461  | 467   | 2 678            | 2 753  | 2 678   | 2 753  | 21.0 | 20.0 |
| Italie                | 37 853   | 35 625 | 11 554   | 10 957 | 13 650                                      | 12 893 | 987  | 913   | 11 662           | 10 862 | 11 662  | 10 862 | 6.2  | 6.1  |
| Japon                 | 55 667   | 55 724 | D  | D      | D   | D      | D  | D     | D                | D      | D   | D      | 1.7  | 1.8  |
| Kenya                 | 2 671  | 2 861  | 534  | 572    | 1 336                                       | 1 431  | 801  | 858   | 0                | 0      | 0   | 0      | 30.0 | 40.0 |
| Lettonie              | 2 679  | 2 678  | 1 178  | 1 108  | 787   | 826    | 225  | 223   | 489              | 521    | 489   | 521    | D    | D    |
| Lituanie <sup>3</sup> | 2 837  | 2 659  | 1 425  | 976    | 766   | 1 039  | 172  | 166   | 474              | 478    | 474   | 478    | 47.0 | 50.0 |
| Luxembourg            | 1 128  | 1 153  | 142  | 153    | 681   | 690    | 72   | 71    | 233              | 239    | 233   | 239    | 19.9 | 19.7 |
| Malaisie              | 12 889   | 13 211 | 3 736  | 4 136  | 3 831                                       | 3 834  | 1 205  | 1 217 | 4 117            | 4 024  | 4 117   | 4 024  | 14.8 | 14.4 |
| Malte                 | 368  | 368    | D  | D      | 144   | 145    | 87   | 87    | D                | D      | D   | D      | 15.5 | 17.1 |
| Maroc                 | 5 085  | 4 939  | 2 486  | 2 408  | 621   | 598    | 685  | 640   | 1 293            | 1 293  | 1 293   | 1 293  | 11.0 | 11.0 |
| Mexique               | 35 202   | 33 058 | 3 424  | 3 373  | 10 462                                      | 9 855  | 6 186  | 5 523 | 15 130           | 14 307 | 15 130  | 14 307 | 12.0 | 12.0 |
| Norvège               | 5 880  | 6 054  | 1 038  | 978    | 2 135                                       | 2 633  | 308  | 288   | 2 399            | 2 155  | 2 399   | 2 155  | 6.4  | 10.2 |
| Nouvelle-Zélande      | 5 135  | 4 888  | 1 545  | 878    | 747   | 136    | 547  | 1 128 | 2 296            | 2 746  | 2 296   | 2 746  | 28.0 | 29.0 |
| Pays-Bas              | 19 736   | 20 390 | 3 419  | 3 318  | 7 172                                       | 7 318  | 1 606  | 1 531 | 7 539            | 8 223  | 7 539   | 8 223  | 2.4  | 2.1  |
| Pérou                 | 6 929  | 6 821  | 1 245  | 1 274  | 2 517                                       | 2 422  | 898  | 940   | 2 269            | 2 185  | 2 269   | 2 185  | 15.0 | 15.1 |
| Pologne               | 45 976   | 46 561 | 13 509   | 13 612 | 4 183                                       | 4 249  | 7 132  | 7 199 | 21 152           | 21 501 | 21 152  | 21 501 | 2.5  | 2.5  |
| Portugal              | 9 660  | 9 869  | 5 195  | 5 431  | 1 835                                       | 1 830  | 1 141  | 1 137 | 1 489            | 1 471  | 1 489   | 1 471  | 18.4 | 18.1 |
| République slovaque   | 5 715  | 5 596  | 2 326  | 2 317  | 1 510                                       | 1 491  | 285  | 285   | 1 594            | 1 503  | 1 594   | 1 503  | 6.6  | 6.4  |

Tableau A.8. Personnel de l'administration fiscale : total et par fonction (suite)

| Juridiction        | ETP par fonction <sup>1</sup>                          |         |  |        |   |        |  |        |                  |        |   |      |
|--------------------|--|---------|--|--------|---|--------|--|--------|------------------|--------|---|------|
|                    | Total des ETP de l'administration fiscale <sup>1</sup> |         | Enregistrement, services aux contribuables, traitement des déclarations et des paiements |        | Contrôles, enquêtes et autres vérifications |        | Recouvrement de créances et fonctions connexes |        | Autres fonctions |        | Pourcentage du personnel affecté à des fonctions centrales <sup>1</sup> |      |
|                    | 2018   | 2019    | 2018   | 2019   | 2018  | 2019   | 2018   | 2019   | 2018             | 2019   | 2018  | 2019 |
| République tchèque | 15 540   | 15 232  | 6 686  | 6 598  | 3 256                                       | 3 185  | 1 028  | 1 008  | 4 570            | 4 441  | 1.0   | 1.0  |
| Roumanie           | 20 527   | 19 732  | 5 063  | 4 832  | 5 522                                       | 5 073  | 2 837  | 2 904  | 7 105            | 6 923  | 10.9  | 10.4 |
| Royaume-Uni        | 58 670   | 54 072  | 18 165   | 15 940 | 16 025                                      | 16 366 | 4 753  | 4 331  | 19 727           | 17 435 | 9.0   | 11.0 |
| Russie             | 145 584  | 145 299 | 24 187   | 23 798 | 78 594                                      | 78 348 | 16 728   | 17 012 | 26 075           | 26 141 | 10.9  | 11.1 |
| Singapour          | 1 911  | 1 898   | 784  | 764    | 387   | 390    | 203  | 208    | 537              | 536    | 28.0  | 28.0 |
| Slovénie           | 3 148  | 3 128   | 1 260  | 1 276  | 686   | 672    | 492  | 483    | 710              | 697    | 14.4  | 14.1 |
| Suède              | 9 566  | 9 356   | 3 714  | 3 569  | 2 401                                       | 3 031  | 221  | 214    | 3 230            | 2 542  | 6.3   | 7.5  |
| Suisse             | 1 056  | 1 091   | 78   | 85     | 264   | 275    | 63   | 65     | 651              | 666    | 22.4  | 22.8 |
| Thaïlande          | 22 093   | 21 726  | 6 115  | 5 957  | 5 461                                       | 5 472  | 1 701  | 1 666  | 8 816            | 8 631  | 10.4  | 10.5 |
| Turquie            | 38 507   | 38 019  | D  | D      | D   | D      | D  | D      | D                | D      | 1.2   | 1.9  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302842>**D** Données non disponibles

- Notes : Les chiffres relatifs aux ETP et au personnel ont été estimés par certaines administrations.
- Islande : Le 1<sup>er</sup> mai 2019, le recouvrement des créances a été transféré de la Direction des douanes à la Direction des impôts.
- Lituanie : En 2019, l'administration fiscale a connu une transformation structurelle de grande ampleur qui s'est traduite par le transfert d'un certain nombre d'agents exerçant des fonctions de services aux contribuables à des fonctions de vérification.

Tableau A.9. Solutions des technologies de l'information et de la communication (TIC) dont sont dotées les administrations fiscales

| Juridiction                     | Les solutions TIC opérationnelles de l'administration sont... |      |   |      |  |      |
|---------------------------------|---|------|---|------|--|------|
|                                 | Personnalisées  |      | Produits logiciels du commerce (PLC) sur site |      | Logiciels-services (SaaS, c'est-à-dire en nuage) |      |
|                                 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 |
| Argentine                       | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Afrique du Sud                  | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Allemagne                       | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Arabie saoudite                 | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Australie                       | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Autriche                        | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Belgique                        | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Brésil                          | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Bulgarie                        | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    |
| Canada                          | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Chili                           | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Chine (République populaire de) | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Chypre                          | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Colombie                        | ■   | ■    | □   | □    | ■  | ■    |
| Corée                           | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Costa Rica                      | □   | □    | □   | □    | □  | ■    |
| Croatie                         | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Danemark                        | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Espagne                         | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Estonie                         | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| États-Unis                      | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Finlande                        | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| France                          | ■   | ■    | □   | □    | ■  | ■    |
| Géorgie                         | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Grèce                           | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    |
| Hong Kong (Chine)               | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    |
| Hongrie                         | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Inde                            | ■   | ■    | □   | □    | ■  | ■    |
| Indonésie                       | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Irlande                         | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    |
| Islande                         | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    |
| Israël                          | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    |
| Italie                          | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    |
| Japon                           | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Kenya                           | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    |
| Lettonie                        | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    |
| Lituanie                        | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    |
| Luxembourg                      | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |

Tableau A.9. Solutions des technologies de l'information et de la communication (TIC) dont sont dotées les administrations fiscales (suite)

| Juridiction         | Les solutions TIC opérationnelles de l'administration sont... |      |   |      |  |      |
|---------------------|---|------|---|------|--|------|
|                     | Personnalisées  |      | Produits logiciels du commerce (PLC) sur site |      | Logiciels-services (SaaS, c'est-à-dire en nuage) |      |
|                     | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 |
| Malaisie            | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Malte               | □   | □    | □   | □    | □  | □    |
| Maroc               | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Mexique             | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Norvège             | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Nouvelle-Zélande    | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Pays-Bas            | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    |
| Pérou               | ■   | ■    | □   | □    | ■  | ■    |
| Pologne             | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Portugal            | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| République slovaque | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| République tchèque  | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Roumanie            | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Royaume-Uni         | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Russie              | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |
| Singapour           | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Slovénie            | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Suède               | ■   | ■    | □   | □    | ■  | ■    |
| Suisse              | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    |
| Thaïlande           | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    |
| Turquie             | ■   | ■    | □   | □    | □  | □    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302861>

- Oui  
□ Non

Tableau A.10. Indicateurs relatifs au personnel : Niveaux des effectifs

| Juridiction                                  | Niveaux des effectifs <sup>1</sup> |         |                         |        |                              |        |                          |         |
|--|------------------------------------|---------|-------------------------|--------|------------------------------|--------|--------------------------|---------|
|  | Effectifs en début d'année         |         | Départs pendant l'année |        | Recrutements pendant l'année |        | Effectifs en fin d'année |         |
|  | 2018                               | 2019    | 2018                    | 2019   | 2018                         | 2019   | 2018                     | 2019    |
| Afrique du Sud                               | 13 583                             | 13 379  | 1 279                   | 1 190  | 1 075                        | 555    | 13 379                   | 12 744  |
| Allemagne                                    | 105 241                            | 110 071 | D                       | D      | D                            | D      | 110 071                  | 109 769 |
| Arabie saoudite                              | 2 518                              | 2 876   | 96                      | 165    | 454                          | 128    | 2 876                    | 2 839   |
| Argentine                                    | 21 756                             | 20 838  | 1 045                   | 619    | 127                          | 1 742  | 20 838                   | 21 961  |
| Australie                                    | 20 682                             | 20 350  | 1 928                   | 2 297  | 1 596                        | 1 104  | 20 350                   | 19 157  |
| Autriche                                     | 9 374                              | 9 408   | 392                     | 447    | 426                          | 258    | 9 408                    | 9 219   |
| Belgique                                     | 21 421                             | 20 712  | 1 466                   | 1 217  | 757                          | 1 230  | 20 712                   | 20 725  |
| Brésil                                       | 21 797                             | 20 878  | 919                     | 2 146  | 0                            | 5      | 20 878                   | 18 737  |
| Bulgarie                                     | 7 686                              | 7 886   | 527                     | 640    | 727                          | 640    | 7 886                    | 7 886   |
| Canada                                       | 43 216                             | 44 632  | 5 851                   | 5 471  | 7 267                        | 7 659  | 44 632                   | 46 820  |
| Chili  | 4 971                              | 4 978   | 172                     | 104    | 179                          | 140    | 4 978                    | 5 014   |
| Chine (République populaire de) <sup>2</sup> | 397 491                            | 740 196 | 49 186                  | 38 736 | 391 891                      | 18 798 | 740 196                  | 720 258 |
| Chypre                                       | 773                                | 748     | 40                      | 27     | 15                           | 36     | 748                      | 757     |
| Colombie                                     | 9 704                              | 9 797   | 286                     | 344    | 379                          | 1 131  | 9 797                    | 10 584  |
| Corée  | 20 175                             | 20 602  | D                       | D      | D                            | D      | 20 602                   | 20 804  |
| Costa Rica                                   | 947                                | 961     | 60                      | 65     | 74                           | 46     | 961                      | 942     |
| Croatie                                      | 3 998                              | 3 934   | 190                     | 176    | 126                          | 119    | 3 934                    | 3 877   |
| Danemark                                     | 7 144                              | 8 417   | 688                     | 829    | 1 961                        | 1 419  | 8 417                    | 9 007   |
| Espagne                                      | 25 152                             | 24 939  | 1 114                   | 1 007  | 901                          | 1 468  | 24 939                   | 25 400  |
| Estonie                                      | 1 459                              | 1 436   | 98                      | 161    | 75                           | 109    | 1 436                    | 1 384   |
| États-Unis                                   | 81 310                             | 78 748  | 9 522                   | 9 292  | 6 960                        | 8 548  | 78 748                   | 78 004  |
| Finlande                                     | 5 150                              | 5 133   | 349                     | 306    | 332                          | 300    | 5 133                    | 5 127   |
| France                                       | 106 492                            | 104 112 | 4 832                   | 4 734  | 2 452                        | 2 177  | 104 112                  | 101 555 |
| Géorgie                                      | 3 318                              | 3 513   | 138                     | 114    | 316                          | 320    | 3 496                    | 3 719   |
| Grèce  | 11 971                             | 11 942  | 276                     | 249    | 247                          | 653    | 11 942                   | 12 346  |
| Hong Kong (Chine)                            | 2 772                              | 2 813   | 186                     | 209    | 227                          | 207    | 2 813                    | 2 811   |
| Hongrie                                      | 20 043                             | 19 313  | 987                     | 1 081  | 257                          | 506    | 19 313                   | 18 738  |
| Inde   | D                                  | D       | D                       | D      | D                            | D      | D                        | D       |
| Indonésie                                    | 43 052                             | 45 341  | 858                     | 821    | 3 147                        | 1 997  | 45 341                   | 46 517  |
| Irlande                                      | 6 007                              | 6 110   | 499                     | 528    | 602                          | 1 037  | 6 110                    | 6 619   |
| Islande <sup>3</sup>                         | 221                                | 227     | 18                      | 15     | 24                           | 64     | 227                      | 276     |
| Israël                                       | 5 760                              | 5 871   | 168                     | 356    | 261                          | 577    | 5 853                    | 6 092   |
| Italie                                       | 38 661                             | 36 771  | 1 990                   | 2 726  | 163                          | 340    | 36 834                   | 34 385  |
| Japon  | 55 253                             | 55 695  | D                       | D      | 2 106                        | 2 234  | D                        | D       |
| Kenya  | 5 196                              | 6 911   | 219                     | 350    | 829                          | 1 427  | 6 911                    | 7 988   |
| Lettonie                                     | 3 639                              | 3 636   | 235                     | 280    | 232                          | 256    | 3 636                    | 3 612   |
| Lituanie                                     | 3 062                              | 2 813   | 400                     | 319    | 151                          | 173    | 2 813                    | 2 667   |
| Luxembourg                                   | 1 164                              | 1 251   | 67                      | 55     | 154                          | 77     | 1 251                    | 1 273   |
| Malaisie                                     | 12 985                             | 12 889  | 710                     | 461    | 614                          | 783    | 12 889                   | 13 211  |

Tableau A.10. Indicateurs relatifs au personnel : Niveaux des effectifs (suite)

| Juridiction          | Niveaux des effectifs <sup>1</sup> |         |                         |        |                              |        |                          |         |
|----------------------|------------------------------------|---------|-------------------------|--------|------------------------------|--------|--------------------------|---------|
|                      | Effectifs en début d'année         |         | Départs pendant l'année |        | Recrutements pendant l'année |        | Effectifs en fin d'année |         |
|                      | 2018                               | 2019    | 2018                    | 2019   | 2018                         | 2019   | 2018                     | 2019    |
| Malte                | 371                                | 368     | 15                      | 17     | 12                           | 17     | 368                      | 368     |
| Maroc                | 5 190                              | 5 085   | 145                     | 185    | 40                           | 39     | 5 085                    | 4 939   |
| Mexique              | 35 898                             | 35 202  | 3 953                   | 5 139  | 3 257                        | 2 995  | 35 202                   | 33 058  |
| Norvège <sup>4</sup> | 6 581                              | 6 509   | 507                     | 555    | 435                          | 445    | 6 509                    | 6 399   |
| Nouvelle-Zélande     | 5 401                              | 5 135   | 861                     | 651    | 595                          | 404    | 5 135                    | 4 888   |
| Pays-Bas             | 32 271                             | 32 967  | 1 457                   | 1 789  | 2 153                        | 3 553  | 32 967                   | 34 731  |
| Pérou                | 10 742                             | 10 689  | 1 027                   | 1 598  | 974                          | 1 456  | 10 689                   | 10 547  |
| Pologne              | 52 467                             | 54 778  | 2 167                   | 2 335  | 4 478                        | 3 047  | 54 778                   | 55 490  |
| Portugal             | 10 995                             | 11 015  | 1 654                   | 1 774  | 1 674                        | 2 002  | 11 015                   | 11 243  |
| République slovaque  | 9 097                              | 9 058   | 621                     | 676    | 582                          | 543    | 9 058                    | 8 925   |
| République tchèque   | 15 465                             | 15 571  | 1 233                   | 1 340  | 1 339                        | 1 036  | 15 571                   | 15 267  |
| Roumanie             | 24 342                             | 23 736  | 1 562                   | 1 794  | 956                          | 1 136  | 23 736                   | 23 078  |
| Royaume-Uni          | 68 722                             | 64 785  | 8 341                   | 6 886  | 4 404                        | 6 052  | 64 785                   | 63 951  |
| Russie               | 145 580                            | 145 584 | 24 613                  | 24 915 | 24 617                       | 24 630 | 145 584                  | 145 299 |
| Singapour            | 1 903                              | 1 911   | 126                     | 176    | 134                          | 163    | 1 911                    | 1 898   |
| Slovénie             | 3 647                              | 3 630   | 152                     | 162    | 135                          | 153    | 3 630                    | 3 621   |
| Suède                | 10 486                             | 10 746  | 1 423                   | 1 615  | 1 683                        | 1 012  | 10 746                   | 10 143  |
| Suisse               | 1 104                              | 1 153   | 115                     | 99     | 164                          | 124    | 1 153                    | 1 178   |
| Thaïlande            | 21 503                             | 22 093  | 1 273                   | 1 358  | 1 863                        | 991    | 22 093                   | 21 726  |
| Turquie              | 38 983                             | 38 507  | 2 080                   | 1 983  | 1 604                        | 1 495  | 38 507                   | 38 019  |

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888934302880>**D** Données non disponibles

1. Note : L'enquête ISORA permettait aux administrations fiscales et douanières intégrées d'indiquer leurs effectifs totaux en réponse aux questions qui sous-tendent ce tableau.
2. Chine (République populaire de) : En 2018, l'administration fiscale de l'État et les administrations fiscales locales ont été fusionnées. Le personnel des administrations fiscales locales qui a été absorbé par l'Administration fiscale de l'État est comptabilisé en tant que recrutements en 2018.
3. Islande : Le 1<sup>er</sup> mai 2019, le recouvrement des créances a été transféré de la Direction des douanes à la Direction des impôts. Le personnel qui a été absorbé par l'administration fiscale est comptabilisé en tant que recrutements en 2019.
4. Norvège : En 2018, l'administration fiscale norvégienne a repris des fonctions auparavant exercées par l'Agence nationale pour l'emploi et la protection sociale, y compris 170 agents qui sont comptabilisés comme des recrutements en 2018.

Tableau A.11. Indicateurs relatifs au personnel : Niveau d'études

| Juridiction                     | Niveau d'études (effectifs à la fin de l'année) <sup>1</sup> |        |                       |         |
|---------------------------------|--|--------|-----------------------|---------|
|                                 | Maîtrise (ou supérieur) ou équivalent                        |        | Licence ou équivalent |         |
|                                 | 2018   | 2019   | 2018                  | 2019    |
| Afrique du Sud                  | 474  | 498    | 3 524                 | 3 666   |
| Allemagne                       | 23 676   | 23 964 | 39 025                | 38 867  |
| Arabie saoudite                 | 140  | 309    | 1 613                 | 1 971   |
| Argentine                       | 916  | 971    | 11 901                | 12 896  |
| Australie                       | 3 201  | 3 076  | 5 404                 | 5 174   |
| Autriche                        | 929  | 932    | 328                   | 334     |
| Belgique                        | 6 510  | 6 860  | 7 147                 | 7 140   |
| Brésil                          | 145  | 160    | 15 840                | 14 852  |
| Bulgarie                        | 6 089  | 6 087  | 869                   | 866     |
| Canada                          | D  | D      | D                     | D       |
| Chili                           | 816  | 833    | 3 026                 | 3 046   |
| Chine (République populaire de) | 46 834   | 48 675 | 501 517               | 497 207 |
| Chypre                          | 142  | 162    | 276                   | 277     |
| Colombie                        | 293  | 345    | 7 469                 | 7 980   |
| Corée                           | 665  | 659    | 17 841                | 18 170  |
| Costa Rica                      | 102  | 77     | 760                   | 731     |
| Croatie                         | 2 194  | 2 183  | 640                   | 645     |
| Danemark                        | D  | D      | D                     | D       |
| Espagne                         | D  | D      | 15 743                | 15 609  |
| Estonie                         | 365  | 341    | 161                   | 170     |
| États-Unis                      | 10 953   | 11 212 | 22 882                | 22 234  |
| Finlande                        | 1 591  | 1 617  | 1 053                 | 1 100   |
| France                          | 23 389   | 22 793 | 29 780                | 28 243  |
| Géorgie                         | 1 224  | 1 286  | 2 272                 | 2 433   |
| Grèce                           | 2 977  | 3 564  | 4 694                 | 4 658   |
| Hong Kong (Chine)               | 96   | 93     | 1 016                 | 1 093   |
| Hongrie <sup>2</sup>            | D  | D      | 12 694                | 12 571  |
| Inde                            | D  | D      | D                     | D       |
| Indonésie                       | 6 120  | 6 411  | 15 745                | 15 942  |
| Irlande                         | 398  | 431    | 2 355                 | 2 595   |
| Islande                         | 60   | 78     | 86                    | 96      |
| Israël                          | 1 162  | 1 217  | 2 064                 | 2 322   |
| Italie                          | 16 907   | 16 432 | 1 216                 | 1 176   |
| Japon                           | D  | D      | D                     | D       |
| Kenya                           | 680  | 719    | 3 731                 | 7 269   |
| Lettonie                        | 1 099  | 1 092  | 949                   | 992     |
| Lituanie                        | 1 426  | 1 636  | 1 387                 | 1 031   |
| Luxembourg                      | 93   | 102    | 110                   | 108     |
| Malaisie                        | 653  | 643    | 5 293                 | 5 553   |
| Malte                           | 38   | 38     | 22                    | 23      |

Tableau A.11. Indicateurs relatifs au personnel : Niveau d'études (suite)

| Juridiction           | Niveau d'études (effectifs à la fin de l'année) <sup>1</sup> |         |                       |        |
|-----------------------|--|---------|-----------------------|--------|
|                       | Maîtrise (ou supérieur) ou équivalent                        |         | Licence ou équivalent |        |
|                       | 2018   | 2019    | 2018                  | 2019   |
| Maroc                 | 2 881  | 2 812   | 590                   | 580    |
| Mexique               | 432  | 1 604   | 10 511                | 21 122 |
| Norvège               | 1 995  | 2 038   | 3 582                 | 3 489  |
| Nouvelle-Zélande      | D  | D       | D                     | D      |
| Pays-Bas <sup>3</sup> | 5 847  | 6 673   | 11 961                | 12 464 |
| Pérou                 | 1 054  | 1 224   | 6 553                 | 6 446  |
| Pologne               | 38 397   | 39 187  | 5 812                 | 5 953  |
| Portugal              | 423  | 444     | 5 237                 | 5 264  |
| République slovaque   | 5 843  | 5 808   | 822                   | 790    |
| République tchèque    | 5 830  | 5 775   | 1 432                 | 1 468  |
| Roumanie              | 9 637  | 9 622   | 12 896                | 12 356 |
| Royaume-Uni           | D  | D       | D                     | D      |
| Russie                | 121 182  | 118 262 | 16 413                | 18 859 |
| Singapour             | 101  | 108     | 1 053                 | 1 088  |
| Slovénie              | 2 209  | 2 226   | 1 421                 | 1 395  |
| Suède <sup>4</sup>    | D  | D       | 6 204                 | 6 012  |
| Suisse                | D  | D       | D                     | D      |
| Thaïlande             | 5 163  | 5 049   | 16 930                | 16 677 |
| Turquie               | 2 316  | 2 550   | 29 193                | 29 383 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302899>**D** Données non disponibles

1. Note : L'enquête ISORA permettait aux administrations fiscales et douanières intégrées d'indiquer leurs effectifs totaux en réponse aux questions qui sous-tendent ce tableau.
2. Hongrie : Les chiffres dans la catégorie « Licence » correspondent au nombre total d'agents titulaires d'un diplôme universitaire (licence et/ou maîtrise).
3. Pays-Bas : Les chiffres n'incluent pas les agents contractuels.
4. Suède : Les chiffres dans la catégorie « Licence » correspondent au nombre total d'agents titulaires d'un diplôme universitaire (licence et/ou maîtrise).

Tableau A.12. Indicateurs relatifs au personnel : Structure par âge

| Juridiction                     | Structure par âge (effectifs à la fin de l'année) <sup>1</sup> |        |             |         |             |         |             |         |             |         |                |       |
|---------------------------------|--|--------|-------------|---------|-------------|---------|-------------|---------|-------------|---------|----------------|-------|
|                                 | Moins de 25 ans  |        | 25 à 34 ans |         | 35 à 44 ans |         | 45 à 54 ans |         | 55 à 64 ans |         | Plus de 64 ans |       |
|                                 | 2018   | 2019   | 2018        | 2019    | 2018        | 2019    | 2018        | 2019    | 2018        | 2019    | 2018           | 2019  |
| Afrique du Sud                  | 167  | 104    | 2 552       | 2 004   | 5 580       | 5 231   | 3 870       | 4 094   | 1 204       | 1 305   | 6              | 6     |
| Allemagne                       | 3 915  | 4 048  | 21 357      | 21 651  | 22 722      | 23 222  | 31 795      | 30 493  | 28 011      | 28 000  | 2 271          | 2 355 |
| Arabie saoudite                 | 470  | 78     | 1 874       | 1 675   | 464         | 758     | 65          | 272     | 3           | 53      | 0              | 3     |
| Argentine                       | 121  | 475    | 1 725       | 2 510   | 4 859       | 4 905   | 7 786       | 7 576   | 5 882       | 5 933   | 465            | 562   |
| Australie                       | 944  | 850    | 4 182       | 3 837   | 5 141       | 4 944   | 6 017       | 5 603   | 3 715       | 3 574   | 351            | 349   |
| Autriche                        | 649  | 629    | 931         | 983     | 1 060       | 965     | 3 580       | 3 325   | 3 184       | 3 311   | 4              | 6     |
| Belgique                        | 248  | 450    | 3 345       | 3 447   | 4 157       | 4 247   | 6 182       | 5 995   | 6 724       | 6 502   | 56             | 84    |
| Bésil                           | 28   | 14     | 1 481       | 1 161   | 4 572       | 4 274   | 6 908       | 6 280   | 6 420       | 5 672   | 1 469          | 1 336 |
| Bulgarie                        | 61   | 48     | 1 225       | 1 249   | 2 215       | 2 057   | 2 709       | 2 811   | 1 609       | 1 645   | 67             | 76    |
| Canada                          | 2 298  | 2 764  | 7 960       | 8 995   | 11 146      | 11 777  | 13 386      | 13 125  | 8 824       | 9 045   | 1 018          | 1 114 |
| Chili                           | 33   | 32     | 879         | 829     | 1 609       | 1 533   | 1 399       | 1 522   | 823         | 847     | 235            | 251   |
| Chine (République populaire de) | 34 439   | 23 447 | 138 499     | 146 500 | 158 895     | 141 987 | 318 325     | 298 760 | 90 038      | 109 564 | 0              | 0     |
| Chypre                          | 0  | 0      | 7           | 22      | 262         | 255     | 211         | 210     | 268         | 270     | 0              | 0     |
| Colombie                        | 143  | 236    | 1 408       | 1 847   | 2 498       | 2 751   | 2 740       | 2 581   | 2 725       | 2 885   | 283            | 284   |
| Corée                           | 270  | 239    | 4 384       | 4 432   | 7 909       | 7 829   | 6 586       | 6 776   | 1 453       | 1 528   | 0              | 0     |
| Costa Rica                      | 10   | 12     | 167         | 140     | 219         | 282     | 248         | 280     | 197         | 218     | 120            | 10    |
| Croatie                         | 6  | 2      | 298         | 282     | 1 289       | 1 253   | 1 099       | 1 102   | 1 241       | 1 237   | 1              | 1     |
| Danemark                        | 249  | 275    | 1 840       | 2 204   | 1 581       | 1 668   | 2 252       | 2 259   | 2 328       | 2 414   | 167            | 187   |
| Espagne                         | 0  | 17     | 1 064       | 1 518   | 3 236       | 3 402   | 9 044       | 7 948   | 10 999      | 11 828  | 596            | 687   |
| Estonie                         | 35   | 48     | 297         | 259     | 361         | 345     | 352         | 361     | 314         | 300     | 77             | 71    |
| États-Unis                      | 996  | 1 333  | 8 104       | 8 166   | 16 168      | 16 582  | 23 539      | 22 104  | 24 108      | 23 887  | 5 833          | 5 932 |
| Finlande                        | 110  | 131    | 846         | 918     | 1 042       | 1 061   | 1 285       | 1 231   | 1 786       | 1 725   | 64             | 61    |
| France                          | 891  | 843    | 11 163      | 11 038  | 21 723      | 20 798  | 33 311      | 32 882  | 36 287      | 35 126  | 737            | 888   |
| Géorgie                         | 71   | 94     | 1 894       | 1 930   | 844         | 930     | 411         | 465     | 220         | 236     | 56             | 64    |
| Grèce                           | 0  | 0      | 569         | 462     | 2 868       | 2 804   | 3 732       | 3 747   | 4 534       | 4 795   | 239            | 538   |
| Hong Kong (Chine)               | 70   | 73     | 649         | 708     | 602         | 601     | 914         | 855     | 578         | 574     | 0              | 0     |
| Hongrie                         | 229  | 287    | 3 392       | 2 842   | 7 414       | 6 877   | 5 940       | 6 423   | 2 331       | 2 303   | 7              | 6     |

Tableau A.12. Indicateurs relatifs au personnel : Structure par âge (suite)

| Juridiction           | Structure par âge (effectifs à la fin de l'année) <sup>1</sup> |        |             |        |             |        |             |        |             |        |                |       |
|-----------------------|--|--------|-------------|--------|-------------|--------|-------------|--------|-------------|--------|----------------|-------|
|                       | Moins de 25 ans  |        | 25 à 34 ans |        | 35 à 44 ans |        | 45 à 54 ans |        | 55 à 64 ans |        | Plus de 64 ans |       |
|                       | 2018   | 2019   | 2018        | 2019   | 2018        | 2019   | 2018        | 2019   | 2018        | 2019   | 2018           | 2019  |
| Inde                  | D  | D      | D           | D      | D           | D      | D           | D      | D           | D      | D              | D     |
| Indonésie             | 11 684   | 12 694 | 14 505      | 13 228 | 10 235      | 11 342 | 7 268       | 7 655  | 1 649       | 1 598  | 0              | 0     |
| Irlande               | 58   | 132    | 713         | 899    | 1 666       | 1 833  | 1 578       | 1 706  | 2 066       | 1 996  | 29             | 53    |
| Islande               | 1  | 1      | 34          | 51     | 49          | 59     | 39          | 49     | 70          | 79     | 34             | 37    |
| Israël                | 128  | 120    | 1 053       | 1 243  | 1 263       | 1 294  | 1 583       | 1 551  | 1 552       | 1 576  | 274            | 308   |
| Italie                | 14   | 13     | 1 238       | 1 011  | 7 891       | 7 176  | 10 385      | 10 251 | 15 783      | 14 302 | 1 523          | 1 632 |
| Japon                 | D  | D      | D           | D      | D           | D      | D           | D      | D           | D      | D              | D     |
| Kenya                 | 178  | 278    | 2 675       | 3 512  | 2 020       | 2 196  | 1 267       | 1 265  | 771         | 734    | 0              | 3     |
| Lettonie              | 38   | 42     | 661         | 604    | 1 087       | 1 097  | 1 047       | 1 049  | 769         | 781    | 34             | 39    |
| Lituanie              | 17   | 54     | 394         | 363    | 539         | 564    | 779         | 804    | 1 030       | 848    | 54             | 34    |
| Luxembourg            | 56   | 43     | 295         | 311    | 348         | 357    | 392         | 393    | 159         | 167    | 1              | 2     |
| Malaisie              | 238  | 311    | 3 994       | 4 490  | 4 780       | 4 866  | 2 261       | 2 251  | 1 616       | 1 293  | 0              | 0     |
| Malte                 | 7  | 3      | 59          | 57     | 88          | 85     | 125         | 124    | 69          | 74     | 20             | 25    |
| Maroc                 | 34   | 13     | 1 831       | 1 698  | 1 084       | 1 141  | 1 402       | 1 374  | 729         | 708    | 5              | 5     |
| Mexique               | 1 244  | 1 350  | 11 935      | 10 927 | 9 276       | 8 708  | 8 385       | 7 865  | 3 677       | 3 530  | 685            | 678   |
| Norvège               | 15   | 26     | 629         | 629    | 1 292       | 1 267  | 2 328       | 2 218  | 1 909       | 1 969  | 336            | 290   |
| Nouvelle-Zélande      | 442  | 297    | 1 105       | 1 030  | 1 109       | 1 104  | 1 345       | 1 276  | 973         | 1 022  | 161            | 159   |
| Pays-Bas <sup>2</sup> | 365  | 516    | 3 394       | 4 257  | 4 651       | 5 057  | 7 728       | 7 327  | 13 046      | 13 070 | 535            | 756   |
| Pérou                 | 155  | 125    | 3 047       | 2 779  | 2 856       | 2 904  | 2 837       | 2 754  | 1 361       | 1 539  | 433            | 446   |
| Pologne               | 612  | 699    | 7 871       | 7 996  | 16 502      | 16 922 | 18 589      | 18 950 | 10 935      | 10 680 | 269            | 243   |
| Portugal              | 0  | 1      | 99          | 94     | 1 910       | 1 538  | 3 673       | 3 894  | 5 085       | 5 322  | 248            | 394   |
| République slovaque   | 97   | 105    | 1 406       | 1 321  | 2 631       | 2 482  | 2 949       | 3 014  | 1 919       | 1 935  | 56             | 68    |
| République tchèque    | 172  | 117    | 1 837       | 1 711  | 3 759       | 3 368  | 5 637       | 5 647  | 3 917       | 4 116  | 249            | 308   |
| Roumanie              | 76   | 57     | 1 508       | 1 341  | 6 602       | 5 898  | 10 321      | 10 519 | 5 191       | 5 222  | 38             | 41    |
| Royaume-Uni           | 3 232  | 3 071  | 11 685      | 12 116 | 13 236      | 13 174 | 20 346      | 18 874 | 15 218      | 15 495 | 1 068          | 1 221 |
| Russie                | 10 425   | 9 611  | 49 879      | 47 182 | 46 190      | 48 391 | 25 770      | 26 380 | 13 296      | 13 706 | 24             | 29    |
| Singapour             | 15   | 27     | 568         | 526    | 616         | 634    | 374         | 402    | 303         | 277    | 35             | 32    |

Tableau A.12. Indicateurs relatifs au personnel : Structure par âge (suite)

| Juridiction | Structure par âge (effectifs à la fin de l'année) <sup>1</sup> |      |             |        |             |       |             |        |             |       |                |      |
|-------------|--|------|-------------|--------|-------------|-------|-------------|--------|-------------|-------|----------------|------|
|             | Moins de 25 ans  |      | 25 à 34 ans |        | 35 à 44 ans |       | 45 à 54 ans |        | 55 à 64 ans |       | Plus de 64 ans |      |
|             | 2018   | 2019 | 2018        | 2019   | 2018        | 2019  | 2018        | 2019   | 2018        | 2019  | 2018           | 2019 |
| Slovénie    | 3  | 2    | 241         | 225    | 710         | 697   | 1 732       | 1 662  | 933         | 1 014 | 11             | 21   |
| Suède       | 151  | 127  | 2 214       | 1 977  | 2 754       | 2 597 | 2 857       | 2 772  | 2 613       | 2 512 | 157            | 158  |
| Suisse      | 96   | 102  | 240         | 256    | 350         | 331   | 393         | 415    | 73          | 73    | 1              | 1    |
| Thaïlande   | 362  | 344  | 3 769       | 3 680  | 7 250       | 6 828 | 7 675       | 7 726  | 3 037       | 3 148 | 0              | 0    |
| Turquie     | 246  | 151  | 11 847      | 11 710 | 7 300       | 7 107 | 12 666      | 11 137 | 6 435       | 7 779 | 13             | 135  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302918>

#### D Données non disponibles

1. Note : L'enquête ISORA permettait aux administrations fiscales et douanières intégrées d'indiquer leurs effectifs totaux en réponse aux questions qui sous-tendent ce tableau.
2. Pays-Bas : Les chiffres n'incluent pas les agents contractuels.

Tableau A.13. Indicateurs relatifs au personnel : Ancienneté

| Jurisdiction                    | Ancienneté (effectifs à la fin de l'année) <sup>1</sup> |        |           |        |             |        |                |         |
|---------------------------------|---|--------|-----------|--------|-------------|--------|----------------|---------|
|                                 | Moins de 5 ans  |        | 5 à 9 ans |        | 10 à 19 ans |        | Plus de 19 ans |         |
|                                 | 2018  | 2019   | 2018      | 2019   | 2018        | 2019   | 2018           | 2019    |
| Afrique du Sud                  | 1 986   | 1 581  | 2 218     | 1 694  | 5 149       | 5 236  | 4 026          | 4 233   |
| Allemagne                       | D   | D      | D         | D      | D           | D      | D              | D       |
| Arabie saoudite <sup>2</sup>    | 2 876   | 2 839  | 0         | 0      | 0           | 0      | 0              | 0       |
| Argentine                       | 1 845   | 3 187  | 2 762     | 894    | 4 637       | 6 762  | 11 594         | 11 118  |
| Australie                       | 5 338   | 4 892  | 3 633     | 3 523  | 8 207       | 7 694  | 3 172          | 3 048   |
| Autriche                        | 1 179   | 1 213  | 738       | 713    | 838         | 855    | 6 653          | 6 438   |
| Belgique                        | 2 801   | 3 429  | 2 440     | 2 345  | 4 588       | 4 343  | 10 883         | 10 608  |
| Brésil                          | D   | D      | D         | D      | D           | D      | D              | D       |
| Bulgarie                        | 434   | 395    | 815       | 836    | 2 340       | 2 262  | 4 297          | 4 393   |
| Canada                          | 15 299  | 17 646 | 7 557     | 7 063  | 12 416      | 13 056 | 9 360          | 9 055   |
| Chili                           | 1 298   | 1 286  | 635       | 596    | 1 626       | 1 655  | 1 419          | 1 477   |
| Chine (République populaire de) | 96 399  | 87 747 | 62 055    | 66 069 | 82 811      | 82 546 | 498 931        | 483 896 |
| Chypre                          | 44  | 69     | 82        | 46     | 259         | 295    | 363            | 347     |
| Colombie                        | 4 686   | 4 636  | 1 044     | 1 347  | 152         | 348    | 3 915          | 4 253   |
| Corée                           | 5 383   | 5 123  | 3 010     | 2 713  | 6 418       | 7 152  | 5 791          | 5 816   |
| Costa Rica                      | 182   | 188    | 120       | 111    | 276         | 275    | 383            | 368     |
| Croatie                         | 172   | 182    | 187       | 128    | 1 082       | 1 110  | 2 493          | 2 457   |
| Danemark                        | 3 996   | 4 734  | 127       | 269    | 2 794       | 2 508  | 1 500          | 1 496   |
| Espagne                         | 1 074   | 1 106  | 1 369     | 2 466  | 3 994       | 4 036  | 18 502         | 17 792  |
| Estonie                         | 225   | 237    | 189       | 199    | 452         | 407    | 570            | 541     |
| États-Unis                      | 13 093  | 15 620 | 14 366    | 10 621 | 24 629      | 26 282 | 26 660         | 25 481  |
| Finlande                        | 1 503   | 1 580  | 471       | 608    | 1 063       | 1 043  | 2 096          | 1 896   |
| France                          | 16 512  | 17 346 | 14 223    | 13 178 | 33 209      | 31 858 | 40 168         | 39 173  |
| Géorgie                         | 495   | 766    | 1 755     | 1 767  | 901         | 840    | 345            | 346     |
| Grèce                           | 1 490   | 1 801  | 982       | 1 231  | 4 041       | 3 237  | 5 429          | 6 077   |
| Hong Kong (Chine)               | 654   | 686    | 387       | 404    | 167         | 199    | 1 605          | 1 522   |
| Hongrie                         | 1 806   | 1 441  | 3 905     | 3 672  | 7 095       | 6 855  | 6 507          | 6 770   |
| Inde                            | D   | D      | D         | D      | D           | D      | D              | D       |
| Indonésie                       | 15 833  | 15 181 | 5 266     | 5 848  | 13 156      | 13 597 | 11 086         | 11 891  |
| Irlande                         | 1 187   | 1 791  | 226       | 325    | 1 852       | 1 668  | 2 845          | 2 835   |
| Islande                         | 82  | 102    | 27        | 33     | 54          | 66     | 64             | 75      |
| Israël                          | 983   | 1 194  | 826       | 863    | 1 001       | 1 064  | 3 043          | 2 971   |
| Italie                          | 2 594   | 1 799  | 2 592     | 3 533  | 9 326       | 7 827  | 22 322         | 21 226  |
| Japon                           | D   | D      | D         | D      | D           | D      | D              | D       |
| Kenya                           | 3 003   | 4 151  | 541       | 650    | 1 931       | 1 841  | 1 475          | 1 346   |
| Lettonie                        | 644   | 618    | 302       | 399    | 1 562       | 1 434  | 1 128          | 1 161   |
| Lituanie                        | 697   | 682    | 716       | 741    | 598         | 676    | 802            | 568     |
| Luxembourg                      | D   | 388    | D         | 100    | D           | 307    | D              | 478     |
| Malaisie                        | 2 835   | 3 300  | 1 782     | 1 989  | 4 583       | 4 560  | 3 689          | 3 362   |
| Malte                           | 83  | 76     | 53        | 65     | 97          | 94     | 135            | 133     |

Tableau A.13. Indicateurs relatifs au personnel : Ancienneté (suite)

| Juridiction           | Ancienneté (effectifs à la fin de l'année) <sup>1</sup> |        |           |        |             |        |                |        |
|-----------------------|---|--------|-----------|--------|-------------|--------|----------------|--------|
|                       | Moins de 5 ans  |        | 5 à 9 ans |        | 10 à 19 ans |        | Plus de 19 ans |        |
|                       | 2018  | 2019   | 2018      | 2019   | 2018        | 2019   | 2018           | 2019   |
| Maroc                 | 1 016   | 881    | 1 335     | 1 299  | 857         | 921    | 1 877          | 1 838  |
| Mexique               | 12 114  | 10 999 | 6 995     | 7 293  | 9 790       | 7 165  | 6 303          | 7 601  |
| Norvège               | 1 053   | 1 087  | 1 287     | 1 079  | 1 440       | 1 609  | 2 729          | 2 624  |
| Nouvelle-Zélande      | 1 728   | 1 461  | 858       | 1 550  | 1 554       | 991    | 995            | 886    |
| Pays-Bas <sup>3</sup> | 4 352   | 5 527  | 1 610     | 2 556  | 6 054       | 5 775  | 17 703         | 17 125 |
| Pérou                 | 3 571   | 3 158  | 1 762     | 1 849  | 1 856       | 1 879  | 3 500          | 3 661  |
| Pologne               | 3 677   | 3 978  | 4 326     | 4 644  | 14 309      | 14 591 | 32 466         | 32 277 |
| Portugal              | 26  | 44     | 384       | 373    | 3 201       | 2 430  | 7 404          | 8 396  |
| République slovaque   | 1 781   | 1 819  | 1 397     | 1 381  | 2 264       | 2 058  | 3 616          | 3 667  |
| République tchèque    | 3 866   | 3 504  | 1 887     | 2 024  | 4 328       | 4 269  | 5 490          | 5 470  |
| Roumanie              | 3 596   | 2 954  | 1 344     | 1 876  | 8 026       | 7 004  | 10 770         | 11 244 |
| Royaume-Uni           | 13 623  | 15 760 | 4 440     | 3 270  | 18 527      | 17 800 | 28 195         | 27 121 |
| Russie                | 44 857  | 43 224 | 27 396    | 26 182 | 45 797      | 47 424 | 27 534         | 28 469 |
| Singapour             | 353   | 367    | 380       | 366    | 489         | 497    | 689            | 668    |
| Slovénie              | 130   | 138    | 160       | 164    | 511         | 517    | 2 829          | 2 802  |
| Suède                 | 3 605   | 3 176  | 1 987     | 2 079  | 2 716       | 2 514  | 2 438          | 2 374  |
| Suisse                | 337   | 554    | 241       | 297    | 325         | 78     | 250            | 249    |
| Thaïlande             | 3 730   | 3 849  | 2 674     | 2 481  | 5 803       | 5 953  | 9 886          | 9 443  |
| Turquie               | 7 354   | 6 757  | 5 964     | 7 790  | 4 341       | 4 132  | 20 848         | 19 340 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302937>**D** Données non disponibles

1. Note : L'enquête ISORA permettait aux administrations fiscales et douanières intégrées d'indiquer leurs effectifs totaux en réponse aux questions qui sous-tendent ce tableau.
2. Arabie saoudite : En raison de la transformation de la GAZT achevée en 2019 et au vu des nouveaux contrats de travail, l'ancienneté est calculée à compter de la mise en place de la nouvelle structure.
3. Pays-Bas : Les chiffres n'incluent pas les agents contractuels.

Tableau A.14. Indicateurs relatifs au personnel : Répartition hommes-femmes

| Juridiction                     | Répartition hommes-femmes (effectifs à la fin de l'année) <sup>1</sup> |         |         |                   |       |      |        |        |        |       |       |      |      |   |
|---------------------------------|--|---------|---------|-------------------|-------|------|--------|--------|--------|-------|-------|------|------|---|
|                                 | Ensemble du personnel  |         |         | Cadres uniquement |       |      |        |        |        |       |       |      |      |   |
|                                 | Hommes   |         | Femmes  |                   | Autre |      | Hommes |        | Femmes |       | Autre |      |      |   |
| 2018                            | 2019   | 2018    | 2019    | 2018              | 2019  | 2018 | 2019   | 2018   | 2019   | 2018  | 2019  | 2018 | 2019 |   |
| Afrique du Sud                  | 5 080  | 4 911   | 8 299   | 7 833             | 0     | 0    | 2 023  | 2 049  | 1 954  | 1 993 | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Allemagne                       | 47 459   | 46 985  | 62 612  | 62 784            | 0     | 0    | D      | D      | D      | D     | D     | D    | D    | D |
| Arabie saoudite                 | 2 636  | 2 205   | 240     | 634               | 0     | 0    | 56     | 89     | 18     | 31    | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Argentine                       | 11 449   | 11 949  | 9 389   | 10 012            | 0     | 0    | 83     | 77     | 29     | 41    | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Australie                       | 8 686  | 8 199   | 11 658  | 10 951            | 6     | 7    | 2 404  | 2 256  | 2 285  | 2 175 | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Autriche                        | 4 989  | 4 817   | 4 419   | 4 402             | 0     | 0    | 605    | 580    | 263    | 270   | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Belgique                        | 9 911  | 9 925   | 10 801  | 10 800            | 0     | 0    | 1 350  | 1 254  | 796    | 774   | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Brésil                          | 13 111   | 11 971  | 7 767   | 6 766             | 0     | 0    | 138    | 130    | 26     | 24    | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Bulgarie                        | 2 036  | 2 002   | 5 850   | 5 884             | 0     | 0    | 2      | 2      | 2      | 2     | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Canada                          | 17 934   | 19 029  | 26 698  | 27 791            | 0     | 0    | 217    | 215    | 208    | 210   | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Chili                           | 2 379  | 2 386   | 2 599   | 2 628             | 0     | 0    | 269    | 270    | 237    | 233   | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Chine (République populaire de) | 457 603  | 446 647 | 282 593 | 273 611           | 0     | 0    | 31 336 | 30 370 | 3 900  | 3 616 | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Chypre                          | 200  | 204     | 548     | 553               | 0     | 0    | 3      | 3      | 1      | 1     | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Colombie                        | 4 264  | 4 601   | 5 533   | 5 983             | 0     | 0    | 34     | 38     | 33     | 32    | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Corée                           | 8 459  | 8 792   | 12 143  | 12 012            | 0     | 0    | 37     | 34     | 0      | 1     | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Costa Rica                      | 395  | 390     | 566     | 552               | 0     | 0    | 53     | 51     | 75     | 81    | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Croatie                         | 957  | 921     | 2 977   | 2 956             | 0     | 0    | 122    | 118    | 264    | 279   | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Danemark                        | 3 068  | 3 279   | 5 349   | 5 728             | 0     | 0    | 41     | 42     | 25     | 26    | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Espagne                         | 11 697   | 11 924  | 13 242  | 13 476            | 0     | 0    | 99     | 97     | 16     | 49    | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Estonie                         | 389  | 375     | 1 047   | 1 009             | 0     | 0    | 30     | 32     | 31     | 37    | 0     | 0    | 0    | 0 |
| États-Unis                      | 27 077   | 27 217  | 51 671  | 50 787            | 0     | 0    | 2 986  | 2 927  | 4 341  | 4 333 | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Finlande                        | 1 334  | 1 348   | 3 799   | 3 779             | 0     | 0    | 19     | 21     | 21     | 21    | 0     | 0    | 0    | 0 |
| France                          | 42 232   | 41 599  | 61 880  | 59 956            | 0     | 0    | 138    | 135    | 48     | 50    | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Géorgie                         | 1 761  | 1 868   | 1 735   | 1 851             | 0     | 0    | 242    | 253    | 65     | 71    | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Grèce                           | 4 450  | 4 557   | 7 492   | 7 789             | 0     | 0    | 589    | 607    | 651    | 665   | 0     | 0    | 0    | 0 |
| Hong Kong (Chine)               | 896  | 894     | 1 917   | 1 917             | 0     | 0    | 12     | 11     | 10     | 12    | 0     | 0    | 0    | 0 |

Tableau A.14. Indicateurs relatifs au personnel : Répartition hommes-femmes (suite)

| Juridiction           | Répartition hommes-femmes (effectifs à la fin de l'année) <sup>1</sup> |        |        |        |       |      |                   |       |        |       |       |      |
|-----------------------|--|--------|--------|--------|-------|------|-------------------|-------|--------|-------|-------|------|
|                       | Ensemble du personnel  |        |        |        |       |      | Cadres uniquement |       |        |       |       |      |
|                       | Hommes   |        | Femmes |        | Autre |      | Hommes            |       | Femmes |       | Autre |      |
|                       | 2018   | 2019   | 2018   | 2019   | 2018  | 2019 | 2018              | 2019  | 2018   | 2019  | 2018  | 2019 |
| Hongrie               | 7 022  | 6 885  | 12 291 | 11 853 | 0     | 0    | 52                | 46    | 24     | 29    | 0     | 0    |
| Inde                  | D  | D      | D      | D      | D     | D    | D                 | D     | D      | D     | D     | D    |
| Indonésie             | 29 841   | 30 112 | 15 500 | 16 405 | 0     | 0    | 49                | 50    | 6      | 6     | 0     | 0    |
| Irlande               | 2 391  | 2 583  | 3 719  | 4 036  | 0     | 0    | 401               | 323   | 283    | 325   | 0     | 0    |
| Islande               | 83   | 97     | 144    | 179    | 0     | 0    | 5                 | 6     | 5      | 4     | 0     | 0    |
| Israël                | 2 857  | 3 215  | 2 996  | 2 877  | 0     | 0    | 71                | 69    | 33     | 36    | 0     | 0    |
| Italie                | 18 536   | 17 136 | 18 298 | 17 249 | 0     | 0    | 685               | 1 119 | 301    | 530   | 0     | 0    |
| Japon                 | D  | D      | D      | D      | D     | D    | D                 | D     | D      | D     | D     | D    |
| Kenya                 | 3 862  | 4 450  | 3 049  | 3 538  | 0     | 0    | 89                | 90    | 37     | 42    | 0     | 0    |
| Lettonie              | 931  | 929    | 2 705  | 2 683  | 0     | 0    | 147               | 154   | 363    | 362   | 0     | 0    |
| Lituanie              | 1 298  | 734    | 1 515  | 1 933  | 0     | 0    | 150               | 41    | 281    | 86    | 0     | 0    |
| Luxembourg            | 646  | 651    | 605    | 622    | 0     | 0    | 77                | 76    | 38     | 41    | 0     | 0    |
| Malaisie              | 5 369  | 5 464  | 7 520  | 7 747  | 0     | 0    | 167               | 166   | 123    | 129   | 0     | 0    |
| Malte                 | 196  | 193    | 172    | 175    | 0     | 0    | 16                | 19    | 9      | 11    | 0     | 0    |
| Maroc                 | 2 654  | 2 551  | 2 431  | 2 388  | 0     | 0    | 449               | 457   | 113    | 108   | 0     | 0    |
| Mexique               | 16 214   | 15 274 | 18 988 | 17 784 | 0     | 0    | 65                | 81    | 29     | 48    | 0     | 0    |
| Norvège               | 2 486  | 2 471  | 4 023  | 3 928  | 0     | 0    | 250               | 174   | 309    | 259   | 0     | 0    |
| Nouvelle-Zélande      | 1 859  | 1 758  | 3 274  | 3 122  | 2     | 8    | 39                | 39    | 20     | 32    | 0     | 0    |
| Pays-Bas <sup>2</sup> | 17 824   | 18 188 | 11 895 | 12 795 | 0     | 0    | 910               | 1 017 | 497    | 609   | 0     | 0    |
| Pérou                 | 6 108  | 5 970  | 4 581  | 4 577  | 0     | 0    | 660               | 649   | 369    | 399   | 0     | 0    |
| Pologne               | 15 489   | 15 471 | 39 289 | 40 019 | 0     | 0    | 1 133             | 1 343 | 2 399  | 2 643 | 0     | 0    |
| Portugal              | 4 505  | 4 497  | 6 510  | 6 746  | 0     | 0    | 157               | 154   | 113    | 113   | 0     | 0    |
| République slovaque   | 3 194  | 3 119  | 5 864  | 5 806  | 0     | 0    | 491               | 469   | 372    | 362   | 0     | 0    |
| République tchèque    | 3 008  | 2 949  | 12 563 | 12 318 | 0     | 0    | 82                | 84    | 54     | 54    | 0     | 0    |
| Roumanie              | 7 796  | 7 469  | 15 940 | 15 609 | 0     | 0    | 877               | 836   | 1 138  | 1 113 | 0     | 0    |
| Royaume-Uni           | 29 015   | 29 209 | 35 770 | 34 742 | 0     | 0    | 205               | 200   | 160    | 175   | 0     | 0    |

Tableau A.14. Indicateurs relatifs au personnel : Répartition hommes-femmes (suite)

| Juridiction | Répartition hommes-femmes (effectifs à la fin de l'année) <sup>1</sup> |        |         |         |       |      |                   |       |        |       |       |      |
|-------------|--|--------|---------|---------|-------|------|-------------------|-------|--------|-------|-------|------|
|             | Ensemble du personnel  |        |         |         |       |      | Cadres uniquement |       |        |       |       |      |
|             | Hommes   |        | Femmes  |         | Autre |      | Hommes            |       | Femmes |       | Autre |      |
|             | 2018   | 2019   | 2018    | 2019    | 2018  | 2019 | 2018              | 2019  | 2018   | 2019  | 2018  | 2019 |
| Russie      | 23 288   | 23 368 | 122 296 | 121 931 | 0     | 0    | 3 995             | 4 011 | 2 563  | 2 585 | 0     | 0    |
| Singapour   | 513  | 519    | 1 398   | 1 379   | 0     | 0    | 8                 | 8     | 12     | 11    | 0     | 0    |
| Slovénie    | 1 238  | 1 224  | 2 392   | 2 397   | 0     | 0    | 107               | 107   | 234    | 230   | 0     | 0    |
| Suède       | 3 565  | 3 423  | 7 181   | 6 720   | 0     | 0    | 248               | 228   | 457    | 436   | 0     | 0    |
| Suisse      | 659  | 678    | 494     | 500     | 0     | 0    | 19                | 19    | 2      | 2     | 0     | 0    |
| Thaïlande   | 4 826  | 4 679  | 17 267  | 17 047  | 0     | 0    | 76                | 79    | 97     | 109   | 0     | 0    |
| Turquie     | 23 259   | 22 912 | 15 248  | 15 107  | 0     | 0    | 1 236             | 1 215 | 415    | 414   | 0     | 0    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302956>**D** Données non disponibles

1. Note : L'enquête ISORA permettait aux administrations fiscales et douanières intégrées d'indiquer leurs effectifs totaux en réponse aux questions qui sous-tendent ce tableau.
2. Pays-Bas : Les chiffres n'incluent pas les agents contractuels.

Tableau A.15. Service/programme dédié aux gros contribuables : existence et fonctions

| Juridiction                     | Fonctions de l'administration fiscale exercées par le service/programme des gros contribuables |      |                |      |  |      |                            |      |  |      |  |      |                          |      |
|---------------------------------|--|------|----------------|------|--|------|----------------------------|------|--|------|--|------|--------------------------|------|
|                                 | Il existe un service/programme des gros contribuables  |      | Enregistrement |      | Traitement des déclarations et des paiements |      | Services aux contribuables |      | Audits, enquêtes et autres vérifications |      | Recouvrement de créances et fonctions connexes |      | Règlement des différends |      |
|                                 | 2018   | 2019 | 2018           | 2019 | 2018   | 2019 | 2018                       | 2019 | 2018                                     | 2019 | 2018   | 2019 | 2018                     | 2019 |
| Afrique du Sud                  | ■  | ■    | ■              | ■    | ■  | ■    | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Allemagne                       | ■  | ■    |                |      |  |      |                            |      | ■  | ■    |  |      | ■                        |      |
| Arabie saoudite                 | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Argentine                       | ■  | ■    |                |      | ■  | ■    | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Australie                       | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Autriche                        | ■  | ■    |                |      |  |      |                            |      | ■  | ■    |  |      |                          |      |
| Belgique                        | ■  | ■    |                |      | ■  | ■    | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Brésil                          | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Bulgarie                        | ■  | ■    |                |      | ■  | ■    | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Canada                          | ■  | ■    |                |      |  |      |                            |      | ■  | ■    |  |      | ■                        |      |
| Chili                           | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Chine (République populaire de) | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Chypre                          | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Colombie                        | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Corée                           | □  | □    |                |      |  |      |                            |      |  |      |  |      |                          |      |
| Costa Rica                      | ■  | ■    | ■              | ■    | ■  | ■    | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Croatie                         | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Danemark                        | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Espagne                         | ■  | ■    | ■              | ■    | ■  | ■    | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Estonie                         | □  | □    |                |      |  |      |                            |      |  |      |  |      |                          |      |
| États-Unis                      | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Finlande                        | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| France                          | ■  | ■    |                |      |  |      |                            |      | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Géorgie                         | ■  | ■    |                |      | ■  | ■    | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |
| Grèce                           | ■  | ■    |                |      | ■  | ■    | ■                          | ■    | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                        | ■    |

Tableau A.15. Service/programme dédié aux gros contribuables : existence et fonctions (suite)

| Juridiction                    | Fonctions de l'administration fiscale exercées par le service/programme des gros contribuables |                                     |                                     |                                     |  |                                     |                                     |                                     |  |                                     |  |                                     |                                     |                                     |                                     |
|--------------------------------|--|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--|-------------------------------------|--|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
|                                | Il existe un service/programme des gros contribuables  |                                     | Enregistrement                      |                                     | Traitement des déclarations et des paiements |                                     | Services aux contribuables          |                                     | Audits, enquêtes et autres vérifications |                                     | Recouvrement de créances et fonctions connexes |                                     | Règlement des différends            |                                     |                                     |
|                                | 2018   | 2019                                | 2018                                | 2019                                | 2018   | 2019                                | 2018                                | 2019                                | 2018                                     | 2019                                | 2018   | 2019                                | 2018                                | 2019                                |                                     |
| Hong Kong (Chine) <sup>1</sup> | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>            |                                     |                                     |  |                                     |                                     |                                     |  |                                     |  |                                     |                                     |                                     |                                     |
| Hongrie                        | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Inde                           | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |                                     |                                     |  |                                     |                                     |                                     | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Indonésie                      | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |                                     |                                     | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Irlande                        | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Islande                        | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |                                     |                                     |  |                                     |                                     |                                     |  |                                     |  |                                     |                                     |                                     |                                     |
| Israël                         | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Italie                         | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Japon                          | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |                                     |                                     |  |                                     | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Kenya                          | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Lettonie                       | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |  |                                     |  |                                     |                                     |                                     |                                     |
| Lituanie                       | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |                                     |                                     |  |                                     | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Luxembourg                     | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>            |                                     |                                     |  |                                     |                                     |                                     |  |                                     |  |                                     |                                     |                                     |                                     |
| Malaisie                       | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Malte                          | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Maroc                          | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Mexique                        | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |                                     |                                     |  |                                     | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Norvège                        | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |                                     |                                     |  |                                     | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Nouvelle-Zélande               | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Pays-Bas                       | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Pérou                          | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Pologne                        | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Portugal                       | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| République slovaque            | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| République tchèque             | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>          | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

Tableau A.15. Service/programme dédié aux gros contribuables : existence et fonctions (suite)

| Juridiction | Fonctions de l'administration fiscale exercées par le service/programme des gros contribuables |      |                |      |  |      |                               |      |   |      |  |      |                             |      |
|-------------|--|------|----------------|------|--|------|-------------------------------|------|---|------|--|------|-----------------------------|------|
|             | Il existe un service/<br>programme des gros<br>contribuables                                   |      | Enregistrement |      | Traitement des<br>déclarations<br>et des paiements |      | Services aux<br>contribuables |      | Audits, enquêtes et<br>autres vérifications |      | Recouvrement de<br>créances et fonctions<br>connexes |      | Règlement des<br>différends |      |
|             | 2018   | 2019 | 2018           | 2019 | 2018   | 2019 | 2018                          | 2019 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 | 2018                        | 2019 |
| Roumanie    | ■  | ■    | ■              | ■    | ■  | ■    | ■                             | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■                           | ■    |
| Royaume-Uni | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                             | ■    | ■   | ■    |  |      | ■                           | ■    |
| Russie      | ■  | ■    | ■              | ■    | ■  | ■    | ■                             | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■                           | ■    |
| Singapour   | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                             | ■    | ■   | ■    |  |      | ■                           | ■    |
| Slovénie    | ■  | ■    | ■              | ■    | ■  | ■    | ■                             | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■                           | ■    |
| Suède       | ■  | ■    | ■              | ■    | ■  | ■    | ■                             | ■    | ■   | ■    |  |      | ■                           | ■    |
| Suisse      | □  | □    |                |      |  |      |                               |      |   |      |  |      |                             |      |
| Thaïlande   | ■  | ■    |                |      |  |      | ■                             | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■                           | ■    |
| Turquie     | ■  | ■    | ■              | ■    | ■  | ■    | ■                             | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■                           | ■    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302975>

- Oui  
□ Non

1. Hong Kong (Chine) : Un Service des gros contribuables a été mis en place pendant l'année 2020.

Tableau A.16. Service/programme dédié aux gros contribuables : Effectifs, contribuables et recettes perçues

| Juridiction                     | Nombre d'ETP employés dans les services/programmes dédiés aux gros contribuables |             |             |             | Nombre de contribuables gérés par le service/programme dédié aux gros contribuables |             |   |             | Part (réelle ou estimée) des recettes nettes gérées par des services/programmes dédiés aux gros contribuables par rapport aux recettes nettes totales recouvrées par l'administration fiscale |             |             |             |
|---------------------------------|--|-------------|-------------|-------------|---|-------------|---|-------------|---|-------------|-------------|-------------|
|                                 | Affectés aux contrôles, enquêtes et autres fonctions de vérification             |             | Entreprises |             | Particuliers  |             | Part (réelle ou estimée) des recettes nettes gérées par des services/programmes dédiés aux gros contribuables par rapport aux recettes nettes totales recouvrées par l'administration fiscale |             | 2018  |             | 2019        |             |
|                                 | 2018   | 2019        | 2018        | 2019        | 2018  | 2019        | 2018  | 2019        | 2018  | 2019        | 2018        | 2019        |
| <b>Total</b>                    | <b>2018</b>  | <b>2019</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b> | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2018</b>   | <b>2019</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b> |
| Afrique du Sud <sup>1</sup>     | 379  | 359         | 208         | 196         | 16 323  | 16 812      | 1 513   | 1 513       | 35.6  | 30.5        | D           | D           |
| Allemagne                       | D  | D           | D           | D           | D   | D           | D   | D           | D   | D           | D           | D           |
| Arabie saoudite <sup>2</sup>    | 0  | 273         | 0           | 197         | 0   | 7 723       | 0   | 0           | 82.0  | 81.0        | D           | D           |
| Argentine                       | 454  | 464         | 244         | 234         | 622   | 764         | 815   | 835         | 45.5  | 49.1        | D           | D           |
| Australie                       | 1 359  | 1 378       | 829         | 867         | 29 000  | 30 000      | 0   | 0           | D   | D           | D           | D           |
| Autriche                        | 478  | 490         | 430         | 434         | 8 977   | 9 421       | 894   | 934         | 56.2  | 55.8        | D           | D           |
| Belgique                        | 355  | 361         | 226         | 236         | 15 647  | 12 916      | 0   | 0           | 52.7  | 49.5        | D           | D           |
| Brésil                          | 164  | 166         | 164         | 166         | 8 969   | 6 777       | 30 700  | 27 446      | 64.0  | 64.0        | D           | D           |
| Bulgarie                        | 144  | 144         | 88          | 79          | 1 360   | 1 433       | 0   | 0           | 33.0  | 34.0        | D           | D           |
| Canada                          | 1 308  | 1 343       | 1 308       | 1 343       | 18 300  | 18 200      | D   | D           | D   | D           | D           | D           |
| Chili                           | 220  | 220         | 187         | 186         | 891   | 970         | 0   | 0           | 44.7  | 43.0        | D           | D           |
| Chine (République populaire de) | 7 300  | 15 570      | 4 380       | 9 340       | 275 000   | 275 000     | 0   | 0           | 45.0  | 45.0        | D           | D           |
| Chypre                          | 25   | 25          | 25          | 25          | 816   | 874         | 0   | 0           | 30.2  | 28.0        | D           | D           |
| Colombie                        | 316  | 349         | 163         | 177         | 3 535   | 3 542       | 57  | 49          | 67.3  | 63.1        | D           | D           |
| Corée                           |  |             |             |             |   |             |   |             |   |             |             |             |
| Costa Rica                      | 61   | 63          | 56          | 57          | 461   | 448         | 0   | 0           | 67.0  | 62.0        | D           | D           |
| Croatie                         | 101  | 99          | 49          | 53          | 701   | 750         | 0   | 0           | 37.3  | 36.7        | D           | D           |
| Danemark                        | 260  | 260         | 240         | 240         | 10 000  | 10 000      | 0   | 0           | 40.0  | 40.0        | D           | D           |
| Espagne                         | 776  | 768         | 596         | 588         | 3 099   | 3 114       | 248   | 240         | 35.3  | 33.2        | D           | D           |
| Estonie                         |  |             |             |             |   |             |   |             |   |             |             |             |
| États-Unis                      | 3 423  | 3 071       | 3 423       | 3 071       | 352 768   | 368 350     | 49 949  | 56 342      | 6.5   | 7.1         | D           | D           |
| Finlande                        | 166  | 174         | D           | D           | 2 982   | 2 948       | 0   | 0           | 28.0  | 28.0        | D           | D           |
| France                          | D  | D           | 502         | 502         | D   | D           | D   | D           | D   | D           | D           | D           |
| Géorgie                         | 17   | 55          | D           | 38          | 265   | 267         | 0   | 0           | 31.0  | 33.0        | D           | D           |

Tableau A.16. Service/programme dédié aux gros contribuables : Effectifs, contribuables et recettes perçues (suite)

| Juridiction           | Nombre d'ETP employés dans les services/programmes dédiés aux gros contribuables |       |  |       | Nombre de contribuables gérés par le service/programme |        |              |        | Part (réelle ou estimée) des recettes nettes gérées par des services/programmes dédiés aux gros contribuables par rapport aux recettes nettes totales recouvrées par l'administration fiscale |      |
|-----------------------|--|-------|--|-------|--|--------|--------------|--------|---|------|
|                       | Total  |       | Affectés aux contrôles, enquêtes et autres fonctions de vérification |       | Entreprises  |        | Particuliers |        |   |      |
|                       | 2018   | 2019  | 2018   | 2019  | 2018   | 2019   | 2018         | 2019   |   |      |
| Grèce                 | 185  | 182   | 113  | 111   | 1 285  | 2 415  | 0            | 0      | D   | D    |
| Hong Kong (Chine)     |  |       |  |       |  |        |              |        |   |      |
| Hongrie               | 463  | 444   | 123  | 121   | 1 059  | 1 066  | 0            | 0      | 35.3  | 34.8 |
| Inde                  | D  | D     | D  | D     | 7 246  | 7 246  | 9 466        | 9 466  | 0.2   | 0.2  |
| Indonésie             | 684  | 664   | 240  | 181   | 2 714  | 2 792  | 1 315        | 1 309  | 31.9  | 30.0 |
| Irlande               | 260  | 270   | 224  | 234   | 12 300   | 12 500 | D            | D      | 51.0  | 51.0 |
| Islande               |  |       |  |       |  |        |              |        |   |      |
| Israël                | 73   | 80    | 41   | 48    | 8 305  | 9 228  | 1 323        | 1 311  | 29.0  | 28.1 |
| Italie                | 588  | 622   | 422  | 429   | 3 648  | 3 732  | 0            | 0      | 28.2  | 28.0 |
| Japon                 | 2 325  | 2 326 | 0  | 0     | 32 000   | 33 000 | 0            | 0      | 56.0  | 55.0 |
| Kenya                 | 200  | 215   | 140  | 150   | 1 820  | 1 783  | 0            | 0      | 38.5  | 37.9 |
| Lettonie              | 47   | 46    | D  | D     | 1 247  | 1 270  | 0            | 0      | 59.1  | 60.5 |
| Lituanie              | 44   | 42    | 28   | 26    | 508  | 473    | 0            | 0      | 45.0  | 41.0 |
| Luxembourg            |  |       |  |       |  |        |              |        |   |      |
| Malaisie              | 490  | 454   | 293  | 279   | 49 178   | 49 721 | 3 743        | 4 801  | 31.0  | 33.2 |
| Malte                 | 28   | 34    | 25   | 30    | 1 410  | 1 679  | 9 880        | 10 583 | 20.0  | 20.0 |
| Maroc                 | 119  | 133   | 62   | 60    | 8 268  | 8 459  | 0            | 0      | 70.0  | 70.0 |
| Mexique               | 59   | 69    | 59   | 69    | 8 952  | 9 135  | D            | D      | 60.5  | 59.3 |
| Norvège               | 338  | 330   | 294  | 285   | 15 571   | 15 996 | 0            | 0      | D   | D    |
| Nouvelle-Zélande      | 320  | 316   | 183  | 173   | 985  | 995    | 0            | 0      | 30.0  | 30.0 |
| Pays-Bas <sup>3</sup> | 2 096  | 2 224 | 1 596  | 1 713 | 14 500   | 14 100 | 44 800       | 44 300 | 68.4  | 67.3 |
| Pérou                 | 859  | 908   | 719  | 727   | 15 082   | 16 608 | 13           | 10     | 76.2  | 74.8 |
| Pologne               | 2 050  | 2 108 | 615  | 632   | 2 561  | 2 746  | 0            | 0      | 70.0  | 70.0 |
| Portugal              | 217  | 221   | 98   | 101   | 2 609  | 2 735  | 758          | 758    | 45.7  | 44.8 |

Tableau A.16. Service/programme dédié aux gros contribuables : Effectifs, contribuables et recettes perçues (suite)

| Juridiction           | Nombre d'ETP employés dans les services/programmes dédiés aux gros contribuables |             |             |             | Nombre de contribuables gérés par le service/programme dédié aux gros contribuables |             |             |             | Part (réelle ou estimée) des recettes nettes gérées par des services/programmes dédiés aux gros contribuables par rapport aux recettes nettes totales recouvrées par l'administration fiscale |             |             |
|-----------------------|--|-------------|-------------|-------------|---|-------------|-------------|-------------|---|-------------|-------------|
|                       | Affectés aux contrôles, enquêtes et autres fonctions de vérification             |             | Entreprises |             | Particuliers  |             | 2018        | 2019        | 2018  | 2019        |             |
|                       | 2018   | 2019        | 2018        | 2019        | 2018  | 2019        |             |             |   |             |             |
|                       | <b>Total</b>   | <b>2018</b> | <b>2019</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b>   | <b>2018</b> | <b>2019</b> | <b>2018</b> | <b>2019</b>   | <b>2018</b> | <b>2019</b> |
| République slovaque   | 151  | 159         | 105         | 105         | 809   | 865         | 4           | 5           | 43.0  | 41.5        |             |
| République tchèque    | 365  | 352         | 186         | 188         | 2 044   | 2 086       | 0           | 0           | 37.0  | 37.0        |             |
| Roumanie <sup>4</sup> | 548  | 527         | 342         | 332         | 2 700   | 2 700       | 0           | 0           | 42.2  | 41.8        |             |
| Royaume-Uni           | 2 395  | 2 367       | D           | D           | 2 043   | 1 945       | D           | D           | 40.0  | 40.0        |             |
| Russie                | 3 339  | 3 523       | 2 295       | 2 352       | 2 895   | 2 881       | 0           | 0           | 43.5  | 46.1        |             |
| Singapour             | 81   | 81          | 73          | 72          | 1 900   | 2 000       | 0           | 0           | D   | D           |             |
| Slovénie              | 70   | 73          | 62          | 65          | 704   | 705         | 0           | 0           | 25.0  | 25.0        |             |
| Suède                 | 981  | 1 038       | 220         | 460         | 37 135  | 39 491      | 0           | 0           | 49.4  | 49.5        |             |
| Suisse                |  |             |             |             |   |             |             |             |   |             |             |
| Thaïlande             | 530  | 530         | 314         | 314         | 3 920   | 3 920       | 0           | 0           | 45.9  | 46.3        |             |
| Turquie               | 250  | 263         | 13          | 14          | 800   | 793         | 0           | 0           | 19.0  | 20.0        |             |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934302994>**D** Données non disponibles

1. Afrique du Sud : Les effectifs du service des gros contribuables indiqués pour l'année 2018 sont ceux du mois de décembre 2018 (début du rétablissement du service des gros contribuables grâce à des détachements de personnel d'autres composantes de l'administration). Les deux années, le nombre d'entreprises relevant du service des gros contribuables ne tient pas compte des dossiers inactifs.
2. Arabie saoudite : Le nombre d'entreprise inclut les contribuables qui paient la « Zakat ».
3. Pays-Bas : En termes de nombre d'entreprises gérées, le service des gros contribuables administre 14 500 (2018) / 14 100 (2019) entreprises qui peuvent se composer de plusieurs entités.
4. Roumanie : Concernant le pourcentage des recettes nettes gérées par le service/programme des gros contribuables, le pourcentage indiqué correspond aux performances du service en lien avec les recettes nettes déclarées dans l'enquête ISORA (hors douanes), de sorte que le chiffre indiqué peut légèrement différer du même chiffre figurant dans les rapports de performance de l'institution.

Tableau A.17. Service/programme dédié aux gros contribuables : Vérifications

| Juridiction                     | Vérifications entreprises par le service/programme dédié aux gros contribuables<br>(hors contrôles électroniques de la conformité) |        |   |                |
|---------------------------------|--|--------|---|----------------|
|                                 | Nombre total de vérifications effectuées   |        | Valeur totale des redressements (pénalités et intérêts compris) (en milliers, monnaie locale) |                |
|                                 | 2018   | 2019   | 2018  | 2019           |
| Afrique du Sud                  | 605  | 533    | 6 685 907   | 7 309 689      |
| Allemagne                       | D  | D      | D   | D              |
| Arabie saoudite                 | 5 662  | 6 407  | 1 257 311   | 2 545 904      |
| Argentine                       | 2 206  | 1 536  | 10 674 972  | 8 654 356      |
| Australie                       | 44   | 56     | 3 003 875   | 1 529 418      |
| Autriche                        | 3 670  | 3 556  | 726 900   | 565 800        |
| Belgique                        | 6 566  | 5 364  | 2 285 765   | 1 524 348      |
| Brésil                          | 1 466  | 1 511  | 146 436 503   | 156 924 162    |
| Bulgarie                        | 64   | 53     | 79 388  | 13 352         |
| Canada                          | 3 605  | 3 252  | 7 442 200   | 7 707 228      |
| Chili                           | 464  | 361    | 803 370 000   | 735 372 000    |
| Chine (République populaire de) | 2 051  | 34 836 | D   | D              |
| Chypre                          | 896  | 839    | 312 232   | 364 009        |
| Colombie                        | 1 064  | 1 031  | 371 702 762   | 427 977 243    |
| Corée                           |  |        |   |                |
| Costa Rica                      | 50   | 61     | 159 453   | 118 647        |
| Croatie                         | 78   | 117    | 183 317   | 244 399        |
| Danemark                        | 4 100  | 3 900  | D   | D              |
| Espagne                         | 541  | 512    | 1 817 730   | 1 327 650      |
| Estonie                         |  |        |   |                |
| États-Unis                      | 7 189  | 5 697  | 10 420 924  | 6 581 555      |
| Finlande                        | D  | D      | D   | D              |
| France                          | 1 244  | 1 096  | 3 540 640   | 2 762 994      |
| Géorgie                         | 79   | 96     | 39 180  | 90 500         |
| Grèce                           | 417  | 455    | 672 225   | 297 480        |
| Hong Kong (Chine)               |  |        |   |                |
| Hongrie                         | 1 516  | 1 265  | 15 516 138  | 22 228 590     |
| Inde                            | 299  | 416    | 23 504 112  | 32 407 614     |
| Indonésie                       | 1 842  | 1 616  | 47 030 924 714  | 19 222 561 979 |
| Irlande                         | 2 949  | 3 080  | 166 702   | 209 012        |
| Islande                         |  |        |   |                |
| Israël                          | 840  | 767    | 3 614 356   | 4 953 599      |
| Italie                          | 304  | 292    | 2 367 000   | 2 982 000      |
| Japon                           | 2 538  | 2 422  | 82 207 345  | 80 355 344     |
| Kenya                           | 1 190  | 1 040  | 7 792 239   | 37 588 646     |
| Lettonie                        | 84   | 64     | 46 862  | 32 231         |
| Lituanie                        | 45   | 41     | 1 287   | 8 930          |
| Luxembourg                      |  |        |   |                |
| Malaisie                        | 19 139   | 25 515 | 5 751 478   | 10 970 766     |

Tableau A.17. Service/programme dédié aux gros contribuables : Vérifications (suite)

| Juridiction           | Vérifications entreprises par le service/programme dédié aux gros contribuables<br>(hors contrôles électroniques de la conformité) |        |   |             |
|-----------------------|--|--------|---|-------------|
|                       | Nombre total de vérifications effectuées   |        | Valeur totale des redressements (pénalités et intérêts compris) (en milliers, monnaie locale) |             |
|                       | 2018   | 2019   | 2018  | 2019        |
| Malte                 | 10   | 12     | 6 000   | 8 000       |
| Maroc                 | 573  | 426    | 5 762 428   | 4 406 785   |
| Mexique               | 1 182  | 1 093  | D   | D           |
| Norvège               | 502  | 287    | 12 002 943  | 14 183 041  |
| Nouvelle-Zélande      | 541  | 625    | 167 000   | 312 000     |
| Pays-Bas <sup>1</sup> | 99 767   | 82 804 | 2 172 285   | 2 449 277   |
| Pérou                 | 2 529  | 2 105  | 3 956 631   | 4 981 735   |
| Pologne               | D  | D      | D   | D           |
| Portugal              | 215  | 225    | 594 711   | 660 289     |
| République slovaque   | 52   | 41     | 37 919  | 96 305      |
| République tchèque    | 174  | 172    | 2 512 059   | 1 644 880   |
| Roumanie              | 262  | 303    | 1 496 436   | 1 000 869   |
| Royaume-Uni           | 2 637  | 1 906  | 8 726 608   | 12 258 257  |
| Russie                | 669  | 436    | 81 559 028  | 135 222 587 |
| Singapour             | D  | D      | D   | D           |
| Slovénie <sup>2</sup> | 37 710   | 11 979 | 8 973   | 77 024      |
| Suède                 | 258  | 211    | 4 707 262   | 6 944 290   |
| Suisse                |  |        |   |             |
| Thaïlande             | 2 954  | 3 208  | 12 253 000  | 18 439 000  |
| Turquie               | 76   | 27     | 22 456  | 11 686      |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303013>**D** Données non disponibles

1. Pays-Bas : La valeur des redressements exclut les intérêts et pénalités.
2. Slovénie : La valeur des redressements exclut les pénalités.

Tableau A.18. Programmes de gestion des particuliers fortunés

| Juridiction                     | Il existe un programme de gestion des particuliers fortunés |      | Le programme de gestion des particuliers fortunés fait partie du programme dédiés aux gros contribuables |      | Pourcentage des recettes nettes gérées par le programme en charge des contribuables fortunés rapporté au total des recettes recouvrées par l'administration fiscale |      |
|---------------------------------|---|------|--|------|---|------|
|                                 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 | 2018  | 2019 |
| Afrique du Sud                  | ■   | ■    | ■  | ■    | 1.21  | 0.97 |
| Allemagne                       | ■   | ■    | ■  | ■    | D   | D    |
| Arabie saoudite                 | □   | □    |  |      |   |      |
| Argentine                       | ■   | ■    | ■  | ■    | D   | D    |
| Australie                       | ■   | ■    | ■  | ■    | 4.70  | 4.50 |
| Autriche                        | □   | □    |  |      |   |      |
| Belgique                        | □   | □    |  |      |   |      |
| Brésil                          | ■   | ■    | ■  | ■    | 5.00  | 6.00 |
| Bulgarie                        | □   | □    |  |      |   |      |
| Canada                          | ■   | ■    | □  | □    | D   | D    |
| Chili                           | ■   | ■    | □  | □    | 4.10  | 4.87 |
| Chine (République populaire de) | □   | □    |  |      |   |      |
| Chypre                          | □   | □    |  |      |   |      |
| Colombie                        | □   | □    |  |      |   |      |
| Corée                           | □   | □    |  |      |   |      |
| Costa Rica                      | ■   | ■    | ■  | ■    | D   | D    |
| Croatie                         | □   | □    |  |      |   |      |
| Danemark                        | □   | □    |  |      |   |      |
| Espagne                         | ■   | ■    | ■  | ■    | D   | D    |
| Estonie                         | □   | □    |  |      |   |      |
| États-Unis                      | ■   | ■    | ■  | ■    | 4.44  | 4.50 |
| Finlande                        | ■   | ■    | □  | □    | D   | D    |
| France                          | □   | □    |  |      |   |      |
| Géorgie                         | □   | □    |  |      |   |      |
| Grèce                           | ■   | ■    | □  | □    | D   | D    |
| Hong Kong (Chine)               | □   | □    |  |      |   |      |
| Hongrie                         | □   | □    |  |      |   |      |
| Inde                            | □   | □    |  |      |   |      |
| Indonésie                       | ■   | ■    | ■  | ■    | 0.90  | 0.90 |
| Irlande                         | ■   | ■    | □  | □    | 0.50  | 0.50 |
| Islande                         | □   | □    |  |      |   |      |
| Israël                          | □   | □    |  |      |   |      |
| Italie                          | ■   | ■    | □  | □    | D   | D    |
| Japon                           | ■   | ■    | □  | □    | D   | D    |
| Kenya                           | ■   | ■    | □  | □    | 0.06  | 0.05 |
| Lettonie                        | □   | □    |  |      |   |      |
| Lituanie                        | ■   | ■    | □  | □    | 2.28  | D    |

Tableau A.18. Programmes de gestion des particuliers fortunés (suite)

| Juridiction         | Il existe un programme de gestion des particuliers fortunés |                                     | Le programme de gestion des particuliers fortunés fait partie du programme dédiés aux gros contribuables |                                     | Pourcentage des recettes nettes gérées par le programme en charge des contribuables fortunés rapporté au total des recettes recouvrées par l'administration fiscale |       |
|---------------------|---|-------------------------------------|--|-------------------------------------|---|-------|
|                     | 2018  | 2019                                | 2018   | 2019                                | 2018  | 2019  |
| Luxembourg          | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| Malaisie            | <input checked="" type="checkbox"/>                         | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | 1.08  | 1.11  |
| Malte               | <input checked="" type="checkbox"/>                         | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>            | 20.00   | 20.00 |
| Maroc               | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| Mexique             | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| Norvège             | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| Nouvelle-Zélande    | <input checked="" type="checkbox"/>                         | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | 1.31  | 1.21  |
| Pays-Bas            | <input checked="" type="checkbox"/>                         | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | D   | D     |
| Pérou               | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| Pologne             | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| Portugal            | <input checked="" type="checkbox"/>                         | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | D   | D     |
| République slovaque | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| République tchèque  | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| Roumanie            | <input checked="" type="checkbox"/>                         | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>            | D   | D     |
| Royaume-Uni         | <input checked="" type="checkbox"/>                         | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>            | 9.00  | 13.00 |
| Russie              | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| Singapour           | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| Slovénie            | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| Suède               | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| Suisse              | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| Thaïlande           | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |
| Turquie             | <input type="checkbox"/>                                    | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |   |       |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303032>

■ Oui

□ Non

D Données non disponibles

Tableau A.19. Petites et moyennes entreprises (PME) et petits contribuables

| Juridiction                     | Il existe des services spécifiquement axés sur les PME |      | Il existe un régime simplifié d'impôt sur le revenu en faveur des petits contribuables |      |
|---------------------------------|--|------|--|------|
|                                 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 |
| Afrique du Sud                  | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Allemagne                       | □  | □    | □  | □    |
| Arabie saoudite                 | ■  | ■    | □  | □    |
| Argentine                       | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Australie                       | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Autriche                        | □  | □    | ■  | ■    |
| Belgique                        | □  | □    | ■  | ■    |
| Brésil                          | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Bulgarie                        | □  | □    | ■  | ■    |
| Canada                          | ■  | ■    | □  | □    |
| Chili                           | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Chine (République populaire de) | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Chypre                          | □  | □    | □  | □    |
| Colombie                        | □  | □    | □  | ■    |
| Corée                           | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Costa Rica                      | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Croatie                         | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Danemark                        | ■  | ■    | □  | □    |
| Espagne                         | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Estonie                         | □  | □    | □  | ■    |
| États-Unis                      | ■  | ■    | □  | □    |
| Finlande                        | □  | □    | □  | □    |
| France                          | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Géorgie                         | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Grèce                           | ■  | ■    | □  | □    |
| Hong Kong (Chine)               | □  | □    | □  | □    |
| Hongrie                         | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Inde                            | □  | □    | ■  | ■    |
| Indonésie                       | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Irlande                         | □  | □    | □  | □    |
| Islande                         | ■  | ■    | □  | □    |
| Israël                          | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Italie                          | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Japon                           | □  | □    | □  | □    |
| Kenya                           | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Lettonie                        | □  | □    | ■  | ■    |
| Lituanie                        | ■  | ■    | ■  | ■    |
| Luxembourg                      | □  | □    | □  | □    |
| Malaisie                        | ■  | ■    | □  | □    |
| Malte                           | □  | □    | □  | □    |

Tableau A.19. Petites et moyennes entreprises (PME) et petits contribuables (suite)

| Juridiction         | Il existe des services spécifiquement axés sur les PME |                                     | Il existe un régime simplifié d'impôt sur le revenu en faveur des petits contribuables |                                     |
|---------------------|--|-------------------------------------|--|-------------------------------------|
|                     | 2018   | 2019                                | 2018   | 2019                                |
| Maroc               | <input type="checkbox"/>                               | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Mexique             | <input checked="" type="checkbox"/>                    | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Norvège             | <input type="checkbox"/>                               | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>            |
| Nouvelle-Zélande    | <input checked="" type="checkbox"/>                    | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>            |
| Pays-Bas            | <input checked="" type="checkbox"/>                    | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>            |
| Pérou               | <input checked="" type="checkbox"/>                    | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Pologne             | <input checked="" type="checkbox"/>                    | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Portugal            | <input checked="" type="checkbox"/>                    | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| République slovaque | <input type="checkbox"/>                               | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| République tchèque  | <input type="checkbox"/>                               | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>            |
| Roumanie            | <input type="checkbox"/>                               | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>            |
| Royaume-Uni         | <input type="checkbox"/>                               | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Russie              | <input checked="" type="checkbox"/>                    | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Singapour           | <input checked="" type="checkbox"/>                    | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Slovénie            | <input type="checkbox"/>                               | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Suède               | <input checked="" type="checkbox"/>                    | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Suisse              | <input type="checkbox"/>                               | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>            |
| Thaïlande           | <input checked="" type="checkbox"/>                    | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>            |
| Turquie             | <input type="checkbox"/>                               | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>   | <input type="checkbox"/>            |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303051>

- Oui  
 Non

Tableau A.20. Nombre de contribuables par type d'impôt : Impôt sur le revenu des personnes physiques et impôt sur les bénéfices des sociétés

| Juridiction                     | Nombre de contribuables par type d'impôt    |            |                      |                                      |            |                      |            |            |
|---------------------------------|---|------------|----------------------|--------------------------------------|------------|----------------------|------------|------------|
|                                 | Impôt sur le revenu des personnes physiques |            |                      | Impôt sur les bénéfices des sociétés |            |                      |            |            |
|                                 | Contribuables enregistrés                   |            | Contribuables actifs | Contribuables enregistrés            |            | Contribuables actifs |            |            |
|                                 | 2018  | 2019       | 2018                 | 2019                                 | 2018       | 2019                 |            |            |
| Afrique du Sud                  | 22 121 177                                  | 23 217 721 | 21 104 375           | 22 170 513                           | 4 464 488  | 4 545 046            | 3 202 007  | 2 020 759  |
| Allemagne                       | 39 988 839                                  | 41 495 682 | 39 988 839           | 41 495 682                           | 1 561 705  | 1 588 524            | 1 561 705  | 1 588 524  |
| Arabie saoudite                 |   |            |                      |                                      | 7 103      | 7 436                | 6 265      | 6 795      |
| Argentine <sup>1</sup>          | 4 085 714                                   | 4 368 350  | 3 106 873            | 3 330 771                            | 410 082    | 441 530              | 360 030    | 366 272    |
| Australie                       | 30 763 272                                  | 31 566 781 | 22 325 930           | 22 823 877                           | 10 512 549 | 10 847 850           | 4 538 779  | 4 669 944  |
| Autriche                        | 8 247 467                                   | 8 565 293  | 8 247 467            | 8 565 293                            | 189 619    | 197 396              | 189 619    | 197 396    |
| Belgique                        | 9 470 257                                   | 9 637 209  | 7 119 341            | 7 151 559                            | 555 959    | 572 143              | 555 959    | 572 143    |
| Brésil                          | 30 109 336                                  | 32 120 750 | 28 800 842           | 30 011 981                           | 8 206 785  | 8 408 032            | 5 442 886  | 4 918 187  |
| Bulgarie                        | D   | D          | 3 136 523            | 3 125 755                            | 698 035    | 742 786              | 364 744    | 375 829    |
| Canada                          | 34 431 166                                  | 35 088 821 | 30 087 051           | 30 567 800                           | 3 590 417  | 3 721 194            | D          | D          |
| Chili                           | 10 626 784                                  | 10 841 072 | 10 150 899           | 10 317 528                           | 2 061 517  | 2 164 526            | 1 460 920  | 1 521 022  |
| Chine (République populaire de) | D   | D          | D                    | D                                    | 24 964 324 | 29 603 184           | 21 440 319 | 25 244 714 |
| Chypre                          | 428 952                                     | 450 481    | 428 952              | 450 481                              | 183 536    | 195 458              | 123 763    | 120 701    |
| Colombie                        | 3 692 756                                   | 3 873 230  | 3 366 185            | 3 692 756                            | 1 227 389  | 1 293 689            | 518 398    | 499 986    |
| Corée                           | 7 362 000                                   | 7 640 000  | 6 911 000            | 7 595 000                            | 816 370    | 874 245              | 740 215    | 787 438    |
| Costa Rica                      | 482 153                                     | 491 225    | 482 153              | 491 225                              | 178 706    | 168 364              | 178 706    | 168 364    |
| Croatie                         | 1 829 297                                   | 1 887 665  | 1 829 297            | 1 887 665                            | 154 119    | 158 834              | 154 119    | 158 834    |
| Danemark                        | 5 253 856                                   | 5 267 310  | 5 253 856            | 5 267 310                            | 350 000    | 369 000              | 333 000    | 351 000    |
| Espagne                         | 24 341 503                                  | 24 685 574 | 24 341 503           | 24 685 574                           | 1 806 805  | 1 926 633            | 1 806 805  | 1 926 633  |
| Estonie                         | 812 166                                     | 914 783    | 812 166              | 914 783                              | 322 933    | 349 041              | 322 933    | 349 041    |
| États-Unis                      | D   | D          | 152 937 949          | 154 094 555                          | D          | D                    | 2 127 673  | 2 146 904  |
| Finlande                        | 5 467 555                                   | 5 446 294  | 5 467 555            | 5 446 294                            | 450 754    | 450 998              | 450 754    | 450 998    |
| France <sup>2</sup>             | 51 325 573                                  | 51 334 785 | 51 325 573           | 51 334 785                           | 2 390 000  | 2 519 000            | 2 330 000  | 2 480 000  |
| Géorgie                         | D   | D          | 1 291 310            | 1 288 122                            | 266 799    | 290 021              | 105 890    | 94 954     |
| Grèce                           | 12 147 933                                  | 12 257 519 | 8 941 081            | 8 715 110                            | 442 593    | 461 034              | 260 255    | 269 323    |
| Hong Kong (Chine)               | 3 830 000                                   | 3 860 000  | 3 105 761            | 3 170 111                            | 1 272 000  | 1 261 000            | 488 468    | 540 034    |
| Hongrie                         | 5 027 227                                   | 5 061 292  | 5 027 227            | 5 061 292                            | 483 521    | 480 919              | 461 367    | 464 365    |

Tableau A.20. Nombre de contribuables par type d'impôt : Impôt sur le revenu des personnes physiques et impôt sur les bénéfices des sociétés (suite)

| Juridiction         | Nombre de contribuables par type d'impôt    |            |                      |            |                           |           |                                      |           |                           |      |                      |      |
|---------------------|---|------------|----------------------|------------|---------------------------|-----------|--------------------------------------|-----------|---------------------------|------|----------------------|------|
|                     | Impôt sur le revenu des personnes physiques |            |                      |            |                           |           | Impôt sur les bénéfices des sociétés |           |                           |      |                      |      |
|                     | Contribuables enregistrés                   |            | Contribuables actifs |            | Contribuables enregistrés |           | Contribuables actifs                 |           | Contribuables enregistrés |      | Contribuables actifs |      |
|                     | 2018  | 2019       | 2018                 | 2019       | 2018                      | 2019      | 2018                                 | 2019      | 2018                      | 2019 | 2018                 | 2019 |
| Inde                | 79 477 324                                  | 87 235 122 | 58 723 101           | 62 701 418 | 1 179 525                 | 1 273 633 | 843 552                              | 836 349   |                           |      |                      |      |
| Indonésie           | D   | D          | D                    | D          | D                         | D         | D                                    | D         | D                         | D    | D                    | D    |
| Irlande             | 3 706 581                                   | 3 828 203  | 3 701 950            | 3 809 154  | 209 603                   | 218 827   | 203 094                              | 211 628   |                           |      |                      |      |
| Islande             | 307 699                                     | 313 338    | 307 699              | 313 338    | 62 633                    | 64 110    | 45 492                               | 46 652    |                           |      |                      |      |
| Israël <sup>3</sup> | D   | D          | 5 283 445            | 5 394 358  | D                         | D         | 227 279                              | 242 471   |                           |      |                      |      |
| Italie              | 28 460 000                                  | 28 767 000 | 28 460 000           | 28 767 000 | 1 359 000                 | 1 361 000 | 1 359 000                            | 1 361 000 |                           |      |                      |      |
| Japon               | D   | D          | D                    | D          | 3 106 000                 | 3 132 000 | D                                    | D         |                           |      |                      |      |
| Kenya               | 8 684 796                                   | 10 013 954 | 8 231 851            | 10 013 954 | 665 741                   | 505 216   | 389 703                              | 505 216   |                           |      |                      |      |
| Lettonie            | 914 463                                     | 911 291    | 914 463              | 911 291    | 117 599                   | 115 348   | 117 599                              | 115 348   |                           |      |                      |      |
| Lituanie            | 1 903 993                                   | 2 312 467  | 1 404 288            | 1 328 259  | 193 974                   | 202 830   | 151 600                              | 156 006   |                           |      |                      |      |
| Luxembourg          | 295 491                                     | 296 799    | D                    | D          | 98 292                    | 100 273   | D                                    | D         |                           |      |                      |      |
| Malaisie            | 13 085 395                                  | 13 553 460 | 7 836 371            | 8 186 427  | 1 198 516                 | 1 254 333 | 804 049                              | 838 245   |                           |      |                      |      |
| Malte               | 582 552                                     | 617 366    | 323 967              | 352 780    | 88 503                    | 95 026    | 50 163                               | 55 972    |                           |      |                      |      |
| Maroc               | D   | D          | 687 797              | 775 897    | D                         | D         | 419 903                              | 475 342   |                           |      |                      |      |
| Mexique             | 77 595 276                                  | 83 484 527 | 69 743 073           | 75 298 562 | 2 659 546                 | 2 763 497 | 2 052 832                            | 2 143 999 |                           |      |                      |      |
| Norvège             | 4 906 890                                   | 4 974 894  | 4 802 810            | 4 717 769  | 337 828                   | 350 829   | 317 742                              | 332 060   |                           |      |                      |      |
| Nouvelle-Zélande    | 6 971 947                                   | 7 216 889  | 2 453 828            | 4 036 414  | 1 140 458                 | 1 179 010 | 816 993                              | 799 388   |                           |      |                      |      |
| Pays-Bas            | 12 387 606                                  | 12 669 575 | 12 165 559           | 12 457 331 | 976 652                   | 1 002 183 | 785 926                              | 814 757   |                           |      |                      |      |
| Pérou               | 7 704 084                                   | 8 335 852  | 5 875 212            | 6 015 294  | 1 159 195                 | 1 341 080 | 1 032 167                            | 1 095 947 |                           |      |                      |      |
| Pologne             | 31 585 596                                  | 31 832 783 | 19 611 875           | 20 843 290 | 789 178                   | 831 127   | 615 631                              | 628 321   |                           |      |                      |      |
| Portugal            | 10 276 617                                  | 10 295 909 | 5 351 618            | 5 446 716  | 501 428                   | 507 940   | 501 428                              | 507 940   |                           |      |                      |      |
| République slovaque | 665 801                                     | 686 048    | D                    | D          | 322 235                   | 340 389   | D                                    | D         |                           |      |                      |      |
| République tchèque  | 3 525 175                                   | 3 582 707  | 2 136 634            | 2 176 238  | 646 186                   | 667 978   | 637 968                              | 659 327   |                           |      |                      |      |
| Roumanie            | D   | D          | D                    | D          | 267 056                   | 266 302   | 103 993                              | 115 987   |                           |      |                      |      |
| Royaume-Uni         | D   | D          | 31 200 000           | 31 600 000 | 4 161 866                 | 4 336 819 | 3 378 871                            | 3 595 291 |                           |      |                      |      |
| Russie              | D   | D          | 8 064 548            | 8 508 037  | 4 085 035                 | 3 744 617 | 3 386 702                            | 3 219 939 |                           |      |                      |      |

Tableau A.20. Nombre de contribuables par type d'impôt : Impôt sur le revenu des personnes physiques et impôt sur les bénéfices des sociétés (suite)

| Juridiction | Nombre de contribuables par type d'impôt    |            |                      |            |                           |                                      |                      |         |                      |         |
|-------------|---|------------|----------------------|------------|---------------------------|--------------------------------------|----------------------|---------|----------------------|---------|
|             | Impôt sur le revenu des personnes physiques |            |                      |            |                           | Impôt sur les bénéfices des sociétés |                      |         |                      |         |
|             | Contribuables enregistrés                   |            | Contribuables actifs |            | Contribuables enregistrés |                                      | Contribuables actifs |         | Contribuables actifs |         |
|             | 2018  | 2019       | 2018                 | 2019       | 2018                      | 2019                                 | 2018                 | 2019    | 2018                 | 2019    |
| Singapour   | 2 532 034                                   | 2 591 238  | D                    | D          | 325 256                   | 344 658                              | D                    | D       | D                    | D       |
| Slovenie    | 2 768 150                                   | 2 830 393  | 1 547 325            | 1 564 197  | 112 408                   | 112 393                              | 112 408              | 112 408 | 112 408              | 112 393 |
| Suède       | D   | D          | 7 806 350            | 7 814 069  | D                         | D                                    | D                    | 686 563 | 686 563              | 713 607 |
| Suisse      | D   | D          | D                    | D          | D                         | D                                    | D                    | D       | D                    | D       |
| Thaïlande   | D   | D          | 11 460 408           | 11 124 159 | D                         | D                                    | D                    | 664 058 | 664 058              | 704 018 |
| Turquie     | 15 356 631                                  | 16 006 467 | 4 677 791            | 4 778 268  | 2 220 462                 | 2 347 386                            | 2 220 462            | 806 622 | 806 622              | 848 904 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303070>**D** Données non disponibles

1. Argentine : le nombre de contribuables enregistrés et actifs inclut 2 013 319 (pour 2018) / 2 264 478 (pour 2019) salariés dont l'IRPP était prélevé directement sur leur salaire par leurs employeurs. Ces contribuables ne sont pas obligés de s'enregistrer à l'IRPP.
2. France : le nombre de contribuables soumis à l'IRPP est une estimation.
3. Israël : le nombre de contribuables actifs soumis à l'IRPP est une estimation.

Tableau A.21. Nombre de contribuables par type d'impôt : employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires, taxe sur la valeur ajoutée et droits d'accises

| Juridiction                     | Nombre de contribuables par type d'impôt                       |           |                        |           |                            |            |                           |            |  |         |                           |           |
|---------------------------------|--|-----------|------------------------|-----------|----------------------------|------------|---------------------------|------------|--|---------|---------------------------|-----------|
|                                 | Employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires |           |                        |           | Taxe sur la valeur ajoutée |            |                           |            | Droits d'accise (fabricants/producteurs nationaux) |         |                           |           |
|                                 | Employeurs immatriculés  |           | Employeurs en activité |           | Contribuables enregistrés  |            | Contribuables en activité |            | Contribuables enregistrés                          |         | Contribuables en activité |           |
| 2018                            | 2019   | 2018      | 2019                   | 2018      | 2019                       | 2018       | 2019                      | 2018       | 2019   | 2018    | 2019                      |           |
| Afrique du Sud                  | 660 446  | 699 942   | 520 918                | 552 611   | 973 243                    | 1 007 943  | 773 783                   | 802 957    | 3 524  | 3 690   | 2 888                     | 3 051     |
| Allemagne                       | 2 559 853  | 2 564 642 | 2 559 853              | 2 564 642 | 6 083 972                  | 6 087 993  | 6 083 972                 | 6 087 993  |  |         |                           |           |
| Arabie saoudite                 | D  | D         | 41 394                 | 40 212    | 158 194                    | 229 645    | 142 513                   | 191 311    | 19   | 43      | 19                        | 43        |
| Argentine                       |  |           | 1 685 471              | 1 744 652 | 1 685 471                  | 1 744 652  | 1 075 583                 | 1 081 931  | 16 291   | 17 033  | 2 366                     | 2 697     |
| Australie                       | 1 608 812  | 1 646 059 | 1 163 164              | 1 172 049 | 2 606 991                  | 2 680 991  | 1 973 983                 | 2 009 357  | 2 913  | 3 184   | 2 316                     | 2 599     |
| Autriche                        | 402 898  | 407 688   | 402 898                | 407 688   | 922 887                    | 949 532    | 922 887                   | 949 532    |  |         |                           |           |
| Belgique                        | D  | D         | D                      | D         | 983 287                    | 974 910    | 983 287                   | 974 910    | D  | D       | D                         | D         |
| Brésil                          | D  | D         | D                      | D         | D                          | D          | D                         | D          | D  | D       | D                         | D         |
| Bulgarie                        | D  | D         | D                      | D         | 297 464                    | 310 709    | 297 464                   | 310 709    |  |         |                           |           |
| Canada                          | D  | D         | D                      | D         | 3 542 783                  | 3 930 551  | 3 272 236                 | 3 646 941  | D  | D       | D                         | D         |
| Chili                           | 358 206  | 369 381   | 358 206                | 369 381   | 1 615 685                  | 1 697 568  | 1 073 225                 | 1 117 247  | 115  | 104     | 115                       | 104       |
| Chine (République populaire de) | D  | D         | D                      | D         | 53 018 817                 | 62 177 487 | 47 060 866                | 55 194 001 | 220 222  | 257 526 | 180 660                   | 211 824   |
| Chypre                          | 127 926  | 136 879   | 127 926                | 136 879   | 95 280                     | 99 023     | 94 438                    | 98 031     |  |         |                           |           |
| Colombie                        | D  | D         | D                      | D         | 1 323 244                  | 1 406 341  | 443 837                   | 455 671    | 34 192   | 37 194  | 34 192                    | 34 126    |
| Corée                           | D  | D         | D                      | D         | 6 731 117                  | 7 001 193  | 6 478 314                 | 6 753 201  | 2 416  | 2 571   | 2 416                     | 2 571     |
| Costa Rica                      | 23 590   | 21 643    | 23 590                 | 21 643    | 103 120                    | 548 798    | 103 120                   | 548 798    | 277  | 576     | 277                       | 576       |
| Croatie                         | 102 831  | 117 248   | 102 831                | 117 248   | 147 794                    | 154 717    | 147 794                   | 154 717    |  |         |                           |           |
| Danemark                        | 226 803  | 215 200   | 190 198                | 193 337   | 521 160                    | 522 915    | 521 160                   | 522 915    | 19 473   | 19 300  | 19 473                    | 19 300    |
| Espagne                         | 2 514 918  | 2 546 286 | 2 514 918              | 2 546 286 | 7 301 485                  | 7 107 361  | 7 301 485                 | 7 107 361  | 78 608   | 80 504  | 78 608                    | 80 504    |
| Estonie                         | 63 997   | 73 387    | 63 997                 | 73 387    | 96 670                     | 100 157    | 96 670                    | 100 157    | 590  | 584     | 590                       | 584       |
| États-Unis                      | D  | D         | 6 884 725              | 6 905 030 |                            |            |                           |            | D  | D       | 1 049 493                 | 1 073 183 |
| Finlande                        | 242 182  | 238 622   | 242 182                | 238 622   | 529 130                    | 611 470    | 529 130                   | 611 470    | D  | D       | D                         | D         |
| France                          |  |           | 1 050 000              | 1 050 000 | 6 020 000                  | 6 400 000  | 3 990 000                 | 4 100 000  |  |         |                           |           |
| Géorgie                         | 619 383  | 743 853   | 160 116                | 173 898   | 120 502                    | 134 138    | 70 609                    | 71 669     | 842  | 2 125   | 835                       | 2 012     |

Tableau A.21. Nombre de contribuables par type d'impôt : employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires, taxe sur la valeur ajoutée et droits d'accises (suite)

| Juridiction         | Nombre de contribuables par type d'impôt                       |           |                        |           |                            |           |                           |           |  |         |                           |         |
|---------------------|--|-----------|------------------------|-----------|----------------------------|-----------|---------------------------|-----------|--|---------|---------------------------|---------|
|                     | Employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires |           |                        |           | Taxe sur la valeur ajoutée |           |                           |           | Droits d'accise (fabricants/producteurs nationaux) |         |                           |         |
|                     | Employeurs immatriculés  |           | Employeurs en activité |           | Contribuables enregistrés  |           | Contribuables en activité |           | Contribuables enregistrés                          |         | Contribuables en activité |         |
| 2018                | 2019   | 2018      | 2019                   | 2018      | 2019                       | 2018      | 2019                      | 2018      | 2019   | 2018    | 2019                      |         |
| Grèce               | 329 285  | 346 366   | 282 526                | 273 730   | 1 393 626                  | 1 415 624 | 1 002 257                 | 1 009 293 | 3 709  | 3 782   | 943                       | 943     |
| Hong Kong (Chine)   |  |           |                        |           |                            |           |                           |           |  |         |                           |         |
| Hongrie             | 512 192  | 523 922   | 495 189                | 506 028   | 530 833                    | 512 520   | 530 833                   | 512 520   | 4 151  | 4 180   | 4 151                     | 4 180   |
| Inde                | 754 837  | 681 261   | D                      | D         |                            |           |                           |           |  |         |                           |         |
| Indonésie           | D  | D         | D                      | D         | D                          | D         | D                         | D         | D  | D       | D                         | D       |
| Irlande             | 226 958  | 210 766   | 198 781                | 202 298   | 268 874                    | 273 365   | 260 359                   | 255 949   | 33 910   | 35 015  | 33 910                    | 35 015  |
| Islande             | 38 040   | 39 286    | 38 040                 | 39 286    | 33 267                     | 33 690    | 33 267                    | 33 690    |  |         |                           |         |
| Israël              | D  | D         | 356 075                | 337 547   | D                          | D         | 847 247                   | 886 573   | D  | D       | 51 801                    | 53 798  |
| Italie              | 4 122 000  | 4 080 000 | 4 122 000              | 4 080 000 | 8 920 000                  | 9 018 000 | 4 785 000                 | 4 700 000 |  |         |                           |         |
| Japon               | 3 536 000  | 3 532 000 | D                      | D         | D                          | D         | 3 345 000                 | 3 377 000 |  |         |                           |         |
| Kenya               | 118 791  | 134 097   | 110 099                | 134 097   | 205 719                    | 215 051   | 195 060                   | 215 051   | 960  | 1 083   | 873                       | 1 083   |
| Lettonie            | D  | D         | D                      | D         | 83 554                     | 78 897    | 83 554                    | 78 897    | 7 111  | 7 050   | 7 111                     | 7 050   |
| Lituanie            | 106 543  | 108 763   | 103 774                | 104 313   | 86 848                     | 90 015    | 86 848                    | 90 015    | 1 592  | 1 709   | 1 577                     | 1 693   |
| Luxembourg          | 37 258   | 38 939    | D                      | D         | 82 868                     | 85 492    | 76 854                    | 79 238    |  |         |                           |         |
| Malaisie            | 1 069 623  | 1 134 315 | 755 742                | 809 086   |                            |           |                           |           |  |         |                           |         |
| Malte               | 48 412   | 51 803    | 28 514                 | 28 133    | 76 885                     | 89 846    | 71 168                    | 83 071    |  |         |                           |         |
| Maroc               | D  | D         | 366 320                | 376 812   | D                          | D         | 619 615                   | 680 482   |  |         |                           |         |
| Mexique             | 195 103  | 206 534   | 195 103                | 206 534   | 9 314 967                  | 9 728 920 | 9 314 967                 | 9 728 920 | 118 261  | 128 294 | 118 261                   | 128 294 |
| Norvège             | 248 452  | 250 384   | 248 452                | 250 384   | 365 263                    | 368 416   | 365 263                   | 368 416   | 2 068  | 2 084   | 2 068                     | 2 084   |
| Nouvelle-Zélande    | 222 606  | 223 590   | 215 184                | 214 753   | 658 770                    | 665 981   | 642 242                   | 649 080   |  |         |                           |         |
| Pays-Bas            | 695 659  | 715 929   | 695 659                | 715 929   | 2 519 892                  | 2 751 620 | 1 906 705                 | 1 997 205 |  |         |                           |         |
| Pérou               | 557 588  | 591 919   | 412 259                | 425 771   | 1 282 602                  | 1 431 370 | 890 600                   | 960 968   | 1 358  | 1 387   | 1 104                     | 1 104   |
| Pologne             | 1 998 951  | 2 053 067 | 1 307 676              | 1 329 463 | 2 140 286                  | 2 166 399 | 2 114 367                 | 2 141 182 | D  | D       | D                         | D       |
| Portugal            | D  | D         | 432 896                | 448 643   | 1 435 236                  | 1 644 535 | 1 435 236                 | 1 644 535 | D  | D       | 1 647                     | 1 800   |
| République slovaque | 270 568  | 272 854   | D                      | D         | 221 190                    | 232 703   | D                         | D         |  |         |                           |         |

Tableau A.21. Nombre de contribuables par type d'impôt : employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires, taxe sur la valeur ajoutée et droits d'accises (suite)

| Juridiction        | Nombre de contribuables par type d'impôt                       |            |                        |           |                            |            |  |           |                           |        |                           |        |      |
|--------------------|--|------------|------------------------|-----------|----------------------------|------------|--|-----------|---------------------------|--------|---------------------------|--------|------|
|                    | Employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires |            |                        |           |                            |            | Droits d'accise (fabricants/producteurs nationaux) |           |                           |        |                           |        |      |
|                    | Employeurs immatriculés  |            | Employeurs en activité |           | Taxe sur la valeur ajoutée |            | Contribuables en activité                          |           | Contribuables enregistrés |        | Contribuables en activité |        |      |
| 2018               | 2019   | 2018       | 2019                   | 2018      | 2019                       | 2018       | 2019   | 2018      | 2019                      | 2018   | 2019                      | 2018   | 2019 |
| République tchèque | 716 380  | 727 114    | 568 338                | 574 351   | 907 815                    | 934 068    | 588 813  | 604 740   |                           |        |                           |        |      |
| Roumanie           | 583 998  | 603 306    | 535 089                | 551 926   | 404 921                    | 423 892    | 404 713  | 423 134   | 2 668                     | 2 702  | 2 137                     | 2 163  |      |
| Royaume-Uni        | D  | D          | D                      | D         | 2 331 730                  | 2 352 250  | 2 199 382  | 2 240 672 | D                         | D      | D                         | D      | D    |
| Russie             | D  | D          | 3 745 630              | 3 881 721 | 1 644 214                  | 1 514 258  | 1 406 517  | 1 326 821 | D                         | D      | D                         | D      | D    |
| Singapour          |  |            |                        |           | 100 243                    | 101 293    | D  | D         |                           |        |                           |        |      |
| Slovénie           | 96 453   | 97 579     | 96 453                 | 97 579    | 112 661                    | 116 380    | 112 661  | 116 380   | 1 103                     | 1 595  | 1 103                     | 1 595  |      |
| Suède              | D  | D          | 460 211                | 456 948   | D                          | D          | 1 131 219  | 1 152 580 | D                         | D      | 72 300                    | 71 840 |      |
| Suisse             | D  | D          | D                      | D         | 386 662                    | 395 036    | 386 662  | 395 036   |                           |        |                           |        |      |
| Thaïlande          | D  | D          | 192 854                | 207 439   | 1 175 400                  | 1 244 776  | 599 662  | 620 720   |                           |        |                           |        |      |
| Turquie            | 10 655 887   | 11 116 258 | 2 964 862              | 3 082 199 | 11 525 277                 | 11 981 727 | 2 856 889  | 2 965 674 | 70 990                    | 77 890 | 7 991                     | 6 850  |      |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303089>

D Données non disponibles

Tableau A.22. Respect des délais pour le dépôt des déclarations : Impôt sur les bénéfices des sociétés

| Juridiction                     | Respect des délais pour le dépôt des déclarations |            |   |            |
|---------------------------------|---|------------|---|------------|
|                                 | Impôts sur les bénéfices des sociétés             |            |   |            |
|                                 | Nombre de déclarations attendues                  |            | Nombre de déclarations déposées dans les délais |            |
|                                 | 2018  | 2019       | 2018  | 2019       |
| Afrique du Sud                  | 2 733 331   | 1 555 435  | 375 819   | 458 271    |
| Allemagne                       | 1 351 895   | 1 391 483  | 1 087 199                                       | 1 105 498  |
| Arabie saoudite                 | 6 101   | 6 238      | 4 567   | 4 545      |
| Argentine                       | 370 202   | 380 856    | 152 620   | 131 393    |
| Australie <sup>1</sup>          | D   | D          | D   | D          |
| Autriche                        | 189 619   | 197 396    | D   | D          |
| Belgique                        | 555 959   | 572 143    | 452 933   | 479 959    |
| Brésil                          | D   | D          | 1 333 482                                       | 1 282 372  |
| Bulgarie                        | 375 000   | 390 000    | 356 544   | 370 976    |
| Canada                          | 1 018 980   | 1 084 546  | 870 060   | 939 424    |
| Chili                           | 1 142 323   | 1 118 271  | 922 297   | 902 813    |
| Chine (République populaire de) | 20 183 179  | 23 633 394 | 19 637 409                                      | 22 924 492 |
| Chypre                          | 123 763   | 120 701    | 70 259  | 66 554     |
| Colombie                        | 868 053   | 889 314    | 454 175   | 455 721    |
| Corée                           | D   | D          | D   | D          |
| Costa Rica                      | 178 706   | 168 364    | 134 698   | 130 935    |
| Croatie                         | 154 123   | 158 835    | 129 107   | 132 949    |
| Danemark                        | 333 000   | 351 000    | 284 000   | 292 000    |
| Espagne                         | D   | D          | 1 605 088                                       | 1 597 585  |
| Estonie                         | D   | D          | D   | D          |
| États-Unis                      | 2 062 100   | 2 154 300  | 2 127 673                                       | 2 146 904  |
| Finlande                        | 294 900   | 300 500    | 254 800   | 271 400    |
| France                          | 2 330 000   | 2 480 000  | 2 210 000                                       | 2 356 000  |
| Géorgie                         | D   | 1 031 188  | D   | 693 256    |
| Grèce                           | 247 404   | 259 193    | 241 503   | 253 770    |
| Hong Kong (Chine)               | 488 468   | 540 034    | 319 464   | 362 867    |
| Hongrie                         | 483 521   | 480 919    | 366 587   | 346 510    |
| Inde                            | 843 552   | 836 349    | 753 226   | 783 284    |
| Indonésie                       | D   | D          | D   | D          |
| Irlande                         | 202 795   | 212 630    | D   | D          |
| Islande                         | 45 492  | 46 652     | 37 197  | 40 019     |
| Israël                          | 198 870   | 275 646    | 170 593   | 242 250    |
| Italie                          | D   | D          | 1 488 000                                       | 1 599 000  |
| Japon                           | D   | D          | D   | D          |
| Kenya                           | 389 703   | 505 216    | 220 698   | 235 067    |
| Lettonie                        | 102 449   | 107 338    | 80 230  | 105 299    |
| Lituanie                        | 193 974   | 202 830    | 96 309  | 103 901    |
| Luxembourg                      | D   | D          | D   | D          |
| Malaisie                        | 484 690   | 511 059    | 386 447   | 399 866    |

Tableau A.22. **Respect des délais pour le dépôt des déclarations : Impôt sur les bénéfices des sociétés** (suite)

| Juridiction              | Respect des délais pour le dépôt des déclarations |           |   |           |
|--------------------------|---|-----------|---|-----------|
|                          | Impôts sur les bénéfices des sociétés             |           |   |           |
|                          | Nombre de déclarations attendues                  |           | Nombre de déclarations déposées dans les délais |           |
|                          | 2018  | 2019      | 2018  | 2019      |
| Malte                    | 50 163  | 55 972    | 34 196  | D         |
| Maroc                    | 271 008   | 265 294   | 244 655   | 247 163   |
| Mexique                  | 1 653 993   | 1 713 156 | 763 925   | 817 999   |
| Norvège                  | 321 955   | 338 503   | 309 329   | 323 306   |
| Nouvelle-Zélande         | 817 069   | 799 419   | 725 030   | 710 953   |
| Pays-Bas                 | 785 926   | 814 757   | 742 219   | 788 231   |
| Pérou                    | 741 194   | 753 153   | 623 404   | 652 963   |
| Pologne                  | 591 653   | 587 407   | 532 138   | 528 574   |
| Portugal                 | 500 026   | 509 121   | 487 590   | 503 517   |
| République slovaque      | 322 235   | 340 389   | 250 762   | 264 432   |
| République tchèque       | 557 634   | 554 082   | 436 431   | 453 088   |
| Roumanie                 | 408 014   | 357 478   | 353 686   | 324 811   |
| Royaume-Uni <sup>2</sup> | 3 550 648   | 3 780 543 | 2 520 013                                       | 2 685 303 |
| Russie                   | 9 104 993   | 8 434 059 | 6 893 546                                       | 6 216 986 |
| Singapour                | 219 966   | 230 744   | 185 375   | 194 606   |
| Slovénie                 | 112 408   | 112 393   | 99 133  | 105 390   |
| Suède                    | D   | D         | D   | D         |
| Suisse                   | D   | D         | D   | D         |
| Thaïlande                | D   | D         | D   | D         |
| Turquie                  | 4 033 110   | 4 244 520 | 3 596 031                                       | 3 804 085 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303108>**D** Données non disponibles

1. Australie : le pourcentage de déclarations déposées dans les délais pour l'impôt sur les bénéfices des sociétés ressort à respectivement 76.29% en 2018 et 78.74% en 2019
2. Royaume-Uni : la méthodologie pour l'impôt sur les bénéfices des sociétés a changé par rapport aux années précédentes.

Tableau A.23. Respect des délais pour le dépôt des déclarations : impôt sur le revenu des personnes physiques

| Juridiction                     | Respect des délais pour le dépôt des déclarations |             |   |             |
|---------------------------------|---|-------------|---|-------------|
|                                 | Impôt sur le revenu des personnes physiques       |             |   |             |
|                                 | Nombre de déclarations attendues                  |             | Nombre de déclarations déposées dans les délais |             |
|                                 | 2018  | 2019        | 2018  | 2019        |
| Afrique du Sud                  | 3 364 765   | 3 929 213   | 2 261 105                                       | 2 427 511   |
| Allemagne                       | 21 121 312  | 21 664 714  | 17 468 727                                      | 17 697 816  |
| Arabie saoudite                 |   |             |   |             |
| Argentine                       | 1 309 209   | 1 285 831   | 788 764   | 727 841     |
| Australie <sup>1</sup>          | D   | D           | D   | D           |
| Autriche                        | 8 247 467   | 8 565 293   | D   | D           |
| Belgique                        | 7 119 341   | 7 151 559   | 6 647 691                                       | 6 685 912   |
| Brésil                          | 28 800 000  | 30 500 000  | 28 086 790                                      | 29 232 838  |
| Bulgarie                        | 650 000   | 670 000     | 589 364   | 627 639     |
| Canada                          | 27 847 908  | 27 153 000  | 25 340 128                                      | 25 780 047  |
| Chili                           | D   | D           | 1 764 619                                       | 1 827 604   |
| Chine (République populaire de) | D   | D           | D   | D           |
| Chypre                          | 360 180   | 394 634     | 271 500   | 265 292     |
| Colombie                        | 3 062 456   | 3 140 302   | 3 127 050                                       | 3 147 901   |
| Corée                           | 6 911 000   | 7 595 000   | 6 759 000                                       | 7 373 000   |
| Costa Rica                      | 482 153   | 491 225     | 341 168   | 327 589     |
| Croatie                         | 117 487   | 125 055     | 104 128   | 118 883     |
| Danemark                        | 5 252 671   | 5 267 310   | 5 208 947                                       | 5 171 850   |
| Espagne                         | D   | D           | 19 920 599                                      | 20 635 885  |
| Estonie                         | 752 944   | 755 272     | 706 028   | 741 026     |
| États-Unis                      | 152 558 000                                       | 154 601 100 | 152 937 949                                     | 154 094 555 |
| Finlande                        | 1 712 900   | 1 489 200   | 1 513 500                                       | 1 298 000   |
| France                          | 39 037 176  | 39 394 542  | 37 533 908                                      | 37 734 067  |
| Géorgie                         | D   | 2 517 599   | D   | 1 629 075   |
| Grèce                           | 6 368 152   | 6 447 321   | 6 327 119                                       | 6 422 078   |
| Hong Kong (Chine)               | 3 105 761   | 3 170 111   | 2 374 882                                       | 2 361 122   |
| Hongrie                         | D   | D           | D   | D           |
| Inde                            | 58 723 101  | 62 701 418  | 56 201 805                                      | 59 624 154  |
| Indonésie                       | D   | D           | D   | D           |
| Irlande                         | 674 359   | 673 860     | 557 021   | 556 460     |
| Islande                         | 307 699   | 313 338     | 287 534   | 293 528     |
| Israël                          | 1 136 152   | 1 223 998   | 1 041 994                                       | 1 125 573   |
| Italie                          | D   | D           | 29 258 000                                      | 30 123 000  |
| Japon                           | D   | D           | D   | D           |
| Kenya                           | 8 231 851   | 10 013 954  | 3 503 551                                       | 3 277 406   |
| Lettonie                        | 768 863   | 961 274     | 722 633   | 900 271     |
| Lituanie                        | 770 487   | 538 417     | 606 775   | 408 083     |
| Luxembourg                      | D   | D           | D   | D           |
| Malaisie                        | 5 401 460   | 6 294 120   | 4 157 740                                       | 4 275 492   |

Tableau A.23. **Respect des délais pour le dépôt des déclarations : impôt sur le revenu des personnes physiques**  
(suite)

| Juridiction         | Respect des délais pour le dépôt des déclarations |            |   |            |
|---------------------|---|------------|---|------------|
|                     | Impôt sur le revenu des personnes physiques       |            |   |            |
|                     | Nombre de déclarations attendues                  |            | Nombre de déclarations déposées dans les délais |            |
|                     | 2018  | 2019       | 2018  | 2019       |
| Malte               | 161 066   | 78 194     | 124 546   | D          |
| Maroc               | 307 527   | 197 867    | 250 383   | 193 367    |
| Mexique             | 10 320 092  | 12 107 985 | 3 020 996                                       | 3 862 555  |
| Norvège             | 4 903 431   | 4 971 693  | 4 886 621                                       | 4 951 602  |
| Nouvelle-Zélande    | 1 243 624   | 1 206 998  | 1 096 806                                       | 1 053 295  |
| Pays-Bas            | 8 072 697   | 8 324 512  | 7 961 000                                       | 8 243 247  |
| Pérou               | 568 766   | 591 818    | 392 455   | 467 589    |
| Pologne             | 24 074 191  | 24 277 771 | 23 790 859                                      | 23 258 359 |
| Portugal            | 5 346 422   | 5 430 582  | 5 185 648                                       | 5 275 003  |
| République slovaque | 939 740   | 948 224    | 930 221   | 940 661    |
| République tchèque  | 2 264 842   | 2 286 260  | 2 173 442                                       | 2 206 925  |
| Roumanie            | 757 366   | 697 850    | D   | D          |
| Royaume-Uni         | 11 564 363  | 11 122 967 | 10 833 177                                      | 10 760 043 |
| Russie              | 8 064 548   | 8 508 037  | 9 272 229                                       | 8 367 481  |
| Singapour           | 2 404 539   | 2 466 392  | 2 332 197                                       | 2 400 038  |
| Slovénie            | 18 553  | 20 588     | 12 109  | 13 537     |
| Suède               | D   | D          | D   | D          |
| Suisse              | D   | D          | D   | D          |
| Thaïlande           | D   | D          | D   | D          |
| Turquie             | 12 230 243  | 12 504 636 | 11 345 827                                      | 11 531 850 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303127>**D** Données non disponibles

1. Australie : le pourcentage de déclarations déposées dans les délais pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques ressort à respectivement 83.14 % en 2018 et 83.77 % en 2019.

Tableau A.24. **Respect des délais pour le dépôt des déclarations :  
employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires**

| Juridiction                     | Respect des délais pour le dépôt des déclarations              |            |   |            |
|---------------------------------|--|------------|---|------------|
|                                 | Employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires |            |   |            |
|                                 | Nombre de déclarations attendues                               |            | Nombre de déclarations déposées dans les délais |            |
|                                 | 2018   | 2019       | 2018  | 2019       |
| Afrique du Sud                  | 5 946 753  | 6 333 025  | 3 511 508                                       | 3 702 887  |
| Allemagne                       | D  | D          | D   | D          |
| Arabie saoudite                 |  |            |   |            |
| Argentine                       | 7 619 631  | 7 414 025  | 6 621 829                                       | 6 475 253  |
| Australie <sup>1</sup>          | D  | D          | D   | D          |
| Autriche                        | D  | D          | D   | D          |
| Belgique                        | D  | D          | D   | D          |
| Brésil                          | D  | D          | D   | D          |
| Bulgarie                        | D  | D          | D   | D          |
| Canada                          | 1 378 190  | 1 371 035  | 1 255 144                                       | 1 271 947  |
| Chili                           | 825 630  | 850 319    | 767 666   | 803 614    |
| Chine (République populaire de) | D  | D          | D   | D          |
| Chypre                          | D  | D          | D   | D          |
| Colombie                        | D  | D          | 470 663   | 545 395    |
| Corée                           | D  | D          | D   | D          |
| Costa Rica                      | 23 590   | 21 643     | 6 812   | 6 902      |
| Croatie                         | D  | D          | D   | D          |
| Danemark                        | 2 562 077  | 2 378 271  | 2 507 420                                       | 2 298 600  |
| Espagne                         | D  | D          | 9 016 484                                       | 9 169 869  |
| Estonie                         | 1 351 255  | 1 264 131  | 1 275 320                                       | 1 179 824  |
| États-Unis                      | 30 833 000   | 31 380 600 | 30 942 654                                      | 31 566 173 |
| Finlande                        | 1 459 700  | 1 438 700  | 1 360 900                                       | 1 122 200  |
| France                          |  | D          |   | 24 820 808 |
| Géorgie                         | D  | 1 897 671  | D   | 1 109 856  |
| Grèce                           | 3 292 663  | 3 414 489  | 3 108 112                                       | 3 201 444  |
| Hong Kong (Chine)               |  |            |   |            |
| Hongrie                         | 6 146 304  | 6 287 064  | 5 612 460                                       | 5 740 044  |
| Inde                            | 2 319 911  | 2 167 068  | 2 091 117                                       | 1 742 167  |
| Indonésie                       | D  | D          | D   | D          |
| Irlande                         | 1 809 888  | 1 650 104  | 1 581 901                                       | 1 558 340  |
| Islande                         | D  | D          | D   | D          |
| Israël                          | 293 791  | 298 148    | 291 688   | 293 429    |
| Italie                          | D  | D          | 4 909 000                                       | 5 137 000  |
| Japon                           | D  | D          | D   | D          |
| Kenya                           | 1 321 188  | 1 609 164  | 728 405   | 876 014    |
| Lettonie                        | 1 012 057  | 1 020 531  | 863 330   | 891 153    |
| Lituanie                        | 1 137 066  | 1 140 706  | 1 075 479                                       | 1 077 236  |
| Luxembourg                      | D  | D          | D   | D          |

Tableau A.24. **Respect des délais pour le dépôt des déclarations :**  
**employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires** (suite)

| Juridiction         | Respect des délais pour le dépôt des déclarations              |            |   |            |
|---------------------|--|------------|---|------------|
|                     | Employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires |            |   |            |
|                     | Nombre de déclarations attendues                               |            | Nombre de déclarations déposées dans les délais |            |
|                     | 2018   | 2019       | 2018  | 2019       |
| Malaisie            | 569 832  | 591 097    | 526 221   | 512 993    |
| Malte               | 28 514   | 28 133     | 21 121  | 21 881     |
| Maroc               | 366 320  | 376 812    | 358 287   | 376 812    |
| Mexique             | D  | D          | D   | D          |
| Norvège             | 2 360 790  | 2 382 092  | 1 947 856                                       | 1 933 387  |
| Nouvelle-Zélande    | 4 635 245  | 5 975 107  | 4 308 232                                       | 5 496 107  |
| Pays-Bas            | 8 149 126  | 8 271 363  | 8 071 784                                       | 8 197 340  |
| Pérou               | 918 003  | 963 610    | 901 410   | 936 984    |
| Pologne             | 1 249 301  | 1 255 865  | 1 213 815                                       | 1 217 457  |
| Portugal            | 4 732 224  | 4 884 537  | 4 614 631                                       | 4 769 191  |
| République slovaque | D  | D          | 2 020 618                                       | 2 101 893  |
| République tchèque  | 367 167  | 367 760    | 329 309   | 331 106    |
| Roumanie            | 6 190 158  | 6 303 442  | 5 891 920                                       | 6 028 533  |
| Royaume-Uni         | D  | D          | D   | D          |
| Russie              | 3 745 630  | 3 881 721  | 3 867 448                                       | 4 007 368  |
| Singapour           |  |            |   |            |
| Slovénie            | 1 752 866  | 1 805 913  | 1 687 586                                       | 1 765 086  |
| Suède               | D  | D          | D   | D          |
| Suisse              | D  | D          | D   | D          |
| Thaïlande           | D  | D          | D   | D          |
| Turquie             | 13 842 749   | 14 256 106 | 13 039 870                                      | 13 201 154 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303146>

#### D Données non disponibles

1. Australie : le pourcentage de déclarations déposées dans les délais pour la retenue à la source opérée par les employeurs ressort à respectivement 79.88 % en 2018 et 79.16 % en 2019.

Tableau A.25. Respect des délais pour le dépôt des déclarations : taxe sur la valeur ajoutée

| Juridiction                     | Respect des délais pour le dépôt des déclarations |             |   |             |
|---------------------------------|---|-------------|---|-------------|
|                                 | Taxe sur la valeur ajoutée                        |             |   |             |
|                                 | Nombre de déclarations attendues                  |             | Nombre de déclarations déposées dans les délais |             |
|                                 | 2018  | 2019        | 2018  | 2019        |
| Afrique du Sud                  | 4 822 639   | 5 038 532   | 2 513 243                                       | 2 618 867   |
| Allemagne                       | 6 248 248   | 6 273 200   | 5 002 316                                       | 4 969 003   |
| Arabie saoudite                 | 515 841   | 722 461     | 395 955   | 694 161     |
| Argentine                       | 12 725 465  | 12 830 502  | 10 224 633                                      | 10 409 639  |
| Australie <sup>1</sup>          | D   | D           | D   | D           |
| Autriche                        | 4 807 657   | 4 920 066   | 4 126 857                                       | 4 222 066   |
| Belgique                        | 3 672 990   | 3 752 907   | 3 644 618                                       | 3 721 634   |
| Brésil                          | D   | D           | 12 523 352                                      | 12 408 838  |
| Bulgarie                        | 3 570 000   | 3 750 000   | 3 553 894                                       | 3 686 355   |
| Canada                          | 8 582 129   | 8 830 463   | 5 207 495                                       | 5 258 387   |
| Chili                           | 11 466 276  | 12 004 380  | 8 749 067                                       | 9 262 134   |
| Chine (République populaire de) | 307 487 616                                       | 337 523 421 | 298 707 077                                     | 330 182 109 |
| Chypre                          | 357 063   | 374 095     | 307 438   | 323 005     |
| Colombie                        | D   | D           | 1 252 111                                       | 1 232 272   |
| Corée                           | D   | D           | D   | D           |
| Costa Rica                      | 1 237 800   | 2 634 230   | 964 902   | 1 806 694   |
| Croatie                         | 1 532 595   | 1 588 940   | 1 355 557                                       | 1 394 881   |
| Danemark                        | 1 415 525   | 1 440 487   | 1 212 678                                       | 1 241 610   |
| Espagne                         | D   | D           | 14 161 892                                      | 14 258 233  |
| Estonie                         | 1 073 164   | 1 111 159   | 983 684   | 1 007 687   |
| États-Unis                      |   |             |   |             |
| Finlande                        | 3 361 200   | 3 252 100   | 3 029 500                                       | 2 933 000   |
| France                          | 19 000 000  | 19 416 000  | 17 370 000                                      | 17 690 000  |
| Géorgie                         | 710 141   | 782 552     | 651 041   | 707 645     |
| Grèce                           | 6 866 650   | 7 034 406   | 4 566 849                                       | 4 663 270   |
| Hong Kong (Chine)               |   |             |   |             |
| Hongrie                         | 3 538 744   | 3 555 392   | 3 049 428                                       | 3 037 724   |
| Inde                            |   |             |   |             |
| Indonésie                       | D   | D           | D   | D           |
| Irlande                         | 804 819   | 866 523     | 718 217   | 752 961     |
| Islande                         | 151 074   | 151 037     | 144 125   | 142 277     |
| Israël                          | 4 018 578   | 4 137 540   | 3 893 836                                       | 4 017 981   |
| Italie                          | D   | D           | 5 172 000                                       | 5 334 000   |
| Japon                           | D   | D           | D   | D           |
| Kenya                           | 2 340 720   | 2 580 612   | 1 888 078                                       | 2 071 280   |
| Lettonie                        | 734 511   | 730 373     | 662 256   | 666 409     |
| Lituanie                        | 882 105   | 909 519     | 856 440   | 845 196     |
| Luxembourg                      | 361 595   | 376 403     | 323 695   | 319 528     |
| Malaisie                        |   |             |   |             |

Tableau A.25. Respect des délais pour le dépôt des déclarations : taxe sur la valeur ajoutée (suite)

| Juridiction         | Respect des délais pour le dépôt des déclarations |            |   |            |
|---------------------|---|------------|---|------------|
|                     | Taxe sur la valeur ajoutée                        |            |   |            |
|                     | Nombre de déclarations attendues                  |            | Nombre de déclarations déposées dans les délais |            |
|                     | 2018  | 2019       | 2018  | 2019       |
| Malte               | 200 645   | 214 898    | 143 066   | 139 978    |
| Maroc               | 1 909 391   | 1 901 918  | 1 721 166                                       | 1 745 725  |
| Mexique             | D   | D          | D   | D          |
| Norvège             | 1 484 145   | 1 532 797  | 1 335 022                                       | 1 374 949  |
| Nouvelle-Zélande    | 3 029 671   | 3 068 416  | 2 807 854                                       | 2 832 962  |
| Pays-Bas            | 8 725 822   | 9 123 881  | 8 343 926                                       | 8 726 006  |
| Pérou               | 11 323 819  | 11 839 980 | 9 875 600                                       | 10 404 054 |
| Pologne             | 17 284 643  | 17 939 022 | 16 817 286                                      | 17 530 948 |
| Portugal            | 3 682 012   | 3 827 648  | 3 514 789                                       | 3 653 118  |
| République slovaque | 1 757 762   | 1 836 299  | 1 818 568                                       | 1 922 312  |
| République tchèque  | 4 423 626   | 4 590 598  | 4 215 950                                       | 4 441 265  |
| Roumanie            | 3 030 907   | 3 157 346  | 2 830 736                                       | 2 950 465  |
| Royaume-Uni         | 8 828 318   | 8 945 228  | 7 490 372                                       | 7 523 893  |
| Russie              | D   | D          | 7 990 646                                       | 7 341 333  |
| Singapour           | 386 816   | 385 541    | 370 411   | 369 997    |
| Slovénie            | 848 592   | 889 313    | 714 461   | 761 725    |
| Suède               | D   | D          | D   | D          |
| Suisse              | 1 261 442   | 1 287 632  | 979 475   | 977 549    |
| Thaïlande           | 599 662   | 620 720    | D   | D          |
| Turquie             | 34 282 668  | 35 588 088 | 29 975 283                                      | 30 939 217 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303165>**D** Données non disponibles

1. Australie : le pourcentage de déclarations déposées dans les délais pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques ressort à respectivement 76.63 % en 2018 et 75.97 % en 2019.

Tableau A.26. Impôt sur le revenu des personnes physiques prélevé à la source par des tiers, et respect des délais de paiements : impôt sur le revenu des personnes physiques

| Juridiction                     | Pourcentage estimé de l'impôt sur le revenu des personnes physiques prélevé à la source par des tiers et reversé à l'administration |      | Respect des délais de paiement   |                 |  |                 |
|---------------------------------|---|------|--|-----------------|--|-----------------|
|                                 |   |      | Impôt sur le revenu des personnes physiques                                      |                 |  |                 |
|                                 |   |      | Valeur des paiements attendus à la date d'échéance (en milliers, monnaie locale) |                 | Valeur des paiements effectués dans les délais (en milliers, monnaie locale) |                 |
| 2018                            | 2019  | 2018 | 2019   | 2018            | 2019   |                 |
| Afrique du Sud                  | 95.5  | 95.8 | 24 041 023   | 26 487 713      | 12 379 582   | 11 813 658      |
| Allemagne                       | D   | D    | D  | D               | D  | D               |
| Arabie saoudite                 | 0.0   | 0.0  |  |                 |  |                 |
| Argentine                       | 81.7  | 84.7 | 45 794 768   | 64 369 299      | 25 324 994   | 37 216 348      |
| Australie                       | D   | D    | 45 133 387   | 49 309 629      | 31 362 796   | 35 098 867      |
| Autriche                        | 87.6  | 86.5 | 8 280 237  | 9 016 937       | 7 512 477  | 8 176 558       |
| Belgique                        | 93.2  | 92.6 | 4 607 023  | 5 041 543       | 3 299 444  | 3 599 171       |
| Brésil                          | 77.8  | 77.8 | 151 944 124  | 163 467 772     | 146 535 778  | 157 377 081     |
| Bulgarie                        | 88.0  | 89.0 | 3 453 032  | 3 740 072       | 2 941 827  | 3 254 757       |
| Canada                          | D   | D    | 182 156 456  | 189 592 933     | 171 191 477  | 178 286 878     |
| Chili                           | 86.1  | 88.7 | D  | D               | 319 296 456  | 445 140 291     |
| Chine (République populaire de) | 80.0  | 85.0 | D  | D               | D  | D               |
| Chypre                          | 50.0  | 41.0 | D  | D               | 48 698   | 59 443          |
| Colombie                        | 84.0  | 89.0 | D  | D               | 12 215 962 644   | 12 888 179 508  |
| Corée                           | D   | D    | D  | D               | D  | D               |
| Costa Rica                      | 12.2  | 10.4 | 63 225 084   | 69 626 560      | 46 002 501   | 39 603 241      |
| Croatie                         | D   | D    | D  | D               | D  | D               |
| Danemark                        | 95.0  | 95.0 | D  | D               | D  | D               |
| Espagne                         | 84.1  | 67.9 | 40 808 853   | 41 623 363      | 39 392 024   | 39 908 400      |
| Estonie                         | 96.2  | 95.9 | 53 538   | 62 230          | 40 214   | 49 641          |
| États-Unis                      | 78.7  | 79.1 | D  | D               | 3 051 554 159  | 3 137 078 983   |
| Finlande                        | 89.2  | 89.0 | 3 607 400  | 3 459 600       | 3 195 200  | 2 659 500       |
| France                          | D   | 79.0 | 81 203 259   | 10 466 643      | 76 149 292   | 9 429 048       |
| Géorgie                         | 92.8  | 92.9 | 63 967   | 58 271          | 62 064   | 56 404          |
| Grèce                           | 74.0  | 75.0 | 3 629 250  | 3 702 422       | 2 465 912  | 2 530 241       |
| Hong Kong (Chine)               | D   | D    | 76 877 828   | 78 609 555      | 70 905 278   | 72 342 966      |
| Hongrie                         | 93.3  | 95.4 | D  | D               | D  | D               |
| Inde                            | 48.0  | 51.0 | 4 981 308 211  | 5 206 791 615   | D  | D               |
| Indonésie                       | 54.1  | 66.1 | 135 302 740 515  | 149 246 057 762 | 113 141 456 576  | 119 686 696 088 |
| Irlande                         | 95.6  | 95.1 | 3 470 541  | 3 657 398       | 3 415 715  | 3 589 135       |
| Islande                         | D   | D    | 189 297 000  | 199 295 000     | D  | D               |
| Israël                          | 70.6  | 67.0 | 19 227 000   | 21 395 375      | 19 524 890   | 21 380 816      |
| Italie                          | 89.0  | 89.0 | D  | D               | D  | D               |
| Japon                           | 84.0  | 84.0 | D  | D               | D  | D               |
| Kenya                           | 72.7  | 71.1 | 345 597 569  | 367 954 259     | 345 597 569  | 367 954 259     |
| Lettonie                        | 86.0  | 83.0 | 1 705 908  | 1 930 489       | D  | D               |

Tableau A.26. Impôt sur le revenu des personnes physiques prélevé à la source par des tiers, et respect des délais de paiements : impôt sur le revenu des personnes physiques (suite)

| Juridiction            | Pourcentage estimé de l'impôt sur le revenu des personnes physiques prélevé à la source par des tiers et reversé à l'administration |      | Respect des délais de paiement   |             |  |             |
|------------------------|---|------|--|-------------|--|-------------|
|                        |   |      | Impôt sur le revenu des personnes physiques                                      |             |  |             |
|                        |   |      | Valeur des paiements attendus à la date d'échéance (en milliers, monnaie locale) |             | Valeur des paiements effectués dans les délais (en milliers, monnaie locale) |             |
| 2018                   | 2019  | 2018 | 2019   | 2018        | 2019   |             |
| Lituanie               | 99.0  | 97.7 | 1 854 310  | 3 510 383   | 1 666 124  | 3 093 481   |
| Luxembourg             | 41.0  | 40.0 | D  | D           | D  | D           |
| Malaisie               | 22.1  | 18.1 | 3 350 328  | 3 828 553   | 2 495 169  | 2 997 127   |
| Malte                  | 83.4  | 83.3 | 570 644  | 697 086     | 404 842  | 506 057     |
| Maroc                  | 75.0  | 80.0 | D  | D           | 7 563 560  | 9 731 760   |
| Mexique                | 42.9  | 43.7 | D  | D           | D  | D           |
| Norvège                | 93.7  | 93.5 | 57 247 863   | 59 467 468  | 44 045 240   | 46 288 514  |
| Nouvelle-Zélande       | 86.4  | 86.0 | 5 000 655  | 5 128 911   | 4 722 650  | 4 724 180   |
| Pays-Bas               | 99.2  | 98.3 | 17 249 589   | 18 675 959  | 16 401 685   | 17 791 409  |
| Pérou                  | 99.3  | 99.4 | 2 223 211  | 2 260 937   | 978 238  | 1 022 431   |
| Pologne                | 73.8  | 72.2 | 42 325 496   | 48 931 820  | 33 468 543   | 38 223 315  |
| Portugal               | 84.1  | 84.1 | D  | D           | 1 751 101  | 1 796 742   |
| République slovaque    | 97.8  | 97.3 | 240 655  | 296 409     | 224 866  | 234 622     |
| République tchèque     | 96.0  | 96.0 | 20 695 216   | 23 129 364  | 17 250 201   | 19 111 363  |
| Roumanie               | 83.0  | 81.1 | 20 480 424   | 21 804 471  | 17 663 271   | 18 949 681  |
| Royaume-Uni            | D   | D    | D  | D           | D  | D           |
| Russie                 | 94.8  | 94.4 | 191 842 229  | 224 347 868 | 189 978 347  | 222 459 709 |
| Singapour <sup>1</sup> | D   | D    | D  | D           | D  | D           |
| Slovénie               | 82.8  | 81.3 | 2 480 506  | 2 636 252   | 2 255 709  | 2 408 272   |
| Suède                  | D   | D    | D  | D           | D  | D           |
| Suisse                 | D   | D    | D  | D           | D  | D           |
| Thaïlande              | 90.3  | 90.4 | D  | D           | D  | D           |
| Turquie                | D   | D    | D  | D           | D  | D           |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303184>**D** Données non disponibles

1. Singapour : le taux de respect des délais de paiement pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques est de 90.1 % en 2018 et 91.2 % en 2019.

Tableau A.27. Respect des délais de paiement : impôt sur les bénéfices des sociétés

| Juridiction                     | Respect des délais de paiement  |                 |   |                 |
|---------------------------------|---|-----------------|---|-----------------|
|                                 | Impôt sur les bénéfices des sociétés  |                 |   |                 |
|                                 | Montant des paiements attendus à la date d'échéance (en milliers, monnaie locale) |                 | Montant des paiements effectués dans les délais (en milliers, monnaie locale) |                 |
|                                 | 2018  | 2019            | 2018  | 2019            |
| Afrique du Sud                  | 50 123 194  | 54 746 579      | 14 177 432  | 22 445 126      |
| Allemagne                       | D   | D               | D   | D               |
| Arabie saoudite                 | 16 120 000  | 17 000 000      | 8 580 000   | 6 500 000       |
| Argentine                       | 214 131 200   | 288 592 233     | 186 068 241   | 249 679 466     |
| Australie                       | 90 818 000  | 102 645 098     | 77 894 408  | 90 460 258      |
| Autriche                        | 11 939 943  | 12 548 199      | 11 587 715  | 12 199 359      |
| Belgique                        | 7 324 317   | 5 821 383       | 5 883 051   | 3 749 077       |
| Brésil                          | 125 258 607   | 146 252 157     | 121 120 559   | 140 195 214     |
| Bulgarie                        | 2 580 822   | 2 594 642       | 2 201 828   | 2 244 157       |
| Canada                          | 84 769 898  | 88 913 605      | 72 683 445  | 76 974 391      |
| Chili                           | D   | D               | 1 991 254 174   | 2 579 276 884   |
| Chine (République populaire de) | D   | D               | D   | D               |
| Chypre                          | D   | D               | 628 568   | 676 271         |
| Colombie                        | D   | D               | 55 844 952 795  | 58 773 414 489  |
| Corée                           | D   | D               | D   | D               |
| Costa Rica                      | 1 181 986 602   | 1 255 188 533   | 302 272 025   | 581 167 917     |
| Croatie                         | D   | D               | D   | D               |
| Danemark                        | 113 200 000   | 107 500 000     | 105 700 000   | 98 000 000      |
| Espagne                         | 25 973 853  | 24 782 175      | 23 846 753  | 23 112 091      |
| Estonie                         | 519 352   | 510 176         | 386 373   | 422 336         |
| États-Unis                      | D   | D               | 262 742 024   | 277 057 735     |
| Finlande                        | 5 947 300   | 5 965 900       | 5 395 900   | 5 357 800       |
| France                          | D   | D               | 60 852 000  | 64 654 000      |
| Géorgie                         | 802 181   | 972 701         | 752 524   | 887 255         |
| Grèce                           | 4 241 172   | 4 493 881       | 3 744 509   | 3 991 410       |
| Hong Kong (Chine)               | 147 891 243   | 175 508 094     | 139 345 001   | 165 272 607     |
| Hongrie                         | D   | D               | D   | D               |
| Inde                            | 7 688 196 344   | 6 776 629 941   | D   | D               |
| Indonésie                       | 266 257 585 543   | 260 580 703 229 | 233 465 633 411   | 233 391 743 824 |
| Irlande                         | 17 177 393  | 19 925 557      | 17 051 868  | 19 542 219      |
| Islande                         | 75 702 000  | 67 802 000      | D   | D               |
| Israël                          | 48 001 000  | 50 425 295      | 49 446 229  | 50 579 914      |
| Italie                          | D   | D               | D   | D               |
| Japon                           | D   | D               | D   | D               |
| Kenya                           | 145 427 380   | 152 051 119     | 145 427 380   | 152 051 119     |
| Lettonie                        | 146 532   | 198 616         | D   | D               |
| Lituanie                        | 686 592   | 753 465         | 664 821   | 680 070         |
| Luxembourg                      | D   | D               | D   | D               |
| Malaisie                        | 63 410 659  | 62 733 412      | 44 517 176  | 54 007 692      |

Tableau A.27. **Respect des délais de paiement : impôt sur les bénéfices des sociétés** (suite)

| Juridiction            | Respect des délais de paiement  |               |   |               |
|------------------------|---|---------------|---|---------------|
|                        | Impôt sur les bénéfices des sociétés  |               |   |               |
|                        | Montant des paiements attendus à la date d'échéance (en milliers, monnaie locale) |               | Montant des paiements effectués dans les délais (en milliers, monnaie locale) |               |
|                        | 2018  | 2019          | 2018  | 2019          |
| Malte                  | 463 310   | 605 520       | 350 426   | 488 483       |
| Maroc                  | D   | D             | 46 892 971  | 46 912 714    |
| Mexique                | D   | D             | D   | D             |
| Norvège                | 83 897 037  | 90 661 376    | 75 557 431  | 83 514 088    |
| Nouvelle-Zélande       | 12 658 170  | 9 903 232     | 12 396 428  | 7 051 688     |
| Pays-Bas               | 24 954 535  | 27 449 967    | 24 438 715  | 26 876 958    |
| Pérou                  | 19 127 365  | 19 451 966    | 16 635 761  | 17 091 455    |
| Pologne                | 47 322 975  | 54 950 843    | 43 943 133  | 50 629 613    |
| Portugal               | D   | D             | 5 123 909   | 6 576 806     |
| République slovaque    | 4 447 193   | 4 299 359     | 3 911 711   | 4 124 978     |
| République tchèque     | 164 630 385   | 172 441 027   | 155 662 541   | 162 508 930   |
| Roumanie               | 14 613 522  | 16 108 170    | 12 761 274  | 14 417 123    |
| Royaume-Uni            | D   | D             | D   | D             |
| Russie                 | 4 664 268 342   | 5 181 538 288 | 4 600 274 067   | 5 116 741 571 |
| Singapour <sup>1</sup> | D   | D             | D   | D             |
| Slovénie               | 848 619   | 996 207       | 777 991   | 923 104       |
| Suède                  | D   | D             | D   | D             |
| Suisse                 | D   | D             | D   | D             |
| Thaïlande              | D   | D             | D   | D             |
| Turquie                | D   | D             | D   | D             |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303203>**D** Données non disponibles

1. Singapour : le taux de respect des délais de paiement pour l'impôt sur les bénéfices des sociétés est de 84.9% en 2018 et 84.3% en 2019.

Tableau A.28. Respect des délais de paiement : employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires

| Juridiction                     | Respect des délais de paiement  |                 |   |                 |
|---------------------------------|---|-----------------|---|-----------------|
|                                 | Employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires                    |                 |   |                 |
|                                 | Montant des paiements attendus à la date d'échéance (en milliers, monnaie locale) |                 | Montant des paiements effectués dans les délais (en milliers, monnaie locale) |                 |
|                                 | 2018  | 2019            | 2018  | 2019            |
| Afrique du Sud                  | 438 544 773   | 473 107 982     | 423 077 222   | 457 740 313     |
| Allemagne                       | D   | D               | D   | D               |
| Arabie saoudite                 |   |                 |   |                 |
| Argentine                       | 854 106 894   | 1 137 409 865   | 702 413 829   | 945 795 040     |
| Australie                       | 197 898 177   | 210 583 569     | 187 928 695   | 199 989 642     |
| Autriche                        | 27 022 222  | 28 313 954      | 26 867 211  | 28 178 047      |
| Belgique                        | 45 401 762  | 45 033 009      | 45 072 746  | 44 801 931      |
| Brésil                          | 213 713 134   | 227 406 407     | 209 551 857   | 223 302 283     |
| Bulgarie                        | 9 251 296   | 10 302 734      | 7 852 132   | 8 933 568       |
| Canada                          | D   | D               | D   | D               |
| Chili                           | D   | D               | 3 081 379 357   | 3 384 757 357   |
| Chine (République populaire de) | D   | D               | D   | D               |
| Chypre                          | D   | D               | 450 527   | 503 397         |
| Colombie                        | D   | D               | D   | D               |
| Corée                           | D   | D               | D   | D               |
| Costa Rica                      | 324 750 536   | 306 981 152     | 209 433   | 198 468         |
| Croatie                         | D   | D               | D   | D               |
| Danemark                        | 520 100 000   | 499 400 000     | 502 000 000   | 482 400 000     |
| Espagne                         | 73 384 314  | 77 406 906      | 73 158 596  | 77 160 624      |
| Estonie                         | 4 837 812   | 5 358 843       | 3 845 104   | 4 280 614       |
| États-Unis                      | D   | D               | 2 402 897 198   | 2 480 089 706   |
| Finlande                        | 29 014 800  | 29 274 500      | 27 827 600  | 28 006 700      |
| France                          |   | 59 636 000      |   | 59 332 000      |
| Géorgie                         | 3 252 185   | 3 506 971       | 3 205 819   | 3 481 411       |
| Grèce                           | 6 436 980   | 6 143 249       | 6 050 112   | 5 782 241       |
| Hong Kong (Chine)               |   |                 |   |                 |
| Hongrie                         | D   | D               | D   | D               |
| Inde                            | 2 438 764 109   | 2 670 304 905   | D   | D               |
| Indonésie                       | 120 516 131 378   | 133 865 351 353 | 102 234 098 044   | 108 300 898 219 |
| Irlande                         | 25 576 878  | 28 091 280      | 25 299 484  | 27 708 577      |
| Islande                         | D   | D               | D   | D               |
| Israël                          | 100 723 884   | 103 872 650     | 97 775 171  | 102 852 857     |
| Italie                          | D   | D               | D   | D               |
| Japon                           | D   | D               | D   | D               |
| Kenya                           | 362 627 562   | 395 206 680     | 362 627 562   | 395 206 680     |
| Lettonie                        | 1 728 756   | 2 034 459       | D   | D               |
| Lituanie                        | 1 834 586   | 3 422 255       | 1 656 453   | 3 034 608       |
| Luxembourg                      | D   | D               | D   | D               |
| Malaisie                        | D   | D               | 26 262 002  | 30 309 428      |

Tableau A.28. **Respect des délais de paiement : employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires**  
(suite)

| Juridiction         | Respect des délais de paiement  |               |   |               |
|---------------------|---|---------------|---|---------------|
|                     | Employeurs effectuant une retenue à la source sur les salaires                    |               |   |               |
|                     | Montant des paiements attendus à la date d'échéance (en milliers, monnaie locale) |               | Montant des paiements effectués dans les délais (en milliers, monnaie locale) |               |
|                     | 2018  | 2019          | 2018  | 2019          |
| Malte               | 671 976   | 765 238       | 652 343   | 720 791       |
| Maroc               | D   | D             | 30 406 485  | 30 439 015    |
| Mexique             | D   | D             | D   | D             |
| Norvège             | 461 500 490   | 481 364 225   | 442 153 417   | 458 915 101   |
| Nouvelle-Zélande    | 31 188 619  | 33 258 826    | 30 773 099  | 32 705 221    |
| Pays-Bas            | 153 029 885   | 156 998 869   | 151 669 493   | 155 430 268   |
| Pérou               | 10 280 325  | 10 893 369    | 9 958 399   | 10 577 791    |
| Pologne             | 80 723 408  | 87 822 771    | 77 654 768  | 84 207 187    |
| Portugal            | 16 207 452  | 16 980 692    | 16 072 718  | 16 210 520    |
| République slovaque | 2 985 502   | 3 156 856     | 2 819 545   | 2 999 604     |
| République tchèque  | D   | D             | D   | D             |
| Roumanie            | 17 109 189  | 17 733 281    | 14 665 151  | 15 372 795    |
| Royaume-Uni         | D   | D             | D   | D             |
| Russie              | 3 496 982 975   | 3 764 438 217 | 3 463 007 337   | 3 732 755 912 |
| Singapour           |   |               |   |               |
| Slovénie            | 7 040 694   | 7 526 982     | 6 471 426   | 6 971 982     |
| Suède               | D   | D             | D   | D             |
| Suisse              | D   | D             | D   | D             |
| Thaïlande           | D   | D             | D   | D             |
| Turquie             | D   | D             | D   | D             |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303222>

D Données non disponibles

Tableau A.29. **Respect des délais de paiement : taxe sur la valeur ajoutée**

| Juridiction                     | Respect des délais de paiement  |                 |   |                 |
|---------------------------------|---|-----------------|---|-----------------|
|                                 | Taxe sur la valeur ajoutée  |                 |   |                 |
|                                 | Montant des paiements attendus à la date d'échéance (en milliers, monnaie locale) |                 | Montant des paiements effectués dans les délais (en milliers, monnaie locale) |                 |
|                                 | 2018  | 2019            | 2018  | 2019            |
| Afrique du Sud                  | 333 806 396   | 375 196 740     | 307 614 240   | 343 462 125     |
| Allemagne                       | D   | D               | D   | D               |
| Arabie saoudite                 | 45 668 834  | 47 465 837      | 40 455 601  | 42 489 194      |
| Argentine                       | 418 094 665   | 582 014 138     | 352 427 643   | 487 624 049     |
| Australie                       | 128 435 514   | 132 144 486     | 113 520 240   | 117 173 823     |
| Autriche                        | 47 526 507  | 49 738 801      | 46 029 600  | 48 271 506      |
| Belgique                        | 41 559 169  | 42 555 693      | 40 932 355  | 41 931 852      |
| Brésil                          | 264 160 417   | 270 794 568     | 256 933 481   | 263 736 256     |
| Bulgarie                        | 13 897 447  | 15 305 150      | 11 836 397  | 13 181 541      |
| Canada                          | D   | D               | D   | D               |
| Chili                           | D   | D               | 10 152 127 139  | 11 154 889 150  |
| Chine (République populaire de) | D   | D               | D   | D               |
| Chypre                          | D   | D               | 1 306 604   | 1 378 375       |
| Colombie                        | 41 462 842 233  | 44 946 735 365  | 40 856 075 768  | 44 349 481 098  |
| Corée                           | D   | D               | D   | D               |
| Costa Rica                      | 2 113 986 069   | 2 395 626 317   | 170 386 369   | 467 682 865     |
| Croatie                         | D   | D               | D   | D               |
| Danemark                        | 403 300 000   | 416 000 000     | 366 900 000   | 382 400 000     |
| Espagne                         | 34 696 975  | 37 218 555      | 32 799 364  | 35 146 552      |
| Estonie                         | 3 630 775   | 3 836 208       | 2 836 575   | 2 990 070       |
| États-Unis                      |   |                 |   |                 |
| Finlande                        | 30 803 400  | 32 057 900      | 27 861 700  | 28 916 700      |
| France                          | 210 883 000   | 220 370 000     | 203 572 000   | 211 492 000     |
| Géorgie                         | 2 643 645   | 2 985 113       | 2 568 111   | 2 868 694       |
| Grèce                           | 18 507 711  | 18 165 537      | 16 064 369  | 16 022 168      |
| Hong Kong (Chine)               |   |                 |   |                 |
| Hongrie                         | D   | D               | D   | D               |
| Inde                            |   |                 |   |                 |
| Indonésie                       | 561 152 348 365   | 574 547 310 683 | 451 030 881 526   | 452 698 709 419 |
| Irlande                         | 16 766 054  | 18 372 413      | 16 439 407  | 18 011 161      |
| Islande                         | 237 368 000   | 242 216 000     | D   | D               |
| Israël                          | 87 476 607  | 82 115 840      | 78 816 718  | 73 848 017      |
| Italie                          | D   | D               | D   | D               |
| Japon                           | D   | D               | D   | D               |
| Kenya                           | 137 957 201   | 198 608 615     | 137 957 201   | 198 608 615     |
| Lettonie                        | 2 423 762   | 2 571 306       | D   | D               |
| Lituanie                        | 3 182 471   | 3 453 702       | 3 154 529   | 3 332 595       |
| Luxembourg                      | D   | D               | D   | D               |
| Malaisie                        |   |                 |   |                 |

Tableau A.29. **Respect des délais de paiement : taxe sur la valeur ajoutée** (suite)

| Juridiction            | Respect des délais de paiement  |               |   |               |
|------------------------|---|---------------|---|---------------|
|                        | Taxe sur la valeur ajoutée  |               |   |               |
|                        | Montant des paiements attendus à la date d'échéance (en milliers, monnaie locale) |               | Montant des paiements effectués dans les délais (en milliers, monnaie locale) |               |
|                        | 2018  | 2019          | 2018  | 2019          |
| Malte                  | 1 007 821   | 1 164 711     | 728 918   | 720 791       |
| Maroc                  | D   | D             | 91 102 221  | 92 775 157    |
| Mexique                | D   | D             | D   | D             |
| Norvège                | 373 681 551   | 399 256 872   | 330 275 201   | 352 435 843   |
| Nouvelle-Zélande       | 31 254 859  | 32 980 692    | 30 142 354  | 31 880 993    |
| Pays-Bas               | 82 322 587  | 88 651 554    | 80 866 383  | 87 279 098    |
| Pérou                  | 26 206 245  | 26 013 269    | 22 926 529  | 24 192 738    |
| Pologne                | 258 565 039   | 285 382 587   | 227 285 777   | 250 406 974   |
| Portugal               | 22 765 635  | 24 043 766    | 22 116 379  | 23 525 167    |
| République slovaque    | 11 322 337  | 11 603 641    | 10 034 021  | 10 579 057    |
| République tchèque     | 721 390 269   | 752 058 375   | 665 275 969   | 690 245 632   |
| Roumanie               | 72 359 442  | 80 832 391    | 62 369 281  | 69 055 584    |
| Royaume-Uni            | 99 014 313  | 104 813 926   | 81 855 477  | 86 471 933    |
| Russie                 | 3 904 068 142   | 4 647 804 170 | 3 761 173 371   | 4 481 741 841 |
| Singapour <sup>1</sup> | D   | D             | D   | D             |
| Slovénie               | 3 797 957   | 3 963 632     | 3 455 924   | 3 584 254     |
| Suède                  | D   | D             | D   | D             |
| Suisse                 | D   | D             | D   | D             |
| Thaïlande              | D   | D             | D   | D             |
| Turquie                | D   | D             | D   | D             |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303241>**D** Données non disponibles

1. Singapour : le taux de respect des délais de paiement pour la TVA est de 89,9% en 2018 et 90,4% en 2019.

Tableau A.30. Remboursements de TVA

| Juridiction                     | Traitement des remboursements de TVA approuvés                                   |  | Montant total des « crédits de TVA » en fin d'année (en milliers, monnaie locale) |           |
|---------------------------------|--|--|---|-----------|
|                                 | 2018   | 2019   | 2018  | 2019      |
| Afrique du Sud                  | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Allemagne                       | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Arabie saoudite                 | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande | 1 059 931   | 3 700 000 |
| Argentine                       | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande | D   | D         |
| Australie                       | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Autriche                        | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande | D   | D         |
| Belgique                        | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande | 14 780  | 15 339    |
| Brésil                          | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Bulgarie                        | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Canada                          | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Chili                           | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Chine (République populaire de) | Montant du « crédit » calculé, remboursé sous réserve de disponibilité des fonds | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande | 0   | 0         |
| Chypre                          | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande | 157 379   | 184 950   |
| Colombie                        | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande | 0   | 0         |
| Corée                           | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Costa Rica                      | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Croatie                         | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Danemark                        | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Espagne                         | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande | D   | D         |
| Estonie                         | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande | D   | D         |
| États-Unis                      |  |  |   |           |
| Finlande                        | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande | 721 209   | 767 668   |
| France                          | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Géorgie                         | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande | 538 877   | 426 877   |
| Grèce                           | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Hong Kong (Chine)               |  |  |   |           |
| Hongrie                         | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Inde                            |  |  |   |           |
| Indonésie                       | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Irlande                         | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Islande                         | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |
| Israël                          | Versé automatiquement  | Versé automatiquement                                |   |           |

Tableau A.30. Remboursements de TVA (suite)

| Juridiction          | Traitement des remboursements de TVA approuvés                                   |  | Montant total des « crédits de TVA » en fin d'année (en milliers, monnaie locale) |               |
|----------------------|--|--|---|---------------|
|                      | 2018   | 2019   | 2018  | 2019          |
| Italie               | Versé automatiquement  | Versé automatiquement  |   |               |
| Japon                |  |  |   |               |
| Kenya                | Montant du « crédit » calculé, remboursé sous réserve de disponibilité des fonds | Montant du « crédit » calculé, remboursé sous réserve de disponibilité des fonds | 2 284   | 3 649         |
| Lettonie             | Versé automatiquement  | Versé automatiquement  |   |               |
| Lituanie             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | 10  | 216           |
| Luxembourg           | Versé automatiquement  | Versé automatiquement  |   |               |
| Malaisie             |  |  |   |               |
| Malte                | Versé, sous réserve de disponibilité des fonds                                   | Versé, sous réserve de disponibilité des fonds                                   | D   | D             |
| Maroc                | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | 37 955 600  | 14 033 400    |
| Mexique <sup>1</sup> | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | 281 561   | 1 120 437     |
| Norvège              | Versé automatiquement  | Versé automatiquement  |   |               |
| Nouvelle-Zélande     | Versé automatiquement  | Versé automatiquement  |   |               |
| Pays-Bas             | Versé automatiquement  | Versé automatiquement  |   |               |
| Pérou                | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | 57 370  | 169 187       |
| Pologne              | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | D   | D             |
| Portugal             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | 92 704  | 113 701       |
| République slovaque  | Versé automatiquement  | Versé automatiquement  |   |               |
| République tchèque   | Versé automatiquement  | Versé automatiquement  |   |               |
| Roumanie             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sous réserve de disponibilité des fonds | Montant du « crédit » calculé, remboursé sous réserve de disponibilité des fonds | 5 603   | 6 187         |
| Royaume-Uni          | Versé automatiquement  | Versé automatiquement  |   |               |
| Russie               | Versé automatiquement  | Versé automatiquement  |   |               |
| Singapour            | Versé automatiquement  | Versé automatiquement  |   |               |
| Slovénie             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | 223 759   | 296 312       |
| Suède                | Versé automatiquement  | Versé automatiquement  |   |               |
| Suisse               | Versé automatiquement  | Versé automatiquement  |   |               |
| Thaïlande            | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | 186 029 090   | 2 055 397 490 |
| Turquie              | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande                             | 72 005 175  | 89 402 791    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303260>

|   |  |
|---|--|
| <b>Versé automatiquement</b>  | les remboursements de TVA sont effectués de façon automatique et immédiate   |
| <b>Versé, sous réserve de disponibilité des fonds</b>                                   | les remboursements de TVA sont effectués immédiatement sous réserve de disponibilité des fonds   |
| <b>Montant du « crédit » calculé, remboursé sur demande</b>                             | les remboursements de TVA sont portés au crédit du compte du contribuable, jusqu'au moment où le contribuable peut légalement en demander le paiement  |
| <b>Montant du « crédit » calculé, remboursé sous réserve de disponibilité des fonds</b> | les remboursements de TVA sont portés au crédit du compte du contribuable, jusqu'au moment où le contribuable peut légalement en demander le paiement, sous réserve de disponibilité des fonds |

**D** Données non disponibles

1. Mexique : les remboursements de TVA sont effectués de façon automatique pour tous les contribuables, à l'exception des gros contribuables, pour lesquels les remboursements de TVA sont portés au crédit du compte du contribuable, jusqu'au moment où il peut légalement en demander le paiement. Le montant des « crédits de TVA » en fin d'année fait renvoi aux gros contribuables.

Tableau A.31. Stock à la clôture des arriérés : montant total et montant non recouvrable

| Juridiction                     | Stock à la clôture des arriérés en fin d'exercice par type d'impôt (en milliers, en monnaie locale) |                |  |               |   |            |   |            |
|---------------------------------|---|----------------|--|---------------|---|------------|---|------------|
|                                 | Montant total des arriérés  |                | Arriérés considérés comme irrécouvrables |               | Montant total des arriérés relatifs aux entreprises publiques |            | Montant total des arriérés relatifs aux entreprises publiques considérés comme irrécouvrables |            |
|                                 | 2018  | 2019           | 2018                                     | 2019          | 2018  | 2019       | 2018  | 2019       |
| Afrique du Sud                  | 128 716 919   | 142 272 706    | 30 823 941                               | 26 138 130    | 809 720   | 592 566    | 691 515   | 452 621    |
| Allemagne                       | 6 678 907   | 7 417 583      | 3 715 971                                | D             | D   | D          | D   | D          |
| Arabie saoudite                 | D   | 45 000 000     | D  | 0             | D   | 0          | D   | 0          |
| Argentine                       | 112 172 014   | 142 954 574    | D  | D             | D   | D          | D   | D          |
| Australie                       | 40 400 259  | 45 397 768     | 16 679 501                               | 18 899 549    | 8 138   | 35 815     | 841   | 894        |
| Autriche                        | 6 955 329   | 6 855 855      | 3 841 172                                | 3 944 503     | D   | D          | D   | D          |
| Belgique                        | 17 358 788  | 17 539 139     | 2 732 689                                | 2 687 153     | 136 072   | 10 313     | 135 777   | 10 234     |
| Bésil                           | 1 966 420 000   | 1 966 420 000  | 0  | 0             | 0   | 0          | 0   | 0          |
| Bulgarie <sup>1</sup>           | 5 690 208   | 5 679 764      | 2 528 937                                | 2 604 514     | 36 866  | 23 654     | 0   | 0          |
| Canada                          | 57 801 415  | 61 267 625     | 19 332 516                               | 21 529 589    | D   | D          | D   | D          |
| Chili                           | 26 187 706 000  | 25 506 902 000 | 6 044 782 000                            | 3 759 126 354 | 42 644 105  | 44 806 608 | 1 974 271   | 3 810      |
| Chine (République populaire de) | D   | D              | D  | D             | D   | D          | D   | D          |
| Chypre <sup>2</sup>             | 1 506 994   | 1 657 089      | 856 036                                  | 941 934       | 13 449  | 18 851     | D   | D          |
| Colombie                        | 17 476 121 760  | 18 513 822 555 | 6 538 509 076                            | 5 749 085 359 | 0   | 0          | 0   | 0          |
| Corée                           | 16 787 184 138  | 17 721 573 899 | 7 647 754 618                            | 8 437 145 513 | D   | D          | D   | D          |
| Costa Rica                      | 173 795 054   | 287 332 155    | 52 138 516                               | 34 479 859    | 257 344   | 1 535 472  | 77 203  | 184 257    |
| Croatie                         | 22 540 146  | 20 042 390     | 19 010 418                               | 17 127 643    | D   | D          | D   | D          |
| Danemark                        | 78 899 000  | 84 981 000     | 37 189 000                               | 33 426 000    | 34 500 000  | 38 500 000 | 19 900 000  | 10 100 000 |
| Espagne                         | 18 476 910  | 17 732 940     | D  | D             | D   | D          | D   | D          |
| Estonie                         | 529 793   | 581 555        | 78 868                                   | 71 092        | D   | D          | D   | D          |
| États-Unis                      | 246 771 138   | 256 973 778    | 145 498 000                              | 153 226 000   | 0   | 0          | 0   | 0          |
| Finlande                        | 3 906 000   | 3 521 000      | 1 669 000                                | 1 774 000     | D   | D          | D   | D          |
| France                          | 27 120 512  | 25 080 187     | D  | D             | D   | D          | D   | D          |
| Géorgie                         | 3 846 966   | 4 392 885      | 3 116 323                                | 3 443 867     | 192 040   | 197 192    | 87 587  | 82 769     |
| Grèce <sup>3</sup>              | 104 365 020   | 105 617 906    | 19 254 238                               | 22 635 089    | 11 678 987  | 11 286 684 | 48 882  | 48 067     |
| Hong Kong (Chine)               | 39 690 439  | 45 512 352     | 18 716 963                               | 19 752 459    | 0   | 0          | 0   | 0          |

Tableau A.31. Stock à la clôture des arriérés : montant total et montant non recouvrable (suite)

| Juridiction         | Stock à la clôture des arriérés en fin d'exercice par type d'impôt (en milliers, en monnaie locale) |                |  |               |   |            |   |            |      |      |
|---------------------|---|----------------|--|---------------|---|------------|---|------------|------|------|
|                     | Montant total des arriérés  |                | Arriérés considérés comme irrécouvrables |               | Montant total des arriérés relatifs aux entreprises publiques |            | Montant total des arriérés relatifs aux entreprises publiques considérés comme irrécouvrables |            |      |      |
|                     | 2018  | 2019           | 2018                                     | 2019          | 2018  | 2019       | 2018  | 2019       | 2018 | 2019 |
| Hongrie             | 1 928 488 140   | 1 905 160 537  | 1 368 567 786                            | 1 318 547 967 | D   | D          | D   | D          | D    | D    |
| Inde                | 10 257 608 000  | 15 926 346 000 | D  | D             | D   | D          | D   | D          | D    | D    |
| Indonésie           | 68 090 740 726  | D              | 41 098 667 933                           | D             | 3 513 544 753   | D          | 1 372 244 761   | D          | D    | D    |
| Irlande             | 4 368 088   | 4 301 132      | 3 335 912                                | 3 383 708     | 11 954  | 6 385      | 4 496   | 1 520      |      |      |
| Islande             | 115 871 000   | 99 773 000     | D  | D             | D   | D          | D   | D          | D    | D    |
| Israël              | 51 472 604  | 62 321 516     | 13 234 591                               | 17 529 009    | D   | D          | D   | D          | D    | D    |
| Italie              | 747 393 639   | 799 526 756    | 710 023 957                              | 759 550 418   | D   | D          | D   | D          | D    | D    |
| Japon               | 853 060 000   | 811 788 000    | D  | D             | D   | D          | D   | D          | D    | D    |
| Kenya               | 305 909 000   | 415 948 513    | 236 399 000                              | 319 406 000   | D   | 42 529 000 | D   | D          | D    | D    |
| Lettonie            | 1 044 219   | 865 037        | 784 047                                  | 653 123       | 141   | 237        | 0   | 0          |      |      |
| Lituanie            | 470 491   | 488 799        | 304 033                                  | 288 850       | 6 358   | 6 917      | 5 241   | 5 550      |      |      |
| Luxembourg          | 1 803 187   | 2 096 012      | D  | D             | D   | D          | D   | D          | D    | D    |
| Malaisie            | 10 778 838  | 10 721 290     | 983 762                                  | 590 985       | 0   | 0          | 0   | 0          |      |      |
| Malte               | 3 615 593   | 4 460 900      | 3 295 695                                | 4 010 133     | D   | D          | D   | D          | D    | D    |
| Maroc               | D   | D              | D  | D             | D   | D          | D   | D          | D    | D    |
| Mexique             | 747 177 371   | 712 490 139    | 81 762 541                               | 76 246 205    | 1 684 696   | 1 625 864  | 9 947   | 7 885      |      |      |
| Norvège             | 30 684 641  | 32 022 871     | 4 738 302                                | 4 805 075     | D   | D          | D   | D          | D    | D    |
| Nouvelle-Zélande    | 4 425 976   | 5 210 539      | 1 130 285                                | 1 001 322     | D   | D          | D   | D          | D    | D    |
| Pays-Bas            | 13 007 259  | 16 525 305     | 5 662 158                                | 9 248 730     | D   | D          | D   | D          | D    | D    |
| Pérou               | 123 344 656   | 122 969 986    | 87 304 168                               | 79 611 890    | 3 379 213   | 3 327 534  | 765 633   | 565 348    |      |      |
| Pologne             | 113 649 847   | 118 728 471    | D  | D             | 17 777  | 18 037     | 3   | 28         |      |      |
| Portugal            | 17 745 713  | 18 753 835     | 12 112 902                               | 13 182 493    | 6 339   | 93 307     | 6 339   | 93 270     |      |      |
| République slovaque | 2 993 239   | 3 081 078      | 2 774 048                                | 2 853 733     | 22  | 20         | 20  | 20         |      |      |
| République tchèque  | 144 558 063   | 154 038 458    | 102 938 164                              | 118 638 321   | D   | D          | D   | D          | D    | D    |
| Roumanie            | 103 954 956   | 111 885 072    | 87 755 900                               | 92 351 319    | 13 304 081  | 14 845 772 | 12 814 883  | 13 330 642 |      |      |
| Royaume-Uni         | 13 742 155  | 15 061 367     | 2 247 726                                | 2 638 774     | D   | D          | D   | D          | D    | D    |

Tableau A.31. Stock à la clôture des arriérés : montant total et montant non recouvrable (suite)

| Juridiction | Stock à la clôture des arriérés en fin d'exercice par type d'impôt (en milliers, en monnaie locale) |               |  |             |   |       |   |       |
|-------------|---|---------------|--|-------------|---|-------|---|-------|
|             | Montant total des arriérés  |               | Arriérés considérés comme irrécouvrables |             | Montant total des arriérés relatifs aux entreprises publiques |       | Montant total des arriérés relatifs aux entreprises publiques considérés comme irrécouvrables |       |
|             | 2018  | 2019          | 2018                                     | 2019        | 2018  | 2019  | 2018  | 2019  |
| Russie      | 1 916 637 504   | 1 800 859 424 | 11 838 987                               | 5 500 721   | D   | D     | D   | D     |
| Singapour   | 737 077   | 753 641       | D  | D           | D   | D     | D   | D     |
| Slovénie    | 1 204 717   | 1 180 361     | 520 694                                  | 543 774     | 1 492   | 3 059 | 1 426   | 1 394 |
| Suède       | 5 522 923   | 3 437 289     | D  | D           | D   | D     | D   | D     |
| Suisse      | D   | D             | D  | D           | D   | D     | D   | D     |
| Thaïlande   | 334 452 730   | 359 600 453   | 115 588 970                              | 156 899 810 | D   | D     | D   | D     |
| Turquie     | D   | D             | D  | D           | D   | D     | D   | D     |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303279>**D** Données non disponibles

1. Bulgarie : le stock à la clôture des arriérés correspond aux arriérés relatifs aux déclarations uniquement.
2. Chypre : le montant total des arriérés correspond à la somme des arriérés d'IRPP, d'IS, de TVA et d'impôt prélevé à la source par les employeurs.
3. Grèce : les arriérés ne comprennent pas les intérêts et les pénalités.

Tableau A.32. Stock à la clôture des arriérés : par type d'impôt

| Juridiction                     | Stock à la clôture des arriérés en fin d'année par type d'impôt (en milliers, en monnaie locale) |               |   |               |                            |                |   |             |      |      |
|---------------------------------|--|---------------|---|---------------|----------------------------|----------------|---|-------------|------|------|
|                                 | Impôt sur les bénéfices des sociétés   |               | Impôt sur le revenu des personnes physiques |               | Taxe sur la valeur ajoutée |                | Retenue à la source effectuée par l'employeur |             |      |      |
|                                 | 2018   | 2019          | 2018  | 2019          | 2018                       | 2019           | 2018  | 2019        | 2018 | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 35 969 654   | 33 925 795    | 32 544 456                                  | 35 533 913    | 15 012 587                 | 17 498 251     | 42 372 005                                    | 51 159 950  |      |      |
| Allemagne                       | D  | D             | D   | D             | D                          | D              | D   | D           | D    | D    |
| Arabie saoudite                 | 0  | 0             | 0   | 0             | 0                          | 0              | 0   | 0           | 0    | 0    |
| Argentine                       | 9 822 322  | 14 740 155    | 9 437 333                                   | 12 367 046    | 33 811 091                 | 49 465 594     | 50 297 152                                    | 57 258 725  |      |      |
| Australie                       | 9 691 947  | 10 905 847    | 10 553 940                                  | 11 312 477    | 5 529 227                  | 5 667 982      | 6 237 551                                     | 7 230 710   |      |      |
| Autriche                        | 875 734  | 838 610       | 1 357 108                                   | 1 343 330     | 2 553 672                  | 2 417 015      | 283 533                                       | 274 755     |      |      |
| Belgique                        | 8 160 181  | 8 283 592     | 2 240 240                                   | 2 236 836     | 5 809 190                  | 6 027 157      | 493 750                                       | 484 631     |      |      |
| Brésil                          | 507 790 000  | 466 690 000   | 46 460 000                                  | 41 190 000    | 338 910 000                | 359 340 000    | 125 480 000                                   | 123 790 000 |      |      |
| Bulgarie <sup>1</sup>           | 548 465  | 569 702       | 616 681                                     | 609 002       | 2 005 414                  | 2 014 332      | D   | D           |      |      |
| Canada                          | 15 220 263   | 16 658 862    | 25 442 071                                  | 26 667 140    | 9 687 947                  | 10 200 938     | 2 968 065                                     | 3 123 056   |      |      |
| Chili                           | 8 211 660 734  | 8 186 561 410 | 4 644 923 280                               | 3 771 441 997 | 13 014 692 369             | 12 962 144 040 | D   | D           |      |      |
| Chine (République populaire de) | D  | D             | D   | D             | D                          | D              | D   | D           |      |      |
| Chypre                          | 672 644  | 755 014       | 170 795                                     | 174 063       | 538 997                    | 594 292        | 124 558                                       | 133 720     |      |      |
| Colombie                        | 3 696 815 106  | 4 164 968 917 | 1 354 065 180                               | 1 590 138 599 | 3 118 408 989              | 3 655 373 514  | D   | D           |      |      |
| Corée                           | 696 090 559  | 739 891 298   | 2 374 816 950                               | 2 445 131 840 | 3 874 844 053              | 4 113 977 482  | 244 446 202                                   | 226 367 022 |      |      |
| Costa Rica                      | 72 301 520   | 91 628 892    | 27 888 382                                  | 33 200 912    | 58 995 773                 | 143 440 076    | 2 253 632                                     | 5 451 769   |      |      |
| Croatie <sup>2</sup>            | 655 556  | 831 527       | 3 175 267                                   | 2 896 329     | 6 141 992                  | 5 536 779      | D   | D           |      |      |
| Danemark                        | 6 317 000  | 6 984 000     | 38 353 000                                  | 40 238 000    | 11 020 000                 | 12 066 000     | 23 208 000                                    | 25 693 000  |      |      |
| Espagne                         | 4 642 210  | 4 451 750     | 2 636 600                                   | 2 691 000     | 7 863 640                  | 7 500 540      | 1 738 490                                     | 1 599 360   |      |      |
| Estonie                         | 27 551   | 24 250        | 10 368                                      | 9 591         | 154 177                    | 154 390        | 16 491  | 17 601      |      |      |
| États-Unis                      | 38 719 087   | 43 343 385    | 206 013 190                                 | 211 372 233   |                            |                | D   | D           |      |      |
| Finlande                        | 786 300  | 418 000       | 671 400                                     | 693 400       | 1 698 800                  | 1 636 500      | 607 800                                       | 615 500     |      |      |
| France                          | D  | D             | D   | D             | D                          | D              | D   | D           |      |      |
| Géorgie                         | D  | D             | D   | D             | D                          | D              | D   | D           |      |      |
| Grèce <sup>3</sup>              | 11 005 725   | 11 230 929    | 8 237 070                                   | 8 376 154     | 22 746 714                 | 23 572 817     | 210 977                                       | 244 711     |      |      |
| Hong Kong (Chine)               | 33 029 515   | 38 637 697    | 6 660 924                                   | 6 874 655     |                            |                |   |             |      |      |
| Hongrie                         | 50 722 319   | 41 255 540    | 155 526 189                                 | 147 345 878   | 623 357 499                | 595 971 942    | 80 050 362                                    | 78 633 352  |      |      |

Tableau A.32. Stock à la clôture des arriérés : par type d'impôt (suite)

| Juridiction                   | Stock à la clôture des arriérés en fin d'année par type d'impôt (en milliers, en monnaie locale) |               |   |               |                            |             |   |             |
|-------------------------------|--|---------------|---|---------------|----------------------------|-------------|---|-------------|
|                               | Impôt sur les bénéfices des sociétés   |               | Impôt sur le revenu des personnes physiques |               | Taxe sur la valeur ajoutée |             | Retenue à la source effectuée par l'employeur |             |
|                               | 2018   | 2019          | 2018  | 2019          | 2018                       | 2019        | 2018  | 2019        |
| Inde                          | 4 922 468 000  | 8 021 103 000 | 5 301 890 000                               | 7 861 532 000 |                            |             | 33 250 000                                    | 43 710 000  |
| Indonésie                     | 16 109 153 823   | D             | 1 583 276 185                               | D             | 23 743 183 930             | D           | 1 179 013 937                                 | D           |
| Irlande                       | 2 558 808  | 2 842 735     | 634 077                                     | 487 156       | 527 599                    | 517 378     | 375 203                                       | 233 199     |
| Islande                       | 6 590 000  | 3 680 000     | 23 715 000                                  | 22 384 000    | 49 465 000                 | 38 853 000  | D   | D           |
| Israël                        | D  | D             | D   | D             | 12 274 442                 | 16 982 699  | 6 918 968                                     | 7 060 172   |
| Italie                        | D  | D             | D   | D             | D                          | D           | D   | D           |
| Japon <sup>4</sup>            | 91 273 000   | 91 843 000    | 254 304 000                                 | 245 545 000   | 302 781 000                | 290 411 000 | 130 476 000                                   | 117 583 000 |
| Kenya                         | D  | D             | D   | D             | D                          | D           | D   | D           |
| Lettonie                      | 72 592   | 56 980        | 2 12 792                                    | 206 921       | 445 009                    | 329 495     | 222 127                                       | 190 995     |
| Lituanie                      | 18 614   | 25 258        | 67 776                                      | 75 259        | 142 175                    | 138 632     | 6 976   | 6 564       |
| Luxembourg                    | 912 019  | 1 230 066     | 191 116                                     | 188 090       | 700 052                    | 677 856     | D   | D           |
| Malaisie                      | 6 658 418  | 5 352 274     | 3 467 796                                   | 4 715 656     |                            |             | D   | D           |
| Malte                         | 468 509  | 491 882       | 285 457                                     | 307 776       | 2 726 688                  | 3 494 233   | 134 937                                       | 167 008     |
| Maroc                         | D  | D             | D   | D             | D                          | D           | D   | D           |
| Mexique                       | 303 179 606  | 313 414 527   | 48 065 267                                  | 44 406 658    | 135 105 714                | 124 948 032 | 36 635 799                                    | 38 481 652  |
| Norvège                       | 5 678 595  | 6 092 972     | 17 030 820                                  | 17 241 192    | 6 076 770                  | 6 483 730   | 194 194                                       | 196 441     |
| Nouvelle-Zélande <sup>5</sup> | D  | D             | 1 651 300                                   | 1 609 800     | 814 909                    | 1 180 600   | 374 896                                       | 465 900     |
| Pays-Bas                      | 4 364 927  | 7 370 765     | 3 665 518                                   | 3 788 839     | 3 102 059                  | 3 145 207   | 1 398 889                                     | 1 675 755   |
| Pérou                         | 27 210 053   | 27 454 937    | 3 573 242                                   | 3 275 030     | 30 528 375                 | 29 685 541  | 1 985 154                                     | 2 215 475   |
| Pologne                       | 4 920 271  | 4 981 494     | 6 548 448                                   | 6 479 229     | 89 975 907                 | 94 521 978  | 967 503                                       | 1 011 427   |
| Portugal                      | 5 736 694  | 6 062 657     | 2 236 861                                   | 2 304 069     | 7 162 698                  | 7 469 982   | 54 229  | 93 256      |
| République slovaque           | 532 602  | 542 396       | 87 907                                      | 117 414       | 2 324 177                  | 2 298 722   | 23 786  | 22 902      |
| République tchèque            | 6 186 080  | 2 262 709     | 3 111 173                                   | 2 898 163     | 27 497 486                 | 22 087 076  | 896 173                                       | 819 620     |
| Roumanie                      | 16 987 270   | 17 570 732    | 5 176 871                                   | 5 737 808     | 42 590 492                 | 43 568 602  | D   | D           |
| Royaume-Uni                   | 1 982 289  | 2 228 121     | 4 413 294                                   | 4 774 069     | 3 022 304                  | 3 569 287   | 2 185 828                                     | 2 657 336   |
| Russie                        | 233 894 966  | 214 541 475   | 31 403 043                                  | 31 775 230    | 709 304 555                | 649 935 620 | 83 789 531                                    | 79 740 168  |
| Singapour                     | 139 681  | 115 209       | 225 958                                     | 244 250       | 314 496                    | 342 250     |   |             |

Tableau A.32. Stock à la clôture des arriérés : par type d'impôt (suite)

| Juridiction | Stock à la clôture des arriérés en fin d'année par type d'impôt (en milliers, en monnaie locale) |            |   |             |                            |             |   |         |
|-------------|--|------------|---|-------------|----------------------------|-------------|---|---------|
|             | Impôt sur les bénéfices des sociétés   |            | Impôt sur le revenu des personnes physiques |             | Taxe sur la valeur ajoutée |             | Retenue à la source effectuée par l'employeur |         |
|             | 2018   | 2019       | 2018  | 2019        | 2018                       | 2019        | 2018  | 2019    |
| Slovenie    | 58 894   | 64 600     | 285 767                                     | 295 068     | 417 339                    | 406 630     | 338 613                                       | 309 038 |
| Suède       | D  | D          | D   | D           | D                          | D           | D   | D       |
| Suisse      | D  | D          | D   | D           | D                          | D           | D   | D       |
| Thaïlande   | 57 850 740   | 63 646 230 | 113 724 690                                 | 121 330 090 | 161 709 530                | 173 591 290 | D   | D       |
| Turquie     | D  | D          | D   | D           | D                          | D           | D   | D       |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303298>

**D** Données non disponibles

1. Bulgarie : le stock de clôture des arriérés correspond aux arriérés provenant des déclarations d'impôt uniquement. L'impôt sur le revenu des personnes physiques comprend les retenues à la source effectuées par les employeurs.
2. Croatie : l'impôt sur le revenu des personnes physiques comprend les retenues à la source sur les revenus des salariés effectués par les employeurs.
3. Grèce : les arriérés ne comprennent pas les intérêts et les pénalités.
4. Japon : les retenues à la source effectuées par les employeurs ne se limitent pas aux seuls revenus salariaux.
5. Nouvelle-Zélande : les arriérés d'impôt sur le les sociétés sont inclus dans les arriérés d'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Tableau A.33. **Contrôles fiscaux et activités de vérification : ensemble des contrôles  
(à l'exception des contrôles de conformité par des moyens électroniques)**

| Juridiction                     | Informations relatives à tous les contrôles et activités de vérification entrepris<br>(à l'exception des contrôles de conformité par des moyens électroniques) |           |   |           |
|---------------------------------|--|-----------|---|-----------|
|                                 | Nombre de contrôles réalisés   |           | Nombre de contrôles ayant donné lieu<br>à un redressement |           |
|                                 | 2018   | 2019      | 2018  | 2019      |
| Afrique du Sud                  | 26 302   | 9 436     | 11 461  | 6 737     |
| Allemagne                       | 372 266  | 355 802   | 273 200   | 258 739   |
| Arabie saoudite                 | 17 498   | 53 990    | 8 485   | 37 969    |
| Argentine                       | 98 173   | 94 055    | 62 515  | 61 387    |
| Australie                       | 3 400 000  | 4 300 000 | 361 107   | 530 508   |
| Autriche                        | 72 517   | 69 905    | 19 966  | 19 214    |
| Belgique                        | 1 774 290  | 2 128 531 | 519 523   | 587 103   |
| Brésil                          | 345 926  | 482 893   | 344 662   | 481 572   |
| Bulgarie                        | 7 985  | 7 544     | 7 094   | 6 645     |
| Canada                          | 4 011 848  | 3 817 540 | 2 327 792   | 2 237 933 |
| Chili                           | 46 601   | 60 320    | 10 439  | 12 733    |
| Chine (République populaire de) | D  | D         | D   | D         |
| Chypre                          | 78 047   | 73 610    | D   | D         |
| Colombie                        | 21 972   | 21 439    | 19 168  | 16 872    |
| Corée                           | 16 306   | 16 008    | D   | D         |
| Costa Rica                      | 6 439  | 2 830     | 4 586   | 1 569     |
| Croatie                         | 2 690  | 2 393     | 1 533   | 1 675     |
| Danemark                        | 63 012   | 61 261    | 41 831  | 42 454    |
| Espagne                         | 1 516 764  | 1 511 359 | D   | D         |
| Estonie                         | 75 614   | 35 954    | 21 282  | 11 698    |
| États-Unis                      | 991 168  | 771 095   | 951 521   | 747 962   |
| Finlande                        | D  | D         | D   | D         |
| France                          | 1 364 423  | 1 222 615 | D   | D         |
| Géorgie                         | 4 061  | 4 847     | 3 765   | 3 293     |
| Grèce                           | 26 364   | 27 058    | 12 236  | 12 968    |
| Hong Kong (Chine)               | 48 079   | 51 666    | 14 128  | 18 510    |
| Hongrie                         | 17 063   | 11 917    | 9 638   | 7 268     |
| Inde                            | 272 178  | 408 793   | D   | D         |
| Indonésie                       | 160 247  | 158 042   | 81 406  | 54 209    |
| Irlande                         | 86 008   | 68 388    | 23 998  | 14 865    |
| Islande                         | D  | D         | D   | D         |
| Israël                          | 26 548   | 23 757    | 19 083  | 17 767    |
| Italie                          | 558 868  | 510 486   | 505 373   | 460 708   |
| Japon                           | D  | D         | D   | D         |
| Kenya                           | 35 018   | 26 159    | 26 230  | 21 324    |
| Lettonie                        | 899  | 709       | 747   | 540       |
| Lituanie                        | 8 058  | 7 023     | 1 801   | 1 598     |
| Luxembourg                      | 33 920   | 45 964    | D   | D         |

Tableau A.33. Contrôles fiscaux et activités de vérification : ensemble des contrôles  
(à l'exception des contrôles de conformité par des moyens électroniques) (suite)

| Juridiction           | Informations relatives à tous les contrôles et activités de vérification entrepris<br>(à l'exception des contrôles de conformité par des moyens électroniques) |           |  |         |
|-----------------------|--|-----------|--|---------|
|                       | Nombre de contrôles réalisés   |           | Nombre de contrôles ayant donné lieu à un redressement |         |
|                       | 2018   | 2019      | 2018   | 2019    |
| Malaisie              | 2 019 431  | 2 152 451 | 540 649  | 764 496 |
| Malte                 | 3 100  | 4 050     | 1 800  | 2 550   |
| Maroc                 | 7 622  | 7 481     | 7 498  | 7 363   |
| Mexique               | D  | D         | D  | D       |
| Norvège               | 1 269 931  | 1 001 850 | 58 817   | 51 959  |
| Nouvelle-Zélande      | D  | D         | D  | D       |
| Pays-Bas              | 867 343  | 775 243   | 219 939  | 192 850 |
| Pérou                 | 9 138  | 7 611     | 5 619  | 4 724   |
| Pologne               | 1 888 814  | 1 804 636 | D  | D       |
| Portugal              | 32 975   | 30 932    | 21 284   | 19 378  |
| République slovaque   | 7 916  | 10 261    | 5 469  | 7 745   |
| République tchèque    | 33 674   | 30 364    | 15 013   | 13 540  |
| Roumanie <sup>1</sup> | 17 675   | 18 391    | 15 700   | 16 124  |
| Royaume-Uni           | 474 490  | 390 917   | D  | D       |
| Russie                | 14 167   | 9 332     | 13 847   | 8 975   |
| Singapour             | D  | D         | D  | D       |
| Slovénie              | 610 104  | 226 381   | 53 469   | 27 382  |
| Suède                 | 2 502  | 2 151     | 1 515  | 1 417   |
| Suisse                | D  | D         | D  | D       |
| Thaïlande             | 77 318   | 76 897    | 27 794   | 30 894  |
| Turquie <sup>2</sup>  | 135 103  | 128 420   | 61 061   | 57 159  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303317>

#### D Données non disponibles

1. Roumanie : les données communiquées concernent les activités conduites par l'inspection des impôts et pas celles de la cellule de lutte contre la fraude
2. Turquie : la direction de l'inspection fiscale est un organisme indépendant qui ne relève pas de l'administration fiscale. Elle est chargée de procéder aux contrôles fiscaux, et dispose de 8 262 agents pour mener sa mission. La direction de l'inspection fiscale n'a fourni aucune donnée dans le cadre de l'enquête ISORA, à l'exception des chiffres relatifs aux vérifications figurant dans les tableaux A.33 à A.35.

Tableau A.34. Contrôles fiscaux et activités de vérification : valeur des redressements, par type de contrôle et d'activité de vérification

| Juridiction                     | Valeur des redressements établis suite aux contrôles et activités de vérification<br>(pénalités et intérêts compris) (en milliers, monnaie locale) |                |  |             |                 |                |
|---------------------------------|--|----------------|--|-------------|-----------------|----------------|
|                                 | Ensemble des contrôles<br>(à l'exclusion des vérifications<br>de conformité électroniques)   |                | Vérifications de conformité<br>électroniques |             | Total           |                |
|                                 | 2018   | 2019           | 2018   | 2019        | 2018            | 2019           |
| Afrique du Sud                  | 8 114 887  | 14 017 497     | 27 992 928                                   | 23 823 889  | 36 107 815      | 37 841 386     |
| Allemagne                       | 16 245 291   | 17 579 664     | 0  | 0           | 16 245 291      | 17 579 664     |
| Arabie saoudite                 | 13 819 890   | 8 533 284      | 0  | 0           | 13 819 890      | 8 533 284      |
| Argentine                       | 43 830 901   | 66 594 706     | D  | D           | D               | D              |
| Australie                       | 16 894 195   | 15 369 447     | D  | D           | D               | D              |
| Autriche                        | 1 504 096  | 1 299 387      | 318 230                                      | 312 922     | 1 822 326       | 1 612 309      |
| Belgique                        | 8 404 243  | 7 057 243      | D  | D           | D               | D              |
| Bésil                           | 186 935 941  | 201 105 677    | 0  | 0           | 186 935 941     | 201 105 677    |
| Bulgarie                        | 1 019 141  | 965 016        | D  | D           | D               | D              |
| Canada                          | 16 477 212   | 17 021 044     | D  | D           | D               | D              |
| Chili                           | 1 298 391 748  | 1 268 004 709  | 767 709 000                                  | 723 587 000 | 2 066 100 748   | 1 991 591 709  |
| Chine (République populaire de) | D  | D              | D  | D           | D               | D              |
| Chypre                          | 357 209  | 439 751        | D  | D           | D               | D              |
| Colombie                        | 1 716 457 662  | 1 864 993 799  | D  | D           | D               | D              |
| Corée                           | 6 718 444 711  | 6 772 528 399  | D  | D           | D               | D              |
| Costa Rica                      | 214 522 709  | 170 746 806    | 0  | 0           | 214 522 709     | 170 746 806    |
| Croatie                         | 1 146 552  | 1 235 125      | D  | D           | D               | D              |
| Danemark                        | 9 342 672  | 5 069 527      | D  | D           | D               | D              |
| Espagne                         | 14 489 000   | 15 101 000     | 0  | 0           | 14 489 000      | 15 101 000     |
| Estonie                         | 56 424   | 31 131         | 1 148 455                                    | 1 243 602   | 1 204 879       | 1 274 733      |
| États-Unis                      | 26 514 334   | 17 282 170     | 0  | 0           | 26 514 334      | 17 282 170     |
| Finlande                        | D  | D              | D  | D           | D               | D              |
| France                          | 16 151 326   | 13 868 799     | D  | D           | D               | D              |
| Géorgie                         | 757 760  | 1 432 490      | 3 416  | 2 976       | 761 176         | 1 435 466      |
| Grèce                           | 1 898 377  | 1 466 349      | 465 673                                      | 476 601     | 2 364 050       | 1 942 950      |
| Hong Kong (Chine)               | 2 930 617  | 3 154 728      | D  | D           | D               | D              |
| Hongrie                         | 264 314 438  | 237 231 999    | 17 401 879                                   | 34 673 731  | 281 716 317     | 271 905 730    |
| Inde                            | 1 805 980 000  | 4 629 920 000  | D  | D           | D               | D              |
| Indonésie                       | 105 227 767 539  | 84 986 514 986 | 0  | 0           | 105 227 767 539 | 84 986 514 986 |
| Irlande                         | 533 031  | 488 776        | 31 901                                       | 51 757      | 564 932         | 540 533        |
| Islande                         | D  | D              | D  | D           | D               | D              |
| Israël                          | 17 707 041   | 19 498 769     | 160 323                                      | 218 797     | 17 867 364      | 19 717 566     |
| Italie                          | 32 606 117   | 32 586 479     | 490 257                                      | 489 714     | 33 096 374      | 33 076 193     |
| Japon                           | D  | D              | D  | D           | D               | D              |
| Kenya                           | 25 973 692   | 74 191 691     | 6 633 369                                    | 5 366 362   | 32 607 061      | 79 558 053     |
| Lettonie                        | 112 169  | 71 147         | D  | D           | D               | D              |
| Lituanie                        | 57 318   | 67 598         | D  | D           | D               | D              |

Tableau A.34. Contrôles fiscaux et activités de vérification : valeur des redressements, par type de contrôle et d'activité de vérification (suite)

| Juridiction                     | Valeur des redressements établis suite aux contrôles et activités de vérification (pénalités et intérêts compris) (en milliers, monnaie locale) |             |   |           |             |             |
|---------------------------------|---|-------------|---|-----------|-------------|-------------|
|                                 | Ensemble des contrôles (à l'exclusion des vérifications de conformité électroniques)  |             | Vérifications de conformité électroniques |           | Total       |             |
|                                 | 2018  | 2019        | 2018                                      | 2019      | 2018        | 2019        |
| Luxembourg                      | 92 427  | 97 239      | D   | D         | D           | D           |
| Malaisie                        | 11 229 591  | 18 965 703  | 0   | 0         | 11 229 591  | 18 965 703  |
| Malte                           | 35 400  | 51 100      | 10 100                                    | 13 500    | 45 500      | 64 600      |
| Maroc                           | 8 647 427   | 7 969 701   | 8 415 909                                 | 6 065 872 | 17 063 336  | 14 035 573  |
| Mexique <sup>1</sup>            | D   | D           | D   | D         | 191 563 500 | 233 481 700 |
| Norvège                         | 27 794 233  | 27 768 720  | D   | D         | D           | D           |
| Nouvelle-Zélande                | D   | D           | D   | D         | D           | D           |
| Pays-Bas <sup>2</sup>           | 4 318 819   | 4 207 156   | 444 142                                   | 299 498   | 4 762 961   | 4 506 654   |
| Pérou                           | 4 289 705   | 5 460 557   | 0   | 0         | 4 289 705   | 5 460 557   |
| Pologne                         | 18 857 958  | 16 551 048  | D   | D         | D           | D           |
| Portugal                        | 1 706 044   | 1 630 727   | 0   | 0         | 1 706 044   | 1 630 727   |
| République slovaque             | 618 611   | 776 149     | D   | D         | D           | D           |
| République tchèque <sup>3</sup> | 14 370 659  | 10 916 679  | 746 888                                   | 689 010   | 15 117 547  | 11 605 689  |
| Roumanie <sup>4</sup>           | 5 314 834   | 4 257 215   | D   | D         | D           | D           |
| Royaume-Uni                     | 26 129 964  | 31 176 539  | D   | D         | D           | D           |
| Russie                          | 314 772 113   | 298 523 811 | 0   | 0         | 314 772 113 | 298 523 811 |
| Singapour                       | D   | D           | D   | D         | D           | D           |
| Slovénie                        | D   | D           | D   | D         | D           | D           |
| Suède                           | 6 927 074   | 7 923 197   | D   | D         | D           | D           |
| Suisse                          | D   | D           | D   | D         | D           | D           |
| Thaïlande                       | 24 038 379  | 25 211 453  | D   | D         | D           | D           |
| Turquie <sup>5</sup>            | 28 585 413  | 33 929 863  | 10 986                                    | 18 521    | 28 596 399  | 33 948 384  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303336>**D** Données non disponibles

1. Mexique : la colonne Total correspond aux contrôles traditionnels (comme les contrôles exhaustifs et les vérifications sur pièces), et les vérifications de conformité électroniques dans les domaines suivants : gros contribuables, commerce extérieur, hydrocarbures et petits et moyens contribuables. Le montant total comprend les paiements reçus par l'administration ainsi que ceux qui ont été compensés par des crédits d'impôt.
2. Pays-Bas : la valeur des redressements exclut les pénalités et les intérêts.
3. République tchèque : la valeur des redressements exclut les pénalités et les intérêts. Les vérifications de conformité électroniques ne portent que sur la TVA.
4. Roumanie : les données communiquées concernent les activités conduites par l'inspection des impôts et pas celles de la cellule de lutte contre la fraude.
5. Turquie : la direction de l'inspection fiscale est un organisme indépendant qui ne relève pas de l'administration fiscale. Elle est chargée de procéder aux contrôles fiscaux, et dispose de 8 262 agents pour mener sa mission. La direction de l'inspection fiscale n'a fourni aucune donnée dans le cadre de l'enquête ISORA, à l'exception des chiffres relatifs aux vérifications figurant dans les tableaux A.33 à A.35.

Tableau A.35. Contrôles fiscaux et activités de vérification : valeur des redressements, par type d'impôt

| Juridiction                     | Valeur des redressements découlant des contrôles et activités de vérification, par type d'impôt (pénalités et intérêts compris) (en milliers, monnaie locale) |               |   |               |                            |             |  |            |      |      |
|---------------------------------|---|---------------|---|---------------|----------------------------|-------------|--|------------|------|------|
|                                 | Impôt sur les bénéfices des sociétés  |               | Impôt sur le revenu des personnes physiques |               | Taxe sur la valeur ajoutée |             | Retenues à la source effectuées par les employeurs |            |      |      |
|                                 | 2018  | 2019          | 2018  | 2019          | 2018                       | 2019        | 2018   | 2019       | 2018 | 2019 |
| Afrique du Sud                  | 4 699 491   | 10 366 303    | 1 823 697                                   | 888 751       | 694 239                    | 1 874 527   | 897 460  | 887 916    |      |      |
| Allemagne                       | 2 565 691   | 3 559 405     | 2 697 630                                   | 2 581 691     | 3 534 851                  | 3 288 610   | 793 400  | 810 200    |      |      |
| Arabie saoudite                 | 11 162 566  | 4 626 547     |   |               | 2 657 324                  | 3 906 737   |  |            |      |      |
| Argentine                       | 16 620 859  | 21 468 165    | 3 221 014                                   | 4 749 290     | 13 220 965                 | 20 251 514  | 10 768 063   | 20 125 737 |      |      |
| Australie                       | D   | D             | D   | D             | D                          | D           | D  | D          | D    | D    |
| Autriche                        | 290 689   | 263 381       | 168 682                                     | 177 834       | 513 374                    | 367 054     | 79 798   | 49 714     |      |      |
| Belgique                        | 3 770 687   | 3 036 076     | 3 798 397                                   | 2 979 308     | 835 159                    | 1 041 859   | D  | D          |      |      |
| Brésil                          | 95 087 080  | 110 312 640   | 3 498 918                                   | 6 055 983     | 29 061 194                 | 31 032 126  | 16 817 019   | 10 671 970 |      |      |
| Bulgarie                        | 231 972   | 146 728       | 32 284                                      | 23 577        | 706 837                    | 754 473     | 15 820   | 14 628     |      |      |
| Canada                          | 8 448 341   | 8 987 079     | 3 518 366                                   | 3 505 785     | 4 356 627                  | 4 352 539   | 153 878  | 175 641    |      |      |
| Chili                           | 1 028 812 451   | 896 326 597   | 16 350 472                                  | 21 575 706    | 219 582 618                | 274 312 100 | D  | D          |      |      |
| Chine (République populaire de) | D   | D             | D   | D             | D                          | D           | D  | D          | D    | D    |
| Chypre                          | 327 720   | 373 127       | D   | D             | 29 489                     | 66 624      | D  | D          |      |      |
| Colombie                        | 1 378 802 057   | 1 352 258 789 | 119 895 831                                 | 81 125 268    | 116 531 301                | 374 946 318 | 101 228 473  | 56 663 423 |      |      |
| Corée                           | 4 556 630 993   | 4 459 007 544 | 1 521 596 542                               | 1 623 158 853 | 299 587 176                | 339 460 002 | D  | D          |      |      |
| Costa Rica                      | 192 067 576   | 149 643 163   | 15 039 905                                  | 3 368 897     | 7 415 228                  | 17 734 746  | D  | D          |      |      |
| Croatie                         | 60 496  | 259 827       | 193 554                                     | 250 840       | 448 257                    | 519 583     | D  | D          |      |      |
| Danemark                        | 3 753 509   | -28 847       | 2 390 518                                   | 2 404 581     | 3 198 645                  | 2 693 793   | D  | D          |      |      |
| Espagne                         | D   | D             | D   | D             | D                          | D           | D  | D          | D    | D    |
| Estonie                         | D   | D             | D   | D             | D                          | D           | D  | D          | D    | D    |
| États-Unis                      | 14 380 571  | 8 225 478     | 9 050 651                                   | 6 897 890     |                            |             | 795 419  | 1 077 302  |      |      |
| Finlande                        | D   | D             | D   | D             | D                          | D           | D  | D          | D    | D    |
| France <sup>1</sup>             | 3 652 331   | 3 020 292     | 2 411 546                                   | 1 781 223     | 3 507 531                  | 3 456 954   | D  | D          |      |      |
| Géorgie                         | 155 678   | 105 642       | 80 977                                      | 156 166       | 149 692                    | 346 174     | D  | D          |      |      |
| Grèce                           | 534 287   | 434 964       | 299 804                                     | 309 002       | 551 293                    | 493 052     | 2 370  | 4 798      |      |      |
| Hong Kong (Chine)               | 2 145 442   | 2 271 762     | 785 175                                     | 882 966       |                            |             |  |            |      |      |
| Hongrie                         | 3 458 712   | 23 468 355    | 6 513 379                                   | 7 640 009     | 237 613 354                | 189 520 305 | 12 245 685   | 13 835 666 |      |      |

Tableau A.35. Contrôles fiscaux et activités de vérification : valeur des redressements, par type d'impôt (suite)

| Juridiction                     | Valeur des redressements découlant des contrôles et activités de vérification, par type d'impôt (pénalités et intérêts compris) (en milliers, monnaie locale) |               |   |               |                            |             |  |            |      |      |
|---------------------------------|---|---------------|---|---------------|----------------------------|-------------|--|------------|------|------|
|                                 | Impôt sur les bénéfices des sociétés  |               | Impôt sur le revenu des personnes physiques |               | Taxe sur la valeur ajoutée |             | Retenues à la source effectuées par les employeurs |            |      |      |
|                                 | 2018  | 2019          | 2018  | 2019          | 2018                       | 2019        | 2018   | 2019       | 2018 | 2019 |
| Inde                            | 1 332 030 000   | 3 332 070 000 | 473 950 000                                 | 1 297 850 000 |                            |             |  |            | D    | D    |
| Indonésie                       | 39 891 797 227  | D             | 622 472 674                                 | D             | 43 044 013 309             | D           | 1 485 550 689                                      | D          |      |      |
| Irlande                         | 81 493  | 79 271        | 138 676                                     | 126 558       | 125 763                    | 99 046      | 134 343  | 92 856     |      |      |
| Islande                         | D   | D             | D   | D             | D                          | D           | D  | D          | D    | D    |
| Israël                          | 7 940 350   | 8 181 282     | 4 388 809                                   | 5 132 851     | 4 473 378                  | 5 111 952   | 904 504  | 1 072 684  |      |      |
| Italie                          | 9 167 241   | 10 597 423    | 6 326 224                                   | 5 509 998     | 14 029 428                 | 15 284 947  | 1 114 751  | 919 576    |      |      |
| Japon <sup>2</sup>              | 194 800 000   | 194 300 000   | 94 700 000                                  | 96 100 000    | 102 100 000                | 109 900 000 | 30 400 000   | 37 000 000 |      |      |
| Kenya                           | 10 071 755  | 53 313 212    | 1 291 868                                   | 2 628 313     | 12 943 701                 | 17 602 723  | 1 666 367  | 647 441    |      |      |
| Lettonie                        | 19 506  | 7 582         | 2 470                                       | 2 386         | 67 449                     | 52 451      | 22 012   | 8 484      |      |      |
| Lituanie                        | 5 865   | 13 310        | 10 870                                      | 24 816        | 33 720                     | 27 752      | D  | D          |      |      |
| Luxembourg                      | D   | D             | D   | D             | 83 838                     | 88 343      | D  | D          |      |      |
| Malaisie                        | 8 294 312   | 14 156 455    | 2 745 644                                   | 4 638 882     |                            |             | 189 635  | 170 365    |      |      |
| Malte                           | 15 000  | 20 600        | 10 050                                      | 118 850       | 10 350                     | 18 650      | D  | D          |      |      |
| Maroc                           | 4 624 079   | 4 198 861     | 642 235                                     | 793 177       | 1 705 461                  | 1 997 700   | 1 675 652  | 979 963    |      |      |
| Mexique                         | D   | D             | D   | D             | D                          | D           | D  | D          |      |      |
| Norvège <sup>3</sup>            | 15 553 869  | 20 785 714    | 10 922 677                                  | 5 901 497     | 898 285                    | 730 131     | 419 402  | 351 348    |      |      |
| Nouvelle-Zélande                | D   | D             | D   | D             | D                          | D           | D  | D          |      |      |
| Pays-Bas <sup>4</sup>           | 2 194 749   | 2 484 295     | 1 251 660                                   | 815 867       | 817 102                    | 818 640     | 55 308   | 88 354     |      |      |
| Pérou                           | 3 448 833   | 3 005 151     | 308 463                                     | 306 650       | 532 409                    | 2 148 756   | 0  | 0          |      |      |
| Pologne                         | 1 220 467   | 1 381 560     | 1 466 841                                   | 1 494 497     | 16 170 649                 | 13 674 990  | D  | D          |      |      |
| Portugal                        | 808 187   | 872 846       | 130 026                                     | 93 875        | 692 800                    | 600 752     | 50 607   | 45 321     |      |      |
| République slovaque             | 146 858   | 310 596       | 8 842                                       | 48 108        | 462 227                    | 409 921     | 100  | 607        |      |      |
| République tchèque <sup>5</sup> | 2 405 483   | 2 353 852     | 128 035                                     | 150 840       | 11 484 195                 | 8 024 262   | 67 638   | 88 450     |      |      |
| Roumanie <sup>6</sup>           | 1 757 488   | 1 385 769     | 126 880                                     | 138 743       | 2 775 698                  | 2 257 736   | 654 766  | 474 966    |      |      |
| Royaume-Uni                     | 3 725 304   | 2 856 491     | 4 286 072                                   | 5 101 656     | 8 726 473                  | 13 927 774  | 1 146 643  | 1 373 581  |      |      |
| Russie                          | 135 382 080   | 95 337 497    | 3 146 661                                   | 1 745 584     | 153 197 359                | 102 847 718 | 4 496 218  | 1 997 549  |      |      |
| Singapour                       | 89 334  | 103 814       | 40 111                                      | 51 483        | 195 839                    | 179 822     |  |            |      |      |

Tableau A.35. Contrôles fiscaux et activités de vérification : valeur des redressements, par type d'impôt (suite)

| Juridiction          | Valeur des redressements découlant des contrôles et activités de vérification, par type d'impôt (pénalités et intérêts compris) (en milliers, monnaie locale) |            |   |           |                            |            |  |         |
|----------------------|---|------------|---|-----------|----------------------------|------------|--|---------|
|                      | Impôt sur les bénéfices des sociétés  |            | Impôt sur le revenu des personnes physiques |           | Taxe sur la valeur ajoutée |            | Retenues à la source effectuées par les employeurs |         |
|                      | 2018  | 2019       | 2018  | 2019      | 2018                       | 2019       | 2018   | 2019    |
| Slovénie             | D   | D          | D   | D         | D                          | D          | D  | D       |
| Suède                | D   | D          | D   | D         | D                          | D          | D  | D       |
| Suisse               | D   | D          | D   | D         | D                          | D          | D  | D       |
| Thaïlande            | 5 138 649   | 10 574 933 | 10 820 294                                  | 7 740 744 | 8 079 439                  | 6 895 776  | D  | D       |
| Turquie <sup>7</sup> | 2 262 246   | 2 820 431  | 573 266                                     | 559 720   | 17 184 848                 | 22 986 183 | 706 874  | 442 870 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303355>

#### D Données non disponibles

1. France : la valeur des redressements exclut les pénalités et les intérêts.
2. Japon : les retenues à la source effectuées par les employeurs ne se limitent pas aux seuls revenus salariaux.
3. Norvège : la valeur des redressements au titre de l'impôt sur les bénéfices et de l'impôt sur les revenus des personnes physiques exclut les pénalités et les intérêts.
4. Pays-Bas : la valeur des redressements exclut les pénalités et les intérêts.
5. République tchèque : la valeur des redressements exclut les pénalités et les intérêts.
6. Roumanie : les données communiquées concernent les activités conduites par l'inspection des impôts et pas celles de la cellule de lutte contre la fraude.
7. Turquie : la direction de l'inspection fiscale est un organisme indépendant qui ne relève pas de l'administration fiscale. Elle est chargée de procéder aux contrôles fiscaux, et dispose de 8 262 agents pour mener sa mission. La direction de l'inspection fiscale n'a fourni aucune donnée dans le cadre de l'enquête ISORA, à l'exception des chiffres relatifs aux vérifications figurant dans les tableaux A.33 à A.35.

Tableau A.36. **Enquêtes sur les délits fiscaux : rôle de l'administration et nombre de dossiers**

| Juridiction                     | Rôle de l'administration dans les enquêtes sur les délits fiscaux |  | Nombre de dossiers sur des délits fiscaux ayant donné lieu à des poursuites au cours de l'exercice (relevant de la compétence de l'administration fiscale) |       |
|---------------------------------|---|--|--|-------|
|                                 | 2018  | 2019   | 2018   | 2019  |
| Afrique du Sud                  | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 411  | 459   |
| Allemagne                       | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 6 333  | 6 180 |
| Arabie saoudite                 | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |       |
| Argentine                       | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |       |
| Australie                       | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 57   | 77    |
| Autriche                        | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme      | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme | 935  | 775   |
| Belgique                        | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |       |
| Brésil                          | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |       |
| Bulgarie                        | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |       |
| Canada                          | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 36   | 49    |
| Chili                           | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |       |
| Chine (République populaire de) | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |       |
| Chypre                          | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 35   | 50    |
| Colombie                        | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |       |
| Corée                           | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 336  | 188   |
| Costa Rica                      | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |       |
| Croatie                         | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme      | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme | 6  | 7     |
| Danemark                        | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |       |
| Espagne                         | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 177  | 173   |
| Estonie                         | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme      | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme | 15   | 13    |
| États-Unis                      | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 2 130  | 1 893 |
| Finlande                        | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |       |
| France                          | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |       |
| Géorgie                         | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |       |
| Grèce                           | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 76   | 110   |
| Hong Kong (Chine)               | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 4  | 4     |
| Hongrie                         | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme      | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme | 1 590  | 1 436 |

Tableau A.36. **Enquêtes sur les délits fiscaux : rôle de l'administration et nombre de dossiers** (suite)

| Juridiction         | Rôle de l'administration dans les enquêtes sur les délits fiscaux |  | Nombre de dossiers sur des délits fiscaux ayant donné lieu à des poursuites au cours de l'exercice (relevant de la compétence de l'administration fiscale) |        |
|---------------------|---|--|--|--------|
|                     | 2018  | 2019   | 2018   | 2019   |
| Inde                | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 4 527  | 3 512  |
| Indonésie           | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 124  | 138    |
| Irlande             | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 13   | 14     |
| Islande             | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |        |
| Israël              | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 2 242  | 2 539  |
| Italie              | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |        |
| Japon               | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 113  | 121    |
| Kenya               | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 130  | 123    |
| Lettonie            | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 221  | 182    |
| Lituanie            | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |        |
| Luxembourg          | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |        |
| Malaisie            | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 24   | 53     |
| Malte               | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme      | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme | 3  | 6      |
| Maroc               | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |        |
| Mexique             | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |        |
| Norvège             | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |        |
| Nouvelle-Zélande    | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 186  | 89     |
| Pays-Bas            | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme      | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme | 155  | 141    |
| Pérou               | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |        |
| Pologne             | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme      | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme | 15 048   | 15 897 |
| Portugal            | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme      | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme | 4 352  | 3 431  |
| République slovaque | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme      | Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme | 600  | 623    |
| République tchèque  | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |        |
| Roumanie            | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |        |
| Royaume-Uni         | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 1 007  | 836    |
| Russie              | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme           |  |        |
| Singapour           | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                               | 25   | 69     |

Tableau A.36. **Enquêtes sur les délits fiscaux : rôle de l'administration et nombre de dossiers** (suite)

| Juridiction | Rôle de l'administration dans les enquêtes sur les délits fiscaux |  | Nombre de dossiers sur des délits fiscaux ayant donné lieu à des poursuites au cours de l'exercice (relevant de la compétence de l'administration fiscale) |       |
|-------------|---|--|--|-------|
|             | 2018  | 2019   | 2018   | 2019  |
| Slovénie    | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme |  |       |
| Suède       | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme |  |       |
| Suisse      | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                     | 7 505  | 9 898 |
| Thaïlande   | Dirige et conduit les enquêtes                                    | Dirige et conduit les enquêtes                     | 139  | 199   |
| Turquie     | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme                | Les enquêtes sont conduites par un autre organisme |  |       |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303374>

**Dirige et conduit les enquêtes**

L'administration fiscale est responsable de la direction et de la conduite des enquêtes sur les délits fiscaux.

**Conduit les enquêtes, sous la direction d'un autre organisme**

L'administration fiscale est chargée de conduire les enquêtes, sous la direction ou l'autorité d'un autre organisme, comme la police ou le ministère public.

**Les enquêtes sont conduites par un autre organisme**

Un organisme ne faisant pas partie de l'administration fiscale, comme la police ou le ministère public, est chargé de conduire les enquêtes sur les délits fiscaux.

**D** Données non disponibles

Tableau A.37. Règlement des différends : mécanismes d'examen

| Juridiction                     | Mécanismes permettant aux contribuables de contester leur avis d'imposition |      |   |      |  |      | Les contribuables doivent d'abord solliciter un examen interne lorsqu'une telle possibilité est permise |      |
|---------------------------------|---|------|---|------|--|------|---|------|
|                                 | Examen interne par l'administration fiscale                                 |      | Examen indépendant par un organisme externe |      | Examen indépendant par une juridiction d'appel de niveau supérieur |      |   |      |
|                                 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 | 2018  | 2019 |
| Afrique du Sud                  | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Allemagne                       | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Arabie saoudite                 | ■   | ■    | □   | □    | ■  | ■    | □   | □    |
| Argentine                       | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | □   | □    |
| Australie                       | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Autriche                        | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Belgique                        | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Bésil                           | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | □   | □    |
| Bulgarie                        | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Canada                          | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Chili                           | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | □   | □    |
| Chine (République populaire de) | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Chypre                          | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Colombie                        | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    | □   | □    |
| Corée                           | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | □   | □    |
| Costa Rica                      | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | □   | □    |
| Croatie                         | ■   | ■    | □   | □    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Danemark <sup>1</sup>           | □   | □    | ■   | ■    | ■  | ■    |   |      |
| Espagne                         | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | □   | □    |
| Estonie                         | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | □   | □    |
| États-Unis                      | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | □   | □    |
| Finlande                        | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| France                          | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Géorgie                         | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Grèce                           | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Hong Kong (Chine)               | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Hongrie                         | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Inde                            | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Indonésie                       | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Irlande                         | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Islande                         | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Israël                          | ■   | ■    | □   | □    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Italie                          | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Japon                           | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Kenya                           | ■   | ■    | ■   | ■    | □  | □    | ■   | ■    |
| Lettonie                        | ■   | ■    | □   | □    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Lituanie                        | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |

Tableau A.37. Règlement des différends : mécanismes d'examen (suite)

| Juridiction         | Mécanismes permettant aux contribuables de contester leur avis d'imposition |      |   |      |  |      | Les contribuables doivent d'abord solliciter un examen interne lorsqu'une telle possibilité est permise |      |
|---------------------|---|------|---|------|--|------|---|------|
|                     | Examen interne par l'administration fiscale                                 |      | Examen indépendant par un organisme externe |      | Examen indépendant par une juridiction d'appel de niveau supérieur |      | 2018  | 2019 |
|                     | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 |   |      |
| Luxembourg          | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Malaisie            | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Malte               | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Maroc               | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Mexique             | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | □   | □    |
| Norvège             | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | □   | □    |
| Nouvelle-Zélande    | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Pays-Bas            | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Pérou               | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Pologne             | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Portugal            | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | □   | □    |
| République slovaque | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| République tchèque  | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Roumanie            | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Royaume-Uni         | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | □   | □    |
| Russie              | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Singapour           | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Slovénie            | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Suède               | ■   | ■    | ■   | ■    | ■  | ■    | □   | □    |
| Suisse              | ■   | ■    | □   | □    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Thaïlande           | ■   | ■    | □   | □    | ■  | ■    | ■   | ■    |
| Turquie             | ■   | ■    | □   | □    | ■  | ■    | □   | □    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303393>

■ Oui

□ Non

1. Danemark : au Danemark, tous les différends sont traités par une chambre de recours en matière fiscale, organe indépendant de l'administration fiscale danoise mais rattaché au ministère de la Fiscalité.

Tableau A.38. Règlement des différends : nombre de dossiers

| Juridiction                     | Dossiers fiscaux faisant l'objet d'une procédure de contrôle interne |           | Dossiers fiscaux faisant l'objet d'un examen indépendant par un organisme externe |         | Dossiers fiscaux faisant l'objet d'un examen indépendant par une juridiction d'appel de niveau supérieur |         | Nombre de dossiers   |        |       |        |
|---------------------------------|--|-----------|---|---------|--|---------|--|--------|-------|--------|
|                                 | Nombre de nouveaux dossiers au cours de l'exercice                   |           | Nombre de nouveaux dossiers au cours de l'exercice                                |         | Nombre de dossiers non clôturés à la fin de l'exercice   |         | Nombre de dossiers clôturés en faveur de l'administration au cours de l'exercice |        |       |        |
|                                 | 2018   | 2019      | 2018  | 2019    | 2018   | 2019    | 2018   | 2019   |       |        |
| Afrique du Sud                  | 556 750  | 669 810   | 3 948   | 4 822   | 1 338  | 1 496   | 13   | 14     | 11    | 13     |
| Allemagne                       | 2 272 125  | 2 357 392 | D   | D       | D  | D       | D  | D      | D     | D      |
| Arabie saoudite                 | 29 953   | 75 822    | 8 523   | 18 811  | 493  | 1 023   | 357  | 0      | 194   | 65     |
| Argentine                       | 110  | 127       | 51  | 64      | 493  | 1 023   | 1 484  | 882    | 1 037 | 631    |
| Australie                       | 23 483   | 27 016    | 4 681   | 6 174   | 385  | 637     | 15   | 12     | 11    | 9      |
| Autriche                        | 90 388   | 89 516    | 36 863  | 34 587  | 1 524  | 1 489   | D  | D      | D     | D      |
| Belgique                        | 44 048   | 49 120    | 20 133  | 24 011  | 1 543  | 1 497   | 2 889  | 2 619  | 2 323 | 2 392  |
| Brésil                          | 74 831   | 81 659    | 257 960   | 265 350 | 25 244   | 117 034 | D  | D      | D     | D      |
| Bulgarie                        | 2 902  | 1 996     | 883   | 985     | 1 214  | 298     | 884  | 503    | 687   | 417    |
| Canada                          | 79 088   | 68 338    | 149 155   | 127 398 | 4 374  | 12 377  | 198  | 111    | 85    | 105    |
| Chili                           | 4 656  | 3 586     | 1 721   | 1 778   | 419  | 1 686   | 267  | 283    | 204   | 194    |
| Chine (République populaire de) | 1 078  | 1 063     | 224   | 221     | 822  | D       | D  | D      | D     | D      |
| Chypre                          | 7 315  | 9 538     | 13 349  | 12 393  | 108  | 291     | 36   | 23     | 20    | 17     |
| Colombie                        | 2 708  | 2 498     | 1 795   | 2 274   | 791  | 4 394   |  |        |       |        |
| Corée <sup>1</sup>              | 3 245  | 3 727     | 535   | 568     | 5 090  | 1 975   | 2 243  | 2 456  | 783   | 739    |
| Costa Rica                      | D  | D         | D   | D       | 718  | 388     | 738  | 707    | 336   | 319    |
| Croatie                         | 7 900  | 7 725     | 25 075  | 14 817  |  |         | 1 424  | 1 801  | 904   | 930    |
| Danemark                        |  |           |   |         | 6 886  | 12 925  | D  | D      | 293   | 160    |
| Espagne                         | 233 797  | 226 100   | 37 297  | 40 688  | 154 996  | 268 174 | 14 865   | 16 616 | 9 619 | 10 647 |
| Estonie                         | 272  | 214       | 17  | 9       | 172  | 189     | 146  | 136    | 128   | 120    |
| États-Unis                      | 92 430   | 85 286    | 58 643  | 70 010  | D  | D       | 359  | 360    | 13    | 19     |
| Finlande                        | 114 700  | 151 200   | 68 800  | 167 400 | D  | D       | D  | D      | 979   | 1 080  |
| France <sup>2</sup>             | 2 857 411  | 3 049 066 | 230 305   | 218 029 | 21 089   | 35 354  | 293  | 294    | 200   | 177    |
| Géorgie                         | 9 012  | 8 444     | 356   | 817     | 637  | 2 979   | 120  | 159    | 76    | 84     |

Tableau A.38. Règlement des différends : nombre de dossiers (suite)

| Jurisdiction        | Dossiers fiscaux faisant l'objet d'une procédure de contrôle interne |         | Dossiers fiscaux faisant l'objet d'un examen indépendant par un organisme externe |         | Dossiers fiscaux faisant l'objet d'un examen indépendant par une juridiction d'appel de niveau supérieur |         | Nombre de dossiers clôturés en faveur de l'administration au cours de l'exercice |        |        |        |
|---------------------|--|---------|---|---------|--|---------|--|--------|--------|--------|
|                     | 2018   | 2019    | 2018  | 2019    | 2018   | 2019    | 2018   | 2019   |        |        |
| Grèce               | 7 552  | 6 789   | 2 399   | 2 050   | 13 116   | 13 280  | 11   | 21     | 3      | 9      |
| Hong Kong (Chine)   | 80 497   | 95 314  | 41 303  | 43 233  | 31   | 41      | 2  | 3      | 1      | 0      |
| Hongrie             | 4 472  | 4 330   | 630   | 421     | 974  | 949     | 285  | 185    | 224    | 140    |
| Inde                | 24 125   | 26 884  | 304 436   | 336 088 | 92 766   | 92 205  | D  | D      | D      | D      |
| Indonésie           | 22 573   | 23 815  | 1 586   | 3 116   | 17 840   | 23 400  | 469  | 2 523  | 107    | 614    |
| Irlande             | 7  | 12      | 1   | 4       | 1 689  | 3 370   | 1  | 5      | 0      | 3      |
| Islande             | 23 069   | D       | 2 907   | D       | D  | D       | D  | D      | D      | D      |
| Israël <sup>3</sup> | 1 329  | 1 474   | 1 161   | 953     |  |         | D  | D      | 1 040  | 1 150  |
| Italie              | 107 231  | 97 221  | 27 625  | 31 712  | 223 482  | 197 611 | 53 861   | 55 180 | 5 267  | 3 705  |
| Japon               | 4 767  | 5 147   | 3 012   | 3 086   | 199  | 203     | 106  | 76     | 98     | 74     |
| Kenya               | 155  | 512     | 39  | 116     | 769  | 1 369   |  |        |        |        |
| Lettonie            | 679  | 563     | 114   | 62      |  |         | D  | D      | 395    | 357    |
| Lituanie            | 237  | 174     | 22  | 22      | 133  | 92      | 134  | 146    | 69     | 108    |
| Luxembourg          | 1 730  | 1 944   | D   | D       | 253  | 302     | 57   | 76     | D      | D      |
| Malaisie            | 427  | 290     | 144   | 182     | 283  | 169     | 12   | 21     | 9      | 10     |
| Malte               | 11   | 23      | 23  | 31      | 28   | 17      | 13   | 19     | 9      | 11     |
| Maroc               | 107 481  | 83 723  | 10 052  | 43 074  | 1 268  | 762     | 175  | 314    | 57     | 86     |
| Mexique             | 13 163   | 11 896  | 3 295   | 4 167   | 26 446   | 54 644  | 68 103   | 58 499 | 16 606 | 15 873 |
| Norvège             | 12 001   | 7 073   | 1 652   | 2 100   | 3 077  | 2 673   | 49   | 35     | 40     | 31     |
| Nouvelle-Zélande    | 35   | 44      | 12  | 7       | 26   | 48      | 18   | 2      | 16     | 1      |
| Pays-Bas            | 585 000  | 529 000 | 212 000   | 215 000 | 11 500   | 16 270  | 552  | 531    | 464    | 419    |
| Pérou               | 23 388   | 26 937  | 5 686   | 7 728   | 5 115  | 5 743   | 304  | 291    | 239    | 203    |
| Pologne             | 134 900  | D       | D   | D       | D  | D       | D  | D      | D      | D      |
| Portugal            | 55 448   | 59 715  | 6 516   | 6 127   | 3 552  | 21 175  | 362  | 399    | 181    | 193    |

Tableau A.38. Règlement des différends : nombre de dossiers (suite)

| Juridiction         | Dossiers fiscaux faisant l'objet d'une procédure de contrôle interne |         | Dossiers fiscaux faisant l'objet d'un examen indépendant par un organisme externe |        | Dossiers fiscaux faisant l'objet d'un examen indépendant par une juridiction d'appel de niveau supérieur |         |  |        |  |       |       |       |
|---------------------|--|---------|---|--------|--|---------|--|--------|--|-------|-------|-------|
|                     | Nombre de nouveaux dossiers au cours de l'exercice                   |         | Nombre de dossiers non clôturés à la fin de l'exercice                            |        | Nombre de nouveaux dossiers au cours de l'exercice   |         | Nombre de dossiers non clôturés à la fin de l'exercice |        | Nombre de dossiers clôturés en faveur de l'administration au cours de l'exercice |       |       |       |
|                     | 2018   | 2019    | 2018  | 2019   | 2018   | 2019    | 2018   | 2019   | 2018   | 2019  |       |       |
| République slovaque | 6 514  | 6 702   | 2 632   | 2 738  | 978  | 1 588   | 573  | 1 164  | 444  | 464   | 329   | 316   |
| République tchèque  | 6 192  | 5 173   | 3 351   | 3 161  | 1 014  | 834     | 2 368  | 2 205  | 429  | 557   | 203   | 246   |
| Roumanie            | 8 438  | 5 965   | 2 246   | 1 062  | 5 818  | 5 736   | 10 765   | 12 197 | 3 967  | 4 070 | 2 574 | 2 734 |
| Royaume-Uni         | 29 014   | 22 226  | 3 142   | 1 650  | 6 698  | 6 808   | 22 625   | 20 698 | 1 127  | 1 202 | 81    | 50    |
| Russie              | 68 803   | 72 953  | 4 757   | 5 043  | 138 000  | 147 000 | D  | D      | 1 635  | 1 728 | 1 367 | 1 447 |
| Singapour           | D  | D       | D   | D      | D  | D       | D  | D      | 3  | 3     | 2     | 2     |
| Slovénie            | 19 224   | 20 886  | 4 130   | 3 636  | 4 964  | 5 217   | 3 378  | 2 982  | 484  | 558   | 383   | 412   |
| Suède               | 155 481  | 155 378 | 14 589  | 12 525 | 15 006   | 13 132  | 8 313  | 8 052  | 2 023  | 1 955 | D     | D     |
| Suisse              | D  | D       | D   | D      | D  | D       | D  | D      | D  | D     | D     | D     |
| Thaïlande           | 814  | 1 121   | 1 121   | 1 235  | D  | D       | D  | D      | D  | D     | D     | D     |
| Turquie             | D  | D       | D   | D      | D  | D       | D  | D      | D  | D     | D     | D     |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303412>**D** Données non disponibles

1. Corée : les chiffres relatifs aux « Dossiers fiscaux faisant l'objet d'un examen indépendant par un organisme externe » ne concernent que les dossiers examinés par le tribunal ayant compétence en matière fiscale. Le nombre de dossiers résolus en faveur de l'administration correspond aux décisions où toutes les questions ont été tranchées en faveur de l'administration fiscale.
2. France : dans le cas de la France, le nombre de dossiers résolus en faveur de l'administration inclut toutes les décisions entièrement ou partiellement favorables à l'administration. Le nombre de décisions partiellement favorables à l'administration était de 31 en 2018 et de 11 en 2019.
3. Israël : s'agissant d'Israël, le nombre de dossiers résolus en faveur de l'administration correspond aux décisions où au moins une question a été tranchée en faveur de l'administration fiscale.

Tableau A.39. Canaux d'enregistrement

| Juridiction                     | Disponibilité des canaux d'enregistrement pour les contribuables <sup>1</sup> |      |           |      |          |      |                |      |             |      |        |      |
|---------------------------------|---|------|-----------|------|----------|------|----------------|------|-------------|------|--------|------|
|                                 | En ligne  |      | Téléphone |      | Courriel |      | Courrier/poste |      | En personne |      | Autres |      |
|                                 | 2018  | 2019 | 2018      | 2019 | 2018     | 2019 | 2018           | 2019 | 2018        | 2019 | 2018   | 2019 |
| Afrique du Sud                  | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Allemagne                       | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Arabie saoudite                 | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | □              | □    | □           | □    | □      | □    |
| Argentine                       | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | □              | □    | ■           | ■    | □      | □    |
| Australie                       | ■   | ■    | ■         | ■    | □        | □    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Autriche                        | ■   | ■    | ■         | ■    | □        | □    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Belgique                        | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Brésil                          | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Bulgarie                        | ■   | ■    | □         | □    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Canada                          | ■   | ■    | ■         | ■    | □        | □    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Chili                           | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | □              | □    | ■           | ■    | □      | □    |
| Chine (République populaire de) | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | □              | □    | ■           | ■    | □      | □    |
| Chypre                          | □   | □    | □         | □    | □        | □    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Colombie                        | ■   | ■    | □         | □    | ■        | ■    | □              | □    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Corée                           | ■   | ■    | ■         | ■    | □        | □    | □              | □    | ■           | ■    | □      | □    |
| Costa Rica                      | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | □              | □    | ■           | ■    | □      | □    |
| Croatie                         | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Danemark                        | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Espagne                         | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Estonie                         | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| États-Unis                      | ■   | ■    | ■         | ■    | □        | □    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Finlande                        | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | □              | □    | ■           | ■    | □      | □    |
| France                          | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Géorgie                         | □   | □    | □         | □    | □        | □    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Grèce                           | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Hong Kong (Chine)               | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Hongrie                         | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | □              | □    | ■           | ■    | □      | □    |
| Inde                            | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Indonésie                       | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Irlande                         | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Islande                         | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Israël                          | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Italie                          | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | □              | □    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Japon                           | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Kenya                           | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Lettonie                        | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Lituanie                        | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | □           | □    | □      | □    |
| Luxembourg                      | ■   | ■    | □         | □    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Malaisie                        | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |

Tableau A.39. Canaux d'enregistrement (suite)

| Juridiction         | Disponibilité des canaux d'enregistrement pour les contribuables <sup>1</sup> |      |           |      |          |      |                |      |             |      |        |      |
|---------------------|---|------|-----------|------|----------|------|----------------|------|-------------|------|--------|------|
|                     | En ligne  |      | Téléphone |      | Courriel |      | Courrier/poste |      | En personne |      | Autres |      |
|                     | 2018  | 2019 | 2018      | 2019 | 2018     | 2019 | 2018           | 2019 | 2018        | 2019 | 2018   | 2019 |
| Malte               | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Maroc               | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Mexique             | ■   | ■    | ■         | ■    | □        | □    | □              | □    | □           | □    | ■      | ■    |
| Norvège             | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | □              | □    | ■           | □    | □      | ■    |
| Nouvelle-Zélande    | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Pays-Bas            | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Pérou               | ■   | ■    | ■         | ■    | □        | □    | □              | □    | ■           | ■    | □      | □    |
| Pologne             | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Portugal            | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| République slovaque | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| République tchèque  | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | □              | □    | ■           | ■    | □      | □    |
| Roumanie            | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Royaume-Uni         | ■   | ■    | ■         | ■    | □        | □    | ■              | ■    | □           | □    | □      | □    |
| Russie              | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Singapour           | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Slovénie            | ■   | ■    | □         | □    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Suède               | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Suisse              | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | ■      | ■    |
| Thaïlande           | ■   | ■    | ■         | ■    | ■        | ■    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |
| Turquie             | ■   | ■    | □         | □    | □        | □    | ■              | ■    | ■           | ■    | □      | □    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303431>

- Oui  
□ Non

1. Note : les canaux d'enregistrement ne sont pas disponibles pour tous les types d'impôts ou pour tous les segments de contribuables.

Tableau A.40. Prise de contact avec l'administration : suivi et nombre de contacts par canal (en ligne, assistance numérique, téléphone)

| Juridiction                     | L'administration suit les prises de contact par ses services |      | Nombre de contacts par canal           |             |   |            |                      |            |
|---------------------------------|--|------|--|-------------|---|------------|----------------------|------------|
|                                 | 2018   | 2019 | En ligne via le compte du contribuable |             | Assistance numérique (chatbot, assistant numérique) |            | Appels téléphoniques |            |
|                                 |  |      | 2018                                   | 2019        | 2018  | 2019       | 2018                 | 2019       |
| Afrique du Sud                  | ■  | ■    | 0                                      | 0           | 255 278   | 199 436    | 4 638 114            | 4 347 345  |
| Allemagne                       | □  | □    |  |             |   |            |                      |            |
| Arabie saoudite                 | ■  | ■    | 0                                      | 89 869      | 100 684   | 22 164     | 851 577              | 967 882    |
| Argentine                       | ■  | ■    | D                                      | D           | 16 460  | 24 410     | 356 549              | 357 950    |
| Australie                       | ■  | ■    | D                                      | D           | 1 544 615   | 1 460 361  | 7 820 527            | 7 810 586  |
| Autriche                        | ■  | ■    | 22 400                                 | 18 800      | 0   | 6 000      | 5 400 000            | 4 800 000  |
| Belgique                        | ■  | ■    | 8 437 163                              | 12 054 383  | 0   | 0          | 1 947 061            | 2 193 188  |
| Brésil                          | ■  | ■    | 180 309 571                            | 230 356 664 | 0   | 49 492     | 5 208 364            | 5 315 212  |
| Bulgarie                        | ■  | ■    | 24 901 400                             | 25 372 787  | D   | D          | 435 941              | 485 318    |
| Canada                          | ■  | ■    | 72 685 049                             | 87 887 084  | 16 198  | 17 441     | 42 229 821           | 32 009 786 |
| Chili                           | ■  | ■    | 1667170                                | 1592702     | 19 650  | 62 714     | 1 296 097            | 1 262 856  |
| Chine (République populaire de) | ■  | ■    | D                                      | D           | 167 300   | 10 094 000 | 52 803 793           | 62 668 617 |
| Chypre                          | □  | □    |  |             |   |            |                      |            |
| Colombie                        | ■  | ■    | 83 827                                 | 112 230     | 443 823   | 528 727    | 833 169              | 1 358 794  |
| Corée                           | ■  | ■    | 287 027                                | 360 210     | D   | D          | 4 406 554            | 4 447 252  |
| Costa Rica                      | ■  | ■    | 0                                      | 0           | 0   | 0          | 76 046               | 94 826     |
| Croatie                         | ■  | ■    | 5 961                                  | 8 255       | 18 018  | 20 205     | 28 442               | 23 101     |
| Danemark                        | ■  | ■    | 53 420 000                             | 65 420 000  | 63 665  | 106 095    | 3 003 115            | 3 489 083  |
| Espagne                         | ■  | ■    | 3 909 413                              | 2 970 458   | D   | D          | 11 823 078           | 8 509 019  |
| Estonie                         | ■  | ■    | D                                      | 26 361      | D   | D          | 258 121              | 221 594    |
| États-Unis                      | ■  | ■    | 440 658 352                            | 531 483 065 | 0   | 0          | 65 606 011           | 58 613 382 |
| Finlande                        | ■  | ■    | D                                      | 19 750 000  | 289 300   | 315 300    | 3 339 300            | 3 526 600  |
| France                          | ■  | ■    | 7 220 376                              | 8 203 596   | 20 218  | 89 647     | 10 483 916           | 12 657 632 |
| Géorgie                         | ■  | ■    | 193 962                                | 232 832     | D   | D          | 315 400              | 351 447    |
| Grèce                           | ■  | ■    | 92 719                                 | 78 720      | 0   | 0          | 428 654              | 459 942    |
| Hong Kong (Chine)               | ■  | ■    | 3 521 335                              | 4 350 789   | 0   | 0          | 1 441 615            | 1 505 263  |

Tableau A.40. Prise de contact avec l'administration : suivi et nombre de contacts par canal (en ligne, assistance numérique, téléphone) (suite)

| Juridiction           | L'administration suit les prises de contact par ses services |      | Nombre de contacts par canal           |            |   |           |                      |            |
|-----------------------|--|------|--|------------|---|-----------|----------------------|------------|
|                       | 2018   | 2019 | En ligne via le compte du contribuable |            | Assistance numérique (chatbot, assistant numérique) |           | Appels téléphoniques |            |
|                       |  |      | 2018                                   | 2019       | 2018  | 2019      | 2018                 | 2019       |
| Hongrie               | ■  | ■    | 13 214 068                             | 13 699 999 | D   | D         | 1 040 657            | 1 022 101  |
| Inde                  | ■  | ■    | 24 278                                 | 14 387     | 68 881  | 19 580    | 1 295 867            | 1 198 602  |
| Indonésie             | ■  | ■    | 0                                      | 0          | 49 675  | 95 187    | 721 910              | 702 999    |
| Irlande               | ■  | ■    | 18 907 541                             | 19 432 158 | 7 280   | 9 997     | 2 244 965            | 2 480 858  |
| Islande <sup>1</sup>  | ■  | ■    | D                                      | D          | D   | D         | 197 771              | 257 077    |
| Israël                | ■  | ■    | 165 593                                | 359 647    | D   | D         | 2 131 491            | 2 009 532  |
| Italie                | ■  | ■    | 1 286 000                              | 1 400 000  | D   | D         | 2 409 000            | 2 372 000  |
| Japon                 | ■  | ■    | D                                      | D          | D   | D         | 5 570 000            | 5 440 000  |
| Kenya                 | ■  | ■    | D                                      | 41 290     | 47 057  | 631 863   | 337 625              | 294 084    |
| Lettonie              | ■  | ■    | D                                      | D          | 0   | 0         | 399 776              | 327 675    |
| Lituanie <sup>2</sup> | ■  | ■    | 23 744                                 | 24 252     | 831   | 6 878     | 978 832              | 827 223    |
| Luxembourg            | □  | □    |  |            |   |           |                      |            |
| Malaisie              | ■  | ■    | 134 136                                | 211 600    | 0   | 33 051    | 425 580              | 499 507    |
| Malte                 | ■  | ■    | D                                      | D          | D   | D         | 175 113              | 220 768    |
| Maroc                 | ■  | ■    | D                                      | D          | 11 860  | 15 245    | 73 351               | 70 404     |
| Mexique               | ■  | ■    | D                                      | 0          | 5 092 719   | 4 261 576 | 6 012 808            | 4 345 061  |
| Norvège               | ■  | ■    | 27 779 627                             | 31 979 449 | 193 575   | 320 186   | 2 246 000            | 2 362 000  |
| Nouvelle-Zélande      | ■  | ■    | 28 530 512                             | 27 034 249 | 0   | 0         | 4 228 286            | 4 349 209  |
| Pays-Bas <sup>3</sup> | ■  | ■    | 0                                      | 0          | 0   | 0         | 12 963 000           | 11 704 000 |
| Pérou                 | ■  | ■    | 29 544 990                             | 33 946 553 | 339 238   | 233 057   | 3 227 537            | 3 303 019  |
| Pologne               | ■  | ■    | 0                                      | 0          | 4 925   | 33 506    | 1 612 755            | 1 691 237  |
| Portugal              | ■  | ■    | 471 278                                | 532 813    | D   | D         | 1 768 673            | 1 870 569  |
| République slovaque   | ■  | ■    | 0                                      | 0          | 203 893   | 758 906   | 223 292              | 286 250    |
| République tchèque    | ■  | ■    | D                                      | D          | D   | D         | 13 227               | 12 173     |
| Roumanie              | ■  | ■    | D                                      | D          | 0   | 0         | 410 710              | 402 052    |
| Royaume-Uni           | ■  | ■    | 5 567 939                              | 4 058 969  | 1 479 386   | 1 419 856 | 46 745 705           | 42 691 993 |

Tableau A.40. Prise de contact avec l'administration : suivi et nombre de contacts par canal (en ligne, assistance numérique, téléphone) (suite)

| Juridiction         | L'administration suit les prises de contact par ses services |      | Nombre de contacts par canal           |            |   |         |                      |            |
|---------------------|--|------|--|------------|---|---------|----------------------|------------|
|                     | 2018   | 2019 | En ligne via le compte du contribuable |            | Assistance numérique (chatbot, assistant numérique) |         | Appels téléphoniques |            |
|                     |  |      | 2018                                   | 2019       | 2018  | 2019    | 2018                 | 2019       |
| Russie <sup>4</sup> | ■  | ■    | 4 654 145                              | 17 213 187 | 0   | 0       | 9 284 076            | 12 058 795 |
| Singapour           | ■  | ■    | 16 249 146                             | 19 862 453 | 389 860   | 511 746 | 904 287              | 770 676    |
| Slovénie            | □  | □    |  |            |   |         |                      |            |
| Suède               | ■  | ■    | 0                                      | 0          | 97 682  | 436 725 | 4 997 086            | 4 940 329  |
| Suisse              | ■  | ■    | D                                      | D          | D   | D       | D                    | D          |
| Thaïlande           | ■  | ■    | D                                      | D          | D   | D       | 441 759              | 377 173    |
| Turquie             | ■  | ■    | D                                      | D          | D   | D       | 932 658              | 966 902    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303450>

- Oui
- Non

**D** Données non disponibles

1. Islande : la hausse du nombre d'appels téléphoniques enregistrée en 2019 est le résultat du transfert de la fonction de recouvrement de l'administration des douanes à l'administration fiscale.
2. Lituanie : la catégorie « En ligne via le compte du contribuable » comprend les prises de contact par courrier électronique et par courrier postal.
3. Pays-Bas : les prises de contact concernent l'ensemble de l'administration fiscale (y compris les douanes et les prestations).
4. Russie : pour 2018, la catégorie « En ligne via le compte du contribuable » concerne uniquement la période allant du 10 août au 31 décembre 2018.

Tableau A.41. **Prise de contact avec l'administration : nombre de contacts par canal (courriel, courrier postal, en personne)**

| Juridiction                     | Nombre de contacts par canal |           |                 |           |             |            |
|---------------------------------|------------------------------|-----------|-----------------|-----------|-------------|------------|
|                                 | Courriel                     |           | Courrier postal |           | En personne |            |
|                                 | 2018                         | 2019      | 2018            | 2019      | 2018        | 2019       |
| Afrique du Sud                  | 758 825                      | 723 749   | 0               | 0         | 4 914 350   | 6 536 253  |
| Allemagne                       |                              |           |                 |           |             |            |
| Arabie saoudite                 | 7 241                        | 39 793    | 0               | 0         | 100 025     | 27 356     |
| Argentine                       | 335 529                      | 292 583   | D               | D         | 4 546 497   | 3 933 620  |
| Australie                       | D                            | D         | D               | D         | 151 849     | 114 455    |
| Autriche                        | D                            | D         | D               | D         | 2 300 000   | 2 500 000  |
| Belgique <sup>1</sup>           | 120 808                      | 139 640   | D               | D         | 99 539      | 619 445    |
| Brésil                          | 1 636 315                    | 1 600 570 | D               | D         | 14 673 382  | 13 625 710 |
| Bulgarie                        | 28 695                       | 44 141    | D               | D         | 2 444 858   | 2 346 646  |
| Canada                          | 0                            | 0         | 142 374         | 131 828   | D           | D          |
| Chili                           | D                            | D         | 1 261           | 1 386     | 2 060 209   | 1 660 452  |
| Chine (République populaire de) | D                            | D         | D               | D         | D           | D          |
| Chypre                          |                              |           |                 |           |             |            |
| Colombie                        | 0                            | 0         | D               | D         | 2 507 238   | 2 441 090  |
| Corée                           | 0                            | 0         | 0               | 0         | D           | D          |
| Costa Rica                      | 34 500                       | 54 486    | 5 539           | 8 605     | 204 360     | 152 336    |
| Croatie                         | D                            | D         | D               | D         | D           | D          |
| Danemark                        | 574 387                      | 642 269   | 11 798          | 8 121     | 96 960      | 98 441     |
| Espagne                         | D                            | D         | D               | D         | 13 386 481  | 12 733 067 |
| Estonie                         | 56 863                       | 55 792    | 15 653          | 18 383    | 103 594     | 108 901    |
| États-Unis                      | 0                            | 0         | 7 282 176       | 6 995 510 | 2 194 650   | 2 359 217  |
| Finlande                        | D                            | D         | D               | D         | 658 700     | 588 600    |
| France                          | 4 704 668                    | 5 810 360 | D               | D         | 13 834 812  | 12 915 008 |
| Géorgie                         | 17 576                       | 12 429    | 16 777          | 21 246    | 298 808     | 313 582    |
| Grèce                           | 1 517                        | 4 458     | D               | D         | D           | D          |
| Hong Kong (Chine)               | 230 670                      | 207 991   | 644 928         | 688 300   | 243 756     | 268 299    |
| Hongrie                         | 33 036                       | 30 102    | 9 961           | 8 165     | 2 363 887   | 2 279 624  |
| Inde                            | 119 263                      | 99 431    | 916 460         | 930 493   | D           | D          |
| Indonésie                       | 56 470                       | 81 408    | 0               | 0         | 0           | 0          |
| Irlande                         | 1 743 439                    | 1 914 646 | 1 163 922       | 1 088 844 | 410 276     | 393 168    |
| Islande                         | D                            | D         | D               | D         | D           | D          |
| Israël                          | D                            | D         | D               | D         | D           | D          |
| Italie                          | 57 000                       | 69 000    | D               | D         | 10 335 000  | 11 905 000 |
| Japon                           | 410                          | 485       | D               | D         | D           | D          |
| Kenya                           | 222 333                      | 239 853   | D               | D         | 1 472 785   | 1 426 575  |
| Lettonie                        | D                            | D         | D               | D         | 213 536     | 267 274    |
| Lituanie                        | D                            | D         | D               | D         | D           | D          |
| Luxembourg                      |                              |           |                 |           |             |            |
| Malaisie                        | 20 972                       | 40 498    | 6 863           | 791       | 3 413 906   | 3 504 972  |

Tableau A.41. **Prise de contact avec l'administration : nombre de contacts par canal (courriel, courrier postal, en personne) (suite)**

| Juridiction           | Nombre de contacts par canal |         |                 |            |             |           |
|-----------------------|------------------------------|---------|-----------------|------------|-------------|-----------|
|                       | Courriel                     |         | Courrier postal |            | En personne |           |
|                       | 2018                         | 2019    | 2018            | 2019       | 2018        | 2019      |
| Malte                 | 33 048                       | 58 169  | D               | D          | 47 244      | 56 651    |
| Maroc                 | 117 519                      | 78 696  | D               | D          | D           | D         |
| Mexique               | D                            | D       | D               | D          | D           | D         |
| Norvège               | 487 636                      | 555 620 | 811 274         | 730 247    | 485 407     | 362 934   |
| Nouvelle-Zélande      | D                            | D       | 474 538         | 306 454    | 133 427     | 111 118   |
| Pays-Bas <sup>2</sup> | 0                            | 0       | 6 222 000       | 6 091 000  | 57 000      | 50 000    |
| Pérou                 | 0                            | 0       | 0               | 0          | 8 510 666   | 8 773 990 |
| Pologne               | 28 684                       | 45 127  | 30 590          | 30 482     | D           | D         |
| Portugal              | D                            | D       | D               | D          | 9 839 849   | 9 690 223 |
| République slovaque   | 95 146                       | 117 597 | 368             | 289        | 20          | 20        |
| République tchèque    | D                            | D       | D               | D          | D           | D         |
| Roumanie              | 54 106                       | 45 931  | 7 895           | 7 221      | 4 056 928   | 3 683 811 |
| Royaume-Uni           | D                            | D       | 18 180 451      | 19 029 213 | D           | D         |
| Russie                | D                            | D       | 14 262 756      | 12 948 702 | D           | D         |
| Singapour             | 473 640                      | 442 246 | 164 810         | 92 004     | 62 491      | 51 183    |
| Slovénie              |                              |         |                 |            |             |           |
| Suède                 | 475 369                      | 463 393 | D               | D          | 3 356 718   | 3 142 528 |
| Suisse                | D                            | D       | D               | D          | D           | D         |
| Thaïlande             | D                            | D       | D               | D          | D           | D         |
| Turquie               | 42 626                       | 49 417  | D               | D          | D           | D         |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303469>**D** Données non disponibles

1. Belgique : pour 2018, les contacts en personne concernent uniquement la période allant de septembre à décembre 2018.
2. Pays-Bas : les prises de contact concernent l'ensemble de l'administration fiscale (y compris les douanes et les prestations).

Tableau A.42. Préremplissage des déclarations

| Juridiction                     | L'administration préremplit les déclarations ou les avis |      | Informations personnelles du contribuable |      | Salaire et traitement |      | Retraite |      | Intérêts |      | Dividendes |      | Gains/pertes en capital |      | Autres revenus |      | Dépenses fiscalement déductibles (frais de scolarité, dons, etc.) |      |   |
|---------------------------------|--|------|---|------|-----------------------|------|----------|------|----------|------|------------|------|-------------------------|------|----------------|------|---|------|---|
|                                 | 2018   | 2019 | 2018                                      | 2019 | 2018                  | 2019 | 2018     | 2019 | 2018     | 2019 | 2018       | 2019 | 2018                    | 2019 | 2018           | 2019 | 2018  | 2019 |   |
| Afrique du Sud                  | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Allemagne                       | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Arabie saoudite                 | □  | ■    | ■   | ■    |                       |      |          |      |          |      |            |      |                         |      |                |      |   |      |   |
| Argentine <sup>1</sup>          | □  | ■    |   |      |                       |      |          |      |          |      |            |      |                         |      |                |      |   |      |   |
| Australie                       | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Autriche                        | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Belgique                        | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Brésil                          | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Bulgarie                        | □  | ■    |   |      |                       |      |          |      |          |      |            |      |                         |      |                |      |   |      |   |
| Canada                          | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Chili                           | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Chine (République populaire de) | □  | ■    | ■   | ■    |                       |      |          |      |          |      |            |      |                         |      |                |      |   |      |   |
| Chypre                          | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Colombie                        | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Corée                           | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Costa Rica                      | □  | ■    |   |      |                       |      |          |      |          |      |            |      |                         |      |                |      |   |      |   |
| Croatie                         | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Danemark                        | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Espagne                         | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Estonie                         | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| États-Unis                      | □  | ■    |   |      |                       |      |          |      |          |      |            |      |                         |      |                |      |   |      |   |
| Finlande                        | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| France                          | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Géorgie                         | □  | ■    |   |      |                       |      |          |      |          |      |            |      |                         |      |                |      |   |      |   |

Tableau A.42. Préremplissage des déclarations (suite)

| Juridiction       | L'administration préremplit les déclarations ou les avis |      | Catégories d'informations provenant de tierces parties utilisées pour préremplir les déclarations ou les avis au titre de l'IRPP |      |                       |      |          |      |          |      |            |      |                         |      |                |      |   |      |   |
|-------------------|--|------|--|------|-----------------------|------|----------|------|----------|------|------------|------|-------------------------|------|----------------|------|---|------|---|
|                   | 2018   | 2019 | Informations personnelles du contribuable  |      | Salaire et traitement |      | Retraite |      | Intérêts |      | Dividendes |      | Gains/pertes en capital |      | Autres revenus |      | Dépenses fiscalement déductibles (frais de scolarité, dons, etc.) |      |   |
|                   |  |      | 2018   | 2019 | 2018                  | 2019 | 2018     | 2019 | 2018     | 2019 | 2018       | 2019 | 2018                    | 2019 | 2018           | 2019 | 2018  | 2019 |   |
| Grèce             | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Hong Kong (Chine) | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Hongrie           | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Inde              | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Indonésie         | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Irlande           | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Islande           | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Israël            | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Italie            | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Japon             | □  | □    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Kenya             | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Lettonie          | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Lituanie          | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Luxembourg        | □  | □    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Malaisie          | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Malte             | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Maroc             | □  | □    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Mexique           | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Norvège           | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Nouvelle-Zélande  | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Pays-Bas          | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Pérou             | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Pologne           | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |
| Portugal          | ■  | ■    | ■  | ■    | ■                     | ■    | ■        | ■    | ■        | ■    | ■          | ■    | ■                       | ■    | ■              | ■    | ■   | ■    | ■ |

Tableau A.42. Préremplissage des déclarations (suite)

| Juridiction         | L'administration préremplit les déclarations ou les avis |                                     | Catégories d'informations provenant de tierces parties utilisées pour préremplir les déclarations ou les avis au titre de l'IRPP |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |   |                                     |                                     |
|---------------------|--|-------------------------------------|--|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
|                     | 2018   | 2019                                | Informations personnelles du contribuable  |                                     | Salaire et traitement               |                                     | Retraite                            |                                     | Intérêts                            |                                     | Dividendes                          |                                     | Gains/pertes en capital             |                                     | Autres revenus                      |                                     | Dépenses fiscalement déductibles (frais de scolarité, dons, etc.) |                                     |                                     |
|                     |  |                                     | 2018   | 2019                                | 2018                                | 2019                                | 2018                                | 2019                                | 2018                                | 2019                                | 2018                                | 2019                                | 2018                                | 2019                                | 2018                                | 2019                                | 2018  | 2019                                |                                     |
| République slovaque | <input type="checkbox"/>                                 | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |   |                                     |                                     |
| République tchèque  | <input checked="" type="checkbox"/>                      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |   |                                     |                                     |
| Roumanie            | <input type="checkbox"/>                                 | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |   |                                     |                                     |
| Royaume-Uni         | <input checked="" type="checkbox"/>                      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>                               | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Russie              | <input type="checkbox"/>                                 | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |   |                                     |                                     |
| Singapour           | <input checked="" type="checkbox"/>                      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>                               | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Slovénie            | <input checked="" type="checkbox"/>                      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>                               | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Suède               | <input checked="" type="checkbox"/>                      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>                               | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Suisse              | <input checked="" type="checkbox"/>                      | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>  | <input checked="" type="checkbox"/> |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |   |                                     |                                     |
| Thaïlande           | <input type="checkbox"/>                                 | <input type="checkbox"/>            |  |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |   |                                     |                                     |
| Turquie             | <input checked="" type="checkbox"/>                      | <input checked="" type="checkbox"/> |  |                                     | <input checked="" type="checkbox"/>                               | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/88893403488>

- Oui  
 Non

1. Argentine : l'administration a mis en place en 2019 le préremplissage des déclarations mensuelles de TVA pour les petits contribuables (« IVA Listo »).

Tableau A.42 ADD. Catégories de dépenses fiscalement déductibles utilisées pour préremplir les déclarations ou les avis d'imposition au titre de l'IRPP

| Juridiction                     | L'administration préremplit les déclarations avec les dépenses fiscalement déductibles |      | Dons |      | Frais de scolarité et d'études |      | Garde d'enfants |      | Primes d'assurance |      | Dépenses médicales et de santé (autres que primes d'assurance) |      | Cotisations de retraite et épargne-retraite |      | Intérêts sur prêts et prêts hypothécaires |      | Autre |      |   |
|---------------------------------|--|------|------|------|--------------------------------|------|-----------------|------|--------------------|------|--|------|---|------|---|------|-------|------|---|
|                                 | 2018   | 2019 | 2018 | 2019 | 2018                           | 2019 | 2018            | 2019 | 2018               | 2019 | 2018   | 2019 | 2018  | 2019 | 2018                                      | 2019 | 2018  | 2019 |   |
| Afrique du Sud                  | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      |                    |      | ■  | ■    |   |      |   |      |       |      |   |
| Allemagne                       | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      | ■                  | ■    |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Arabie saoudite                 |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Argentine                       |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Australie                       |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Autriche                        | ■  | ■    | ■    | ■    |                                |      |                 |      | ■                  | ■    |  |      |   |      |   |      | ■     | ■    |   |
| Belgique                        | ■  | ■    | ■    | ■    |                                |      |                 | ■    | ■                  | ■    |  |      |   |      |   | ■    | ■     |      |   |
| Brésil                          | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  | ■    | ■   |      |   |      |       |      |   |
| Bulgarie                        |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Canada                          |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Chili                           | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      | ■ |
| Chine (République populaire de) |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Chypre                          |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Colombie                        |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Corée                           | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      | ■ |
| Costa Rica                      |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Croatie                         |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Danemark                        | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      | ■ |
| Espagne                         | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      | ■ |
| Estonie                         | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      | ■ |
| États-Unis                      |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Finlande                        |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |

Tableau A.42 ADD. Catégories de dépenses fiscalement déductibles utilisées pour préremplir les déclarations ou les avis d'imposition au titre de l'IRPP (suite)

| Juridiction       | L'administration préremplit les déclarations avec les dépenses fiscalement déductibles |      | Dons |      | Frais de scolarité et d'études |      | Garde d'enfants |      | Primes d'assurance |      | Dépenses médicales et de santé (autres que primes d'assurance) |      | Cotisations de retraite et épargne-retraite |      | Intérêts sur prêts et prêts hypothécaires |      | Autre |      |   |
|-------------------|--|------|------|------|--------------------------------|------|-----------------|------|--------------------|------|--|------|---|------|---|------|-------|------|---|
|                   | 2018   | 2019 | 2018 | 2019 | 2018                           | 2019 | 2018            | 2019 | 2018               | 2019 | 2018   | 2019 | 2018  | 2019 | 2018                                      | 2019 | 2018  | 2019 |   |
| France            | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      | ■   | ■    |       |      | ■ |
| Géorgie           |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Grèce             |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Hong Kong (Chine) |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Hongrie           |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Inde              |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Indonésie         |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Irlande           | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      |                    |      | ■  | ■    |   |      |   |      |       |      | ■ |
| Islande           | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   | ■    | ■   |      |       |      | ■ |
| Israël            |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Italie            | ■  | ■    |      |      | ■                              | ■    |                 | ■    | ■                  | ■    | ■  | ■    |   |      |   | ■    | ■     |      | ■ |
| Japon             |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Kenya             | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      | ■ |
| Lettonie          | ■  | ■    |      |      | ■                              | ■    |                 |      |                    |      |  | ■    |   |      |   |      |       |      | ■ |
| Lituanie          | ■  | ■    |      |      | ■                              | ■    |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   | ■    | ■     |      | ■ |
| Luxembourg        |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Malaisie          | ■  | ■    |      |      |                                |      | ■               | ■    | ■                  | ■    |  |      |   |      |   |      |       |      | ■ |
| Malte             | ■  | ■    |      |      |                                |      | ■               | ■    |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      | ■ |
| Maroc             |  |      |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |   |
| Mexique           | ■  | ■    |      |      |                                |      | ■               | ■    | ■                  | ■    | ■  | ■    |   |      |   |      |       |      | ■ |
| Norvège           | ■  | ■    |      |      |                                |      | ■               | ■    |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      | ■ |
| Nouvelle-Zélande  | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      | ■ |
| Pays-Bas          | ■  | ■    |      |      |                                |      |                 |      | ■                  | ■    | ■  |      |   |      |   | ■    | ■     |      | ■ |

Tableau A.42 ADD. Catégories de dépenses fiscalement déductibles utilisées pour préremplir les déclarations ou les avis d'imposition au titre de l'IRPP (suite)

| Juridiction         | L'administration préremplit les déclarations avec les dépenses fiscalement déductibles |      | Catégories de dépenses fiscalement déductibles utilisées pour préremplir les déclarations ou les avis d'imposition au titre de l'IRPP |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |
|---------------------|--|------|---|------|--------------------------------|------|-----------------|------|--------------------|------|--|------|---|------|---|------|-------|------|
|                     | 2018   | 2019 | Dons  |      | Frais de scolarité et d'études |      | Garde d'enfants |      | Primes d'assurance |      | Dépenses médicales et de santé (autres que primes d'assurance) |      | Cotisations de retraite et épargne-retraite |      | Intérêts sur prêts et prêts hypothécaires |      | Autre |      |
|                     | 2018   | 2019 | 2018  | 2019 | 2018                           | 2019 | 2018            | 2019 | 2018               | 2019 | 2018   | 2019 | 2018  | 2019 | 2018                                      | 2019 | 2018  | 2019 |
| Pérou               | ■  | ■    |   |      |                                |      |                 |      | ■                  | ■    | ■  | ■    |   |      | ■   | ■    | ■     | ■    |
| Pologne             |  |      |   |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |
| Portugal            | ■  | ■    | ■   | ■    | ■                              | ■    | ■               | ■    |                    |      | ■  | ■    | ■   | ■    | ■   | ■    | ■     | ■    |
| République slovaque |  |      |   |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |
| République tchèque  |  |      |   |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |
| Roumanie            |  |      |   |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |
| Royaume-Uni         |  |      |   |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |
| Russie              |  |      |   |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |
| Singapour           | ■  | ■    | ■   | ■    |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |
| Slovénie            | ■  | ■    |   |      | ■                              | ■    | ■               | ■    | ■                  | ■    |  |      | ■   | ■    | ■   | ■    | ■     | ■    |
| Suède               |  |      |   |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |
| Suisse              |  |      |   |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |
| Thaïlande           |  |      |   |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |
| Turquie             |  |      |   |      |                                |      |                 |      |                    |      |  |      |   |      |   |      |       |      |

■ Oui

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888954303507>

Tableau A.43. Nombre de déclarations reçues par type d'impôt

| Juridiction                     | Nombre total de déclarations reçues par type d'impôt |            |   |             |                            |             |
|---------------------------------|--|------------|---|-------------|----------------------------|-------------|
|                                 | Impôt sur les bénéfices des sociétés                 |            | Impôt sur le revenu des personnes physiques |             | Taxe sur la valeur ajoutée |             |
|                                 | 2018   | 2019       | 2018  | 2019        | 2018                       | 2019        |
| Afrique du Sud                  | 1 003 823  | 1 340 952  | 6 474 665                                   | 7 017 599   | 3 440 647                  | 3 760 303   |
| Allemagne                       | 1 108 000  | 166 000    | 27 197 000                                  | 28 457 000  | 5 905 000                  | 5 893 000   |
| Arabie saoudite                 | 856 789  | 1 733 007  |   |             | 515 841                    | 673 173     |
| Argentine                       | 326 584  | 261 089    | 1 172 916                                   | 940 260     | 13 432 257                 | 13 214 411  |
| Australie                       | 1 042 419  | 1 085 293  | 14 957 367                                  | 15 349 796  | 10 564 891                 | 10 866 392  |
| Autriche                        | 148 649  | 154 926    | 6 015 147                                   | 6 295 095   | 702 109                    | 719 778     |
| Belgique                        | 493 613  | 507 780    | 6 900 898                                   | 6 964 838   | 3 635 608                  | 3 710 883   |
| Brésil                          | 1 333 482  | 1 282 372  | 28 800 842                                  | 30 011 981  | 12 523 352                 | 12 408 838  |
| Bulgarie                        | 364 745  | 375 828    | 649 174                                     | 641 382     | 3 553 894                  | 3 686 355   |
| Canada                          | 2 389 695  | 2 425 961  | 31 243 958                                  | 29 711 995  | 7 599 862                  | 7 923 761   |
| Chili                           | 1 399 991  | 1 406 406  | 2 685 049                                   | 2 718 922   | 15 673 643                 | 16 186 920  |
| Chine (République populaire de) | 19 833 366   | 23 081 707 | D   | D           | 304 220 122                | 333 828 765 |
| Chypre                          | 118 318  | 107 277    | 310 121                                     | 305 804     | 328 618                    | 336 359     |
| Colombie                        | 571 205  | 500 511    | 3 366 185                                   | 3 692 756   | 1 408 385                  | 1 451 214   |
| Corée                           | 740 828  | 787 788    | 7 445 000                                   | 8 094 000   | 6 478 314                  | 6 753 201   |
| Costa Rica                      | 134 698  | 130 935    | 341 168                                     | 327 589     | 964 902                    | 1 806 694   |
| Croatie                         | 139 779  | 141 356    | 113 312                                     | 119 987     | 1 523 538                  | 1 588 715   |
| Danemark                        | 311 000  | 317 000    | 4 629 575                                   | 4 649 747   | 1 582 150                  | 1 605 347   |
| Espagne                         | 1 653 380  | 1 682 945  | 20 636 339                                  | 21 137 393  | 14 215 612                 | 14 473 327  |
| Estonie                         | 1 368 509  | 1 281 689  | 667 695                                     | 741 621     | 1 319 959                  | 1 348 578   |
| États-Unis                      | 2 127 673  | 2 146 904  | 152 937 949                                 | 154 094 555 |                            |             |
| Finlande                        | 298 200  | 311 700    | 5 409 100                                   | 5 429 000   | 3 940 400                  | 3 968 500   |
| France                          | 2 334 384  | 2 563 455  | 38 074 285                                  | 38 281 207  | 24 573 753                 | 25 302 268  |
| Géorgie                         | 673 085  | 750 320    | 1 365 603                                   | 1 724 593   | 684 491                    | 736 326     |
| Grèce                           | 250 199  | 262 277    | 6 397 748                                   | 6 488 325   | 4 623 961                  | 4 706 999   |
| Hong Kong (Chine)               | 428 798  | 497 771    | 2 960 791                                   | 3 021 466   |                            |             |
| Hongrie                         | 461 367  | 445 869    | 5 123 901                                   | 5 152 726   | 4 101 097                  | 4 240 752   |
| Inde                            | 843 552  | 836 469    | 62 346 872                                  | 63 973 630  |                            |             |
| Indonésie                       | D  | D          | D   | D           | D                          | D           |
| Irlande                         | 177 270  | 148 610    | 599 644                                     | 214 818     | 1 144 666                  | 1 223 368   |
| Islande                         | 37 111   | 40 019     | 293 528                                     | 293 528     | 151 074                    | 151 037     |
| Israël                          | 189 646  | 204 129    | 1 124 534                                   | 1 200 635   | 4 214 865                  | 4 332 541   |
| Italie                          | 1 488 000  | 1 599 000  | 29 258 000                                  | 30 123 000  | 5 172 000                  | 5 334 000   |
| Japon                           | 2 896 000  | 2 929 000  | 21 977 000                                  | 22 218 000  | D                          | D           |
| Kenya                           | 220 698  | 235 067    | 3 503 551                                   | 3 277 406   | 1 888 780                  | 2 071 280   |
| Lettonie                        | 95 055   | 177 225    | 906 581                                     | 1 056 024   | 750 772                    | 741 293     |
| Lituanie                        | 201 133  | 180 899    | 1 876 841                                   | 2 243 408   | 872 040                    | 899 679     |
| Luxembourg                      | 80 369   | 100 593    | 232 389                                     | 253 503     | 353 634                    | 336 211     |
| Malaisie                        | 365 205  | 377 772    | 3 491 984                                   | 3 710 425   |                            |             |

Tableau A.43. Nombre de déclarations reçues par type d'impôt (suite)

| Juridiction         | Nombre total de déclarations reçues par type d'impôt |           |   |            |                            |            |
|---------------------|--|-----------|---|------------|----------------------------|------------|
|                     | Impôt sur les bénéfices des sociétés                 |           | Impôt sur le revenu des personnes physiques |            | Taxe sur la valeur ajoutée |            |
|                     | 2018   | 2019      | 2018  | 2019       | 2018                       | 2019       |
| Malte               | D  | D         | D   | D          | D                          | D          |
| Maroc               | 271 008  | 265 294   | 307 527                                     | 197 867    | 1 909 391                  | 1 901 918  |
| Mexique             | 1 105 421  | 1 195 093 | 7 951 260                                   | 8 460 275  | D                          | D          |
| Norvège             | 332 884  | 342 699   | 4 720 382                                   | 4 943 249  | 1 764 146                  | 1 815 836  |
| Nouvelle-Zélande    | 365 623  | 374 058   | 4 857 489                                   | D          | 3 073 003                  | 2 985 024  |
| Pays-Bas            | 785 900  | 814 800   | 12 078 000                                  | 12 676 000 | 8 839 000                  | 9 276 000  |
| Pérou               | 741 194  | 753 153   | 568 766                                     | 591 818    | 11 323 819                 | 11 839 980 |
| Pologne             | 911 148  | 967 080   | 57 070 840                                  | 59 353 666 | 25 595 161                 | 26 610 582 |
| Portugal            | 500 042  | 509 040   | 5 356 971                                   | 5 412 731  | 3 682 012                  | 3 827 648  |
| République slovaque | 257 886  | 264 432   | 948 224                                     | 940 661    | 1 836 299                  | 1 941 083  |
| République tchèque  | 548 490  | 559 948   | 2 371 721                                   | 2 404 445  | 4 508 409                  | 4 735 527  |
| Roumanie            | 3 844 320  | 4 063 643 | 1 012 139                                   | 1 308 142  | 3 003 869                  | 3 136 797  |
| Royaume-Uni         | 2 752 759  | 2 950 429 | 11 846 309                                  | 11 879 890 | 8 605 052                  | 8 703 733  |
| Russie              | D  | D         | D   | D          | D                          | D          |
| Singapour           | 176 822  | 189 607   | 2 150 000                                   | 2 213 000  | 407 858                    | 414 892    |
| Slovénie            | 107 524  | 107 134   | 54 966                                      | 50 899     | 843 540                    | 883 484    |
| Suède               | 744 126  | 763 533   | 7 911 356                                   | 8 006 184  | 4 783 441                  | 4 837 355  |
| Suisse              | D  | D         | D   | D          | D                          | D          |
| Thaïlande           | 5 575 193  | 5 920 140 | 11 460 408                                  | 11 838 170 | 7 365 532                  | 7 670 424  |
| Turquie             | 3 685 603  | 3 890 881 | 10 918 595                                  | 10 935 043 | 30 584 690                 | 31 481 869 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303526>

D Données non disponibles

Tableau A.44. Canaux de réception des déclarations d'impôt : Impôt sur les bénéfices des sociétés

| Juridiction                     | Nombre de déclarations reçues par type d'impôt et par canal |         |   |      |   |         |  |           |                 |           |        |   |
|---------------------------------|---|---------|---|------|---|---------|--|-----------|-----------------|-----------|--------|---|
|                                 | Impôt sur les bénéfices des sociétés                        |         |   |      |   |         | Déclarations électroniques   |           |                 |           |        |   |
|                                 | Déclarations papier   |         | Entièrement préremplies, acceptation présumée |      | Entièrement préremplies, confirmation requise |         | Partiellement préremplies avec des renseignements sur les revenus et/ou les dépenses |           | Non préremplies |           | Autres |   |
| 2018                            | 2019  | 2018    | 2019  | 2018 | 2019  | 2018    | 2019   | 2018      | 2019            | 2018      | 2019   |   |
| Afrique du Sud                  | 4 231   | 3 312   | 0   | 0    | 0   | 0       | 999 592  | 1 337 640 | 0               | 0         | 0      | 0 |
| Allemagne                       | 91 000  | 51 000  | 0   | 0    | 0   | 0       | 1 017 000  | 115 000   | 0               | 0         | 0      | 0 |
| Arabie saoudite                 | 0   | 0       | 0   | 0    | 9 937   | 590 460 | 0  | 0         | 846 852         | 1 142 547 | 0      | 0 |
| Argentine                       | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 326 584         | 261 089   | 0      | 0 |
| Australie                       | D   | D       | D   | D    | D   | D       | D  | D         | D               | D         | D      | D |
| Autriche                        | 5 392   | 5 871   | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 143 257         | 149 055   | 0      | 0 |
| Belgique                        | 3 997   | 3 162   | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 489 616         | 504 618   | 0      | 0 |
| Brésil                          | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 1 333 482       | 1 282 372 | 0      | 0 |
| Bulgarie                        | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 364 745         | 375 828   | 0      | 0 |
| Canada                          | 239 570   | 214 163 | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 2 150 125       | 2 211 798 | 0      | 0 |
| Chili                           | 4 293   | 3 660   | 0   | 0    | 0   | 0       | 863 206  | 962 594   | 532 492         | 440 152   | 0      | 0 |
| Chine (République populaire de) | D   | D       | D   | D    | D   | D       | D  | D         | D               | D         | D      | D |
| Cypr                            | 3 672   | 3 716   | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 114 646         | 103 561   | 0      | 0 |
| Colombie                        | 956   | 240     | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 570 249         | 500 271   | 0      | 0 |
| Corée                           | 5 745   | 5 428   | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 735 083         | 782 360   | 0      | 0 |
| Costa Rica                      | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 134 698         | 130 935   | 0      | 0 |
| Croatie                         | 5 233   | 3 948   | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 134 546         | 137 408   | 0      | 0 |
| Danemark                        | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 311 000         | 317 000   | 0      | 0 |
| Espagne                         | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 1 653 380       | 1 682 945 | 0      | 0 |
| Estonie                         | 2 961   | 2 210   | 0   | 0    | 0   | 0       | 1 365 548  | 1 279 479 | 0               | 0         | 0      | 0 |
| États-Unis                      | 778 224   | 750 031 | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 1 349 449       | 1 396 873 | 0      | 0 |
| Finlande                        | 28 300  | 20 700  | 0   | 0    | 0   | 0       | 269 900  | 291 000   | 0               | 0         | 0      | 0 |
| France                          | 52 562  | 144 610 | 0   | 0    | 0   | 0       | 0  | 0         | 2 281 822       | 2 418 845 | 0      | 0 |

Tableau A.44. Canaux de réception des déclarations d'impôt : Impôt sur les bénéfices des sociétés (suite)

| Juridiction       | Nombre de déclarations reçues par type d'impôt et par canal |         |   |      |   |      |  |         |                 |           |           |      |      |
|-------------------|---|---------|---|------|---|------|--|---------|-----------------|-----------|-----------|------|------|
|                   | Impôt sur les bénéfices des sociétés                        |         |   |      |   |      |  |         |                 |           |           |      |      |
|                   | Déclarations papier   |         | Entièrement préremplies, acceptation présumée |      | Entièrement préremplies, confirmation requise |      | Partiellement préremplies avec des renseignements sur les revenus et/ou les dépenses |         | Non préremplies |           | Autres    |      |      |
| 2018              | 2019  | 2018    | 2019  | 2018 | 2019  | 2018 | 2019   | 2018    | 2019            | 2018      | 2019      | 2018 | 2019 |
| Géorgie           | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 673 085   | 750 320   | 0    | 0    |
| Grèce             | 676   | 509     | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 249 523   | 261 768   | 0    | 0    |
| Hong Kong (Chine) | 425 274   | 494 871 | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 3 524     | 2 900     | 0    | 0    |
| Hongrie           | 2 912   | 1 317   | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 458 455   | 444 552   | 0    | 0    |
| Inde              | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 843 552   | 836 469   | 0    | 0    |
| Indonésie         | D   | D       | D   | D    | D   | D    | D  | D       | D               | D         | D         | D    | D    |
| Irlande           | 177   | 95      | 0   | 0    | 0   | 0    | 177 093  | 148 515 | 0               | 0         | 0         | 0    | 0    |
| Islande           | 167   | 200     | 0   | 0    | 0   | 0    | 36 944   | 39 819  | 0               | 0         | 0         | 0    | 0    |
| Israël            | 3 091   | 1 804   | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 186 555   | 202 325   | 0    | 0    |
| Italie            | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 1 488 000 | 1 599 000 | 0    | 0    |
| Japon             | D   | D       | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 2 128 054 | 2 268 473 | 0    | 0    |
| Kenya             | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 220 698   | 235 067   | 0    | 0    |
| Lettonie          | 647   | 719     | 0   | 0    | 0   | 0    | 94 408   | 176 506 | 0               | 0         | 0         | 0    | 0    |
| Lituanie          | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 201 133   | 180 899   | 0    | 0    |
| Luxembourg        | 9 465   | 10 540  | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 70 904    | 90 053    | 0    | 0    |
| Malaisie          | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 365 205   | 377 772   | 0    | 0    |
| Malte             | 281   | 0       | D   | D    | D   | D    | D  | D       | D               | 31 657    | 11 555    | D    | D    |
| Maroc             | 261   | 239     | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 270 747   | 265 055   | 0    | 0    |
| Mexique           | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 1 105 421 | 1 195 093 | 0    | 0    |
| Norvège           | 8 606   | 5 159   | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 324 278   | 337 540   | 0    | 0    |
| Nouvelle-Zélande  | 23 263  | 18 138  | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 342 360   | 355 920   | 0    | 0    |
| Pays-Bas          | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 785 900   | 814 800   | 0    | 0    |
| Pérou             | 0   | 0       | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 0               | 741 194   | 753 153   | 0    | 0    |

Tableau A.44. Canaux de réception des déclarations d'impôt : Impôt sur les bénéfices des sociétés (suite)

|                          |                     | Nombre de déclarations reçues par type d'impôt et par canal |      |   |      |  |         |                 |           |        |      |
|--------------------------|---------------------|---|------|---|------|--|---------|-----------------|-----------|--------|------|
|                          |                     | Impôt sur les bénéfices des sociétés                        |      |   |      |  |         |                 |           |        |      |
|                          |                     | Déclarations électroniques                                  |      |   |      |  |         |                 |           |        |      |
| Juridiction              | Déclarations papier | Entièrement préremplies, acceptation présumée               |      | Entièrement préremplies, confirmation requise |      | Partiellement préremplies avec des renseignements sur les revenus et/ou les dépenses |         | Non préremplies |           | Autres |      |
|                          |                     | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019    | 2018            | 2019      | 2018   | 2019 |
| Pologne <sup>1</sup>     | 248 207             | 0   | 0    | 0   | 0    | 662 941  | 911 578 | 0               | 0         | 0      | 0    |
| Portugal                 | 0                   | 258   | 206  | 0   | 0    | 499 784  | 508 834 | 0               | 0         | 0      | 0    |
| République slovaque      | 18 075              | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 239 811         | 247 900   | 0      | 0    |
| République tchèque       | 42 307              | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 506 183         | 518 627   | 0      | 0    |
| Roumanie                 | 256 798             | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 3 587 522       | 3 863 615 | 0      | 0    |
| Royaume-Uni <sup>2</sup> | 24 495              | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 2 728 264       | 2 926 516 | 0      | 0    |
| Russie                   | D                   | D   | D    | D   | D    | D  | D       | 5 705 649       | 5 316 197 | D      | D    |
| Singapour                | 53 914              | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 148 019 | 122 908         | 0         | 0      | 0    |
| Slovénie                 | 2                   | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 107 522         | 107 132   | 0      | 0    |
| Suède <sup>3</sup>       | 406 160             | 0   | 0    | 0   | 0    | 337 966  | 383 076 | 0               | 0         | 0      | 0    |
| Suisse                   | D                   | D   | D    | D   | D    | D  | D       | D               | D         | D      | D    |
| Thaïlande                | 3 048 087           | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 2 527 106       | 3 011 643 | 0      | 0    |
| Turquie                  | 4 557               | 4 903   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 3 681 046       | 3 885 978 | 0      | 0    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303545>**D** Données non disponibles

1. Pologne : Toutes les déclarations déposées par voie électronique sont reprises dans la catégorie « Partiellement préremplies », car il n'est pas possible de distinguer les différentes catégories de déclarations électroniques.
2. Royaume-Uni : Toutes les déclarations déposées par voie électronique sont reprises dans la catégorie « Non préremplies », car il n'est pas possible de distinguer les déclarations partiellement préremplies et non préremplies.
3. Suède : Toutes les déclarations déposées par voie électronique sont reprises dans la catégorie « Partiellement préremplies », car il n'est pas possible de distinguer les différentes catégories de déclarations électroniques.

Tableau A.45. Canaux de réception des déclarations d'impôt : Impôt sur le revenu des personnes physiques

| Juridiction                     | Nombre de déclarations reçues par type d'impôt et par canal |            |   |           |   |           |  |            |                 |             |           |           |
|---------------------------------|---|------------|---|-----------|---|-----------|--|------------|-----------------|-------------|-----------|-----------|
|                                 | Impôt sur le revenu des personnes physiques                 |            |   |           |   |           | Déclarations électroniques   |            |                 |             |           |           |
|                                 | Déclarations papier   |            | Entièrement préremplies, acceptation présumée |           | Entièrement préremplies, confirmation requise |           | Partiellement préremplies avec des renseignements sur les revenus et/ou les dépenses |            | Non préremplies |             | Autres    |           |
| 2018                            | 2019  | 2018       | 2019  | 2018      | 2019  | 2018      | 2019   | 2018       | 2019            | 2018        | 2019      |           |
| Afrique du Sud                  | 20 710  | 19 846     | 0   | 0         | 6 453 955                                     | 6 769 464 | 0  | 0          | 0               | 0           | 0         | 0         |
| Allemagne                       | 8 624 000   | 8 171 000  | 0   | 0         | 0   | 0         | 18 573 000   | 20 286 000 | 0               | 0           | 0         | 0         |
| Arabie saoudite                 |   |            |   |           |   |           |  |            |                 |             |           |           |
| Argentine                       | 0   | 0          | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 1 172 916       | 940 260     | 0         | 0         |
| Australie                       | D   | D          | D   | D         | D   | D         | D  | D          | D               | D           | D         | D         |
| Autriche                        | 1 256 652   | 1 176 482  | 1 255 936                                     | 1 495 799 | 0   | 0         | 1 749 386  | 1 883 596  | 1 753 173       | 1 739 218   | 0         | 0         |
| Belgique                        | 691 209   | 572 646    | 2 424 000                                     | 2 410 506 | 0   | 0         | 3 752 889  | 3 954 401  | 0               | 0           | 32 800    | 27 285    |
| Brésil                          | 0   | 0          | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 28 800 842      | 30 011 981  | 0         | 0         |
| Bulgarie                        | 381 387   | 340 514    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 267 787         | 300 868     | 0         | 0         |
| Canada                          | 3 943 400   | 3 485 808  | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 27 300 558      | 26 226 187  | 0         | 0         |
| Chili                           | 3 931   | 3 394      | 0   | 0         | 2 532 739                                     | 2 581 616 | 0  | 0          | 148 379         | 133 912     | 0         | 0         |
| Chine (République populaire de) | D   | D          | D   | D         | D   | D         | D  | D          | D               | D           | D         | D         |
| Cypr                            | 18 307  | 4 640      | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 291 814         | 301 164     | 0         | 0         |
| Colombie                        | 286 709   | 272 300    | 0   | 0         | 0   | 0         | 361 222  | 1 612 739  | 2 718 254       | 1 807 717   | 0         | 0         |
| Corée                           | 203 000   | 135 000    | 0   | 0         | 1 192 000                                     | 1 543 000 | 6 050 000  | 6 416 000  | 0               | 0           | 0         | 0         |
| Costa Rica                      | 0   | 0          | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 341 168         | 327 589     | 0         | 0         |
| Croatie                         | 40 819  | 35 858     | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 72 493          | 84 129      | 0         | 0         |
| Danemark                        | 0   | 0          | 4 629 575                                     | 4 649 747 | 0   | 0         | 0  | 0          | 0               | 0           | 0         | 0         |
| Espagne                         | 397 340   | 80 529     | 0   | 0         | 5 067 248                                     | 5 552 317 | 10 366 736   | 10 493 712 | 0               | 0           | 4 805 015 | 5 010 835 |
| Estonie                         | 26 622  | 39 917     | 0   | 0         | 277 905                                       | 368 879   | 363 168  | 332 825    | 0               | 0           | 0         | 0         |
| États-Unis                      | 18 640 748  | 16 852 536 | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 134 297 201     | 137 242 019 | 0         | 0         |
| Finlande                        | 230 200   | 185 900    | 4 025 100                                     | 4 128 500 | 1 153 800                                     | 1 114 600 | 0  | 0          | 0               | 0           | 0         | 0         |
| France <sup>1</sup>             | 14 959 433  | 12 812 962 | 0   | 0         | 0   | 0         | 23 114 852   | 25 468 245 | 0               | 0           | 0         | 0         |

Tableau A.45. Canaux de réception des déclarations d'impôt : Impôt sur le revenu des personnes physiques (suite)

| Juridiction       | Nombre de déclarations reçues par type d'impôt et par canal |           |   |           |   |           |  |            |                 |            |            |      |      |
|-------------------|---|-----------|---|-----------|---|-----------|--|------------|-----------------|------------|------------|------|------|
|                   | Impôt sur le revenu des personnes physiques                 |           |   |           |   |           |  |            |                 |            |            |      |      |
|                   | Déclarations papier   |           | Entièrement préremplies, acceptation présumée |           | Entièrement préremplies, confirmation requise |           | Partiellement préremplies avec des renseignements sur les revenus et/ou les dépenses |            | Non préremplies |            | Autres     |      |      |
| 2018              | 2019  | 2018      | 2019  | 2018      | 2019  | 2018      | 2019   | 2018       | 2019            | 2018       | 2019       | 2018 | 2019 |
| Géorgie           | 0   | 0         | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 0               | 1 365 603  | 1 724 593  | 0    | 0    |
| Grèce             | 82 136  | 77 305    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 6 315 612  | 6 411 020       | 0          | 0          | 0    | 0    |
| Hong Kong (Chine) | 2 353 937   | 2 362 779 | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 598 283    | 649 867         | 8 571      | 8 820      | 0    | 0    |
| Hongrie           | 1 042 661   | 794 570   | 2 083 518                                     | 2 149 825 | 838 186                                       | 940 841   | 475 037  | 676 400    | 684 499         | 591 090    | 0          | 0    | 0    |
| Inde              | 512 443   | 103 825   | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 0               | 61 834 429 | 63 869 805 | 0    | 0    |
| Indonésie         | D   | D         | D   | D         | D   | D         | D  | D          | D               | D          | D          | D    | D    |
| Irlande           | 28 530  | 11 839    | 0   | 0         | 0   | 0         | 571 114  | 202 979    | 0               | 0          | 0          | 0    | 0    |
| Islande           | 2 011   | 1 807     | 0   | 0         | 291 517                                       | 291 721   | 0  | 0          | 0               | 0          | 0          | 0    | 0    |
| Israël            | 325 562   | 329 117   | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 0               | 798 972    | 871 518    | 0    | 0    |
| Italie            | 0   | 0         | 0   | 0         | 2 900 000                                     | 3 300 000 | 0  | 0          | 0               | 26 358 000 | 26 823 000 | 0    | 0    |
| Japon             | D   | D         | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 0               | 10 430 168 | 11 472 798 | 0    | 0    |
| Kenya             | 0   | 0         | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 0               | 3 503 551  | 3 277 406  | 0    | 0    |
| Lettonie          | 180 760   | 159 659   | 0   | 0         | 0   | 0         | 725 821  | 896 365    | 0               | 0          | 0          | 0    | 0    |
| Lituanie          | 1 403   | 1 733     | 547 860                                       | 918 438   | 547 860                                       | 918 438   | 670 335  | 404 799    | 85 702          | 0          | 23 681     | 0    | 0    |
| Luxembourg        | 21 137  | 29 429    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 0               | 2 11 252   | 224 074    | 0    | 0    |
| Malaisie          | 117 166   | 66 955    | 0   | 0         | 0   | 0         | 3 374 818  | 3 643 470  | 0               | 0          | 0          | 0    | 0    |
| Malte             | 94 691  | 52 093    | 207 984                                       | 125 435   | D   | D         | 3 702  | 6 768      | D               | D          | D          | D    | D    |
| Maroc             | 99 445  | 80 510    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 0          | 208 082         | 117 357    | 0          | 0    | 0    |
| Mexique           | 0   | 0         | 0   | 0         | 777 085                                       | 1 073 891 | 7 174 175  | 7 386 384  | 0               | 0          | 0          | 0    | 0    |
| Norvège           | 96 212  | 80 498    | 3 200 867                                     | 3 008 432 | 1 030 293                                     | 1 470 284 | 393 010  | 384 035    | 0               | 0          | 0          | 0    | 0    |
| Nouvelle-Zélande  | 84 044  | 62 476    | 0   | 2 500 000 | 3 700 000                                     | 0         | 0  | D          | 1 073 445       | 1 071 787  | 0          | 0    | 0    |
| Pays-Bas          | 253 000   | 247 000   | 0   | 0         | 0   | 0         | 11 825 000   | 12 429 000 | 0               | 0          | 0          | 0    | 0    |
| Pérou             | 0   | 0         | 0   | 0         | 0   | 0         | 568 766  | 591 818    | 0               | 0          | 0          | 0    | 0    |

Tableau A.45. Canaux de réception des déclarations d'impôt : Impôt sur le revenu des personnes physiques (suite)

|                          |                     | Nombre de déclarations reçues par type d'impôt et par canal<br>Impôt sur le revenu des personnes physiques |   |           |           |           |   |            |      |      |  |      |      |            |                 |      |        |      |
|--------------------------|---------------------|--|---|-----------|-----------|-----------|---|------------|------|------|--|------|------|------------|-----------------|------|--------|------|
| Juridiction              | Déclarations papier |  | Entièrement préremplies, acceptation présumée |           |           |           | Entièrement préremplies, confirmation requise |            |      |      | Partiellement préremplies avec des renseignements sur les revenus et/ou les dépenses |      |      |            | Non préremplies |      | Autres |      |
|                          | 2018                | 2019   | 2018  | 2019      | 2018      | 2019      | 2018  | 2019       | 2018 | 2019 | 2018   | 2019 | 2018 | 2019       | 2018            | 2019 | 2018   | 2019 |
| Pologne <sup>2</sup>     | 8 252 593           | 4 808 919  | 0   | 0         | 0         | 0         | 48 818 247                                    | 54 544 747 | 0    | 0    | 0  | 0    | 0    | 0          | 0               | 0    | 0      | 0    |
| Portugal                 | 0                   | 0  | 118 933                                       | 100 275   | 1 635 186 | 1 626 648 | 3 602 852                                     | 3 685 808  | 0    | 0    | 0  | 0    | 0    | 0          | 0               | 0    | 0      | 0    |
| République slovaque      | 561 837             | 530 597  | 0   | 0         | 0         | 0         | 0   | 0          | 0    | 0    | 0  | 0    | 0    | 386 387    | 410 064         | 0    | 0      | 0    |
| République tchèque       | 1 890 422           | 1 888 732  | 0   | 0         | 0         | 0         | 0   | 0          | 0    | 0    | 0  | 0    | 0    | 481 299    | 515 713         | 0    | 0      | 0    |
| Roumanie                 | 745 136             | 367 191  | 0   | 0         | 0         | 0         | 0   | 0          | 0    | 0    | 0  | 0    | 0    | 267 003    | 940 951         | 0    | 0      | 0    |
| Royaume-Uni <sup>3</sup> | 1 318 666           | 1 142 923  | 0   | 0         | 0         | 0         | 0   | 0          | 0    | 0    | 0  | 0    | 0    | 10 527 643 | 10 736 967      | 0    | 0      | 0    |
| Russie                   | D                   | D  | D   | D         | D         | D         | D   | D          | D    | D    | D  | D    | D    | 3 032 730  | 3 474 840       | D    | D      | D    |
| Singapour                | 34 000              | 35 000   | 1 345 000                                     | 1 398 000 | 0         | 0         | 771 000                                       | 780 000    | 0    | 0    | 0  | 0    | 0    | 0          | 0               | 0    | 0      | 0    |
| Slovénie                 | 50 325              | 44 257   | 0   | 0         | 0         | 0         | 4 641   | 6 642      | 0    | 0    | 0  | 0    | 0    | 0          | 0               | 0    | 0      | 0    |
| Suède                    | 2 153 278           | 1 456 102  | 0   | 0         | 4 622 585 | 5 263 952 | 1 135 493                                     | 1 286 130  | 0    | 0    | 0  | 0    | 0    | 0          | 0               | 0    | 0      | 0    |
| Suisse                   | D                   | D  | D   | D         | D         | D         | D   | D          | D    | D    | D  | D    | D    | D          | D               | D    | D      | D    |
| Thaïlande                | 2 270 482           | 2 115 251  | 0   | 0         | 0         | 0         | 0   | 0          | 0    | 0    | 0  | 0    | 0    | 9 189 926  | 9 722 919       | 0    | 0      | 0    |
| Turquie                  | 10 274              | 5 596  | 0   | 0         | 0         | 0         | 1 433 002                                     | 1 222 779  | 0    | 0    | 0  | 0    | 0    | 9 475 319  | 9 706 668       | 0    | 0      | 0    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303564>**D** Données non disponibles

1. France : Toutes les déclarations déposées par voie électronique sont reprises dans la catégorie « Partiellement préremplies », car il n'est pas possible de distinguer les différentes catégories de déclarations électroniques.
2. Pologne : Toutes les déclarations déposées par voie électronique sont reprises dans la catégorie « Partiellement préremplies », car il n'est pas possible de distinguer les différentes catégories de déclarations électroniques.
3. Royaume-Uni : Toutes les déclarations déposées par voie électronique sont reprises dans la catégorie « Non préremplies », car il n'est pas possible de distinguer les déclarations partiellement préremplies et non préremplies.

Tableau A.46. Canaux de réception des déclarations d'impôt : Taxes sur la valeur ajoutée

| Juridiction                     |         | Nombre de déclarations reçues par type d'impôt et par canal |      |   |           |   |           |  |            |                 |      |        |      |   |
|---------------------------------|---------|---|------|---|-----------|---|-----------|--|------------|-----------------|------|--------|------|---|
|                                 |         | Taxe sur la valeur ajoutée                                  |      |   |           |   |           |  |            |                 |      |        |      |   |
|                                 |         | Déclarations papier   |      | Entièrement préremplies, acceptation présumée |           | Entièrement préremplies, confirmation requise |           | Partiellement préremplies avec des renseignements sur les revenus et/ou les dépenses |            | Non préremplies |      | Autres |      |   |
| 2018                            | 2019    | 2018  | 2019 | 2018  | 2019      | 2018  | 2019      | 2018   | 2019       | 2018            | 2019 | 2018   | 2019 |   |
| Afrique du Sud                  | 393 119 | 525 454   | 0    | 0   | 0         | 0   | 3 047 528 | 3 234 849  | 0          | 0               | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Allemagne                       | 498 000 | 434 000   | 0    | 0   | 0         | 0   | 5 407 000 | 5 459 000  | 0          | 0               | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Arabie saoudite                 | 0       | 0   | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 515 841    | 673 173         | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Argentine                       | 0       | 0   | 0    | 0   | 0         | 33 092  | 0         | 0  | 13 432 257 | 13 181 319      | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Australie                       | D       | D   | D    | D   | D         | D   | D         | D  | D          | D               | D    | D      | D    | D |
| Autriche                        | 53 149  | 55 665  | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 648 960    | 664 113         | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Belgique                        | 51 596  | 39 213  | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 3 584 012  | 3 671 670       | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Brésil                          | 0       | 0   | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 12 523 352 | 12 408 838      | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Bulgarie                        | 0       | 0   | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 3 553 894  | 3 686 355       | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Canada                          | 820 565 | 687 351   | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 6 779 297  | 7 236 410       | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Chili                           | 80 759  | 33 717  | 0    | 0   | 9 547 578 | 10 593 124                                    | 1 510 433 | 1 693 612  | 4 534 873  | 3 866 467       | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Chine (République populaire de) | D       | D   | D    | D   | D         | D   | D         | D  | D          | D               | D    | D      | D    | D |
| Cypr                            | 18 894  | 13 939  | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 309 724    | 322 420         | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Colombie                        | 549     | 98  | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 1 407 836  | 1 451 116       | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Corée                           | D       | D   | D    | D   | D         | D   | D         | D  | D          | D               | D    | D      | D    | D |
| Costa Rica                      | 0       | 0   | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 964 902    | 1 806 694       | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Croatie                         | 7 412   | 5 149   | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 1 516 126  | 1 583 566       | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Danemark                        | 0       | 0   | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 1 582 150  | 1 605 347       | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Espagne                         | 0       | 0   | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 14 215 612 | 14 473 327      | 0    | 0      | 0    | 0 |
| Estonie                         | 6 358   | 4 672   | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 1 313 601  | 1 343 906       | 0    | 0      | 0    | 0 |
| États-Unis                      |         |   |      |   |           |   |           |  |            |                 |      |        |      |   |
| Finlande                        | 192 000 | 149 000   | 0    | 0   | 0         | 0   | 3 748 400 | 3 819 500  | 0          | 0               | 0    | 0      | 0    | 0 |
| France                          | 570 628 | 548 365   | 0    | 0   | 0         | 0   | 0         | 0  | 24 003 125 | 24 753 903      | 0    | 0      | 0    | 0 |

Tableau A.46. Canaux de réception des déclarations d'impôt : Taxes sur la valeur ajoutée (suite)

| Juridiction       |           | Nombre de déclarations reçues par type d'impôt et par canal |      |   |      |   |      |  |         |            |            |   |   |
|-------------------|-----------|---|------|---|------|---|------|--|---------|------------|------------|---|---|
|                   |           | Taxes sur la valeur ajoutée                                 |      |   |      |   |      |  |         |            |            |   |   |
|                   |           | Déclarations papier   |      | Entièrement préremplies, acceptation présumée |      | Entièrement préremplies, confirmation requise |      | Partiellement préremplies avec des renseignements sur les revenus et/ou les dépenses |         | Autres     |            |   |   |
| 2018              | 2019      | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019    | 2018       | 2019       |   |   |
| Géorgie           | 0         | 0   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 684 491    | 736 326    | 0 | 0 |
| Grèce             | 17 626    | 17 628  | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 4 606 335  | 4 689 371  | 0 | 0 |
| Hong Kong (Chine) |           |   |      |   |      |   |      |  |         |            |            |   |   |
| Hongrie           | 2 119     | 1 483   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 4 098 978  | 4 239 269  | 0 | 0 |
| Inde              |           |   |      |   |      |   |      |  |         |            |            |   |   |
| Indonésie         | D         | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D  | D       | D          | D          | D | D |
| Irlande           | 3 836     | 3 524   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 1 140 830  | 1 219 844  | 0 | 0 |
| Islande           | 1 029     | 946   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 150 045    | 150 091    | 0 | 0 |
| Israël            | 1 287 618 | 995 408   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 2 927 247  | 3 337 133  | 0 | 0 |
| Italie            | 0         | 0   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 5 172 000  | 5 334 000  | 0 | 0 |
| Japon             | D         | D   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 2 369 967  | 2 426 077  | 0 | 0 |
| Kenya             | 0         | 0   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 1 888 780  | 2 071 280  | 0 | 0 |
| Lettonie          | 329       | 286   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 750 443  | 741 007 | 0          | 0          | 0 | 0 |
| Lituanie          | 53        | 24  | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 37 512   | 61 823  | 834 475    | 837 832    | 0 | 0 |
| Luxembourg        | 17 488    | 6 619   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 336 146    | 329 592    | 0 | 0 |
| Malaisie          |           |   |      |   |      |   |      |  |         |            |            |   |   |
| Malte             | 122 041   | 63 102  | D    | D   | D    | D   | D    | D  | D       | 41 796     | 111 878    | D | D |
| Maroc             | 43 396    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 1 865 995  | 1 901 918  | 0 | 0 |
| Mexique           | D         | D   | D    | D   | D    | D   | D    | D  | D       | D          | D          | D | D |
| Norvège           | 0         | 0   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 1 764 146  | 1 815 836  | 0 | 0 |
| Nouvelle-Zélande  | 416 170   | 277 193   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 2 656 833  | 2 707 831  | 0 | 0 |
| Pays-Bas          | 0         | 0   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 8 839 000  | 9 276 000  | 0 | 0 |
| Pérou             | 0         | 0   | 0    | 0   | 0    | 0   | 0    | 0  | 0       | 11 323 819 | 11 839 980 | 0 | 0 |

Tableau A.46. Canaux de réception des déclarations d'impôt : Taxes sur la valeur ajoutée (suite)

|                          |                     | Nombre de déclarations reçues par type d'impôt et par canal |           |      |      |   |      |            |            |  |            |                 |      |         |      |
|--------------------------|---------------------|---|-----------|------|------|---|------|------------|------------|--|------------|-----------------|------|---------|------|
|                          |                     | Taxe sur la valeur ajoutée                                  |           |      |      |   |      |            |            |  |            |                 |      |         |      |
| Juridiction              | Déclarations papier | Entièrement préremplies, acceptation présumée               |           |      |      | Entièrement préremplies, confirmation requise |      |            |            | Partiellement préremplies avec des renseignements sur les revenus et/ou les dépenses |            | Non préremplies |      | Autres  |      |
|                          |                     | 2018  | 2019      | 2018 | 2019 | 2018  | 2019 | 2018       | 2019       | 2018   | 2019       | 2018            | 2019 | 2018    | 2019 |
| Pologne <sup>1</sup>     |                     | 423 323   | 107 204   | 0    | 0    | 0   | 0    | 25 171 838 | 26 503 378 | 0  | 0          | 0               | 0    | 0       | 0    |
| Portugal                 |                     | 0   | 0         | 0    | 0    | 0   | 0    | 13 622     | 209 159    | 3 668 390  | 3 618 489  | 0               | 0    | 0       | 0    |
| République slovaque      |                     | 1 050   | 706       | 0    | 0    | 0   | 0    | 0          | 0          | 1 835 249  | 1 940 377  | 0               | 0    | 0       | 0    |
| République tchèque       |                     | 5 997   | 7 398     | 0    | 0    | 0   | 0    | 0          | 0          | 4 502 412  | 4 728 129  | 0               | 0    | 0       | 0    |
| Roumanie                 |                     | 49 820  | 34 283    | 0    | 0    | 0   | 0    | 0          | 0          | 2 954 049  | 3 102 514  | 0               | 0    | 0       | 0    |
| Royaume-Uni <sup>2</sup> |                     | 52 938  | 56 712    | 0    | 0    | 0   | 0    | 0          | 0          | 8 552 114  | 8 647 021  | 0               | 0    | 0       | 0    |
| Russie                   | D                   | D   | D         | D    | D    | D   | D    | D          | D          | 7 990 646  | 7 341 333  | D               | D    | D       | D    |
| Singapour                |                     | 2 369   | 1 972     | 0    | 0    | 0   | 0    | 0          | 0          | 405 489  | 412 920    | 0               | 0    | 0       | 0    |
| Slovénie                 |                     | 0   | 0         | 0    | 0    | 0   | 0    | 0          | 0          | 843 540  | 883 484    | 0               | 0    | 0       | 0    |
| Suède                    |                     | 1 355 565   | 1 071 734 | 0    | 0    | 0   | 0    | 0          | 0          | 3 427 876  | 3 765 621  | 0               | 0    | 0       | 0    |
| Suisse                   |                     | 901 774   | 733 349   | D    | D    | D   | D    | D          | D          | 374 858  | D          | D               | D    | 592 385 | 0    |
| Thaïlande                |                     | 3 402 077   | 3 211 451 | 0    | 0    | 0   | 0    | 0          | 0          | 3 963 455  | 4 458 973  | 0               | 0    | 0       | 0    |
| Turquie                  |                     | 83 905  | 86 510    | 0    | 0    | 0   | 0    | 0          | 0          | 30 500 785   | 31 395 359 | 0               | 0    | 0       | 0    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303583>**D** Données non disponibles

1. Pologne : Toutes les déclarations déposées par voie électronique sont reprises dans la catégorie « Partiellement préremplies », car il n'est pas possible de distinguer les différentes catégories de déclarations électroniques.
2. Royaume-Uni : Toutes les déclarations déposées par voie électronique sont reprises dans la catégorie « Non préremplies », car il n'est pas possible de distinguer les déclarations partiellement préremplies et non préremplies.

Tableau A.47. Paiements électroniques

| Juridiction                     | Pourcentage de paiements électroniques |       |                          |       |
|---------------------------------|--|-------|--------------------------|-------|
|                                 | Par nombre de paiements                |       | Par valeur des paiements |       |
|                                 | 2018                                   | 2019  | 2018                     | 2019  |
| Afrique du Sud                  | 85.5                                   | 98.5  | 84.1                     | 99.9  |
| Allemagne                       | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Arabie saoudite                 | 98.3                                   | 99.0  | 98.0                     | 99.0  |
| Argentine                       | 77.2                                   | 76.8  | 98.0                     | 98.1  |
| Australie                       | D                                      | D     | D                        | D     |
| Autriche                        | 98.0                                   | 98.0  | D                        | D     |
| Belgique                        | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Brésil                          | 64.1                                   | 67.7  | 77.6                     | 81.4  |
| Bulgarie                        | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Canada                          | 82.1                                   | 83.8  | 89.1                     | 89.5  |
| Chili                           | D                                      | D     | D                        | D     |
| Chine (République populaire de) | 84.0                                   | 88.0  | 79.0                     | 81.0  |
| Chypre                          | 37.6                                   | 52.5  | 29.9                     | 35.8  |
| Colombie                        | 23.0                                   | 29.0  | 33.0                     | 37.0  |
| Corée                           | 68.9                                   | 75.7  | 45.6                     | 50.4  |
| Costa Rica                      | 99.5                                   | 99.6  | 99.5                     | 99.6  |
| Croatie                         | D                                      | D     | D                        | D     |
| Danemark                        | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Espagne                         | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Estonie                         | 98.1                                   | 98.1  | 100.0                    | 100.0 |
| États-Unis                      | D                                      | D     | D                        | D     |
| Finlande                        | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| France                          | D                                      | D     | 90.3                     | 92.8  |
| Géorgie                         | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Grèce                           | 86.6                                   | 88.7  | 87.8                     | 89.3  |
| Hong Kong (Chine)               | 55.4                                   | 55.5  | 23.2                     | 20.7  |
| Hongrie                         | 86.5                                   | 86.6  | 99.3                     | 99.3  |
| Inde                            | D                                      | D     | D                        | D     |
| Indonésie                       | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Irlande                         | 94.6                                   | 96.9  | 93.9                     | 94.4  |
| Islande                         | D                                      | D     | D                        | D     |
| Israël                          | 34.0                                   | 41.0  | 36.0                     | 42.0  |
| Italie                          | 66.0                                   | 67.0  | 96.0                     | 96.0  |
| Japon                           | 23.2                                   | 25.6  | D                        | D     |
| Kenya                           | 75.0                                   | 80.0  | 60.0                     | 58.4  |
| Lettonie                        | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Lituanie                        | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Luxembourg                      | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Malaisie                        | 43.7                                   | 56.0  | 47.4                     | 52.3  |
| Malte                           | 16.0                                   | 21.0  | 17.0                     | 19.0  |

Tableau A.47. Paiements électroniques (suite)

| Juridiction                   | Pourcentage de paiements électroniques |       |                          |       |
|-------------------------------|--|-------|--------------------------|-------|
|                               | Par nombre de paiements                |       | Par valeur des paiements |       |
|                               | 2018                                   | 2019  | 2018                     | 2019  |
| Maroc                         | 55.5                                   | 64.2  | 80.8                     | 85.2  |
| Mexique                       | 34.0                                   | 35.0  | 94.0                     | 93.0  |
| Norvège                       | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Nouvelle-Zélande <sup>1</sup> | 91.0                                   | 93.0  | 97.0                     | 97.0  |
| Pays-Bas                      | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Pérou                         | 51.6                                   | 54.5  | 76.4                     | 77.8  |
| Pologne                       | 98.9                                   | 98.4  | 99.9                     | 99.9  |
| Portugal                      | 84.0                                   | 86.0  | 89.0                     | 91.0  |
| République slovaque           | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| République tchèque            | 87.1                                   | 87.9  | 99.6                     | 99.6  |
| Roumanie                      | 47.2                                   | 53.9  | 84.0                     | 86.3  |
| Royaume-Uni                   | 95.0                                   | 95.7  | 98.1                     | 98.6  |
| Russie                        | D                                      | D     | D                        | D     |
| Singapour                     | 97.1                                   | 97.7  | 83.5                     | 86.1  |
| Slovénie                      | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Suède                         | 100.0                                  | 100.0 | 100.0                    | 100.0 |
| Suisse                        | D                                      | D     | D                        | D     |
| Thaïlande                     | D                                      | 44.4  | D                        | 59.6  |
| Turquie                       | 62.5                                   | 63.1  | 81.3                     | 80.5  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303602>**D** Données non disponibles

1. Nouvelle-Zélande : Les pourcentages concernent uniquement la taxe sur les produits et services.

Tableau A.48. Techniques et méthodologies pour améliorer la discipline fiscale

| Juridiction                     | L'administration utilise des méthodes ou techniques d'analyse comportementale |                                     | Tous les contribuables ou certains d'entre eux sont tenus d'utiliser un mécanisme de facturation électronique à des fins fiscales |                                     | Certains contribuables sont tenus d'utiliser des dispositifs fiscaux électroniques/caisses enregistreuses |                                     |
|---------------------------------|---|-------------------------------------|---|-------------------------------------|---|-------------------------------------|
|                                 | 2018  | 2019                                | 2018  | 2019                                | 2018  | 2019                                |
| Afrique du Sud                  | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Allemagne                       | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Arabie saoudite                 | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Argentine                       | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Australie                       | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Autriche                        | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Belgique                        | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Brésil                          | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Bulgarie                        | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Canada                          | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Chili                           | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Chine (République populaire de) | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Chypre                          | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Colombie                        | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Corée                           | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Costa Rica                      | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Croatie                         | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Danemark                        | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Espagne                         | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Estonie                         | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| États-Unis                      | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Finlande                        | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| France                          | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Géorgie                         | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Grèce                           | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Hong Kong (Chine)               | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Hongrie                         | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Inde                            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Indonésie                       | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Irlande                         | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Islande                         | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Israël                          | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Italie                          | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Japon                           | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |
| Kenya                           | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Lettonie                        | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Lituanie                        | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Luxembourg                      | <input checked="" type="checkbox"/>   | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            |

Tableau A.48. Techniques et méthodologies pour améliorer la discipline fiscale (suite)

| Jurisdiction        | L'administration utilise des méthodes ou techniques d'analyse comportementale |      | Tous les contribuables ou certains d'entre eux sont tenus d'utiliser un mécanisme de facturation électronique à des fins fiscales |      | Certains contribuables sont tenus d'utiliser des dispositifs fiscaux électroniques/caisses enregistreuses |      |
|---------------------|---|------|---|------|---|------|
|                     | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 | 2018  | 2019 |
| Malaisie            | ■   | ■    | □   | □    | □   | □    |
| Malte               | ■   | ■    | □   | □    | ■   | ■    |
| Maroc               | ■   | ■    | □   | □    | □   | □    |
| Mexique             | □   | □    | ■   | ■    | ■   | ■    |
| Norvège             | ■   | ■    | □   | □    | ■   | ■    |
| Nouvelle-Zélande    | ■   | ■    | ■   | ■    | □   | □    |
| Pays-Bas            | ■   | ■    | □   | □    | □   | □    |
| Pérou               | ■   | ■    | ■   | ■    | □   | □    |
| Pologne             | □   | □    | ■   | ■    | ■   | ■    |
| Portugal            | ■   | ■    | ■   | ■    | ■   | ■    |
| République slovaque | ■   | ■    | □   | □    | ■   | ■    |
| République tchèque  | □   | □    | ■   | ■    | ■   | ■    |
| Roumanie            | □   | □    | □   | □    | ■   | ■    |
| Royaume-Uni         | ■   | ■    | □   | □    | □   | □    |
| Russie              | ■   | ■    | ■   | ■    | ■   | ■    |
| Singapour           | ■   | ■    | □   | □    | □   | □    |
| Slovénie            | ■   | ■    | ■   | ■    | ■   | ■    |
| Suède               | □   | □    | □   | □    | ■   | ■    |
| Suisse              | □   | □    | □   | □    | □   | □    |
| Thaïlande           | □   | □    | □   | □    | □   | □    |
| Turquie             | □   | □    | ■   | ■    | ■   | ■    |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303621>

- Oui  
□ Non

Tableau A.49. Programmes de discipline fiscale coopérative

| Juridiction                     | Un programme de discipline fiscale coopérative est en place pour... |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |
|---------------------------------|---|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
|                                 | Gros contribuables  |                                     | Particuliers fortunés               |                                     | Autres contribuables                |                                     |
|                                 | 2018  | 2019                                | 2018                                | 2019                                | 2018                                | 2019                                |
| Afrique du Sud                  | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Allemagne                       | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Arabie saoudite                 | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Argentine                       | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Australie                       | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Autriche                        | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Belgique                        | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Brésil                          | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Bulgarie                        | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Canada                          | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Chili                           | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Chine (République populaire de) | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Chypre                          | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Colombie                        | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Corée                           | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Costa Rica                      | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Croatie                         | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Danemark                        | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Espagne                         | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Estonie                         | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| États-Unis                      | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Finlande                        | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| France                          | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Géorgie                         | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Grèce                           | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Hong Kong (Chine)               | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Hongrie                         | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Inde                            | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Indonésie                       | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Irlande                         | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Islande                         | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Israël                          | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Italie                          | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Japon                           | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Kenya                           | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Lettonie                        | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Lituanie                        | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Luxembourg                      | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Malaisie                        | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

Tableau A.49. Programmes de discipline fiscale coopérative (suite)

| Juridiction         | Un programme de discipline fiscale coopérative est en place pour... |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |
|---------------------|---|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
|                     | Gros contribuables  |                                     | Particuliers fortunés               |                                     | Autres contribuables                |                                     |
|                     | 2018  | 2019                                | 2018                                | 2019                                | 2018                                | 2019                                |
| Malte               | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Maroc               | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Mexique             | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Norvège             | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Nouvelle-Zélande    | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Pays-Bas            | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Pérou               | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Pologne             | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Portugal            | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| République slovaque | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| République tchèque  | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Roumanie            | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Royaume-Uni         | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Russie              | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Singapour           | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Slovénie            | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Suède               | <input checked="" type="checkbox"/>                                 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Suisse              | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Thaïlande           | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |
| Turquie             | <input type="checkbox"/>  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303640>

- Oui  
 Non

Tableau A.50. Technologies innovantes : Mise en œuvre et utilisation (Partie 1)

| Juridiction                     | Mise en œuvre et utilisation de technologies innovantes             |      |                       |      |                                  |      |  |      |
|---------------------------------|---|------|-----------------------|------|----------------------------------|------|--|------|
|                                 | Intelligence artificielle (IA), y compris apprentissage automatique |      | Informatique en nuage |      | Sciences des données/ analytique |      | Technologie des registres distribués/ chaînes de blocs |      |
|                                 | 2018  | 2019 | 2018                  | 2019 | 2018                             | 2019 | 2018   | 2019 |
| Afrique du Sud                  | Non   | PI   | Non                   | Non  | Non                              | U    | Non  | Non  |
| Allemagne                       |   |      |                       |      |                                  |      |  |      |
| Arabie saoudite                 | Non   | Non  | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Argentine                       | U   | U    | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |
| Australie                       | U   | U    | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Autriche                        | U   | U    | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |
| Belgique                        | Non   | PI   | U                     | U    | U                                | U    | Non  | PI   |
| Bésil                           | U   | U    | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | U    |
| Bulgarie                        | PI  | PI   | Non                   | Non  | PI                               | PI   | Non  | Non  |
| Canada                          | U   | U    | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Chili                           | Non   | PI   | PI                    | PI   | U                                | U    | Non  | Non  |
| Chine (République populaire de) | PI  | PI   | U                     | U    | U                                | U    | PI   | PI   |
| Chypre                          | Non   | Non  | Non                   | Non  | PI                               | PI   | Non  | Non  |
| Colombie                        | PI  | U    | Non                   | U    | PI                               | U    | Non  | Non  |
| Corée                           | Non   | U    | Non                   | Non  | Non                              | U    | Non  | Non  |
| Costa Rica                      | Non   | Non  | Non                   | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Croatie                         | Non   | Non  | Non                   | Non  | Non                              | Non  | Non  | Non  |
| Danemark                        | U   | U    | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Espagne                         | U   | U    | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |
| Estonie                         | Non   | PI   | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| États-Unis                      | U   | U    | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Finlande                        | Non   | PI   | Non                   | PI   | U                                | U    | Non  | Non  |
| France                          | U   | U    | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |
| Géorgie                         | Non   | Non  | Non                   | Non  | U                                | U    | PI   | PI   |
| Grèce                           | Non   | Non  | Non                   | PI   | U                                | U    | Non  | Non  |
| Hong Kong (Chine)               | Non   | Non  | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |
| Hongrie                         | Non   | PI   | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Inde                            | PI  | PI   | U                     | U    | PI                               | PI   | Non  | Non  |
| Indonésie                       | Non   | Non  | PI                    | PI   | PI                               | PI   | Non  | Non  |
| Irlande                         | Non   | Non  | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Islande                         | U   | U    | PI                    | PI   | U                                | U    | Non  | Non  |
| Israël                          | PI  | PI   | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |
| Italie                          | PI  | PI   | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |
| Japon                           | U   | U    | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Kenya                           | PI  | PI   | U                     | U    | PI                               | PI   | U  | U    |
| Lettonie                        | Non   | Non  | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |
| Lituanie                        | Non   | PI   | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Luxembourg                      | Non   | PI   | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |

Tableau A.50. Technologies innovantes : Mise en œuvre et utilisation (Partie 1) (suite)

| Juridiction         | Mise en œuvre et utilisation de technologies innovantes             |      |                       |      |                                  |      |  |      |
|---------------------|---|------|-----------------------|------|----------------------------------|------|--|------|
|                     | Intelligence artificielle (IA), y compris apprentissage automatique |      | Informatique en nuage |      | Sciences des données/ analytique |      | Technologie des registres distribués/ chaînes de blocs |      |
|                     | 2018  | 2019 | 2018                  | 2019 | 2018                             | 2019 | 2018   | 2019 |
| Malaisie            | U   | U    | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Malte               | Non   | PI   | PI                    | U    | Non                              | PI   | Non  | Non  |
| Maroc               | Non   | PI   | Non                   | Non  | PI                               | PI   | Non  | Non  |
| Mexique             | Non   | Non  | U                     | U    | Non                              | U    | Non  | Non  |
| Norvège             | PI  | PI   | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Nouvelle-Zélande    | Non   | Non  | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Pays-Bas            | U   | U    | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |
| Pérou               | Non   | PI   | PI                    | U    | PI                               | U    | Non  | PI   |
| Pologne             | Non   | PI   | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Portugal            | Non   | Non  | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |
| République slovaque | U   | U    | PI                    | PI   | U                                | U    | Non  | Non  |
| République tchèque  | Non   | Non  | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |
| Roumanie            | Non   | U    | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |
| Royaume-Uni         | U   | U    | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Russie              | U   | U    | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Singapour           | U   | U    | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Slovénie            | U   | U    | U                     | U    | U                                | U    | Non  | Non  |
| Suède               | U   | U    | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |
| Suisse              | Non   | Non  | Non                   | PI   | PI                               | U    | Non  | Non  |
| Thaïlande           | PI  | PI   | U                     | U    | PI                               | PI   | Non  | PI   |
| Turquie             | Non   | Non  | Non                   | Non  | U                                | U    | Non  | Non  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303659>**U** La technologie est mise en œuvre et utilisée**IP** La technologie est en phase de mise en œuvre pour une utilisation future**Non** La technologie n'est pas utilisée, y compris dans les situations où la mise en œuvre n'a pas débuté

Tableau A.51. Technologies innovantes : Mise en œuvre et utilisation (Partie 2)

| Juridiction                     | Mise en œuvre et utilisation de technologies innovantes |      |  |      |  |      |  |      |   |      |
|---------------------------------|---|------|--|------|--|------|--|------|---|------|
|                                 | Interfaces de programmation d'applications (API)        |      | Technologie d'identification numérique (biométrie ou identification vocale, par exemple) |      | Automatisation robotisée des processus (RPA) |      | Assistants virtuels (robots conversationnels, par exemple) |      | Systèmes d'identification à l'échelle de l'ensemble de l'administration |      |
|                                 | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018  | 2019 |
| Afrique du Sud                  | U   | U    | U  | U    | Non  | Non  | U  | U    | Non   | Non  |
| Allemagne                       |   |      |  |      |  |      | U  | U    |   |      |
| Arabie saoudite                 | U   | U    | U  | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non   | Non  |
| Argentine                       | Non   | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non   | Non  |
| Australie                       | U   | U    | U  | U    | PI   | PI   | U  | U    | PI  | U    |
| Autriche                        | U   | U    | Non  | Non  | U  | U    | U  | U    | Non   | Non  |
| Belgique                        | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | PI   | U   | U    |
| Brésil                          | U   | U    | U  | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non   | Non  |
| Bulgarie                        | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | U   | U    |
| Canada                          | U   | U    | Non  | Non  | PI   | PI   | PI   | U    | Non   | Non  |
| Chili                           | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non   | Non  |
| Chine (République populaire de) | U   | U    | U  | U    | Non  | Non  | U  | U    | Non   | Non  |
| Chypre                          | PI  | PI   | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non   | Non  |
| Colombie                        | Non   | U    | Non  | PI   | Non  | PI   | PI   | U    | Non   | PI   |
| Corée                           | Non   | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | U    | Non   | Non  |
| Costa Rica                      | Non   | U    | Non  | U    | Non  | Non  | Non  | U    | U   | U    |
| Croatie                         | Non   | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | U   | U    |
| Danemark                        | U   | U    | Non  | Non  | U  | U    | U  | U    | U   | U    |
| Espagne                         | U   | U    | Non  | Non  | U  | U    | U  | U    | U   | U    |
| Estonie                         | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | PI   | U   | U    |
| États-Unis                      | U   | U    | PI   | PI   | PI   | PI   | PI   | PI   | Non   | Non  |
| Finlande                        | U   | U    | Non  | Non  | PI   | U    | PI   | U    | U   | U    |
| France                          | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | U  | U    | Non   | Non  |
| Géorgie                         | U   | U    | U  | U    | U  | U    | Non  | Non  | Non   | Non  |
| Grèce                           | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | U   | U    |
| Hong Kong (Chine)               | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | U   | U    |
| Hongrie                         | U   | U    | Non  | PI   | Non  | PI   | Non  | PI   | U   | U    |
| Inde                            | U   | U    | Non  | Non  | U  | U    | U  | U    | Non   | Non  |
| Indonésie                       | PI  | PI   | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non   | Non  |
| Irlande                         | U   | U    | Non  | Non  | U  | U    | U  | U    | U   | U    |
| Islande                         | U   | U    | Non  | Non  | PI   | PI   | Non  | Non  | Non   | Non  |
| Israël                          | U   | U    | Non  | Non  | PI   | PI   | U  | U    | PI  | PI   |
| Italie                          | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | PI   | PI   | PI  | PI   |
| Japon                           | U   | U    | U  | U    | U  | U    | Non  | Non  | U   | U    |
| Kenya                           | U   | U    | U  | U    | Non  | Non  | U  | U    | U   | U    |
| Lettonie                        | Non   | PI   | U  | U    | U  | U    | Non  | PI   | U   | U    |

Tableau A.51. Technologies innovantes : Mise en œuvre et utilisation (Partie 2) (suite)

| Juridiction         | Mise en œuvre et utilisation de technologies innovantes |      |  |      |  |      |  |      |   |      |
|---------------------|---|------|--|------|--|------|--|------|---|------|
|                     | Interfaces de programmation d'applications (API)        |      | Technologie d'identification numérique (biométrie ou identification vocale, par exemple) |      | Automatisation robotisée des processus (RPA) |      | Assistants virtuels (robots conversationnels, par exemple) |      | Systèmes d'identification à l'échelle de l'ensemble de l'administration |      |
|                     | 2018  | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018   | 2019 | 2018  | 2019 |
| Lituanie            | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | U  | U    | U   | U    |
| Luxembourg          | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | U   | U    |
| Malaisie            | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | PI   | U    | U   | U    |
| Malte               | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | PI   | U   | U    |
| Maroc               | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | PI   | Non   | Non  |
| Mexique             | Non   | U    | U  | U    | Non  | U    | Non  | Non  | Non   | Non  |
| Norvège             | U   | U    | Non  | Non  | U  | U    | PI   | U    | U   | U    |
| Nouvelle-Zélande    | U   | U    | U  | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | U   | U    |
| Pays-Bas            | U   | U    | U  | U    | PI   | PI   | Non  | Non  | U   | U    |
| Pérou               | Non   | PI   | Non  | PI   | Non  | Non  | PI   | U    | PI  | PI   |
| Pologne             | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | U   | U    |
| Portugal            | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | U  | U    | U   | U    |
| République slovaque | PI  | PI   | Non  | Non  | Non  | Non  | U  | U    | Non   | Non  |
| République tchèque  | U   | U    | U  | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | U   | U    |
| Roumanie            | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non   | Non  |
| Royaume-Uni         | U   | U    | U  | U    | U  | U    | U  | U    | Non   | Non  |
| Russie              | U   | U    | Non  | U    | Non  | Non  | Non  | PI   | U   | U    |
| Singapour           | U   | U    | PI   | U    | U  | U    | U  | U    | U   | U    |
| Slovénie            | U   | U    | Non  | Non  | U  | U    | Non  | Non  | PI  | U    |
| Suède               | U   | U    | Non  | Non  | PI   | U    | U  | U    | Non   | Non  |
| Suisse              | U   | U    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | PI   | U   | U    |
| Thaïlande           | PI  | U    | U  | U    | Non  | Non  | U  | U    | PI  | PI   |
| Turquie             | U   | U    | Non  | Non  | U  | U    | Non  | Non  | Non   | Non  |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303678>**U** La technologie est mise en œuvre et utilisée**IP** La technologie est en phase de mise en œuvre pour une utilisation future**Non** La technologie n'est pas utilisée, y compris dans les situations où la mise en œuvre n'a pas débuté

Tableau E.1. Variables externes

| Juridiction                     | Indicateurs dérivés – Variables externes |               |                                |             |  |                   | Total des recettes publiques<br>(en milliers, monnaie locale) <sup>4</sup> |                 |
|---------------------------------|--|---------------|--------------------------------|-------------|--|-------------------|--|-----------------|
|                                 | Population totale <sup>1</sup>           |               | Population active <sup>2</sup> |             | Produit intérieur brut<br>(en milliers, monnaie locale) <sup>3</sup> |                   | 2018   | 2019            |
|                                 | 2018                                     | 2019          | 2018                           | 2019        | 2018   | 2019              | 2018   | 2019            |
| Afrique du Sud                  | 57 779 622                               | 58 558 270    | 22 947 458                     | 23 300 226  | 4 873 899 000  | 5 077 625 000     | 1 415 555 766  | 1 475 838 298   |
| Allemagne                       | 82 905 782                               | 83 132 799    | 43 560 137                     | 43 577 709  | 3 356 410 000  | 3 449 050 000     | 1 553 846 000  | 1 610 560 000   |
| Arabie saoudite                 | 33 699 947                               | 34 269 528    | 14 019 589                     | 14 387 604  | 2 949 456 868  | 2 973 625 643     | 905 600 000  | 926 600 000     |
| Argentine                       | 44 494 502                               | 44 938 712    | 20 551 682                     | 20 772 672  | 14 542 722 150   | 21 447 249 875    | 4 940 700 447  | 7 261 829 927   |
| Australie                       | 24 982 688                               | 25 364 307    | 13 254 463                     | 13 414 956  | 1 899 460 000  | 1 994 588 000     | 676 988 500  | 689 207 703     |
| Autriche                        | 8 840 521                                | 8 877 067     | 4 601 213                      | 4 613 292   | 385 711 900  | 398 633 100       | 188 381 595  | 195 162 964     |
| Belgique                        | 11 427 054                               | 11 484 055    | 5 089 752                      | 5 101 824   | 459 531 000  | 473 085 000       | 236 500 500  | 238 598 700     |
| Brésil                          | 209 469 333                              | 211 049 527   | 105 542 232                    | 106 500 838 | 6 889 176 000  | 7 256 927 000     | 2 143 279 037  | 2 327 684 350   |
| Bulgarie                        | 7 025 037                                | 6 975 761     | 3 327 614                      | 3 295 081   | 109 694 800  | 118 668 800       | 37 865 354   | 42 014 100      |
| Canada                          | 37 057 765                               | 37 589 262    | 20 344 918                     | 20 583 847  | 2 223 856 000  | 2 303 878 000     | 917 946 000  | 958 823 000     |
| Chili                           | 18 729 160                               | 18 952 038    | 9 391 133                      | 9 557 893   | 191 214 437 897  | 198 495 061 227   | 45 693 478 256   | 46 054 762 407  |
| Chine (République populaire de) | 1 392 730 000                            | 1 397 715 000 | 783 424 134                    | 781 074 570 | 91 577 425 509   | 99 492 740 000    | 25 890 901 000   | 27 519 459 000  |
| Chypre <sup>5</sup>             | 875 899                                  | 888 005       | 437 495                        | 448 181     | 21 432 400   | 22 286 900        | 8 471 600  | 9 256 000       |
| Colombie                        | 49 648 685                               | 50 339 443    | 26 229 069                     | 26 787 864  | 985 931 000 000  | 1 061 730 000 000 | 296 240 914 300  | 311 629 082 042 |
| Corée                           | 51 606 633                               | 51 709 098    | 28 272 711                     | 28 410 822  | 1 898 192 600 000  | 1 919 039 800 000 | 435 558 000 000  | 441 148 000 000 |
| Costa Rica                      | 4 999 441                                | 5 047 561     | 2 445 858                      | 2 473 778   | 34 937 936 000   | 36 295 619 700    | 4 766 509 419  | 5 675 661 012   |
| Croatie                         | 4 087 843                                | 4 067 500     | 1 794 730                      | 1 778 668   | 382 964 000  | 400 102 000       | 178 139 400  | 190 116 566     |
| Danemark                        | 5 793 636                                | 5 818 553     | 3 014 756                      | 3 026 441   | 2 245 954 000  | 2 314 507 000     | 1 154 679 000  | 1 238 147 000   |
| Espagne                         | 46 797 754                               | 47 076 781    | 23 065 037                     | 23 120 097  | 1 202 193 000  | 1 245 331 000     | 471 730 000  | 487 804 000     |
| Estonie                         | 1 321 977                                | 1 326 590     | 705 816                        | 704 366     | 25 937 610   | 28 112 380        | 10 026 134   | 10 848 503      |
| États-Unis                      | 326 687 501                              | 328 239 523   | 165 483 017                    | 165 890 069 | 20 611 875 000   | 21 433 225 000    | 6 097 767 500  | 6 298 417 700   |
| Finlande                        | 5 515 525                                | 5 520 314     | 2 742 737                      | 2 739 091   | 233 662 000  | 240 557 000       | 122 686 000  | 125 882 000     |
| France                          | 66 965 912                               | 67 059 887    | 30 391 825                     | 30 386 432  | 2 360 687 000  | 2 425 708 000     | 1 260 522 000  | 1 275 063 000   |
| Géorgie                         | 3 726 549                                | 3 720 382     | 2 040 890                      | 2 032 911   | 44 599 343   | 50 002 147        | 11 760 969   | 13 349 759      |
| Grèce                           | 10 732 882                               | 10 716 322    | 4 804 346                      | 4 776 602   | 184 714 000  | 187 456 000       | 88 279 000   | 87 661 000      |
| Hong Kong (Chine)               | 7 451 000                                | 7 507 400     | 3 964 816                      | 3 953 996   | 2 835 161 000  | 2 865 679 000     | 599 773 679  | 567 299 410     |
| Hongrie                         | 9 775 564                                | 9 769 949     | 4 731 877                      | 4 720 629   | 42 661 805 000   | 46 786 714 000    | 18 993 557 050   | 20 387 566 810  |

Tableau E.1. Variables externes (suite)

| Juridiction         | Indicateurs dérivés – Variables externes |               |                                |             |  |                    |  |                   |
|---------------------|--|---------------|--------------------------------|-------------|--|--------------------|--|-------------------|
|                     | Population totale <sup>1</sup>           |               | Population active <sup>2</sup> |             | Produit intérieur brut<br>(en milliers, monnaie locale) <sup>3</sup> |                    | Total des recettes publiques<br>(en milliers, monnaie locale) <sup>4</sup> |                   |
|                     | 2018                                     | 2019          | 2018                           | 2019        | 2018   | 2019               | 2018   | 2019              |
| Inde                | 1 352 617 328                            | 1 366 417 754 | 487 622 021                    | 494 261 426 | 189 712 400 000  | 203 398 500 000    | 38 395 871 530   | 39 404 582 083    |
| Indonésie           | 267 663 435                              | 270 625 568   | 132 737 405                    | 134 776 525 | 14 838 311 500 000   | 15 833 943 400 000 | 2 208 112 828 847  | 2 240 904 412 722 |
| Irlande             | 4 867 316                                | 4 941 444     | 2 385 556                      | 2 418 323   | 327 241 000  | 355 904 000        | 84 166 600   | 89 134 600        |
| Islande             | 352 721                                  | 361 313       | 212 899                        | 217 840     | 2 787 574 000  | 2 970 076 000      | 1 275 334 000  | 1 276 399 000     |
| Israël              | 8 882 800                                | 9 053 300     | 4 102 822                      | 4 181 133   | 1 330 143 000  | 1 406 749 000      | 480 914 108  | 496 802 756       |
| Italie              | 60 421 760                               | 60 297 396    | 26 034 264                     | 25 946 128  | 1 766 168 000  | 1 787 665 000      | 818 463 000  | 841 441 000       |
| Japon               | 126 529 100                              | 126 264 931   | 68 358 370                     | 68 139 088  | 546 851 700 000  | 553 760 000 000    | 191 562 600 000  | 189 992 783 652   |
| Kenya               | 51 393 010                               | 52 573 973    | 23 057 935                     | 23 879 160  | 8 892 110 800  | 9 740 359 900      | 1 620 413 773  | 1 722 105 327     |
| Lettonie            | 1 927 174                                | 1 912 789     | 1 000 226                      | 983 102     | 29 056 050   | 30 476 087         | 10 882 903   | 11 414 355        |
| Lituanie            | 2 801 543                                | 2 786 844     | 1 472 661                      | 1 457 292   | 45 264 400   | 48 432 800         | 15 360 900   | 16 647 400        |
| Luxembourg          | 607 950                                  | 619 896       | 302 721                        | 310 000     | 60 053 100   | 63 516 300         | 27 248 600   | 28 441 400        |
| Malaisie            | 31 528 585                               | 31 949 777    | 15 381 536                     | 15 673 198  | 1 447 452 000  | 1 510 693 000      | 281 034 000  | 304 818 015       |
| Malte               | 484 630                                  | 502 653       | 235 579                        | 243 422     | 12 490 969   | 13 390 045         | 4 771 900  | 5 045 200         |
| Maroc               | 36 029 138                               | 36 471 769    | 11 918 297                     | 12 067 484  | 1 106 821 937  | 1 140 271 551      | 289 763 740  | 295 218 921       |
| Mexique             | 126 190 788                              | 127 575 529   | 56 253 063                     | 57 142 190  | 23 524 509 625   | 24 237 619 975     | 5 519 811 908  | 5 777 273 619     |
| Norvège             | 5 311 916                                | 5 347 896     | 2 799 958                      | 2 818 011   | 3 530 860 000  | 3 549 360 000      | 1 993 522 000  | 2 079 279 889     |
| Nouvelle-Zélande    | 4 841 000                                | 4 917 000     | 2 721 966                      | 2 764 798   | 297 790 000  | 311 272 000        | 112 977 500  | 116 535 500       |
| Pays-Bas            | 17 231 624                               | 17 332 850    | 9 227 941                      | 9 275 661   | 773 987 000  | 810 247 000        | 331 134 000  | 354 351 000       |
| Pérou               | 31 989 256                               | 32 510 453    | 18 346 713                     | 18 864 899  | 740 420 000  | 769 963 000        | 143 784 863  | 153 458 392       |
| Pologne             | 37 974 750                               | 37 970 874    | 18 391 322                     | 18 260 472  | 2 120 479 500  | 2 273 556 000      | 875 423 000  | 938 668 000       |
| Portugal            | 10 283 822                               | 10 269 417    | 5 267 545                      | 5 239 181   | 204 304 800  | 212 320 600        | 87 695 134   | 91 008 131        |
| République slovaque | 5 446 771                                | 5 454 073     | 2 754 200                      | 2 743 160   | 89 605 900   | 94 171 200         | 36 456 700   | 38 857 000        |
| République tchèque  | 10 629 928                               | 10 669 709    | 5 453 301                      | 5 445 535   | 5 408 766 000  | 5 748 668 000      | 2 245 120 000  | 2 381 229 000     |
| Roumanie            | 19 472 545                               | 19 356 544    | 9 054 882                      | 8 932 844   | 952 396 800  | 1 059 803 200      | 277 451 666  | 305 947 010       |
| Royaume-Uni         | 66 460 344                               | 66 834 405    | 34 329 233                     | 34 530 463  | 2 144 304 000  | 2 216 452 000      | 787 183 000  | 810 844 000       |
| Russie              | 144 477 860                              | 144 373 535   | 73 825 998                     | 73 025 684  | 104 629 640 000  | 110 046 050 000    | 36 918 898 788   | 39 110 300 769    |
| Singapour           | 5 638 676                                | 5 703 569     | 3 493 801                      | 3 527 065   | 503 395 200  | 507 567 700        | 90 152 760   | 91 775 411        |

Tableau E.1. Variables externes (suite)

| Juridiction | Indicateurs dérivés – Variables externes |            |                                |            |   |                |   |               |
|-------------|--|------------|--------------------------------|------------|---|----------------|---|---------------|
|             | Population totale <sup>1</sup>           |            | Population active <sup>2</sup> |            | Produit intérieur brut (en milliers, monnaie locale) <sup>3</sup> |                | Total des recettes publiques (en milliers, monnaie locale) <sup>4</sup> |               |
|             | 2018                                     | 2019       | 2018                           | 2019       | 2018  | 2019           | 2018  | 2019          |
| Slovénie    | 2 073 894                                | 2 087 946  | 1 037 571                      | 1 034 477  | 45 754 800  | 48 006 600     | 20 300 200  | 21 202 100    |
| Suède       | 10 175 214                               | 10 285 453 | 5 411 383                      | 5 470 074  | 4 828 306 000   | 5 021 285 000  | 2 393 790 000   | 2 438 396 302 |
| Suisse      | 8 514 329                                | 8 574 832  | 4 953 967                      | 4 978 166  | 689 911 100   | 700 437 600    | 234 520 478   | 239 156 982   |
| Thaïlande   | 69 428 524                               | 69 625 582 | 38 907 795                     | 38 989 896 | 16 365 572 000  | 16 875 891 000 | 3 462 565 912   | 3 530 927 000 |
| Turquie     | 82 319 724                               | 83 429 615 | 32 826 049                     | 33 368 843 | 3 758 315 620   | 4 320 191 230  | 1 163 625 876   | 1 254 683 359 |

StatLink  <https://dx.doi.org/10.1787/888934303697>

1. Source des données sur la population : Banque mondiale, Indicateur SP.POP.TOTL
2. Source des données sur la population active : Banque mondiale, Indicateur SL.TLF.TOTL.IN
3. Source des données sur le PIB : FMI, Perspectives de l'économie mondiale : produit intérieur brut, prix actuels
4. Source des données sur le total des recettes publiques : FMI, Perspectives de l'économie mondiale : recettes publiques générales
5. Chypre : Données communiquées par le Service statistique de Chypre



*Annexe B***Administrations fiscales participantes**Tableau A B.1. **Vue d'ensemble des administrations fiscales incluses dans ce rapport**

| Pays              | Nom de l'autorité fiscale  | Adresse du site Internet   | Code monnaie |
|-------------------|--|--|--------------|
| Afrique du Sud    | South African Revenue Service  | <a href="http://www.sars.gov.za">www.sars.gov.za</a>                               | ZAR          |
| Allemagne         | Ministère fédéral des Finances, Office central fédéral des impôts et Autorités fiscales des Länder | <a href="http://www.bundesfinanzministerium.de">www.bundesfinanzministerium.de</a> | EUR          |
| Arabie saoudite   | Autorité générale de la zakat et de l'impôt  | <a href="https://gazt.gov.sa/">https://gazt.gov.sa/</a>                            | SAR          |
| Argentine         | Administration fédérale des recettes publiques (AFIP)  | <a href="http://www.afip.gov.ar">www.afip.gov.ar</a>                               | ARS          |
| Australie         | Australian Taxation Office   | <a href="http://www.ato.gov.au">www.ato.gov.au</a>                                 | AUD          |
| Autriche          | Ministère fédéral des Finances   | <a href="http://www.bmf.gv.at">www.bmf.gv.at</a>                                   | EUR          |
| Belgique          | Service public fédéral Finances  | <a href="https://finances.belgium.be">https://finances.belgium.be</a>              | EUR          |
| Bésil             | Administration fiscale brésilienne   | <a href="https://receita.economia.gov.br/">https://receita.economia.gov.br/</a>    | BRL          |
| Bulgarie          | Agence nationale des recettes publiques  | <a href="https://nap.bg/">https://nap.bg/</a>                                      | BGN          |
| Canada            | Agence du revenu du Canada   | <a href="http://www.cra-arc.gc.ca">www.cra-arc.gc.ca</a>                           | CAD          |
| Chili             | Servicio de Impuestos Internos   | <a href="http://www.sii.cl">www.sii.cl</a>   | CLP          |
| Chine             | Administration d'État des impôts   | <a href="http://www.chinatax.gov.cn">www.chinatax.gov.cn</a>                       | CNY          |
| Chypre            | Administration fiscale chypriote   | <a href="http://www.mof.gov.cy/tax">www.mof.gov.cy/tax</a>                         | EUR          |
| Colombie          | Administration nationale des impôts et des douanes   | <a href="http://www.dian.gov.co">www.dian.gov.co</a>                               | COP          |
| Corée             | Service national des impôts  | <a href="http://www.nts.go.kr">www.nts.go.kr</a>                                   | KRW          |
| Costa Rica        | Direction des impôts, ministère des Finances   | <a href="http://www.hacienda.go.cr">www.hacienda.go.cr</a>                         | CRC          |
| Croatie           | Administration fiscale, ministère des Finances   | <a href="http://www.porezna-uprava.hr">www.porezna-uprava.hr</a>                   | HRK          |
| Danemark          | Administration fiscale danoise   | <a href="http://www.skatteforvaltningen.dk">www.skatteforvaltningen.dk</a>         | DKK          |
| Espagne           | Agence fiscale espagnole (AEAT)  | <a href="http://www.agenciatributaria.es">www.agenciatributaria.es</a>             | EUR          |
| Estonie           | Office estonien des impôts et des douanes  | <a href="http://www.emta.ee">www.emta.ee</a>                                       | EUR          |
| États-Unis        | Internal Revenue Service   | <a href="http://www.irs.gov">www.irs.gov</a>                                       | USD          |
| Finlande          | Administration fiscale finlandaise   | <a href="http://www.vero.fi">www.vero.fi</a>                                       | EUR          |
| France            | Direction Générale des Finances Publiques  | <a href="http://www.economie.gouv.fr/dgfip">www.economie.gouv.fr/dgfip</a>         | EUR          |
| Géorgie           | Service des recettes publiques de Géorgie  | <a href="http://www.rs.ge">www.rs.ge</a>   | GEL          |
| Grèce             | Autorité indépendante chargée des recettes publiques   | <a href="http://www.aade.gr">www.aade.gr</a>                                       | EUR          |
| Hong Kong (Chine) | Inland Revenue Department  | <a href="http://www.ird.gov.hk">www.ird.gov.hk</a>                                 | HKD          |
| Hongrie           | Administration nationale des impôts et des douanes   | <a href="https://nav.gov.hu">https://nav.gov.hu</a>                                | HUF          |
| Inde              | Income Tax Department  | <a href="http://www.incometaxindia.gov.in">www.incometaxindia.gov.in</a>           | INR          |
| Indonésie         | Direction générale des impôts  | <a href="http://www.pajak.go.id">www.pajak.go.id</a>                               | IDR          |
| Irlande           | Office of the Revenue Commissioners  | <a href="http://www.revenue.ie">www.revenue.ie</a>                                 | EUR          |

| Pays                | Nom de l'autorité fiscale   | Adresse du site Internet   | Code monnaie |
|---------------------|---|--|--------------|
| Islande             | Direction des impôts  | <a href="http://www.rsk.is">www.rsk.is</a>   | ISK          |
| Israël              | Autorité fiscale d'Israël   | <a href="http://www.taxes.gov.il">www.taxes.gov.il</a>   | ILS          |
| Italie              | Administration fiscale  | <a href="http://www.agenziaentrate.gov.it">www.agenziaentrate.gov.it</a>   | EUR          |
| Japon               | Agence nationale des impôts   | <a href="http://www.nta.go.jp">www.nta.go.jp</a>   | JPY          |
| Kenya               | Kenya Revenue Authority   | <a href="http://www.kra.go.ke/en/">www.kra.go.ke/en/</a>   | KES          |
| Lettonie            | Service national de l'impôt   | <a href="http://www.vid.gov.lv">www.vid.gov.lv</a>   | EUR          |
| Lituanie            | Inspection nationale des impôts relevant du ministère des Finances                              | <a href="http://www.vmi.lt">www.vmi.lt</a>   | EUR          |
| Luxembourg          | Administration des contributions directes<br>Administration de l'enregistrement et des domaines | <a href="http://www.impotsdirects.public.lu">www.impotsdirects.public.lu</a><br><a href="http://www.aed.public.lu">www.aed.public.lu</a> | EUR          |
| Malaisie            | Inland Revenue Board of Malaysia  | <a href="http://www.hasil.gov.my">www.hasil.gov.my</a>   | MYR          |
| Malte               | Office of the Commissioner for Revenue  | <a href="https://cfr.gov.mt">https://cfr.gov.mt</a>  | EUR          |
| Maroc               | Direction générale des impôts   | <a href="http://www.tax.gov.ma">www.tax.gov.ma</a>   | MAD          |
| Mexique             | Service d'administration fiscale  | <a href="http://www.sat.gob.mx">www.sat.gob.mx</a>   | MXN          |
| Norvège             | Administration fiscale norvégienne  | <a href="http://www.skatteetaten.no">www.skatteetaten.no</a>   | NOK          |
| Nouvelle-Zélande    | Inland Revenue Department – Te Tari Taake   | <a href="http://www.ird.govt.nz">www.ird.govt.nz</a>   | NZD          |
| Pays-Bas            | Administration néerlandaise des impôts et des douanes   | <a href="http://www.belastingdienst.nl">www.belastingdienst.nl</a>   | EUR          |
| Pérou               | Superintendencia Nacional de Administración Tributaria (SUNAT)                                  | <a href="http://www.sunat.gob.pe">www.sunat.gob.pe</a>   | PEN          |
| Pologne             | Administration fiscale nationale  | <a href="http://www.finanse.mf.gov.pl">www.finanse.mf.gov.pl</a>   | PLN          |
| Portugal            | Autorité portugaise des impôts et des douanes   | <a href="http://www.portaldasfinancas.gov.pt">www.portaldasfinancas.gov.pt</a>   | EUR          |
| République slovaque | Administration financière de la République slovaque   | <a href="http://www.financnasprava.sk">www.financnasprava.sk</a>   | EUR          |
| République tchèque  | Administration financière de la République tchèque  | <a href="http://www.financnisprava.cz">www.financnisprava.cz</a>   | CZK          |
| Roumanie            | Agence nationale de l'administration fiscale  | <a href="http://www.anaf.ro">www.anaf.ro</a>   | RON          |
| Royaume-Uni         | Her Majesty's Revenue and Customs   | <a href="http://www.hmrc.gov.uk">www.hmrc.gov.uk</a>   | GBP          |
| Russie              | Service fiscal fédéral de Russie  | <a href="http://www.nalog.gov.ru">www.nalog.gov.ru</a>   | RUB          |
| Singapour           | Inland Revenue Authority of Singapore   | <a href="http://www.iras.gov.sg">www.iras.gov.sg</a>   | SGD          |
| Slovénie            | Administration financière de la République de Slovénie  | <a href="http://www.fu.gov.si">www.fu.gov.si</a>   | EUR          |
| Suède               | Administration fiscale suédoise   | <a href="http://www.skatteverket.se">www.skatteverket.se</a>   | SEK          |
| Suisse              | Administration fédérale des finances  | <a href="http://www.estv.admin.ch">www.estv.admin.ch</a>   | CHF          |
| Thaïlande           | The Revenue Department  | <a href="http://www.rd.go.th">www.rd.go.th</a>   | THB          |
| Turquie             | Administration turque des finances  | <a href="http://www.gib.gov.tr">www.gib.gov.tr</a>   | TRY          |



# Administration fiscale 2021

## INFORMATIONS COMPARATIVES SUR LES PAYS DE L'OCDE ET AUTRES ÉCONOMIES AVANCÉES ET ÉMERGENTES

Ce rapport est la neuvième édition de la Série sur l'administration fiscale de l'OCDE. Il fournit des données comparatives au niveau international sur des aspects des systèmes fiscaux et de la manière dont ils sont gérés dans 59 économies avancées et émergentes. La publication présente les résultats de l'enquête internationale 2020 sur l'administration des recettes (ISORA), une enquête internationale multi-organisations visant à collecter des informations et des données au niveau national sur l'administration fiscale, régie par quatre organisations partenaires : CIAT, le FMI, l'IOTA et l'OCDE. Comme pour le cycle d'enquête précédent, la Banque asiatique de développement (BAD) a également participé à ISORA 2020 aux côtés des quatre organisations partenaires.

La publication est structurée autour de neuf chapitres qui examinent et commentent les performances et les tendances de l'administration fiscale jusqu'à la fin de l'exercice 2019, et elle comprend un ensemble d'exemples fournis par les administrations fiscales pour mettre en évidence les innovations récentes et les bonnes pratiques. La publication comporte également deux annexes contenant toutes les données d'ISORA 2020, qui constituent la base de l'analyse du rapport, ainsi que les détails des administrations qui ont participé à cette publication.



IMPRIMÉ ISBN 978-92-64-96517-1  
PDF ISBN 978-92-64-38171-1



9 789264 965171